

Rapport d'activité et de performance

Bilan 2022/2023 par politique sectorielle



© Caroline MONTEAUX, Fabrice RUMILLAT, Musée Savoisien – S. PAUL, Département de la Savoie, Adobe Stock

SAVOIE
LE DÉPARTEMENT

savoie.fr

Sommaire

Politique financière 3

Ressources humaines 23

Moyens 45

Sécurité et incendie 93

Approche européenne 107

Agriculture 123

Environnement 143

Education 165

Politique routière 195

Aménagement du territoire 229

Aménagement numérique 245

Tourisme 259

Sport 273

Culture 289

Action sociale générale 319

Personnes âgées 337

Personnes handicapées 357

Cohésion sociale 375

EJF (Enfance, jeunesse et famille),
PMI (Protection maternelle et infantile) 393

Action sociale de proximité 421

Jeunesse 473

Remerciements et crédits photos 487



Politique financière

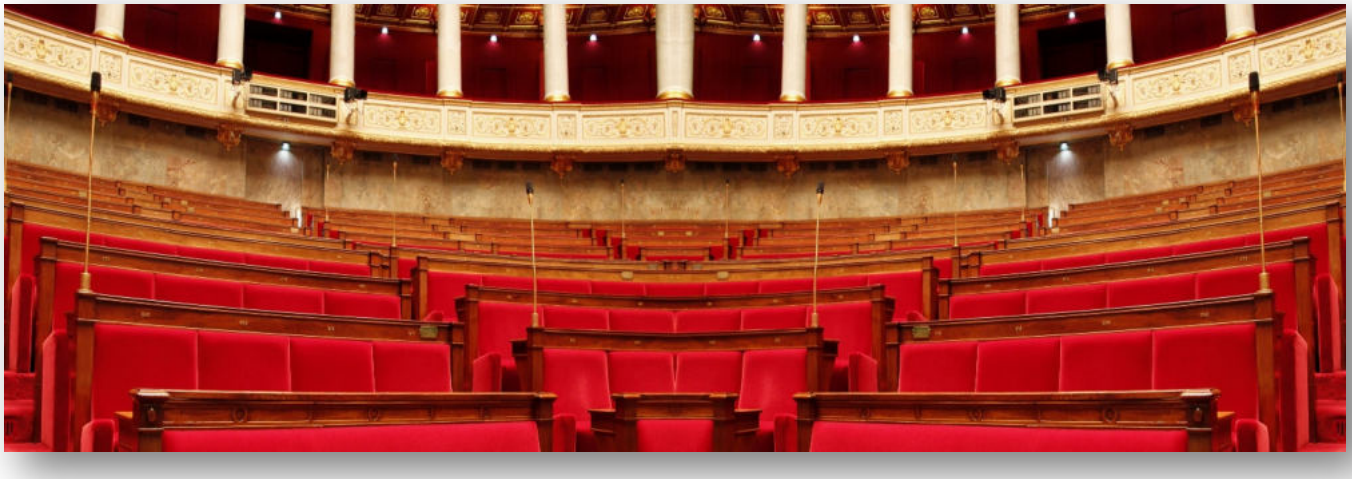
RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **1ère commission**

Direction concernée :

- **Pôle Ressources et moyens – Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques**

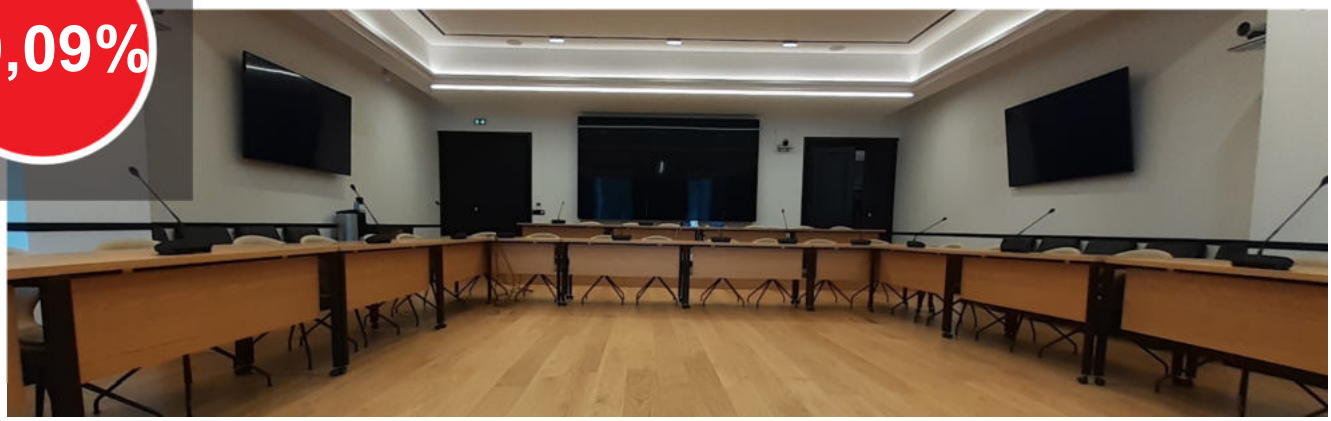


SOMMAIRE

SYNTHÈSE 5
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 6
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 9
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 11
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 21

SYNTHÈSE – POLITIQUE FINANCIÈRE

10,09%



La politique financière a pour objet d'assurer un financement équilibré de l'action départementale, de garantir au Département une capacité budgétaire et d'investissement et d'assurer sa sécurité financière et sa solvabilité.

Contexte

Confronté à un contexte de stagnation, voire de ralentissement de l'activité économique pendant plusieurs années, le Département a affirmé sa volonté de préserver sa capacité budgétaire et d'investissement grâce à la recherche d'une plus grande maîtrise de ses dépenses de fonctionnement.

L'année 2023 a été marquée par un reflux progressif de l'inflation, en particulier en matière d'énergie et d'alimentation. Le Département a dû ainsi faire face à un accroissement de 9,5 % de ses dépenses de fonctionnement (hors mise en réserve des DMTO), en raison de la progression des dépenses d'action sociale et de ses charges courantes, en particulier des charges de personnel du fait des mesures de revalorisation mises en œuvre. Les recettes de fonctionnement ont diminué de 0,12%. Après avoir évolué de +10,48% en 2022, le produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) a progressé en 2022 de 11,63% puis a diminué de 10,36% en 2023.

En 2023, le Département a donc poursuivi la réalisation de son plan d'investissement.

Il a toutefois enregistré une baisse de ses dépenses d'investissement du fait, notamment, des difficultés rencontrées dans les consultations de commande publique (infructuosité, etc…) (-9,85%) et a poursuivi son désendettement (-10,9 M€ sur l'encours).

Principales réalisations

- Baisse de 26,30% de l'épargne brute (déduction faite de la mise en réserve de 33,1 M€ de DMTO) ;
- Réduction de l'encours de dette à 126,34 M€ fin 2023 du fait d'un non recours à l'emprunt et de remboursements anticipés en 2017, 2018, 2019 et 2022 ;
- Poursuite du plan d'investissement ;
- Une baisse du produit des DMTO de 10,36%.

Enjeux

- Assurer un financement structurellement équilibré de l'action départementale.
- Garantir au Département une capacité budgétaire d'initiative et d'investissement.
- Garantir la sécurité financière et la solvabilité du Département.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

64,17 M€ (CA)

7,35 équivalents temps plein (ETP)

167,82 M€ : encours de dette remboursé entre 2011 et 2023

609 M€ : recettes de fonctionnement

521 M€ : dépenses de fonctionnement (488 M€ hors réserve DMTO)

19,8 % : taux d'épargne brute

1,05 an : capacité de désendettement

49,68 % : poids des dépenses d'action sociale dans les dépenses de fonctionnement

Perspectives de l'action départementale en quelques mots …

La politique financière à mettre en œuvre à compter de 2024 devrait permettre d'absorber le moindre rendement des droits de mutation à titre onéreux, la poursuite d'une progression des dépenses de fonctionnement, notamment d'intervention, et le maintien d'un niveau significatif d'investissement.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

L'action du Département de la Savoie s'est inscrite, en 2023, dans un contexte économique, marqué par l'inflation, en particulier en matière énergétique et alimentaire.[1] En moyenne sur l'année 2023, le Produit Intérieur Brut (PIB) augmente de 0,9% (après 2,5 % en 2022). Le déficit public s'élève à 5,5 % du PIB, après 4,8 % en 2022 et 6,6 % en 2021. La dette des administrations publiques au sens de Maastricht atteint 110,6 % du PIB fin 2023, après 111,9 % fin 2022 et 97,9% en 2019.

De telles évolutions ont naturellement eu des conséquences sur la progression des recettes et des dépenses départementales.

Le Département a enregistré en 2023 une baisse de son produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (-10,36%) après une progression de + 11,06% en 2022 comme en 2021 (+19,3%). La Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été supprimée et compensée par une fraction complémentaire de TVA. Cette dernière s'élève en 2023 à 33,86 M€. D'autres recettes, également directement sensibles aux effets de la crise sanitaire, ont connu de fortes baisses de rendement en 2021 mais ont repris leur régime de croisière dès 2022. C'est le cas de la taxe sur les remontées mécaniques dont le produit a connu une progression de 7,2% en 2023 et de la taxe de séjour qui a augmenté de 63%. La taxe sur les conventions d'assurance a, pour sa part, poursuivi une progression dynamique en 2023 (+6,5%), tout comme en 2022 (+5,2%). Il en a résulté une diminution de 0,12 % des recettes réelles de fonctionnement en 2023.

Dans le même temps, les dépenses réelles de fonctionnement, qui retracent tant les charges courantes que les dépenses d'intervention (sociales, notamment), ont progressé de 9,50% (hors mise en réserve de DMTO). Les dépenses de solidarité et d'action sociale ont, pour leur part, connu une augmentation de 9,26% (2,21 % en 2022 et 2,81% en 2021) et les dépenses de personnel se sont accrues de 8,39%.

En 2023, les dépenses réelles d'investissement diminuent de 1,58%. L'effort d'investissement qui s'est poursuivi en 2023 a été rendu possible par une politique financière de désendettement continu constatée depuis 2011.

En maintenant un niveau d'autofinancement soutenu, bien qu'en diminution en 2023, le Département a pu ainsi financer son plan d'investissement tout en ne recourant pas à l'emprunt et en présentant même un encours de dette en diminution fin 2023. La solidité de sa structure financière lui permettra de poursuivre, en 2024, son action en faveur de l'aménagement et du développement de la Savoie.

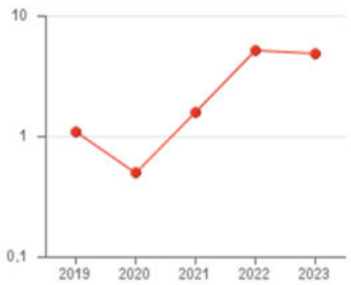
CONT -1. Taux de croissance du PIB national

Période	Taux
2019	1,8
2020	-8
2021	6,4
2022	2,5
2023	0,9



CONT -2. Taux d'inflation

Période	Taux
2019	1,1
2020	0,5
2021	1,6
2022	5,2
2023	4,9



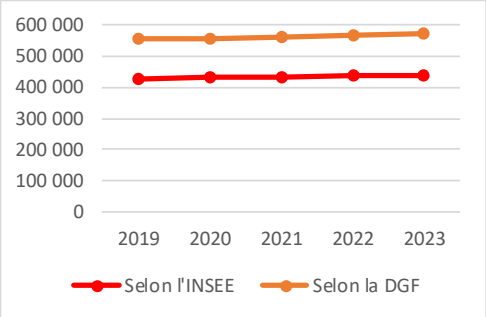
En moyenne sur l'année 2023, le PIB augmente de 0,9 % (après +2,5 % en 2022 et +6,4% en 2021, mais après -8% en 2020). Ce chiffre résulte surtout du rebond de l'activité au deuxième trimestre 2023, l'activité ayant été stable sur le reste de l'année[2]. L'inflation ralentit en moyenne annuelle en 2023.

[1] Sources : INSEE, Informations rapides N°7 paru le 12/01/2024, « En 2023, léger ralentissement des prix à la consommation en moyenne annuelle », https://www.insee.fr/ ; INSEE, Informations rapides N°74 paru le 26/03/2024, « En 2023, le déficit public s'élève à 5,5% du PIB, la dette publique à 110,6% du PIB », https://www.insee.fr/.

[2] Sources : INSEE, Informations rapides N°23 paru le 30/01/2024, « Le PIB reste stable au quatrième trimestre 2023. En moyenne en 2023, il augmente de 0,9% » », https://www.insee.fr/.

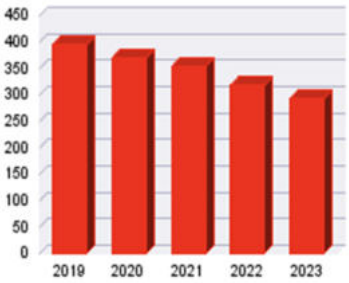
CONT -3a et 3b. Population de la Savoie

Période	Selon l'INSEE	Selon la DGF
2019	429 681	556 139
2020	431 174	558 371
2021	433 724	562 092
2022	436 434	566 454
2023	439 750	570 735



CONT -5. Encours de dette par habitant (population municipale INSEE)

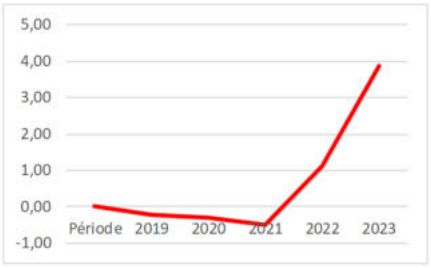
Période	Euros
2019	393
2020	368
2021	352
2022	316
2023	291



Ces dernières années, l'encours de dette par habitant du Département connaît une diminution régulière en raison de la limitation, voire de l'absence, du recours à l'emprunt pour le financement des dépenses d'investissement ainsi que de la réalisation régulière de remboursements anticipés sans refinancement.

CONT -6. Taux moyen de l'EURIBOR 12 mois (moyenne annuelle)

Période	Taux
2019	-0,22
2020	-0,31
2021	-0,49
2022	1,10
2023	3,87

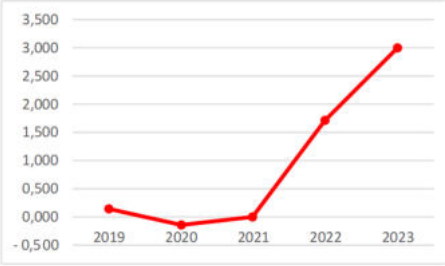


Ces dernières années, les taux d'intérêt à court terme ont connu une forte diminution, du fait d'une activité économique assez peu dynamique et de la politique accommodante mise en œuvre par la Banque Centrale Européenne (BCE).

La BCE a adopté en 2022 un resserrement de sa politique monétaire en procédant à 4 augmentations de ses taux directeurs, soit une augmentation de 250 pbs au total et à un plan de retrait des liquidités sur les marchés. Ces annonces ont eu pour conséquence une augmentation des taux monétaires à compter du second trimestre 2022. Entre juillet 2022 et septembre 2023, la BCE a relevé 10 fois ses taux directeurs. Le taux d'intérêt sur les dépôts de la BCE est ainsi passé de -0,5 % à 4 %.

CONT -7. Taux moyen OAT 10 ans

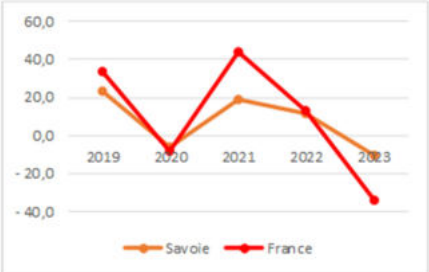
Période	Taux
2019	0,130
2020	-0,147
2021	0,008
2022	1,708
2023	3,000



Ces dernières années, les taux d'intérêt à long terme sont demeurés à un niveau historiquement bas, voire négatif, principalement en raison d'une activité économique assez peu dynamique et du niveau de l'inflation. Le regain d'inflation observé dès 2021 est à l'origine d'une hausse des taux longs, qui se poursuit en 2023.

CONT -9a et 9b. Taux de croissance du produit de DMTO

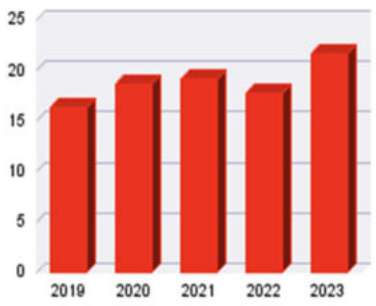
Période	Savoie	France
2019	23,2	10,3
2020	-6,0	-2,1
2021	19,3	25,0
2022	11,6	1,7
2023	-10,4	-23,5



Le produit des droits de mutation perçus par le Département ne connaît pas, d'une année sur l'autre, une évolution identique à celle observée en moyenne par l'ensemble des Départements, notamment en raison de l'influence particulière du marché immobilier en zone de montagne sur ces fluctuations annuelles. Après un repli de -6% en 2020 sous l'effet de la crise sanitaire, ce produit a connu une forte croissance en 2021 (+19,3%) et en 2022 (+11,6%) puis une diminution de -10,36%.

CONT -10. Evolution de la contribution du Département à la péréquation sur les DMTO (M€)

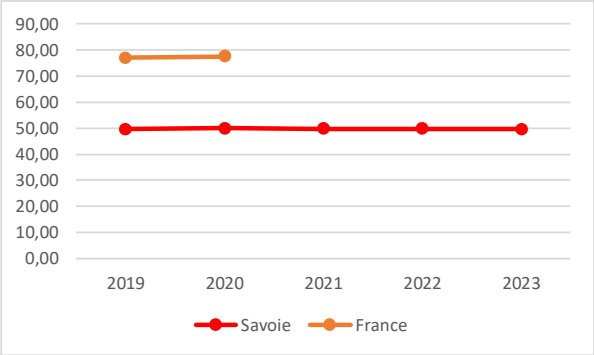
Période	Euros
2019	16,3
2020	18,6
2021	19,0
2022	17,6
2023	21,5



L'évolution de la contribution du Département à la péréquation sur les DMTO tient à l'évolution du produit encaissé, en augmentation significative ces dernières années. Entre 2014 et 2018, le poids de cette contribution au titre de deux fonds de péréquation a représenté 12% du produit des droits de mutation encaissé. A compter de 2019, ce poids a progressé pour atteindre 14% en raison de la création d'un troisième fonds de péréquation portant sur cette même recette, puis de la fusion de ces trois fonds en un fonds unique globalisé à compter de 2020. La contribution du Département, qui a diminué en 2022 en raison de l'évolution nationale plus élevée en 2021 qu'en Savoie, a de nouveau progressé en 2023.

CONT -11a et 11b. Poids des dépenses d'action sociale dans les dépenses de fonctionnement et Moyenne nationale (%)

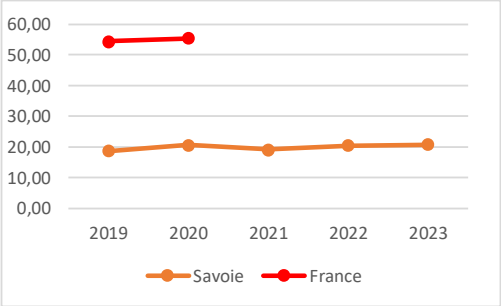
Période	Savoie	France
2019	49,58	77,1
2020	50,02	77,5
2021	49,90	
2022	49,78	
2023	49,68	



Les dépenses d'action sociale représentent, en Savoie, une part des dépenses de fonctionnement qui est sensiblement plus faible que celle observée, en moyenne, dans les autres départements. Une telle singularité s'explique par la situation économique du territoire et la sociologie de la population savoyarde.

CONT -13a et 13b. Poids des subventions d'équipement dans les dépenses d'investissement hors remboursement de la dette et Moyenne nationale (%)

Période	Savoie	France
2019	18,70	35,70
2020	20,54	34,90
2021	19,07	
2022	20,45	
2023	20,79	



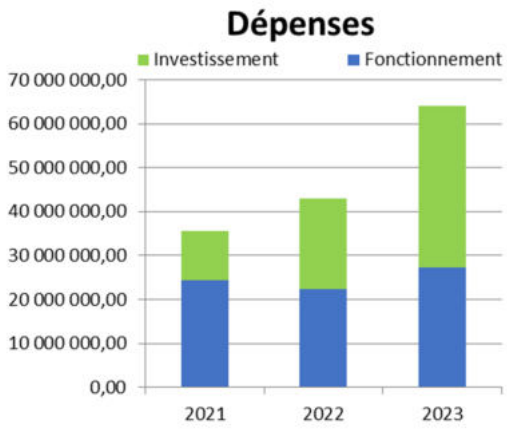
Après de nombreuses années au cours desquelles le Département a pu présenter une part des subventions d'équipement dans les dépenses d'investissement très supérieure à celle observée au plan national, le Département consacre désormais une part supérieure de ses crédits d'équipements à la réalisation de travaux en maîtrise d'ouvrage départementale, notamment en matière de voirie et d'extension et de restructuration des collèges (phénomène accentué lorsque le volume des travaux réalisés est en forte croissance).

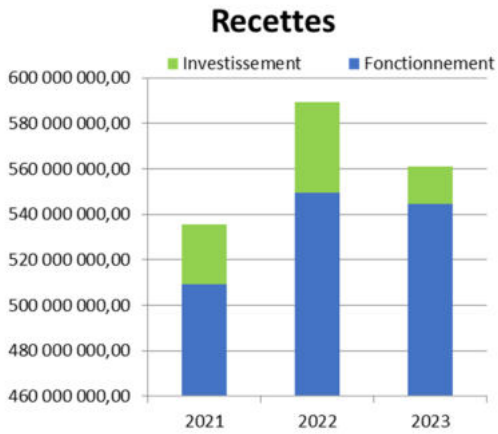
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

Dépenses	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au 07 février 2024	
Par politique	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
1 RESSOURCES ET FINANCEMENTS	20 116 347,66	0,00	18 469 845,72	0,00	22 625 774,67	0,00
2 ALLOCATIONS ET MOBILISATION DES MOYENS FINANCIERS	190 724,04	0,00	156 020,24	0,00	173 194,29	0,00
3 STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE	3 997 151,91	11 211 664,34	3 781 621,53	19 123 678,87	4 561 192,42	36 817 883,50
Mouvements d'ordre				1 500 000,00		
Dépenses par section	**24 304 223,61**	**11 211 664,34**	**22 407 487,49**	**20 623 678,87**	**27 360 161,38**	**36 817 883,50**
	total année : 35 515 887,95		**total année : 43 031 166,36**		**total année : 64 178 044,88**	

Recettes	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au 07 février 2024	
Par politique	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
1 RESSOURCES ET FINANCEMENTS	505 567 345,13	22 635 833,33	546 384 310,39	25 051 869,17	540 071 255,47	14 464 078,11
2 ALLOCATIONS ET MOBILISATION DES MOYENS FINANCIERS	1 614 718,00	3 763 830,38	2 095 719,00	14 334 795,50	2 079 838,67	1 686 871,20
3 STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE	2 039 260,28	29 769,18	1 425 234,07	29 769,18	3 045 939,45	29 769,18
Mouvements d'ordre				520 000,00		
Recettes par section	**509 221 323,41**	**26 429 432,89**	**549 905 263,46**	**39 936 433,85**	**545 197 033,59**	**16 180 718,49**
	total année : 535 650 756,30		**total année : 589 841 697,31**		**total année : 561 377 752,08**	







Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
POLITIQUE FINANCIERE	1. RESSOURCES ET FINANCEMENTS	PRMD	DFIPAJ	1,83	1,7	1,4
	Sous-total du secteur			1,83	1,7	1,4
	2. ALLOCATIONS ET MOBILISATION DES MOYENS FINANCIERS	PRMD	DFIPAJ	2,25	2,07	2,06
	Sous-total du secteur			2,25	2,07	2,06
	3. STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE	PRMD	DFIPAJ	3,3	3,4	3,89
	Sous-total du secteur			3,3	3,4	3,89
TOTAL tous effectifs pour la politique				7,38	7,17	7,35

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) :

Les moyens mobilisés au sein de la Direction des Finances, du Pilotage de gestion et des Affaires juridiques (DFIPAJ) au titre du pilotage et de la mise en œuvre de la politique financière du Département sont globalement satisfaisants, tant en termes de ressources humaines que sur le plan matériel et informatique.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

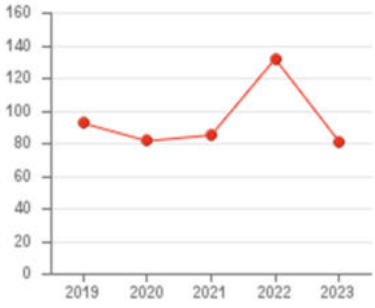
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Préserver et consolider durablement les équilibres budgétaires et financiers du département	1.1. Assurer un financement structurellement équilibré de l'action départementale	1.1.1. Assurer durablement un taux de couverture des dépenses réelles d'investissement par l'épargne brute supérieure à 50 %
		1.1.2. Contenir durablement la capacité de désendettement dans une fourchette de 2 à 6 années
	1.2. Garantir au département une capacité budgétaire d'initiative et d'investissement	1.2.1. Limiter la progression annuelle des dépenses réelles de fonctionnement par an à compter de 2022
		1.2.2. Optimiser le volume des intérêts d'emprunt dans le respect des bornes d'encadrement de la structure de l'encours (80% - 20% ; taux fixes/taux variables)
		1.2.3. Garantir durablement un volume de dépenses d'investissement hors dette au minimum de 80 M €
	1.3. Garantir au Département une structure financière saine et une forte solvabilité	1.3.1. Garantir durablement un taux d'épargne brute d'au moins 15 %
		1.3.2. Garantir durablement une capacité de désendettement inférieure à 6 ans
		1.3.3. Conserver une qualité de signature optimale auprès des prêteurs par le maintien d'une note intrinsèque AAA
	1.4. Maitriser et contenir les risques attachés à l'endettement	1.4.1. Prévenir le risque de liquidité en limitant à 50% de l'encours la part de l'encours obligataire
		1.4.2. Prévenir durablement le risque de taux en contenant la structure de l'encours de dette dans une fourchette 90 % - 10 % (encours à taux fixes et encours à taux variables ou inversement)
		1.4.3. Garantir annuellement un classement de l'encours de dette dans les rubriques A (pour au moins 80% de l'encours total), B et C de la classification opérée par la circulaire du 25 juin 2010
	1.5. Maitriser et contenir les risques attachés aux engagements financiers externes	1.5.1. Limiter le nombre de structures partenaires classées en situation "très risquée" au sens du référentiel de notation du Département
		1.5.2. Veiller, en qualité d'actionnaire, à la solidité financière des Sociétés d'Economie Mixte et autres sociétés
		1.5.3. Eviter la mise en jeu des garanties d'emprunt accordées

Objectif politique	*1. Préserver et consolider durablement les équilibres budgétaires et financiers du département*
Objectif stratégique	*1.1. Assurer un financement structurellement équilibré de l'action départementale*

Objectif opérationnel	*1.1.1. Assurer durablement un taux de couverture des dépenses réelles d'investissement par l'épargne brute supérieure à 50 %*

1.1.1.1 PERF - Epargne Brute / dépenses réelles d'investissement (DRI)

Période	Taux
2019	92,5
2020	81,65
2021	85,18
2022	131,98
2023	81,25

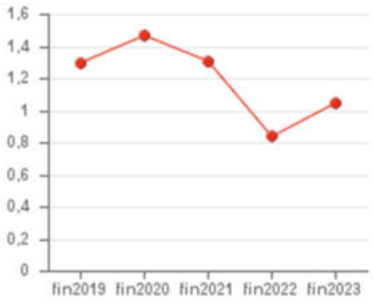


Le Département, du fait de la baisse de ses dépenses d'investissement (par rapport au montant observé jusqu'en 2009) et de la mise en œuvre d'une stratégie de préservation de son épargne, autofinançait environ deux tiers de ses dépenses d'investissement par l'épargne dégagée sur sa section de fonctionnement jusqu'en 2016 (le solde étant couvert par des subventions ou dotations (FCTVA, DGE, DDEC)). Ce taux a été porté à plus de 80% en 2017 et même à près de 95% en 2018 avant de retomber à 92,50% en 2019, trois années au cours desquelles le Département n'a pas emprunté. Moins élevé, ce taux est resté supérieur à 80% en 2020 et 2021. Il passe à 128,56% en 2022 du fait de la progression de l'épargne et de la moindre exécution du budget d'investissement mais reste supérieur à 80 % en 2023.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Contenir durablement la capacité de désendettement dans une fourchette de 2 à 6 années*

1.1.2.1 PERF - Evolution de la capacité de désendettement

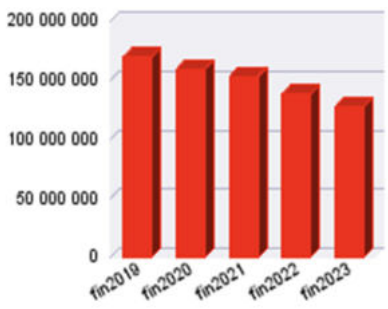
Période	Année
fin2019	1,3
fin2020	1,47
fin2021	1,31
fin2022	0,84
fin2023	1,05



Le Département s'est fixé pour objectif de contenir sa capacité de désendettement dans une fourchette de 2 à 8 années afin de préserver un équilibre dans le financement de ses investissements entre l'autofinancement et le recours à l'emprunt, et de conserver un encours de dette soutenable. Les efforts de maitrise accomplis ces dernières années ont ainsi permis le maintien de la capacité de désendettement en deçà de 4 années, puis proche de 2 années en 2017 et 2018, avant de passer en dessous de 1,5 années de 2019 à 2023.

1.1.2.2 PERF - Evolution de l'encours de dette (en euros)

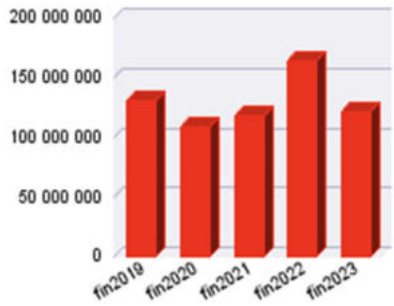
Période	Euros
fin2019	168 831 486,03
fin2020	158 664 374,75
fin2021	152 452 710,42
fin2022	137 230 745,63
fin2023	126 340 539,16



Depuis 2011, l'encours de dette connaît une diminution régulière, qui s'est accentuée de 2017 à 2019 du fait de l'absence de recours à l'emprunt et de la réalisation d'un remboursement anticipé ces trois années respectivement de 10 M€, 12 M€ et 22,6 M€. En 2023, aucun emprunt n'a été mobilisé. La diminution de l'encours de dette depuis 2011 est de plus de 167,82 M€.

1.1.2.3 PERF - Evolution de l'épargne brute (en euros)

Période	Euros
fin2019	130 019 763,00
fin2020	108 106 409,00
fin2021	116 551 539,00
fin2022	163 689 942,62
fin2023	120 646 781,48



La progression de l'épargne brute en fin de période s'explique principalement par la maîtrise de la progression des dépenses de fonctionnement et du rendement exceptionnel, depuis 2017, des DMTO. La chute observée en 2020, de plus de 22 M€ et de près de 17%, s'explique par la diminution des recettes de fonctionnement et la progression des dépenses de fonctionnement induites par la crise sanitaire. L'épargne diminue significativement en 2023 et atteint 120,65 M€ (hors réserve DMTO).

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. ☺

« Assurer un financement structurellement équilibré de l'action départementale »

Les deux objectifs opérationnels concourant à la satisfaction de cet objectif stratégique sont atteints, le Département ayant pu, à la faveur d'une substantielle amélioration de son niveau d'épargne brute, réduire son encours de dette, et couvrir une part très majoritaire de ses dépenses d'investissement.

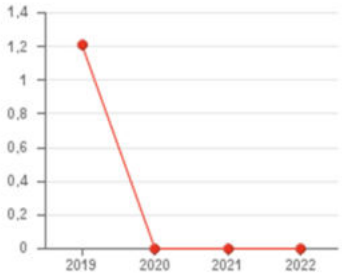
Objectif politique	***1. Préserver et consolider durablement les équilibres budgétaires et financiers du département***
Objectif stratégique	***1.2. Garantir au département une capacité budgétaire d'initiative et d'investissement***

Objectif opérationnel	***1.2.1. Limiter la progression annuelle des dépenses réelles de fonctionnement par an à compter de 2022***

Les pactes financiers dits de Cahors avaient pour objectif de limiter la progression annuelle des dépenses réelles de fonctionnement à 1,2%, au sens de la Loi de Programmation des Finances publiques pour 2018-2022.
La loi d'urgence sanitaire du 23 mars 2020 avait suspendu les pactes de Cahors pour leur dernière année 2020. Le dispositif n'a pas été renouvelé depuis 2021.

1.2.1.2 PERF - Evolution des dépenses réelles de fonctionnement retraitées au sens de la Loi n°2018-032

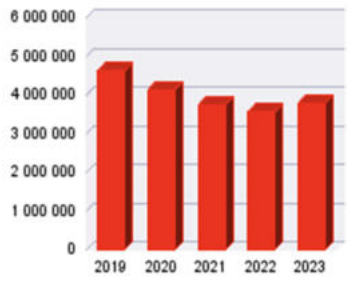
Période	Taux
2019	1,21
2020	0
2021	0
2022	0



Objectif opérationnel	1.2.2. Optimiser le volume des intérêts d'emprunt dans le respect des bornes d'encadrement de la structure de l'encours (80% - 20% ; taux fixes/taux variables)

1.2.2.1 PERF - Evolution du volume des intérêts de la dette (en euros)

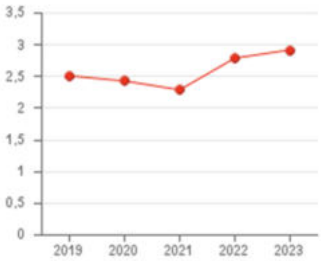
Période	Euros
2019	4 612 328,29
2020	4 120 581,10
2021	3 720 189,97
2022	3 535 161,89
2023	3 764 707,18



Le volume des intérêts de la dette connait une diminution régulière, à la faveur de la réduction de l'encours de dette du Département et du niveau historiquement bas des taux d'intérêt pratiqués jusqu'au début de l'année 2022.

1.2.2.2 PERF - Taux d'intérêt moyen (budget principal)

Période	Taux
2019	2,51
2020	2,43
2021	2,29
2022	2,79
2023	2,92



Le volume des frais financiers a pu être jusqu'alors contenu du fait :

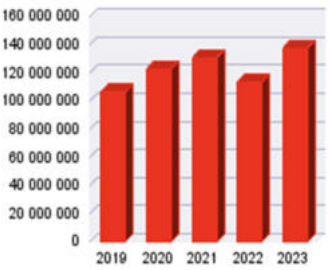
- de la stabilisation, voire de la diminution, de l'encours de dette (à la faveur de l'absence de tout recours à l'emprunt en 2017, 2018, en 2019 et 2022, et de la réalisation de remboursements anticipés),
- de la baisse des taux d'intérêt jusqu'en 2021 et de la politique active et prudente de gestion de dette conduite par le Département.

Le recours au financement par l'emprunt obligataire à partir de 2015 a en outre permis d'obtenir des conditions de taux plus avantageuses que celles obtenues auprès des établissements bancaires.
En 2023, le Département n'a pas eu recours à l'emprunt.
La légère progression observée de 2017 à 2019 s'explique, en l'absence de recours à l'emprunt, par le poids croissant d'encours anciens dans le stock de dette, principalement à taux fixe. La hausse constatée en 2022 est due au remboursement anticipé réalisé sur un emprunt revolving à taux variable, ce qui accentue la part à taux fixe d'encours anciens.

Objectif opérationnel	1.2.3. Garantir durablement un volume de dépenses d'investissement hors dette au minimum de 80 M €

1.2.3.1 PERF - Montant des dépenses d'investissement hors dette (comptes administratifs, en euros)

Période	Euros
2019	105 960 276,00
2020	122 255 725,00
2021	130 035 934,99
2022	112 804 965,54
2023	137 172 946,00



La stratégie financière poursuivie par le Département vise à lui conserver une capacité d'investissement minimum, lui permettant d'assurer sa mission d'aménagement et de développement du territoire.
Après une période d'investissement particulièrement intense, de 2004 à 2009, le Département a dû renouer avec un budget d'équipement plus habituel et compatible avec l'évolution de sa capacité structurelle d'autofinancement en investissant annuellement près de 100 M€.

Les exercices 2020 et 2021 du fait de la crise sanitaire se caractérisent par des enveloppes exceptionnelles (respectivement 122M€ et 130M€) ouvertes dans le cadre d'un plan de soutien de l'activité économique.
L'exercice 2021 s'inscrit dans la continuité de 2020 avec la poursuite et la finalisation des dépenses d'investissement inscrites dans le plan de relance ; le volume des dépenses d'investissement a diminué en 2022 et a atteint 112,80 M€. Il a de nouveau progressé en 2023 du fait, notamment, d'une opération exceptionnelle de prise de participation d'une filiale de SSIT au capital de la Compagnie des Alpes.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Garantir au département une capacité budgétaire d'initiative et d'investissement »

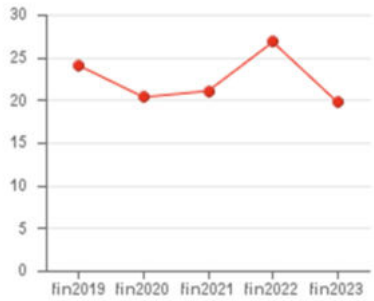
Les trois objectifs opérationnels concourant à la satisfaction de cet objectif stratégique sont atteints, le Département ayant pu contenir l'évolution de ses dépenses de fonctionnement et maintenir un niveau d'investissement proche, chaque année, de 100 millions d'euros. Par ailleurs, ce niveau d'investissement a été renforcé à partir de 2020 afin de soutenir l'activité économique.

Objectif politique	*1. Préserver et consolider durablement les équilibres budgétaires et financiers du département*
Objectif stratégique	*1.3. Garantir au Département une structure financière saine et une forte solvabilité*

Objectif opérationnel	*1.3.1. Garantir durablement un taux d'épargne brute d'au moins 15 %*

1.3.1.1 PERF - Taux d'épargne brute

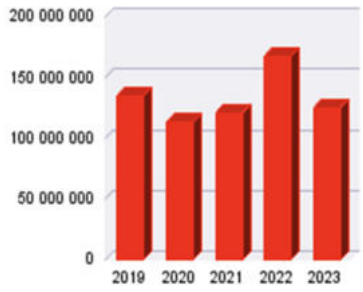
Période	Taux
fin2019	24,1
fin2020	20,4
fin2021	21,1
fin2022	26,9
fin2023	19,8



Les efforts de maitrise des dépenses de fonctionnement ont permis au Département de réserver une part significative de ses recettes de fonctionnement à l'autofinancement. Le taux d'épargne brute de l'ordre de 20% ces dernières années, et de 24% en 2019, avoisinait toutefois 33% au début des années 2000. Il a atteint 26,9% en 2022 et diminué en 2023 du fait de la réduction de l'épargne brute.

1.3.1.2 PERF - Evolution de l'épargne de gestion

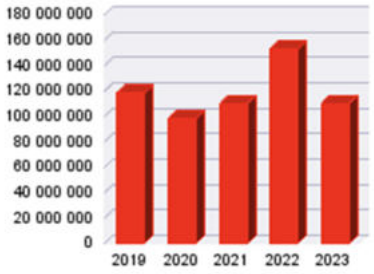
Période	Euros
2019	134 632 091,0
2020	112 306 990,0
2021	120 271 729,0
2022	167 183 716,5
2023	124 453 379,6



La progression de l'épargne de gestion, dès 2017, s'explique par l'amélioration significative de l'épargne brute, à la faveur de la maîtrise des dépenses de fonctionnement hors frais financiers et du rendement exceptionnel des droits de mutation. La diminution constatée en 2020 tient à la réduction de l'épargne brute, avant une reprise marquée en 2021 et 2022. La diminution observée en 2023 est de nouveau liée à celle de l'épargne brute.

1.3.1.3 PERF - Evolution de l'épargne nette

Période	Euros
2019	117 850 000,00
2020	97 582 938,98
2021	109 103 705,04
2022	152 467 977,83
2023	109 760 000,00

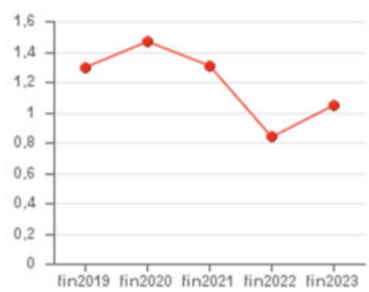


La progression de l'épargne nette, dès 2017, s'explique par l'amélioration significative de l'épargne brute, à la faveur de la maîtrise des dépenses de fonctionnement et du rendement exceptionnel des droits de mutation, ainsi que de la diminution du volume de dette amorti dans un contexte d'absence de recours à l'emprunt. La diminution constatée en 2020 tient à la réduction de l'épargne brute, avant une reprise marquée en 2021 et 2022. Une diminution est de nouveau observée en 2023 du fait de la baisse de l'épargne brute.

Objectif opérationnel	*1.3.2. Garantir durablement une capacité de désendettement inférieure à 6 ans*

1.3.2.1 PERF - Evolution de la capacité de désendettement (en années)

Période	Année
fin2019	1,30
fin2020	1,47
fin2021	1,31
fin2022	0,84
fin2023	1,05



La capacité de désendettement mesure le nombre d'années nécessaires pour éteindre la dette bancaire, à capacité d'autofinancement brute constante. La bonne tenue de la capacité de désendettement du Département témoigne de sa solvabilité, son encours de dette étant intégralement remboursable en moins d'1 année d'autofinancement environ.

Objectif opérationnel	1.3.3. Conserver une qualité de signature optimale auprès des prêteurs par le maintien d'une note intrinsèque AAA

1.3.3.1 PERF – Note publiée

Période	Note	Commentaire
2019	AA	Perspective stable
2020	AA	Perspective stable
2021	AA	Perspective négative
2022	AA	Perspective négative
2023	AA-	Perspective stable

1.3.3.2 PERF – Note intrinsèque

Période	Note Fitch
2019	AAA
2020	AAA
2021	AAA
2022	AAA
2023	AAA

Source : agence de notation Fitch Ratings

La notation financière reflète la qualité des ratios financiers du Département (taux d'épargne, capacité de désendettement, part de la fiscalité dans les produits, montant des engagements hors bilan), mais prend aussi largement en compte son environnement macroéconomique et son cadre institutionnel.
Le profil de crédit intrinsèque du Département est "AAA" reflétant un profil de risque évalué à "moyen-fort" et de solides ratios de soutenabilité de la dette évalués en catégorie "AAA" selon le scénario de notation de l'Agence Fitch Ratings. Les notes finales du Département sont plafonnées par les notes souveraines de la France abaissées de AA/Perspective Négative à AA-/Perspective Stable le 28 avril 2023.
Suite à la révision semestrielle tenue le 21 novembre 2023, l'agence Fitch a, par communiqué publié le 5 décembre 2023, confirmé ces notes reflétant "la faible probabilité que la capacité du Département à couvrir son service de la dette avec son épargne de gestion s'affaiblisse de manière inattendue". La perspective associée à la note long terme AA- du Département demeure "stable".

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3. ☺

« Garantir au Département une structure financière saine et une forte solvabilité »

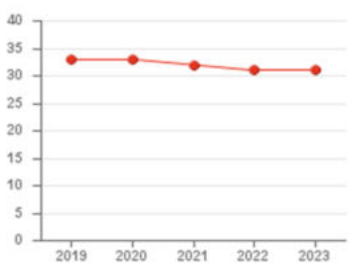
Les trois objectifs opérationnels sont atteints, tant en ce qui concerne l'autofinancement que l'endettement.

Objectif politique	1. Préserver et consolider durablement les équilibres budgétaires et financiers du département
Objectif stratégique	1.4. Maitriser et contenir les risques attachés à l'endettement

Objectif opérationnel	1.4.1. Prévenir le risque de liquidité en limitant à 50% de l'encours la part de l'encours obligataire

1.4.1.1 ACT - Nombre de contrats d'emprunt

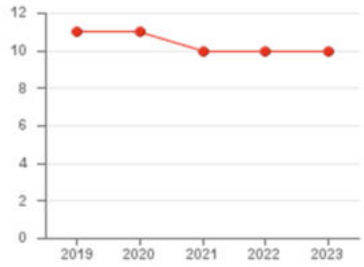
Période	Nombre
2019	33
2020	33
2021	32
2022	31
2023	31



Le faible recours à l'emprunt depuis plusieurs années explique la diminution sensible du nombre de contrats d'emprunt actifs.

1.4.1.1 PERF - Evolution du nombre de prêteurs

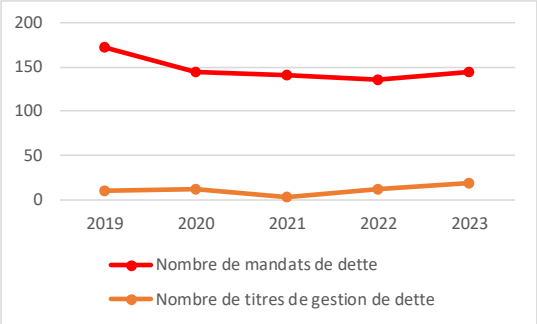
Période	Nombre
2019	11
2020	11
2021	10
2022	10
2023	10



Le Département s'était efforcé, postérieurement à la crise de 2007-2008, de diversifier ses sources de financement externe afin de prévenir tout risque de liquidité. Bien qu'en légère diminution depuis 2015 du fait de l'extinction de certains contrats, le nombre de prêteurs demeure important et témoigne ainsi de cette préoccupation.

1.4.1.2 ACT - Nombre de mandats et de titres de dette émis

Période	Nombre de mandats de dette	Nombre de titres de gestion de dette
2019	173	9
2020	144	11
2021	140	3
2022	135	11
2023	145	18

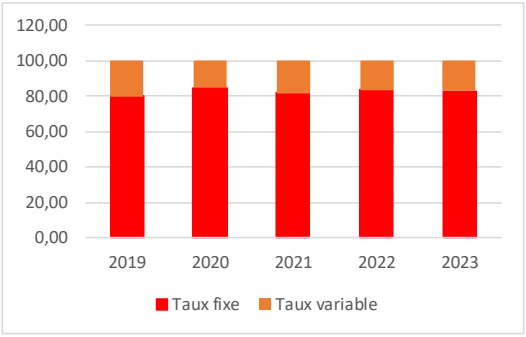


L'absence de recours à l'emprunt et la réduction de l'encours de dette et du nombre de contrats actifs ont mécaniquement conduit à une diminution du nombre annuel de mandats et de titres de dette.

Objectif opérationnel	***1.4.2. Prévenir durablement le risque de taux en contenant la structure de l'encours de dette dans une fourchette 90 % - 10 % (encours à taux fixes et encours à taux variables ou inversement)***

1.4.2.1 PERF - Evolution de la structure taux variable et taux fixe de l'encours de dette

Période	Taux fixe	Taux variable
2019	79,68	20,32
2020	84,76	15,24
2021	81,72	18,28
2022	83,67	16,33
2023	82,94	17,06

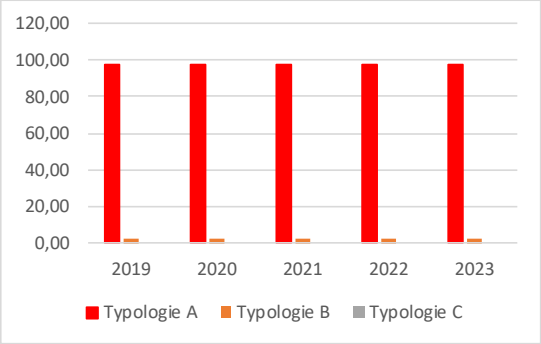


La structure de la dette retenue par le Département lui assure tout à la fois la possibilité de bénéficier du niveau historiquement bas des taux à long terme et d'une répartition protectrice du risque de taux.

Objectif opérationnel	***1.4.3. Garantir annuellement un classement de l'encours de dette dans les rubriques A (pour au moins 80% de l'encours total), B et C de la classification opérée par la circulaire du 25 juin 2010***

1.4.3.1 PERF - Répartition de l'encours de dette

Période	Typologie A	Typologie B	Typologie C
2019	97,40	2,60	0,00
2020	97,46	2,54	0,00
2021	97,59	2,41	0,00
2022	97,61	2,39	0,00
2023	97,71	2,29	0,00



L'encours de dette du Département est dépourvu de tout emprunt structuré à fort risque. Il est constitué d'un peu plus de 97 % d'encours les moins risqués au sens de la charte dite « Gissler » et de la circulaire du 25/06/2010.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.4. ☺

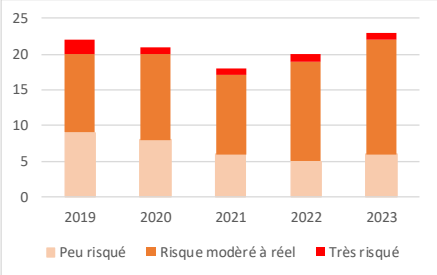
« Maitriser et contenir les risques attachés à l'endettement »

Les risques attachés à l'endettement sont maîtrisés, l'encours ne contenant aucun produit à fort risque.

Objectif politique	***1. Préserver et consolider durablement les équilibres budgétaires et financiers du département***
Objectif stratégique	***1.5. Maitriser et contenir les risques attachés aux engagements financiers externes***
Objectif opérationnel	***1.5.1. Limiter le nombre de structures partenaires classées en situation "très risquée" au sens du référentiel de notation du Département***

1.5.1.1 PERF - Cartographie des risques sur associations subventionnées - nombre en catégorie "peu risqué"

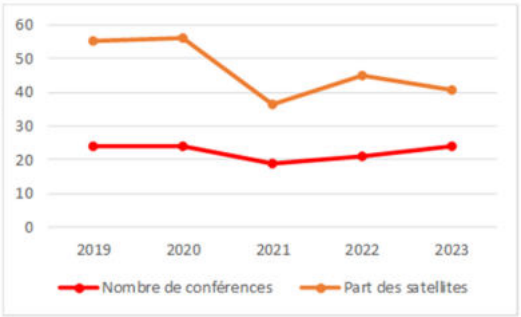
Période	Peu risqué	Risque modéré à réel	Très risqué
2019	9	11	2
2020	8	12	1
2021	6	11	1
2022	5	14	1
2023	6	16	1



Le Département a, de longue date, mis en place un suivi de ses engagements, notamment financiers, auprès de structures partenaires, s'appuyant depuis quelques années sur un outil de type grille de cotation. Les données présentées portent sur la grille de cotation réalisée en 2023 à partir des comptes des structures partenaires clos au cours de l'année 2022 (échantillon entre 18 et 25 organismes, à développer à terme sur l'ensemble des satellites recevant une subvention de plus de 75 000 €).

1.5.1.2 ACT - Nombre de Conférences de Pré-Instruction des demandes de subvention (CPI) et Part des satellites recevant un financement >150 000€ reçu en Conférence de Pré-Instruction des demandes de subvention

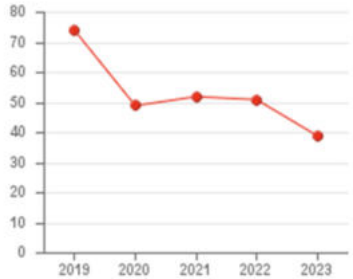
Période	Nombre de conférences	Part des satellites
2019	24	55,56
2020	24	56,00
2021	19	36,67
2022	21	45,16
2023	24	40,63



Menées à l'automne, les CPI sont des réunions de dialogue de gestion avec les principaux organismes partenaires du Département sur leur demande de financement pour l'année suivante. Elles sont l'occasion de faire le point sur la situation, notamment financière, des organismes satellites.
La situation des organismes non reçus dans ce cadre donne lieu à un examen sur dossier.
Le Département concentre ses contrôles sur les organismes bénéficiant des plus importants volumes de subvention.

1.5.1.3 ACT - Nombre de dossiers de garantie instruits

Période	Nombre
2019	74
2020	49
2021	52
2022	51
2023	39



Les garanties d'emprunts accordées en 2023 concernent essentiellement des opérations portées par des opérateurs de logement social, ainsi qu'une opération d'acquisition d'une pension de famille permettant d'accueillir des personnes en difficulté, réalisée par une SAEM agissant dans le domaine du logement accompagné. Le nombre de sollicitations des opérateurs du logement social semble s'inscrire dans un nouveau cycle bas, après une période soutenue entre 2017 et 2019.

Objectif opérationnel	1.5.2. Veiller, en qualité d'actionnaire, à la solidité financière des Sociétés d'Economie Mixte et autres sociétés

Le Département détient des titres dans 9 Sociétés Anonymes d'Economie Mixte (SAEM), 1 Société Publique Locale (SPL) et 10 sociétés à statut particulier :

société	nombre d'actions Sté	capital Sté	situation nette des capitaux propres Sté	valeur nominale d'un titre	valeur réelle d'un titre	quotité capital détenu par Dpt	nb actions détenues par le Dpt	valeur nominale actions Dpt
1. SOCIETE DES TROIS VALLEES (S3V)	4 924 396	73 865 940 €	117 259 539,00 €	15,00	23,81	50,00%	2 462 199	36 932 985,00 €
2. SEMVAL	4 827 200	6 034 000 €	15 148 099,81 €	1,25	3,14	67,00%	3 234 224	4 042 780,00 €
3. SAVOIE STATIONS INGENIERIE TOURISTIQUE (SSIT) - Comptes clos au 30 06 2023	289 500	4 632 000 €	19 336 892,00 €	16,00	66,79	73,96%	214 104	3 425 664,00 €
4. SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA SAVOIE (SAS)	36 220	579 520 €	22 948 474,00 €	16,00	633,59	34,42%	12 467	199 472,00 €
5. SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DE LA SAVOIE (SPLS)	40 500	405 000 €	2 334 128,00 €	10,00	57,63	44,72%	18 112	181 120,00 €
6. SEM DES BAUGES	674	303 300 €	1 114 999,00 €	450,00	1 654,30	20,18%	136	61 200,00 €
7. SEM DE CONSTRUCTION ET RENOVATION DES QUATRE VALLEES (SEM 4V)	469 595	1 408 785 €	14 955 714,00 €	3,00	31,85	2,13%	10 000	30 000,00 €
8. SEM AGRICULTURE - ESPACE - ENVIRONNEMENT (SEM AEE)	2 500	40 000 €	274 944,82 €	16,00	109,98	30,00%	750	12 000,00 €
9. SOCIETE FRANCAISE DU TUNNEL ROUTIER DU FREJUS (SFTRF)	59 386 060	5 938 606 €	220 326 551,00 €	0,10	3,71	0,01%	6 487	648,70 €
10. SA DU CERCLE D'AIX-LES-BAINS (CASINO GRAND CERCLE)	4 520	1 220 000 €	35 204 434,00 €	269,91	7 788,59	2,65%	120	32 389,38 €
11. COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE (CNR)	2 700 000	5 488 164 €	1 013 419 000,00 €	2,03	375,34	0,82%	22 250	45 226,54 €
12. SOCIETE DES AUTOROUTES RHONE-ALPES (AREA)	5 437 871	82 899 809 €	234 900 000,00 €	15,24	43,20	0,08%	4 080	62 199,20 €
13. SAFER AUVERGNE RHONE-ALPES	462 438	7 399 008 €	26 660 105,00 €	16,00	57,65	2,48%	11 447	183 152,00 €
14. AFL Société Territoriale	2 176 582	217 658 200 €	217 658 000,00 €	100,00	100,00	1,08%	23 532	2 353 200,00 €
15. PROCIVIS Savoie	3 694	70 186 €	12 727 367,00 €	19,00	3 445,42	8,12%	300	5 700,00 €
16. SOCIETE LOCALE D'EPARGNE DE SAVOIE (comptes au 31/05/2023)	7 211 706	144 234 120 €	148 730 570,00 €	20,00	20,62	0,02%	1 549	30 980,00 €
17. LE CAMPUS NUMERIQUE in the Alps	1 990	199 000 €	229 409,19 €	100,00	115,28	12,56%	250	25 000,00 €
18. SEM Savoie EnR	2 551	2 551 000 €		1 000,00		23,52%	600	600 000,00 €
19. SCIC Foncière agricole de Savoie	895	895 000 €		1 000,00		22,35%	200	200 000,00 €
20. SCIC Ceinture verte de Savoie	1 661	166 100 €		100,00		45,15%	750	75 000,00 €
								48 498 716,82 €

L'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales dispose que « les organes délibérants des collectivités territoriales [...] actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au Conseil d'administration ou au Conseil de surveillance. Ce rapport, dont le contenu est précisé par décret, comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux. ».

Ces dispositions, modifiées par la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, sont en vigueur depuis le 1er août 2022. Toutefois, le décret n° 2022-1406 relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales paru au journal officiel le 6 novembre 2022, prévoit une entrée en vigueur au 1er janvier 2023.

Le Conseil départemental a ainsi examiné, lors de sa séance du 15 décembre 2023, les rapports de Mesdames et Messieurs les représentants du Conseil départemental dans chacune des SEML dont le Département est actionnaire, concernant les activités du dernier exercice pour lequel les informations sont disponibles.

Dans le cadre du nouveau mandat ouvert en 2021, le Conseil départemental a souhaité dresser un état des lieux sur le plan juridique et de l'organisation institutionnelle des principales sociétés dans lesquelles le Département est actionnaire, en vue de la définition d'une stratégie possible de développement et d'organisation de ces sociétés.

En 2022, a été engagée une mission d'audit juridique, stratégique et financier des 5 sociétés suivantes : la Société des Trois Vallées, la SEMVAL, Savoie Stations Ingénierie Touristique, la Sociétés d'Aménagement de la Savoie et la Société Publique Locale de la Savoie.
Une formation sur les relations entre le Département et les Sociétés d'économie mixte (reprenant notamment les conclusions de cet audit) a été dispensée aux élus départementaux en mai 2023.

Objectif opérationnel	1.5.3. Eviter la mise en jeu des garanties d'emprunt accordées

D'une manière générale, le Département de la Savoie réserve sa garantie à hauteur de 50% pour des organismes relevant de secteurs d'activités "administrés" ou non concurrentiels : organismes de logement social, Organismes de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC), associations gestionnaires d'Etablissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD), associations du secteur social.

Au 31 décembre 2023, l'encours de la dette garantie par l'Emetteur est de 541 920 396 euros dont 94,89 % au titre du logement social, pour une annuité de 37 582 366 euros, tandis qu'au 31 décembre 2022, le montant de la dette garantie était de 530 956 276 euros, et l'annuité de 36 418 171 euros.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.5



« Maitriser et contenir les risques attachés aux engagements financiers externes »

Bien qu'un suivi régulier des principales structures satellites soit réalisé, les outils de prévention et de suivi des risques externes pourraient être renforcés au cours des prochaines années.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

La politique financière menée par le Département lui a permis, ces dernières années, de réduire fortement le volume de son encours de dette et de consolider son autofinancement. Cette orientation a renforcé sa solvabilité et a rendu possible dès 2020, l'engagement d'actions diverses afin d'affronter la crise sanitaire et d'accompagner la population et les acteurs économiques savoyards dans cet environnement inédit de forte récession. L'exercice 2021 se caractérise par la poursuite du plan de relance de l'activité et les acteurs économiques et associatifs. La mobilisation des capacités d'intervention du Département à des fins contracycliques pendant ces deux années de crise sanitaire a laissé place à un retour à des niveaux d'intervention plus courants en 2022, afin de préserver sa structure financière et de faire face aux besoins futurs de la population et des territoires, au titre, en particulier, des dynamiques durables. L'exercice 2023 s'est toutefois inscrit dans un contexte moins favorable en termes de rendement de la fiscalité départementale, avec une diminution de plus de 10% du produit de droits de mutation à titre onéreux, tendance qui tend à se confirmer au début de l'année 2024.





Ressources Humaines

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **1ère commission**

Directions concernées :

- **Pôle Ressources et Moyens – Direction des ressources humaines**



Organisation de trois journées d'accueil pour les nouveaux arrivants les 23 mars, 15 juin et 30 novembre 2023.

SOMMAIRE

SYNTHESE 25
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 26
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 28
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 31
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 42

17%

SYNTHESE - POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES



La politique des ressources humaines favorise l'accompagnement de la transformation professionnelle, managériale et organisationnelle.

Contexte

Initiée en 2016, la politique de développement des ressources humaines se poursuit dans le respect des objectifs fixés de bonne gestion budgétaire et d'amélioration des conditions de travail de l'ensemble des agents de la collectivité.

L'année 2023 est marquée notamment par la poursuite d'efforts financiers conséquents en faveur du personnel départemental dans un contexte de forte inflation : avancement du palier RIFSEEP et modification du RIFSEEP qui se traduira par des évolutions salariales significatives en 2024.

Tout au long de l'année 2023, la communication interne a continué d'être au cœur du dispositif d'information des agents, se traduisant notamment par la publication très régulière d'informations sur l'intranet.

Principales réalisations

- L'accompagnement des Pôles et Directions dans la gestion de leur masse salariale s'est poursuivi : tableaux de suivi, revues d'effectifs, gestion d'enveloppes dédiées sur emplois non-permanents.
- L'accompagnement des directions et services dans leurs transformations s'est poursuivi.
- De nouvelles lignes directrices de gestion ont été élaborées
- La charte du télétravail a été révisée
- Le parcours de formation TIM (Transformer, Innover, Moderniser) continue à être proposé à tous les managers
- Un nouveau système d'informations ressources humaines a été mis en place au 1er janvier 2023 pour la partie paie/carrière et au mois de juillet pour la partie formation
- De nouvelles instances représentatives du personnel ont été installées suite aux élections professionnelles du 8 décembre 2022 (Comité social territorial ; Formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail ; Commissions administratives paritaires et Commission consultative paritaire).

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

112,93 M€ (CA budget principal + budgets annexes)

67,93 équivalents temps plein (ETP) à la DRH

2488 agents (dont assistants familiaux) en activité au 31/12/2023

47,8 ans d'âge moyen au 31/12/2023

8,1% taux d'absentéisme (effectif permanent)

381 recrutements sur postes permanents

61 réunions (rencontres, instances ou groupes de travail) avec les représentants du personnel

6,88%: Taux de travailleurs handicapés

Enjeux

- Maintenir à l'égard des agents une politique volontariste susceptible d'attirer et de fidéliser les talents ;
- Prendre en considération la pyramide des âges inversée ;
- Promouvoir la qualité de vie au travail au sein de la collectivité ;
- Œuvrer à la cohésion des équipes et à l'expression de la diversité dans les services ;
- Accompagner les services dans la recherche d'innovations et l'expérimentation de solutions nouvelles ;
- Prendre en considération l'évolution des métiers et faciliter la réalisation de parcours professionnels.

Perspectives de l'action départementale en quelques mots …

Plusieurs thèmes, avec comme leitmotiv la qualité de vie au travail, sont prioritaires et constituent des leviers de motivation et de fidélisation : la conciliation vie professionnelle et vie personnelle (le temps de travail, télétravail, etc.), le plan de formation du management, l'attractivité de nos métiers, le développement d'outils de partage avec les pôles du Département, la mise en œuvre progressive de la gestion électronique des documents RH ainsi que la dématérialisation du dossier de l'agent.

La définition des lignes directrices de gestion effectuée en 2023 en lien avec les élus et en concertation avec les organisations syndicales dessine les enjeux de la politique RH des prochaines années.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

La politique Ressources Humaines (DRH) a été consacrée par l'Assemblée délibérante au BP 2016. Elle se caractérise par deux versants complémentaires :

- L'un « quantitatif » qui engage la collectivité sur un objectif de maîtrise de la masse salariale sur cinq années, pour contenir l'évolution des dépenses de personnel afin de garantir le maintien d'un plan pluriannuel d'investissements de la collectivité.
- L'autre « qualitatif » avec maintien d'un niveau élevé de possibilités de déroulement de carrière, l'augmentation du budget formation, le développement des parcours professionnels et une dynamique d'accentuation des prestations sociales proposées aux agents (protection sociale, titres-restaurant, accompagnement des agents en difficultés, …), qui contribuent aux conditions de travail et à la qualité de vie au travail.

  La mise en œuvre d'un nouveau régime indemnitaire en janvier 2020 constitue une action emblématique de ce versant « qualitatif ».

  L'année 2023 a également été marquée par la poursuite des efforts financiers conséquents à destination des agents du Département (voir encadré)

FOCUS SUR …

LA POURSUITE DES EFFORTS FINANCIERS A DESTINATION DES AGENTS

➢ Avancement du palier du RIFSEEP au 1er juillet 2023

Afin de tenir compte de la forte inflation venant obérer le pouvoir d'achat, les élus ont de nouveau modifié le fonctionnement du régime indemnitaire après avis du comité social territorial, afin de procéder à une revalorisation de la rémunération des agents. Ainsi, la revalorisation de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) des agents a été avancée de nouveau au 1er juillet 2023. En conséquence, l'augmentation suivante pour les agents donnant satisfaction sera avancée au 1er juillet 2027. Cette mesure représente un coût de 1,15 M€ en 2023.

➢ Mise en place du Forfait mobilités durables

Le forfait mobilités durables a été mis en place en juillet en complément du Plan de Déplacement Entreprise, pour les trajets domicile/travail, afin d'encourager le recours à des modes de transports plus écologiques (co-voiturage, vélo, engins de déplacement motorisés non thermiques, service d'autopartage). Ce forfait est modulé en fonction du nombre de jours par an dont les trajets ont été effectués à l'aide d'un mode de transport alternatif et durable, et varie de 100 à 300 €/an.
40 000 euros ont été prévus au budget supplémentaire 2023.

➢ Hausse de la participation employeur des titres restaurant

Concernant les titres restaurant, d'une valeur faciale de 8 €, il a été décidé porter la participation du Département à 60 % au 1er juillet, soit 4,80 € au lieu de 4,50 €, ce qui a contribué à diminuer la part acquittée par les agents et ainsi de soutenir leur pouvoir d'achat. Cette hausse de la participation employeur représente un coût de 42 820 euros en 2023.

➢ Mise en œuvre de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Soucieux de soutenir le pouvoir d'achat des agents, le Département s'est saisi de la faculté offerte aux employeurs territoriaux pour verser la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat aux agents publics du Département et aux assistants familiaux remplissant les conditions du décret. Près de 1400 agents ont ainsi bénéficié de cette prime comprise entre 300 et 800 euros pour un coût de 765 000 euros.

Différentes actions ont également été menées en 2023 : :

- La mise en place du changement de système d'informations des ressources humaines au 1er janvier 2023 dans un triple objectif de sécurisation, fiabilisation et modernisation. ASTRE RH est utilisé depuis janvier 2023 pour la gestion de la carrière et de la paie et depuis juillet pour la formation. Le portail RH est également disponible depuis la fin 2023 mais se borne pour le moment à informer les agents de leur situation administrative. Des développements seront nécessaires pour qu'il puisse intégrer des formulaires permettant de simplifier les démarches.
- La poursuite de la campagne de formation de l'ensemble des encadrants (2020-2024) à travers la formation TIM (Transformer, Innover, Moderniser). A noter l'organisation de rencontres inter-hiérarchiques dans chaque maison technique, qui a réuni toute la chaîne hiérarchique pour partager des diagnostics et travailler sur un plan d'action.
- La poursuite de l'amélioration de la qualité de vie au travail : la mise à jour de la charte relative au télétravail, la signature de conventions avec les bailleurs sociaux en vue de proposer aux agents le bénéfice de logements réservés, le renouvellement d'un marché d'ergonomie comportant un pan collectif mais également individuel dans une optique d'équilibre vie professionnelle et vie personnelle, la participation active au renouvellement du marché des équipements de protection individuelle visant à assurer sécurité et confort aux agents, l'accompagnement des agents en situation d'inaptitude, etc.
- Les actions en faveur des jeunes : augmentation du nombre d'emplois d'été, des possibilités d'accueil d'apprentis (dont le nombre ne cesse d'augmenter depuis 3 ans) et de stagiaires école.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

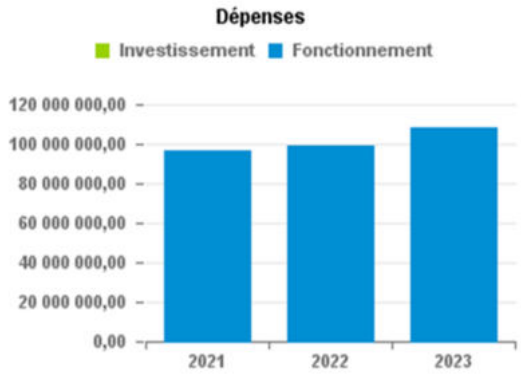
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

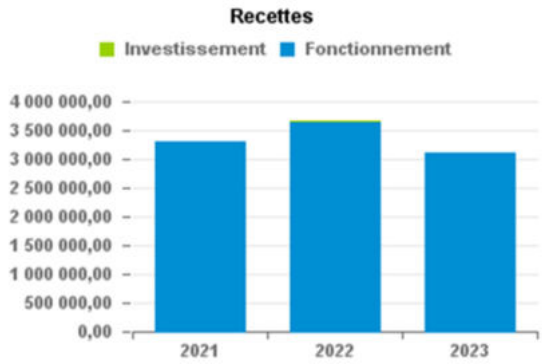
Le budget principal

Le budget principal comprend principalement les dépenses relevant des chapitres comptables 011, 012, 016, 017 et 65 : salaires et charges des fonctionnaires et contractuels, mandats d'élus, et pour l'ensemble des budgets et agents : la formation, les prestations sociales, les dépenses d'hygiène et sécurité et médicales.

Dépenses		CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 06 Février 2024	
		Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
FORMATION	PRMD DRH Formation accompagn	723 826,07	0,00	828 758,66	472,50	857 929,15	0,00
FORMATION	PRMD DRH Gestion compta	10 322,68		26 092,19		29 413,69	
	Sous-total FORMATION DRH	**734 148,75**	**0,00**	**854 850,85**	**472,50**	**887 342,84**	**0,00**
PERSONNEL	Cabinet Président Com Direct	3 576,50		4 162,00		2 877,00	
PERSONNEL	PRMD DBMG Moyens généraux	19 497,79		57 590,05		53 928,43	
PERSONNEL	PRMD DRH Formation accompagn	11 257,50		17 293,00		9 047,00	
PERSONNEL	PRMD DRH Gestion compta	96 108 445,33	64 271,04	98 514 628,04	53 211,64	107 056 316,96	67 471,28
PERSONNEL	PSD SG	133 000,00		79 839,00		24 194,00	
PERSONNEL	PSTD DAPM CDP Conserv patrim	525,00		577,50		602,50	
	Sous-total PERSONNEL DRH	**96 276 302,12**	**64 271,04**	**98 674 089,59**	**53 211,64**	**107 146 965,89**	**67 471,28**
Dépenses par section :		**97 010 450,87**	**64 271,04**	**99 528 940,44**	**53 684,14**	**108 034 308,73**	**67 471,28**
		total année : 97 074 721,91		**total année : 99 582 624,58**		**total année : 108 101 780,01**	

Recettes		CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 06 Février 2024	
		Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
PERSONNEL	PRMD DRH Gestion compta	3 292 772,98	6 023,00	3 651 221,54	9 730,00	3 113 514,46	5 052,00
	Sous-total PERSONNEL DRH	**3 292 772,98**	**6 023,00**	**3 651 221,54**	**9 730,00**	**3 113 514,46**	**5 052,00**
Dépenses par section :		**3 292 772,98**	**6 023,00**	**3 651 221,54**	**9 730,00**	**3 113 514,46**	**5 052,00**
		total année : 3 298 795,98		**total année : 3 660 951,54**		**total année : 3 118 566,46**	





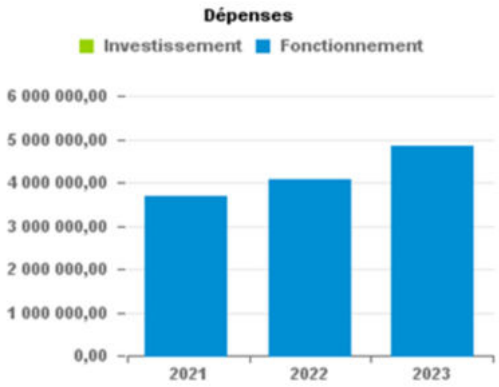
Les budgets annexes

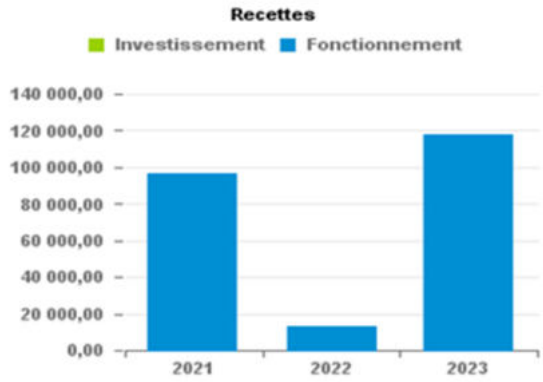
Les éléments de salaire et charges des agents travaillant au Laboratoire Départemental d'Analyses Vétérinaires et au Foyer Départemental de l'Enfance sont présentés dans chacun des budgets annexes ci-dessous.

Pour la masse salariale et le remboursement des frais professionnels des assistants familiaux, il convient de se reporter aux éléments financiers de la politique Enfance Jeunesse Famille.

Dépenses - BUDGETS ANNEXES RH		CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 06 Février 2024	
		Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
FDE foyer départemental de l'enfance	FDE frais de personnel et assi	2 785 813,34	0,00	3 124 721,92	0,00	3 753 164,88	0,00
LABOratoire départemental d'analyses vétérinaires	Personnel LDAV	906 151,60	0,00	937 015,58	0,00	1 080 974,71	0,00
Dépenses par section :		**3 691 964,94**	**0,00**	**4 061 737,50**	**0,00**	**4 834 139,59**	**0,00**
		Total année : 3 691 964,94		Total année : 4 061 737,5		Total année : 4 834 139,59	

Recettes - BUDGETS ANNEXES RH		CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 06 Février 2024	
		Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
FDE foyer départemental de l'enfance	FDE frais de personnel et assi	38 254,94	0,00	3 490,84	0,00	28 797,15	0,00
LABOratoire départemental d'analyses vétérinaires	Personnel LDAV	58 163,19	0,00	9 305,21	0,00	89 470,73	0,00
Dépenses par section :		**96 418,13**	**0,00**	**12 796,05**	**0,00**	**118 267,88**	**0,00**
		Total année : 96 418,13		Total année : 12 796,05		Total année : 118 267,88	







Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
RESSOURCES HUMAINES	PERSONNEL	PRMD	DRH	75,54	58,81	55,33
		PAD	MTD	10,78	10,73	12,29
		PSD	DGA	0,31	0,36	0,32
		PSD	SG	1,52	1,68	1,8
	Sous-total du secteur			**88,15**	**71,58**	**69,74**
	FORMATION	PRMD	DRH	11,97	12,25	12,6
		PSD	SG	0,5	0	0,45
	Sous-total du secteur			**12,47**	**12,25**	**13,05**
TOTAL tous effectifs pour la politique				**100,62**	**83,83**	**82,79**

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) :

En dehors de l'ouverture des centres de vaccination en 2021 et début 2022 qui a conduit à une hausse exceptionnelle des effectifs de manière conjoncturelle, les effectifs sont stabilisés en 2023.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

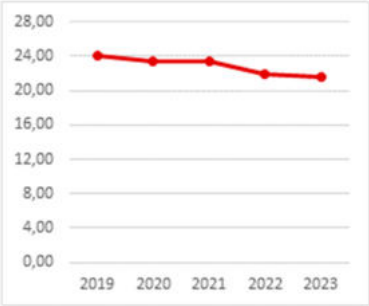
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Contribuer au maintien d'un service public de qualité dans un contexte en évolution	1.1. Adapter la politique RH aux nouvelles contraintes financières et juridiques	1.1.1. Optimiser le budget global de fonctionnement dédié aux Ressources humaines
		1.1.2. Renforcer l'implication de l'ensemble des directions dans l'effort de stabilisation de la masse salariale
		1.1.3. Garantir la légalité et la fiabilité de la fonction RH
	1.2. Adapter les moyens humains à l'évolution des politiques départementales	1.2.1. Accompagner l'évolution des organisations pour une structuration stabilisée
		1.2.2. Améliorer l'adéquation entre les compétences des agents et les besoins des services
	1.3. Favoriser la recherche de solutions nouvelles pour retrouver des marges de manœuvre	1.3.1. Renforcer la culture managériale
		1.3.2. Développer les mutualisations et recettes RH
		1.3.3. Accompagner la modernisation des outils informatiques et la dématérialisation
		1.3.4. Optimiser la gestion du temps de travail
2. Concilier enjeux de la collectivité et approche humaine de sa GRH	2.1. Maintenir une politique volontariste en faveur des agents	2.1.1. Consolider l'amélioration des conditions de sécurité et de santé au travail
		2.1.2. Reconnaître l'implication des agents
		2.1.3. Accompagner les agents dans la construction de leur parcours professionnel en lien avec les besoins de la collectivité
		2.1.4. Respecter les objectifs de la politique de l'emploi de la collectivité
		2.1.5. Maintenir le niveau des prestations sociales
	2.2. Favoriser la cohésion des collectifs de travail	2.2.1. Préserver un climat social favorable au bon fonctionnement de la collectivité
		2.2.2. Renforcer la parité hommes-femmes et le respect des diversités
		2.2.3. Améliorer la communication interne

Objectif politique	*1. Contribuer au maintien d'un service public de qualité dans un contexte en évolution*
Objectif stratégique	*1.1. Adapter la politique RH aux nouvelles contraintes financières et juridiques*

Objectif opérationnel	*1.1.1. Optimiser le budget global de fonctionnement dédié aux Ressources humaines*

1.1.1.2 PERF - Part du budget RH dans le budget de fonctionnement (chapitre 012 / budget de fonctionnement)

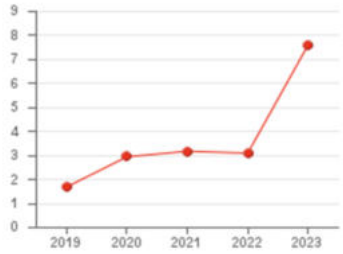
Période	Taux
2019	23,99
2020	23,39
2021	23,48
2022	21,89
2023	21,53



La part du budget RH dans le budget de fonctionnement du Département est en légère diminution (- 0,36%) entre 2022 et 2023 malgré une hausse des moyens alloués à la politique RH. Cette situation est due à la hausse du budget des autres directions hors RH.

1.1.1.3 PERF - Taux d'évolution de la masse salariale au CA

Période	Taux
2019	1,69
2020	2,95
2021	3,18
2022	3,10
2023	7,61

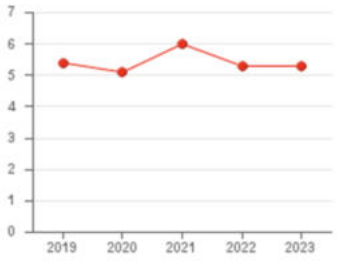


Ce taux présente l'évolution de la masse salariale tous budgets. Il est en forte augmentation (3,10% à 7,61%) du fait des mesures intervenues en cours d'année 2023 : augmentation de la valeur du point au 1er juillet, augmentation des bas de grilles au 1er juillet, revalorisation de l'IFSE avancée au 1er juillet 2023 et mise en œuvre de la prime pouvoir d'achat en décembre.
Cette hausse est également le résultat de l'effet année pleine des mesures intervenues en 2022 : revalorisation des grilles de catégorie B, hausse précédente de la valeur du point, mise en œuvre du Ségur de la santé et revalorisation anticipée de l'IFSE.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Renforcer l'implication de l'ensemble des directions dans l'effort de stabilisation de la masse salariale*

1.1.2.1 PERF - Taux de la Masse Salariale des agents non permanents au regard de la masse salariale globale

Période	Taux
2019	5,4
2020	5,1
2021	6
2022	5,3
2023	5,3



La mise en place de dispositifs vertueux ces dernières années, tels que les enveloppes de personnels en renfort/remplacement à l'échelle des pôles de la collectivité, permet de maîtriser la part de la masse salariale des personnels non permanents.

Objectif opérationnel	*1.1.3. Garantir la légalité et la fiabilité de la fonction RH*

L'organisation de la fonction juridique au sein de la Direction des Ressources humaines permet d'assurer :

- Une veille juridique afin d'anticiper et d'appliquer les nouveaux textes notamment ceux issus de la Loi de Transformation de la fonction publique ainsi que d'ajuster les pratiques en fonction des nouvelles jurisprudences,

- Une analyse et un retour d'expérience sur chaque jugement prononcé par un tribunal dans un dossier impliquant les ressources humaines du Département afin d'améliorer les pratiques de notre Collectivité sur le point de droit soulevé dans l'affaire,
- Un suivi et un support juridique sur les procédures complexes pouvant mener à un contentieux,
- La rédaction des délibérations relatives aux ressources humaines dans le respect du cadre légal,
- Un développement de la culture juridique des agents de la direction.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Adapter la politique RH aux nouvelles contraintes financières et juridiques »

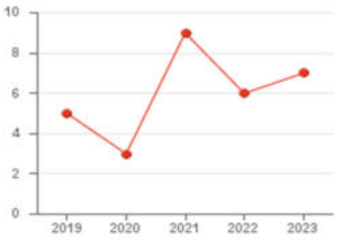
Les mesures volontaristes en faveur du personnel départemental, telles que la revalorisation de l'IFSE, le versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat ou issues de mesures nationales comme la hausse du point d'indice ou la revalorisation des grilles des catégories B et C ont mécaniquement entrainé une augmentation des moyens financiers à engager.

Objectif politique	***1. Contribuer au maintien d'un service public de qualité dans un contexte en évolution***
Objectif stratégique	***1.2. Adapter les moyens humains à l'évolution des politiques départementales***

Objectif opérationnel	***1.2.1. Accompagner l'évolution des organisations pour une structuration stabilisée***

1.2.1.1 PERF - Nombre de réorganisations votées en Comité Social Territorial

Période	Nombre
2019	5
2020	3
2021	9
2022	6
2023	7

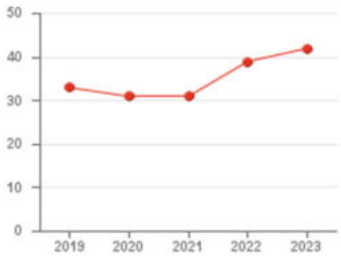


7 réorganisations de directions et services ont été soumises à l'avis du comité social territorial en 2023 : la direction des ressources humaines ; le service enfance, jeunesse, famille de la Maison sociale Bassin Chambérien ; la direction des infrastructures ; le service de la coordination générale au sein de la direction générale des services ; la direction personnes âgées-personnes handicapées ; la Maison sociale de l'Avant-Pays Savoyard ou encore la direction des collèges.

Objectif opérationnel	***1.2.2. Améliorer l'adéquation entre les compétences des agents et les besoins des services***

1.2.2.6 PERF - Taux de recrutements externes sur emploi permanent

Période	Taux
2019	33
2020	31
2021	31
2022	39
2023	42



La pyramide des âges inversée impacte le renouvellement des effectifs et nécessite de faire entrer de nouveaux profils. 42% recrutements sur des postes permanents ont ainsi été effectués en externe, ce qui démontre également l'attractivité de la collectivité.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2.

« Adapter les moyens humains à l'évolution des politiques départementales »

Le Département est confronté à de nouveaux enjeux en termes de recrutement et doit continuer à rénover ses pratiques comme ses outils. L'accueil de nouveaux talents est essentiel pour le renouvellement des compétences et leur adaptation aux évolutions des missions et des métiers.

Le projet de mise en place d'un système d'information de gestion du recrutement (ATS) et le développement d'une page employeur dans le cadre de la démarche relative à l'identité employeur permettra d'accompagner cette évolution.

Les actions favorisant la mobilité sont amenées à se développer fortement dans les années à venir. L'adaptation de l'accompagnement des agents, essentiellement sur le volet formation, doit être poursuivi.

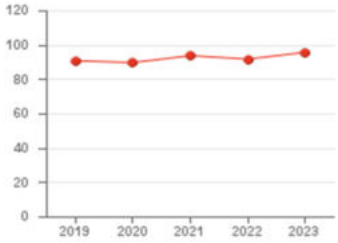
Objectif politique	***1. Contribuer au maintien d'un service public de qualité dans un contexte en évolution***
Objectif stratégique	***1.3. Favoriser la recherche de solutions nouvelles pour retrouver des marges de manœuvre***

Objectif opérationnel	***1.3.1. Renforcer la culture managériale***

Les formations à destination des agents encadrants se sont poursuivies en 2023. De nouvelles actions sont prévues en 2024, en lien avec les lignes directrices de gestion.

1.3.1.1 PERF - Taux d'agents ayant bénéficié d'un entretien d'évaluation au cours de l'année

Période	Taux
2019	91
2020	90
2021	94
2022	92
2023	96

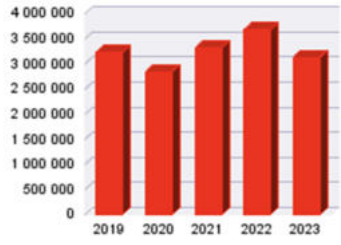


Le taux d'agents ayant bénéficié d'un entretien professionnel clôturé a augmenté pour atteindre 96% en 2023.

Objectif opérationnel	***1.3.2. Développer les mutualisations et recettes RH***

1.3.2.1 PERF - Montant des recettes RH réalisées

Période	Euros
2019	3 218 968
2020	2 833 881
2021	3 298 796
2022	3 660 952
2023	3 118 566



Le montant des recettes RH réalisées est en diminution entre 2022 et 2023, principalement du fait de l'arrêt des financements par l'agence régionale de santé (ARS) au titre du financement des centres de vaccinations. Les recettes du FIR (Fond d'Intervention Régional) liées au financement du dispositif MAIA ont également pris fin au terme de la convention.
Il convient de noter que les recettes comportent une part aléatoire notamment liée à la prise en charge des accidents de travail et maladies professionnelles, qui expliquent leur relative variabilité.

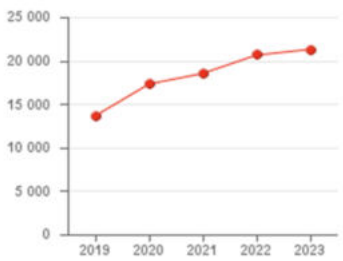
Objectif opérationnel	***1.3.3. Accompagner la modernisation des outils informatiques et la dématérialisation***

Au terme d'une année de forte mobilisation au sein des services de la DRH, le changement de SIRH s'est concrétisé avec le démarrage du module carrière et paie au 1er janvier 2023, du module de remboursement des frais de déplacements en mars 2023 et du module formation en juillet 2023.

Objectif opérationnel	1.3.4. Optimiser la gestion du temps de travail

1.3.4.1 PERF - Nombre de jours épargnés sur le CET

Période	Jours
2019	13 722
2020	17 379
2021	18 592
2022	20 707
2023	21 363



Suite à une forte accentuation du phénomène d'augmentation du nombre de jours épargnés en 2020, au titre de laquelle le plafond a exceptionnellement été réhaussé de 60 à 70 jours maximum en raison de la crise sanitaire, l'accroissement lent mais continu se poursuit une nouvelle fois.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3.

« Favoriser la recherche de solutions nouvelles pour retrouver des marges de manœuvre »

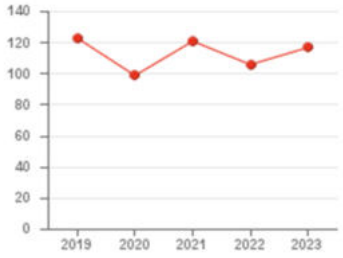
Le changement de SIRH vise à fiabiliser les données carrière/paie, à améliorer la gestion des frais de déplacements et celle des titres restaurants dans une triple logique de sécurisation, fiabilisation et modernisation.

Objectif politique	2. Concilier enjeux de la collectivité et approche humaine de sa GRH
Objectif stratégique	2.1. Maintenir une politique volontariste en faveur des agents

Objectif opérationnel	2.1.1. Consolider l'amélioration des conditions de sécurité et de santé au travail

2.1.1.2 PERF - Nombre d'accidents de travail reconnus durant l'année

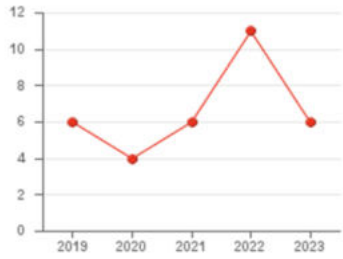
Période	Nombre
2019	123
2020	99
2021	121
2022	106
2023	117



Après plusieurs années non représentatives en raison du contexte sanitaire particulier, 2023 voit le nombre d'accident revenir à un niveau légèrement inférieur à celui des années antérieures à la crise sanitaire.

2.1.1.3 PERF - Nombre de maladies professionnelles reconnues durant l'année

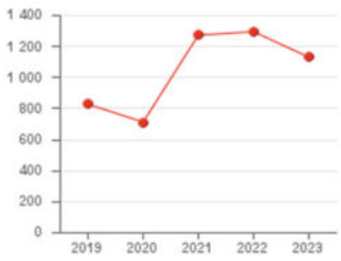
Période	Nombre
2019	6
2020	4
2021	6
2022	11
2023	6



Après une forte hausse de reconnaissance de maladies professionnelles en 2022, 2023 marque un retour aux seuils préalables : 6 maladies professionnelles reconnues concernant principalement à nouveau le Pôle Aménagement et le Pôle social.

2.1.1.4 PERF - Nombre de visites médicales et entretiens infirmiers réalisés

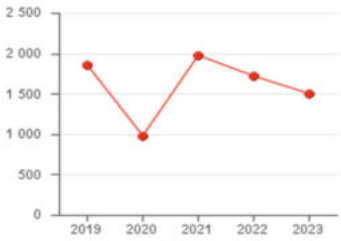
Période	Nombre
2019	829
2020	714
2021	1 274
2022	1 296
2023	1 132



Le nombre de visites médicales et d'entretiens infirmiers a légèrement diminué à nouveau, compte-tenu de l'absence, sur plusieurs mois de l'année, d'un des deux médecins.

2.1.1.5 PERF - Nombre de journées de formation hygiène et sécurité

Période	Nombre
2019	1 862
2020	986
2021	1 981
2022	1 725
2023	1 507

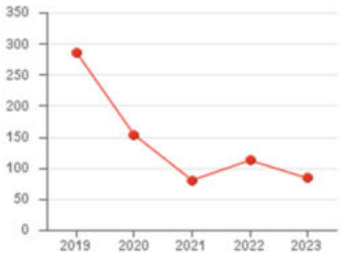


Après avoir procédé à la reprogrammation de nombreuses formations liées à la sécurité au travail pour rattraper le retard dû à la crise sanitaire, de nouvelles sessions sont régulièrement identifiées afin de permettre aux agents intégrant nouvellement la collectivité de bénéficier de ces apports de connaissances essentiels à la préservation de leur santé et leur sécurité.

Objectif opérationnel	*2.1.2. Reconnaître l'implication des agents*

2.1.2.1 PERF - Nombre d'avancements de grade

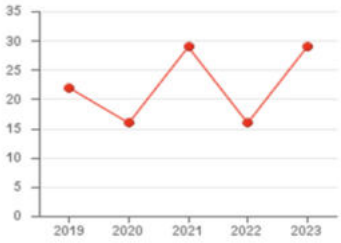
Période	Nombre
2019	287
2020	154
2021	81
2022	113
2023	84



Le nombre de passages et de réussites aux examens professionnels reste peu élevé ce qui a un impact sur les possibilités d'avancement qui ont été inférieurs à l'an passé. De plus, il convient de noter que les concours ne sont organisés que tous les deux ans.

2.1.2.2 PERF - Nombre de reconnaissance de concours et examens professionnels

Période	Nombre
2019	22
2020	16
2021	29
2022	16
2023	29

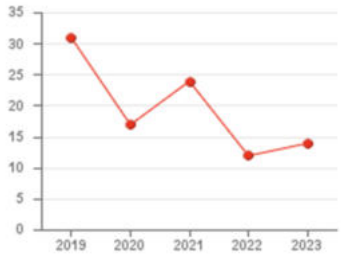


Les variations importantes d'une année sur l'autre s'expliquent par le fait que depuis 2018, les concours et examens n'ont lieu que tous les 2 ans.

Objectif opérationnel	2.1.3. Accompagner les agents dans la construction de leur parcours professionnel en lien avec les besoins de la collectivité

2.1.3.1 PERF - Nombre de promotions internes

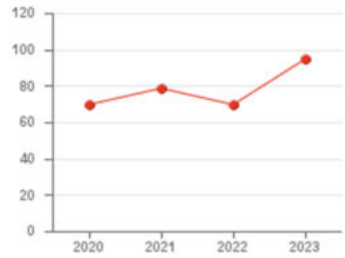
Période	Nombre
2019	31
2020	17
2021	24
2022	12
2023	14



Les possibilités offertes à la promotion interne dépendent du nombre de recrutements externes ainsi que du nombre de lauréats de concours.

2.1.3.2 PERF - Nombre d'agents bénéficiant d'un accompagnement à la mobilité

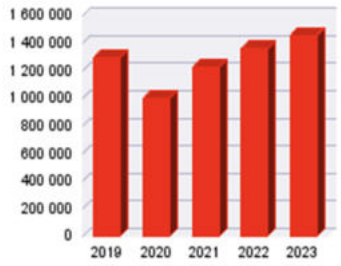
Période	Nombre
2020	70
2021	79
2022	70
2023	95



Exclusion faite des projets exprimés au titre d'un départ en retraite, 21,7% des agents ont exprimé avoir un projet de mobilité à 2 ans à l'occasion de leur entretien professionnel de 2023 (soit 366 agents), alors qu'ils représentaient 22,4% des entretiens professionnels clôturés en 2022 (352 agents).
On constate une hausse du nombre d'agents bénéficiant d'un accompagnement à la mobilité depuis les trois dernières années. Ainsi, 95 ont utilisé ce dispositif en 2023 contre 70 les années précédentes.
La tendance est au rajeunissement des agents demandeurs d'accompagnement à la mobilité (46,7 ans d'âge moyen en 2023, pour 48,7 ans en 2022), suivant ainsi la tendance générale actuelle au rajeunissement des agents départementaux (47 ans pour les agents ayant réalisé/clôturé leur entretien professionnel en 2023, pour 47,6 ans en 2022 et 50 ans en 2021).
En 2023, le projet de mobilité à 2 ans est exprimé à un âge moyen bien en-deçà de l'âge moyen des agents évalués : 45,8 ans pour 47 ans (âge moyen des agents évalués).

2.1.3.4 PERF - Montant des dépenses annuelles liées à la formation

Période	Euros
2019	1 293 251
2020	994 206
2021	1 215 885
2022	1 351 889
2023	1 451 327

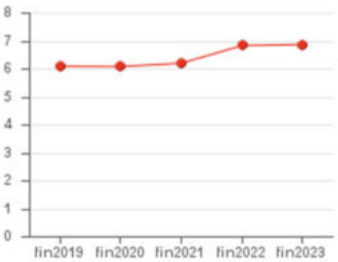


Depuis 2021, le budget formation augmente d'année en année.
La dernière augmentation est due à la cotisation CNFPT qui prend une part de plus en plus importante du budget en raison de l'accroissement conséquent de la masse salariale sur 2023.

Objectif opérationnel	2.1.4. Respecter les objectifs de la politique de l'emploi de la collectivité

2.1.4.1 PERF - Taux d'emploi des travailleurs handicapés

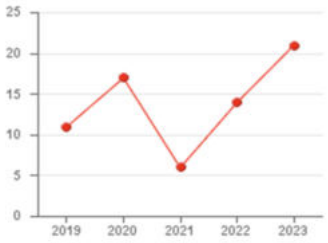
Période	Taux
fin2019	6,1
fin2020	6,09
fin2021	6,21
fin2022	6,84
fin2023	6,88



La collectivité dépasse de manière significative le taux d'emploi légal des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi en atteignant un taux d'emploi direct de 6,88% grâce à la poursuite d'une politique volontariste menée en la matière.

2.1.4.2 PERF - Taux d'agents reclassés dans l'année au regard du nombre total d'agents en situation de reclassement

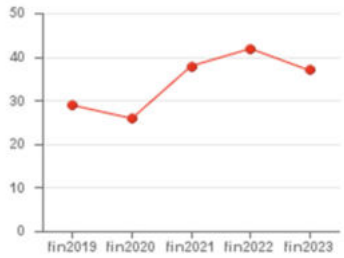
Période	Taux
2019	11
2020	17
2021	6
2022	14
2023	21



L'ensemble des agents en situation de reclassement bénéficie au Département de la Savoie d'un accompagnement spécifique pour les aider à définir un projet compatible avec leur situation de santé et 21% d'entre eux ont pu bénéficier d'un reclassement (sur un autre poste), soit près d'un agent sur quatre, ce qui est en hausse sensible depuis 2022.

2.1.4.3 PERF - Nombre d'apprentis

Période	Nombre
fin2019	29
fin2020	26
fin2021	38
fin2022	42
fin2023	37

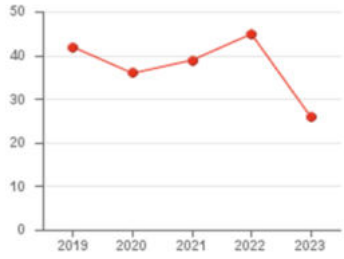


Le nombre d'apprentis ne cesse d'augmenter et démontre la volonté de la collectivité de s'ouvrir aux jeunes et de diversifier les modes de recrutement et des publics à recruter.

Le Département poursuit sa volonté de diversifier des modes de recrutement et de s'ouvrir aux jeunes.
En 2023, 58 demandes d'apprentissages ont été formulées par les services et se sont concrétisées par l'accueil de 37 apprentis.

2.1.4.4 PERF - Nombre total de stagiaires scolaires gratifiés au cours de l'année

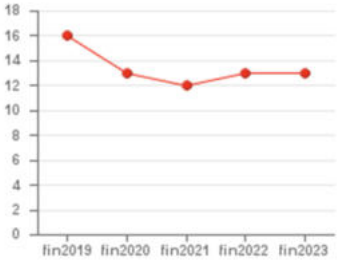
Période	Nombre
2019	42
2020	36
2021	39
2022	45
2023	26



Au regard des enjeux en matière de recrutement, des actions sont menées pour accueillir un plus grand nombre de stagiaires, afin d'attirer de nouvelles compétences et faire connaître les métiers exercés dans la collectivité.

2.1.4.5 PERF - Nombre d'emplois d'insertion

Période	Nombre
fin2019	16
fin2020	13
fin2021	12
fin2022	13
fin2023	13

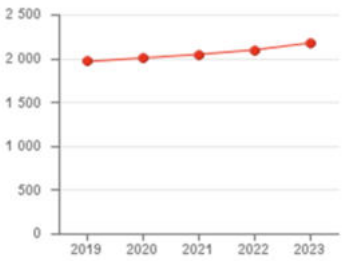


Depuis la fin du dispositif des Contrats Uniques d'Insertion (CUI), un nouveau dispositif, le Parcours Emploi Compétences (PEC), a été expérimenté depuis 2018 au sein de la collectivité et plus particulièrement au sein du Pôle social.

Objectif opérationnel	*2.1.5. Maintenir le niveau des prestations sociales*

2.1.5.1 PERF - Nombre d'agents bénéficiant de titres restaurant

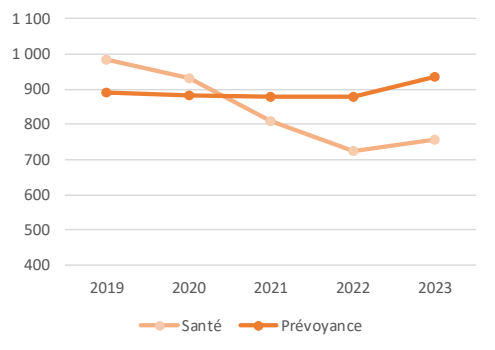
Période	Nombre
2019	1 969
2020	2 011
2021	2 051
2022	2 103
2023	2 182



La proportion d'agents bénéficiant de titres restaurant, déjà élevée, continue de croître d'année en année, compte-tenu notamment, en 2023, de décisions favorables en ce sens (agents contractuels, agents des collèges, etc.).

2.1.5.2 PERF - Nombre d'agents bénéficiant d'une participation aux contrats Santé et Prévoyance de la collectivité

Période	Santé	Prévoyance
2019	985	889
2020	930	884
2021	809	880
2022	724	878
2023	757	934



Le nombre d'agents bénéficiant de la participation de la collectivité pour la santé est en hausse par rapport à l'an passé même s'il reste inférieur à 2019 et 2020. Le nombre d'agents bénéficiant d'un contrat prévoyance de la collectivité est quant à lui en augmentation.
L'adhésion à une mutuelle est une démarche personnelle des agents.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 2.1

« Maintenir une politique volontariste en faveur des agents »

La politique de prévention des risques professionnels et de qualité de vie au travail (formation, achat de matériel, suivi médical, accompagnement social, adaptation des postes au handicap, intervention d'un psychologue du travail en cas de conflit ou de médiation…) participe au faible taux d'absence des agents et au nombre modéré d'accidents de service.

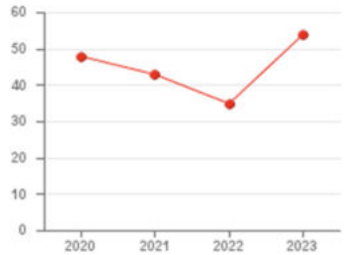
Les actions engagées pour reconnaitre l'engagement professionnel demeurent nombreuses et constituent une concrétisation claire des choix politiques guidant la politique de ressources humaines sur son volet qualitatif.

Néanmoins au regard des enjeux de recrutement, des actions restent à consolider et/ou à développer, comme celles autour de l'identité employeur pour attirer de nouvelles compétences, faire connaître les métiers pratiqués dans la collectivité mais aussi fidéliser les agents.

Objectif politique	***2. Concilier enjeux de la collectivité et approche humaine de sa GRH***
Objectif stratégique	***2.2. Favoriser la cohésion des collectifs de travail***
Objectif opérationnel	***2.2.1. Préserver un climat social favorable au bon fonctionnement de la collectivité***

2.2.1.1 PERF - Ratio du nombre d'arrêts de maladie ordinaire de courte durée

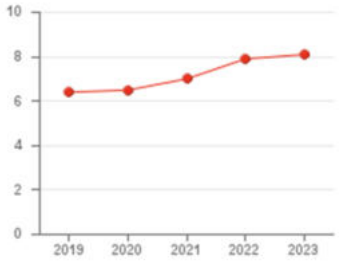
Période	Taux
2020	48
2021	43
2022	35
2023	54



Le nombre d'arrêts maladie de courte durée a augmenté en 2023. C'est aussi une tendance nationale.

2.2.1.2 PERF - Taux d'absentéisme hors congés maternité / paternité / adoption

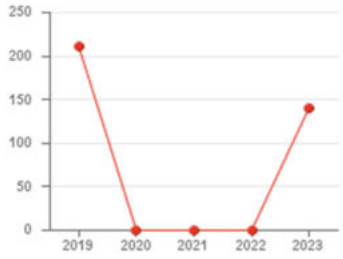
Période	Taux
2019	6,4
2020	6,5
2021	7
2022	7,9
2023	8,1



En 2023, même s'il est en augmentation depuis 2017, le taux d'absentéisme de la collectivité demeure inférieur à la moyenne nationale fixée en 2023 à 9,7%.

2.2.1.3 PERF - Nombre de grévistes en lien avec un préavis local par an

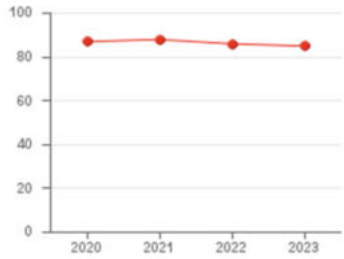
Période	Nombre
2019	211
2020	0
2021	0
2022	0
2023	141



141 grévistes ont été recensés suite à un préavis local en 2023

2.2.1.4 PERF - Taux de satisfaction des conditions de travail

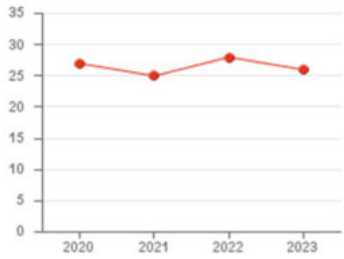
Période	Taux
2020	87
2021	88
2022	86
2023	85



Le taux de satisfaction des agents en matière de conditions de travail se maintient à un seuil élevé.

2.2.1.6 PERF - Pourcentage de projets de départs à 2 ans

Période	Taux
2020	27
2021	25
2022	28
2023	26

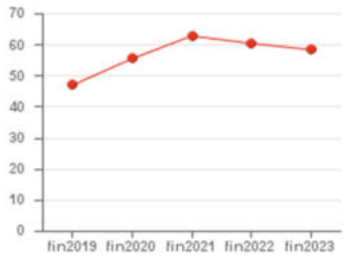


Moins de 30% des agents ont exprimé un projet de départ dans les deux ans lors de leur entretien professionnel.

Objectif opérationnel	*2.2.2. Renforcer la parité hommes-femmes et le respect des diversités*

2.2.2.1 PERF - Taux de postes d'encadrement de Direction occupés par des femmes

Période	Taux
fin2019	47,10
fin2020	55,60
fin2021	62,90
fin2022	60,50
fin2023	58,50

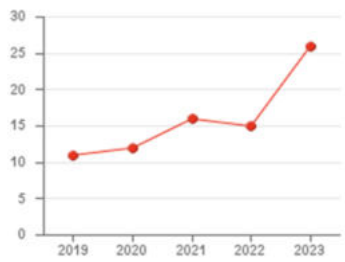


L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes constitue un axe fort de la politique RH. Cet indicateur permet de vérifier l'équilibre des postes occupés par des femmes au niveau des directions. En 2023, près de 60% des postes d'encadrement sont occupés par des femmes.

Objectif opérationnel	2.2.3. Améliorer la communication interne

2.2.3.1 PERF - Nombre de manifestations organisées à l'attention du personnel

Période	Nombre
2019	11
2020	12
2021	16
2022	15
2023	26



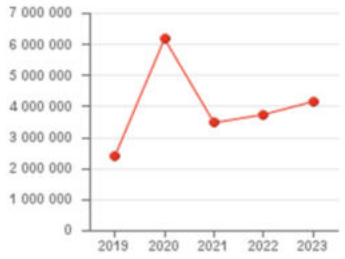
26 manifestations ont été organisées en 2023 à l'attention du personnel : 3 journées d'accueil des nouveaux agents, 1 challenge entreprise Odyssea, 1 opération Duoday, 1 étape de reconnaissance à vélo du Tour de France, 1 jeu concours "calendrier de l'avant",1 accès privilégié aux concerts des Estivales, 1 Challenge Mai à vélo, 1 Noël des enfants, 1 fête du personnel, 4 cérémonies des vœux, 1 escape game au Château, 1 rencontre à l'occasion de la coupe du monde de rugby, 2 étapes *Sur les traces des champions* avec accès privilégié aux agents, 3 formations vélo, 1 mois de test de location de vélo à assistance électrique, 1 campagne de visites du musée savoisien, 2 matchs de handball avec places réservées aux agents.



Une cinquantaine d'agents se sont réunis au Château des Ducs pour soutenir ensemble l'équipe de France de Rugby lors de la Coupe du monde de Rugby à XV à la rentrée 2023.

2.2.3.2 PERF - Nombre de pages Intranet visitées

Période	Nombre
2019	2 415 282
2020	6 183 122
2021	3 482 457
2022	3 746 326
2023	4 164 951



La hausse des fréquentations est constante depuis 2021. Ce chiffre confirme les nouvelles habitudes des agents depuis la crise du Covid (2020) concernant l'utilisation massive de l'intranet comme outil quotidien d'information et de communication.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 2.2.

« Favoriser la cohésion des collectifs de travail »

De nombreuses actions se sont poursuivies en 2023 permettant de rassembler les agents autour de sujets communs, participant de ce fait au renforcement de la cohésion des collectifs de travail.



58 agents du Département ont été décorés de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale au titre de la promotion du 14 juillet 2023 pour leur 20, 30 ou 35 années de service rendus dans la Fonction publique territoriale.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

En 2020, la hausse du budget dédié aux ressources humaines s'expliquait par la mise en œuvre du RIFSEEP. En 2021 l'augmentation de ce budget s'explique par la mise en œuvre de mesures telles que, notamment, l'engagement financier du Département pour le fonctionnement des centres de vaccination au sein de notre territoire, la hausse du nombre d'emplois d'été ayant permis l'embauche de jeunes dans le cadre du plan de relance, la prise en compte de l'ancienneté pour les agents éligibles au RIFSEEP ainsi que le versement d'indemnités de fin de contrat pour les contrats d'une durée inférieure ou égale à un an. En 2022, la hausse s'explique par la poursuite des centres de vaccination au cours du premier trimestre 2022 ainsi qu'aux efforts financiers conséquents à destination des agents. En 2023, la hausse s'explique par la mise en œuvre de mesures tant volontaristes (revalorisation de l'IFSE, prime exceptionnelle de pouvoir d'achat) que contraintes (hausse du point d'indice, revalorisation des grilles). Cependant, les marges de manœuvre dégagées les années passées ont pu être mises au profit du développement de mesures qualitatives de la politique de ressources humaines. Leur mise en œuvre a permis ces dernières années de faire évoluer la qualité de vie au travail des agents de la collectivité.

Sans présager des choix qui seront faits dans le cadre du développement des axes de la politique ressources humaines pour les cinq prochaines années, les perspectives globales suivantes pourraient être développées en 2024, avec comme leitmotiv la qualité de vie au travail comme levier de motivation et de fidélisation :

- ⇨ Temps de travail : le cadre de règlement interne des agents d'accueil et de surveillance du musée et des collèges entrera en vigueur, parallèlement à la mise à jour du règlement du temps de travail pour le service matériel et maintenance routière *(SMMR)* au titre duquel le travail se poursuit. Parallèlement, l'intégration progressive des agents dans le logiciel de gestion des temps se poursuit. A cet effet, un chantier important sera à mener avec la direction des collèges et du Foyer de l'enfance.
- ⇨ Plan de formation à destination des encadrants : poursuite de la formation des encadrants sur le volet managérial mais aussi dans le domaine des ressources.
- ⇨ Développement de l'attractivité des métiers de la collectivité au travers de la définition d'une identité employeur : les enjeux de recrutement de nouveaux talents, notamment au regard du renouvellement important des personnels dans les années à venir, doivent conduire à poursuivre les actions de valorisation de nos 150 métiers.
- ⇨ Poursuite du développement des outils de partage avec les pôles : le partage de la fonction RH, déjà largement engagé avec la mise en place de Secrétariats Généraux dans les pôles, doit continuer, pour permettre de rapprocher les espaces de décisions des services et de préciser les rôles et attendus de chacun.
- ⇨ Poursuite de la modernisation des outils de gestion et de prospective dans le cadre du nouveau SIRH et de la poursuite du chantier d'archivage pour préparer, dès que le déploiement de la gestion électronique des documents sera possible, la dématérialisation du dossier de l'agent. De ce fait les dates de fin de ce chantier seront décalées aux années 2025 – 2026.

FOCUS SUR …

LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION : LA POLITIQUE RH DÉFINIE POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES

Les lignes directrices de gestion (LDG) fixent et détaillent la politique de la collectivité en matière de gestion de ses ressources humaines. Créées en 2019 dans le cadre de la loi de transformation de la fonction publique, elles sont obligatoires dans chaque collectivité territoriale ou établissement public.
Destinées à une gestion des ressources humaines plus dynamique, les LDG tentent de répondre à un contexte en mutation. Après les années de crise sanitaire, le rapport au travail a changé. Assurer la motivation et l'implication des équipes est devenu une priorité pour garantir un service de qualité et fidéliser les talents.
La politique RH de la collectivité 2024-2028 se décline en deux axes principaux, eux-mêmes découpés en objectifs : les orientations fixant les critères en matière de promotion des agents titulaires, et une stratégie de pilotage pluriannuelle.
À la fois outil de pilotage et document de référence, les LDG constituent la base de travail des six services de la direction des ressources humaines. Ces orientations seront progressivement traduites en plan d'action animé et piloté par la direction.

../...

../...

- Une stratégie de pilotage pluriannuelle

  - ***Assurer le recrutement :***
    - *renforcer l'attractivité de la collectivité* : s'appuyer sur les atouts de la collectivité (qualité de vie au travail, politique salariale volontariste, accueil et intégration des agents, dialogue social permanent) pour renforcer notre attractivité, tout en adoptant une stratégie de recrutement innovante et diversifiée pour aller chercher de nouveaux profils.
      Une démarche visant à définir notre identité employeur est en cours, elle rassemble les services recrutement, communication interne et communication externe, et vise à améliorer l'attractivité de la collectivité auprès des futurs collaborateurs et à renforcer la fidélisation des agents.
    - *favoriser l'insertion professionnelle* : poursuivre une politique handicap ambitieuse et la diversification des recrutements: contrats aidés, apprentissage, stages, services civiques, recours aux travaux d'intérêt général pour les services volontaires…

  - ***Anticiper les évolutions :***
    - *développer la formation* : les objectifs de la formation professionnelle sont réaffirmés pour accompagner les changements tout au long de la vie des services et de la carrière des agents.
    - *accompagner les départs à la retraite* : adapter la stratégie aux évolutions sociétales et aux conséquences d'une pyramide des âges inversée.
    - *adapter les métiers* : poursuivre la lutte contre l'usure professionnelle et anticiper les évolutions des métiers : transition numérique, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

  - ***Accompagner les parcours :***
    - *accompagner l'évolution professionnelle* : renforcer l'aide à la préparation de concours, développer l'accompagnement du conseiller mobilité et utiliser des méthodes innovantes : outil de facilitation des reconversions, de détection des aptitudes… Accompagner la transition pour tous les agents publics avec un accompagnement personnalisé, des périodes d'immersion professionnelle, et une attention particulière portée aux agents de catégorie C sans diplôme ou titre professionnel.
    - *enrichir les compétences managériales* : poursuite et développement du parcours TIM encadrants (co-développement, séances d'analyse de la pratique). Donner aux encadrants un socle de connaissances dans les domaines des ressources, dont humaines, ainsi que dans la prévention des risques professionnels et psychosociaux (RPS). Développer le mentorat en interne pour accompagner la prise de fonction managériale et mise à disposition d'une bibliothèque managériale.
    - *veiller à la santé au travail* : poursuivre la prévention des risques professionnels et renforcer l'articulation avec la médecine du travail. Accompagner les agents en situation d'inaptitude pour favoriser le maintien dans l'emploi. Depuis juin 2023, le conseiller mobilité dispose de l'application « Prismo ». Réelle alternative au bilan de compétences, cet outil permet à l'agent accompagné de définir au moyen de tests rapides son profil professionnel, identifier et valoriser son potentiel et ses motivations profondes. La méthodologie Talentreveal sera également déployée pour détecter les aptitudes naturelles des agents et leur proposer des univers d'activités et des métiers appropriés.

- Promotion et valorisation des parcours professionnels

  - ***L'avancement de grade :***
    - Accès à un grade supérieur au sein d'un même cadre d'emplois.
    - L'inscription d'un fonctionnaire au tableau d'avancement de grade résulte du libre choix de la collectivité.
    - Le nombre annuel d'agents bénéficiant d'un avancement de grade est fixé par la collectivité : les ratios d'avancement.

  - ***La promotion interne, à partir de quotas réglementaires,***
    - Accès à un cadre d'emplois supérieur, sans concours.
    - Le nombre de postes ouverts au titre de la promotion interne est établi à partir de quotas réglementaires.

  - ***Les conditions pour être promouvable***
    - L'agent doit occuper sa fonction depuis au moins un an (au 1er octobre, de manière à ce que la valeur professionnelle ait pu être établie).
    - L'agent doit être proposé par son supérieur hiérarchique.
    - Pour la promotion interne, l'agent doit déjà occuper un poste correspondant au cadre d'emplois (Exemple : un adjoint administratif sur un poste de rédacteur peut être nommé rédacteur).

  - ***Des critères d'évolution précis***
    Les critères d'évolution sont, dans l'ordre : la valeur et l'expérience professionnelle, la réussite à un examen professionnel, les missions et responsabilités exercées, l'ancienneté dans le grade ou la fonction, la valorisation de l'engagement professionnel.
    Il est également veillé à l'équilibre des promotions en fonction du nombre d'agents promouvables dans les différents pôles de la collectivité.



Moyens

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **1ère commission**

Directions concernées :

- **Pôle Ressources et moyens – Direction des systèmes d'information**
- **Pôle Ressources et moyens – Direction des bâtiments et moyens généraux**
- **Pôle Ressources et moyens – Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques**
- **Direction générale – Cabinet du Président**
- **Pôle social – Secrétariat général**
- **Pôle aménagement – Secrétariat général**
- **Pôle solidarités territoriales – Secrétariat général**

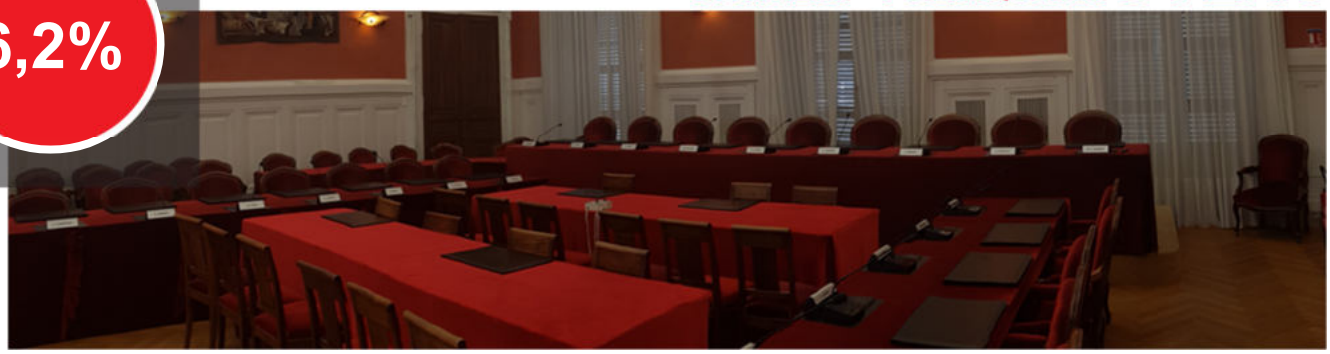


SOMMAIRE

SYNTHESE 47
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 48
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 57
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 62
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 90

6,2%

SYNTHESE – POLITIQUE MOYENS



La politique Moyens a pour objet, dans ses différentes composantes, de renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale.

Contexte

La politique Moyens est mise en œuvre par plusieurs directions : la DFIPAJ (exécution budgétaire, pilotage de la performance, juridique, marchés), la DBMG (bâtiments départementaux et moyens généraux), la DSI et les secrétariats généraux de pôle. Elle touche tous les domaines qui participent au fonctionnement à proprement parler de la collectivité.

La mise en œuvre de cette politique est fortement concernée par les transformations de processus comme la dématérialisation de la chaîne comptable rendue obligatoire au 1er janvier 2017 et la mise en place de nouveaux processus nécessaires à la certification des comptes du Département, dans le cadre de sa participation à la démarche d'expérimentation.

Principales réalisations

- Rénovation complète du Musée Savoisien : poursuite des travaux avec une ouverture au public en avril 2023 et consultation travaux pour le futur centre de conservation des collections
- Poursuite du déploiement de bornes électriques pour le renouvellement de la flotte véhicules du Département
- Poursuite des travaux pour le nouveau bâtiment de la maison technique des 2 lacs à Yenne
- Réhabilitation du hall d'accueil du Château
- Mise en place de plusieurs centrales photovoltaïques
- Définition d'un plan de gestion de crise cyber, réalisation d'un exercice
- Amélioration de la résilience cyber par souscription d'un contrat auprès d'un partenaire spécialisé en cybersurveillance
- Mise en production d'un nouveau SIRH
- Ajustement du processus de préparation budgétaire suite à sa refonte en 2023
- Poursuite des travaux expérimentaux de certification des comptes en 2022-2023
- Accompagnement des services pour gérer les conséquences de la dissolution du Conseil Savoie Mont Blanc
- Poursuite de la démarche de performance et renforcement du contrôle interne, avec la formalisation de nouveaux processus, la cartographie des risques

Enjeux

- Renforcer l'efficience économique de la commande publique tout en garantissant la sécurité juridique.
- Renforcer la performance des politiques départementales et de l'activité des services.
- Adapter la gestion du patrimoine bâti aux exigences règlementaires et aux contraintes budgétaires.
- Optimiser l'apport logistique fourni aux services.
- Améliorer la performance et l'efficacité des services par l'emploi de solutions numériques répondant à leurs besoins métiers, tout en garantissant la sécurité du SI

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

39,42 M€ (CA)

256,89 équivalents temps plein permanent (ETP)

94,53 % : Taux d'exécution de la section de fonctionnement

61,98 % : Taux d'exécution de la section d'investissement AP

Délai moyen de paiement : **15,84** jours

94 marchés formalisés

63 marchés à procédure adaptée (MAPA) supérieurs à 40 000 € HT

45 % d'établissements recevant du public (ERP) accessibles handicap (hors collèges)

80 bornes de recharge doubles opérationnelles à fin 2023 pour la flotte de véhicules électriques

Perspectives de l'action départementale en quelques mots …

S'agissant des bâtiments et moyens généraux, le Département poursuit sa politique autour de trois axes :

- moderniser, mettre aux normes, et **accroître la performance thermique des bâtiments départementaux** ;
- optimiser les locaux pour maîtriser les charges de fonctionnement et améliorer les conditions de travail des agents ;
- valoriser le patrimoine départemental non stratégique.

S'agissant du pilotage stratégique, sont prévus :

- la poursuite des travaux nécessaires à la réalisation d'une cartographie des achats ;
- l'adaptation du processus de préparation budgétaire ;
- la définition des différents niveaux de contrôle et du conseil de qualité, le développement du management des risques et la recherche continue d'améliorations comptables dans le cadre de la démarche d'expérimentation de la certification des comptes ;
- le déploiement de nouvelles fonctionnalités du logiciel comptable IGDA
- une réflexion sur la répartition des missions entre la DFIPAJ et les secrétariats généraux de pôle ;
- la consolidation de la démarche de performance.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Direction des systèmes d'information

La politique Moyens occupe la majorité des ressources humaines de cette direction (41 personnes), en parallèle de son action au bénéfice des collèges du Département.

Au niveau national, l'année 2023 tout comme l'année 2022 a été marquée par de nombreuses cyberattaques visant des collectivités et notamment des départements (Les collectivités territoriales représentent 24% des victimes d'attaque par rançongiciel en France en 2023, la part était de 23% en 2022). Dans ce contexte, le renforcement de la politique de sécurité des systèmes d'information du Département reste une priorité et de nombreuses actions sont menées dans ce domaine. Un plan de gestion de crise a ainsi été défini et en juin, un exercice de crise mobilisant une cellule décisionnelle constituée de différents cadres de la collectivité réunis autour du directeur général des services, a été réalisé.
La direction des systèmes d'information a piloté en 2023 une démarche de définition de la stratégie numérique du Département et du schéma directeur numérique qui en découle. Cet exercice a été l'occasion d'une forte participation des directions métiers. Ainsi, le mois de septembre a vu l'organisation de 6 ateliers transversaux portant sur l'innovation et les compétences, la relation aux usagers ou aux agents, la simplification des processus, le pilotage par la donnée ou encore les rôles et responsabilités au sein de la fonction numérique. En sus des agents de la DSI qui ont tous été entendus dans le cadre de la démarche, ce sont plus de 100 agents qui ont participé à ces ateliers.

Parmi les projets ayant abouti en 2023, on peut notamment citer la mise en production du nouveau SIRH en janvier, la mise en place d'une surveillance externalisée de notre SI sur les aspects de cybersécurité (SOC managé), le lancement de la carte OKAY Savoie à la rentrée 2023, l'externalisation du courrier sortant à la MDPH

Quelques indicateurs au 31/12/2023 :

- Environ 1800 postes de travail, répartis dans les 100 sites informatisés du département, 6 000 postes et 1 800 tablettes déployés dans les 37 collèges,
- 876 smartphones et 115 téléphones mobiles simples,
- 60 projets informatiques en cours de mise en œuvre.

Direction des bâtiments et moyens généraux

Depuis 2021, la **performance énergétique** est au cœur des enjeux portés par la DBMG dans la gestion et la modernisation du patrimoine bâti départemental. Elle se décline en 3 objectifs structurants : réduire les consommations d'énergie (en conformité avec les seuils fixés par le décret tertiaire), réduire les émissions de gaz à effet de serre, et développer la part d'énergies renouvelables.

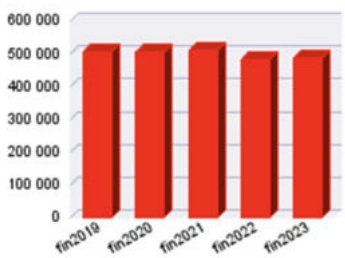
3 actions en cours

- Suivre et maîtriser les consommations de fluides : collecte de données sur l'ensemble du patrimoine bâti et mise en place d'un outil performant et automatisé
- Accompagner la conversion de la flotte automobile : déploiement de bornes de recharges électriques sur les différents sites départementaux
- Diminuer nos énergies fossiles et résorber non équipements au fuel
- Développer de nouveaux équipements photovoltaïques : études de faisabilité engagées

La nouvelle organisation de la Direction des Bâtiments et Moyens Généraux (DBMG) qui rassemble 64 agents mise en place sur l'année 2022 permet de mieux répondre au défi de la transition énergétique.

CONT – Surface des bâtiments départementaux assurés, y compris hangars et collèges

Période	Mètres carré
fin2019	505 072
fin2020	502 210
fin2021	505 700
fin2022	479 674
fin2023	483 652



Cette augmentation de 3 978 m² est liée à la prise en compte sur notre contrat de l'hospice du petit Saint Bernard, la prise en compte des différents modulaires définitifs ou temporaires installés dans les collèges (Pôles sciences aux collèges de Paul Mougin à St Michel de Maurienne, de Jean Mermoz à Barby et de l'Epine à Novalaise, demi-pensions provisoires aux collèges d'Aime et de St Etienne de Cuines).

Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques

La Direction des Finances, du Pilotage de gestion et des Affaires Juridiques rassemble 32 agents répartis en 4 services et une unité :

- Le service affaires budgétaires et gestion comptable
- Le service expertise financière et contrôle externe
- Le service juridique
- Le service marché
- L'unité performance et pilotage de gestion

Service affaires budgétaires et gestion comptable

Dans le cadre de la démarche d'expérimentation de la certification des comptes, l'ajustement des pratiques a été poursuivi.

- Poursuite de la fiabilisation des comptes de bilan et notamment de l'actif immobilisé, rapprochement avec les comptes du comptable.
- Poursuite des améliorations de pratiques sur les modalités de rattachement et de report des recettes et dépenses, définition d'une politique de provision (Compte Epargne Temps, …), ainsi que mise en œuvre d'un plan de contrôle pour concentrer ces contrôles sur les éléments significatifs.
- Constitution d'un dossier de clôture à destination du Commissaire aux Comptes pour la troisième année en intégrant les recommandations formulées par le Commissaire au compte les 3 premières années.
- Poursuite de l'élaboration des états financiers en lien avec le comptable public.

La montée de version IGDAP360 en février 2022 a apporté de nouvelles fonctionnalités. Le nommage automatique des documents démarré à l'automne 2022 a pu être élargi à plus de documents en 2023 après la correction d'anomalies. L'envoi automatique des demandes de paiements à partir de Grand Angle au parapheur a été mis en place à partir d'octobre 2023 pour les services volontaires et sera généralisé à compter du 1er mai 2024.

Les bons de commandes émis à partir de Grand Angle, et déjà mis en œuvre en test à la DSI ont pu être proposés à d'autres services : services du pôle Solidarités Territoriales (DDAC, DPT, Archives), Cabinet, Tim Lab, tous les services de la DSI et de la DFIPAJ (marché et juridique).

Le PES marché est déployé progressivement avec le pôle Ressources et Moyens en 2023, le Pôle Solidarités Territoriales début 2024 et sera généralisé en 2024.

Dans le cadre de la sécurisation des accès, une refonte des profils utilisateurs de Grand Angle a été réfléchie et testée sur quelques services et sera déployée au 1er semestre 2024 en lien avec les utilisateurs. La montée de version IGDAP360 en février 2022 s'est bien déroulée, elle a été accompagnée par une formation approfondie (2,5 jours) de plus de 80 utilisateurs d'IGDA exécutant des marchés et la formation des 250 utilisateurs sur la nouvelle ergonomie via un webinaire. Ces formations avaient été préparées en 2021 et se sont déroulées en janvier – février 2022.

Ajustement du processus de préparation budgétaire suite à sa refonte en 2022 afin de répondre aux besoins des différents acteurs.

Concernant le réseau des correspondants financiers, une réunion a été tenue en 2023 : retour sur le travail collaboratif de définition du réseau et travail sur les missions en matière budgétaire des secrétariats généraux de pôles. Le travail va se poursuivre en 2024, afin de préciser et ou harmoniser le rôle des SG dans la fonction budgétaire et comptable (sans oublier la situation du pôle PRMD) ainsi que sur les fonctions des correspondants financiers et leurs moyens (compétences attendues, positionnement, profil de poste, temps consacré).

Au budget supplémentaire 2022, il a été prévu la création d'équipes mobiles pour assurer les remplacements dans les services. Pour ce qui est de l'appui administratif et comptable, 6 postes de rédacteurs ont été créés dont 3 rattachés au service Affaires budgétaires et gestion comptable. L'équipe mobile des comptables a été déployée au cours de l'exercice 2023, le premier poste a été pourvu au 1er mars et le deuxième au 2 mai. Un temps de formation indispensable a été organisé par la DIPAJ mais aussi et surtout par des services extérieurs afin de permettre aux agents d'acquérir les connaissances et compétences pour intervenir efficacement sur des tâches complexes. Complexité induite par les divers logiciels en amont de Grand Angle que sont IODAS, e-dossier, Marco et par les thématiques diverses (prestations sociales, subventions, factures de travaux ou de prestations, titres de recettes). 203 journées ont été affectées à des remplacements en 2023.

Service expertise financière et contrôle externe

Le service a notamment pour mission le secrétariat de la Première Commission chargée des Finances, Ressources et Moyens, qui a mobilisé 0,3 ETP en 2023.

Nombre de réunions Première commission	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	10	11	12	14	12	11	11
Commission des Travaux Budgétaires	1	1	0 *(1 consultation par mail)*	0 *(3 consultations par mail)*	0 *(3 consultations par mail)*	0 *(2 consultations par mail)*	0 *(1 consultation par mail)*
Nombre de délibérations du CD	38	28	36	61	35	46	46

Cette activité s'est traduite par l'organisation de 11 réunions en 2022 (dont 1 consultation dématérialisée) et 11 réunions en 2023 : convocations des élus et services, recensement et envoi des dossiers, rédaction de comptes rendus et des versions lecture des délibérations du Conseil départemental (46 délibérations en 2022 et 2023).

En 2020, du fait de la modification du calendrier budgétaire, le Conseil départemental s'est réuni en séances plénières en début d'année pour le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) et le Budget Primitif (BP) 2020, et en fin d'année pour le DOB et le BP 2021, ce qui explique le nombre plus élevé de délibérations.

Les réunions de la Commission sont systématiquement organisées avec la double possibilité d'assister soit en présentiel, soit en visio-conférence via l'outil WEBEX, permettant ainsi plus de souplesse dans la gestion des agendas des membres de la Commission.

Service juridique

Disposant d'un effectif opérationnel réduit en cours d'année, le service juridique a été particulièrement affecté par des absences d'agents. Face à un volume de sollicitations toujours soutenu, le maintien de la continuité du service a encore constitué l'objectif principal durant cette période.

Comme en 2022, la production législative et règlementaire a été moins dense que les précédentes années. Le conseil juridique aux services et aux élus, qui constitue la majeure partie des activités du service, a continué toutefois d'être concerné par les effets de textes majeurs comme la loi Taquet du 7 février 2022 sur la protection des enfants, la loi 3DS, ou les divers textes liés au développement durable (loi climat et résilience). Ces normes impactent en effet de manière non négligeable certains secteurs d'interventions du Département (sociétés d'économie mixte, commande publique, aide sociale, gestion des mobilités, etc.). Il en a été de même de certaines jurisprudences qui nécessitent des prises en compte s'inscrivant dans un temps long (normes en matière de transparence de la vie publique, montages en quasi-régie, nouvelles compétences du Département, etc.).

En matière de conseil juridique apporté aux services, les problématiques sur lesquelles le service juridique est amené à intervenir continuent d'être renouvelées et marquées par leur grande diversité :

- dissolution Conseil Savoie Mont Blanc,
- dépôt de marques,
- diverses problématiques juridiques liées au développement des mobilités douces, dont la mise en place d'un Syndicat mixte des mobilités, lequel a vocation à faciliter les déplacements sur un territoire de près de 253 000 habitants,
- problématiques routières comme celle de l'effondrement spectaculaire de la falaise de La Praz, à Saint André, qui a coupé la route départementale et la voie ferrée,
- procédures liées à la Chambre régionale des comptes ou à la Cour des comptes,
- travail de collaboration avec les services de la CAF pour la gestion des contentieux de RSA,
- réquisitions judiciaires en lien avec le SG du pôle social,
- divers aspects de gestion patrimoniale,
- etc...

Conformément aux dispositions réglementaires applicables depuis 2017, le service juridique prend en charge la gestion de la plateforme Télérecours, plateforme numérique qui sert obligatoirement d'interface entre le Département et les greffes des juridictions administratives dans le cadre des contentieux administratifs.

Hormis quelques contentieux dont les montants en jeu peuvent potentiellement porter sur plusieurs millions d'euros (contentieux concernant par exemple l'occupation domaniale des points hauts de la téléphonie mobile et de la télévision numérique terrestre), le stock de contentieux se caractérise toujours, depuis quelques années, essentiellement par des procédures présentant des enjeux financiers plutôt limités (contentieux liés au RSA par exemple).
Le nombre de flux annuels constatés a diminué en 2023 par rapport à la moyenne constatée sur quatre ans, avec quelques 110 flux Télérecours sur l'année, alors qu'habituellement il en était plutôt relevé environ 150.

En matière de recours à des ressources externalisées, l'année 2023 a été l'occasion de poursuivre en vitesse de croisière le marché de prestations juridiques, outil qui permet au Département de bénéficier des services de divers cabinets d'avocats, dans un contexte souple de bons de commandes. Si ces derniers sont émis de manière centralisée et si le suivi est assuré par le service juridique, les services demandeurs participent à chaque commande en exprimant leurs besoins, assurent le portage comptable et la bonne exécution de la prestation. Durant sa troisième année de fonctionnement, l'accord-cadre a vu la concrétisation de 34 bons de commande, pour un montant de prestations réalisées de l'ordre de 120 000 euros.

Service Marchés

Le service Marchés consolide depuis la refonte de son périmètre d'intervention en 2018 ses missions d'accompagnement et d'expertise : diffusion des bonnes pratiques, aide au positionnement des services initiateurs du besoin, suivi règlementaire et uniformisation des règles internes et ce, par la diffusion de mémos pratiques, de notes analytiques (sur l'espace collaboratif) ou de la dispense d'ateliers pratiques. Il continue par ailleurs de gérer la centralisation de la Commission d'appel d'offres et des jurys de concours.

2023 a été marquée par la finalisation des familles achats et leur intégration et paramétrage dans l'outil financier Grand Angle. Les familles achats nécessitaient une profonde refonte et une modernisation pour rendre plus efficiente l'application de la règle de la computation des seuils, notamment, mais aussi pour participer à la performance des achats. Parallèlement, les types d'engagement ont été revus et également paramétrés dans Grand Angle.
Sur le fondement des nouvelles familles, un travail de cartographie des marchés a été mené en parallèle et est mis à jour de manière dynamique par le service marchés dès lors que le marché est supérieur à 40 000 euros HT.
Par ailleurs, depuis courant septembre 2022, le service marché a en outre été associé à l'élaboration du SPASER (Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables), le projet étant coordonné par TIM LAB et géré par le directeur de projet plan climat. Le SPASER a été adopté par délibération en date du 20 octobre 2023 et le service Marchés a mis en place le suivi des indicateurs formalisés en son sein, afin de rendre compte régulièrement auprès des élus, notamment.

Unité performance et pilotage de gestion

En 2019, la présentation du Rapport annuel d'Activité et de Performance a été complètement refondue, afin de rendre le document très accessible aux Savoyards et le travail des directions plus concret. Ce travail s'est poursuivi en 2023.

En 2023, la refonte de la segmentation stratégique a été engagée en lien avec l'ensemble des directions du Département pour renforcer la cohérence entre les objectifs et logiciel métier de finance.

En raison du changement de logiciel de Ressources Humaines, une révision complète des sources de la comptabilité analytique du Département a été opérée en 2023 et se poursuivra en 2024 afin de renforcer l'exhaustivité des données prises en compte.

L'expérimentation engagée en 2017 en vue de la certification des comptes de la collectivité s'est prolongée en 2023. La formalisation des processus est un des axes d'amélioration figurant au diagnostic global d'entrée, qui constitue un enjeu majeur pour le renforcement du contrôle interne ; elle s'est poursuivie sur 2023.En parallèle, 215 personnes avaient été formées en 2021 dans la collectivité aux enjeux et pratiques du management des risques afin de participer activement à la démarche. La première campagne de cartographie des risques et d'élaboration d'un plan de maîtrise, démarrée en 2021, ainsi que la modélisation des organigrammes fonctionnels, suivent leur cours.

Pôle social - Secrétariat général

Le Secrétariat général assume d'une part, les fonctions support du pôle et, d'autre part des missions opérationnelles avec le transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap. Son activité s'articule autour de missions propres, d'appui au bon fonctionnement des services et de participation à de nombreuses démarches transversales portées par les directions du pôle ressources et moyens.

De nombreux chantiers ont été menés :

- Marchés publics : marché de fournitures de produits d'hygiène pour la PMI, appel d'offre relatif au transport des élèves handicapés, nouveau marché relatif à l'accompagnement des travailleurs non-salariés bénéficiaires du RSA, formalisation de plusieurs marchés inférieurs à 40 000€

Service juridique expertise	**2021**	**2022**	**2023**
Nombre de marchés formalisés	NC	12	16
Nombre de marchés à procédure adaptée (MAPA)	NC	4	2
Nombre de marchés < à 40 000€ suivis par le SG PSD	NC	3	3
Nombre d'avenants	NC	3	18

- Juridique :
  - réalisation d'un bilan de la fonction juridique pour redéfinir le rôle du SG (Secrétariat Général), celui des directions du pôle et celui de la DFIPAJ (Direction des Finances, du Pilotage de gestion et des Affaires Juridiques),
  - rédaction de fiches juridiques (ex : réquisition de documents, vols de données, appel à projets), reprise du conseil juridique interne,
  - Remise à plat complète des conventions de locaux de mise à disposition à titre gracieux : passage en commission permanente de toutes les conventions, adoption de modèles, rédaction de procédures et outils de suivi,
- Finances :
  - Engagement de la cartographie du risque sur le processus « exécution budgétaire des allocations et prestations sociales »
  - Accompagnement des évolutions du logiciel financier
  - Mise en place du contrôle automatique des références bancaires dans le logiciel IODAS afin de sécuriser les paiements
- Fonction RH :
  - appui à la DRH dans l'évolution du RIFSEEP et notamment les majorations spécifiques au pôle social,
  - participation aux instances et groupes de travail de la DRH,
  - revue des intitulés de postes et mise à plat des organigrammes dans le SIRH,
  - accompagnement à des réorganisations,
  - présence au salon de l'emploi de l' Ecole Nationale des Solidarités, de l'Encadrement et de l'Intervention Sociale (ENSEIS) et partenariat avec l' Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) pour accueillir des stagiaires
- Gestion du site Curial : déménagement au sein du bâtiment concernant plus de 70 personnes, publication d'un guide pratique, ouverture d'un local vélo et d'une nouvelle salle de réunion, mise en place d'un système de contrôle d'accès par badge, désignation de guides file et serres file, sensibilisation à la fonction accueil
- Animation de plusieurs réseaux de référents internes
- Informatique :
  - Contribution aux travaux du schéma directeur informatique,
  - poursuite de la conduite des projets informatiques : gestion sous IODAS des aides techniques APA et des aides de la conférence des financeurs, informatisation des informations préoccupantes, poursuite de l'informatisation de la PMI, mise en place de relance SMS pour les rendez-vous…
  - Assistance fonctionnelle : 37 sessions IODAS délivrées par l'équipe représentant 203 agents formés en 2023, recours systématique à l'adresse mail générique du service, mise en place de 14 GLPI nouvel arrivant pour gérer les droits d'accès, questionnaire interne et poursuite de la réflexion sur l'assistance fonctionnelle, blocage des créations de doublons, amélioration des espaces collaboratifs Horus et IODAS.
- Fonction communication : processus d'amélioration continue du site intranet du pôle social, mise à jour du site internet, appui à l'organisation d'événements du pôle (journée encadrement, forum social et université sociale notamment) et aux initiatives des maisons sociales départementales, participation au groupe de travail « refonte intranet »

- Archivage : traitement du site dit « ferme Vermex » : lieux de pré-archivage, rédaction du nouveau protocole DEJF
- Partenariat :
    - Renouvellement de la convention de partenariat avec l'ENSEIS permettant l'accès à leur centre de documentation
    - Renouvellement des trois conventions transversales de partenariat avec la CAF (convention globale, convention travail social, convention locaux et logistique)

Pôle aménagement - Secrétariat général

Le Secrétariat général du Pôle Aménagement réunit plus de 500 agents permanents répartis entre services territoriaux et services centraux, auxquels s'ajoutent plus de 170 agents saisonniers recrutés dans le cadre de la viabilité hivernale (accroissement temporaire d'activité). La politique Moyens occupe plus spécifiquement les 2 services centraux que sont le Service d'Appui Administratif (SAA) et le Service d'Appui Technique (SAT).

L'année 2023 aura été marquée, pour les Maisons Techniques du Département (MTD), par une nouvelle édition des rencontres interhiérarchique, où les chefs d'équipes et encadrants des MTD réinterrogent les modalités selon lesquelles ils exercent leurs activités au quotidien. Cette année ces rencontres portaient en particulier sur le rôle et les missions des chefs d'équipes ainsi que sur les besoins en matière de simplification des tâches administratives.
Les MTD ont participé activement au séminaire du matériel roulant organisé par la Direction des Infrastructures (DI), qui ouvre des perspectives de meilleurs échanges sur un sujet qui constitue une préoccupation quotidienne des équipes.

Le Service Appui Administratif (SAA) :

La fonction juridique au sein du SAA s'est considérablement étoffée pour répondre aux besoins croissants des différentes directions du pôle. Ce développement s'articule autour de trois grands axes :

- S'adapter pour répondre aux dérèglements environnementaux qui frappent notre territoire : face à la multiplication des incidents liés aux intempéries (éboulements, coulées de boue, crues, inondations, avalanches…), le SAA a fourni un fort appui juridique aux directions de l'environnement et des infrastructures afin de définir des mesures préventives (exercice de pouvoirs de police, gestion des cours d'eau) et curatives (mesures de désenclavement de territoires isolés en raison des intempéries…). Il est également intervenu en appui des services techniques pour étayer juridiquement les réflexions en cours pour mieux concilier efficacité du service public et enjeux écologiques (mise en œuvre de la politique Zéro Artificialisation Nette…) ;
- Promouvoir les bonnes pratiques pour garantir l'efficacité du service public et la bonne utilisation de l'argent public. Le SAA est intervenu de manière très régulière en appui des autres services du pôle afin de former les agents aux bonnes pratiques, et de renforcer la vigilance interne en matière de conformité et de transparence de l'action départementale ;
- Protéger le Département et ses agents. Face aux actes de violence, de menaces ou d'incivilités commis à l'encontre des agents du Département, le SAA a systématiquement réagi en traduisant leurs auteurs devant la justice. Le service a continué d'assurer la protection des ouvrages publics contre les dégradations de toutes natures (vandalisme, vol, etc.), en collaboration avec les forces de l'ordre lorsque la situation l'exige. Enfin, le service a poursuivi la gestion des contentieux en lien avec les avocats du Département, et des litiges courants qui peuvent survenir dans l'exécution des marchés publics (activation des garanties, lutte contre les malfaçons, application de pénalités en cas de non-respect d'obligations réglementaires).

Le SAA poursuit par ailleurs son rôle d'appui auprès des services du pôle aménagement, notamment au travers des projets suivants :

- Déclinaison des orientations votées par le Conseil départemental en matière de développement durable, et prise en compte des actions définies au SPASER lors de la passation des marchés ;
- Accompagnement de la Direction de l'environnement dans la passation d'un marché visant à être accompagné pour définir un schéma d'espaces naturels sensibles de la Savoie, et de la Direction des infrastructures pour réaliser des diagnostics environnementaux ;
- Passation d'un accord-cadre à marchés subséquents pour les missions de maitrise d'œuvre pour la construction, la reconstruction, la réhabilitation ou la réparation de ponts, de paravalanches, de pare-blocs et d'encorbellements ;
- Rédaction de cinq accords contractuels visant à prendre en compte la hausse importante du coût des matières premières des titulaires des marchés du Département impactés par les conséquences de la crise sanitaire mais également par le conflit armée russo-ukrainien ;
- Mise en œuvre de la nomenclature achat au sein du pôle en lien étroit avec les services du pôle RM ;
- Instruction en régie des sinistres intervenus sur le domaine public routier dont la réclamation est inférieure à 1500€, montant de la franchise de l'assurance « responsabilité civile » du Département ;

- Assistance comptable des services du pôle priorisée sur l'exécution financière des marchés publics. A ce titre, des formations internes au pôle relatives aux fondamentaux de la commande publique ont été dispensées aux comptables et techniciens en charge de marchés. Une attention toute particulière a été faite sur la sous-traitance, avec la publication d'un guide de bonnes pratiques et des formations à dispenser sur 2024.
- Participation à l'animation des sessions de formations organisées par la DFIPAJ en juin 2023 visant à aider les services à la saisie des marchés publics dans le logiciel Grand Angle. Cette démarche de repérage des points d'achoppement en amont de la phase d'exécution des marchés a été complétée par la mise en œuvre d'une grille de contrôle interne facilitant la lecture des marchés avant leur publication.

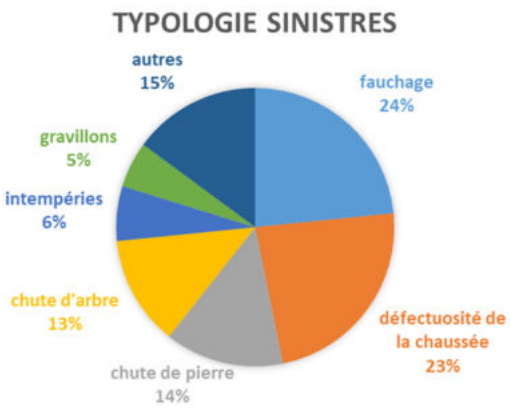
Également, diverses activités ont rythmé le service d'appui administratif tout au long de l'année 2023, avec notamment :

- La poursuite du pilotage et de la régulation de l'activité des MTD marquée en 2023 par plusieurs temps d'échanges interhiérarchiques au sein des MTD, avec la construction d'un plan d'actions pluriannuelles sur différentes thématiques transversales (achat, RH, outils, innovation, ...) dans l'objectif de simplifier, accompagner et structurer l'activité des encadrants de proximité ;
- La construction d'un parcours de formation interne pluriannuel, ciblé sur les métiers des techniciens du pôle aménagement en identifiant 8 thèmes de formation pour permettre d'accompagner les nouveaux agents dans leur prise de poste mais également sécuriser les process, développer une culture et une pratique commune sur ces métiers. Les premières actions sont lancées en 2024 avec l'appui de collaborateurs internes pour dispenser ces formations ;
- Le travail sur la visibilité des métiers (écoles, forums) pour faire face aux difficultés de recrutement et des départs à venir, sensibilisation au sujet de l'apprentissage dans une démarche GEPEEC et de la politique stagiaire. Ainsi, dans la perspective des recrutements des 150 saisonniers pour la saison VH 23/24, un plan de communication élargi a été déployé : supports de communication diversifiés (flyers, banderoles, réseaux sociaux, participation à des jobs dating…) relais de l'information auprès de différents partenaires (écoles, partenaires institutionnels…). Ce travail de « fonds » pour faire connaitre les métiers du pôle aménagement se poursuit avec la participation à des forums d'apprentissage pour promouvoir les métiers et attirer des jeunes. De même, est prévu également l'organisation en 2024 d'une journée porte ouverte sur les métiers en tension du domaine de la route.

Service d'appui administratif	2023
Nombre de marchés formalisés	39*
Nombre de marchés à procédure adaptée (MAPA)	15
Nombre d'avenants	50
Assurances et contentieux / Taux de sinistres pour lesquels la responsabilité du Département n'est pas reconnue	69,38 %
Assurances et contentieux/Taux de sinistres intervenus sur la voirie départementale (chutes de pierre, nids de poule…etc.)	70,21 %
Assurances et contentieux/Taux de sinistres liés aux évènements climatiques	6,38 %
Assurances et contentieux/Taux de sinistres liés à l'activité de fauchage	23,4 %

*Quelques chiffres clefs de 2023 :

- 89 % des fournisseurs sont situés en région AURA, dont 63 % en Savoie ;
- 7 consultations relatives à l'achat de matériel routier intègrent des dispositions relatives à la loi AGEC ;
- 13 631 heures d'insertion ont été réalisées sur les marchés relevant du PAD.



Le Service Appui Technique (SAT) :

Pour le service appui technique, l'année 2023 a permis de mettre en œuvre une nouvelle organisation géomatique de la collectivité en s'appuyant sur une gouvernance formalisée.



Le projet de mise en œuvre du PCRS (Plan de Corps de Rue Simplifié) image sur le territoire de la Savoie s'est poursuivi. La campagne 2023 des prises de vues aériennes s'est achevée et a permis de couvrir toute la vallée de la Maurienne. Les prises de vues 2022 ont quant à elles été contrôlées, traitées et validées techniquement par la RGD Savoie Mont-Blanc. La diffusion de ce fond de plan haute résolution a donc débuté. Le millésime 2022 vient compléter les zones déjà couvertes en 2017 et 2018 (produites par ENEDIS).



Le PCRS est actuellement disponible et toujours diffusé en Open Data sur le site DatARA, sur le géoportail de la RGD Savoie Mont-Blanc, et sera prochainement mis à jour sur le Géoportail de l'IGN.
Il est également consultable depuis le site du Département de la Savoie et sur le portail intranet cartographique « CARTO ».

Concernant la collaboration avec les intercommunalités, la communauté de communes de Porte de Maurienne a rejoint le partenariat en 2023. 17 conventions de partenariat EPCI/CD73 ont donc été signées sur l'ensemble du territoire.

En 2023, l'unité communication du SAT a été sollicitée dans le cadre de la gestion de crise lors des fortes intempéries de fin d'année (novembre et décembre). Ces évènements nous ont rappelé l'importance de la communication en situation d'urgence.

Sur le volet information routière aux usagers, l'unité communication du SAT a réalisé et publié une enquête de satisfaction et d'usages du site www.savoie-route.fr auprès des utilisateurs.

L'utilisation de l'outil d'envoi de SMS sur le chantier de sécurisation des falaises de la Colombière et de la baie de Grésine a permis la diffusion de l'information usagers sur ce chantier réalisé par la MTD 2 lacs.

Une campagne de communication pour le recrutement des agents des routes saisonniers a été réalisée en 2023 via différents supports : flyers, affiches, vidéo et guide d'accueil des agents saisonniers.

L'unité communication a été particulièrement sollicitée en 2023 sur la mission graphisme avec des mises en page de rapports et de lettres d'information permettant de mettre en valeur les messages (séminaire mobilités, référentiel d'aménagement du réseau cyclable de la Savoie et lettres d'info chantier SMMR).

Sur le volet aménagement du territoire, la loi visant à « faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et renforcer l'accompagnement des élus locaux », adoptée le 20 juillet 2023, bouleverse la vision de l'aménagement du territoire et précise comment atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) prévu dans la loi Climat et Résilience de 2021. L'automne et l'hiver 2023 ont donc été marqués par une sensibilisation des agents et des élus du Département à cette thématique (présentations, veille…).

Service d'appui technique	2020	2021	2022	2023
Nombre de connexions au site Savoie-Route	264 584	269 331	379 722	816 890
Nombre de communiqués de presse publiés dans le cadre de travaux sur le réseau routier départemental	109	175	166	168
Nombre de dossiers d'aménagement traités	35	46	41	45
Nombre de dossiers CTS traités	8	8	6	8

La fréquentation du site Savoie-route présente une forte augmentation car le site a été relayé via les réseaux sociaux et les sites des partenaires et il a bénéficié également de nombreuses consultations notamment au courant des périodes de crises routières de fin 2023.

Pôle solidarités territoriales - Secrétariat général

Comme les années précédentes, les indicateurs annuels d'activité du Secrétariat général du Pôle des solidarités territoriales (composé de quatre postes temps plein), poursuivent sur leur courbe haute.
Globalement on peut noter une accentuation notable du nombre d'accompagnements de proximité auprès des services du pôle sur les 4 domaines principaux d'activité à savoir : les achats publics, l'exécution budgétaire, les ressources humaines et la communication. Cela répond à un besoin exprimé par les services de bénéficier d'assistance technique mais surtout de conseils et d'information sous forme de réponses réactives et directement opérationnelles.
Enfin, le secrétariat général reste toujours un interlocuteur privilégié sur les projets structurants de la collectivité et est un relai essentiel entre le pôle ressources et moyens et les directions du pôle.

Bilan global de l'année en fonction des principales thématiques :

Communication et appui technique :

L'année 2023 a été celle de la culture, ce qui a eu une répercussion notable sur l'activité du secrétariat général en termes d'accompagnement, voire de co-pilotage, et de valorisation en interne et en externe d'événements d'envergure : ouverture du Musée Savoisien, 20 ans des Estivales, temps forts à Hautecombe et autour du sport (*Sur les traces des champions*) et de la jeunesse (projet européen *Respiration jeunesse*).
Si son activité reste soutenue en matière de coordination générale, elle l'a été également pour l'assistance technique (sites internet, logiciels et outils numériques) et la création de supports (flyers, affiches, encarts presse, signalétique, …).
Enfin, malgré son faible effectif, le secrétariat général a dû assurer l'intérim de la mission de communication du Musée Savoisien (page Facebook, site internet, communication interne) durant plusieurs mois.

Marchés publics et exécution budgétaire :

Le nombre de lots en marchés publics en 2023 a baissé par rapport à la période 2018 – 2022, années durant lesquelles de nombreux marchés de travaux avaient été passés pour la réouverture du Musée Savoisien. Toutefois, le travail d'anticipation et de planification des marchés se poursuit, tout en accompagnant les services tant sur la période de préparation que d'exécution. Le secrétariat général a également été sollicité en 2023 pour contribuer à l'élaboration du SPASER.
En matière d'exécution budgétaire, le secrétariat général a continué à former et assister techniquement les agents comptables du pôle sur l'utilisation d'iGDA. Ces temps d'appui technique et de formation sont d'ailleurs en nette progression en 2023.

Accompagnement en matière de ressources humaines :

Durant l'année 2023, comme lors des années précédentes, le secrétariat général a pu apporter son appui aux services dans le traitement de situations RH difficiles, mais également dans leurs démarches de recrutement.

Projets transversaux :

En 2023, il a été partie prenante de différents projets transversaux à l'ensemble des pôles : SPASER, schéma directeur du numérique, sollicitations de TIM Lab.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2022 à 2023

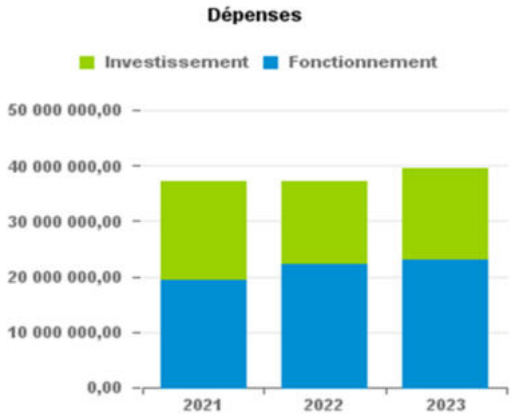
Secteurs budgétaires et non budgétaires de la politique MOYENS

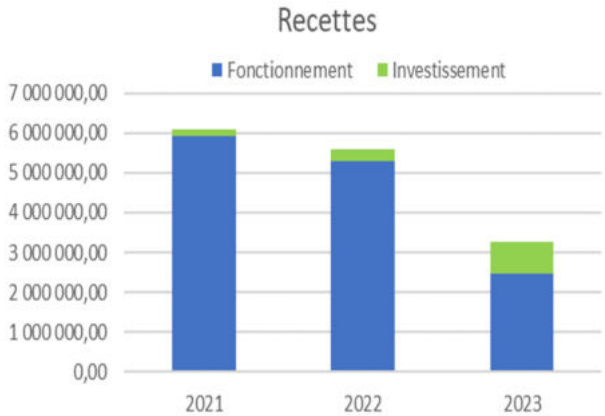
SECTEURS BUDGETAIRES
COMMUNICATION ET GESTION DES EVENEMENTS
ELUS
INFORMATIQUE
PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE

SECTEURS NON BUDGETAIRES
PILOTAGE DE GESTION

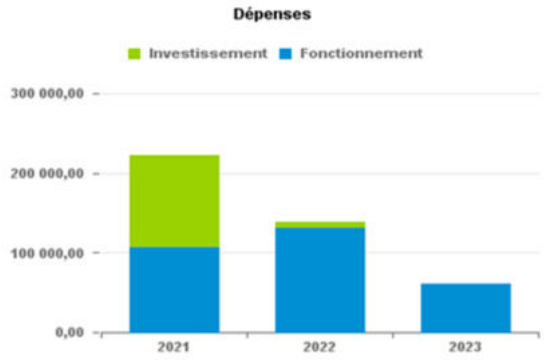
Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
COMMUNICATION ET GESTION DES EVENEMENTS	527 763,45	73 614,18	578 640,66	104 468,13	745 330,94	74 998,38
ELUS	1 897 279,84	85 883,34	1 954 944,92	2 176,90	1 987 410,96	16 954,69
INFORMATIQUE	2 192 760,76	2 258 701,39	2 452 541,89	1 086 767,98	2 668 921,41	1 602 241,98
PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE	14 725 614,85	15 384 613,15	17 358 895,42	13 705 545,31	17 581 444,04	14 751 208,71
Dépenses par section :	**19 343 418,90**	**17 802 812,06**	**22 345 022,89**	**14 898 958,32**	**22 983 107,35**	**16 445 403,76**
	total année : 37 146 230,96		**total année : 37 243 981,21**		**total année : 39 428 511,11**	

Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
ELUS			200,00			
INFORMATIQUE	24 406,00		341 296,85		101 147,43	
PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE	5 911 467,07	156 646,52	4 935 785,02	298 349,87	2 373 371,66	788 385,25
Dépenses par section :	**5 935 873,07**	**156 646,52**	**5 277 281,87**	**298 349,87**	**2 474 519,09**	**788 385,25**
	total année : 6 092 519,59		**total année : 5 575 631,74**		**total année : 3 262 904,34**	





Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PAD SG	106 130,00	116 388,00	131 118,00	7 046,00	60 530,00	0,00
	total année : 222 518		total année : 138 164		total année : 60 530	



Dépenses - Contrats départementaux	CA 2022		CA 2023 données au : 9 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PAD SG	4 400,00	0,00	73 950,00	0,00
	total année : 4 400		total année : 73 950	



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
MOYENS	Administration générale, parc et patrimoine	Hors pôle	Direction générale	3,82	1,6	2,44
		PRMD	DBMG	44,36	43,93	45,52
		PSD	SG	9,71	8,79	9,22
		PAD	DGA	0,1	0,1	0,1
		PAD	SG	2,43	2,65	2,25
		PAD	MTD	14,84	14,39	15,6
		PSTD	DGA	0,15	0,15	0,15
		PSTD	SG	1,04	0,93	1
	Sous-total du secteur			**76,45**	**72,54**	**76,28**
	Informatique	PRMD	DSI	35,37	35,68	36,07
		PSD	SG	5,11	6,12	6,4
		PAD	SG	3,21	3,71	2,75
		PSTD	SG	0,3	0,3	0,3
	Sous-total du secteur			**43,99**	**45,81**	**45,52**
	Pilotage et gestion	Hors pôle	DG-TIM Lab	0	4,4	8,45
		PRMD	DGA	2	2	2
		PRMD	DFIPAJ	24,48	23,35	24,32
		PSD	DGA	0,5	0,59	0,52
		PSD	SG	6,78	6,57	7
		PSD	MSD	28,9	28,88	33,7
		PAD	DGA	0,2	0,2	0,2
		PAD	Mission Lyon Turin	1,07	1	1
		PAD	SG	11,92	12,45	13,74
		PAD	MTD	2,82	3,06	5,95
		PSTD	DGA	0,7	0,7	0,7
		PSTD	SG	0,9	0,9	0,9
	Sous-total du secteur			**80,27**	**79,7**	**90,03**
	Communication et gestion des évènements	Hors pôle	Direction générale	9,91	10	10,63
		PSD	SG	0,6	0,05	0,5
		PAD	SG	1,83	1,2	0
		PSTD	DGA	0,15	0,15	0,15
		PSTD	SG	1,8	1,8	1,8
	Sous-total du secteur			**14,29**	**13,20**	**13,08**
	Elus	Hors pôle	Secrétariat Général	10,666	10,58	10,85
			Cabinet du Président	3,725	4,4	4,70
			Direction générale	13,74	12,69	11,50
			Assemblée départementale (collaborateurs)	4,0083	4,2	4,43
		PAD	DGA	0,1	0,1	0,1
		PAD	SG	0,3	0,4	0,4
	Sous-total du secteur			**32,54**	**32,37**	**31,98**
TOTAL tous effectifs pour la politique				**247,54**	**243,62**	**256,89**

Direction des systèmes d'information

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : 😐

Le renforcement des moyens humains de la direction des systèmes d'information avait été validé en 2022 (2 contrats de projets dans le but de décliner un plan d'action ambitieux en matière de cybersécurité). Après de nombreux jurys infructueux, un seul des 2 postes a pu être pourvu mi-2023, l'autre n'ayant abouti que début 2024, après la décision de pérenniser le poste.

Cette difficulté à recruter des informaticiens se généralise et il n'est pas rare de devoir organiser 3 ou 4 jurys avant d'aboutir.

Le schéma directeur numérique travaillé en 2023 et validé en 2024 met en avant des besoins complémentaires afin d'être en capacité de mettre en œuvre les priorités numériques et projets phares de la collectivité tout en garantissant un maintien en conditions opérationnelles et de sécurité de qualité pour notre système d'information.

Direction des bâtiments et moyens généraux

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : 😐

La nouvelle organisation mise en place en 2022 par la création d'un service spécifique permet d'établir et piloter une véritable stratégie de performance énergétique du Département, et d'optimiser le suivi de la maintenance des bâtiments au plus près des usagers.

Le Département souhaite aujourd'hui faire face au défi de la transition énergétique, avec une ambition forte et un cadre réglementaire qui se durcit, autour des 3 objectifs suivants : réduire les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, et augmenter la part d'énergie renouvelable.

Parallèlement, le secteur des travaux publics traverse une période inflationniste sur le cours de matières premières au niveau mondial, en même temps qu'une saturation des carnets de commande des entreprises, avec à la clé des montants d'opération en forte hausse.

Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : 😐

La direction est confrontée à de fortes évolutions, avec la mise en place de missions et de processus nouveaux induits par l'évolution des règles comptables applicables au Département (M57) ou encore avec l'évolution des exigences en termes d'accompagnement des services pour une qualité renforcée en matière d'achat et de commande publique ou de conformité juridique. Ces évolutions ont conduit à la réalisation par la direction d'activités nouvelles, à plus forte valeur ajoutée, au renforcement des missions d'accompagnement et de conseil auprès des directions opérationnelles et, plus largement, à une réorientation de la direction vers un développement de son rôle en matière d'expertise, de formation, et d'accompagnement dans un environnement plus exigeant et plus complexe. Une forte activité est ainsi enregistrée du fait de l'évolution du cadre comptable applicable (changement du calendrier budgétaire, fiabilisation des pratiques) et de l'intervention d'un Commissaire aux Comptes. Le processus de préparation budgétaire a ainsi été revu en 2023 mais il nécessite encore des ajustements notamment au regard des contraintes budgétaires à venir (inflation, baisse des DMTO…) afin de disposer d'un processus robuste de définition de la trajectoire financière du Département. Aux missions d'élaboration budgétaire et d'exécution comptable s'est en outre ajoutée une mission de conseil et de contrôle de la qualité comptable et de la performance des processus internes, à continuer d'impulser avec et dans les directions. L'arrivée de l'équipe mobile a en outre permis de créer un lien avec les différentes Directions et de les soulager en cas d'absences d'agents comptables. La répartition des agents de l'équipe mobile en fonction des sollicitations est en cours de fiabilisation et est à l'origine d'une nouvelle charge de travail. L'administration du progiciel de gestion budgétaire constitue également une charge croissante et porteuse de forts enjeux, sur le plan fonctionnel et en matière de sécurité.
De même, le service marchés est confronté à une augmentation générale d'activité, liée à la mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement, dans le contexte d'une plus grande prise en compte des enjeux écologiques dans les achats du Département.

Pôle social - Secrétariat général

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : 😐

Les moyens humains sont stables à l'exception notable du service informatique. Malheureusement dans ce secteur, les difficultés de recrutement et les absences font que le service n'est jamais au complet et ne peut rendre un service à la hauteur des enjeux. L'année 2023 a de nouveau été marquée par une instabilité des effectifs sur la fonction marché/juridique. La stabilisation des équipes reste une condition pour pouvoir mieux prendre en charge les dossiers. Enfin la fonction communication reste sous-dotée.

Les moyens financiers permettent d'organiser les différents temps forts et accompagnement des équipes.

Pôle solidarités territoriales - Secrétariat général

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : 😐

2023 a été marqué par une activité forte dans tous les domaines d'intervention du secrétariat général, mais également dans le remplacement d'agents dans les directions.

Les bilans des dernières années mettaient l'accent sur l'absence de marge du plan de charge de l'équipe du secrétariat général. C'est pourquoi il a été demandé l'ouverture d'un poste pour renforcer la mission d'accompagnement comptable et marchés publics. L'ouverture de ce poste ne sera effective que mi-2024.

Pôle aménagement - Secrétariat général

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : 😐

Le Secrétariat général de l'Aménagement veille à l'optimisation des moyens des directions du Pôle aménagement et leur adéquation avec les besoins et niveau de service. Avec un turn-over toujours aussi important des équipes en période de quasi plein-emploi, des difficultés de recrutement qui perdurent, mais aussi avec une forte vague de départs en retraite à venir, le secrétariat général de l'Aménagement poursuit depuis 2021 un travail sur plusieurs axes : attractivité des métiers, visibilité des offres d'emploi, développement de la politique jeunesse, accueil et fidélisation des agents recrutés.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale	1.1. Optimiser l'exécution et la qualité de prévision du budget départemental	1.1.1. Atteindre un taux d'exécution de la section de fonctionnement durablement supérieur à 95 %
		1.1.2. Atteindre un taux d'exécution des crédits d'investissements hors autorisations de programme et hors politique financière durablement supérieur à 55 %
		1.1.3. Atteindre un taux d'exécution de crédits de paiements des autorisations de programme durablement supérieur à 90 %
		1.1.4. Garantir un délai de paiement moyen inférieur à 30 jours
		1.1.5. Atteindre un taux d'exécution des crédits de recettes de fonctionnement durablement proche de 100%
		1.1.6. Contribuer à l'accroissement du taux de recouvrement des recettes
		1.1.7. Réduire le taux d'écart par pôle entre les réalisations de dépenses et de recettes anticipées et les réalisations de dépenses et de recettes constatées dans le compte administratif
	1.2. Disposer de comptes certifiés sans réserve d'ici 2028	1.2.1. Renforcer la qualité comptable de l'exécution budgétaire
		1.2.2. Disposer d'une politique de provisionnement des risques et charges conformes aux normes comptables d'ici 2023
		1.2.3. Disposer d'un inventaire physique et d'un inventaire comptables cohérents d'ici 2025
		1.2.4. Fiabiliser le rattachement des charges et des produits à l'exercice d'ici 2023
		1.2.5. Disposer d'un recensement exhaustif des engagements hors bilan d'ici 2025
		1.2.6. Disposer d'une formalisation de l'ensemble des processus critiques identifiés d'ici 2024
		1.2.7. Disposer d'une cartographie complète des risques et d'un plan d'action d'ici 2025
		1.2.8. Développer la culture interne de la maîtrise des risques
		1.2.9. Disposer d'un système d'audit complet de notre dispositif de contrôle interne d'ici 2024
		1.2.10. Assurer la fiabilité et la traçabilité du système d'information
	1.3. Permettre une mise en œuvre juridiquement sécurisée de l'action départementale	1.3.1. Développer la culture juridique interne en renforçant l'acquisition et la diffusion des connaissances et savoir-faire juridiques
		1.3.2. Renforcer la fiabilité des actes et montages juridiques en développant le conseil et l'assistance aux élus et services départementaux
		1.3.3. Renforcer la fiabilité juridique des marchés publics départementaux
		1.3.4. Renforcer la défense des intérêts départementaux, notamment dans les procédures contentieuses ou amiables

		1.3.5. Couvrir par des assurances adaptées la sécurité des biens et des personnels du département
	1.4. Renforcer la performance économique, sociale et environnementale de l'achat départemental	1.4.1. Favoriser une approche économique de l'achat par l'établissement d'une cartographie et de stratégies d'achat d'ici 2023
		1.4.2. Développer le recours aux techniques d'achat innovantes pertinentes
		1.4.3. Développer le recours aux dispositifs sociaux et environnementaux dans les marchés publics
		1.4.4. Réduire à moyen terme le coût d'achat des principaux segments de fournitures et de services
		1.4.5. Réduire l'impact environnemental des achats départementaux
	1.5. Renforcer la performance des politiques départementales et de l'activité des services	1.5.1. Consolider la diffusion, l'appropriation et l'efficacité des outils de pilotage
		1.5.2. Renforcer le recours aux indicateurs de performance dans le cadre des dialogues de gestion
		1.5.3. Développer le recours aux évaluations de politiques publiques départementales
	1.6. Adapter la gestion du patrimoine bâti aux exigences réglementaires et aux contraintes budgétaires	1.6.1. Améliorer la sécurité
		1.6.2. Améliorer l'accessibilité des locaux départementaux (hors collèges)
		1.6.3. Conserver le patrimoine en bon état (hors collèges)
		1.6.4. Rationaliser l'occupation du patrimoine bâti
	1.7. Optimiser l'adéquation entre les besoins et les moyens techniques ou informatiques fournis	1.7.1. Diminuer la consommation d'énergie liée au patrimoine du Département
		1.7.2. Maitriser le coût de l'entretien ménager tout en garantissant la qualité de service
		1.7.3. Disposer d'une infrastructure informatique robuste, performante et garantir la qualité de service à l'usager
		1.7.4. Doter les agents du Département en équipements informatiques fiables et performants
		1.7.5. Optimiser les impressions
		1.7.6. Respecter l'avancement des projets selon le calendrier établi en début de chaque année
	1.8. Garantir la sécurité technique et juridique du SI du Département	1.8.1. Garantir la capacité du Département à relancer son SI depuis un secours en cas d'attaque cybercriminelle majeure
		1.8.2. Garantir le respect de la règlementation en matière de protection des données personnelles
	1.9. Offrir aux usagers les services du Département selon les modalités souhaitées	1.9.1. Développer la mise à disposition de téléservices aux usagers
		1.9.2. Contribuer par les outils numériques à la transformation de la collectivité et mettre davantage l'accent sur la relation aux usagers
	1.10. Evaluer l'emprunte carbone numérique de la collectivité et contribuer à sa réduction	1.10.1. Etablir l'empreinte carbone numérique de 2022

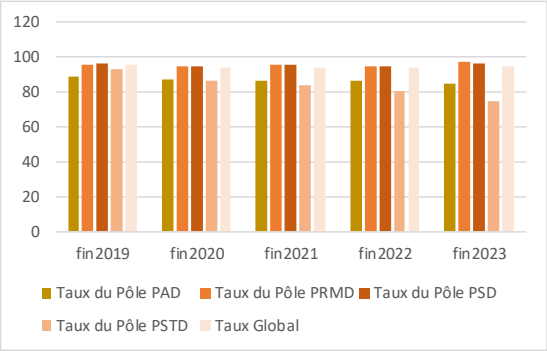
Objectif politique 1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale

Objectif stratégique 1.1. Optimiser l'exécution et la qualité de prévision du budget départemental

Objectif opérationnel 1.1.1. Atteindre un taux d'exécution de la section de fonctionnement durablement supérieur à 95 %

1.1.1.1 PERF - Taux d'exécution de la section de fonctionnement par pôle et taux global

Période	Taux du Pôle PAD	Taux du Pôle PRMD	Taux du Pôle PSD	Taux du Pôle PSTD	Taux Global
fin2019	88,92	95,14	96,65	92,75	95,3
fin2020	86,67	94,6	94,62	86,52	93,52
fin2021	86,09	95,25	95,59	83,73	93,98
fin2022	86,44	94,72	94,81	80,19	93,42
fin2023	84,71	96,98	96,59	74,51	94,53



Commentaire de la Direction des Finances, du Pilotage de gestion et des Affaires juridiques (DFIPAJ) :

On constate une légère hausse du taux de réalisation par rapport à 2022 mais l'objectif de réalisation à 95% n'est pas atteint du fait de l'inscription de crédits importants, qui n'ont pas pu être consommés.

Commentaire du Secrétariat général du Pôle Social du Département (PSD) :

Le taux d'exécution du Pôle social s'est notablement amélioré pour revenir aux taux d'exécution de 2019. Il s'élève à plus de 96%, sachant que l'évolution du nombre de bénéficiaires, des mesures nationales, l'inflation rendent parfois les prévisions complexes. Le taux global dans le tableau est hors FSE et contrats départementaux.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cohésion Sociale (CS)	93%	95%	87%	89%	85%	94%
Enfance Jeunesse Familles (EJF)	96%	97%	96%	97%	93%	96,5%
Personnes Agées (PA)	94%	97%	97%	98%	98%	96,3%
Personnes Handicapées (PH)	96%	99%	97%	97%	96%	96,6%
Total	95%	97%	95%	96%	94.81%	96,06%*

L'amélioration du taux d'exécution de la Direction du développement et de l'inclusion sociale (politique cohésion sociale) s'explique par une nette amélioration de la consommation des crédits relatifs au RSA ainsi que les crédits du Plan départemental d'insertion. La consommation est inférieure à 90% pour les contrats aidés, le FAJ et les aides d'urgence.

Le taux de consommation de la DEJF s'améliore mais dépend des types de dépenses : consommation très élevée des frais de placement en établissement et des organismes de prévention, en revanche le retard pris dans l'application de la loi Taquet ainsi que la diminution du nombre d'assistants familiaux conduit à une sous-consommation des frais de placements familials.

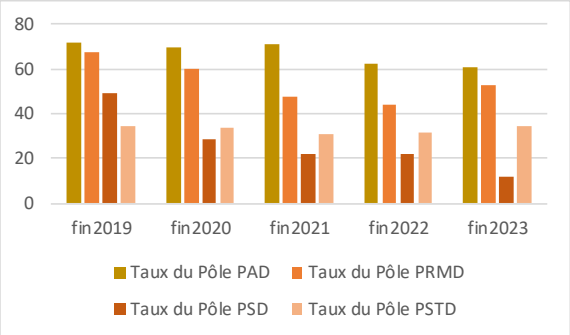
Le taux de consommation relative à la politique PA diminue légèrement en raison des difficultés de recrutement du secteur rendant plus difficile la réalisation des plans d'aide, et ce malgré le versement d'aides exceptionnelles dans le cadre du fonds d'urgence de l'Etat en fin d'année aux SAAD et aux EPHAD.

Le taux d'exécution des dépenses PH est stable mais masque une consommation très élevée des dépenses relatives au placement en établissement, à domicile et à la PCH (99%). En revanche, les dépenses relatives au transport des élèves handicapés sont consommées à hauteur de 89,7% en raison de factures moins importantes en cours d'année.

Objectif opérationnel	1.1.2. Atteindre un taux d'exécution des crédits d'investissements hors autorisations de programme et hors politique financière durablement supérieur à 55 %

1.1.2.2 PERF - Taux d'exécution de la section d'investissement en crédits de paiement (CP) hors autorisations de programmes (AP) hors ligne résultat par pôle

Période	Taux du Pôle PAD	Taux du Pôle PRMD	Taux du Pôle PSD	Taux du Pôle PSTD
fin2019	71,7	67,3	49,37	34,2
fin2020	69,71	59,66	28,91	33,58
fin2021	71,26	47,35	22,1	30,65
fin2022	61,98	44,17	21,8	31,5
fin2023	60,44	52,53	11,5	34,06



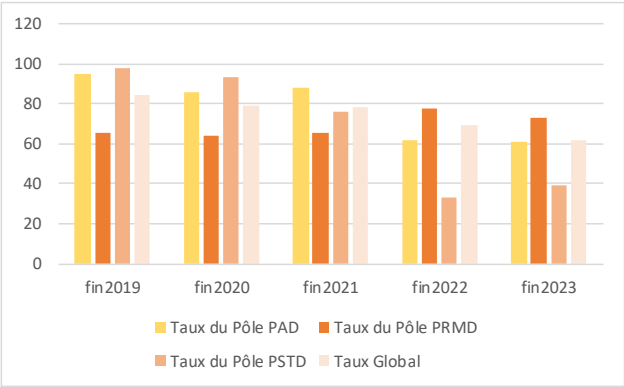
Commentaires du Pôle Social :

Les dépenses d'investissement du Pôle Social sont essentiellement réparties entre la politique Personnes Agées et la politique Cohésion Sociale (logement social), elles sont relativement faibles en volume. En 2023 cela représente un montant de 2,1M€. Le taux d'exécution très faible des dépenses d'investissement du pôle (11,5 %) est principalement lié à la difficulté des EPHAD (Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) à démarrer leurs opérations de construction ou de restructuration en raison notamment de la hausse des frais financiers et des coûts de construction. Pour le logement (aménagement des terrains pour les gens du voyage et aide à la construction de logements sociaux), l'exécution de ces crédits dépend également de l'engagement des travaux qui souffre de nombreux aléas.

Objectif opérationnel	1.1.3. Atteindre un taux d'exécution de crédits de paiements des autorisations de programme durablement supérieur à 90 %

1.1.3.1 PERF - Taux d'exécution de la section d'investissement AP par pôle et taux global

Période	Taux du Pôle PAD	Taux du Pôle PRMD	Taux du Pôle PSTD	Taux Global
fin2019	95,17	65,62	98,25	84,68
fin2020	85,57	63,92	93,68	79,44
fin2021	87,78	65,63	76,31	78,13
fin2022	61,98	77,67	32,81	69,43
fin2023	61,3	72,99	39,32	61,98



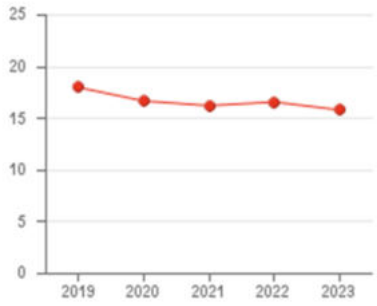
Commentaire de la Direction des Finances, du Pilotage de gestion et des Affaires juridiques (DFIPAJ) :

Le taux de réalisation s'est réduit progressivement depuis 2021 du fait des difficultés d'avancement des opérations (marchés infructueux,…) mais également du fait d'une annulation moins systématique des crédits non consommés à la Décision Modificative de Novembre (contraintes d'équilibre de la décision modificative moins prégnantes, décision modificative limitée aux écritures uniquement techniques…). Un travail spécifique sur l'amélioration des taux de réalisation est prévu pour 2024.

Objectif opérationnel	1.1.4. Garantir un délai de paiement moyen inférieur à 30 jours

1.1.4.1 PERF - Délais moyen de paiement (en nombre de jours)

Période	Nombre
2019	18
2020	16,7
2021	16,25
2022	16,6
2023	15,84

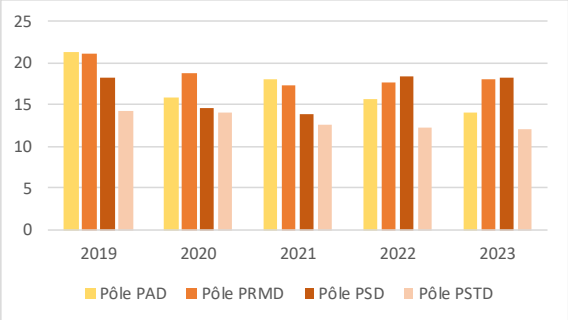


Le délai de paiement s'améliore légèrement et se maintient à un niveau bas. Une nouvelle amélioration ne pourra intervenir qu'avec la généralisation prévue pour mai 2024 du traitement automatisé de l'envoi et du retour des factures dans le i-parapheur et le déploiement de nouvelles modalités de contrôle.

Pour mémoire, le délai réglementaire est de 30 jours.

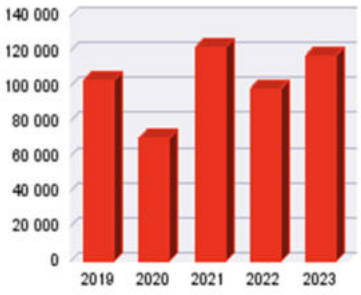
1.1.4.2 PERF - Délais moyen de paiement (en nombre de jours) par pôle

Période	Pôle PAD	Pôle PRMD	Pôle PSD	Pôle PSTD
2019	21,3	21,1	18,16	14,24
2020	15,9	18,8	14,66	14,1
2021	18	17,31	13,95	12,57
2022	15,75	17,61	18,37	12,28
2023	14,12	18,06	18,31	12,08



1.1.4.4 PERF - Montant global des intérêts moratoires payés

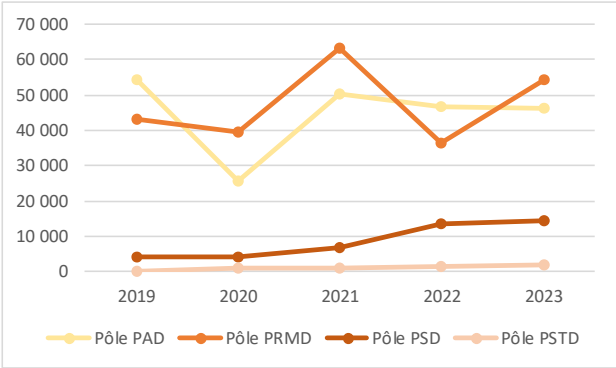
Période	Euros
2019	103 000
2020	69 867
2021	121 361
2022	98 141
2023	116 996



Remontée du volume des intérêts moratoires payés et qui reste concentré sur des services affectés par une longue absence de leur agent en charge de l'exécution budgétaire. La mise en place d'une équipe mobile de remplacement des comptables pourrait permettre de réduire le montant à l'avenir.

1.1.4.5 PERF - Montant des intérêts moratoires payés par pôle

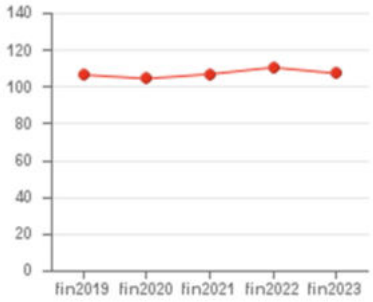
Période	Pôle PAD	Pôle PRMD	Pôle PSD	Pôle PSTD
2019	54 254	43 017	4 100	231
2020	25 745	39 332	4 042	746
2021	50 323	63 169	6 964	904
2022	46 745	36 337	13 541	1 518
2023	46 286	54 423	14 578	1 709



Objectif opérationnel	1.1.5. Atteindre un taux d'exécution des crédits de recettes de fonctionnement durablement proche de 100%

1.1.5.1 PERF - Taux global d'exécution des recettes

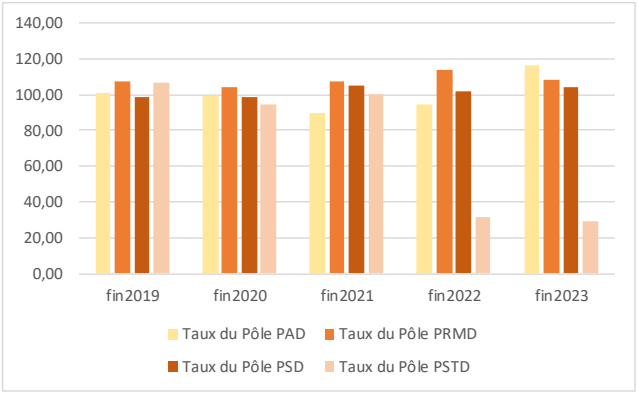
Période	Taux
fin2019	107
fin2020	105
fin2021	107
fin2022	111
fin2023	107



Le taux de réalisation baisse de nouveau après une année hors normes en 2022, due principalement au rendement exceptionnel des recettes de droits de mutation. L'année 2023 amorce une baisse en fin d'exercice qui se confirme début 2024.

1.1.5.2 PERF - Taux d'exécution des recettes par pôle

Période	Taux du Pôle PAD	Taux du Pôle PRMD	Taux du Pôle PSD	Taux du Pôle PSTD
fin2019	100,98	107,22	98,39	106,79
fin2020	99,60	104,61	98,94	94,56
fin2021	89,74	107,33	105,34	100,23
fin2022	94,59	114,02	101,94	31,77
fin2023	116,40	107,90	104,39	29,18



Commentaires du Pôle Social :
En 2023, le taux de réalisation des recettes de fonctionnement (gérées par les directions du pôle social) est de 104%. Il est élevé en raison des concours CNSA pour l'APA et la PCH plus élevés que lors de la construction du BP.

Objectif opérationnel	1.1.6. Contribuer à l'accroissement du taux de recouvrement des recettes

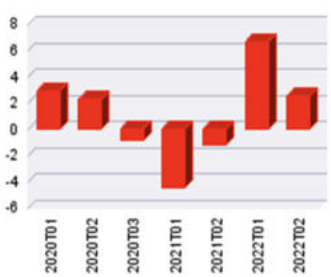
En 2023, les réunions de travail entre la Paierie et le Département ont été reconduites, au cours desquelles ont de nouveau été abordés le recouvrement des recettes et, plus particulièrement, des difficultés de recouvrement rencontrées tant pour les titres de l'année (ex : contentieux, récupération d'avance) que pour des titres plus anciens restant à recouvrer. La recherche d'améliorations sur le provisionnement des créances ou la présentation en non-valeur des recettes y a également été examinée. La mise à jour des tiers a été améliorée et la date de naissance des tiers privés est maintenant renseignée permettant des poursuites facilitées en cas d'impayés.

Objectif opérationnel	1.1.7. Réduire le taux d'écart par pôle entre les réalisations de dépenses et de recettes anticipées et les réalisations de dépenses et de recettes constatées dans le compte administratif

A la suite du changement très mobilisateur de la procédure de préparation budgétaire du budget primitif 2024 et de difficultés en termes de moyens humains rencontrées par le service Affaires Budgétaire et exécution comptable, l'examen des réalisations budgétaires n'a pu être conduit sur l'exercice 2023. Compte tenu des contraintes budgétaires, ce travail d'élaboration de comptes administratifs provisoires sera relancé en 2024.

1.1.7.1 PERF - Ecart à chaque anticipation entre le compte administratif anticipé D/F et le compte administratif réel

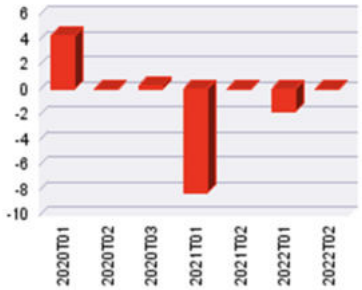
Période	Ecart
2020T01	2,93
2020T02	2,25
2020T03	-0,85
2021T01	-4,46
2021T02	-1,22
2022T01	6,62
2022T02	2,45



Un travail visant à améliorer l'anticipation de l'exécution budgétaire devrait limiter les écarts constatés.

1.1.7.1 PERF - Ecart à chaque anticipation entre le compte administratif anticipé D/I et le compte administratif réel

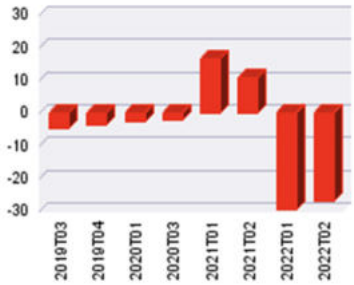
Période	Ecart
2020T01	4,21
2020T02	0,02
2020T03	0,31
2021T01	-8,31
2021T02	-0,06
2022T01	-1,74
2022T02	0,02



Un travail visant à améliorer l'anticipation de l'exécution budgétaire devrait limiter les écarts constatés.

1.1.7.1 PERF - Ecart à chaque anticipation entre le compte administratif anticipé R/F et le compte administratif réel

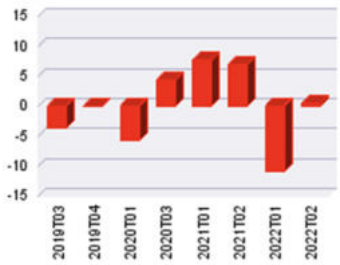
Période	Ecart
2019T03	-4,85
2019T04	-4,07
2020T01	-2,76
2020T03	-2,57
2021T01	16,51
2021T02	10,73
2022T01	-29,52
2022T02	-26,97



Un travail visant à améliorer l'anticipation de l'exécution budgétaire devrait limiter les écarts constatés.

1.1.7.1 PERF - Ecart à chaque anticipation entre le compte administratif anticipé R/I et le compte administratif réel

Période	Ecart
2019T03	-3,81
2019T04	-0,17
2020T01	-5,86
2020T03	4,26
2021T01	7,56
2021T02	6,95
2022T01	-10,92
2022T02	0,3



Un travail visant à améliorer l'anticipation de l'exécution budgétaire devrait limiter les écarts constatés.

Direction des bâtiments et moyens généraux

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. 😐

« Optimiser l'exécution et la qualité de prévision du budget départemental »

La qualité de la prévision et de l'exécution budgétaire s'améliore, en appui sur la mise en place et la consolidation d'outils de pilotage et de suivi, mais elle est impactée de façon prépondérante par des facteurs externes difficiles à anticiper. De nombreuses consultations travaux se sont retrouvées infructueuses ou nécessitant des négociations retardant les travaux et ne permettant pas ainsi d'atteindre les prévisions. Par ailleurs, il est souvent nécessaire de relancer plusieurs fois les entreprises pour obtenir la facture des travaux réalisés.

Sur le volet maintenance, l'outil mis en place pour les collèges est maintenant arrivé à maturité, tant en phase de programmation que sur le suivi des opérations, en même temps qu'il facilite le pilotage conjoint avec les Maisons techniques et la communication avec les Directions impliquées.

Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. 😐

« Optimiser l'exécution et la qualité de prévision du budget départemental »

En 2022 puis en 2023, le calendrier budgétaire a été revu afin d'optimiser la concomitance des étapes BS 23, PPI PPF 2024-2028 et BP 2024. Ce calendrier sera à nouveau retravaillé en 2024 intégrant les améliorations à apporter à la procédure revue en 2022/2023 et la nécessité d'adapter cette procédure à l'environnement budgétaire plus contraint. La moindre exécution des dépenses départementales constatées en 2023 amène à engager un travail de réflexion sur la programmation budgétaire de 2025 (recours plus systématique à des AP/AE…).

Pôle Social - Secrétariat général

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. ☺

« Optimiser l'exécution et la qualité de prévision du budget départemental »

Les taux d'exécution de fonctionnement en dépenses et recettes du pôle social sont en amélioration : la grande fiabilité des prévisions de Compte Administratif sont le fruit d'une démarche constante de suivi et de développement d'outils adaptés malgré un budget caractérisé par des dépenses obligatoires dont les variations dépendent de la situation des bénéficiaires d'aides sociales (RSA, APA, PCH…) et du contexte économique, mais aussi par des réglementations nationales évoluant régulièrement.
Néanmoins de nouveaux facteurs de complexité apparaissent : inflation, difficultés de recrutement qui ne permettent pas aux SAAD de mettre en œuvre des plans d'aide, accroissement de la précarité avec un recours aux aides financières accrus, augmentation des coûts de placement en maison d'enfant à caractère sociale.
Les dépenses et recettes liées aux mesures salariales commencent à se stabiliser.
Les contractualisations avec l'Etat (plan pauvreté, service public de l'emploi et de l'insertion, contrat prévention protection de l'enfance) et les dispositifs de la CNSA (budget d'intervention, habitat inclusif) sont en pleine évolution et complexes à suivre d'un point de vue budgétaire.
Une amélioration du suivi des dépenses d'investissement reste néanmoins nécessaire.

Pôle Aménagement - Secrétariat général

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. 😐

« Optimiser l'exécution et la qualité de prévision du budget départemental »

Dans un contexte extérieur tendu, nombre sont les facteurs qui bouleversent la qualité de la prévision budgétaire. Celle-ci reste néanmoins une préoccupation majeure des directions du PAD.
Le processus d'exécution budgétaire donne satisfaction au sein des directions du pôle, ce qui permet d'obtenir un délai de paiement de qualité.

Pôle Solidarités territoriales - Secrétariat général

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. 😐

« Optimiser l'exécution et la qualité de prévision du budget départemental »

La qualité de la prévision et de l'exécution budgétaire reste impactée par des facteurs externes difficiles à anticiper.
A noter un circuit fluide des liquidations entre les directions du pôle et le secrétariat général, en témoignent un délai de paiement optimisé et un faible montant d'intérêts moratoires.

Objectif politique	*1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale*
Objectif stratégique	*1.2. Disposer de comptes certifiés sans réserve d'ici 2028*

Objectif opérationnel	*1.2.1. Renforcer la qualité comptable de l'exécution budgétaire*

Cet objectif est directement lié au déploiement de la démarche d'expérimentation de la certification des comptes. De nombreuses actions sont engagées dans ce cadre, avec l'appui notamment du Commissaire aux Comptes désigné par le Département. Une convention de service comptable et financier a par ailleurs été signée entre la Direction Départementale des Finances Publiques et le Département de la Savoie. Cette convention prévoit 9 actions destinées principalement à accompagner l'entrée progressive du Département dans le cadre fixé par la certification des comptes et à renforcer la qualité de ses comptes. Un état des lieux d'avancement des actions est prévu annuellement. A l'automne 2023, le Payeur du Département Mr PONCET est parti en retraite et a été remplacé par Mme Moreno.

Objectif opérationnel	*1.2.2. Disposer d'une politique de provisionnement des risques et charges conformes aux normes comptables d'ici 2023*

Le Département a fiabilisé sa politique de provisionnement en intégrant dans sa comptabilité les risques CET, créances irrecouvrables, contentieux RH, dépréciations des participations financières. En 2023, il a poursuivi son travail de fiabilisation en amorçant un provisionnement des contentieux du pôle Aménagement.

Objectif opérationnel	*1.2.3. Disposer d'un inventaire physique et d'un inventaire comptable cohérents d'ici 2025*

Poursuite des travaux sur l'inventaire comptable sur l'exercice 2023 pour l'ajustement des comptes avec ceux du Payeur. Le recensement physique des biens significatifs et notamment des collèges a été réalisé sur 2023 mais n'a pu être finalisé par des écritures comptables d'apurement reportées sur 2024.

Objectif opérationnel	*1.2.4. Fiabiliser le rattachement des charges et des produits à l'exercice d'ici 2023*

La procédure des rattachements a été allégée par un ciblage plus précis des contrôles et un renforcement prévu des contrôles à posteriori.

Objectif opérationnel	*1.2.5. Disposer d'un recensement exhaustif des engagements hors bilan d'ici 2025*

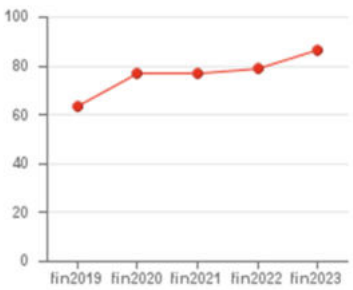
Le travail sur le paramétrage du logiciel OXIAD afin de recenser les délibérations générant un engagement hors bilan n 'a pu être engagé, il reste d'actualité en 2024.

Objectif opérationnel	*1.2.6. Disposer d'une formalisation de l'ensemble des processus critiques identifiés d'ici 2024*

Le travail de formalisation des processus se poursuit, en fonction de la disponibilité des services métiers. 3 nouveaux processus ont été validés sur 2023 et 1 tout début 2024. 2 processus ont également été mis à jour.

1.2.6.1 PERF - Taux de formalisation des processus prioritaires au regard du nombre total de processus identifiés comme prioritaires

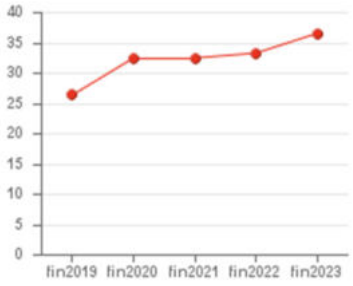
Période	Taux
fin2019	63,46
fin2020	76,92
fin2021	76,92
fin2022	78,85
fin2023	86,54



La formalisation des processus constitue le premier niveau du dispositif de contrôle interne. 52 processus ont été identifiés comme prioritaires pour la collectivité lors du démarrage de la démarche d'expérimentation de la certification des comptes (2017). 44 étaient formalisés fin 2023, 45 en intégrant celui validé début 2024.

1.2.6.1 PERF - Taux de formalisation des processus significatifs au regard du nombre total de processus identifiés comme significatifs

Période	Taux
fin2019	26,40
fin2020	32,52
fin2021	32,52
fin2022	33,33
fin2023	36,59



Avec 44 processus modélisés à la fin 2023, le taux de formalisation des processus significatifs pour la collectivité dépasse 35% (36% si on tient compte du nouveau processus formalisé sur 2023 et validé début 2024).

Objectif opérationnel	1.2.7. Disposer d'une cartographie complète des risques et d'un plan d'action d'ici 2025

La campagne de cartographie des risques et d'élaboration d'un plan d'action a démarré en 2021. Elle porte sur les risques comptables et financiers mais aussi sur les risques d'atteinte à la probité ainsi que l'ensemble des risques auxquels sont confrontés les services dans leur gestion au quotidien ou pour leurs projets. Les thèmes suivants ont pour l'instant été traités : exécution budgétaire des marchés publics, exécution budgétaire des subventions, APA à domicile, en établissement (forfait), paye, paye des assistants familiaux, PCH à domicile et en établissement, subvention globale FSE, passation des marchés publics, infrastructures routières.

Objectif opérationnel	1.2.8. Développer la culture interne de la maîtrise des risques

La culture interne de la maîtrise des risques se développe depuis 2017 avec la formalisation des processus significatifs au sein de la collectivité, elle est en train de se renforcer avec la cartographie des risques et l'élaboration d'un plan de maîtrise. Des actions de sensibilisation et de formation sont régulièrement menées, un espace collaboratif « maîtrise des risques » permet de suivre les avancées de la démarche, d'échanger et de trouver de la documentation. Sur 2020/2021, 215 personnes avaient été formées au management des risques, étant ainsi en capacité de participer activement à la démarche.

Objectif opérationnel	1.2.9. Disposer d'un système d'audit complet de notre dispositif contrôle interne d'ici 2024

Une réflexion est en cours sur l'organisation d'un système d'audit du dispositif de contrôle interne. Il viendra chapeauter les contrôles de premier niveau réalisés par les services opérationnels et les contrôles de second niveau que les secrétariats généraux de pôles ont vocation à mettre en œuvre. Il permettra de tester si le dispositif de contrôle interne existant est adapté et efficace ; il s'agit de vérifier que les contrôles effectués ainsi que les modalités d'organisation et de gouvernance retenues offrent une assurance raisonnable de la fiabilité de nos dispositifs.

Objectif opérationnel	1.2.10. Assurer la fiabilité et la traçabilité du système d'information

La traçabilité des actions effectuées au sein du Système d'Information de gestion Financière est une démarche qui s'est poursuivie en 2023 et qui s'appuie sur plusieurs actions. La première porte sur la poursuite de la mise en œuvre d'un module de création des bons de commande intégré dans Grand Angle. Ce module a été déployé en 2021 sur un service testeur (DSI), il a pour vocation de lier les tâches de préparation des commandes à celles de l'outil de gestion financière. De cette manière, toute erreur de saisie serait évitée.
De même, ce module soutient le principe de la comptabilité d'engagements, par le fait que la commande est systématiquement inscrite dans Grand Angle avant toute communication au titulaire du marché.

La seconde action porte sur la mise en œuvre d'une gestion affinée des habilitations, par l'intermédiaire d'une procédure accentuée ou par l'intermédiaire d'un outil de gestion des habilitations. En effet, la mobilité interne au sein du Département n'offrait pas toutes les garanties en termes de suppression des droits liés aux anciennes missions de l'agent. La mise à jour des utilisateurs et leur habilitation dans IGDA a été initiée en 2021 et s'est poursuivie sur l'exercice 2023 avec la refonte complète des profils utilisateurs, travail de fond réalisé en collaboration avec les services.

Enfin, une cartographie des risques, visant à l'établissement d'un plan de sécurité du système d'information de gestion financière, complètera cet objectif.

Pôle Social - Secrétariat général

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Disposer de comptes certifiés sans réserve d'ici 2028 »

Le Pôle Social s'inscrit dans la démarche de certification des comptes notamment par la rédaction de la cartographie des risques. Le service budget et contrôle poursuit l'animation du réseau des liquidateurs afin de relayer les consignes et accompagner les comptables. A noter en 2023, le contrôle des coordonnées bancaires sur le logiciel IODAS qui apporte une sécurité importante dans les versements.

Pôle solidarités territoriales - Secrétariat général

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Disposer de comptes certifiés sans réserve d'ici 2028 »

Le Pôle des solidarités territoriales continue de s'inscrire dans la démarche de certification des comptes notamment via les processus. Par ailleurs, l'accompagnement de proximité assuré par le secrétariat général permet aux agents du Pôle de bénéficier de conseils, ainsi que d'un premier niveau de contrôle.

Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Disposer de comptes certifiés sans réserve d'ici 2028 »

La démarche de certification s'est poursuivie, en 2023, par la formalisation de nouveaux processus à un rythme prenant en compte les contraintes opérationnelles des services, la cartographie des risques, l'élaboration d'un plan de maîtrise et la modélisation de certains organigrammes fonctionnels. La commissaire au compte a conduit ses travaux pour la quatrième année, les remarques formulées lors des exercices précédents étant en partie solutionnées (inventaire, provision …).

Objectif politique	***1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale***
Objectif stratégique	***1.3. Permettre une mise en œuvre juridiquement sécurisée de l'action départementale***
Objectif opérationnel	***1.3.1. Développer la culture juridique interne en renforçant l'acquisition et la diffusion des connaissances et savoir-faire juridiques***

Après la dynamique lancée en matière de veille juridique, de formation interne, de définition de procédures et de documents de référence, l'effort porte toujours majoritairement sur la structuration d'un réseau interne de personnes ressources en matière juridique, pour se concentrer sur les apports qui pourraient utilement alimenter les connaissances métiers des différentes directions.
Le renforcement et la diffusion des connaissances et savoir-faire juridiques ont donc beaucoup reposé sur le retour terrain organisé par les secrétariats généraux, lesquels sont directement en lien avec les directions opérationnelles. De son côté, le service juridique intervient de manière complémentaire, en anticipation ou en réaction, notamment en fonction des problématiques ressortant des sollicitations qui lui sont adressées directement par les services fonctionnels et opérationnels.
L'année 2023 a notamment été marquée par différentes interventions et la mise en place, en accord avec le secrétariat général du Pôle social, d'un circuit concernant les réquisitions judiciaires, afin de pouvoir y répondre de manière à la fois rapide et sécurisée.

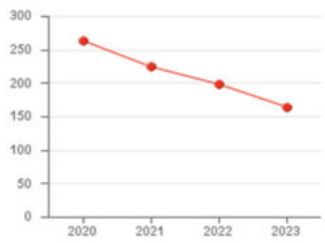
Objectif opérationnel	1.3.2. Renforcer la fiabilité des actes et montages juridiques en développant le conseil et l'assistance aux élus et services départementaux

Pas d'indicateur disponible. Poursuite, en 2023, de l'accompagnement des services par le service juridique, avec une attention spécifique portée sur l'amélioration des aspects formels de procédures et de certaines décisions.

Objectif opérationnel	1.3.3. Renforcer la fiabilité juridique des marchés publics départementaux

1.3.3.3 ACT - Nombre total de marchés de montant supérieur ou égal à 40 000 € (seuil à partir de 2020)

Période	Nombre
2020	264
2021	225
2022	199
2023	165



Cet indicateur prend pour hypothèse que 1 lot = 1 marché public.
Le seuil de 25 000 € passe à 40 000 € à partir de l'année 2020.

Commentaire du Pôle solidarités territoriales :
Les marchés publics au sein du pôle sont le plus souvent spécifiques voire uniques, aussi la procédure mise en place avec les services du Pôle en partenariat avec le service des marchés publics pour travailler en commun le plus en amont possible sur les projets particuliers ou à enjeu perdure et se consolide d'année en année. Le recensement des besoins au sein du pôle chaque fin d'année permet d'anticiper sur les projets complexes à venir.

Commentaire de la Direction des Bâtiments et Moyens Généraux (DBMG) :
Sur l'année 2023 on note 322 marchés notifiés (308 en 2022, 227 en 2021), mais surtout 380 procédures suivies.
On continue à constater des difficultés d'attribution des marchés : en phase de consultation, les offres sont souvent supérieures aux estimations fournies par les maîtres d'œuvre, voire inexistantes, ce qui oblige à négocier et souvent relancer les procédures, générant à la clé des retards sur le démarrage et la livraison des chantiers.

Le nombre d'avenants avec incidence financière positive est similaire à l'année 2023 : 141 au lieu de 197 en 2022 dont 43 sans incidence financière et 13 négatifs.

Les plus importantes procédures notifiées en 2023 par la DBMG (qui incluent plusieurs lots) sont les suivantes :

- en travaux, la construction de centre de conservation des collections du musée , l'abri à sel d'Albertville, les travaux de rénovation thermique du collège de Bonrieu à Bozel, la restructuration partielle du collège Garibaldi à Aix-Les-Bains, les marchés de maintenance : lot menuiserie aluminium
- en maîtrise d'œuvre : 2 concours lancés (CRD Voglans et Collège Valgelon à la Rochette) et 1 marché de maîtrise d'œuvre notifié suite à concours pour la restructuration du collège de Bissy
- en mandat de maîtrise d'ouvrage, 9 opérations pour les collèges Maurienne (atelier culinaire de Maurienne), Saint Etienne de Cuines (accessibilité et demi-pension), Garibaldi à Aix-Les-Bains (pôle science) et le Bonrieu à Bozel (isolation thermique et chaufferie), Edmond Rostand à la Ravoire (reconstruction du collège), Combe de Savoie à Albertville (reconstruction avec création d'un atelier culinaire), Louise de Savoie à Chambéry (restructuration) et un pour le centre de conservation des collections du Musée à Chambéry.
- en fourniture de services : vêtements de travail, entretien ménager

MARCHES TRAVAUX/PI et FCS 2023 notifiés

	PI	TRAVAUX	FCS	TOTAL	dont marchés suivis par mandataires	dont collèges	nombre de procédures suivies (y compris non notifiées)	dont concours
AOO / PN / Concours	2	10	20	**32**		**2**	**27**	**3**
MAPA ENCADRE		75		**75**	**52**	**44**	**21**	
MAPA > 40 000 €	3	8	5	**16**	**9**	**8**	**22**	
MAPA < 40 000 €	35	67	88	**190**	**3**	**88**	**190**	
Marchés subséquents suite à Accord-cadre multi-attributaires	7		2	**9**		**2**	**9**	
AVENANTS	17	89	35	**141**	**34**	**52**	**130**	
TOTAL	**64**	**249**	**150**	**463**	**98**	**196**	**399**	

demandes de sous-traitance sur les marchés en cours	1	59	13	**73**

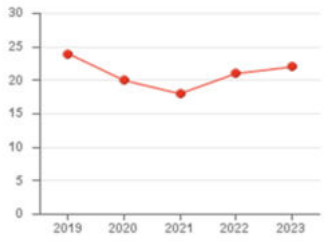
	2023		
Avenants	Nombre	Montant HT	dont avts suivis par mandataires
sans incidence financière	43		3
Négatif	13	-139 817,97	4
Entre 0 et 5%	42	241 559,02	16
Entre 5 et 10 %	11	109 515,42	2
Entre 10 et 15 %	10	152 790,68	2
Entre 15 et 20 %	6	212 905,16	2
Supérieur à 20%	16	291 627,33	5
Total	141	868 579,64	34

Le nombre d'avenants avec incidence financière est similaire à l'année 2022 soit 98 pour un montant de 868 579,64 € (2022 : 93 pour 1 2931 796, 62€) avec 42% compris en 0 et 5% (2022 : 27%).

* AOO : appels d'offres ouverts
PCN : procédures concurrentielles négociées
MAPA : Marchés à procédure adaptée
Marchés subséquents : suite à accords-cadres multi-attributaires

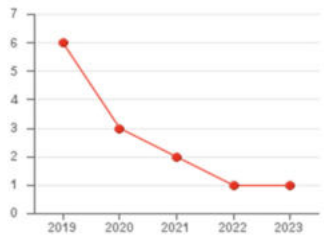
1.3.3.4 ACT - Nombre de commissions d'appel d'offres (CAO)

Période	Nombre
2019	24
2020	20
2021	18
2022	21
2023	22



1.3.3.4 ACT - Nombre de jurys de maîtrise d'œuvre

Période	Nombre
2019	6
2020	3
2021	2
2022	1
2023	1

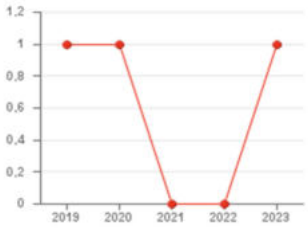


Commentaire de la Direction des Finances, pilotage de gestion et affaires juridiques – service Marchés (DFIPAJ) :

Le nombre de CAO s'est stabilisé, notamment suite aux toilettages des compétences de la Commission effectuée en 2021.
Le nombre de jurys de concours reste faible (1 en 2022) mais cela peut s'expliquer par la mise en œuvre d'autres natures de procédures pour des réhabilitations de bâtiments (procédure avec négociation).

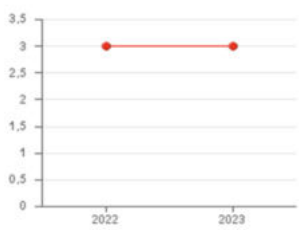
1.3.3.5 PERF - Nombre de contentieux liés à la passation de marchés publics

Période	Nombre
2019	1
2020	1
2021	0
2022	0
2023	1



1.3.3.5 PERF - Nombre de contentieux liés à l'exécution de marchés publics

Période	Nombre
2022	3
2023	3



Objectif opérationnel	1.3.4. Renforcer la défense des intérêts départementaux, notamment dans les procédures contentieuses ou amiables

L'application Télérecours sert d'interface avec les juridictions administratives de première instance et d'appel. Les flux entrants gérés par le service juridique fournissent ainsi un bon indicateur, en dehors des procédures devant les juridictions judiciaires, de la dynamique contentieuse rencontrée par le Département.

Nombre de flux sur l'application Télérecours :

Période	Tribunal administratif de Grenoble	Cour administrative d'appel de Lyon
2017	89	14
2018	70	5
2019	114	11
2020	110	12
2021	113	37
2022	135	17
2023	101	9

La stratégie vise à éviter, dans la mesure du possible, le déploiement de procédures inutiles, qui encombrent les juridictions et nécessitent un travail conséquent de suivi pour les services départementaux. Pour cela, il a notamment été procédé à :

- Une meilleure explication du fondement des décisions susceptibles de recours,
- Un encouragement en faveur du dialogue précontentieux,
- Une identification, aussi bien pour les demandes du Département que pour les requêtes réalisées à son encontre, de celles qui ont manifestement peu de chance d'être favorablement accueillies par le juge administratif, ou qui pourraient facilement faire l'objet d'une recherche de solutions alternatives,
- Une conservation de la meilleure qualité de dialogue possible avec les requérants adverses
- Une démarche de régularisation juridique si celle-ci s'avère nécessaire.

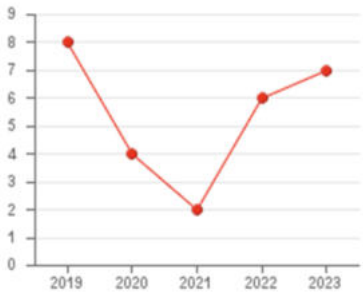
Ce travail a été réalisé en lien aussi bien avec les secrétariats généraux de pôle qu'avec les directions fonctionnelles et opérationnelles.
Après l'extinction d'un certain nombre des plus gros contentieux, l'année 2023 montre une certaine tendance de normalisation, avec de nombreuses procédures dont les enjeux financiers sont modestes pour le Département. Néanmoins, plusieurs nouveaux contentieux pouvant avoir des impacts financiers non négligeables, de plusieurs centaines de milliers d'euros à quelques millions, font l'objet d'un suivi spécifique et renforcé (procédure concernant l'occupation des points hauts de téléphonie mobile et de télévision numérique terrestre par exemple).

Enfin, il arrive régulièrement que les dossiers contentieux soient l'occasion de réfléchir, avec les services concernés, aux procédures internes, voire même l'occasion de redéfinir des règles de gestion ou des positionnements de principe. Ce travail qui s'effectue toujours en lien étroit avec les directions concernées, participe très concrètement à l'amélioration des pratiques et la connaissance des risques, et plus spécifiquement en 2023, pour ce qui concerne l'utilisation des délégations de signature.

Objectif opérationnel	1.3.5. Couvrir par des assurances adaptées la sécurité des biens et des personnels du département

1.3.5.1 ACT - Nombre de déclarations de sinistres sur les bâtiments départementaux

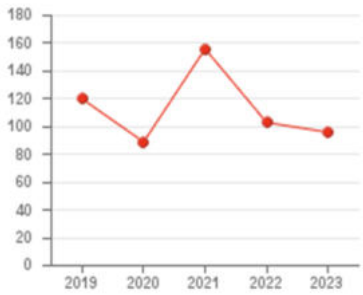
Période	Nombre
2019	8
2020	4
2021	2
2022	6
2023	7



Pour l'année 2023, le Département comptabilise 7 déclarations de sinistre avec principalement l'incendie dans le collège Xavier et François de Maistre à St Alban de Leysse.

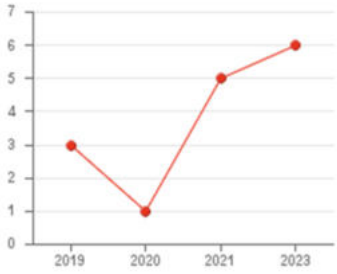
1.3.5.1 ACT - Nombre de déclarations de sinistres sur les véhicules départementaux

Période	Nombre
2019	120
2020	89
2021	156
2022	103
2023	96



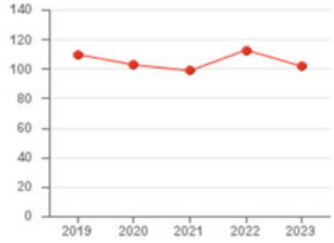
1.3.5.2 ACT - Nombre d'expertises en assurance

Période	Nombre
2019	3
2020	1
2021	5
2023	6



1.3.5.3 ACT - Nombre de recours de tiers en responsabilité civile contre le Département

Période	Nombre
2019	110
2020	103
2021	99
2022	113
2023	102



Pour l'année 2023, le Département comptabilise 102 déclarations de sinistre, dont 38 pris en charge par notre assurance car supérieur à 1 500€.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3. ☺

« Permettre une mise en œuvre juridiquement sécurisée de l'action départementale »

Le Département conduit, dans une logique d'amélioration continue, des actions visant à renforcer la qualité juridique de son action et son efficience. Ces actions s'inscrivent dans un contexte évolutif, marqué par des exigences accrues, qui impliquent un accompagnement renforcé des directions opérationnelles dans leurs montages juridiques et leurs procédures d'achat (dans une logique de pilotage en mode projet) ainsi que le renforcement de l'approche économique de la commande publique départementale.

Objectif politique	***1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale***
Objectif stratégique	***1.4. Renforcer la performance économique, sociale et environnementale de l'achat départemental***

Objectif opérationnel	***1.4.1. Favoriser une approche économique de l'achat par l'établissement d'une cartographie et de stratégies d'achat d'ici 2023***

Un travail approfondi a été mené, en concertation avec les services, afin de faire aboutir des familles achats refondues, plus pertinentes et efficientes.
Parallèlement, la cartographie des achats a été effectuée et la programmation des achats par famille est actuellement en réflexion.

Objectif opérationnel	***1.4.2. Développer le recours aux techniques d'achat innovantes pertinentes***

Des réflexions sont menées régulièrement au stade de la définition des besoins et en amont du lancement des consultation afin de déterminer la procédure la plus adéquate.
Si le Département continue à mettre en œuvre des procédures classiques, des mécanismes de retour d'expérience, benchmarking et/ou sourcing pourraient permettre d'initier des procédures non encore engagées. Par exemple, des études vont être réalisées afin de déboucher éventuellement sur la technique du marché public global de performance.
D'autres mécanismes sont néanmoins mis en application actuellement dans les contrats actuels : clauses incitatives, amélioration des process etc.

Objectif opérationnel	1.4.3. Développer le recours aux dispositifs sociaux et environnementaux dans les marchés publics

Les dispositifs de clauses sociales, de marchés réservés et/ou de mise en œuvre de critère adaptés en matière sociale représentent un outil juridique majeur dans la commande publique départementale et sont mis en œuvre régulièrement, avec l'appui de la chargée de mission clauses sociales.
Il en est de même pour les enjeux environnementaux qui sont intégrés dans la majorité des contrats soit par le biais de clauses d'exécution, soit par le biais des critères de jugement des offres, étant précisé que les obligations règlementaires évoluent vers un renforcement de la prise en compte du développement durable dans les marchés publics. Il est à noter une forte augmentation notamment de la prise en compte de critères environnementaux.

Les indicateurs suivants concernant les marchés à partir de 40 000 euros HT ont été construits sur une période de juillet 2021, date de leur formalisation, à décembre 2021. Pour 2022 et 2023, nous sommes sur une année entière.

	Juillet à décembre 2021	2022	2023
Nombre annuel de marchés avec critères environnementaux / total de marchés	14,29%	56%	74,55%
Nombre annuel de marchés avec critères sociaux / total de marchés	0%	2%	4,24%
Nombre annuel de marchés avec condition d'exécution à caractère environnemental / total des marchés	15,31%	27%	42,42%
Nombre annuel de marchés avec condition d'exécution à caractère social / total des marchés	37,76%	24%	35,76%
Nombre annuel de contrats réservés / total des marchés	0%	1%	2,42%

Objectif opérationnel	1.4.4. Réduire à moyen terme le coût d'achat des principaux segments de fournitures et de services

Ce travail est en cours de réflexion et est lié à l'étape de construction des familles achats.

Objectif opérationnel	1.4.5. Réduire l'impact environnemental des achats départementaux

Comme indiqué au point 1.4.3, les considérations environnementales sont intégrées dans la majorité des contrats, soit par les clauses d'exécution, imposées aux candidats aux marchés, soit par les critères de jugement des offres qui ont été renforcés, de même que le poids de leur pondération.

Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.4. 😐

« Renforcer la performance économique, sociale et environnementale de l'achat départemental »

Un travail visant à renforcer la performance économique des achats départementaux a été engagé, qui consiste dans la redéfinition de la segmentation des achats et l'engagement d'une cartographie permettant, pour chaque segment, de recenser les marchés en vigueur et leurs principales caractéristiques. La prise en compte du développement durable a également été renforcée dans les concertations engagées.

Objectif politique	*1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale*
Objectif stratégique	*1.5. Renforcer la performance des politiques départementales et de l'activité des services*

Objectif opérationnel	*1.5.1. Consolider la diffusion, l'appropriation et l'efficacité des outils de pilotage*

La qualité de la démarche de performance a été saluée par la Chambre Régionale des Compte en 2019, grâce à l'ensemble des outils d'ores et déjà mis en œuvre :

- la déclinaison de l'ensemble des politiques départementales en objectifs politiques, stratégiques et opérationnels (tableau de pilotage stratégique),
- le présent rapport d'activité, avec ses mises en perspective et son accent porté sur le volet performance,
- les réunions de dialogue de gestion qui permettent annuellement un temps de dialogue approfondi entre les directions opérationnelles, les directions supports et la direction générale,
- la mise à jour régulière de la comptabilité analytique, issue du logiciel de comptabilité,
- le travail permanent sur les objectifs et les indicateurs (recherche de précision et qualité).

Un travail a été engagé en 2023 et se poursuivra en 2024, concernant la refonte de l'infocentre de comptabilité analytique ainsi que sa restitution via l'outil Tableau afin d'avoir une présentation complète des différents coûts supportés (coût de fonctionnement, coût bâtiment, frais de personnel) par la collectivité déclinée par pôle, puis par direction.

Objectif opérationnel	*1.5.2. Renforcer le recours aux indicateurs de performance dans le cadre des dialogues de gestion*

Objectif opérationnel	*1.5.3. Développer le recours aux évaluations de politiques publiques départementales*

Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.5. 😐

« Renforcer la performance des politiques départementales et de l'activité des services »

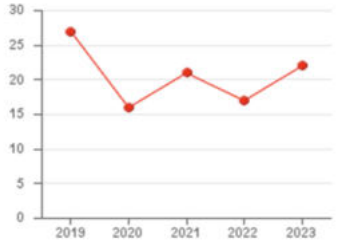
Bien que d'un niveau de qualité reconnu, notamment par la Chambre Régionale des Comptes, le développement de la démarche de performance se heurte à la disponibilité des services, par ailleurs fortement mobilisés par leur activité opérationnelle. Un travail de redéfinition de la segmentation stratégique a été engagé en 2023 afin de la rendre plus adaptée à la réalité des politiques en vigueur.

Objectif politique	*1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale*
Objectif stratégique	*1.6. Adapter la gestion du patrimoine bâti aux exigences réglementaires et aux contraintes budgétaires*

Objectif opérationnel	*1.6.1. Améliorer la sécurité*

1.6.1.1 ACT - Nombre de dépôts de déclarations de travaux

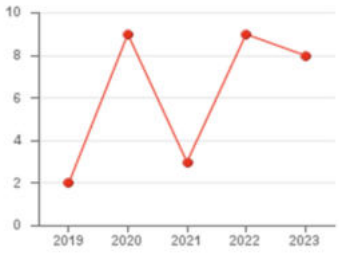
Période	Nombre
2019	27
2020	16
2021	21
2022	17
2023	22



22 déclarations préalables de travaux ont été déposées en 2023, dont 19 validées dont 9 pour la pose de panneaux photovoltaïques, 3 pour des abris à vélos.

1.6.1.2 ACT - Nombre de dépôts de permis de construire

Période	Nombre
2019	2
2020	9
2021	3
2022	9
2023	8



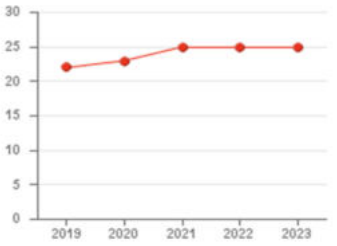
8 permis de construire ont été déposés 2023 et accordés dont un pour la restructuration du collège Joseph Fontanet à Frontenex, 3 pour des abris vélos, 3 pour la pose de modulaires.

Objectif opérationnel	*1.6.2. Améliorer l'accessibilité des locaux départementaux (hors collèges)*

La mise en conformité des Établissement recevant du public - ERP est encadrée par un Agenda d'accessibilité programmé - Ad'AP, qui a été validé en octobre 2015. Compte tenu des investissements réalisés et des sites acquis ou cédés depuis, sa révision est en cours de préparation.

1.6.2.1 PERF - Nombre de bâtiments accessibles (hors collèges)

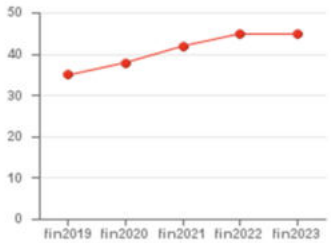
Période	Nombre
2019	22
2020	23
2021	25
2022	25
2023	25



Dans le cadre de l'Agenda d'accessibilité programmée (AD'AP) adopté en octobre 2015, 56 des 78 bâtiments listés initialement sont encore occupés par le Département, certains cependant ne sont pas à considérer comme des ERP.
14 sites sont en cours d'études ou avec des travaux en cours de réalisation.
Une révision de l'AD'AP est en cours de préparation.

1.6.2.2 PERF - Taux de bâtiments accessibles au regard du nombre de bâtiments ERP départementaux qui doivent être accessibles (hors collèges)

Période	Taux
fin2019	35
fin2020	38
fin2021	42
fin2022	45
fin2023	45



Les importantes évolutions du parc d'ERP départementaux depuis 2015 devront être intégrées en 2022 dans une révision à faire valider par les services de l'État.

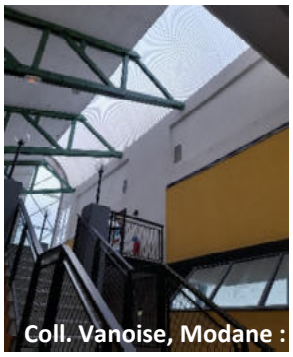
Objectif opérationnel	1.6.3. Conserver le patrimoine en bon état (hors collèges)

Le pilotage des travaux est réparti en trois volets :
- les opérations lourdes, intégrées dans un plan pluriannuel d'investissements,
- la maintenance programmés annuellement et réalisés par des entreprises en accords-cadres à bons de commande,
- et la petite maintenance sur les sites centraux du territoire chambérien, réalisée en interne par une équipe d'agents départementaux pour plus de souplesse et de réactivité.

Opérations livrées en 2023


Collège J. Mermoz, Barby :


classes supplémentaires

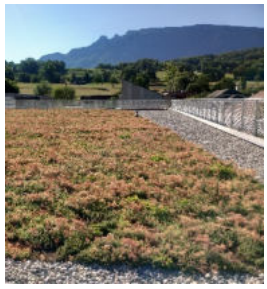

Coll. Vanoise, Modane :


toitures et sanitaires


MTD des deux lacs, Yenne







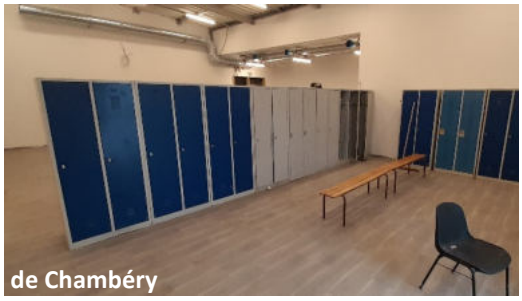

Musée Savoisien, Chambéry





Opérations en travaux en 2023


Atelier culinaire


de Chambéry


Atelier culinaire de


St Jean de Maurienne

Chantiers réalisés en régie en 2023

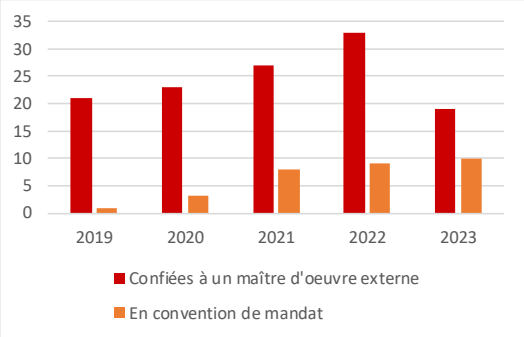

« Déplacer les bornes », Hautecombe : la guérite


MSD d'Albertville : cuisine


CRD de Plainpalais : cuisine

1.6.3.1 ACT - Nombre d'opérations de travaux confiées en maitrise d'œuvre externe et en convention de mandat

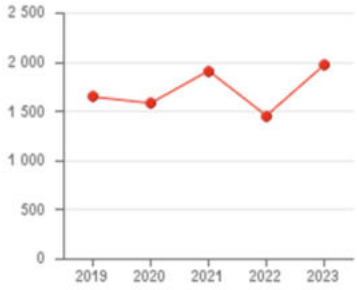
Période	Confiées à un maître d'oeuvre externe	En convention de mandat
2019	21	1
2020	23	3
2021	27	8
2022	33	9
2023	19	10



En 2023, sur 19 opérations suivies en maîtrise d'œuvre externe (dont 13 en collèges), 9 sont déléguées en mandat de maîtrise d'ouvrage : Centre de conservation des collections du Musée, Ateliers culinaires de Chambéry et de Maurienne, et 7 collèges sur Aix-les-Bains (Garibaldi), Chambéry (Louise de Savoie), Saint Etienne de Cuines, Aime, Bozel, La Ravoire et Albertville.

1.6.3.2 ACT - Nombre de bons de commandes pour travaux en maintenance

Période	Nombre
2019	1 650
2020	1 586
2021	1 915
2022	1 459
2023	1 975



Sur les 1 975 commandes engagées en 2023, 45% concernent les sites départementaux autres que les collèges.

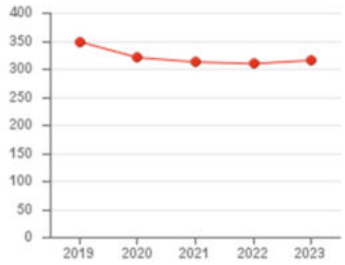
On note des délais assez longs pour obtenir les devis des entreprises.

Objectif opérationnel	*1.6.4. Rationaliser l'occupation du patrimoine bâti*

Le Département mène depuis 10 ans une politique afin de limiter les coûts induits par son patrimoine bâti, en réduisant et mutualisant les surfaces occupées, tout en maintenant les synergies transversales des services et en préservant la proximité avec les usagers.

1.6.4.1 ACT - Nombre de sites gérés par le Département, y compris les collèges

Période	Nombre
2019	349
2020	321
2021	313
2022	310
2023	316



Avec 316 sites fin 2023, la légère hausse du nombre de sites dont dispose le Département est en fait principalement liée aux chantiers en cours, qui permettront d'abandonner les sites transitoires une fois les travaux livrés.

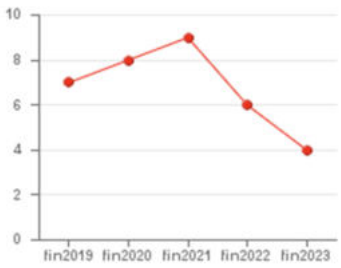
1.6.4.2 ACT - Surface de bâti

Période	Gestionnaire	Louée	Totale de bâti, y compris les collèges	Départemental mis en location
2023	137 702	15 022	540 396	32 477

Le Département vise la maîtrise de son patrimoine immobilier, en réduisant au maximum les surfaces louées pour ne pas subir les augmentations régulières des loyers, qui s'élèvent à 2,8% de son patrimoine global en 2023.

1.6.4.3 ACT - Nombre de locaux départementaux inoccupés

Période	Nombre
fin2019	7
fin2020	8
fin2021	9
fin2022	6
fin2023	4

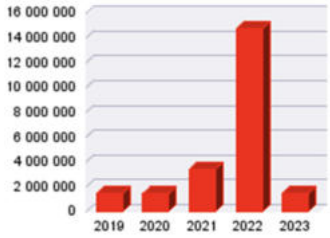


4 sites restent inoccupés :

- maison cantonnière de Saint Genix sur Guiers,
- château Reinach à la Motte-Servolex,
- chapelle de Chignin,
- premier et deuxième étages de l'hôtel Favre de Marnix,

1.6.4.6 PERF - Recettes perçues sur ventes d'actifs

Période	Euros
2019	1 371 033
2020	1 388 000
2021	3 364 854
2022	14 644 750
2023	1 421 093



Après les recettes de cessions record de 2022, 2023 a été une année avec un faible résultat, malgré plusieurs transactions en cours de négociation mais non finalisées.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.6.

« Adapter la gestion du patrimoine bâti aux exigences réglementaires et aux contraintes budgétaires »

Le Département poursuit sa politique pour l'accroissement de sa maîtrise foncière, l'optimisation des sites qu'il occupe, la valorisation des biens non-stratégiques, ainsi que la maintenance régulière et la mise aux normes de ses bâtiments, tout en s'adaptant progressivement pour intégrer les évolutions en cours du cadre réglementaire, notamment dans les domaines environnemental et énergétique.

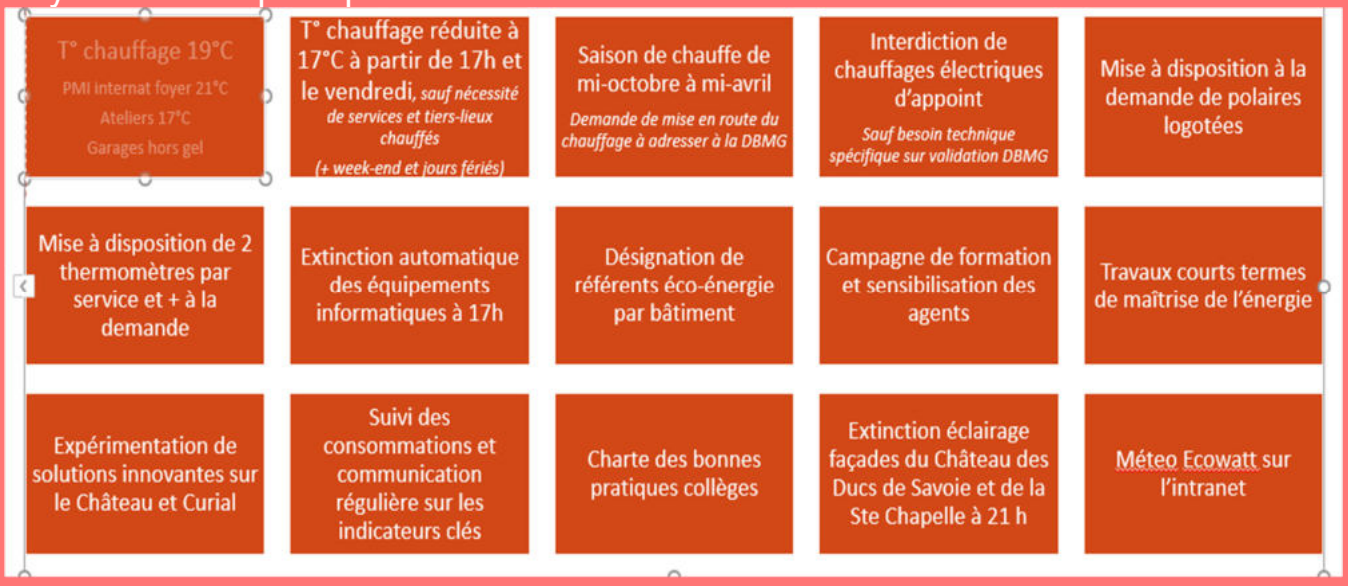
Objectif politique	*1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale*
Objectif stratégique	*1.7. Optimiser l'adéquation entre les besoins et les moyens techniques ou informatiques fournis*
Objectif opérationnel	*1.7.1. Diminuer la consommation d'énergie liée au patrimoine du Département*

FOCUS SUR ...

PLAN DE SOBRIETE

La mise en tension du marché mondial de l'énergie liée à la reprise d'activité post covid, cumulée à la guerre en Ukraine a imposé à tous de définir d'urgence des plans de sobriété énergétique pour l'hiver 2022-2003. Un groupe de travail s'est mis en place dès septembre 2022 et a défini une quinzaine d'action afin de diminuer nos consommations. Ce plan a été mis en œuvre dès novembre 2022 – jusqu'à la mi-avril 2023 – Il a repris sur la fin d'année 2023 :

Synthèse des principales actions :

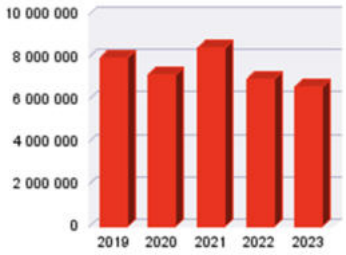


Bilan de plan de sobriété 1 saison 2022 – 2023 :



1.7.1.2 PERF - Consommation d'énergie des bâtiments départementaux (hors collèges)

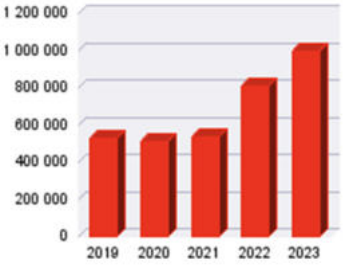
Période	Kilowatt-heure
2019	7 921 976
2020	7 147 792
2021	8 375 153
2022	6 903 536
2023	6 558 000



On peut constater une baisse des consommations de – 8% à climat constant par rapport à 2022 et de -11 % par rapport à 2022. Cette diminution est liée au plan de sobriété mis en place sur les saisons de chauffe 2022/2023 et 2023/2024.

1.7.1.3 PERF - Montant des dépenses d'énergie liées aux bâtiments départementaux (hors collèges)

Période	Euros
2019	526 853
2020	508 492
2021	529 350
2022	806 889
2023	993 778

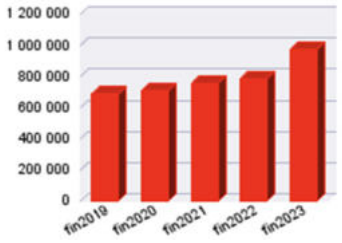


L'augmentation des dépenses d'énergie est liée à l'augmentation de prix sur l'électricité (x2) et sur le gaz (x2,5).

Objectif opérationnel	***1.7.2. Maitriser le coût de l'entretien ménager tout en garantissant la qualité de service***

1.7.2.1 PERF - Montant des dépenses liées à l'entretien ménager externalisé

Période	Euros
fin2019	682 682
fin2020	702 102
fin2021	749 039
fin2022	781 629
fin2023	965 261

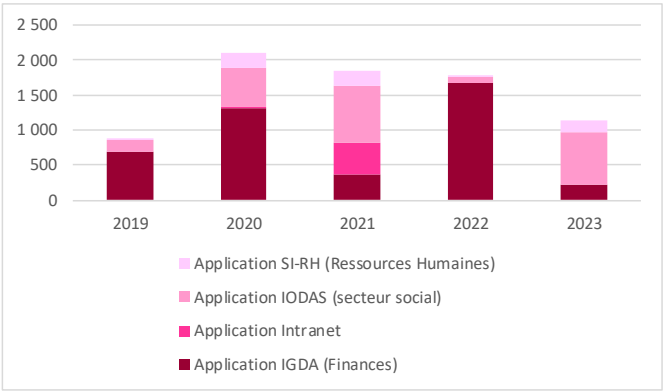


Les dépenses d'entretien ménager sont en fortes évolutions. Cela s'explique par les augmentations de prix validées en 2023 suite à l'inflation et par la mise en service du musée Savoisien.

Objectif opérationnel	***1.7.3. Disposer d'une infrastructure informatique robuste, performante et garantir la qualité de service à l'usager***

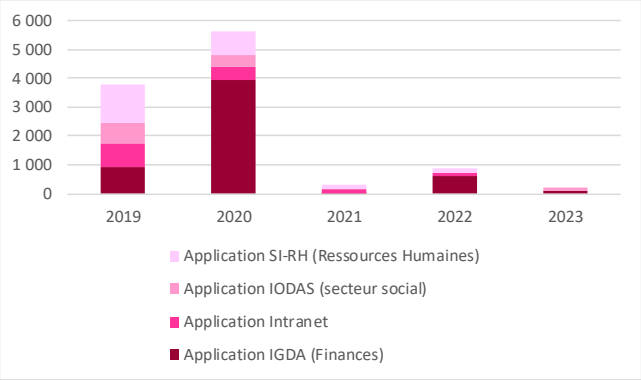
1.7.3.1 PERF - Indisponibilité programmée des applications CEGID (Ressources Humaines), IGDA (Finances), IODAS (Secteur social), Intranet

Période	Application IGDA (Finances)	Application Intranet	Application IODAS (secteur social)	Application SI-RH (Ressources Humaines)
2019	695	0	155	35
2020	1 310	30	555	205
2021	360	450	820	223
2022	1 680	0	81	14
2023	225	0	753	171



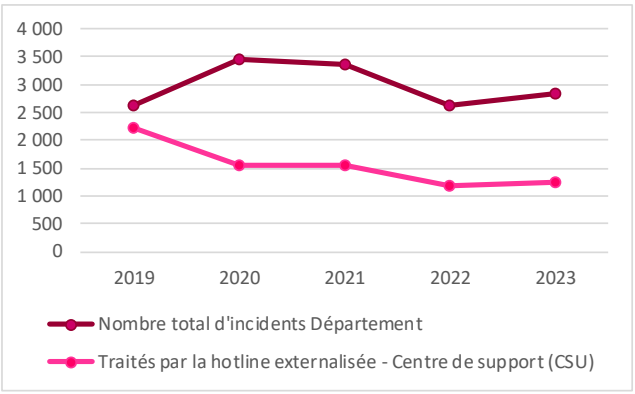
1.7.3.2 PERF - Indisponibilité non-programmée des applications CEGID (Ressources Humaines), IGDA (Finances), IODAS (Secteur social), Intranet

Période	Application IGDA (Finances)	Application Intranet	Application IODAS (secteur social)	Application SI-RH (Ressources Humaines)
2019	900	840	700	1 330
2020	3 960	438	435	780
2021	18	120	0	166
2022	615	82	0	187
2023	82	0	150	0



1.7.3.3 ACT - Nombre d'incidents traités et taux global de résolution dans le respect du niveau de service défini (SLA)

Période	Nombre total d'incidents Département	Traités par la hotline externalisée - Centre de support (CSU)	Taux global de résolution dans le respect du niveau de service défini (SLA)
2019	2 625	2 241	77
2020	3 451	1 551	75
2021	3 356	1 537	75
2022	2 613	1 198	70
2023	2 847	1 250	100



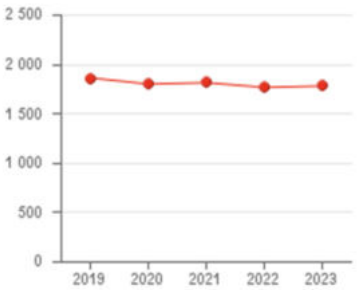
En 2023 le nombre d'incidents reste stable. Ce chiffre s'explique notamment par l'appropriation par les utilisateurs des outils mis à disposition par la DSI. Le travail de maintien en condition opérationnelle régulièrement réalisé par les équipes de la DSI porte également ses fruits.
Il faut aussi noter l'augmentation significative du taux de résolution des incidents dans le délai imparti (Sla) par le CSU. Au cours de l'année 2023, une attention particulière a été portée pour l'amélioration de cet indicateur grâce à un travail en partenariat avec le CSU.

Objectif opérationnel	***1.7.4. Doter les agents du Département en équipements informatiques fiables et performants***

Les agents du Département disposent d'équipements informatiques fiables, performants et conformes aux besoins.

1.7.4.1 ACT - Nombre d'ordinateurs pour le Département (hors collèges)

Période	Nombre
2019	1 865
2020	1 803
2021	1 817
2022	1 769
2023	1 783



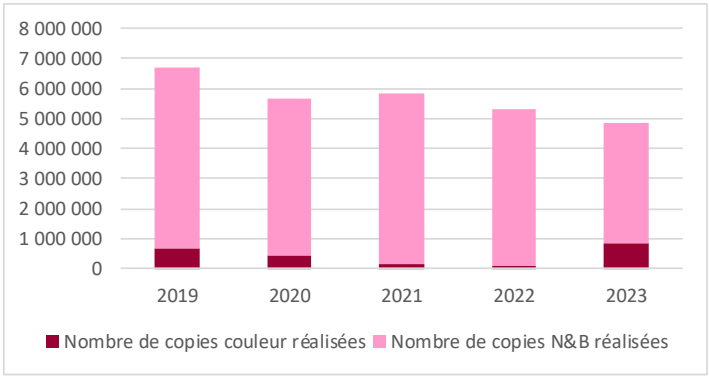
Le nombre de postes de travail reste stable avec une part d'ordinateurs portables de 72%.

Objectif opérationnel	1.7.5. Optimiser les impressions

1.7.5.2 PERF - Nombre total de copies couleur et N&B réalisées

Période	Nombre de copies couleur réalisées	Nombre de copies N&B réalisées
2019	672 267	6 055 875
2020	444 604	5 209 980
2021	131 751	5 678 274
2022	115 086	5 176 244
2023	872 969	3 969 993





Les volumes d'impressions au sein du Département continuent de diminuer depuis 2021, ils passent de 5,3 à 4,8 millions de pages imprimées.

On note une augmentation du pourcentage du nombre d'impression couleur due à la suppression du papier à entête préimprimé et à un dysfonctionnement de la limitation du quota couleur (20 pages mensuelles par agent sauf exception). Ce quota a pu être remis en place pour 2024.

Objectif opérationnel	1.7.6. Respecter l'avancement des projets selon le calendrier établi en début de chaque année

Le schéma directeur travaillé en 2023 et validé en 2024 va permettre de disposer d'un nouveau cadre de référence et un nouveau suivi de l'avancement des projets.

Direction des bâtiments et moyens généraux

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.7. ☺

« Optimiser l'adéquation entre les besoins et les moyens techniques ou informatiques fournis »

Les 3 objectifs développement durable sont des enjeux forts et ambitieux pour la gestion du patrimoine bâti départemental, sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, et sur l'augmentation de la part d'énergies renouvelables. Les bases sont posées pour atteindre ces objectifs :

- études de faisabilité et premiers investissements réalisés en 2020/2021 (suppression progressive du recours au fioul, développement d'installations photovoltaïques en toitures…),
- expérimentation d'un suivi automatisé des consommations de fluides en 2021 pour déploiement en 2022,
- création d'un service dédié mis en place début 2022.
- raccordement systématique des installations aux réseaux de chaleur urbains,
- consultation pour la valorisation de certificats d'économie d'énergie pour les travaux d'efficacité énergétique réalisés.

Les premiers effets commencent à se traduire dans les chiffres.

De plus le plan de sobriété mis en place en fin d'année 2022 a porté ses fruits et vient conforter ces diminutions de consommations.

Direction des systèmes d'information

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.7. ☺

« Optimiser l'adéquation entre les besoins et les moyens techniques ou informatiques fournis »

La démarche de schéma directeur a été l'occasion de recenser les besoins des directions métiers. Ces besoins ont fait l'objet de priorisation et planification validées par le COPIL Perf. Par ailleurs, les équipements matériels à disposition sont satisfaisants.

Objectif politique	*1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale*
Objectif stratégique	*1.8. Garantir la sécurité technique et juridique du SI du Département*

Objectif opérationnel	***1.8.1. Garantir la capacité du Département à relancer son SI depuis un secours en cas d'attaque cybercriminelle majeure***

En 2022, le Département a poursuivi son programme de sensibilisation à la cybersécurité et a établi un plan d'actions spécifiques, réalisé dans le cadre de France Relance, visant à améliorer la résilience de la collectivité en cas de cyber attaque. On peut notamment citer pour 2023 la mise en production d'un dispositif de surveillance cyber externalisé (SOC managé) ou le projet de mise en œuvre d'une sauvegarde « sanctuarisée » c'est-à-dire sur un troisième site en « hors connexion » pour la préserver de potentiel cyberattaque. Le plan d'actions constitue un cadre au sein duquel vont s'inscrire la majorité des actions à venir en termes de cybersécurité.

La définition et l'organisation d'un plan de gestion de crise pour se préparer en cas de Cyberattaque ont été conduites afin de définir les instances, les acteurs et leurs rôles respectifs. L'objectif est d'être le plus l'efficace possible en temps de crise pour prendre les meilleures décisions possibles au regard du contexte et identifier les actions qui seront potentiellement à mener, les procédurer pour les rendre rapidement opérationnelles.

Objectif opérationnel	***1.8.2. Garantir le respect de la règlementation en matière de protection des données personnelles***

289 traitements contenant de la donnée à caractère personnel étaient identifiés fin 2023 et inscrits au registre RGPD imposé par la CNIL. Parmi ceux-ci, 20 l'ont été en 2023.

Fin 2021, le Département a créé une commission d'homologation des téléservices chargée d'émettre un avis sur les projets numériques qui lui sont soumis avant que l'Autorité d'Homologation de la Sécurité des Systèmes d'Information du Conseil départemental, Mme la vice-présidente chargée des ressources humaines et moyens généraux, ne se prononcent sur l'homologation de sécurité des dossiers concernés. Les projets numériques peuvent notamment concerner, et sans que cela soit limitatif, les projets de téléservices aux usagers et d'échanges entre administrations publiques.
Cette décision, qui s'appuie sur un dossier d'homologation, atteste, au nom de l'autorité administrative, que le système d'information est protégé conformément aux objectifs de sécurité fixés et que les risques résiduels sont acceptés.
En 2023, trois solutions (Budget citoyen, Apprécis, carte OKAY Savoie) ont été homologués.

Direction des systèmes d'information

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.8. 😐

« Garantir la sécurité technique et juridique du SI du Département »

Qu'il s'agisse de cybersécurité ou de protection des données personnelles, les réalisations 2023 (SOC managé, sauvegarde sanctuarisée, formalisation d'un plan de gestion de crise et commission d'homologation) sont des avancées importantes. Compte tenu cependant de la nature même des sujets concernés et du fait d'un plan d'actions complet dont la déclinaison a démarré en 2022 et qui a vocation à se poursuivre au moins sur 3 ans, le niveau d'atteinte de l'objectif reflète l'importance des travaux restant à réaliser.

Objectif politique	*1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale*
Objectif stratégique	*1.9. Offrir aux usagers les services du Département selon les modalités souhaitées*

Objectif opérationnel	*1.9.1. Développer la mise à disposition de téléservices aux usagers*

L'année 2023 a été marquée par la mise en œuvre d'un nouveau téléservice pour accompagner le dispositif départemental « Carte OKAY Savoie » visant à offrir à chaque collégien savoyard 100 € à dépenser via une adhésion à un club (sportif, culturel) ou un achat culturel.
Par ailleurs, la DSI a travaillé à l'écriture de son Schéma Directeur Numérique (SDN) qui verra le jour en 2024. Ce dernier comprend tout un programme consacré à la Gestion de la Relation aux Usagers qui se déclinera par de nouveaux projets de téléservices.

Objectif opérationnel	*1.9.2. Contribuer par les outils numériques à la transformation de la collectivité et mettre davantage l'accent sur la relation aux usagers*

La DSI a travaillé à l'écriture de son Schéma Directeur Numérique (SDN) qui verra le jour en 2024 sur la période 2024-2026. Ce dernier comprend tout un programme consacré à la Gestion de la Relation aux Usagers (GRU), mais également une trentaine de projets dits de « transformation » qui seront suivis par le COPIL PERF. Ces projets visent par exemple au développement des compétences numériques des agents, l'amélioration de l'accueil de agents sur l'accès aux ressources numériques, les équipements informatiques pour les Assistants Familiaux, l'amélioration de l'offre des services Ressources.
Une feuille de route pour l'intégration de l'Intelligence Artificielle à nos métiers est également prévue.
Sur le plan de la relation aux usagers, tout un programme est bâti autour de ce sujet ; en commençant par l'écriture de la stratégie de la collectivité, par le traitement des canaux téléphoniques et physiques, par le développement d'un téléservice de subventions, etc.

Direction des systèmes d'information

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.9. 😐

« Offrir aux usagers les services du Département selon les modalités souhaitées »

Hormis le téléservice associé à la carte OKAY Savoie, le sujet des téléservices a été en 2023 remis dans une approche plus globale de GRU dont les téléservices sont un des canaux pour offrir des services aux usagers savoyards.
L'année 2023 est une année de transition et de construction d'un projet transversal à la collectivité porté par TIMLab dans le cadre du SDN.

Objectif politique	*1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale*
Objectif stratégique	*1.10. Evaluer l'empreinte carbone numérique de la collectivité et contribuer à sa réduction*

Objectif opérationnel	*1.10.1. Etablir l'empreinte carbone numérique de 2022*

Le Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES) du parc informatique (PC, écrans, tablettes, TV et vidéoprojecteurs) est établi depuis 2021. Etroitement lié au volume des achats réalisés chaque année, ce bilan est en hausse pour le Département et en baisse pour les achats concernant les collèges.
A noter pour 2023, les actions suivantes :

- Acquisitions d'ordinateurs reconditionnés pour les collèges
- Acquisition de moniteurs reconditionnés pour le Département et les collèges

Ces actions ont permis de diviser par 2,5 l'émission de gaz à effet de serre en 2023.



Direction des systèmes d'information

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.10. 😐

« Evaluer l'empreinte carbone numérique de la collectivité et contribuer à sa réduction »

Le bilan réalisé en 2023 reste toujours partiel, il ne porte en effet pas sur la totalité des composants du système d'information. Ainsi, établir le scope 3 de la DSI reste un objectif pour les années à venir.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

Direction des systèmes d'information

Les perspectives de la DSI ont été définies courant 2023 au travers de la stratégie numérique du département et de sa déclinaison opérationnelle au sein d'un schéma directeur numérique pour les années 2024 à 2026. 2024 verra la mise en œuvre d'un nouveau dispositif de gouvernance visant à piloter les projets SI en garantissant leur alignement stratégique. Sur le volet de la cybersécurité, la définition d'un PCA/PRA (Plan de Continuité d'Activité / Plan de Reprise d'Activité) a démarré et fait l'objet d'un travail avec les directions métiers. Ce sera un élément important de notre capacité de réaction en cas de cyber attaque.

Direction des bâtiments et moyens généraux

La DBMG s'inscrit au cœur des ambitions départementales pour faire face aux enjeux climatiques, en améliorant la performance de son patrimoine bâti. Le service dédié créé début 2022 pilote cette stratégie pour réduire les consommations d'énergie, réduire les émissions de gaz à effet de serre induites, et augmenter la part d'énergies renouvelables, notamment avec le déploiement des nouveaux outils de suivi des consommations expérimentés en 2020/2021. Le plan de sobriété mis en place à la fin de l'année 2022 a porté ses fruits, il a été reconduit pour la période de chauffe 2023/2024

Parallèlement la restructuration du patrimoine sur le volet thermique se poursuit avec une volonté de remplir nos objectifs vis-à-vis du décret tertiaire. Cependant cette démarche s'inscrit dans un contexte mondial inflationniste, tant au niveau des énergies, que dans le secteur des travaux publics, avec comme en 2021 des coûts d'équipements et matières premières en hausse, et des carnets de commande des entreprises en saturation, impactant ainsi le coût des opérations mais aussi les délais de réalisation.

Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques

La formalisation des processus s'est poursuivie, à la faveur du déploiement de la démarche d'expérimentation de la certification des comptes. Cet axe de renforcement du contrôle interne a été complété à partir de 2021 par l'engagement dans l'élaboration d'une cartographie et d'un plan de maîtrise de risques. La démarche, pilotée et accompagnée par la DFIPAJ, concerne l'ensemble des services du CD 73 (approche globale des risques et non pas uniquement comptables et financiers). Certains organigrammes fonctionnels sont également formalisés. Afin de préparer cette nouvelle étape, 215 personnes ont été formées au management des risques sur 2020/2021 au sein de la collectivité. Elles sont ainsi en capacité de participer activement à la démarche de maîtrise des risques, qu'il s'agisse d'identifier, de coter, de valider ou de prioriser les risques, ou encore de proposer des mesures d'amélioration de la maîtrise du risque. Cette démarche s'est poursuivie en 2023.

Par ailleurs, avec le soutien du Commissaire aux Comptes du Département, le travail de renforcement de la qualité comptable s'est poursuivi en 2023.

La démarche de performance a donné lieu, à compter de 2023, à l'engagement d'une actualisation et d'une adaptation de la segmentation stratégique et des arbres d'objectifs.

Le travail de refonte de la nomenclature des achats, de biens et de services, a abouti à une mise en œuvre à partir de juin 2023 et permettra l'établissement d'une cartographie des achats départementaux avec l'intégration de cette nouvelle nomenclature dans les pratiques internes.

Pôle Social - Secrétariat général

Les priorités sont les suivantes :

- Informatique :
  - montée de version technique,
  - stabiliser les effectifs, consolider l'assistance fonctionnelle
  - finaliser le schéma directeur numérique concernant le pôle social,
  - poursuite de la conduite de projets : informatisation de la PMI, refonte de la paie des assistants familiaux, suivi du chantier SI-APA national, engager le travail sur l'insertion en lien avec France travail,
- Juridique/marché/archivage :

- réaliser l'état des lieux de besoins sur le mobilier et matériel enfance afin de pouvoir adapter les marchés existants et relancer un nouveau marché, relance du marché mesure d'accompagnement social, passation de deux nouveaux lots du marché supervision, poursuite de la rédaction de marché inférieur à 40 000K€,
- poursuite de la rédaction de fiches juridiques internes et du conseil interne
- validation de deux protocoles (EJF et TEH), avancée du protocole PMI, engagement du protocole insertion-

- Finances/contrôle
  - Finalisation de la cartographie d'un risque
  - Finalisation de la remise à plat des habilitations Grand Angle
  - Renforcement du suivi de l'exécution budgétaire
- Ressources humaines et organisation :
  - Participation à la démarche marque employeur, présences à des salons, renforcement de l'accueil des stagiaires et notamment des stagiaires de moins de 18 ans…
  - Bilan des pools de volants
  - Accompagnement de projets de réorganisation
  - Accompagnement au diagnostic du bilan des réorganisations des maisons sociales
- Moyens généraux/curial :
  - Travail avec le SMMR sur la flotte de véhicule
  - Curial : mise en place du système de réservation de véhicule en pool et rédaction de procédures
- Communication :
  - Refonte de l'intranet
  - Rédaction d'outils d'accueil des nouveaux agents
  - Mettre en ligne sur le site internet une cartographie des services au public

Pôle solidarités territoriales - Secrétariat général

Le secrétariat général devrait renforcer son équipe en 2024, afin optimiser encore davantage l'accompagnement des services dans les activités qui lui incombent.
Il doit poursuivre son animation régulière du réseau des correspondants financiers, et continuer à être partie prenante de projets transversaux à la collectivité : refonte de l'intranet, GRU, projets SI, …
Enfin, il s'agit toujours pour l'équipe du secrétariat général de s'intégrer aux projets des directions, en s'adaptant aux besoins de chacun et en incitant à l'amélioration continue.

Pôle Aménagement - Secrétariat général

Le Secrétariat Général de l'Aménagement a pour perspective l'optimisation de l'accompagnement des services dans les thématiques qui lui incombent (communication opérationnelle, commande publique, comptabilité, contentieux, géomatique (pour l'ensemble de la collectivité) etc.).

Par ailleurs, une attention soutenue est consacrée aux projets suivants :
- Poursuite de la mise en œuvre du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) et de la nouvelle organisation Géomatique.
- Plan de communication auprès des usagers sur la sécurité des agents des routes
- Inclusion numérique des agents des centres routiers, du Service du Matériel et de la Maintenance Routière, et des collèges
- Poursuite du déploiement et de l'animation de réseaux de partage de pratiques professionnelles, etc.



Sécurité et incendie

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **1ère commission**

Directions concernées :

- **Pôle Ressources et moyens – Direction des finances du pilotage de gestion et des affaires juridiques**

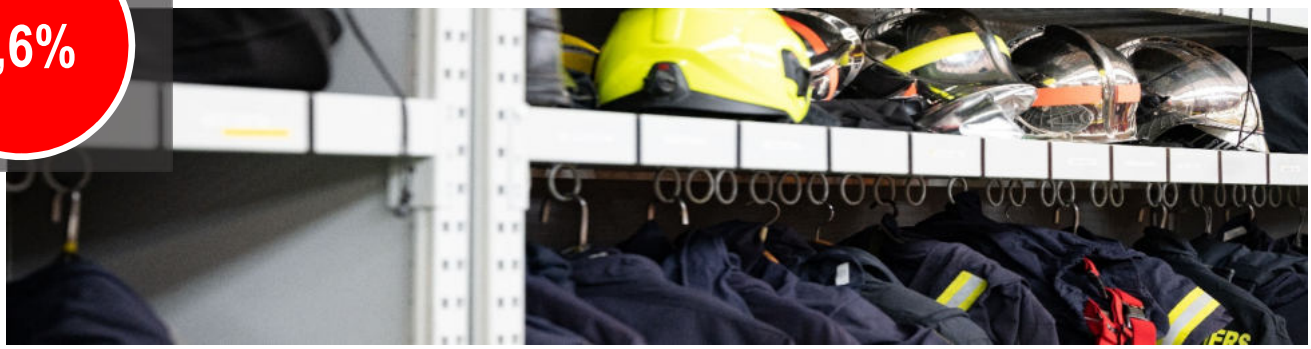


SOMMAIRE

SYNTHESE 95
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 96
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 101
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 102
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 105

5,6%

SYNTHESE - POLITIQUE SÉCURITÉ ET INCENDIE



Le Département participe au financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Savoie par une contribution de fonctionnement et une subvention d'investissement pour les opérations immobilières.

Contexte

Le SDIS de la Savoie est organisé en 9 bassins opérationnels intégrés aux bassins de vie. Son maillage territorial repose sur environ 80 Centres d'Incendie et de Secours (CIS). Le financement du fonctionnement du SDIS est assuré pour l'essentiel par les contributions du Département (58%), des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

Après les années 2020 et 2021 marquées par l'épidémie de la COVID-19, qui avaient profondément modifié l'activité opérationnelle du SDIS 73, l'année 2022 avait constitué un retour au niveau d'activité opérationnelle connu auparavant par le SDIS de la Savoie.

L'année 2023 enregistre 32 571 interventions, en baisse de -5,9%.

Principales réalisations

- Mise en place d'une convention pluriannuelle de partenariat signée le 24 janvier 2021 entre le Département et le SDIS de la Savoie fournissant un cadre pour la mise en œuvre des réformes multiples à engager par le SDIS ;
- Contexte de forte tension inflationniste sur les charges de fonctionnement en matière d'énergies et de croissance de la masse salariale du fait de mesures gouvernementales décidées en 2022 qui nécessite une réévaluation de la participation du Département par rapport au cadrage initial ;
- Poursuite des projets de construction ou de réhabilitation sur les centres de secours prévus dans la programmation 2017/2024, à laquelle ont été intégrés 2 nouveaux projets à financer sur les années 2021 à 2023 : Les Ménuires et Grésy-sur-Isère.

Enjeux

- Assurer un financement optimisé des services d'incendie et de secours.

Chiffres et indicateurs clés 2023 :

SDIS de la Savoie :

34,09 M€ de participation au fonctionnement en 2023 (+9,9%)

1,5 M€ de subventions d'investissement pour les opérations immobilières en 2023

2 157 sapeurs-pompiers dont **1 650** volontaires et **507** professionnels

102 personnels administratifs et techniques spécialisés

32 571 interventions en 2023 (-5,9% par rapport à 2022, année de retour à la normale après la crise sanitaire)

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

La convention pluriannuelle de partenariat pour la période 2021 à 2023 avait pour vocation de fournir un cadre pour la mise en œuvre des réformes nécessaires, en donnant au SDIS de la Savoie la visibilité budgétaire pour ce faire. Leur impact budgétaire conséquent sur ces 3 exercices, a été supporté pour l'essentiel par le Département. En outre, le contexte de forte tension inflationniste sur les charges de fonctionnement en matière d'énergies et de croissance de la masse salariale du fait de mesures gouvernementales prises à l'échelle nationale, a eu un impact sur le cadrage budgétaire 2023.

Le renouvellement de la convention pour les années 2024 et suivantes s'inscrit dans le cadre de la révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) engagée en 2023 par le SDIS de la Savoie. En fonction des choix réalisés visant de nouveaux effets opérationnels d'amélioration du Service, le SDACR va impacter significativement la trajectoire financière du SDIS de la Savoie sur les prochains exercices, dont l'essentiel de l'effort budgétaire sera une nouvelle fois supporté par les finances du Département.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Cadre juridique et institutionnel

Le service départemental d'incendie et de secours est un établissement public créé dans chaque département, chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Il concourt, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours et soins d'urgence.

Dans le cadre de ses compétences, il exerce les missions suivantes :
- 1° La prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile ;
- 2° La préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours ;
- 3° La protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement ;
- 4° Les secours et les soins d'urgence aux personnes ainsi que leur évacuation, lorsqu'elles sont victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes, présentent des signes de détresse vitale ou de détresse fonctionnelle justifiant l'urgence à agir.

Le SDIS est placé pour emploi sous l'autorité du Maire ou du Préfet, agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police.

Le SDIS de la Savoie est administré par un Conseil d'administration (CA) composé de 14 représentants du Département, de 3 représentants des communes et 5 représentants des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de secours et de lutte contre l'incendie. Le Conseil d'administration peut être présidé par le Président du Conseil départemental ou l'un des membres du Conseil d'administration désigné par le Président du Conseil départemental.


Valloire Sainte-Barbe

La Présidence du SDIS de la Savoie était assurée par Mme Brigitte BOCHATON, Conseillère départementale jusqu'au 31 août 2023. Celle-ci ayant démissionnée de son mandat de Conseillère départementale et de toutes les fonctions en découlant, le Président du Conseil départemental a décidé, par arrêté du 28 août 2023, de désigner M. André POINTET, Président de la Communauté de communes des Vallées d'Aigueblanche et membre du Conseil d'administration, pour exercer toutes les attributions dévolues à la fonction de Président du CA du SDIS de la Savoie à compter du 1er septembre 2024.

Le financement du SDIS est assuré pour l'essentiel par des contributions financières des Communes, des EPCI et du Département. L'alinéa 1 de l'article L. 1424-35 du Code général des collectivités territoriales dispose que « la contribution du Département au budget du Service départemental d'incendie et de secours est fixée, chaque année, par une délibération du Conseil départemental au vu du rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du service au cours de l'année à venir, adopté par le Conseil d'administration de celui-ci ». Il est précisé que l'augmentation de la participation des communes et EPCI est limitée à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

En 2023, le SDIS de la Savoie comptait :
- ✓ 507 Sapeurs-Pompiers Professionnels (SPP),
- ✓ 1 650 Sapeurs-Pompiers Volontaires (SPV) hors double statut, dont 120 au Service de Santé et de Secours Médical (SSSM),
- ✓ 102 personnels administratifs et techniques spécialisés.

Le SDIS recrute environ 310 sapeurs-pompiers saisonniers pour le renfort des centres de secours pendant 7 mois pour les saisons d'hiver (130) et d'été (80) et pour la surveillance des plages (100) (par conventions facturées avec les communes). Il compte 147 Jeunes Sapeurs-Pompiers.

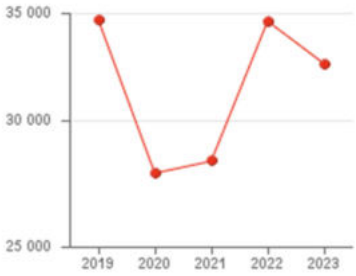
Le SDIS de la Savoie est organisé en 9 bassins opérationnels intégrés aux bassins de vie. Son maillage territorial repose sur environ 80 Centres d'Incendie et de Secours (CIS) ou postes avancés saisonniers.

Bilan opérationnel 2023

Après les années 2020 et 2021 marquées par l'épidémie de la COVID-19, qui avaient profondément modifié l'activité opérationnelle du SDIS 73, l'année 2022 avait constitué un retour au niveau d'activité opérationnelle connu auparavant par le SDIS de la Savoie.
Il convient donc d'appréhender le présent bilan opérationnel 2023 par comparaison avec les exercices 2022 ou 2019 et antérieurs, qui constituent des exercices de référence comparables.

CONT -3 Nombre d'interventions du SDIS73

Période	Nombre
2019	34 684
2020	27 815
2021	28 298
2022	34 622
2023	32 571



En 2023, 182 953 appels ont été traités (500 appels par jour) générant 32 571 interventions (-5,9%) par 41 204 sorties de secours. Chaque intervention génère 1,27 sorties de secours, c'est-à-dire l'engagement d'un second CIS dans 27% des interventions. 31% des appels sont en relation avec des interventions.
En 2022, 176 539 appels ont été traités (485 appels par jour) générant 34 622 interventions (+ 22,3%) par 43 811 sorties de secours. 34% des appels étaient en relation avec des interventions.
En 2019, 162 927 appels avaient été traités (soit 446 appels par jour), générant 34 684 interventions par 39 426 sorties de secours.

Ces interventions concernent 27 892 victimes secourues en 2023 (30 625 en 2022, 24 400 en 2021, 24 100 en 2020 et 30 160 en 2019), soit - 8,9%, et portent principalement sur :

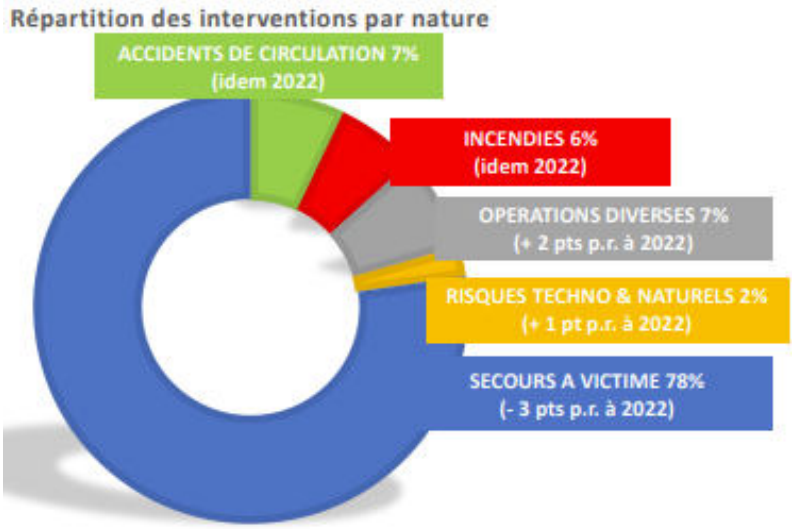
10,3% des interventions sont "hors missions" (13,7% en 2022) : 44% concernent des carences d'ambulanciers privés, en baisse de -41% suite à la réforme du transport sanitaire.
Les interventions ont lieu principalement de jour (63%) pour 37% de nuit, (65%/35% en 2022). Les pics d'activité se situent entre 11h et 12h puis entre 16h et 19h.

L'impact de la saisonnalité sur la distribution territoriale des secours est fort puisque 39% de l'activité opérationnelle a lieu durant les mois de la saison d'hiver de décembre à mars et 19% sur juillet et août.



Incendie véhicules électriques

Le taux de sollicitation des sapeurs-pompiers (ratio nombre d'heures d'intervention / nombre d'heures de garde, astreinte ou disponible) est de 6,2% (6,7% en 2022, 5% en 2021, 4,4% en 2020 et 5,6% en 2019). Il présente également des disparités selon les bassins opérationnels (les BO de Chambéry/Chartreuse et Aix/Chautagne présentant un ratio respectivement à 14,4% et 10,2% en 2023 (15,1% et 11,2% en 2022 ; 12,7% et 8,7% en 2021 ; 11,9% et 7% en 2020).
Les sapeurs-pompiers volontaires assurent 60% de la réponse opérationnelle (64% en 2022, 63% en 2021, 62% en 2020 et 64% en 2019), avec le constat d'une baisse de la disponibilité des SPV de -2,5% (après déjà -8,6% en 2022 et -10% en 2021).
85% des départs sont réalisés en moins de 10 minutes (87% en 2022, 86% en 2021 et 2020 et 88% en 2019). Le délai moyen d'arrivée sur les lieux est de 15min 44sec (pour 12min 26sec au niveau national en 2022).



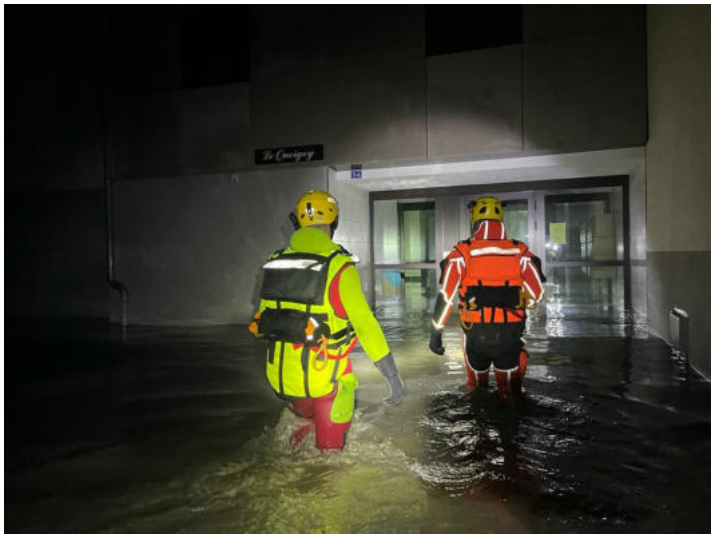
Orientations et objectifs stratégiques du SDIS73 dans le cadre de la convention pluriannuelle de partenariat pour la période 2021 à 2023

Lors de la séance du 18 décembre 2020, le Conseil départemental avait approuvé la convention pluriannuelle de partenariat pour les exercices 2021 à 2023 portant, notamment, sur la participation du Département au fonctionnement du SDIS, la subvention du Département au financement des opérations immobilières et la collaboration entre les services du Département et du SDIS73.

Cette convention, signée le 24 janvier 2021, avait pour vocation de fournir un cadre pour la mise en œuvre des réformes multiples à engager par le SDIS de la Savoie en lui donnant la visibilité budgétaire pour ce faire, notamment l'évolution du taux de l'indemnité de feu (de 19% à 25%) et la refonte du temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels (SPP).

Plusieurs réformes et actions ont été engagées au cours de ces 3 années :

- Sur les aspects règlementaires :
  - Supprimer le versement de la prime de logement,
  - Supprimer le dépassement de la durée légale du travail,
- Sur les aspects opérationnels :
  - Réviser les deux documents structurants opérationnels, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) et le Règlement Opérationnel (RO), notamment en réévaluant les Potentiels Opérationnels Journalier (POJ) des centres de secours (effectifs jour/nuit, haute/basse saison, effectif plancher égal effectif plafond, …),
  - Renforcer la sollicitation du potentiel d'heures d'astreinte/disponibilité,
  - Consolider la synergie opérationnelle entre les centres de secours,
  - Recruter une quarantaine d'agents sur la période.



Intempéries

Dans la mesure où l'augmentation de la contribution des Communes et EPCI au financement du SDIS est limitée à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'essentiel de l'impact budgétaire de ces mesures a été supporté par le Département.

Toutefois, des éléments de contexte ont modifié ce cadrage conventionnel et ont nécessité des financements supplémentaires pour 2023. En effet, les projections budgétaires prévisionnelles 2023 du SDIS de la Savoie se sont inscrites dans un contexte de forte tension inflationniste sur les charges de fonctionnement en matière d'énergies et de croissance de la masse salariale du fait de mesures gouvernementales décidées en 2022 :

- ✓ l'augmentation des charges à caractère général : gaz, électricité et carburant ;
- ✓ des évolutions réglementaires non programmées : revalorisations des grilles indiciaires des catégories B et C et du point d'indice de + 3,5 % ;
- ✓ l'indemnisation des SPV au titre d'évolutions réglementaires non programmées : revalorisations du taux d'indemnisation de + 3,5 % et de l'indemnisation de fin d'engagement pour les SPV saisonniers ;
- ✓ l'indemnisation des SPV retraités correspondant à la régularisation des dossiers en attente au titre de l'allocation fidélité et la nouvelle prestation de fidélité et de reconnaissance (NPFR), à la revalorisation des montants alloués et des années comptabilisées pour la NPFR et à la revalorisation de + 3,5 % de l'indemnisation.

Cela s'est traduit par un besoin de financement supplémentaire de près de 3,140 M€ par rapport au cadrage conventionnel 2021/2023 (estimé à 1,058 M€), à financer sur les participations des collectivités territoriales.

La participation du Département a ainsi été portée à 34 090 000 € en 2023, à comparer à une participation 2022 de 31 250 000 € qui a fait l'objet d'un complément de 370 000 € à la DM1 2022 au titre du financement des mesures gouvernementales précitées.

La révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR).

Conformément aux dispositions du CGCT et aux exigences contractuelles, le SDIS de la Savoie a engagé courant 2023 la rédaction de la révision de son schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).

Prévu par l'article L1424-7 du Code général des collectivités territoriales, le SDACR *« dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens auxquels doivent faire face les services d'incendie et de secours dans le département, et détermine les objectifs de couverture de ces risques par ceux-ci. Il comprend une partie relative au risque d'incendie de forêt, de surfaces agricoles et de végétation et détermine les objectifs de couverture de ce risque. »*

Le SDACR est élaboré, sous l'autorité du Préfet, par le SDIS. Sa révision intervient tous les cinq ans. Elle est précédée d'une évaluation des objectifs du précédent schéma. Le SDACR est arrêté par le Préfet, après avis du Conseil départemental et sur avis conforme du Conseil d'administration du SDIS.

Le SDACR est donc un document structurant pour le SDIS, qui a pour objet de fixer les objectifs de couverture des risques du département de la Savoie. Porteur d'un nouveau contrat opérationnel, il aura notamment pour effet la révision du règlement opérationnel.

En fonction des choix réalisés, le SDACR peut impacter significativement la trajectoire financière du SDIS 73 dès le cours de l'année 2024 au travers des éléments suivants :
- les effectifs de SPP et de SPV à rechercher ;
- la formation des sapeurs-pompiers ;
- l'implantation et le dimensionnement des casernements ;
- les matériels de secours et les installations techniques de l'environnement opérationnel au sens large.

Afin de permettre au SDACR de produire ses effets, les transformations seront concrétisées dans un projet d'établissement du SDIS de la Savoie. Le SDACR fixera donc la nature et la portée des effets opérationnels du SDIS 73 devant être atteints au plus tard en 2028.

La procédure de révision du SDACR entre, en 2024, dans sa phase d'analyse et de validation par les différentes autorités.

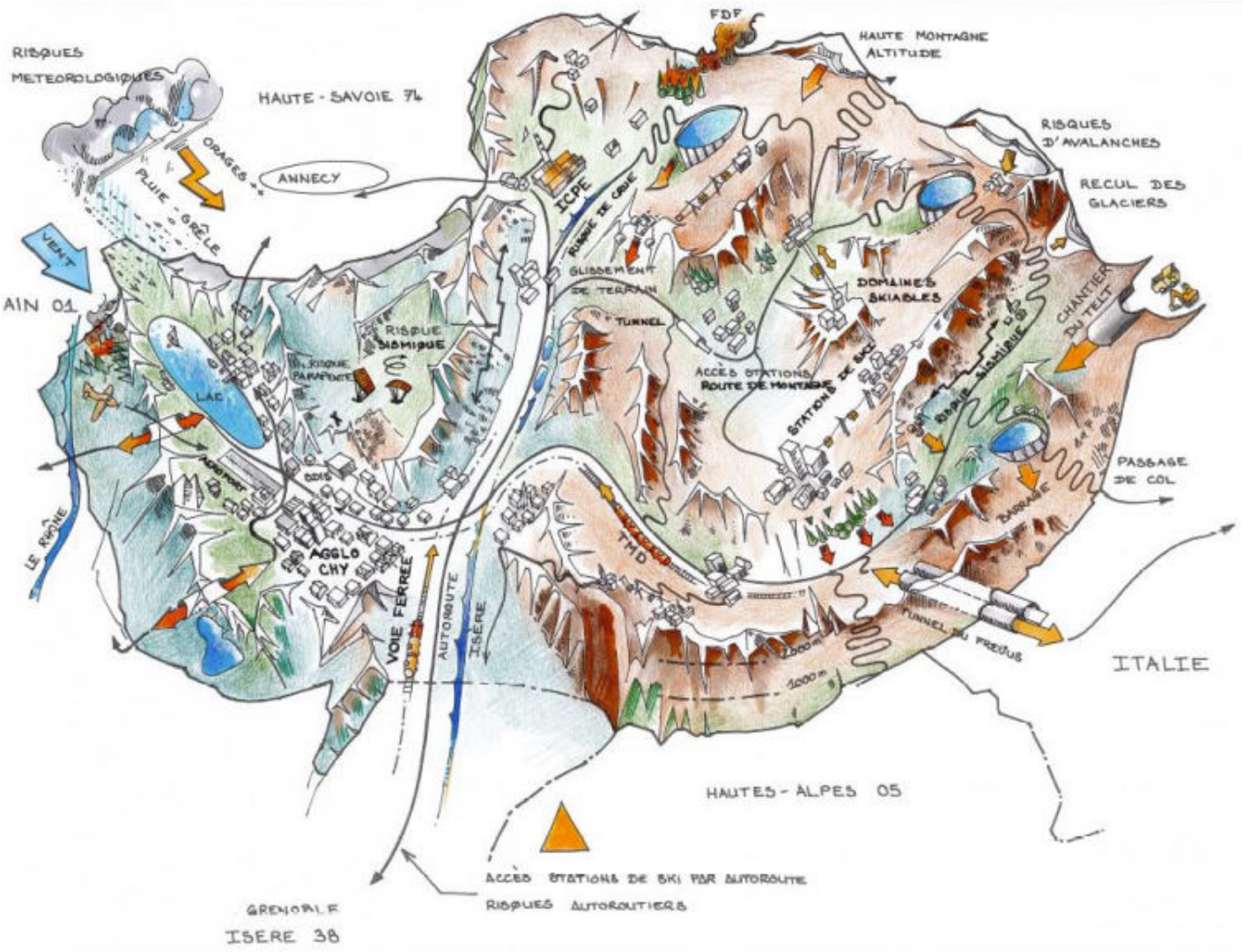
Un rapport d'étude, préfigurant le schéma, a été réalisé par le SDIS de la Savoie et transmis au Conseil départemental qui l'a examiné lors de sa séance du 22 mars 2024.

La signature d'un arrêté préfectoral d'adoption du SDACR est envisagée pour mi-juillet 2024, tenant compte des avis formulés lors de la phase de consultation et des accords obtenus sur les orientations proposées.

Une version finale du SDACR sera donc proposée pour avis consultatif du Conseil départemental lors de sa séance de juin 2024.

Dans l'attente des arbitrages à rendre sur le SDACR, le Conseil départemental a, lors de sa séance du 15 décembre 2023, approuvé un avenant à la convention pluriannuelle de partenariat pour les exercices 2021 à 2023 en date du 25 janvier 2021 visant, notamment, à prolonger ladite convention pour une durée d'un an maximum et à fixer les montants de la contribution en section de fonctionnement et la subvention en section d'investissement du Département au titre de l'exercice 2024.

Cartographie illustrée des risques recensés en Savoie (source : rapport d'étude SDACR) :







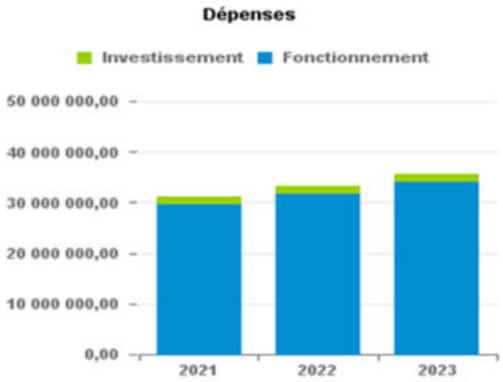
Incendie Valmeinier

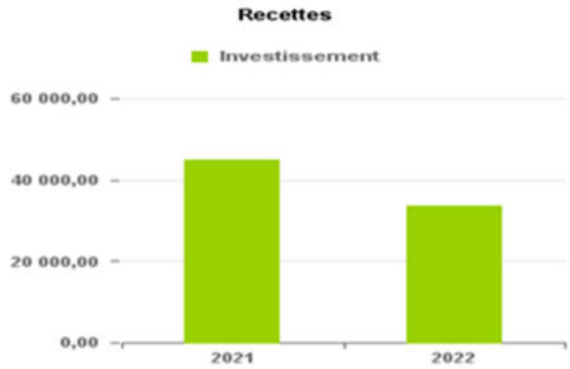
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
	29 643 166,75	1 500 000,00	31 633 500,00	1 500 000,00	34 103 500,00	1 500 000,00
Dépenses par section :	**29 643 166,75**	**1 500 000,00**	**31 633 500,00**	**1 500 000,00**	**34 103 500,00**	**1 500 000,00**
	total année : 31 143 166,75		**total année : 33 133 500,00**		**total année : 35 603 500,00**	

Recettes Par politique	CA 2021	CA 2022
	Recette Investissement	Recette Investissement
	45 044,13	33 530,34
Dépenses par section :	**45 044,13**	**33 530,34**







Moyens humains par secteurs en 2021 - 2022 - 2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
SECURITE INCENDIE	Sécurité incendie	PRMD	DFIPAJ	0,1	0,1	0,1
	Sous-total du secteur			0,1	0,1	0,1
TOTAL tous effectifs pour la politique				0,1	0,1	0,1

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : 😐

La politique Sécurité et incendie consiste essentiellement à assurer un financement optimisé du SDIS de la Savoie, lequel est pleinement compétent et autonome pour organiser et assurer les missions qui lui sont dévolues par la loi.
Elle ne nécessite pas de moyens humains propres au sein du Département, en dehors du suivi financier du SDIS de la Savoie assuré par le service expertise financière et contrôle externe de la Direction des Finances, du Pilotage de Gestion et des Affaires Juridiques, qui y consacre 0,1 ETP.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

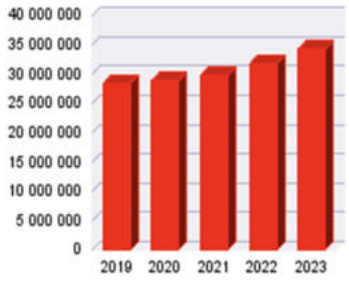
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Contribuer au financement de la sécurité des populations et des territoires	1.1 Permettre le fonctionnement des services d'incendie et de secours dans des conditions financières maitrisées	1.1.1 Contenir la progression de la participation financière du Département au fonctionnement du SDIS dans les limites fixées contractuellement
		1.1.2 Plafonner durablement la participation annuelle du Département au financement des équipements nécessaires aux services d'incendie et de secours dans le cadre d'une programmation immobilière pluriannuelle

Objectif politique	***1. Contribuer au financement de la sécurité des populations et des territoires***
Objectif stratégique	***1.1. Permettre le fonctionnement des services d'incendie et de secours dans des conditions financières maitrisées***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Contenir la progression de la participation départementale au financement du fonctionnement du SDIS dans les limites fixées contractuellement***

1.1.1.1 PERF - Evolution de la participation départementale au fonctionnement du SDIS

Période	Euros
2019	28 272 000
2020	28 722 000
2021	29 634 667
2022	31 620 000
2023	34 090 000



La contribution de fonctionnement du Département représente :
- 58 % du total des contributions publiques (Communes-EPCI + Département),
- 51 % des recettes réelles de fonctionnement.

La progression de la participation du Département au budget de fonctionnement du SDIS a pu être stabilisée, de 2017 à 2020, à + 400 000 € chaque année, en raison des économies de gestion réalisées par le SDIS et du développement de pistes de financement propres (fonds européens) qui n'ont toutefois pas le caractère de ressources durables.

La reprise d'une provision constituée à hauteur de 820 K€ sera partiellement exécutée en 2020 (pour environ 300 K€) afin de financer la revalorisation du taux de l'indemnité de feu (de 19% à 25%), en application du décret n° 2020-903 du 24 juillet 2020.

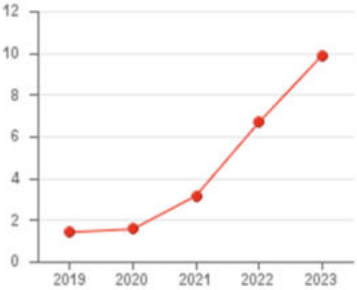
Initialement fixée à 29 992 000 € en 2021, la participation du Département a été exécutée à hauteur de 29 634 666,75 €, soit une économie de 357 333,25 € résultant du décalage de la création de certains postes de SPP sur la fin d'année.

La participation 2022, initialement votée pour 31 250 000 € au BP 2022, a fait l'objet d'un complément de 370 000 € à la DM1 2022 pour financer les mesures gouvernementales prises en cours d'année.

Face au contexte inflationniste et avec l'effet en année pleine des mesures gouvernementales prises en 2022 en matière de ressources humaines, la participation 2023 a été portée à 34 090 000 €.

1.1.1.2 PERF - Taux de progression de la participation départementale au fonctionnement du SDIS

Période	Taux
2019	1,44
2020	1,59
2021	3,18
2022	6,70
2023	9,90



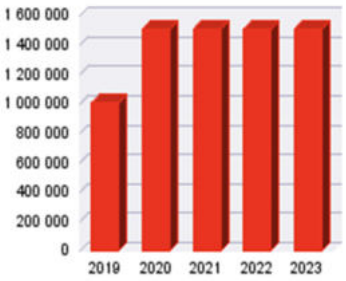
La croissance de la participation du Département est à mettre en corrélation avec le taux d'évolution plafonné de la participation des communes et EPCI de 1 % en 2018, 1,9 % en 2019, 1% en 2020, 0,6% en 2021, 2,4% en 2022 et 6% en 2023.

Attendue à + 4,60 % en 2021, la progression a été limitée à + 3,18 % du fait du décalage sur la fin d'année des recrutements prévus. Le rythme de progression demeure plus élevé que l'inflation compte tenu des éléments de contexte internes et externes au SDIS de la Savoie.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Plafonner durablement la participation annuelle du Département au financement des équipements nécessaires aux services d'incendie et de secours dans le cadre d'une programmation immobilière pluriannuelle*

1.1.2.1 PERF – Montant de la subvention d'équipement départementale au financement des investissements dans les centres d'incendie et de secours

Période	Euros
2019	1 000 000
2020	1 500 000
2021	1 500 000
2022	1 500 000
2023	1 500 000



La subvention d'équipement du Département, affectée au financement des opérations de constructions, réhabilitations, rénovations et extensions des Centres d'Incendie et de Secours (CIS), représente :

- 50% du coût HT pour une opération immobilière liée à un Centre de Secours Principal (CSP), un Centre de Secours (CS) ou un Centre de Secours de Montagne (CSM) ;
- 30% du coût HT pour une opération immobilière liée à un Centre de Première Intervention (CPI) ou une Section.

La programmation pluriannuelle établie par le SDIS de la Savoie pour la période 2017/2024 faisait état de projets importants avec des besoins de financement conséquents correspondant à leur mise en œuvre immédiate :

- Poursuite du projet de construction du CSP de Sud Lac et du projet de restructuration du CSP de Chambéry,
- Engagement de nouvelles opérations sur les CIS des Echelles (restructuration), La Plagne (construction en VEFA) et Aix-les-Bains (projet de restructuration ayant évolué en construction neuve).

Deux autres projets ont intégré la programmation en 2021 pour une réalisation rapide sous maîtrise d'ouvrage communale principalement dans le cadre de bâtiments dits « complexes » à affectations multiples : Les Ménuires (extension restructuration) et Grésy-sur-Isère (construction).

Initialement fixée à 1 M€, la subvention d'équipement allouée au SDIS de la Savoie a été portée à un montant de 1,5 M€ à partir de 2020 afin de tenir compte de l'état d'avancement des projets et de l'évolution du coût réel des opérations.

Lors de sa séance du 20 octobre 2023, la Commission permanente a approuvé la répartition de la subvention d'équipement de 1,5 M€ inscrite par le Conseil départemental lors de sa séance du 16 décembre 2022 de vote du Budget primitif 2023, entre ces différentes opérations immobilières :



Fuite de Gaz Val Cenis

CIS	Nature des travaux	Montant TTC des travaux	Montant de la participation		
			Total participation	Versements au 31/12/2022	Appel budget 2023
Sud Lac	Construction	7 677 730,33	3 191 617,16	3 172 275,70	19 341,46
		29 645,78	14 822,89	14 822,89	0,00
		7 707 376,11	**3 206 440,05**	**3 187 098,59**	**19 341,46**
Chambéry	Extension restructuration	5 366 244,02	2 220 952,12	2 197 674,23	23 277,89
		0,00	0,00	0,00	0,00
		5 366 244,02	**2 220 952,12**	**2 197 674,23**	**23 277,89**
Grésy/Isère	Construction	503 840,24	72 357,08	48 238,05	24 119,03
		0,00	0,00	0,00	0,00
		503 840,24	**72 357,08**	**48 238,05**	**24 119,03**
		13 577 460,37	**5 499 749,25**	**5 433 010,87**	**66 738,38**

CIS	Nature des travaux	Montant TTC des travaux	Total participation	Modalité participation		Versements au 31/12/2022	Appel budget 2023
Aix les Bains	Construction	12 069 799,00	5 051 693,04	Emprunt	875 241,99	713 642,38	161 599,61
				Subvention	4 176 451,05	1 007 766,89	1 126 501,40
				TOTAL	**5 051 693,04**	**1 721 409,27**	**1 288 101,01**
Les Echelles	Extension restructuration	736 133,06	307 548,90	Emprunt	214 217,28	174 665,47	39 551,81
				Subvention	93 331,62	93 331,62	0,00
				TOTAL	**307 548,90**	**267 997,09**	**39 551,81**
La Plagne	Construction	3 413 019,69	1 327 839,73	Emprunt	637 583,73	531 974,93	105 608,80
				Subvention	690 256,00	690 256,00	0,00
				TOTAL	**1 327 839,73**	**1 222 230,93**	**105 608,80**
TOTAL		**16 218 951,75**	**6 687 081,67**		**6 687 081,67**	**3 211 637,29**	**1 433 261,62**

Les opérations sur les CIS de Sud Lac et Chambéry sont terminées. Le solde versé en 2023 a été calculé sur le décompte définitif de l'opération.

Le remboursement des emprunts contractés pour les opérations sur les CIS d'Aix les Bains, La Plagne et Les Echelles a pris fin en 2023.

Les décomptes définitifs des opérations sur le CIS de Grésy-sur-Isère (versements du Département en 2022 et 2023 : 72 357,08 €) et Les Belleville (versements du Département en 2021 et 2022 : 351 730,17 €) ne sont pas encore réalisés. Ils pourraient faire l'objet d'un ajustement en 2024.

Engagée sur la programmation précédente, l'opération de construction du CIS d'Aix-les-Bains est à poursuivre en 2024.

Une nouvelle programmation est en cours d'élaboration, avec notamment des besoins identifiés sur Albertville ou Saint Jean-de-Maurienne.

Toutefois, compte tenu de l'impact possible de la révision du SDACR sur le maillage territorial, en fonction des orientations retenues, la finalisation de la nouvelle programmation immobilière devra intervenir après l'approbation du SDACR.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. 😐

« Permettre le fonctionnement des services d'incendie et de secours dans des conditions financières maitrisées »

Le dispositif de financement des CIS instauré en 2017, au regard de la programmation pluriannuelle du SDIS de la Savoie pour 2017/2024, a permis de donner de la visibilité budgétaire au SDIS pour lui permettre de réaliser des projets structurants, tout en maitrisant le cadrage budgétaire avec une subvention d'un montant annuel de 1 M€, revalorisée de + 500 000 € en 2020 pour tenir compte de l'évolution de la nature de certains projets.

Adoptée par le Conseil départemental lors de sa réunion du 18 décembre 2020, la convention pluriannuelle de partenariat signée le 25 janvier 2021 pour la période 2021 à 2023 a pour vocation de fournir un cadre pour la mise en œuvre des réformes nécessaires, en donnant au SDIS de la Savoie la visibilité budgétaire pour ce faire. La convention est également constituée d'engagements et d'objectifs donnés au SDIS73, en particulier s'agissant de la mise en œuvre de réformes structurelles de son organisation opérationnelle.

L'ensemble des mesures de réforme du SDIS73 s'est traduit néanmoins par des impacts budgétaires conséquents sur ces 3 exercices, dont l'essentiel du financement a été supporté par le Département.

Toutefois, cet exercice d'anticipation et de prévision a trouvé ses limites dans un contexte de forte tension inflationniste sur les charges de fonctionnement en matière d'énergies et de croissance de la masse salariale du fait de mesures gouvernementales prises à l'échelle nationale.

Ces éléments de contexte ont nécessité une réévaluation conséquente de la participation allouée par le Département au financement du SDIS de la Savoie dès 2022 et sur l'année 2023.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

Un diagnostic organisationnel, juridique et financier du Service a été conduit en 2020, préalablement à la mise en place d'un conventionnement pluriannuel traduisant les conséquences financières des orientations à mettre en œuvre sur les 3 prochaines années.

L'ensemble des mesures de réforme du SDIS73 s'est néanmoins traduit par des impacts budgétaires conséquents sur 3 exercices, dont l'essentiel du financement a été supporté par le Département, aggravés par le contexte de forte tension inflationniste sur les charges de fonctionnement en matière d'énergies et de croissance de la masse salariale du fait de mesures gouvernementales prises à l'échelle nationale.

La convention pluriannuelle de partenariat, signée le 25 janvier 2021, arrive à son terme en 2023.

La mise en place d'une nouvelle convention pluriannuelle devra intégrer les nouveaux enjeux opérationnels et financiers 2024-2028, issus de la révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) engagée en 2023 par le SDIS de la Savoie et dont l'approbation devrait intervenir en juillet 2024 au terme du processus d'analyse et de validation par les différentes autorités.

En fonction des choix réalisés visant de nouveaux effets opérationnels d'amélioration du Service, le SDACR va impacter significativement la trajectoire financière du SDIS de la Savoie sur les prochains exercices, dont l'essentiel de l'effort budgétaire sera une nouvelle fois supporté par les finances du Département.

S'agissant du financement des CIS, le travail sur une nouvelle programmation immobilière à compter de 2024 est en cours d'étude, tenant compte, en fonction des orientations retenues, de l'impact possible de la révision du SDACR sur le maillage territorial.





Approche Européenne

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **1ère commission**

Direction concernée :

- **Pôle Solidarités territoriales – Direction des politiques territoriales**

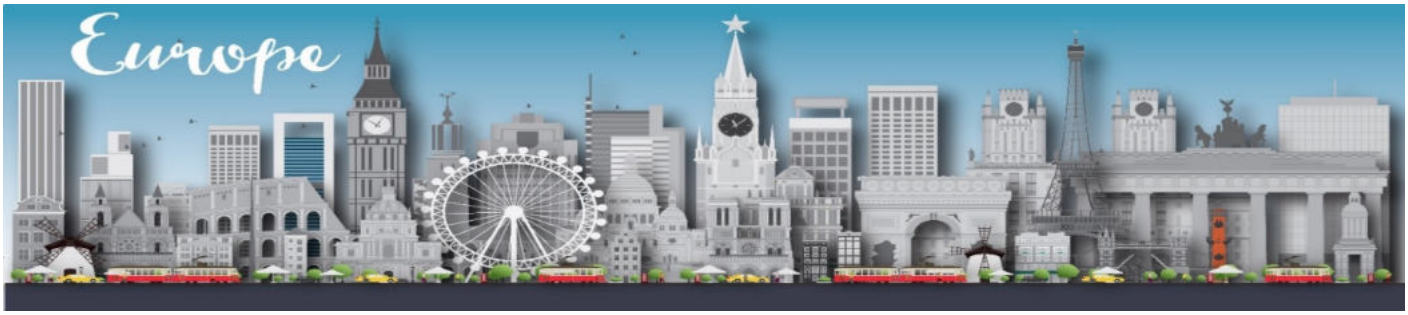


Comité de suivi du programme ALCOTRA à Courchevel le 5 juillet 2023

SOMMAIRE

SYNTHESE 109
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 110
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 112
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 114
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 121

SYNTHESE - PROGRAMMES EUROPÉENS



Des financements au bénéfice de nombreux projets pour la Savoie

Contexte

Les fonds européens, au travers des différents programmes, représentent un apport financier important pour la Savoie. Ils ont permis l'émergence de nombreux projets qui n'auraient sans doute pas vu le jour autrement. Ce sont ainsi près de 74 millions d'euros de retombées financières qui ont été perçues en Savoie sur la période 2014-2020.

Tous les 7 ans, l'Union européenne révise sa stratégie d'attribution des fonds européens pour répondre aux enjeux des territoires et des populations. Les priorités thématiques de la période 2021-2027 sont fortement influencées par les annonces de la Commission européenne en faveur d'un pacte vert pour l'Europe.

L'année 2023 fut l'année de démarrage effectif de la programmation européenne 2021-2027 avec la programmation de nombreux projets.

Principales réalisations

- Programmation de 17 projets pour le territoire savoyard dans le cadre l'appel à projets ALCOTRA « Nouveaux défis » et « Gouvernance » pour plus de 9M€ de retombées.
- Parution de l'appel à projet relatif aux stratégies territoriales et positionnement du Département en qualité de facilitateur et partenaire de 2 plans intégrés territoriaux (PITER+) pour la Savoie pour près de 5.7M€ de Feder chacun : PITER+ GraiesClimaLab coordonné par la Ville métropolitaine de Turin et PITER+ Hautes-Vallée 2030 coordonné par la conférence des Hautes-Vallées.
- Signature de la convention de subvention globale FSE+ et programmation d'une 1ère vague d'opération pour un montant de plus de 900 000 € de FSE + suite au lancement des 1ers appels à projets sur le volet inclusion.
- Accompagnement des 2 territoires labellisés LEADER 23-27 via l'enveloppe crédits spécifiques Europe : Tarentaise – Arlysère – Maurienne (TAM) pour 290 000 € / Entre Lacs et Montagnes regroupant les parcs naturels régionaux du massif des Bauges et de la Chartreuse, pour 210 000 €

Chiffres et indicateurs clés 2023 :

4,3 équivalents temps plein (ETP) (au sein de l'unité Europe du Service des Affaires Agricoles et Européennes), venant en appui à l'ensemble des services intervenant dans ce domaine.

5,5 M€ : Montant de la convention de subvention globale FSE+ 2021-2027 pour le Département sur le volet inclusion.

2 territoires Leader 23-27 labellisés en Savoie

Programmation du projet A-Mont autour de la stratégie de coopération transfrontalière portée avec la Région Piémont et la Région Autonome Vallée d'Aoste.

Enjeux

- Assurer le cofinancement de l'action départementale en matière de solidarité sociale, permettant ainsi une démultiplication des actions grâce aux fonds européens.
- Développer le financement d'actions du Département en matière de solidarité territoriale ou sociale par des fonds européens.
- Assurer un accompagnement technique pour le suivi et la mobilisation optimale des programmes européens.
- Garantir aux territoires l'effet levier des fonds européens par la mobilisation de crédits spécifiques "Europe" du Département.
- Ambition politique autour d'une réflexion visant à construire une stratégie de coopération transfrontalière conjointe avec les partenaires italiens.

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

L'année 2023 a amorcé le lancement effectif de la nouvelle période de programmation européenne 2021-2027, l'ensemble des programmes opérationnels ayant été validés par la Commission européenne. Afin d'accroître l'efficacité de l'action départementale, l'offre de services mise en place au sein de l'unité affaires européennes se renforce. L'objectif visé est de faciliter la mobilisation de financements européens en faveur des projets portés par la collectivité départementale, de consolider son rôle de relai des territoires auprès des instances en charge de la mise en œuvre des programmes européens ainsi que de renforcer ses relations transfrontalières par le développement d'une stratégie de coopération construite conjointement avec la Région Autonome de la Vallée d'Aoste et la Région Piémont au travers de la signature d'un accord-cadre transfrontalier.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Depuis 1989, les acteurs et territoires de la Savoie rassemblent toujours plus leurs énergies pour mobiliser des crédits européens.

Historiquement, le Département de la Savoie s'est efforcé d'obtenir des fonds européens dès le programme Interreg Alcotra entre 1989 et 1993 et son action s'est ensuite diversifiée par la mobilisation de crédits liés à la politique de développement rural (via l'objectif 5b financé par le FEDER, le FEOGA - Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole - et le FSE entre 1994 et 1999, puis l'objectif 2 entre 2000 et 2006, le programme LEADER).
La période de programmation 2007-2013 a vu une augmentation importante des retombées de l'ensemble des fonds que ce soit le FSE, le programme Alcotra, le FEDER régional et par la mise en place du POIA (Programme opérationnel interrégional massif Alpes) financé également par le FEDER. Ces fonds ont ainsi finalement atteint un total de près de 77 M€ de crédits européens sur la période 2007-2013. Pour la programmation 2014-2022, ce sont près de 74 M€ de fonds européens qui ont été investis au bénéfice de la Savoie.

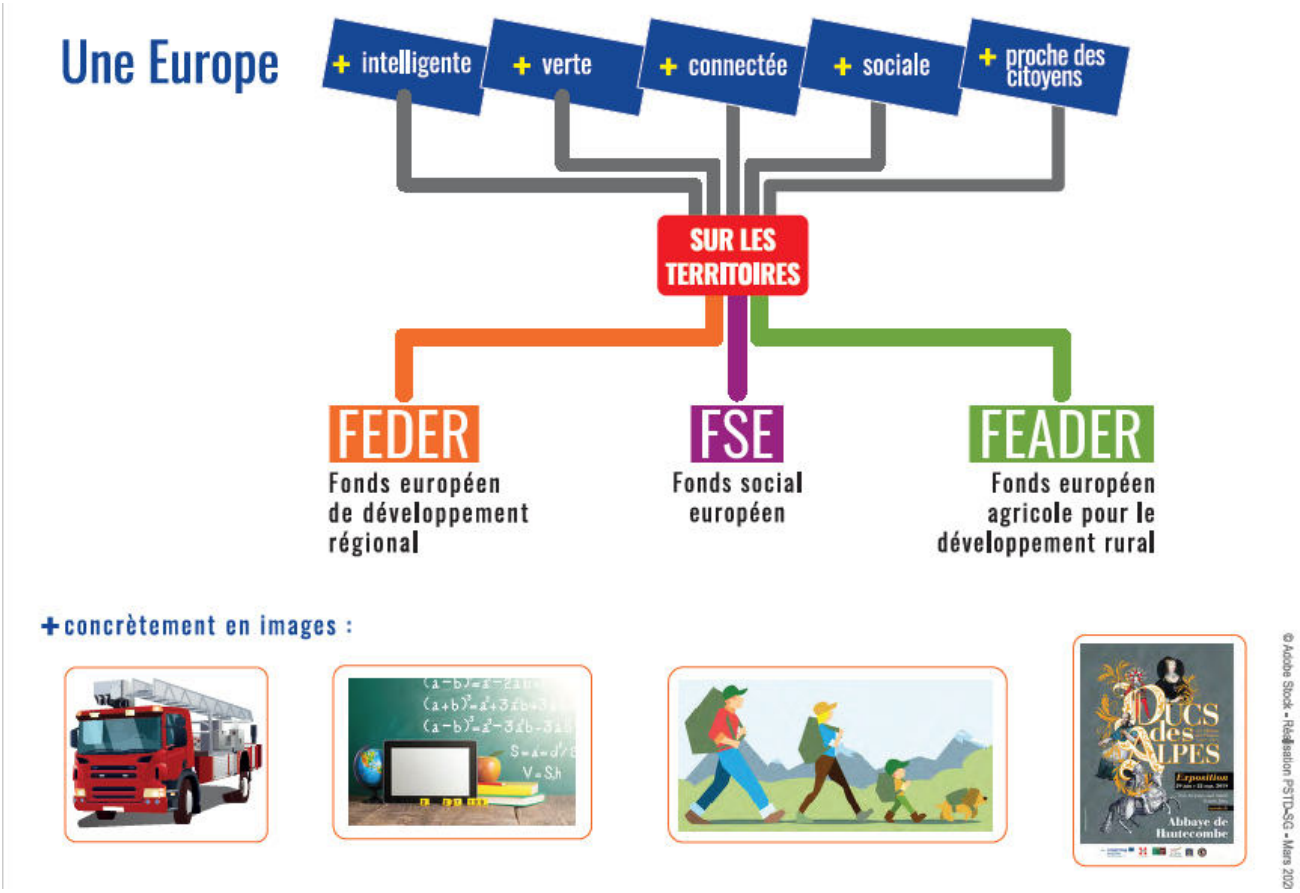
Au travers des différents programmes (Programme de coopération transfrontalière ALCOTRA, programme opérationnel Interrégional de massif Alpes - POIA, FSE national, FEDER/FSE régional, FEADER Leader), les fonds européens représentent aujourd'hui un apport financier important pour la Savoie. Ils ont permis l'émergence de nombreux projets qui n'auraient sans doute pas vu le jour autrement. Au fil des campagnes de programmation, le Département s'est attaché à maintenir sa capacité à bénéficier et faire bénéficier le territoire savoyard et ses acteurs des programmes financés par l'Union Européenne.

Ce résultat est le fruit d'une forte implication du Département que ce soit par sa participation aux instances de pilotage de programmes européens (ALCOTRA, POIA et FEDER régional), par la gestion en tant qu'organisme intermédiaire du volet inclusion du fonds social européen, ou par la mise en œuvre de crédits spécifiques dédiés aux projets européens sur le territoire savoyard (Alcotra et Leader plus particulièrement).

Ces programmations bénéficient donc aux territoires, mais également au Département lui-même pour la mise en œuvre de ses politiques et de ses propres projets (en matière d'insertion et d'actions patrimoniales notamment). Elles s'inscrivent dans un objectif d'optimisation des politiques de solidarité sociale et territoriale du Département à travers les fonds européens. Elles ont également permis de tester de nouvelles approches territoriales que ce soit au travers des plans intégrés territoriaux ou thématiques dans le programme Alcotra (PITER/PITEM) ou les espaces valléens sur le programme Massif des alpes POIA.

Tous les 7 ans, l'Union européenne révise sa stratégie d'attribution des fonds européens pour répondre aux enjeux des territoires et des populations. Les priorités thématiques de la période 2021-2027 sont fortement influencées par les annonces de la Commission européenne en faveur d'un pacte Vert pour l'Europe.
L'année 2024 sera donc une année importante avec la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des programmes européens de la période 2021-2027 qui concerne le territoire savoyard.

Par ailleurs, l'une des priorités importantes pour 2024 sera de consolider la coopération engagée avec nos partenaires italiens de la Région de la Vallée d'Aoste, de la Région Piémont et de la ville métropolitaine de Turin. Ceci sera travaillé en particulier dans le cadre du projet Alcotra A-mont (Accord cadre transfrontalier Montagne) qui a été approuvé en juillet 2023 lors du comité de suivi Alcotra.


Une Europe
+ intelligente
+ verte
+ connectée
+ sociale
+ proche des citoyens
SUR LES TERRITOIRES
FEDER
Fonds européen de développement régional
FSE
Fonds social européen
FEADER
Fonds européen agricole pour le développement rural
+concrètement en images :
Ducs des Alpes
Abbaye de Hautecombe
© Adobe Stock - Réalisation PSTD-SG - Mars 2020

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

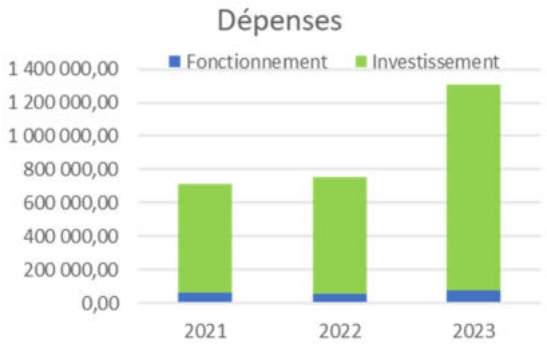
Secteurs budgétaires de la politique AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

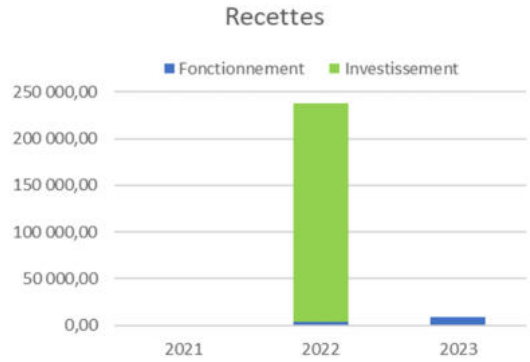
SECTEURS BUDGETAIRES

PROCEDURES CONTRACTUELLES

Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PROCEDURES CONTRACTUELLES	61 443,46	650 629,90	57 177,52	697 333,96	75 430,75	1 230 605,96
	total année : 712 073,36		total année : 754 511,48		total année : 1 306 036,71	

Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
PROCEDURES CONTRACTUELLES	0,00	0,00	3 721,57	234 277,70	8 596,76	0,00
	total année : 0,00		total année : 237 999,27		total année : 8 596,76	





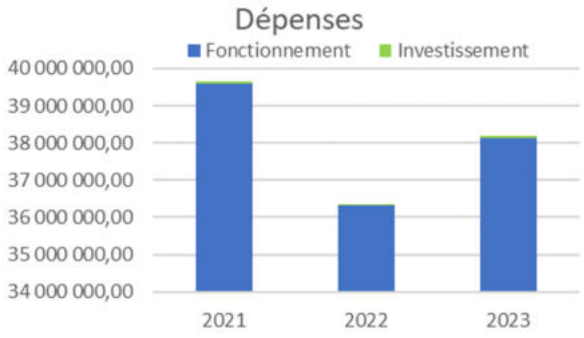
Secteurs budgétaires de la politique SOCIAL COHESION

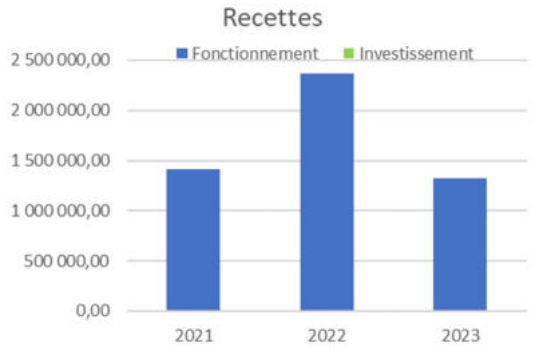
SECTEURS BUDGETAIRES

INSERTION RSA

Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
INSERTION RSA	39 598 459,14	62 793,50	36 339 906,07	14 000,00	38 137 982,79	41 000,00
	total année : 39 661 252,64		total année : 36 353 906,07		total année : 38 178 982,79	

Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
INSERTION RSA	1 410 078,66	0,00	2 370 509,41	0,00	1 320 171,89	0,00
	total année : 1 410 078,66		total année : 2 370 509,41		total année : 1 320 171,89	





Dépenses - Contrats départementaux	CA 2022		CA 2023 données au : 9 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Aff agric et europ	5 000,00	2 000,00	17 022,08	74 345,60
	total année : 7 000		total année : 91 367,68	



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
EAU PROPRE OCHENE	PROCEDURES CONTRACTUELLES (politique aménagement)	PSTD	DPT	4,24	4,33	4,25
	Sous-total du secteur			4,24	4,33	4,25
	INSERTION RSA (politique cohésion sociale)	PSTD	DPT	0,05	0,05	0,05
	Sous-total du secteur			0,05	0,05	0,05
TOTAL tous effectifs pour la politique				4,29	4,38	4,3

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

L'effectif « Métiers de l'Europe » du service des affaires agricoles et européennes est quasi entièrement cofinancé par des fonds européens :
- Chargée de mission FSE financée dans le cadre de l'assistance technique de la subvention globale FSE+,
- Gestionnaire valorisé dans le cadre du suivi de plusieurs projets opérationnels ALCOTRA,
- Chargée de coopération territoriale valorisée dans le cadre de l'assistance technique du programme Alcotra,
- Responsable d'unité valorisé dans le cadre des coûts forfaitaires relatifs aux différents programmes.

Les objectifs visés par l'offre de services de l'unité affaires européennes sont de faciliter la mobilisation de financements européens en faveur des projets portés par la collectivité départementale, et de renforcer son rôle de relai des territoires auprès des instances en charge de la mise en œuvre des programmes européens.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Optimiser les politiques de solidarité sociale et territoriale du Département avec les fonds européens	1.1. Assurer le cofinancement de l'action départementale en matière de solidarité sociale par des fonds européens	1.1.1. Accompagner le développement d'actions par les territoires dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion par la mobilisation du FSE
		1.1.2. Maintenir le niveau d'intervention du Plan Départemental d'Insertion à travers la subvention globale FSE
	1.2. Assurer un accompagnement technique pour le suivi et la mobilisation optimale des programmes européens	1.2.1. Maintenir le nombre de projets qui émargent sur des fonds européens
		1.2.2. Améliorer la sécurisation des opérations et les recettes attendues
	1.3. Développer le financement d'actions du Département en matière de solidarité territoriale ou sociale par des fonds européens	1.3.1. Augmenter la diversification des fonds européens pour accompagner les projets du Conseil Départemental et permettre une mise en œuvre des politiques départementales avec des financements européens (logique d'optimisation financière)
	1.4. Garantir aux territoires l'effet levier sur les fonds européens par la mobilisation de crédits spécifiques "Europe" du Département	1.4.1. Accroître le nombre de projets savoyards mobilisant les crédits spécifiques "Europe" du Département

Objectif politique	***1. Optimiser les politiques de solidarité sociale et territoriale du Département avec les fonds européens***
Objectif stratégique	***1.1. Assurer le cofinancement de l'action départementale en matière de solidarité sociale par des fonds européens***

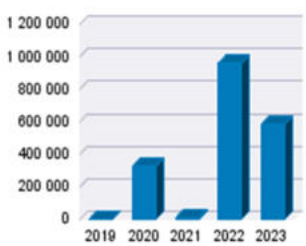
Objectif opérationnel	***1.1.1. Accompagner le développement d'actions par les territoires dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion par la mobilisation du FSE***

L'ensemble des retombées montre bien l'effet démultiplicateur du FSE qui permet d'aider plus de structures et/ou plus intensément avec relativement « peu » de crédits départementaux :

Les opérations « FSE-Territoires » apportent un financement à des opérations qui n'auraient probablement pas pu recevoir de crédits du Département dans d'autres circonstances.

1.1.1.1 PERF - Montant de subventions programmé au titre du FSE sans contreparties du Département

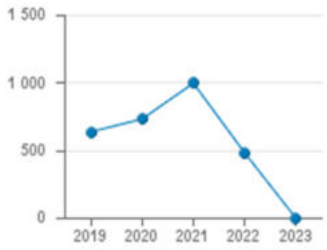
Période	Euros
2019	0
2020	320 343
2021	3 675
2022	952 290
2023	576 270



Dans le cadre de la Subvention Globale FSE+ 2022-2027 un système d'autorisation d'engagement/crédits de paiement a été instauré afin de rendre la gestion budgétaire plus efficace.
Suite à la publication de deux appels à projets début 2023, 10 d'opérations ont fait l'objet d'une programmation dont 6 opérations sans contrepartie départementales pour un montant de 576 270 €.

1.1.1.2 PERF - Nombre de participants ayant bénéficié d'une action d'insertion financée par le FSE

Période	Nombre
2019	640
2020	735
2021	1 000
2022	484
2023	0



En raison du retard pris par le conventionnement de la subvention globale FSE+, les opérations n'ont été programmées qu'au mois de décembre, la saisie des participants n'ayant pas pu être anticipée en raison de problème technique d'accessibilité de l'outils MDFSE+.

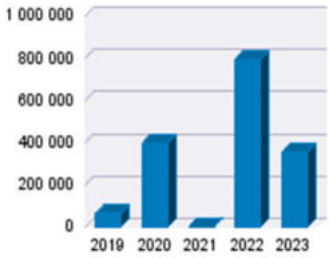
Objectif opérationnel	*1.1.2. Maintenir le niveau d'intervention du Plan Départemental d'Insertion à travers la subvention globale FSE*

L'ensemble des retombées montre bien l'effet démultiplicateur du FSE, qui permet d'avoir une politique de l'insertion renforcée et d'aider plus de structures et/ou plus intensément avec « peu » de crédits départementaux. Les « opérations du Programme Départemental d'insertion » ont donc besoin de moins de crédits départementaux permettant ainsi de plus importantes subventions et/ou plus de projets bénéficiaires.

1.1.2.1 PERF - Montant de subventions programmées au titre du FSE/PDI* (effet levier)

**Programme Départemental d'Insertion*

Période	Euros
2019	60 000
2020	395 105
2021	0
2022	790 418
2023	348 435



Suite à la publication de deux appels à projets début 2023, 10 d'opérations ont fait l'objet d'une programmation dont 4 opérations avec contre partie du programme Départemental d'insertion pour un montant FSE de 348 435€.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. ☺

« Assurer le cofinancement de l'action départementale en matière de solidarité sociale par des fonds européens »

Le Département de la Savoie agit en qualité d'organisme intermédiaire pour la gestion des subventions globales du fonds social européen (FSE) depuis 2008. C'est à ce titre qu'il gère une subvention globale sous le contrôle de l'autorité de gestion déléguée, à savoir la DREETS AURA (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), pour un montant de près de 5,5 M€ sur la période 2022 - 2027.

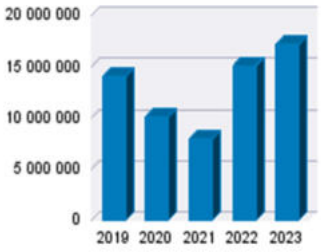
Objectif politique	*1. Optimiser les politiques de solidarité sociale et territoriale du Département avec les fonds européens*
Objectif stratégique	*1.2. Assurer un accompagnement technique pour le suivi et la mobilisation optimale des programmes européens*
Objectif opérationnel	*1.2.1. Maintenir le nombre de projets qui émargent sur des fonds européens*

La ligne de crédits spécifiques Europe du Département permet un effet levier très important (jusqu'à x4 sur le LEADER). Cette ligne de crédits spécifiques est fortement sollicitée par les territoires GAL LEADER, un peu moins sur les dossiers ALCOTRA en raison du fort taux d'intervention du programme (80 %).

A noter : Le Département de la Savoie est le seul département de la Région AURA à maintenir cette ligne de crédits spécifiques dédiée permettant l'émergence de projets qui n'auraient sans doute pas vu le jour sans cela.

1.2.1.1 ACT - Montant total des fonds européens programmés sur l'ensemble du territoire de la Savoie au titre du FEDER, du FSE, du FEADER

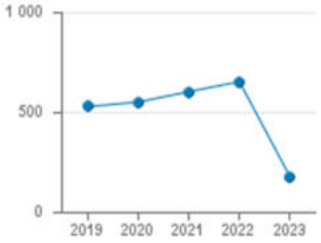
Période	Euros
2019	13 925 201
2020	10 051 897
2021	7 847 016
2022	14 996 984
2023	17 079 802



2023, une année de clôture de la programmation 2014-2020 notamment dans le cadre du FEADER d'où des montants encore importants ont fait l'objet de programmation.

1.2.1.2 ACT - Nombre de projets programmés sur l'ensemble du territoire de la Savoie au titre du FEDER, du FSE, du FEADER

Période	Nombre
2019	530
2020	553
2021	605
2022	655
2023	179



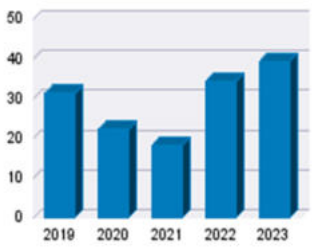
Le nombre de projets diminue en raison de la fin de programmation.

Objectif opérationnel	*1.2.2. Améliorer la sécurisation des opérations et les recettes attendues*

L'une des missions de l'Unité affaires européennes est d'assurer la sécurisation des recettes sur le volet ALCOTRA et sur le FSE dans le cadre de son offre de services.

1.2.2.1 PERF - Montant des fonds européens programmés / habitant

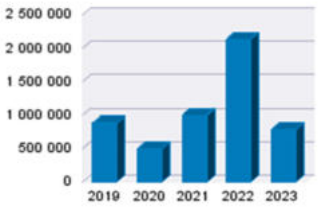
Période	Euros
2019	31
2020	22
2021	18
2022	34
2023	39



Dans le cadre de la fin de la précédente programmation et du démarrage de la nouvelle, le montant alloué par habitant est en hausse.

1.2.2.2 PERF - Montant des recettes perçues par rapport au montant des recettes programmées (FEDER, FSE, FEDER Alcotra)

Période	Euros
2019	868 724
2020	483 188
2021	989 795
2022	2 127 517
2023	766 930



L'encaissement des recettes intervient souvent avec un décalage de plusieurs années après la réalisation des projets, ce qui explique cette variation importante.

FOCUS SUR …

L'ACCUEIL DU COMITE DE SUIVI DU PROGRAMME DE COOPERATION FRANCE ITALIE ALCOTRA EN SAVOIE

Le mercredi 5 juillet 2023 le Département de la Savoie a accueilli à Courchevel le Comité de suivi du Programme ALCOTRA associant les représentants des territoires français et italiens.

Cette réunion a permis de sélectionner 35 projets de la Programmation 2021-2027, de définir le contenu des prochains appels à projets et d'accueillir le nouveau Conseil des jeunes.

Les 19 nouveaux membres du Conseil des jeunes ALCOTRA 2023-2024, premier conseil transfrontalier à être créé à l'échelle européenne en 2022, participant à la gouvernance du Programme ALCOTRA avec voix consultative, ont été également accueillis à Courchevel à cette occasion.

A l'issue du Comité de suivi, Nicolas DARAGON, Vice-Président de la Région AURA et Christiane BRUNET, Vice-présidente du Département, ont planté avec les autres partenaires du Programme ALCOTRA et les jeunes du Conseil des jeunes ALCOTRA 2023-2024, l'Arbre de la Coopération européenne transfrontalière en présence de la presse, une façon de souhaiter la bienvenue aux nouveaux jeunes qui s'engageront dans la gouvernance du Programme.

Enfin, précisons qu'un évènement intitulé « Rencontre de la jeunesse transfrontalière : entre dialogue et engagement » leur était destiné et s'est déroulé jusqu'au jeudi 6 juillet, au Chalet Lionel Terray dans le cadre du projet ALCOTRA « Respiration jeunesse ».

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Assurer un accompagnement technique pour le suivi et la mobilisation optimale des programmes européens »

Les fonds européens, au travers des différents programmes (Programme de coopération transfrontalière ALCOTRA, Programme Opérationnel Interrégional de massif Alpes - POIA, FSE national, FEDER/FSE régional, FEADER LEADER), représentent un apport financier important pour la Savoie. Ce sont ainsi plus de 74 M€ de retombées financières qui ont été perçues en Savoie sur la période 2014-2020, dont 10 M€ de recettes pour le Département.

Afin d'accroître l'efficacité de l'action départementale, l'offre de services mise en place au sein de l'Unité affaires européennes s'est renforcée, avec l'intégration d'une nouvelle chargée de coopération territoriale européenne au 1er janvier 2023. L'objectif visé est de faciliter la mobilisation de financements européens en faveur des projets portés par la collectivité départementale, de consolider son rôle de relai des territoires auprès des instances en charge de la mise en œuvre des programmes européens, ainsi que de renforcer les relations transfrontalières par le développement d'une stratégie de coopération construite conjointement avec la Région Autonome de la Vallée d'Aoste et la Région Piémont au travers de la signature d'un accord-cadre transfrontalier.

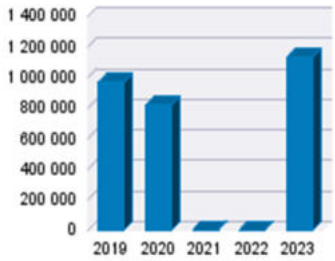
Objectif politique	*1. Optimiser les politiques de solidarité sociale et territoriale du Département avec les fonds européens*
Objectif stratégique	*1.3. Développer le financement d'actions du Département en matière de solidarité territoriale ou sociale par des fonds européens*
Objectif opérationnel	*1.3.1. Augmenter la diversification des fonds européens pour accompagner les projets du Conseil Départemental et permettre une mise en œuvre des politiques départementales avec des financements européens (logique d'optimisation financière)*

Pour mémoire : une délibération cadre, votée lors du DOB 2020 précisait la stratégie retenue dans le cadre de la préparation des programmes 2021-2027, ainsi que le rôle du Département :

- ➔ Faire valoir les intérêts du Département et de ses territoires auprès des différentes autorités de gestion,
- ➔ Maintenir des lignes de crédits spécifiques permettant un effet levier important,
- ➔ Faire converger les politiques départementales et européennes afin de permettre des retombées financières importantes pour le département et ses territoires.

1.3.1.1 ACT - Montant des fonds européens programmés pour les projets dont la collectivité est partenaire

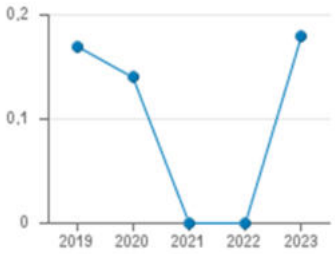
Période	Euros
2019	963 050
2020	810 756
2021	0
2022	0
2023	1 122 620



Les montants de cet indicateur correspondent aux 17 projets programmés lors du 1er appel à projet Alcotra.

1.3.1.1 PERF - Part des fonds européens programmés par rapport au budget global de la collectivité

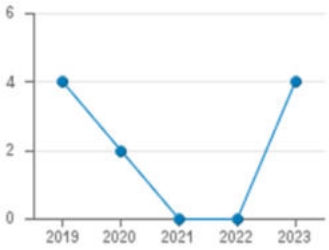
Période	Taux
2019	0,17
2020	0,14
2021	0,00
2022	0,00
2023	0,18



De nombreux projets ont été programmés dans le cadre du lancement de la nouvelle période de programmation.

1.3.1.2 ACT - Nombre de projets programmés dont la collectivité est partenaire

Période	Nombre
2019	4
2020	2
2021	0
2022	0
2023	4



Les 4 projets dont la collectivité est partenaire :

- SavoiaExperience : une destination patrimoniale et touristique unique, entre Savoie et Piémont, autour des demeures historiques de la Maison de Savoie
- DIGITALPS Museum : projet transfrontalier à destination des musées des départements de la Savoie et des Alpes de Haute-Provence, de la Région autonome de la vallée d'Aoste et de la Région Ligurie. Il a pour objectif commun de valoriser le patrimoine en créant un musée virtuel transfrontalier.
- ESCAPE : Evasion Scientifique pour Construire un Avenir Plus Ecologique : apprentissage ludique et scientifique des enjeux de la transition écologique dans l'espace alpin transfrontalier.
- A-Mont : stratégie de coopération transfrontalière entre la Région Piémont, Région Autonome Vallée d'Aoste et le CD73.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3 ☺

« Développer le financement d'actions du Département en matière de solidarité territoriale ou sociale par des fonds européens »

L'Unité Europe se mobilise pour favoriser la programmation d'actions bénéficiant de fonds européens pour le Département lui-même (culture d'optimisation financière et de la recette) dans le cadre de la programmation européenne 2021-2027.



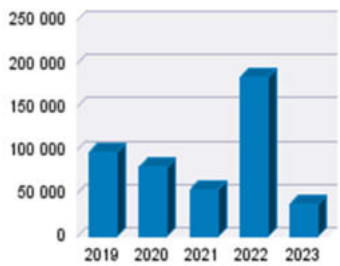
Objectif politique	***1. Optimiser les politiques de solidarité sociale et territoriale du Département avec les fonds européens***
Objectif stratégique	***1.4. Garantir aux territoires l'effet levier sur les fonds européens par la mobilisation de crédits spécifiques "Europe" du Département***
Objectif opérationnel	***1.4.1. Accroître le nombre de projets savoyards mobilisant les crédits spécifiques "Europe" du Département***

Pour mémoire : une délibération cadre, votée lors du DOB 2020 précisait la stratégie retenue dans le cadre de la préparation des programmes 2021-2027, ainsi que le rôle du Département :

- ➔ Faire valoir les intérêts du Département et de ses territoires auprès des différentes autorités de gestion,
- ➔ Maintenir des lignes de crédits spécifiques permettant un effet levier important,
- ➔ Faire converger les politiques départementales et européennes afin de permettre des retombées financières importantes pour le département et ses territoires.

1.4.1.1 ACT - Montant des crédits spécifiques mobilisés (effet levier)

Période	Euros
2019	96 475
2020	79 268
2021	52 666
2022	182 157
2023	36 127



Les crédits spécifiques Leader ont été sollicités en lien avec la réaffectation des reliquats de fin de programme.

Le taux de financement Alcotra atteignant 85% du plan de financement, les partenaires publics n'ont pas sollicité l'enveloppe de crédits spécifiques autant que lors de la programmation précédente.

A noter : dans le cadre de la période de programmation 2021-2027, le taux d'intervention Alcotra est passé à 80%.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.4. ☺

« Garantir aux territoires l'effet levier sur les fonds européens par la mobilisation de crédits spécifiques "Europe" du Département»

Sur la période de programmation 2014-2020, 88 projets ont été accompagnés au titre de l'enveloppe dédiée, soit une aide de 432 142 € de crédits spécifiques, permettant de mobiliser 1,7 M€ de fonds européens agricoles pour le développement rural (FEADER).

La ligne de crédits spécifiques Europe du Département permet un effet levier très important (jusqu'à x4 sur le LEADER), Cette ligne de crédits spécifiques est fortement sollicitée par les territoires Leader, un peu moins sur les dossiers ALCOTRA en raison du fort taux d'intervention du programme (85 %). A noter : Le Département de la Savoie est le seul Département de la Région AURA à maintenir cette ligne de crédits spécifiques dédiée permettant l'émergence de projets qui n'auraient sans doute pas vu le jour sans cela.

Après deux années de transition (2021 et 2022), le dispositif LEADER 2014-2020 s'est terminé, les derniers engagements juridiques étant intervenu fin avril 2023 et ayant permis ainsi aux territoires labellisés d'optimiser leur maquette financière.

Suite à l'appel à candidatures lancé en mars 2022, la Région Auvergne–Rhône–Alpes a procédé à la sélection des territoires labellisés « LEADER 23-27 ». Pour la Savoie, il s'agit des territoires :

- Tarentaise – Arlysère – Maurienne (TAM) regroupant la communauté d'agglomération Arlysère, l'assemblée de pays Tarentaise-Vanoise et le syndicat mixte des pays de Maurienne, avec une enveloppe FEADER (Fonds européen agricole et de développement rural) de 2 257 087 €.
- Entre Lacs et Montagnes, regroupant les parcs naturels régionaux du massif des Bauges et de la Chartreuse, (tout en précisant que le périmètre de ce territoire couvre 3 départements : Isère, Savoie et Haute-Savoie), avec une enveloppe FEADER de 4 497 565 €.

Il a été proposé une répartition de l'enveloppe départementale dédiée proportionnelle aux montants des enveloppes FEADER soit :
- 290 000 € pour le territoire « T.A.M » – Tarentaise – Arlysere – Maurienne,
- 210 000 € pour le territoire « Entre Lacs et Montagnes ».

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

AJUSTEMENTS FORMALISES

OBJECTIF STRATÉGIQUE	MESURES	Résumé de la PROPOSITION d'adaptation de la politique/dispositif	CALENDRIER de mise en application	Suivi des impacts budgétaires et ETP	NIVEAU DE RÉALISATION de l'ajustement			
					25%	50%	75%	100%
1.2 Assurer un accompagnement technique pour le suivi et la mobilisation optimale des programmes européens	1 E1 Accompagnement et suivi de la mobilisation des programmes européens en Savoie	A poursuivre					☺	
1.3. Développer le financement d'actions du Département en matière de solidarité territoriale ou sociale par des fonds européens	1 E3 Augmenter l'accompagnement des projets du Département par des financements européens	A poursuivre					☺	
1.4. Garantir aux territoires l'effet levier sur les fonds européens par la mobilisation de crédits spécifiques "Europe" du Département	1 E2 Garantir aux territoires l'effet levier sur des fonds européens par la mobilisation de crédits spécifiques «Europe» du Département	A poursuivre lorsque cela est nécessaire A conserver dans le cadre de la future période de programmation notamment au vu de la baisse des taux d'intervention					☺	

L'Union européenne révise, tous les 7 ans, la stratégie d'attribution des fonds européens pour répondre aux enjeux des territoires et des populations. Les nouvelles priorités thématiques sont fortement influencées par les annonces de la Commission européenne en faveur d'un Pacte Vert pour l'Europe et d'une politique de cohésion qui doit répondre à la crise sanitaire et économique que traverse l'Europe actuellement.
Pour la période 2021-2027, ces fonds soutiennent 5 objectifs stratégiques visant à rendre l'Europe plus compétitive, plus verte, plus résiliente et à faibles émissions de carbone, plus connectée, plus sociale et inclusive et toujours plus proche des citoyens.

Les fonds européens sont mis en œuvre au travers de différents programmes régionaux et interrégionaux déclinés en axes d'intervention et objectifs concrets qui répondent aux thématiques d'innovation, de soutien aux PME, d'écologie, de développement rural et de formation professionnelle. Des thématiques nouvelles pourront être soutenues par les fonds européens notamment pour répondre aux enjeux mis en lumière par la crise sanitaire dont la santé et le tourisme.

Par ailleurs, le Département s'engage vers le renforcement des relations transfrontalières par le portage d'une stratégie de coopération transfrontalière. Ainsi, un renforcement de la dynamique partenariale avec la Région Vallée d'Aoste a été enclenchée, sur cette nouvelle programmation, à travers le projet « Respiration Jeunesse », porté par le Département en tant que chef de file et qui préfigure la mise en place d'un protocole d'accord transfrontalier sur la politique jeunesse, et au travers du Projet « A-mont » dont l'ambition est la signature d'un accord cadre transfrontalier.
L'objectif de la démarche sera de disposer d'un cadre de référence en matière de coopération transfrontalière pour avoir une intervention fondée, plus structurée, plus efficace et d'affirmer le rôle du Département comme un moteur de la coopération transfrontalière.
Il s'agira plus largement de se saisir de la coopération transfrontalière comme riche de réelles plus-values, contribuant directement à la réalisation des priorités de développement territorial identifiées par le Département. Pour ce faire, il est proposé de développer une stratégie transfrontalière construite conjointement avec la Région Autonome de la Vallée d'Aoste et la Région Piémont au travers de la signature d'un accord-cadre transfrontalier.



Agriculture

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **3ième commission**

Directions concernées :

- **Pôle Solidarités territoriales – Direction des politiques territoriales**
- **Pôle Solidarités territoriales – Laboratoire d'analyses vétérinaires**



SOMMAIRE

SYNTHESE 125
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 126
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 127
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs..... 129
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 141

1,10%



L'année 2023 est transitoire pour les politiques départementales d'intervention dans les domaines de l'agriculture et de la forêt, d'une part avec la reprise des dispositifs conduits depuis 2013 par le Conseil Savoie Mont Blanc et d'autre part un travail de concertation avec les acteurs de ces filières pour proposer en 2024 de nouvelles politiques pour maintenir des productions de qualité tout en relevant les défis actuels.
Cette transition représente l'opportunité pour le Département d'appréhender de manière globale les programmes et projets sur ces thématiques, notamment en y incluant les analyses vétérinaires, le suivi de l'abattoir de Chambéry, la démarche en faveur d'un développement des circuits courts.

Contexte

Les filières agriculture et forêt en Savoie misent sur des productions de qualité. Si ces orientations ont permis de dégager de fortes valeurs ajoutées, ces filières doivent aujourd'hui s'adapter, innover pour répondre aux enjeux climatiques, sociétaux environnementaux, et de renouvellement des générations.

Principales réalisations

- Poursuite des travaux initiés dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial (PAT) : mise en place d'une filière viande hachée savoyarde, réflexion pour répondre aux besoins en logistique alimentaire, création de deux sociétés coopératives d'intérêt collectif (Foncière et ceinture verte),
- Finalisation des travaux de modernisation de l'abattoir de Chambéry,
- Engagement du Département dans le nouveau cadre du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) mis en œuvre à partir du 1er janvier 2023.
- Soutien exceptionnel aux éleveurs et arboriculteurs fortement impactés par la sécheresse de l'été 2022,

Enjeux

- Soutenir les filières agricoles et bois dans la production, la transformation et la commercialisation,
- Accompagner l'évolution de l'agriculture et de l'exploitation forestière en prenant en compte la question environnementale,
- Préserver et aménager les espaces agricoles et forestiers pour maintenir les capacités de production locale,
- Sensibiliser le grand public à la qualité des produits et filières agricoles et forestiers savoyards,
- Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement au service des filières agricoles et forestières savoyardes,
- Participer à améliorer la qualité sanitaire des élevages (laboratoire).

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

7 M€ *(CA 2023)*

23,61 équivalents temps plein *(ETP)* permanents

2 000 exploitations agricoles

406 bénéficiaires de subventions

2,5 M€ d'aides à l'investissement programmés

665 964 € : montant des taxes d'analyse perçues au laboratoire d'analyses vétérinaires

Perspectives de l'action départementale en quelques mots...

Les perspectives de travail pour les deux ans à venir concernent les thématiques suivantes :

- La finalisation des politiques agricoles et forêt-filière bois, suite à l'arrêt d'une politique mutualisée avec le Département de Haute Savoie dans le cadre du Conseil Savoie Mont Blanc : mise en place de contrats par filière permettant de fédérer les acteurs autour des défis à relever,
- La mise en œuvre d'actions exemplaires par le Département, par exemple dans la construction avec du bois local,
- Le développement d'actions opérationnelles dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial : engager des installations d'exploitants notamment en maraichage grâce aux outils mis en place (foncière et ceinture verte), développer la viande hachée locale, accompagner l'organisation logistique des circuits courts et la diversification des exploitations.

Concernant le Laboratoire Départemental d'Analyses Vétérinaires (LDAV), la dissolution du CSMB et les enjeux réglementaires (maintien des agréments pour les analyses officielles en sérologie) nécessitent :

- la mise en place d'une analyse de dépistage du virus BVD pour les éleveurs savoyards, analyse réalisée jusqu'alors par le LIDAL,
- la reprise des analyses de prophylaxie transférées il y a 2 ans au LVD38 dans le cadre du protocole de mutualisation.

Le protocole de mutualisation entre les laboratoires vétérinaires de Savoie et de l'Isère doit donc être revu pour, au-delà de la mise à disposition du poste de directeur et du responsable qualité, porter sur l'harmonisation des fonctions support (qualité, groupement de commande, métrologie).

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

L'agriculture de la Savoie représente 1,6% des emplois totaux du Département de la Savoie (contre 2,4% au niveau national), pour 2 000 exploitations agricoles et 5 800 actifs en équivalent temps plein. La surface agricole du Département est de 120 000 ha, soit 20% de la surface totale du Département. La surface forestière est de 220 000 ha environ, soit 35% de la surface totale. Les caractéristiques montagnardes représentent des contraintes à l'activité agricole et forestière (pentes, climat).



Dans ce contexte, l'agriculture de Savoie s'est engagée depuis plusieurs décennies dans les productions sous signe de qualité. La Savoie dispose ainsi de 13 productions sous indications géographiques (Appellations d'Origine Protégée AOP, Indication Géographique Protégée IGP), qui permettent de dégager une forte valeur ajoutée sur l'ensemble de la filière et notamment en faveur des producteurs. En ce sens, l'objectif politique affiché de maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée s'inscrit dans cette ligne directrice.

En termes de conjoncture, l'année 2023 a plutôt été bonne. Toutefois, les exploitations doivent maintenir leurs efforts pour conserver la qualité des produits, tout en gardant leurs débouchés face à la concurrence, en s'adaptant au changement climatique et principalement à la ressource en eau, en se protégeant contre les aléas climatiques, dans un contexte de forte inflation.

Sur le secteur de la filière bois, l'année 2023 a été sévèrement marquée par une crise du scolyte sur les épicéas, impactant plus de 100 000m^3 en Savoie. Ce sont des bois qu'il faut sortir des forêts pour les regénérer mais qui peinent à trouver une valorisation permettant d'équilibrer l'équation. L'enjeu est fort également en termes paysager et de risques.

FOCUS SUR …

CRÉATION DE DEUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'INTÉRÊT COLLECTIF (SCIC) :
FONCIÈRE DE SAVOIE ET CEINTURE VERTE

Fin 2023, le Département, associé à la chambre d'agriculture Savoie Mont Blanc, l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) et 10 EPCI, a créé la SCIC Foncière de Savoie. Outil au service des agriculteurs et des collectivités, cette société coopérative vise à mobiliser du foncier pour développer les productions alimentaires en circuits courts dans un contexte de forte pression foncière. Ainsi, le foncier acquis permet à des agriculteurs savoyards de s'installer en production déficitaire (maraichage, volailles, porcs…) . Une fois l'exploitation consolidée, le foncier est rétrocédé à l'exploitant, à un bailleur collectif privé ou à une collectivité (5 à 15 ans).
Également créée fin 2023, la SCIC Ceinture verte de Savoie est axée sur des unités de maraichage. Elle acquiert ou loue du foncier, réalise les aménagements nécessaires à l'exploitation (serres, irrigation, bâtiments de stockage) et loue à un exploitant qu'elle accompagne, sans rétrocession à terme.

FOCUS SUR …

L'ABATTOIR DE CHAMBÉRY :
UN OUTIL AU SERVICE DE L'ALIMENTATION EN CIRCUITS COURTS

Suite à un audit commandité par le syndicat mixte de l'abattoir de Chambéry, pour définir les axes de consolidation et de développement de l'abattoir, et afin de répondre aux attentes sociétales et environnementales, l'abattoir a fait l'objet d'un projet de modernisation de 4 millions d'euros HT, subventionné à hauteur de 826 000€ par France Relance. Ces travaux concernent une extension du bâtiment pour accueillir une porcherie, une salle pour le traitement des cuirs, un nouveau système de production de froid plus économe en énergie.
Par ailleurs, des aménagements dans le process d'abattage ont été réalisés pour améliorer les conditions de travail du personnel. Une troisième chambre froide a été créée pour développer l'activité viande hachée, dans le cadre du projet alimentaire territorial (PAT).
Les travaux ont été inaugurés le 19 octobre 2023.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

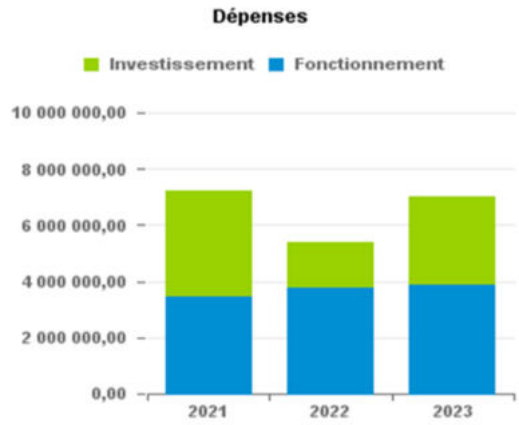
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

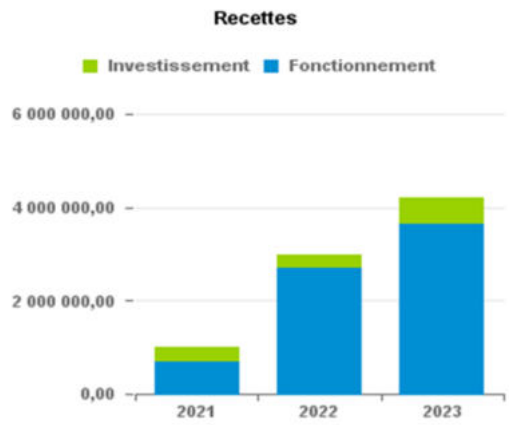
Secteurs budgétaires de la politique AGRICULTURE

SECTEURS BUDGETAIRES
AGRICULTURE ET FORETS
LUTTE CONTRE LES MALADIES DES ANIMAUX

Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
AGRICULTURE ET FORETS	2 555 945,30	3 731 852,90	2 980 295,59	1 599 457,94	2 987 348,59	3 154 892,40
LUTTE CONTRE LES MALADIES DES ANIMAUX	912 081,38	0,00	795 321,96		861 471,43	
Dépenses par section :	**3 468 026,68**	**3 731 852,90**	**3 775 617,55**	**1 599 457,94**	**3 848 820,02**	**3 154 892,40**
	total année : 7 199 879,58		**total année : 5 375 075,49**		**total année : 7 003 712,42**	

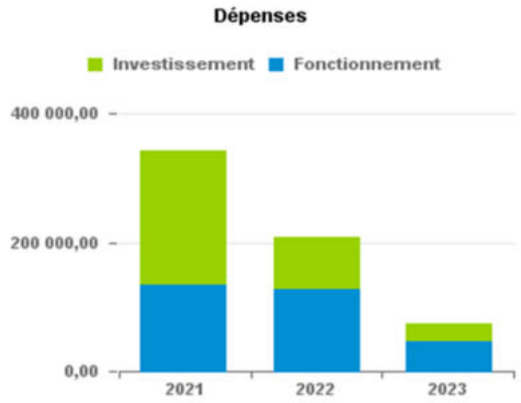
Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
AGRICULTURE ET FORETS	705 954,06	296 274,00	2 714 339,99	255 828,00	3 655 224,63	544 861,46
Dépenses par section :	**705 954,06**	**296 274,00**	**2 714 339,99**	**255 828,00**	**3 655 224,63**	**544 861,46**
	total année : 1 002 228,06		**total année : 2 970 167,99**		**total année : 4 200 086,09**	

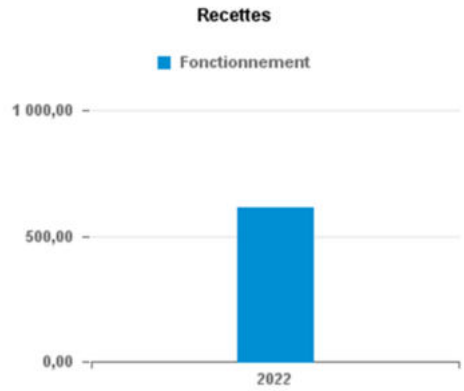




Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Aff agric et europ	**134 538,44**	**208 625,00**	**128 240,53**	**79 265,10**	**46 672,94**	**27 300,00**
	total année : 343 163,44		**total année : 207 505,63**		**total année : 73 972,94**	

Recettes - CTS 3E GENERATION	CA 2022
	Recette Fonctionnement
PSTD DPT Aff agric et europ	**610,00**





Dépenses - Contrats départementaux	CA 2022		CA 2023 données au : 3 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Aff agric et europ	5 000,00	2 000,00	17 022,08	74 345,60
	total année : 7 000		total année : 91 367,68	



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
AGRICULTURE	AGRICULTURE ET FORETS	PSTD	DPT	5,93	5,85	6,44
	Sous-total du secteur			5,93	5,85	6,44
	LUTTE MALADIE ANIMAUX	PSTD	LDAV	17,2	15,96	17,17
	Sous-total du secteur			17,2	15,96	17,17
TOTAL tous effectifs pour la politique				23,13	21,81	23,61

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

L'équipe agriculture, alimentation, forêt s'est fortement mobilisée en 2023 pour conduire l'ensemble des missions malgré deux départs d'agents remplacés plusieurs mois après leur départ effectif.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

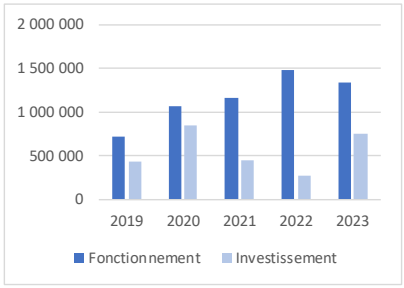
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée	1.1. Soutenir les filières agricoles et bois dans la production, la transformation et la commercialisation	1.1.1. Soutenir la production agricole et forestière savoyarde
		1.1.2. Soutenir la transformation des produits agricoles et forestiers de Savoie
		1.1.3. Soutenir la commercialisation des produits agricoles, agro-alimentaires et forestiers de Savoie
		1.1.4. Permettre à l'abattoir de Chambéry de fonctionner de manière optimale en volume et en qualité sanitaire
		1.1.5. Mettre en place une démarche sur les circuits courts et l'alimentation
		1.1.6. Soutenir le pastoralisme
		1.1.7. Valoriser le patrimoine forestier, agricole et pastoral départemental
	1.2. Accompagner l'évolution de l'agriculture et de l'exploitation forestière en prenant en compte la question environnementale	1.2.1. Accompagner l'évolution des pratiques agricoles et forestières pour un meilleur respect de l'environnement
		1.2.2. Accompagner l'adaptation au changement climatique des professionnels agricoles et forestiers
	1.3. Préserver et aménager les espaces agricoles et forestiers pour maintenir les capacités de production locale en Savoie Mont-Blanc	1.3.1. Accompagner les stratégies foncières locales et aider au développement d'une gestion intégrée des espaces, auprès des collectivités, des collectifs d'acteurs et des opérateurs
	1.4. Sensibiliser le grand public à la qualité des produits et filières agricoles et forestiers savoyards	1.4.1. Favoriser l'accueil du public dans les forêts départementales
		1.4.2. Soutenir la promotion des produits agricoles et forestiers savoyards
	1.5. Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement au service des filières agricoles et forestières savoyardes	1.5.1. Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement au service des filières agricoles et forestières savoyardes
	1.6. Améliorer la qualité sanitaire des élevages	1.6.1. Développer le contrôle sanitaire des cheptels en garantissant aux éleveurs savoyards un accompagnement à des conditions favorables

Objectif politique	*1. Maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée*
Objectif stratégique	*1.1. Soutenir les filières agricoles et bois dans la production, la transformation et la commercialisation*
Objectif opérationnel	*1.1.1. Soutenir la production agricole et forestière savoyarde*

Pour cet objectif, l'essentiel du soutien aux projets d'investissements vient en complément des financements apportés par les fonds européens (FEADER) et la Région Auvergne Rhône Alpes. L'objectif a été atteint en 2023 puisque la totalité des projets pour lesquels des demandes de financement ont été faites ont été soutenus.

1.1.1.1 PERF - Montant des subventions en faveur de la production agricole

Période	Fonctionnement	Investissement
2019	721 109	440 135
2020	1 061 964	850 838
2021	1 162 968	454 614
2022	1 476 805	275 226
2023	1 341 126	758 311





En fonctionnement, ces subventions correspondent au soutien général en faveur des organismes agricoles, qui permettent aux agriculteurs de bénéficier d'un certain nombre de services (conseil et accompagnement des agriculteurs, soutien au sanitaire, syndicats agricoles, services de remplacement, etc.).

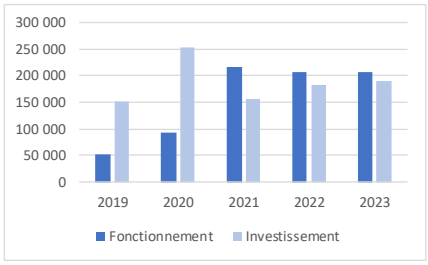
En investissement, le Département intervient aux côtés de la Région dans le cadre du « Plan Stratégique National », notamment pour le « soutien aux investissements dans les bâtiments d'élevage ». Ce Plan représente en 2023 une subvention de l'ordre de 480 000€.

Le Département intervient également dans le cadre de contrats de filière ovine, caprine, viticole, fruits et légumes à hauteur de 20% à 40% du coût de l'investissement total. Cette intervention permet la modernisation des exploitations de ces différentes filières (aide à l'acquisition de matériels plus performants, serres, etc.).

Au total, les subventions versées ont généré un investissement de près de 6,5 millions d'euros par les différents porteurs de projet.

1.1.1.1 PERF - Montant des subventions en faveur de la production forestière

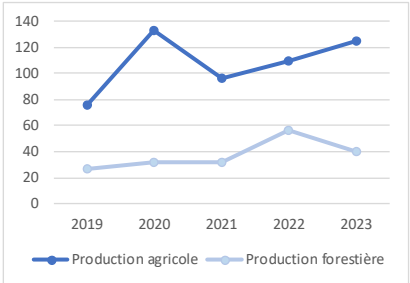
Période	Fonctionnement	Investissement
2019	52 287	150 982
2020	92 329	253 178
2021	217 075	156 789
2022	206 354	184 168
2023	206 304	191 162



En fonctionnement, il s'agit des subventions versées aux organisations de propriétaires publics et privés pour les actions favorisant l'exploitation forestière (actions en faveur du regroupement foncier, accompagnement des projets et travaux d'exploitation…).
En investissement, l'intervention du Département a permis d'améliorer l'accessibilité en forêt (investissements sur les pistes et routes forestières, soutien à l'exploitation par câble).

1.1.1.2 ACT - Nombre de dossiers de demandes de subvention soutenus dans le cadre du soutien à la production

Période	Production agricole	Production forestière
2019	76	27
2020	133	32
2021	96	32
2022	110	56
2023	125	40



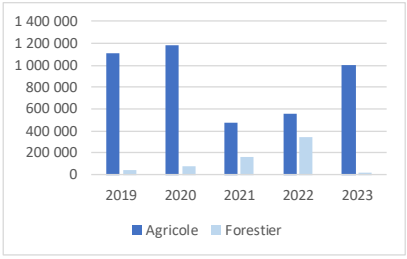
Le nombre de dossiers traités demeure soutenu et est en hausse par rapport à 2022.

Objectif opérationnel	1.1.2. Soutenir la transformation des produits agricoles et forestiers de Savoie

Cet objectif opérationnel est atteint, avec une dynamique enclenchée sur les démarches de circuits courts au niveau des ateliers à la ferme, tout en conservant une place significative pour les outils collectifs (coopératives).

1.1.2.1 PERF - Montant des subventions d'investissement en faveur de la transformation des produits agricoles et forestiers

Période	Agricole	Forestier
2019	1 108 714	40 034
2020	1 182 558	73 694
2021	473 979	158 589
2022	563 398	339 227
2023	1 002 855	15 685

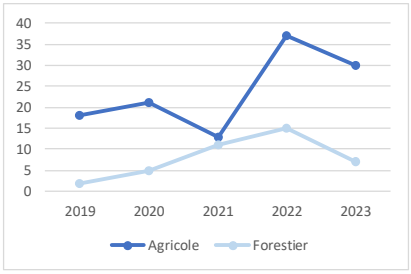


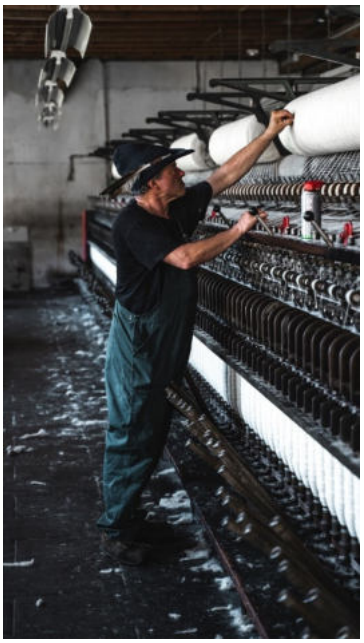


Les nouveaux dispositifs du plan stratégique national, cofinancés par le FEADER, ont redonné de la visibilité aux porteurs de projet et permis d'accompagner des projets structurants.

1.1.2.2 ACT - Nombre de dossiers de demandes de subvention soutenus dans le cadre du soutien à la transformation des produits agricoles et forestiers

Période	Agricole	Forestier
2019	18	2
2020	21	5
2021	13	11
2022	37	15
2023	30	7



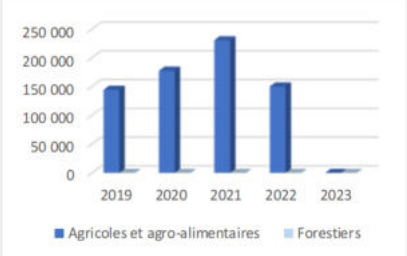


Le nombre de dossiers agricoles augmente significativement en investissement sous l'effet de la dynamique autour des circuits courts.

Objectif opérationnel	1.1.3. Soutenir la commercialisation des produits agricoles, agro-alimentaires et forestiers de Savoie

1.1.3.1 PERF - Montant des subventions d'investissement en faveur de la commercialisation des produits agricoles et agro-alimentaires et forestiers savoyards

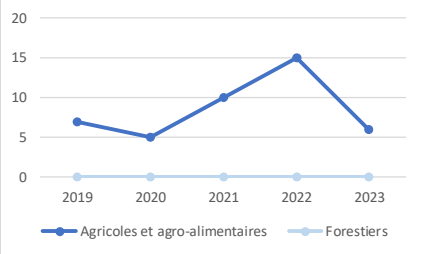
Période	Agricoles et agro-alimentaires	Forestiers
2019	144 623	0
2020	177 821	0
2021	230 820	0
2022	150 474	0
2023	0	0



Les incertitudes sur les aides FEADER à compter de 2023 ont amené les porteurs de projets à déposer en masse leurs dossiers en 2021 et 2022. De nouveaux projets collectifs sont impulsés mais n'ont pas pu se concrétiser en 2023.

1.1.3.2 ACT - Nombre de dossiers de demandes de subvention soutenus dans le cadre du soutien à la commercialisation des produits agricoles et agro-alimentaires et forestiers

Période	Agricoles et agro-alimentaires	Forestiers
2019	7	0
2020	5	0
2021	10	0
2022	15	0
2023	6	0



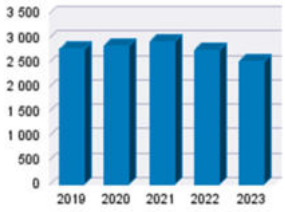
Les incertitudes sur les aides FEADER à compter de 2023 ont amené les porteurs de projets à déposer en masse leurs dossiers en 2021 et 2022. De nouveaux projets collectifs sont impulsés mais n'ont pas pu se concrétiser en 2023.

Objectif opérationnel	*1.1.4. Permettre à l'abattoir de Chambéry de fonctionner de manière optimale en volume et en qualité sanitaire*

1.1.4.1 ACT - Tonnage de viande valorisée par l'abattoir de Chambéry



Période	Tonnes
2019	2 748
2020	2 830
2021	2 900
2022	2 727
2023	2 500



Le Syndicat mixte de l'abattoir de Chambéry (SMAC), composé à 75% du Département et à 25% de Grand Chambéry, est la structure porteuse de l'abattoir. Sa gestion est confiée à la SAB (Savoie Abattage) dans le cadre d'une Délégation de Service Public.
Après la forte embellie de 2021 liée au contexte post-Covid, les tonnages abattus ont diminué à environ 2 700 tonnes, soit le niveau d'avant crise Covid.

L'année 2023 connait un recul lié notamment à la période de fermeture de l'abattoir pour les travaux de modernisation.

Objectif opérationnel	*1.1.5. Mettre en place une démarche sur les circuits courts et l'alimentation*

1.1.5.1 PERF - Part des exploitations agricoles en démarches de circuits courts

Période	Taux
fin2019	40
fin2020	0
fin2021	45
fin2022	45
fin2023	45

Depuis fin 2018, le Département anime et porte une réflexion à l'échelle de la Savoie pour le développement des circuits courts et une alimentation de qualité pour tous. Le Département a obtenu la labellisation de sa démarche en tant que Projet Alimentaire Territorial de niveau 1 en 2021.
Les réflexions et travaux conduits depuis vont permettre de présenter une demande de labellisation de niveau 2 permettant de passer à des projets opérationnels.
Sans attendre, les premières actions structurantes ont été réalisées : création des SCIC Foncière et Ceinture verte, modernisation de l'abattoir et mise en place d'une filière viande hachée locale.

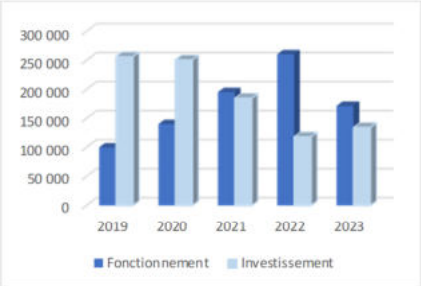
UNE DEMARCHE DE LABELLISATION :
LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

A travers le projet « De la terre à l'assiette », le Département cherche à porter et développer diverses initiatives tout en assurant leur complémentarité et cohérence avec celles mises en œuvre sur l'ensemble du territoire.
Le Département se positionne avant tout comme animateur et fédérateur de la démarche, mais il peut aussi porter directement certaines opérations (pour exemple : réflexion sur l'accompagnement en termes de logistique alimentaire) ou soutenir différentes initiatives par des aides financières inscrites dans des politiques départementales existantes (politique agricole, circuits courts, contrats départementaux).

Objectif opérationnel	1.1.6. Soutenir le pastoralisme

1.1.6.1 PERF - Montant de subventions en faveur du pastoralisme

Période	Fonctionnement	Investissement
2019	100 000	256 394
2020	140 266	250 785
2021	195 258	185 020
2022	260 285	118 486
2023	171 429	134 531

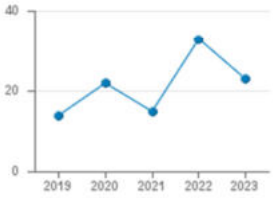


Le Département soutient les investissements permettant d'améliorer les conditions d'utilisation des alpages (accès à l'eau, aménagements de pistes…). Le taux de subvention moyen est de 30%.

En fonctionnement, le soutien apporté a permis l'accompagnement de projets collectifs en faveur du pastoralisme.

1.1.6.2 ACT - Nombre de dossiers de demandes de subvention traités dans le cadre du soutien au pastoralisme

Période	Nombre
2019	14
2020	22
2021	15
2022	33
2023	23



L'objectif opérationnel est atteint en 2023, avec une belle dynamique dans les investissements en alpage. Sous l'effet de la fin de programmation européenne, l'année 2022 était atypique.

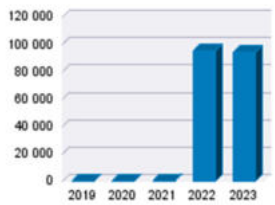


Objectif opérationnel	1.1.7. Valoriser le patrimoine forestier, agricole et pastoral départemental



1.1.7.2 PERF - Montant d'investissements réalisés dans les forêts départementales

Période	Euros
2019	0
2020	0
2021	0
2022	94 510
2023	93 480



Le Département de la Savoie est propriétaire de plus de 4 100 ha de foncier rural, composés pour l'essentiel d'alpages (pour 2 300 ha), de surfaces forestières et de landes (pour 1 100 ha) et de surfaces agricoles pour un peu moins de 200 ha.

Des actions sont plus particulièrement menées sur la gestion des forêts départementales (900 ha) en lien avec l'Office National des Forêts (ONF) pour la mise en œuvre du plan de gestion, l'exploitation forestière des parcelles et la valorisation de l'accueil du public (*cf. objectif 1.4.1. Favoriser l'accueil du public dans les forêts départementales*).

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. ☺

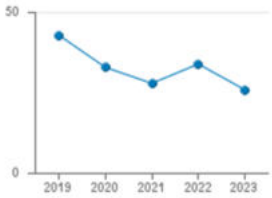
« Soutenir les filières agricole et bois dans la production, la transformation et la commercialisation »

Les interventions du Département en agriculture et forêt contribuent à maintenir des filières de qualité, elles garantissent un soutien actif aux projets de modernisation de l'agriculture et dans les techniques de transformation du bois.
La plupart des subventions en investissement viennent en complément des financements européens et de la Région, elles ont un effet levier significatif. Sur les dispositifs FEADER sur lesquels il intervient en cofinancement, le Département a fait le choix de financer chaque dossier à hauteur de 30% de la part nationale.
L'année 2023 est une année de transition pour les aides du Département, la redéfinition de ses interventions, permettra de cibler encore mieux les soutiens répondant aux enjeux et priorités, notamment le maintien du collectif, signe de qualité.

Objectif politique	*1. Maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée*
Objectif stratégique	*1.2. Accompagner l'évolution de l'agriculture et de l'exploitation forestière en prenant en compte la question environnementale*
Objectif opérationnel	*1.2.1. Accompagner l'évolution des pratiques agricoles et forestières pour un meilleur respect de l'environnement*

1.2.1.1 ACT - Nombre de projets soutenus

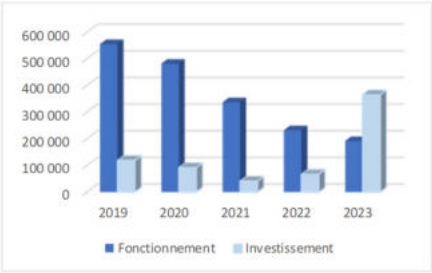
Période	Nombre
2019	43
2020	33
2021	28
2022	34
2023	26



Le nombre de projets soutenus se maintient. L'essentiel des projets concerne des aides à l'investissement dans le cadre du soutien aux filières végétales pour la viticulture surtout, mais aussi l'arboriculture et les productions en agriculture biologique.

1.2.1.2 PERF - Montant des subventions versées aux agriculteurs et organismes engagés dans le respect de l'environnement

Période	Fonctionnement	Investissement
2019	555 000	119 029
2020	481 475	92 078
2021	337 100	41 557
2022	232 272	67 085
2023	191 312	364 959



En investissement, l'intervention du Département correspond à 20% du coût du projet. Le Département intervient aux côtés de la Région et du FEADER, pour l'acquisition de matériels adaptés à des pratiques plus respectueuses de l'environnement (matériel de traitement, travail du sol, etc.).

En fonctionnement, le soutien concerne les structures de défense et de développement de races locales (Tarine, Abondance, races à faibles effectifs), d'accompagnement des productions végétales dans le cadre des contrats de filières en cours (viticulture, arboriculture, maraîchage, apiculture) et d'accompagnement des pratiques d'élevage pour le développement de l'agro-écologie, l'amélioration de la qualité de l'eau, etc.

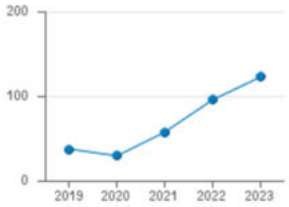
Dans le secteur forestier, le soutien du Département permet l'aide à des projets favorisant la multifonctionnalité en forêt (production, biodiversité, qualité de l'eau).

Objectif opérationnel	1.2.2. Accompagner l'adaptation au changement climatique des professionnels agricoles et forestiers

Pour cet objectif, l'année a été marquée par le soutien exceptionnel aux éleveurs touchés par la sécheresse de 2022.

1.2.2.1 ACT - Nombre de projets de professionnels soutenus

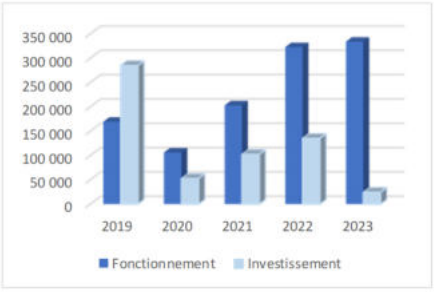
Période	Nombre
2019	38
2020	30
2021	58
2022	96
2023	123



Le nombre de projets soutenus continue sa progression compte tenu des aléas climatiques subis par les éleveurs suite à la sécheresse de l'été 2022.

1.2.2.2 PERF - Montant des subventions versées aux professionnels agricoles et forestiers, destinées à l'adaptation au changement climatique

Période	Fonctionnement	Investissement
2019	169 405	284 950
2020	106 094	52 694
2021	203 000	102 408
2022	322 753	135 519
2023	334 110	24 471



Compte tenu du soutien aux producteurs face aux aléas climatiques de ces dernières années, les montants en fonctionnement se maintiennent à un niveau élevé en 2023.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. 😐

« Accompagner l'évolution de l'agriculture et de l'exploitation forestière en prenant en compte la question environnementale »

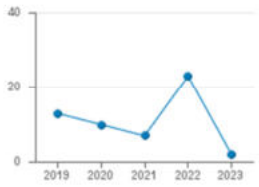
Le Département est largement présent pour soutenir les secteurs agricoles et forestiers en cas d'aléas, mais également dans le soutien à des expérimentations : hydrogène en alpage, lutte contre la grêle, ou encore par des dispositifs d'accompagnement aux investissements dans les exploitations : filets paragrêle, serres, irrigation…

Les enjeux d'adaptation au changement climatique et à la gestion de la ressource en eau en agriculture sont des axes majeurs de la politique qui sera présentée en 2024 pour les années à venir.

Objectif politique	*1. Maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée*
Objectif stratégique	*1.3. Préserver et aménager les espaces agricoles et forestiers pour maintenir les capacités de production locale en Savoie Mont-Blanc*
Objectif opérationnel	*1.3.1. Accompagner les stratégies foncières locales et aider au développement d'une gestion intégrée des espaces, auprès des collectivités, des collectifs d'acteurs et des opérateurs*

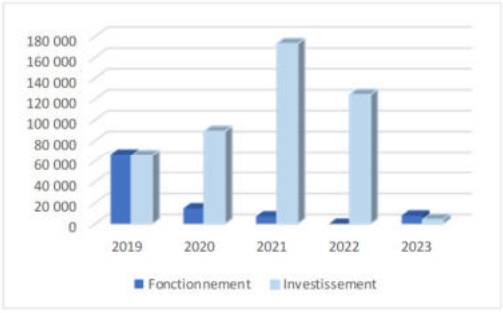
1.3.1.1 ACT - Nombre de projets d'aménagements agricoles et forestiers soutenus

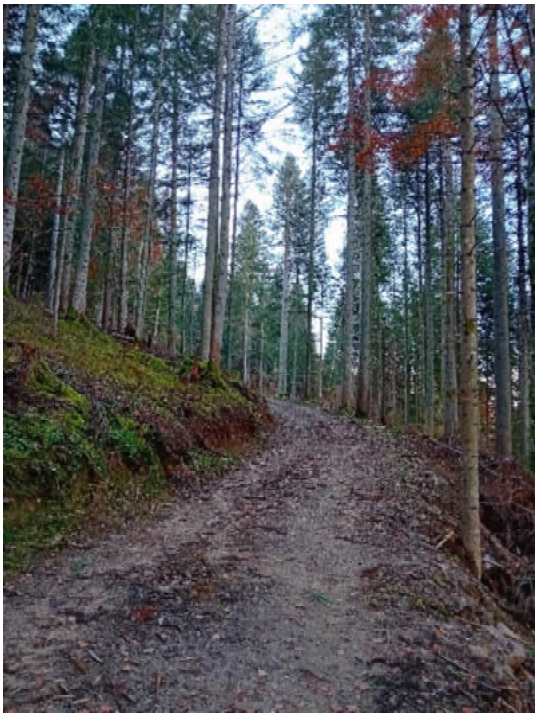
Période	Nombre
2019	13
2020	10
2021	7
2022	23
2023	2



1.3.1.2 ACT - Montant des subventions en faveur des aménagements fonciers agricoles et forestiers

Période	Fonctionnement	Investissement
2019	66 632	65 670
2020	14 681	89 118
2021	7 128	173 123
2022	0	124 299
2023	8 000	4 256





Cette thématique est traitée au sein du Département. Le soutien concerne à la fois le secteur forestier et l'agriculture par :
- L'accompagnement de démarches de regroupements fonciers en forêt,
- L'appui aux structures de regroupements de propriétaires fonciers (Associations Foncières Pastorales notamment),
- Les démarches de reconquête foncière ou d'appui à la recherche de foncier pour l'installation d'agriculteurs,
- L'aménagement de pistes forestières.

Cet accompagnement se fait en lien avec les territoires. En 2023, il y a eu peu d'initiatives en ce sens, ce qui est également dû au nouveau plan stratégique national. Le détail de ce dispositif n'a été publié qu'en fin d'année, mais les dossiers avaient été anticipés en 2022 dans une logique pluriannuelle.
Le Département a proposé aux conseillers de différentes structures deux séances de sensibilisation sur ces thématiques.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3. 😐

« Préserver et aménager les espaces agricoles et forestiers pour maintenir les capacités de production locale en Savoie »

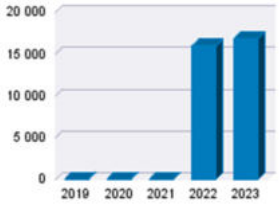
La politique de soutien à l'aménagement sur les volets pastoralisme et forêts s'inscrit désormais majoritairement dans un temps pluriannuel. Peu de projets ont été initiés en 2023, en moyenne triennale, la dynamique demeure inchangée.

Objectif politique	*1. Maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée*
Objectif stratégique	*1.4. Sensibiliser le grand public à la qualité des produits et filières agricoles et forestiers savoyards*

Objectif opérationnel	*1.4.1. Favoriser l'accueil du public dans les forêts départementales*

1.4.1.1 ACT - Montants d'investissements effectués par le Département pour l'accueil du public dans les forêts départementales

Période	Euros
2019	0
2020	0
2021	0
2022	15 880
2023	16 847



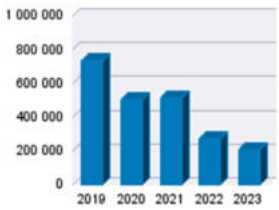
Depuis 2014, le Département réalise annuellement des chantiers forestiers de démonstration et de sensibilisation dans la forêt départementale de la Combe d'Aillon. L'organisation de ces journées se déroule en partenariat avec le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional du Massif des Bauges, le CFPPA Savoie Bugey, l'ISETA de Poisy (Institut des Sciences de l'Environnement et des Territoires d'Annecy), le lycée professionnel Le Grand Arc, l'ASDEFS (Association des Entreprises Forestières des Savoie), l'Office National des Forêts, chargé de la mise en œuvre du régime forestier dans les forêts de la Combe d'Aillon, et les Groupements de Sylviculteurs des Bauges, la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc, le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) et le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de la Savoie (CAUE).

En septembre 2023, près de 500 jeunes du collège à l'université ont été accueillis.

Objectif opérationnel	*1.4.2. Soutenir la promotion des produits agricoles et forestiers savoyards*

1.4.2.1 PERF - Montant des subventions versées par le Département pour la promotion des produits et animations savoyards

Période	Euros
2019	729 568
2020	498 288
2021	508 559
2022	267 354
2023	203 877



Ces aides concernent principalement des manifestations locales, départementales ou le salon de l'agriculture ; le Département intervient également dans des programmes de promotion des filières fromagères et viticoles, sachant que financièrement la majeure partie de cette promotion des produits relève de l'agence Savoie Mont Blanc.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.4. 😐

« Sensibiliser le grand public à la qualité

des produits et filières agricoles et forestiers savoyards »

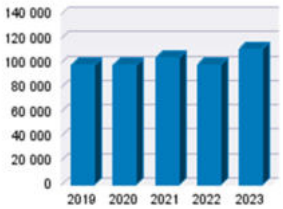
Le soutien du Département pour la promotion des produits agricoles permet de faire connaître les produits agro-alimentaires à la fois pour la population locale et à l'extérieur du territoire, notamment via l'agence Savoie Mont Blanc. Les contours de cette politique devront être redéfinis en lien avec les dispositifs FEADER et les attentes de la profession agricole.

Objectif politique	*1. Maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée*
Objectif stratégique	*1.5. Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement au service des filières agricoles et forestières savoyardes*

Objectif opérationnel	*1.5.1. Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement au service des filières agricoles et forestières savoyardes*

1.5.1.1 PERF - Montant des subventions versées par le Département pour le soutien aux opérations de Recherche & Développement

Période	Euros
2019	97 500
2020	97 600
2021	103 141
2022	97 850
2023	110 907



Il s'agit de la contribution du Département aux opérations de recherche & développement au bénéfice des filières agricoles savoyardes, notamment au regard de leurs spécificités. En 2023, plusieurs actions R&D relatives à la qualité et la sécurité des fromages au lait cru ont été conduites.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.5. ☺

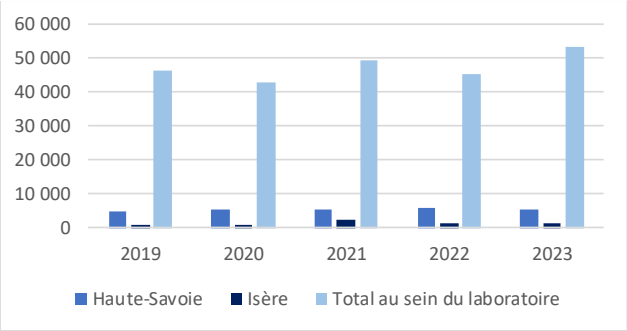
« Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement au service des filières agricoles et forestières savoyardes »

Si le montant attribué est faible au regard des autres objectifs stratégiques, il n'en demeure pas moins important. Il s'agit ici de se donner les moyens de pérenniser et améliorer le modèle agricole savoyard au travers du soutien à la recherche & développement et à l'innovation.
Pour les productions laitières, majoritaires dans le Département, c'est un gage de qualité et de maintien d'un niveau d'excellence des produits, y compris sur le plan sanitaire.
Pour la filière viticole, le projet consiste à trouver des alternatives au brûlage des sarments en travaillant sur des projets innovants de valorisation de ces sous-produits, par exemple isolation, lutte contre les maladies de la vigne ou humaine (cancer).

Objectif politique	*1. Maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée*
Objectif stratégique	*1.6. Améliorer la qualité sanitaire des élevages*
Objectif opérationnel	*1.6.1. Développer le contrôle sanitaire des cheptels en garantissant aux éleveurs savoyards un accompagnement à des conditions favorables*

1.6.1.1 PERF - Nombre d'analyses réalisées sur des prélèvements provenant des départements de Haute-Savoie et de l'Isère et total au sein du Laboratoire d'analyses vétérinaires

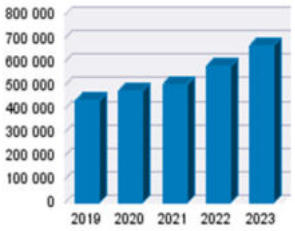
Période	Haute-Savoie	Isère	Total au sein du laboratoire
2019	4 948	921	46 401
2020	5 298	619	42 941
2021	5 202	2 149	49 236
2022	5 552	1 058	45 263
2023	5 369	1 440	53 159



L'augmentation de l'activité (+17,4% d'analyses réalisées) s'explique par la reprise au Laboratoire d'analyses vétérinaires de Savoie des analyses de prophylaxie réalisées auparavant au Laboratoire d'analyses vétérinaires de l'Isère.

1.6.1.2 PERF – Montant des taxes d'analyses perçues

Période	Euros
2019	431 028
2020	474 455
2021	499 874
2022	575 856
2023	665 964



Le montant des taxes d'analyses perçues est en augmentation continue depuis 2019.
L'augmentation en 2023 (+15,6%) est en partie due :
- à la facturation de prestations réalisées les années antérieures pour des partenaires historiques,
- à la réalisation des analyses de prophylaxie des éleveurs savoyards.

1.6.1.3 PERF - Montant des analyses facturées pour le département de la Haute-Savoie et de l'Isère

Période	Haute-Savoie	Isère
2019	163 755	17 202
2020	177 792	11 402
2021	200 631	24 668
2022	218 481	25 704
2023	218 862	

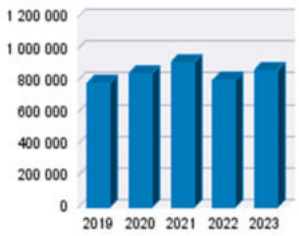


Il est apparu important d'ajouter les montants perçus en adéquation avec les analyses des départements avec lesquels le Laboratoire d'Analyses vétérinaires de Savoie travaille plus étroitement, notamment la Haute Savoie (Lidal) et l'Isère (LVD).

Ces chiffres sont stables par rapport à 2022, en particulier concernant les analyses des éleveurs de Haute-Savoie, le Laboratoire Départemental d'Analyses Vétérinaires de Savoie (LDAV73) réalisant les analyses de diagnostic des animaux des éleveurs de Haute-Savoie, en sous-traitant du LIDAL, délégataire des missions de service public pour la santé animale en Haute-Savoie.

1.6.1.4 PERF – Participation financière de la collectivité aux missions du LDAV

Période	Euros
2019	780 089
2020	842 064
2021	912 081
2022	795 322
2023	861 471



La subvention d'équilibre est en augmentation en 2023 malgré l'augmentation des recettes. L'augmentation de la subvention d'équilibre est principalement due à la hausse de la masse salariale suite aux revalorisations votées (+15,6%).

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.6. ☺

« Améliorer la qualité sanitaire des élevages »

Le laboratoire est toujours autant impliqué dans la surveillance des analyses réglementées. Il est aussi l'outil indispensable au maintien des statuts sanitaires des élevages savoyards.

La reprise des analyses de prophylaxie et le développement d'une nouvelle analyse avec une prise en charge tarifaire importante de la collectivité renforce le rôle du laboratoire comme acteur essentiel de la surveillance sanitaire des cheptels domestiques et sauvages de la Savoie. Le LDAV 73 est ainsi toujours autant impliqué dans la surveillance de la brucellose chez les ongulés de montagne, et dans les élevages bovins.

Cependant, la subvention d'équilibre est en augmentation en 2023.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

Direction des politiques territoriales (DPT)

Les perspectives de travail pour les deux ans à venir concernent les thématiques suivantes :

- La redéfinition des politiques agricoles et forêt avec une approche globale, incluant le projet alimentaire territorial, le laboratoire départemental d'analyses vétérinaires, le plan climat,
- La mise en place d'un contrat de filière forêt bois qui permette de développer plus de synergies entre acteurs de la forêt publique et privée, de l'amont à l'aval,
- La mise en place d'actions exemplaires par le Département notamment en bois construction et sensibilisation du grand public au rôle et à la gestion des forêts,
- Le développement d'actions opérationnelles dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial : engager des installations d'exploitants notamment en maraichage grâce aux outils mis en place : SCIC Foncière et Ceinture verte, développement de la filière viande hachée locale, accompagnement de l'organisation logistique des circuits courts et de la diversification des exploitations.

Laboratoire d'analyses vétérinaires (LDAV73)

Concernant le Laboratoire Départemental d'Analyses Vétérinaires, la reprise de la politique agricole par le service affaires agricoles de la direction des politiques territoriales, suite à la dissolution du CSMB, va rapprocher ce service du Laboratoire Départemental. L'activité du laboratoire est amenée à être plus étroitement liée aux politiques agricoles décidées par les élus, comme le prouve la reprise de certaines analyses. Le projet de mutualisation des laboratoires de l'Isère et de la Savoie va être repensé à l'aune de ce changement et de points sensibles soulevés. Cependant, le travail entre les deux laboratoires publics départementaux se poursuit sur les fonctions support et la mise en cohérence de la répartition des activités entre les deux plateaux techniques (laboratoires vétérinaires Savoie et Isère).





Environnement

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **2ième commission**

Direction concernée :

- **Pôle Aménagement – Direction de l'environnement**



SOMMAIRE

SYNTHESE 145
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 147
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 150
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs..... 152
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 164

0,8%

SYNTHESE – POLITIQUE ENVIRONNEMENT



Le déploiement de la politique environnement contribue à la préservation d'un cadre de vie exceptionnel en Savoie. De nombreuses thématiques sont traitées : eau, énergie, biodiversité, … Les services œuvrent au quotidien pour animer des actions en direct ou pour les collectivités territoriales partenaires. Ces missions évoluent pour intégrer la nécessaire adaptation au changement climatique.

Contexte

Le Département apporte aux collectivités savoyardes un accompagnement dans le domaine de l'eau au titre de la solidarité territoriale : assistance technique et soutien financier sur des projets d'eau potable, d'assainissement, de gestion des milieux aquatiques et des risques d'inondation (GEMAPI) ainsi que sur les travaux de réparation liés aux aléas naturels. Il agit également pour le partage de la connaissance sur les ressources en eau avec l'ensemble des acteurs de l'eau du territoire.

En matière de transition énergétique, le Département s'est engagé dans une démarche interne de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il intervient en faveur de la lutte contre la précarité énergétique et accompagne les démarches territoriales mises en œuvre par les collectivités et soutenues par le réseau associatif local.

Le Département soutient les actions en faveur des espaces naturels et de la biodiversité portées par les collectivités et les opérateurs majeurs de la biodiversité (Conservatoire d'espaces naturels, Conservatoire Botanique, Parc national de la Vanoise…). Il conduit aussi des opérations de restauration des continuités écologiques traversées par les routes départementales et des programmes de sensibilisation à la nature.

Principales réalisations

- Communication sur l'étude de l'évolution des ressources en eau de Savoie dans un contexte de changement climatique,
- Mobilisation du service de l'eau sur le suivi régulier des ressources en eau en Savoie pendant l'épisode de sécheresse estivale de 2023,
- Finalisation de l'étude départementale sur les boues d'épuration, présentant les grandes orientations pour une gestion et une valorisation d'ici à 2035.
- Animation de la Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique en Savoie (PTRE73) en partenariat avec les 18 EPCI du territoire (regroupé en 8 entités), l'Etat, la Région, et l'ASDER.
- Mise en œuvre au 1er janvier 2023 du nouveau dispositif Savoie Rénov'énergie, soutien financier aux travaux de rénovation énergétique pour les particuliers occupants et bailleurs aux revenus très modestes à intermédiaires, en maison individuelle ou en copropriété.
- Bilan du Plan climat 2018-2022 et participation à la nouvelle stratégie de transition énergétique 2023-2030.
- Lancement de l'élaboration du Schéma départemental des Espaces naturels sensibles de Savoie.
- Elargissement du dispositif d'appel à projet Education à l'environnement à tous les niveaux du collège, de la 6ème à la 3ème.
- Création de 3 nouveaux périmètres de préemption Espaces Naturels Sensibles sur les communes de Challes-les-Eaux et Cruet.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

5,05 M€ (CA)

22,42 équivalents temps plein (ETP)

555 : nombre de logements rénovés ayant bénéficié du dispositif de soutien financier Savoie Rénov'énergie

8 282 : nombre de tonnes équivalent carbone émises en 2022* (56 % patrimoine bâti, 34 % entretien routier, 7 % déplacements professionnels et 3 % fonctionnement aéroport)

**Bilan des émissions de gaz à effet de serre réglementaire patrimoine et services*

45 dossiers retenus dans l'appel à projet EAU 2023 pour 1.2 M€ d'aides

168 156 € de subventions départementales FREE en 2023

Enjeux

- Contribuer à la préservation de la ressource en eau et à la sécurité des populations.
- Agir pour être acteur de la transition énergétique au sein de notre collectivité et auprès des territoires.
- Accompagner la préservation de la biodiversité, des espaces naturels et des paysages.
- Prévenir les risques et réparer les impacts liés aux phénomènes d'érosion et aux aléas climatiques.

Perspectives 2024 de l'action départementale en quelques mots …

- Poursuivre les réflexions collectives sur la gestion et la valorisation des boues d'épuration avec les gestionnaires de l'assainissement dans une recherche de solutions mutualisées.
- Poursuivre les missions de suivi et de partage de la connaissance sur les ressources en eau en consolidant les réseaux de suivi départementaux (eaux superficielles et eaux souterraines) et en recherchant à valoriser ces données de connaissances (quantité et qualité des ressources, recherche en eau, …).
- Finaliser les réflexions sur l'évolution des missions d'accompagnement des collectivités (dont l'assistance technique départementale).
- Finaliser le dossier de labellisation du projet d'établissement public territorial de bassin (EPTB) de l'Isère porté par l'association du bassin versant de l'Isère.

- Assurer le bon fonctionnement de la PTRE73 pendant la période transitoire 2024 entre le SPPEH (service public de la performance énergétique porté par la Région entre 2021 et 2023) et le nouveau SPRH (Service public de rénovation de l'habitat) à mettre en œuvre au 1er janvier 2025, service défini par l'Etat dans le cadre de France Rénov' et porté par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).
- Poursuivre le déploiement et ajuster le dispositif Savoie Rénov'énergie pour les travaux de rénovation énergétique des logements en tenant compte des évolutions du dispositif national MaPrimeRénov'.
- Contribuer à la stratégie de transition énergétique départementale traduite dans le « Plan climat 2023-2030» (suite au plan climat 2018-2022) : accompagnement des ménages dans la résorption de la précarité énergétique, gestion des déchets exemplaire au sein de la collectivité, soutien aux projets d'équipements publics performants en énergie, accélération de la rénovation énergétique des établissements médico-sociaux, accompagnement des démarches de transition énergétique sur le territoire et sensibilisation des jeunes et du grand public sur cette même thématique.
- Vote et lancement du Schéma départemental des Espaces naturels sensibles visant à renforcer l'intervention du Département en matière de préservation de la biodiversité.
- Réalisation des travaux d'amélioration de la continuité écologique sur la route départementale 1201a, au sud du Lac du Bourget, dans le corridor d'importance régionale Bauges – Epine.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Service Eau

La politique de l'eau du Département se décline autour de 3 grandes actions dans le domaine de l'eau :

- Le soutien financier aux collectivités gestionnaires des services d'eau potable et d'assainissement (pour le petit cycle de l'eau) ainsi que des services de Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations - GEMAPI (pour le grand cycle de l'eau)
- L'assistance technique aux gestionnaires de ces services
- Le suivi et le partage de la connaissance des ressources en eau sur le Département

Le Département a développé en 2023 son accompagnement des collectivités autour de **l'adaptation de leurs services d'eau au changement climatique** à travers plusieurs actions visant à :

- Favoriser des actions de sobriété en eau (réduction des fuites dans les réseaux, suivi des consommations d'eau) ainsi que de sobriété énergétique (optimisation des ouvrages d'eau potable et d'assainissement) au travers de l'appel à projets EAU dans un contexte de raréfaction des ressources.
- Améliorer la connaissance sur les ressources en eau par la fiabilisation des réseaux départementaux de suivi des ressources en eau en interne, ainsi que par les aides apportées aux collectivités pour mettre en place leur propre réseau de suivi dans le cadre de l'appel à projets EAU.
- Partager la connaissance sur les ressources en eau avec la mise à disposition d'études bibliographiques réalisées dans le cadre de programmes antérieurs de recherche en eau.

Le Département s'est mobilisé comme chaque année sur le suivi de l'état quantitatif des eaux souterraines en produisant régulièrement des bilans sur l'état des ressources pendant toute la période de basses eaux. Ces données sont mises à disposition des services publics d'eau potable, des services de l'Etat (pendant la gestion de crise sécheresse), du grand public, …

Le Département a poursuivi son accompagnement à l'ensemble des collectivités de Savoie dans l'assistance technique apportée pour le suivi et le conseil à l'exploitation des stations d'épuration afin de préserver des milieux qui sont de plus en plus sensibles aux effets du changement climatique.
Dans la continuité de son appui apporté aux collectivités en 2020 lors de la gestion de crise des boues d'assainissement liée au contexte sanitaire, le Département a lancé en septembre 2021 une étude départementale sur la gestion et la valorisation des boues d'épuration dont les conclusions ont été rendues en novembre 2023.

De plus, les missions d'accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre de la GEMAPI avec une intervention proportionnée aux enjeux identifiés dans les territoires se sont poursuivies.
Ses actions se sont ainsi principalement portées sur les bassins versants de l'Arc et de l'Isère où les principaux cours d'eau, au régime hydraulique artificialisé, présentent des enjeux importants en termes de prévention des inondations d'une part et de restauration des milieux d'autre part.
Le Département s'est fortement mobilisé en fin d'année 2023 aux côtés des GEMAPIens concernés par le transfert des digues domaniales et des conditions juridiques et financières dans lesquelles les collectivités allaient récupérer et devoir gérer ces ouvrages propriétés de l'Etat.

Le service de l'eau a maintenu en 2023 son implication dans la politique de coopération décentralisée pour la commune de Dessalines en Haïti en poursuivant cette année encore, à distance, un appui technique à la mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée de l'eau au travers de plusieurs actions dont le suivi de la qualité des points d'eau et la gouvernance de l'eau. Cet accompagnement permet de poursuivre des actions localement dans un pays paralysé par une crise politique majeure.

Service Transition énergétique

Le Département assure la compétence « précarité énergétique » mais il est également un partenaire privilégié de l'Etat, de la Région et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). A ce titre, le Service participe à la politique de « transition énergétique » territoriale au travers des missions suivantes :

- la gestion du dispositif de soutien financier aux ménages en situation de précarité énergétique (Savoie Rénov'énergie), en lien avec les services de l'Etat (ANAH) et les collectivités savoyardes ;
- en partenariat avec la Direction de la Cohésion sociale du Département et la délégation locale de l'ANAH, le service suit les contractualisations avec les EPCI concernant les opérations programmées de l'amélioration de l'habitat (OPAH) ;

- l'animation de la Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique de la Savoie (PTRE73), coordonnée par le Département en lien avec ses partenaires (Etat, ADEME, Région, EPCI, chambres consulaires, ANAH, ASDER) ; cet outil opérationnel, déployé à titre expérimental pour 2021 à 2023, s'inscrit dans la mise en œuvre à l'échelle régionale du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH). L'arrivée du dispositif France Rénov' et l'annonce du nouveau Service public de la rénovation de l'Habitat (SPRH) orchestré par l'ANAH implique une nouvelle réflexion pour trouver une gouvernance en lien avec l'ensemble des partenaires précités ;
- la gestion des conventions dites « cadre » et des conventions « annuelles d'application » avec l'ASDER, Espace Conseil France Rénov' de la Savoie, et avec les partenaires du SPPEH-PTRE73 (Région et 8 EPCI).

En interne, le service a animé le plan d'actions visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité (Plan climat 2018-2022). L'année 2023 a permis à la collectivité, avec la création d'une nouvelle Direction Plan climat, de travailler une nouvelle stratégie départementale avec pour ambition de faire face aux crises du changement climatique, de l'effondrement de la biodiversité et de l'épuisement des ressources naturelles. Durant cette période transitoire de réflexion, le service transition énergétique collabore au travail de construction de la feuille de route 2023-2030 et poursuit son accompagnement des services départementaux dans la mise en place du nouveau plan via les missions suivantes :

- la réalisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) pour l'année 2022 et le bilan global 2018-2022, l'évaluation du plan d'actions de réduction des émissions correspondant à cette période au regard des 3 objectifs que s'était fixés la collectivité en termes de réduction des émissions, de baisse de la consommation énergétique et d'utilisation d'énergies renouvelables locales,
- la gestion du dispositif de tri des déchets administratifs de la collectivité,
- l'instruction technique pour le Service tourisme et territoires concernant les demandes de subventions des collectivités dans le cadre du Fonds départemental d'équipement des communes (FDEC) et des Contrats départementaux (CD) au regard des critères de « performance énergétique des projets » inclus dans ces dispositifs de financement.

Service Espaces naturels et biodiversité

Le Département intervient en faveur des espaces naturels et de la biodiversité au titre de sa compétence réglementaire « Espaces Naturels Sensibles » (ENS), qui se compose d'un outil foncier (le droit de préemption) et d'une taxe dédiée (la taxe d'aménagement) notamment destinée à financer la préservation, la restauration et la gestion des milieux naturels.

Celle-ci s'articule principalement autour des missions suivantes :

- Le soutien financier et technique aux opérateurs principaux de la biodiversité (Conservatoire d'espaces naturels de Savoie, Conservatoire Botanique national alpin, Parc national de la Vanoise) et aux collectivités territoriales (appel à projets et mise à disposition du droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles)
- La conduite d'opérations de gestion de milieux naturels et de restauration des continuités écologiques impactées par le réseau routier départemental
- L'appui technique et l'expertise apportés aux services départementaux pour prendre en compte la biodiversité dans les autres politiques sectorielles en particulier celles relatives au réseau routier et au tourisme
- La sensibilisation du public, notamment scolaire, et la valorisation des espaces naturels

L'année 2023 a été marquée par :

- Le lancement de l'élaboration du Schéma départemental des Espaces naturels sensibles de Savoie, qui se caractérise par une très large concertation avec l'ensemble des parties-prenantes (collectivités, acteurs fonciers, environnementaux, agricoles, forestiers, Etat, etc.) impliqués dans la préservation et la gestion des milieux naturels
- L'adaptation et le renforcement du soutien aux collectivités avec le déploiement d'une enveloppe de subventions en fonctionnement dans le cadre de l'appel à projets annuel Espaces naturels, pour soutenir l'ingénierie amont aux projets.
- La poursuite des actions volontaristes en maîtrise d'ouvrage liées au domaine routier : préparation des travaux d'amélioration de la continuité écologique au sud du lac du Bourget (RD1201A), programme de formation des agents à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, préservation de la flore patrimoniale, etc.

Evaluation des politiques en faveur de l'environnement / Communication, sensibilisation en matière d'environnement

Les actions 2023 ont été réalisées à minima suite à des absences de personnel dédié à cette mission.

Néanmoins, un quizz pour la journée mondiale de l'eau a été mis en ligne sur le site savoie.fr ainsi que diverses « communications grand public » au sein notamment du Savoie Mag autour de l'état des ressources en eau dont l'étude

« ressource en eau et changement climatique », des chiffres clés de l'observatoire de l'environnement et des espèces exotiques envahissantes (frelon asiatique, ambroisie, …) etc.

A souligner aussi le flyer réalisé en interne au sein du Département pour faire connaitre le nouveau dispositif Savoie Rénov Energie à destination des ménages voulant réaliser des travaux de rénovation énergétique de leur logement.

En interne, un quizz autour du recyclage des déchets produits sur les lieux de travail a été aussi mis en ligne sur le site intranet, afin de sensibiliser le plus grand nombre au changement des consignes de tri en cette année 2023.



2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

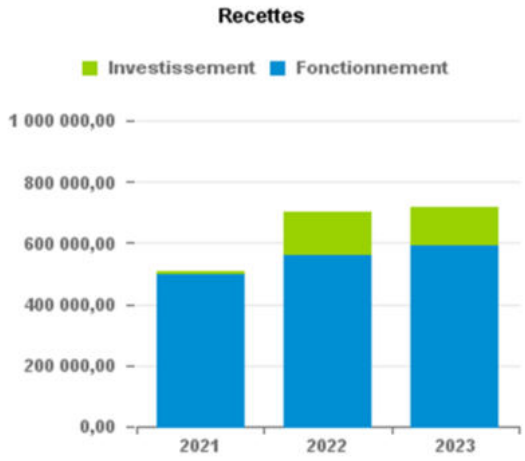
Secteurs budgétaires et non budgétaires de la politique ENVIRONNEMENT

SECTEURS BUDGETAIRES
DECHETS
EAU
ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE
SENSIBILISATION
TRANSITION ENERGETIQUE

Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
EAU	314 947,10	1 534 321,30	298 588,83	1 652 892,44	394 900,71	1 478 367,10
ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE	875 993,25	435 906,80	973 429,00	536 672,23	984 988,95	556 540,94
SENSIBILISATION	58 500,00		58 500,00		58 500,00	
TRANSITION ENERGETIQUE	701 617,50	524 216,00	507 732,80	1 006 094,00	791 781,40	790 143,00
Dépenses par section :	**1 951 057,85**	**2 494 444,10**	**1 838 250,63**	**3 195 658,67**	**2 230 171,06**	**2 825 051,04**
	total année : 4 445 501,95		**total année : 5 033 909,30**		**total année : 5 055 222,10**	

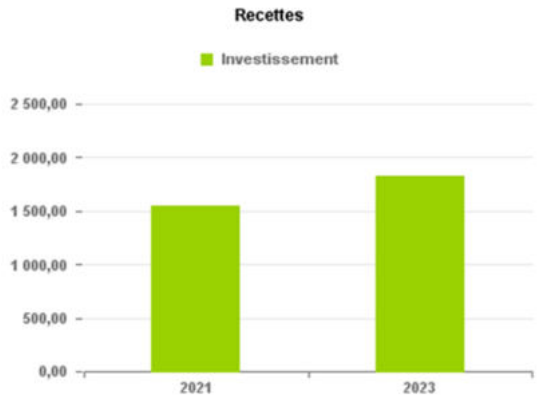
Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
EAU	69 400,00	9 187,00	186 300,00	34 356,76	61 784,09	
ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE		0,00		107 897,00	2 846,88	123 348,00
TRANSITION ENERGETIQUE	425 490,00	2 000,00	372 179,00		527 613,00	
Dépenses par section :	**494 890,00**	**11 187,00**	**558 479,00**	**142 253,76**	**592 243,97**	**123 348,00**
	total année : 506 077,00		**total année : 700 732,76**		**total année : 715 591,97**	

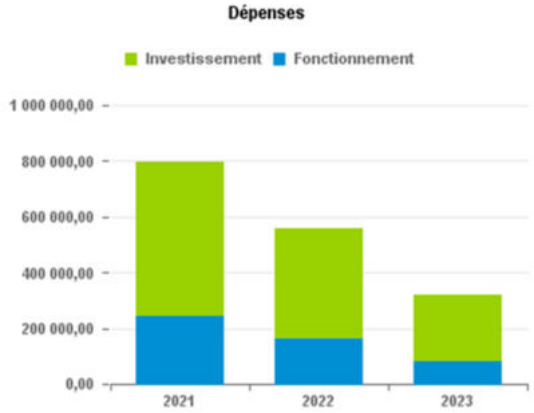




Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement
PAD DE Environnement	244 525,21	553 943,00	162 778,00	397 555,00	81 123,00	238 175,00
	total année : 798 468,21		total année : 560 333		total année : 319 298	

Recettes - CTS 3E GENERATION	CA 2021	CA 2023 données au : 03 Février 2024
	Investissement	Investissement
PAD DE Environnement	1 547,00	1 823,00





Dépenses - Contrats départementaux	CA 2023 données au : 12 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PAD DE Environnement	56 918,00	211 299,00
	total année : 268 217	



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
ENVIRONNEMENT	EAU	PAD	DE	13,25	11,93	10,81
		PAD	MTD	0,03	0,03	0,03
	Sous-total du secteur			**13,28**	**11,96**	**10,84**
	ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE	PAD	DGA	0,05	0,05	0,05
		PAD	DE	2,69	3,28	4,06
		PAD	MTD	1,06	1,16	3,07
	Sous-total du secteur			**3,8**	**4,49**	**7,18**
	SENSIBILISATION	PAD	DGA	0,05	0,05	0,05
		PAD	DE	1,12	0,8	0,6
	Sous-total du secteur			**1,17**	**0,85**	**0,65**
	TRANSITION ENERGETIQUE	PAD	DGA	0,05	0,05	0,05
		PAD	DE	3,8	3,4	3,7
	Sous-total du secteur			**3,85**	**3,45**	**3,75**
TOTAL tous effectifs pour la politique				**22,1**	**20,75**	**22,42**

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) :

Pour le secteur de la politique « eau », les recettes correspondant aux aides de l'Agence de l'eau pour le fonctionnement des activités d'assistance technique dans ce domaine ne figurent pas dans ce bilan. Elles correspondent pour l'activité 2023 à environ 240 000 € de recettes qui seront versées en 2024 sur le budget « moyens » du Département.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Préserver ou restaurer un cadre de vie et un environnement exceptionnel, en tenant compte des enjeux de développement	1.1. Accompagner la transition énergétique	1.1.1. Accélérer la rénovation de l'habitat privé et lutter contre la précarité énergétique
		1.1.2. Favoriser la rénovation énergétique des équipements publics
		1.1.3. Favoriser les actions de sobriété énergétique sur le territoire et au sein de la collectivité
		1.1.4. S'inscrire dans une démarche de lutte contre le changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité
		1.1.5. Fournir une information de qualité aux citoyens et aux agents de la collectivité
		1.1.6. Former les agents de la collectivité sur les enjeux climatiques et énergétiques
		1.1.7. Optimiser les outils financiers
	1.2. Contribuer à la préservation de la ressource en eau, et à la sécurité des populations	1.2.1. Favoriser une gestion structurée et optimisée des services d'eau et d'assainissement
		1.2.2. Optimiser la performance des ouvrages et équipements d'eau et d'assainissement des collectivités
		1.2.3. Apporter une expertise technique en transversalité pour d'autres services du Département
		1.2.4. Accompagner les collectivités dans la mise en place de la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI)
		1.2.5. Maintenir un niveau minimum de soutien aux collectivités dans leurs projets de prévention ou de réparation dans le cas de phénomènes d'érosion ou d'aléas climatiques
		1.2.6. Favoriser la connaissance de la ressource en eau et évaluer l'impact du changement climatique
	1.3. Accompagner la préservation de la biodiversité, des espaces naturels et des paysages	1.3.1. Contribuer à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes
		1.3.2. Favoriser la maîtrise foncière des espaces naturels
		1.3.3. Favoriser l'intention des collectivités en faveur de la biodiversité
		1.3.4. Renforcer la promotion de la nature de proximité
		1.3.5. Contribuer à la prise en compte de la biodiversité dans les aménagements

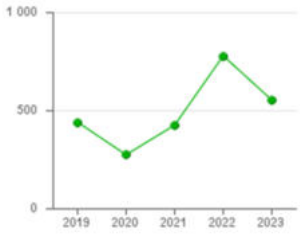
Objectif politique	*1. Préserver ou restaurer un cadre de vie et un environnement exceptionnels, en tenant compte des enjeux de développement*
Objectif stratégique	*1.1. Accompagner la transition énergétique*

Objectif opérationnel	*1.1.1. Accélérer la rénovation de l'habitat privé et lutter contre la précarité énergétique*

La Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique en Savoie (PTRE73), outil opérationnel du Service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) animée par le Département avec 18 EPCI du territoire, l'Etat, la Région, et l'ASDER, vise à informer, conseiller et accompagner les savoyards pour la rénovation énergétique de leur habitat. Ce dispositif 2021-2023 s'inscrit dans le cadre d'un Appel à manifestation d'intérêt régional porté par la Région.

1.1.1.4 PERF - Energie - Nombre de logements rénovés via le dispositif Savoie Rénov'énergie

Période	Nombre
2019	442
2020	276
2021	427
2022	780
2023	555

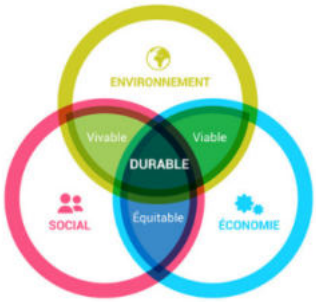


Le nombre de projets de rénovation énergétique est en baisse compte tenu du nouveau dispositif mis en place au 1er janvier 2023. Les dossiers sont moins nombreux mais les projets de rénovation énergétique sont plus ambitieux : recentrage sur le soutien aux travaux d'isolation, financement plus important des projets des copropriétés, accompagnement financier graduel favorisant les ménages les plus précaires. Le budget 2023 est de 1,25 M€ contre 1,24 M€ en 2022.

Bilan 2023 de la politique précarité énergétique :

- 621 dossiers traités
- 555 logements rénovés
- 1 250 000 € d'aides du Conseil Départemental

dont 74 % apportés aux ménages très modestes et modestes (contre 58% en 2022), une augmentation de 7% des aides consacrées aux travaux d'isolation performants, une augmentation de 215 % des aides consacrées au projets en copropriétés.



En termes de développement durable, cette politique participe :
➔**Bilan environnemental** : à l'évitement de 29 000 tonnes équivalent CO_2 (soit 1 an de chauffage au gaz pour 29 000 logements),
➔**Bilan économique** : à la réalisation de 18 M€ de travaux par des entreprises locales,
➔**Bilan social** : au soutien de 555 ménages en situation de précarité énergétique.

FOCUS SUR …



INFORMATIONS ET CONSEILS POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE

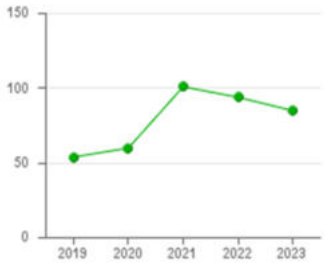
Au titre de sa mission en faveur de la lutte contre la précarité énergétique, le Département de la Savoie propose un service d'information, de conseils et d'accompagnement de projet. Il s'agit d'un service gratuit accessible au 04 56 11 99 00, où des conseillers en énergie de l'Espace Conseil France Rénov' de Savoie (ASDER) informent et accompagnent les ménages, en toute neutralité, tout au long de leur projet pour répondre à leurs interrogations : par où commencer, quelles solutions techniques choisir, à quelle énergie renouvelable recourir, quelles aides financières disponibles ?

L'Espace Conseil France Rénov' (ASDER) c'est :
- 8 conseillers en énergie
- 10 000 contacts téléphoniques annuels via 450 permanences
- 1 500 conseils personnalisés annuels via 430 permanences (dont 70% sont décentralisées)
- 150 accompagnements de projets annuels
- en collaboration avec les EPCI , plus de 100 animations de proximité sur les territoires (visites de chantier, conférences dédiées au grand public et aux professionnels, ballades thermographiques et prêt de thermokit…)

Objectif opérationnel	1.1.2. Favoriser la rénovation énergétique des équipements publics

1.1.2.1 ACT - Energie - Nombre de dossiers traités (soutien performance énergétique FDEC)

Période	Nombre
2019	54
2020	60
2021	101
2022	94
2023	85



Le Service transition énergétique assiste la Direction des politiques territoriales pour l'instruction technique des dossiers de demandes de subventions relevant du Fonds d'aides aux Equipements des Communes (FDEC) et des Contrats départementaux. Cette mission consiste à assurer l'instruction technique des projets au regard des critères concernant la performance énergétique. Ce conditionnement aux aides départementales a pour but d'encourager la réalisation de projets publics performant au regard de l'efficacité énergétique.
Sur les 3 dernières années on retrouve un nombre de projets assez égal concernant la rénovation énergétique d'équipements publics.

Objectif opérationnel	1.1.3. Favoriser les actions de sobriété énergétique sur le territoire et au sein de la collectivité

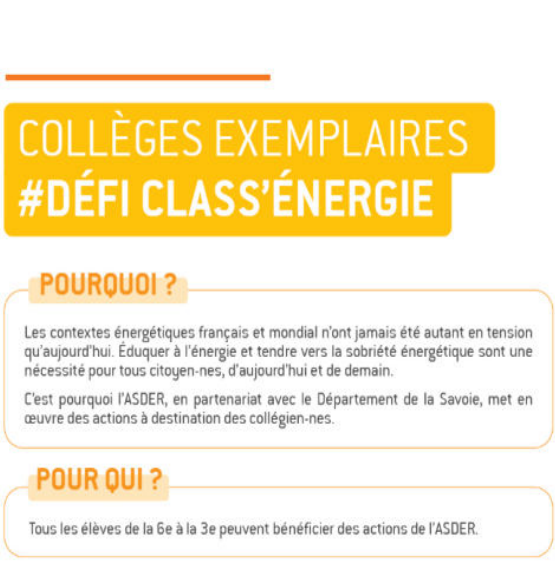
Plan Energie

Plan Energie

PLAN ÉNERGIE

L'Association Savoyarde pour le Développement des Energies Renouvelables (ASDER) anime l'opération *« Plan Energie »* qui a pour objectif d'accompagner les Communes à tracer leur propre trajectoire énergétique (avec une neutralité visée pour 2050) en programmant des actions sur leur patrimoine. En 2023, première année d'expérimentation de cet outil, 8 communes réparties sur l'ensemble des territoires de Savoie ont participé à ce programme : 3 temps d'animation partagés avec élus et techniciens de la Commune, travail sur un outil de planification développé par l'ASDER, élaboration de scénarios énergétiques aux horizons 2030, 2040 et 2050.
Cette opération proposée par l'ASDER est entièrement financée par le Département.

Défi class'énergie



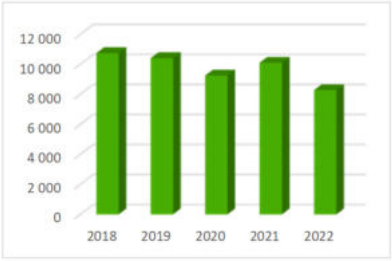


L'ASDER anime l'opération *Défi Class'énergie* qui vise à sensibiliser les collégiens à la sobriété énergétique. Elle se décline en 4 interventions alternant apports théoriques, expérimentations et temps de création.
Les élèves sensibilisés deviennent des ambassadeurs de l'énergie au sein de l'établissement : ils doivent eux-mêmes sensibiliser les autres élèves à cette démarche écocitoyenne.
Ils bénéficient de l'encadrement technique d'un conseiller en énergie de l'ASDER qui possède également une forte expérience d'animation en milieu scolaire. Un accompagnement logistique et des outils de communication sont aussi proposés au personnel gestionnaire et au personnel d'entretien. Depuis 2015, entre 2 et 4 collèges (4 à 8 classes) sont volontaires chaque année pour s'engager dans cette opération.
Cette opération proposée par l'ASDER est entièrement financée par le Département.

Objectif opérationnel	1.1.4. S'inscrire dans une démarche de lutte contre le changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité

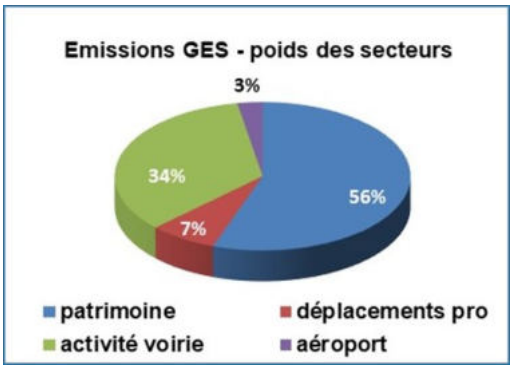
1.1.4.1 PERF - Animation Plan climat - bilan des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité (tonnes de CO2)

Période	Tonnes de CO2
2018	10 751
2019	10 416
2020	9 253
2021	10 109
2022	8 282

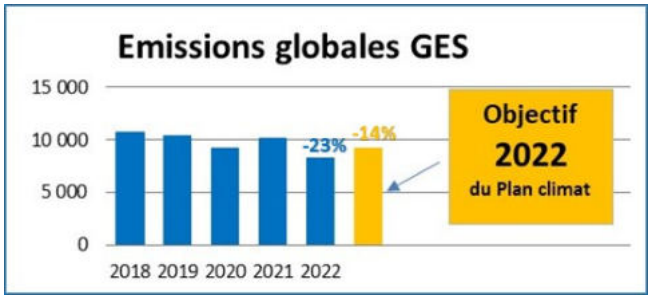


Le bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) de la collectivité est rendu obligatoire par la Loi Transition énergétique pour une croissance verte (LTECV). En 2023 le Département publie le bilan de l'année N-1, à savoir 2022. Pour ce qui concerne le Département, les émissions concernées sont les consommations d'énergie du patrimoine bâti, les consommations de carburant des véhicules utilisés pour l'activité d'entretien des routes et les déplacements professionnels, et les mêmes indicateurs concernant l'activité au sol de la plateforme aéroportuaire Chambéry Savoie Mont-Blanc.
En parallèle du BEGES, la collectivité doit mettre en place un plan d'actions de réduction de ses émissions, désigné sous le terme de « Plan climat 2018-2022 ».

Ce plan d'actions 2018-2022 s'articule en 3 axes :
- Axe 1 : des services départementaux sobres et propres en énergie,
- Axe 2 : des compétences départementales exercées sur la voie de la transition énergétique,
- Axe 3 : des actions favorisant la mobilisation du territoire sur les enjeux climat-air-énergie.



Les priorités portent sur
- La stratégie de sobriété et d'efficacité énergétique ainsi que le recours aux énergies locales et renouvelables pour le patrimoine bâti,
- La réduction des déplacements professionnels via des solutions alternatives telles que le développement de l'utilisation des moyens de téléconférences ou le recours aux véhicules propres (100% électrique),
- L'optimisation de la politique d'entretien de voirie permettant de réduire les consommations de carburants,
- La mise en valeur de l'éco responsabilité des agents,
- La stratégie de lutte contre la précarité énergétique des ménages et le soutien à la rénovation énergétique de l'habitat privé via des programmes et des services publics adaptés,
- L'introduction de plus en plus marquée de produits locaux et bio dans les assiettes des collégiens.



En 2022 on constate que l'objectif de réduction des émissions de la collectivité est atteint et même dépassé (-23% pour un objectif de -14%). Ce résultat est le fait d'éléments « extérieurs » à la collectivité (crise sanitaire et effet du changement climatique sur le chauffage et la viabilité hivernale) mais également des moyens mis en œuvre par la collectivité (réduction des sources d'énergies fossiles pour le patrimoine bâti, acquisition de véhicules électriques, plan de sobriété énergétique établi pour l'automne-hiver 2022-2023).

L'année 2023 est une année de transition entre le plan 2018-2022 qui s'achève et la future stratégie de transition énergétique de la collectivité pour la période 2023-2030.

Objectif opérationnel	1.1.5. Fournir une information de qualité aux citoyens et aux agents de la collectivité

Cette mission est réalisée essentiellement grâce aux informations mises en ligne sur le site internet du Département :

- **La page info pratique « Accompagnement à la rénovation énergétique [1] » destinée au grand public** : cette page (une des plus consultées de notre site internet), permet la recherche d'informations concernant la rénovation énergétique de l'habitat et les financements possibles (conseil avant travaux, programmes de soutiens financiers du Département pour la réalisation des travaux, informations sur les autres dispositifs financiers disponibles).
- **La page info pratique « Exigences performance énergétique FDEC-CTS [2] » destinée aux collectivités** : cette page décrit les exigences de performance énergétique mises en place par le Département concernant l'éligibilité des projets d'équipements des collectivités à ces deux dispositifs de soutien financier.

[1] https://www.savoie.fr/web/psw_38821/accompagnement-a-la-renovation-energetique
[2] https://www.savoie.fr/web/psw_40415/exigences-performance-energetique-fdec-cts

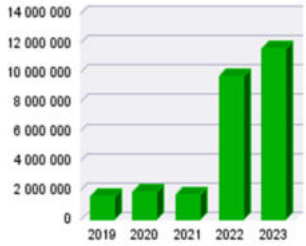
Objectif opérationnel	1.1.6. Former les agents de la collectivité sur les enjeux climatiques et énergétiques

L'année 2023 a été une année blanche en termes de formation, puisqu'il s'agissait de construire le nouveau plan climat 2023-2030.

Objectif opérationnel	1.1.7. Optimiser les outils financiers

1.1.7.1 PERF - Outil financier énergies réservées - montant recettes

Période	Euros
2019	1 490 669
2020	1 844 496
2021	1 652 188
2022	9 666 000
2023	11 547 831



La loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique permettait à des entreprises ou des services publics de bénéficier de fourniture d'électricité à des tarifs bonifiés. Appelées « contingents d'énergie réservée », ces bonifications étaient accordées par l'État antérieurement à la loi du 9 janvier 1985 dite « loi Montagne », puis par les départements. Ce dispositif a fait l'objet de multiples aménagements législatifs.
Le Département perçoit aujourd'hui les compensations financières de l'énergie réservée au titre des concessions d'installations hydrauliques renouvelées avant le 31/12/2006 (soit 7 chutes) et de la monétisation de la part non attribuée de l'énergie réservée.
Une modification en 2017 du mode de calcul de la compensation, désormais égale à la quantité totale d'énergie réservée multipliée par 35% du prix de référence du produit trimestriel d'électricité de base (contre 25% du tarif réglementé de vente d'électricité), a entrainé une baisse du produit sur cet exercice. EDF a également accompli un long travail d'inventaire des attributions d'énergie réservée, qui a eu pour effet d'accroitre, à compter de 2018, les kW non attribués faisant l'objet d'une monétisation au profit du Département. Le produit relatif à l'énergie réservée a également connu une progression dynamique en 2019 et 2020 sous l'effet d'une nette hausse du prix de référence basé sur l'évolution des prix du marché. L'évolution de ce prix de référence est également à l'origine de la baisse de -10% du produit en 2021 (calculé sur l'année 2020).
La recette constatée sur 2022 a une double origine :

- l'envolée du prix de référence du MWh successivement de + 15 % (sur l'année 2021) puis + 315 % (sur l'année 2022),
- un effet double compte en raison du rattachement de la recette à l'exercice de calcul de celle-ci (auparavant elle était encaissée en janvier de l'exercice suivant) : la recette 2022 comptabilise le montant encaissé en janvier 2022 sur le prix de référence 2021 (1 897 843 €) et le montant qui aurait auparavant été encaissé en janvier 2023 sur le prix de référence 2022 (7 768 157 €).

La recette 2023 se maintient à un niveau élevé sous l'effet d'un prix de référence du MWh qui a encore progressé de + 50,9% pour atteindre 341,78 € (47,53 € en 2020).

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Accompagner la transition énergétique »

Le Département s'est très largement impliqué dans la mise en œuvre d'outils permettant la massification de la rénovation énergétique de l'habitat et notamment auprès des ménages en situation de précarité énergétique :

- animation de la plateforme territoriale de la rénovation énergétique en Savoie (PTRE73), qui a permis en moyenne annuelle d'informer 10 000 ménages, de conseiller via un rendez-vous personnalisé 1 500 personnes en vue du passage à l'acte de travaux de rénovation et d'accompagner 150 projets de rénovation globale. La Région n'ayant pas souhaité poursuivre l'expérimentation lancée sur 2021-2023, 2024 sera une année de transition sur le même modèle puis laissera place à la mise en œuvre du Service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) par l'Etat, sous l'égide de France Rénov' (pilotage Anah) ;

- soutien financier aux travaux de rénovation énergétique via le dispositif « Savoie Rénov'énergie », dont l'enveloppe de 1,25 M€ a permis de contribuer à la réalisation de 555 projets ;

- implication dans les contractualisations d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat portées par les EPCI en partenariat avec l'Anah ☺

Par ailleurs, le Département encourage très nettement les collectivités locales à réaliser des opérations en conformité avec les objectifs de la transition énergétique grâce au dispositif de performance énergétique, associé aux soutiens financiers à la construction et la rénovation des équipements publics. Les collectivités bénéficient également du bonus énergétique dans le cas où leurs projets sont exemplaires en termes de consommation énergétique (besoin de chaleur) et/ou proposent des solutions techniques en cohérence avec la lutte contre les effets du dérèglement climatique (confort d'été sans climatisation, matériaux biosourcés, utilisation de bois local dans la construction…). ☺

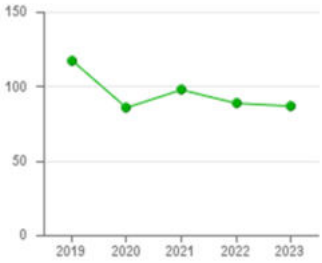
En interne, la mise en œuvre des politiques en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, établie sur la base du plan climat 2018-2022, commence à porter ses fruits. Les objectifs de réduction des émissions de la collectivité, de maîtrise des consommations d'énergie et du recours aux énergies renouvelables ont été atteints. Le nouveau plan climat 2023-2030 voté le 15 décembre 2023 traduit la volonté de la collectivité de poursuivre et d'accélérer sa transition énergétique. ☺

Objectif politique	*1. Préserver ou restaurer un cadre de vie et un environnement exceptionnel, en tenant compte des enjeux de développement*
Objectif stratégique	*1.2. Contribuer à la préservation de la ressource en eau, et à la sécurité des populations*

Objectif opérationnel	*1.2.1. Favoriser une gestion structurée et optimisée des services d'eau et d'assainissement*

1.2.1.1 ACT - Eau/assainissement – nombre de jours d'assistance technique aux collectivités

Période	Jours
2019	118
2020	86
2021	98
2022	89
2023	87



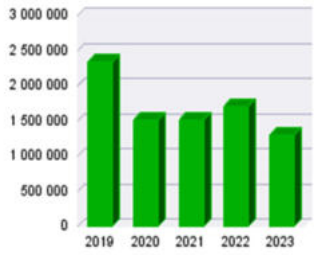
Cet indicateur ne représente qu'une partie de l'activité d'accompagnement des collectivités pour des projets d'assainissement (stations d'épuration - STEP, réseaux, …), d'études (schéma directeurs, études de transfert de compétences, …) ou encore autour de la connaissance des ressources en eau (activité en développement avec le contexte de changement climatique).



Station de mesure du réseau TESS (captage des Fontaignous – Termignon)

1.2.1.2 PERF - Eau/assainissement - montant des aides attribuées aux collectivités

Période	Euros
2019	2 330 000
2020	1 500 000
2021	1 500 000
2022	1 700 000
2023	1 280 000



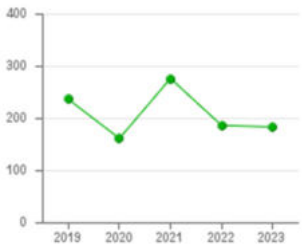
Avec un total de près de 1.3 M€, 2023 se situe à un niveau d'investissement légèrement inférieur aux années précédentes. La différence tient au peu de dossiers aidés sur 2023 dans les nouveaux contrats départementaux (environ 80 k€ contre plus de 800 k€ en 2019 par exemple) suite à une évolution du dispositif à la fin 2022.

Par contre, le dispositif financier principal, l'appel à projets EAU est, quant à lui, mobilisé sur les mêmes bases qu'en 2019, 2020 et 2021 et répond aux besoins des collectivités d'être accompagnées dans l'adaptation de leurs services d'eau potable et d'assainissement au changement climatique.

Objectif opérationnel	*1.2.2. Optimiser la performance des ouvrages et équipements d'eau et d'assainissement des collectivités*

1.2.2.1 ACT - Nombre de visites effectuées par le SATESE

Période	Nombre
2019	237
2020	162
2021	277
2022	187
2023	184



Il s'agit d'assurer, pour le compte des collectivités gestionnaires des dispositifs d'assainissement, des missions de suivi, de conseil voire d'expertise des stations d'épuration.

L'année 2023 est semblable à 2022, avec des moyens humains réduits sur une moitié de l'année environ. Mais une priorisation a permis malgré tout d'assurer un niveau de service satisfaisant sur les principales stations d'épuration.



Station d'épuration de type disques biologiques – Grésy-sur-isère

Objectif opérationnel	1.2.3. Apporter une expertise technique en transversalité pour d'autres services du Département

Cet appui consiste à apporter une expertise hydraulique à d'autres directions principalement sur des projets routiers : prise en compte de contraintes hydrauliques, dimensionnement d'ouvrage, accompagnement sur des dossiers réglementaires, … Il s'agit d'une réelle ingénierie apportée en interne qui permet, dans des délais restreints, de disposer d'une expertise sur les dossiers, et d'optimiser les projets dans une démarche collective permettant d'associer d'autres acteurs locaux avec parfois des économies à la clef pour le Département (coûts évités, mutualisation de moyens, etc.).



Erosion de berge sous la RD925 - Queige

En 2023, cette expertise a été fortement mobilisée suite aux intempéries de fin d'année ayant occasionné de nombreux dégâts notamment sur le domaine routier départemental.

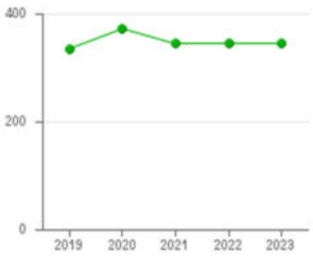
Ainsi, l'expertise technique hydraulique de la Direction de l'environnement a notamment été sollicitée sur quelques chantiers importants du Département :

- érosion de la RD925 à Queige ;
- glissement du Bersend à Beaufort ;
- érosion de berge sur la RD110 au Tilleret.

Objectif opérationnel	1.2.4. Accompagner les collectivités dans la mise en place de la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI)

1.2.4.1 ACT - Eau - hydraulique - ingénierie ou assistance à maîtrise d'ouvrage apportée aux collectivités savoyardes (en externe)

Période	Jours
2019	336
2020	373
2021	345
2022	345
2023	345



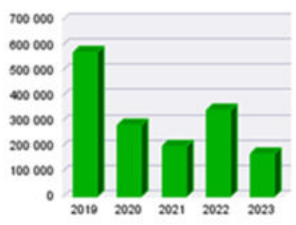
La Direction de l'Environnement propose une assistance technique aux collectivités en charge de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (transférée aux EPCI depuis le 1er janvier 2018). Même si elle n'est pas exclusive, cette assistance concerne plus particulièrement le Syndicat mixte de l'Isère et de l'Arc (SISARC), en Combe de Savoie, dans lequel le Département est membre statutaire, avec la finalisation des opérations inscrites au PAPI2 (plan d'actions et de prévention des inondations) ainsi que la préparation du PAPI3 (études en cours).

A noter que le bassin versant de l'Isère (rivières Isère et Arc principalement) concentre l'essentiel des interventions en raison de l'importance des enjeux hydrauliques et de la complexité liée au contexte torrentiel de ses cours d'eau ainsi qu'à l'influence de l'hydroélectricité sur les régimes hydrauliques.

Objectif opérationnel	1.2.5. Maintenir un niveau minimum de soutien aux collectivités dans leurs projets de prévention ou de réparation dans le cas de phénomènes d'érosion ou d'aléas climatiques

1.2.5.1 PERF – Accompagnement des collectivités au titre du Fonds Risques et Erosions Exceptionnels

Période	Euros
2019	570 000
2020	281 847
2021	197 657
2022	338 510
2023	168 156

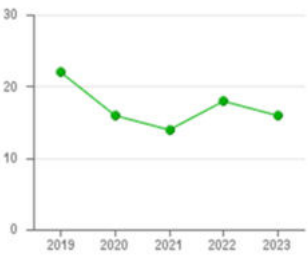


2023 aura permis de mobiliser moins de 200 k€ soit le niveau de 2021, ce qui représente une « petite année » au regard des années antérieures (notamment 2019 qui correspondait à la fin du financement des dégâts liés à la tempête Eléanor).

A noter que les intempéries de fin 2023, qui ont causé d'importants dégâts dans les collectivités, auront des répercussions sur l'enveloppe du FREE à partir de 2024 seulement.

1.2.5.2 PERF – Fonds Risques et Erosions Exceptionnels : nombre de projets soutenus

Période	Nombre
2019	22
2020	16
2021	14
2022	18
2023	16



Une quinzaine de dossiers a été instruite consécutivement à des événements ponctuels survenus au cours de l'année 2023.

A noter que les chiffres présentés ici, n'intègrent pas les dégâts des intempéries de fin 2023 qui se répercuteront sur l'exercice budgétaire 2024.

Objectif opérationnel	*1.2.6. Favoriser la connaissance de la ressource en eau et évaluer l'impact du changement climatique*

Le Département assure un suivi et un partage de la connaissance des ressources en eau au travers de plusieurs actions :

- Pilotage de réseaux de suivi des eaux en partenariat avec l'Agence de l'eau :
  - le réseau de Télésurveillance des Eaux Souterraines de Savoie (TESS) : réseau composé de 15 stations de mesures sur le département permettant de suivre l'évolution du débit de sources ou de niveau de nappes. Le Département se mobilise ainsi chaque année pendant toute la période de basses eaux en produisant régulièrement des bilans sur l'état des ressources. Ces données sont mises à disposition des services publics d'eau potable, des services de l'Etat (pendant la gestion de crises -sécheresse-), du grand public, …
  - le réseau de suivi de la qualité des eaux superficielles, réalisé au travers d'une centaine de points de mesure, répartis sur l'ensemble du département (découpé en trois sous-bassins versants).
- Partage de la connaissance sur les ressources en eau en communiquant :
  - les études hydrogéologiques réalisées dans le cadre de programmes antérieurs de recherche en eau. Ces informations sont précieuses pour les collectivités en charge de la gestion quantitative des ressources sur un bassin versant.
  - les résultats de l'étude de 2023 sur l'évolution des ressources en eau en Savoie dans un contexte de changement climatique auprès du plus grand nombre (collectivités, institutionnels, grand public, etc).



Station de mesure du réseau TESS (Source du Rigolet à Chindrieux)

Le Département accompagne les collectivités gestionnaires de l'eau potable pour améliorer leur connaissance sur les ressources en eau : équipement pour le suivi du débit des sources, étude quantitative ou qualitative sur les ressources, autant d'actions qui peuvent être financées dans le cadre de l'appel à projet EAU depuis 2020, ou faire l'objet d'assistance technique de la part du service de l'eau de la Direction de l'environnement.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2.

« Contribuer à la préservation de la ressource en eau, et à la sécurité des populations »

L'action du Département en faveur **du suivi et du partage de la connaissance des ressources en eau** s'inscrit pleinement dans les enjeux de l'urgence climatique.
Elle a permis pendant la période de sécheresse 2023 de partager, comme en 2022, l'état des ressources en eau (données issues de son réseau de mesure des eaux souterraines de Savoie (réseau TESS) notamment avec les services de l'Etat dans le cadre du comité de suivi des étiages et des ressources, et de suivre à plus long terme l'évolution de la ressource en eau.
Dans ce cadre, le Département partage également la connaissance acquise pendant plus de 20 ans au travers du programme départemental de recherche en eau, pour identifier des points d'eau stratégiques pour la sécurisation de l'alimentation en eau potable des collectivités de Savoie.
Enfin, il accompagne et incite les collectivités à la mise en place sur leur territoire d'un suivi de leurs ressources en eau au travers du dispositif d'appel à projet EAU. ☺

L'assistance technique départementale est toujours au cœur de l'accompagnement des collectivités à la fois :
- dans le domaine de la GEMAPI : implication forte en Combe de Savoie sur la restauration du lit de l'Isère, par la prévention des risques d'inondation, la restauration des milieux aquatiques, et un travail conjoint sur les enjeux du transfert des digues domaniales (fin 2023),
- dans le domaine de l'assainissement : au-delà des missions classiques de suivi du bon fonctionnement des stations d'épuration qui contribuent à la préservation de milieux devenant de plus en plus sensibles aux effets du changement climatique, le Département a présenté en 2023 les conclusions de l'étude départementale sur la gestion et la valorisation des boues en Savoie. Ces actions d'accompagnement des collectivités se font avec le soutien financier de l'Agence de l'eau. ☺

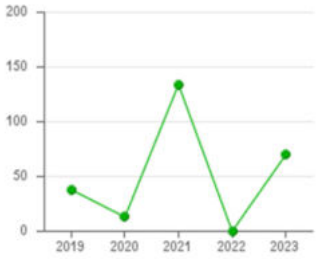
Objectif politique	***1. Préserver ou restaurer un cadre de vie et un environnement exceptionnels, en tenant compte des enjeux de développement***
Objectif stratégique	***1.3. Accompagner la préservation de la biodiversité, des espaces naturels et des paysages***

Objectif opérationnel	***1.3.1. Contribuer à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes***

La lutte contre les espèces exotiques envahissantes sur le réseau routier départemental est pleinement intégrée dans les missions quotidiennes des agents d'exploitation des routes et prise en compte dans les nouveaux projets d'aménagement portés par le Département.

1.3.1.2 PERF - ENS - Nombre de personnes formées à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Période	Nombre
2019	38
2020	13
2021	134
2022	0
2023	70



Les sessions de formation à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes 2023 ont rassemblé 70 personnes et touché 9 centres routiers issus de 3 Maisons Techniques départementales ainsi qu'une collectivité externe.

En parallèle, l'accompagnement des agents au quotidien (assistance, conseil, réponses aux questions) se poursuit, notamment dans le cadre du déploiement du plan d'action ambroisie piloté par la Direction des Infrastructures.
La diffusion d'informations au grand public sur le site Internet du Département complète le dispositif (actions de prévention contre les espèces exotiques envahissantes).



Pied d'ambroisie



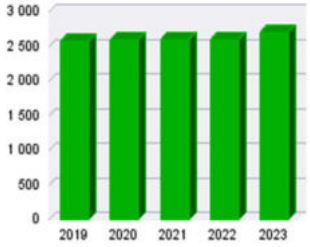
Renouée du Japon

Objectif opérationnel	1.3.2. Favoriser la maîtrise foncière des espaces naturels

La mobilisation des collectivités locales pour préserver activement les espaces naturels via des outils fonciers, notamment l'outil ENS est encore hétérogène sur le territoire.

1.3.2.1 PERF - ENS - Suivi de la superficie des périmètres de préemption Espaces Naturels Sensibles

Période	Hectare
2019	2 571
2020	2 589
2021	2 589
2022	2 589
2023	2 698



La création de périmètres de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS) se fait à la demande des collectivités locales (communes et intercommunalité) pour faciliter leur politique foncière de préservation des milieux naturels.
Trois nouveaux périmètres ont été créés en 2023 ; ils faciliteront la maîtrise foncière publique de la forêt alluviale du Gargot à Cruet, des pelouses sèches des Plantées à Challes-les-Eaux et du Marais des Noux, également à Challes-les-Eaux, pour une surface totale de 109ha.
A noter que 5 parcelles incluses au sein d'une ZPENS ont fait l'objet d'une préemption en 2023 par les collectivités, grâce à la présence de ces périmètres.

En parallèle, le Département a lancé à l'automne 2023 l'élaboration du Schéma départemental des Espaces naturels sensibles qui intégrera les ZPENS dans un cadre plus global et devrait contribuer à leur extension et leur renforcement.

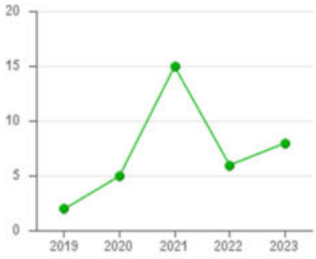
Objectif opérationnel	1.3.3. Favoriser l'intention des collectivités en faveur de la biodiversité

Les dispositifs du Département permettent une montée en puissance des projets portés par les collectivités en matière de protection et de préservation de la biodiversité.



1.3.3.1 ACT - ENS - Appel à projet biodiversité : nombre de projets soutenus

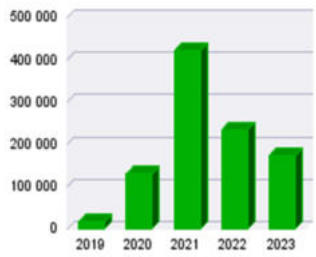
Période	Nombre
2019	2
2020	5
2021	15
2022	6
2023	8



La session 2023 de l'appel à projets a permis de soutenir 8 projets de collectivités. La restauration de la trame bleue (milieux humides et aquatiques) demeure prédominante, grâce à l'action des collectivités en charge de la compétence GEMAPI. Lors de la session 2023, de nouveaux types de projets ont également été soutenus, grâce à l'ouverture d'une enveloppe en fonctionnement, notamment une mission d'étude préalable à la création d'une aire protégée sur les Belleville et un programme de conservation de la flore messicole[1] en partenariat avec des viticulteurs.

1.3.3.1 PERF - ENS - Appel à projet biodiversité : montant de subventions départementales attribuées aux collectivités

Période	Euros
2019	14 988
2020	127 792
2021	418 672
2022	232 611
2023	171 704



Le montant de subventions attribuées en 2023 est en légère baisse, en raison du retrait de deux projets structurants, avant le vote de la programmation. Ceux-ci, ayant pris du retard, devraient être redéposés en 2024.

En parallèle, les subventions attribuées au titre des Contrats « vert et bleu » en 2023 s'élèvent à 48 458 €. En 2023, le bilan à mi-parcours du Contrat vert et bleu du Bassin versant du Lac du Bourget a également été réalisé, permettant une réaffectation des subventions départementales et régionales en fonction de l'avancée des opérations inscrites au Contrat.

[1] *Se dit des plantes annuelles qui poussent dans les champs de céréales (ex. bleuet, coquelicot).*

Objectif opérationnel	1.3.4. Renforcer la promotion de la nature de proximité

Le Département déploie des actions de sensibilisation des scolaires et du grand public aux enjeux de biodiversité. Cette action s'est poursuivie en 2023 :

- Le cycle d'animations grands public autour de la biodiversité sur le territoire de Cœur de Savoie (communes de Champ-Laurent, La Table et Rotherens) débuté en 2022 s'est poursuivi en 2023, avec au total une dizaine de sorties organisées, touchant plus de 150 personnes.
- La session 2023-2024 de l'appel à projets en direction des scolaires (écoles et collèges) a permis de soutenir 18 établissements soit 1 044 élèves, pour un montant total de 18 503 €. Le dispositif a été élargi pour la session 2023-2024 à l'ensemble des niveaux de collèges, de la 6ème à la 3ème mais aussi ouvert à des thématiques connexes à la découverte de la biodiversité, en particulier le changement climatique ou la question de l'eau.

Objectif opérationnel	1.3.5. Contribuer à la prise en compte de la biodiversité dans les aménagements

Le service Espaces naturels et biodiversité accompagne les autres directions départementales dans la prise en compte de la biodiversité dans les politiques sectorielles du Département. Cet appui concerne principalement le développement des activités de pleine nature (tourisme) et la politique routière (travaux et entretien) notamment en matière de gestion des espèces exotiques envahissantes. Cela se traduit par l'apport d'expertise technique et juridique, la conception et la mise à disposition d'outils ou la réalisation d'expérimentations pouvant être dupliquées et diffusées.

En 2023, le service a poursuivi son assistance des équipes en charge de la politique routière pour l'évolution des pratiques d'entretien des bords de routes départementales :

- Le suivi de secteurs réensemencés en 2021 grâce à des mélanges de graines issues de semences locales et sauvages a continué, avec l'appui du Conservatoire botanique national alpin.
- L'expérimentation de protection des stations de flore patrimoniale (espèces rares ou protégées) lors des opérations de fauchage sur les talus routiers, initiée en 2021, s'est poursuivie avec succès. Six nouveaux secteurs ont été intégrés dans le dispositif.
- Une participation active à la démarche de réflexion et d'expérimentation pour améliorer les pratiques de gestion des dépendances vertes des routes départementales afin de mieux préserver la biodiversité.

L'année 2023 a également été riche du point de vue de l'assistance réglementaire : suivi de la mise en œuvre des mesures compensatoires chiroptères[2] liées au chantier de sécurisation de la falaise de la Colombière sur Brison-Saint-Innocent, assistance environnementale en vue de travaux de sécurisation de pare-avalanches à Tignes, bilan de la mise en œuvre des mesures compensatoires des zones humides des véloroutes Belle Via et Via Rhôna.

En matière touristique, le service a apporté son expertise sur les enjeux de préservation des milieux naturels pour les projets d'activité de pleine nature présentés lors des deux Commissions Départementales des Espaces Sites et Itinéraires (CDESI) organisées en avril et en novembre 2023.

[2] *Nom de la famille des chauves-souris*

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3.

« Accompagner la préservation de la biodiversité, des espaces naturels et des paysages »

La lutte contre la dissémination des espèces exotiques envahissantes est intégrée dans les pratiques quotidiennes des agents d'exploitation routière et se concentre aujourd'hui sur la mise en œuvre du plan d'actions contre l'ambroisie (fauchage retardé, végétalisation, etc.). En parallèle, le Département réinterroge ses modes de gestion des dépendances vertes et intègre très largement la prise en compte de la biodiversité dans le cadre de ses politiques sectorielles, de la promotion des activités de pleine nature à la protection des risques naturels. ☺

Les outils techniques et financiers proposés par le Département aux collectivités pour la préservation des milieux naturels s'étoffent en fonction des besoins identifiés sur le territoire. L'adoption en 2024 du Schéma départemental des Espaces naturels sensibles devrait permettre de renforcer de façon significative l'action du Département sur cette thématique. ☺

En matière d'éducation et de sensibilisation à la nature, les dispositifs à destination du grand public et des scolaires poursuivent leur montée en puissance et contribuent à l'acculturation du plus grand nombre, notamment des jeunes à la préservation de la biodiversité. ☺



4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

1.1. Accompagner la transition énergétique

En 2024, la nouvelle stratégie de transition énergétique sera traduite dans le nouveau plan d'action climat 2023-2030 et mise en œuvre.

Au-delà du dispositif d'aides financières Savoie Rénov'énergie déployé par le Département dès le 1er janvier 2023 pour accompagner la rénovation énergétique de l'habitat (notamment pour les ménages en situation de précarité énergétique), 2024 sera une année de transition en matière de gouvernance et de financement du futur service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) dans le cadre de France Rénov', avec un pilotage assuré par l'ANAH.

1.2. Contribuer à la préservation de la ressource en eau, et à la sécurité des populations

L'application de la « feuille de route du Département dans le domaine de l'eau », validée par les élus courant 2022 et visant à accompagner des collectivités dans l'adaptation de leurs services d'eau au changement climatique, sera poursuivie en 2024. Elle conforte le Département dans son rôle de facilitateur, incitateur et fédérateur de dynamiques durables.
En complément, des réflexions vont être menées en 2024, d'une part sur les modalités de mise en œuvre des missions d'assistance technique et d'autre part sur les réseaux de surveillance des eaux portés par le Département.
Enfin, le dispositif du FREE montrera encore son utilité pour l'aide aux collectivités savoyardes, tant il est fortement sollicité suite aux intempéries de l'hiver 2023-2024.

1.3. Accompagner la préservation de la biodiversité, des espaces naturels et des paysages

L'année 2024 sera prioritairement consacrée à la finalisation et au vote du Schéma des espaces naturels sensibles (ENS) qui orientera l'action du Département en matière de préservation des milieux naturels pour les années à venir.

De plus, des actions concrètes issues de l'étude stratégique pour la restauration des continuités écologiques impactées par le réseau routier départemental seront menées en 2024.





Education

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **5e commission**

Directions concernées :

- **Pôle Aménagement – Direction des Collèges**
- **Pôle Aménagement – Secrétariat Général et Maisons techniques du Département**
- **Pôle Solidarités territoriales – Direction des Politiques Territoriales**
- **Pôle Solidarités territoriales – Direction du Développement Artistique et Culturel**
- **Pôle ressources et moyens – Direction des Systèmes d'Information**
- **Pôle ressources et moyens – Direction des Bâtiments et Moyens Généraux**



SOMMAIRE

SYNTHESE 167
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 168
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 170
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs..... 173
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 193

4,98%



Le Département est la collectivité de référence pour l'éducation et l'accompagnement des 21 000 jeunes collégiens qu'il accueille chaque année dans les 38 collèges publics savoyards et les 8 collèges privés dont les classes sont sous contrat d'association avec l'État. Il œuvre par ailleurs pour conforter le positionnement de l'université Savoie Mont Blanc dans le paysage régional.

Contexte

L'Assemblée départementale a approuvé la mise en place d'un Plan « Collèges 2018-2023 », partagé et évolutif, articulé autour de 6 orientations ambitieuses :

- préserver et conforter le maillage territorial des collèges grâce à une politique de sectorisation adaptée et évolutive,
- moderniser le patrimoine immobilier pour le rendre plus fonctionnel et plus respectueux de l'environnement,
- structurer un modèle de restauration scolaire de proximité et éco-responsable,
- participer aux conditions d'épanouissement et de réussite des collégiens,
- accompagner l'Éducation nationale dans la mise en place de nouvelles pratiques pédagogiques liées au déploiement des usages du numérique,
- rendre les agents techniques départementaux acteurs des évolutions de leur environnement.

L'université Savoie Mont Blanc maintient ses effectifs d'une année sur l'autre. Ses moyens humains, tant sur le plan administratif que sur le volet formation, ne lui permettent pas d'accueillir davantage d'étudiants. L'Université s'est engagée dans la première phase de restructuration du campus de Jacob-Bellecombette. Un marché global de performance a ainsi été signé avec le maître d'œuvre qui lance l'opération de rénovation/ extension de la bibliothèque universitaire.

Principales réalisations

- Approbation par l'Assemblée départementale de la mise en place d'une charte départementale pour une restauration saine, de qualité et durable
- Labellisation Ecocert « En cuisine », niveau 1 de l'atelier culinaire et de ses 11 collèges satellites
- 36 collèges impliqués dans des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire
- La DSI renforce la sécurité sur le Système d'Information des collèges (nouvelle solution d'antivirus déployée et mise en place des recommandations de l'ANSSI sur l'infrastructure)
- Le Plan pluriannuel d'investissements pour les collèges a été réévalué à la hausse pour intégrer une ambition forte du Département en matière de performance énergétique, et tenir compte du contexte économique toujours inflationniste et contraint, jusqu'à atteindre aujourd'hui un total de 235 M€ sur la période 2018/2028. En 2023, trois chantiers ont été livrés à Novalaise (salles de classe en locaux provisoires), Modane (couvertures et nouveaux sanitaires), et Saint Michel de Maurienne (pôle sciences, ascenseur et passerelle). Dans le même temps, les travaux se poursuivent à Barby (salles de classe provisoires et rénovation de salles de sciences), Saint Alban-Leysse, Aime (demi-pension), et Bozel (rénovation énergétique et restructuration partielle), ainsi que dans les 2 ateliers culinaires de Chambéry et de Maurienne (dont ses cuisines satellites).

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2022/2023 :

31,69 M€

402,16 ETP *(équivalents temps plein)*

38 collèges publics dont **2** cités scolaires

soit **18 165** collégiens

dont **13 340** demi-pensionnaires et **366** internes

7 établissements en travaux : nouvel atelier culinaire de Chambéry, collèges Garibaldi d'Aix-les-Bains, Saint Alban Leysse et Bozel, demi-pensions de Saint Jean de Maurienne, Saint Etienne de Cuines et Aime

3 200 repas produits par jour par l'Atelier culinaire départemental (11 collèges desservis)

49% des denrées issues de l'agriculture biologique et **34%** de productions locales

8 collèges privés en convention avec l'État, soit **2 927** élèves

10 459 collégiens sensibilisés à l'art et à la culture

Enjeux

Le Plan « Collèges 2018-2023 » a pour finalité d'offrir un cadre d'apprentissage motivant et favorable à la réussite éducative. Il permet de mesurer et d'orienter les efforts éducatifs, matériels et financiers à consentir pour mener la jeunesse savoyarde en toute confiance vers l'autonomie.
Il consiste à donner aux collégiens savoyards et à la communauté éducative les meilleures conditions de travail possibles, propices à la réussite scolaire, professionnelle et sociale.

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

L'Assemblée départementale a fixé de nouvelles orientations pour le volet "Collèges" de la politique Éducation :

- Optimiser et sécuriser l'organisation de la restauration scolaire par des mutualisations territoriales d'unités de production afin de garantir la continuité de service et un service plus qualitatif aux collégiens
- Faire évoluer les moyens mis à disposition dans les collèges vers la mise en œuvre de niveaux de services.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Les Collèges

Le règlement du temps de travail des agents de nettoyage dans les collèges, adopté en décembre 2022, est entré en application le 1er septembre 2023. Ce nouveau cadre, établi en cohérence avec les niveaux de service départementaux pour la propreté des locaux, permet d'améliorer les conditions de travail des personnels dont la moyenne d'âge est de 51 ans.

Concernant la restauration scolaire, l'atelier culinaire répond pleinement aux objectifs de la loi Egalim là où un travail d'accompagnement s'avère nécessaire pour les collèges en production autonome. La Charte pour une restauration saine et durable approuvée par l'Assemblée départementale en décembre 2021 fixe des objectifs concrets aux établissements notamment dans les domaines des achats locaux et bio ou de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

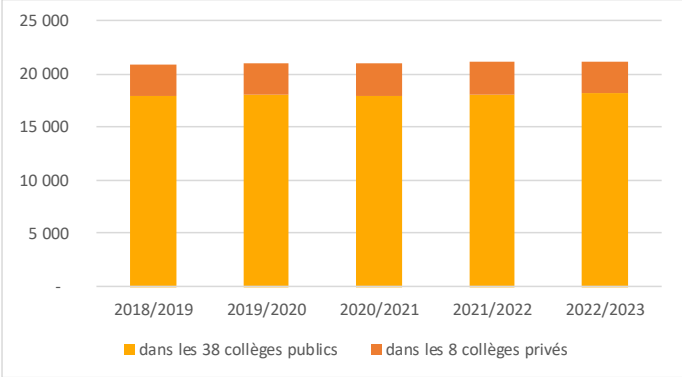
Concernant la DSI :

- L'ensemble des ordinateurs pédagogiques (fixes et portables) ont moins de 7 ans.
- La DSI continue de moderniser le parc de vidéoprojecteur (1200 à ce jour) et a remplacé près d'une centaine de vidéoprojecteurs obsolètes.
- Pour une meilleure réactivité dans la gestion des demandes et des incidents un nouveau poste de technicien d'exploitation a été créé en septembre 2023.
- Par ailleurs la DSI prépare l'intégration des 500 ordinateurs du parc des postes administratifs dans le Système d'Information centralisé.

En conclusion, le Département a su adapter son offre de service pour permettre à nos jeunes collégiens et à leurs familles de disposer d'un accompagnement adapté et renforcé.

CONT - Nombre de collégiens inscrits dans les collèges de Savoie

Période	dans les 38 collèges publics	dans les 8 collèges privés
2018/2019	17 893	2 985
2019/2020	18 006	3 063
2020/2021	17 934	3 047
2021/2022	18 108	3 004
2022/2023	18 165	2 927

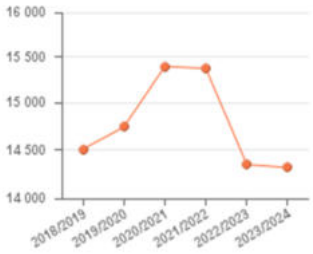


On peut noter une légère augmentation des effectifs dans les collèges publics et une nette diminution des effectifs dans les collèges privés, lors de la rentrée de l'année scolaire 2022/2023.



CONT - Nombre d'étudiants inscrits à l'Université de Savoie Mont-Blanc (USMB)

Période	Nombre
2018/2019	14510
2019/2020	14743
2020/2021	15399
2021/2022	15376
2022/2023	14352
2023/2024	14320



La croissance marque un ralentissement dans la mesure où les capacités d'accueil de l'USMB arrivent à leur maximum faute d'une réévaluation de la dotation de l'Etat par étudiant. Les moyens humains tant en enseignants qu'en personnel administratif atteignent leur limite. L'attractivité de l'USMB peut s'expliquer par les bons résultats qu'elle obtient toujours en termes de réussite à chaque niveau (Licence, Master, DUT) avec un classement parmi les 7 à 10 meilleures universités françaises. L'USMB a aussi un très bon taux de mobilité des étudiants vers l'étranger (ERASMUS+ UNITA etc) et d'accueil d'étudiants étrangers en mobilité.

Il est à noter que le label d'Université européenne UNITA a été reconduit et que désormais ce sont 10 universités de Roumanie, Italie, Espagne et Portugal qui s'associent avec l'USMB pour constituer cette université européenne. Recherche, stage, mobilité, doctorats, mobilité des personnels administratifs y sont autant de domaines où les perspectives peuvent se penser à l'échelle d'UNITA.

La cellule « valorisation » mise en place au sein des services de l'Université Savoie Mont-Blanc (USMB) poursuit son travail de sensibilisation et d'animation pour favoriser les collaborations entre laboratoires et entreprises. La candidature de l'USMB pour devenir Pôle Universitaire d'Innovation, et ainsi obtenir les moyens de mieux organiser et rendre plus lisible l'écosystème des acteurs de l'innovation et simplifier le parcours d'accompagnement des porteurs de projets, n'a pas été retenue par le Ministère. L'USMB va néanmoins s'appuyer sur la réflexion menée pour faire évoluer son organisation et être plus efficace.

La Fondation USMB, dont le Conseil Savoie Mont Blanc est membre fondateur aux côtés de l'USMB et de plusieurs entreprises de Savoie et Haute Savoie, contribue aussi au renforcement de ces liens et de ces échanges. Le nombre de partenariats pour l'année 2023 n'a pas été communiqué par l'USMB, il n'est donc pas possible de voir si la tendance est repartie à la hausse.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

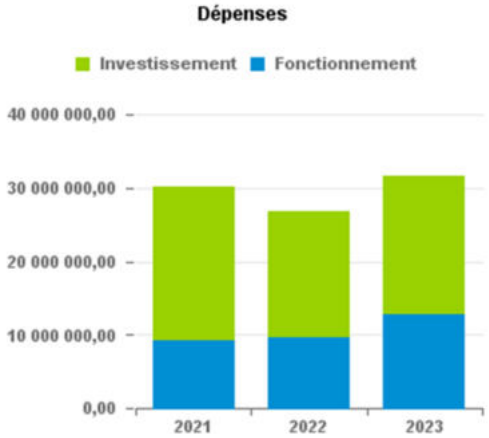
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

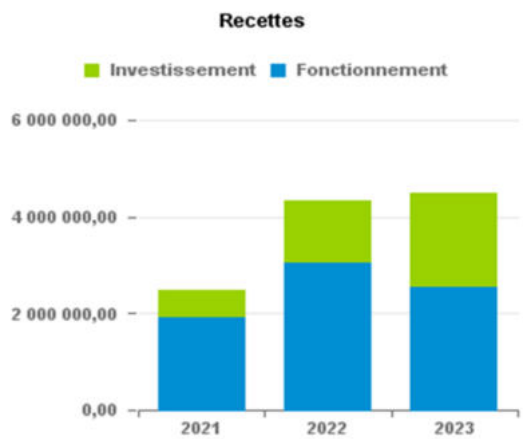
Secteurs budgétaires de la politique EDUCATION

SECTEURS BUDGETAIRES
COLLEGES PRIVES
COLLEGES PUBLICS
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE
INTERVENTIONS SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES

Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 06 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
COLLEGES PRIVES	1 630 222,69	505 200,20	1 745 146,09	675 150,44	1 743 863,70	831 998,70
COLLEGES PUBLICS	6 588 613,59	20 079 933,73	6 913 628,97	16 419 259,37	9 252 065,52	17 486 305,06
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	1 063 351,00	344 070,19	1 005 000,00	129 337,95	1 010 000,00	679 484,94
INTERVENTIONS SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES	700,00		6 600,00		690 301,25	
Dépenses par section :	**9 282 887,28**	**20 929 204,12**	**9 670 375,06**	**17 223 747,76**	**12 696 230,47**	**18 997 788,70**
	total année : 30 212 091,40		**total année : 26 894 122,82**		**total année : 31 694 019,17**	

Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 06 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
COLLEGES PRIVES	0,00		36 655,20		17 114,00	
COLLEGES PUBLICS	1 894 407,43	94 815,79	3 017 353,84	1 289 763,32	2 533 634,60	1 927 902,85
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	8 700,00	471 311,51		0,00		0,00
Dépenses par section :	**1 903 107,43**	**566 127,30**	**3 054 009,04**	**1 289 763,32**	**2 550 748,60**	**1 927 902,85**
	total année : 2 469 234,73		**total année : 4 343 772,36**		**total année : 4 478 651,45**	







Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
EDUCATION	COLLEGES PUBLICS	PAD	DGA	0,2	0,2	0,2
		PAD	DC	330,07	318,52	322,48
		PRMD	DBMG	19,06	17,21	18,18
		PAD	MTD	37,84	46,43	49,07
	Sous-total du secteur			**387,17**	**382,36**	**389,93**
	COLLEGES PRIVES	PAD	DC	0,25	0,25	0,25
	Sous-total du secteur			**0,25**	**0,25**	**0,25**
	INTERVENTIONS SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES	PSTD	DPT	0,11	0,18	0,12
	Sous-total du secteur			**0,11**	**0,18**	**0,12**
	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	PSTD	DPT	0,23	0,16	0,21
	Sous-total du secteur			**0,23**	**0,16**	**0,21**
	INFORMATIQUE (Pol. Education)	PRMD	DSI	8,68	9,29	11,65
	Sous-total du secteur			**8,68**	**9,29**	**11,65**
TOTAL tous effectifs pour la politique				**396,44**	**392,24**	**402,16**

Direction des collèges (DC)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

S'agissant des moyens financiers :

Les dépenses de **fonctionnement** gérées par la Direction des Collèges sont stables pour les **collèges privés et publics**, hors crédits nouveaux affectés à la carte OKAY collèges. Il est à noter que, dans la synthèse ci-dessus, les dépenses de fonctionnement des collèges privés prennent en compte la participation aux charges de personnel, alors que les dépenses de fonctionnement des collèges publics sont prises en compte dans la politique Ressources Humaines.

Les budgets **d'investissement** des trois dernières années des **collèges privés** sont stables à hauteur d'environ 670 000 € en moyenne. Les dépenses de 2023 sont en hausse par rapport à celles de 2022.
Pour les **collèges publics**, les dépenses d'investissement sont en hausse par rapport à 2022.

En 2023, le fonds de solidarité s'élève à 1 004 425 €. Un montant de 504 425 € a été utilisé en fonctionnement pour accompagner les collèges dans leurs dépenses d'énergie à hauteur de 225 305.40 € et l'achat de denrées alimentaires pour un montant de 279 119.60 €. 500 000 € ont été utilisés en investissement dont 180 000 € pour le renouvellement de 2 parcs informatiques de collèges en plus des 3 annuels prévus. Le solde de 320 000 € a été réparti pour l'équipement des établissements en matériels et dispositifs de contrôle d'accès au service de restauration, de mobiliers intérieurs et extérieurs, de matériel de secourisme et de matériels et équipements pour les salles de sciences et technologie.

S'agissant des moyens humains :

Le Département est l'employeur des personnels techniques des collèges : agents polyvalents, cuisiniers et agents de maintenance. Suite à l'arrêt des contrats aidés (CUI – CAE) par l'Etat, la collectivité a été amenée à mettre un terme à 49 contrats. Ces suppressions se sont ajoutées aux 12 postes supprimés entre 2015 et 2017, dans un but de meilleure maîtrise des charges de fonctionnement. Depuis le 1er février 2021, les agents de maintenance sont rattachés aux maisons techniques du Département et non plus à la Direction des collèges. Les effectifs sont désormais stables.
En 2022, devant les difficultés de remplacements des agents d'entretien dans les collèges, l'Assemblée départementale avait approuvé le renforcement des équipes volantes de remplacement, pour garantir la continuité de service. En conséquence, en 2023, afin de pallier les absences dans les collèges, une équipe mobile de 8 agents polyvalents pour l'entretien des 11 collèges du Territoire « Grand Chambéry » a été créée. Elle a en outre permis de réduire des effectifs de remplacements, raison pour laquelle on ne constate pas une augmentation de 8 ETP entre 2022 et 2023.

Par ailleurs, la création de surfaces supplémentaires liées aux restructurations dans les collèges génère des besoins en nettoyage que les entreprises de nettoyage peinent à satisfaire.

Direction des bâtiments et moyens généraux (DBMG)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) : 😐

La restructuration de la DBMG en 2022 et la création d'un service dédié à la performance énergétique ont permis d'engager des programmes de travaux ambitieux (rénovation des bâtiments et installations thermiques, installation de panneaux photovoltaïques en toitures…), et de bâtir la stratégie départementale au sein de son nouveau schéma directeur énergie, notamment pour répondre aux obligations réglementaires imposées par le décret tertiaire.

Par ailleurs, de nouvelles restructurations de collèges devraient bientôt être livrées, mais les opérations au titre du Plan pluriannuel d'investissements avancent toujours sous contrainte : le coût des opérations ne cesse d'augmenter, les procédures de consultation deviennent de plus en plus longues et incertaines, et certaines entreprises se déclarent défaillantes en cours de chantier, avec à la clé des retards sur le démarrage et la livraison des différents travaux. Ces facteurs ont généré d'importants reports de crédits en 2022 qui ont été consommés en 2023 (+1,2 M€ en maintenance, +0,92 M€ en constructions et restructurations).

Direction des systèmes d'information (DSI)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) : ☺

9 agents ont la charge de l'environnement informatique des collèges, composé de 5500 PC, 1750 tablettes et 1200 vidéoprojecteurs pour l'usage pédagogique, de 500 PC à usage administratif ainsi que de la mise à disposition d'un Environnement Numérique de Travail (ENT).
Le Département a aussi en charge la téléphonie sur IP pour l'ensemble des collèges. Au global, le Département consolide massivement les installations informatiques et téléphoniques afin d'apporter un service de qualité.

Direction des politiques territoriales (DPT)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) ☺

Les moyens alloués permettent de déployer la politique départementale de manière satisfaisante voire très satisfaisante concernant la politique en faveur de l'enseignement supérieur et la recherche. Peu de Départements apportent de tels financements auprès de leur établissement d'enseignement supérieur.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Assurer un accueil de qualité dans les collèges	1.1. Garantir une dotation suffisante en en personnel formé et compétent dans les collèges	1.1.1. Garantir l'accès à la formation pour les agents intervenant dans l'entretien des locaux
		1.1.2. Garantir le niveau de service d'entretien ménager, en atteignant le niveau de service établi dans tous les collèges à partir de 2023
	1.2. Optimiser la gestion du patrimoine des collèges	1.2.1. Restructurer le patrimoine des collèges selon le programme voté (PPI)
		1.2.2. Assurer un niveau de maintenance satisfaisant du patrimoine des collèges
		1.2.3. Régulariser le foncier patrimonial des collèges
		1.2.4. Optimiser la gestion du parc de logements
		1.2.5. Améliorer la sécurité des biens et des personnes et l'accessibilité des locaux
		1.2.6. Proposer une offre justement proportionnée d'hébergement aux collégiens
		1.2.7. Renforcer la performance énergétique et environnementale des collèges
	1.3. Favoriser l'accès au numérique	1.3.1. Garantir aux collégiens un matériel informatique de qualité
		1.3.2. Déployer le plan numérique
2. Répondre aux besoins de restauration des collégiens avec une offre de qualité	2.1. Développer la qualité des matières premières	2.1.1. Développer les circuits courts et le bio dans l'alimentation des collégiens
	2.2. Optimiser la production de repas	2.2.1. Renforcer la mutualisation des sites de production
		2.2.2. Assurer la continuité de service par l'intervention de l'EMAT
		2.2.3. Réduire le gaspillage alimentaire
	2.3. Maintenir la compétence des agents de restauration	2.3.1. Garantir l'accès à la formation pour les agents intervenant en restauration
		2.3.2. Favoriser les échanges entre pairs
3. Accompagner les projets éducatifs	3.1. Faciliter l'accès à l'orientation des collégiens	3.1.1. Garantir l'accès aux forums des métiers
		3.1.2. Faciliter la découverte du monde de l'entreprise
	3.2. Faciliter l'accès à la culture	3.2.1. Favoriser l'action culturelle locale
4. Contribuer au maintien et au développement de l'offre de formation post-bac en Pays de Savoie (DPT)	4.1. Conforter le positionnement de l'université de Savoie Mont-Blanc dans le paysage rhônalpin	4.1.1. Maintenir un niveau minimum de soutien à l'Université Savoie Mont-Blanc
		4.1.2. Soutenir les actions favorisant les partenariats entre les laboratoires de l'Université Savoie Mont-Blanc et les entreprises du territoire
		4.1.3. Soutenir l'immobilier universitaire
5. Contribuer à répondre à la demande en matière d'équipements scolaires (DPT)	5.1. Répondre aux besoins des communes et intercommunalités en matière d'équipements scolaires	5.1.1. Contrats départementaux- Accompagner les collectivités dans leurs projets d'améliorations ou de construction d'écoles

Objectif politique	*1. Assurer un accueil de qualité dans les collèges*
Objectif stratégique	*1.1. Garantir une dotation suffisante en personnel formé et compétent dans les collèges*

Objectif opérationnel	*1.1.1. Garantir l'accès à la formation pour les agents intervenant dans l'entretien des locaux*

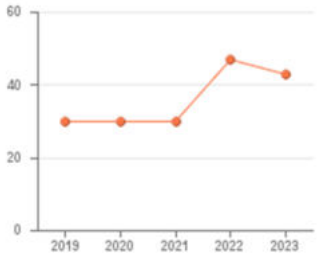
1.1.1.2 PERF - Nombre d'agents formés aux pratiques de nettoyage des locaux

Période	Nombre
2023	78

En 2022, parmi les formations proposées aux agents des collèges, le Cabinet Conform', chargé d'accompagner les établissements pour la mise en place du niveau de service départemental pour le nettoyage des locaux, a formé 79 agents au nettoyage des locaux. En 2023, la Direction des collèges a souhaité poursuivre le travail initié par le Cabinet Conform' en formant à son tour les agents polyvalents recrutés depuis 2022. Cette formation, qui porte sur les niveaux de service à respecter, les protocoles de nettoyage et la méthode de nettoyage par pré-imprégnation, est organisée plusieurs fois par an.

1.1.1.3 ACT - Nombre de postes ouverts sur l'année

Période	Nombre
2019	30
2020	30
2021	30
2022	47
2023	43



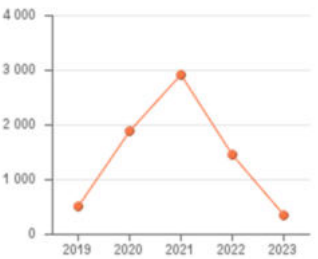
Sur les 43 ouvertures de postes d'agents polyvalents ou de restauration, 39 ont concerné les collèges suite à des mobilités ou des départs à la retraite, et 4 ont concerné l'équipe mobile de restauration.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Garantir le niveau de service d'entretien ménager, en atteignant le niveau de service établi dans tous les collèges à partir de 2023*

En 2017/18, un état des lieux des niveaux de service pour le nettoyage des collèges a été réalisé. Un niveau de service pour la propreté a été arrêté. Après une expérimentation dans 9 collèges volontaires en 2020,-une généralisation s'est engagée progressivement dès 2021. Le déploiement s'est achevé en juillet 2023. Un poste de technicien qualité hygiène et propreté a été créé par redéploiement en septembre 2022. Son rôle consiste à poursuivre l'accompagnement des agents et des équipes de direction pour s'assurer de la bonne application des méthodes.

1.1.2.1 ACT - Nombre d'heures d'intervention d'entreprises extérieures

Période	Nombre
2019	511
2020	1 886
2021	2 920
2022	1 457
2023	361



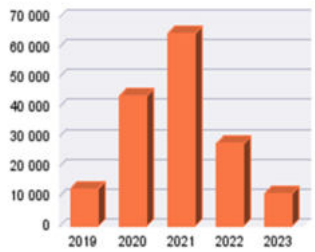
En 2020 et 2021, le Département, confronté à des difficultés de remplacement, a multiplié les commandes d'interventions des sociétés de nettoyage afin de venir en renfort des équipes d'agents des collèges chargées d'appliquer les protocoles sanitaires renforcés fixés par l'Education nationale et pour pallier les absences liées à des contamination d'agents à la COVID.



Depuis 2022, le retour à une situation sanitaire meilleure a conduit à réduire les interventions des sociétés extérieures. Cette réduction tient aussi aux difficultés que les sociétés elles-mêmes rencontrent pour recruter du personnel d'entretien.
Le développement des équipes mobiles d'agents polyvalents explique aussi ce moindre recours aux sociétés de nettoyage.

1.1.2.2 PERF - Budget annuel dédié à l'entretien ménager par des entreprises extérieures

Période	Euros
2019	12 322
2020	43 204
2021	64 250
2022	27 438
2023	10 906



La diminution du nombre d'heures d'interventions des sociétés de nettoyage s'est naturellement traduite par une diminution des dépenses.

Direction des collèges (DC)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Garantir une dotation suffisante en personnel formé et compétent dans les collèges »

Le Département est l'employeur des personnels concourant au bon fonctionnement des collèges : agents polyvalents, cuisiniers et agents de maintenance.
Pour faciliter le travail des agents, le Département a, depuis 2018, permis aux collèges de doter les agents en autolaveuses, chariots de nettoyage par pré-imprégnation, améliorant encore leurs conditions de travail.
Un important plan de formation est mis en œuvre afin d'améliorer la santé et la sécurité au travail. En 2023, des formations « comportement physique au travail » ont été mises en place et se poursuivent en 2024 afin de réduire les risques de troubles musculo-squelettiques (TMS) notamment, voire de maladies professionnelles.

Les difficultés de recrutement sur certains secteurs géographiques ont conduit à externaliser le nettoyage, de manière ponctuelle et ciblée, pour la première fois en 2018, et de manière renforcée en 2020 et 2021, dans un contexte sanitaire particulier lié à la pandémie de Covid 19. Il est apparu en 2022 que les sociétés de nettoyage elles-mêmes rencontraient elles aussi des difficultés de recrutement, ce qui a conduit l'Assemblée départementale à voter la création de 30 postes d'agents volants pour assurer le nettoyage des établissements. Ouverts en juillet 2022, les 8 postes du Territoire Grand Chambéry ont été pourvus en novembre 2023. Pour les autres Territoires, les postes seront ouverts à partir de 2024.

Le déploiement d'un niveau de service pour le nettoyage et l'organisation du travail a été lancé en septembre 2021. Ce travail a permis d'identifier les effectifs cibles pour la plupart des collèges.

Toutefois, la modernisation des collèges prévue au Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) questionnera les moyens à déployer pour assurer leur entretien (contrats aidés, entreprises de nettoyage…). Les départs à la retraite des agents de catégorie C du Département sont massifs ces dernières années. Le recrutement est un enjeu important, de même que la santé au travail, afin de permettre aux agents de terminer leur carrière dans des conditions satisfaisantes. Aujourd'hui, 66 agents ont en effet des restrictions médicales soit près d'un agent sur 4.

Secrétariat Général et Direction des Maisons Techniques du Département

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1 ☺

« Garantir une dotation suffisante en personnel formé et compétent dans les collèges »

Les 40 agents de maintenance des collèges ayant été rattachés aux Maisons Techniques du Département (MTD) au 1er février 2021, le processus d'intégration s'est poursuivi en 2022 et 2023. Le réseau de partage de pratiques professionnelles s'avère très actif et démontre de son efficacité.
Considérant que 48% des agents de maintenance des collèges ont aujourd'hui plus de 55 ans, l'enjeu à venir du renouvellement des équipes est au cœur des actions. A ce titre, des liens sont notamment développés avec les différentes écoles formant au métier de la maintenance des bâtiments.

Objectif politique 1. Assurer un accueil de qualité dans les collèges

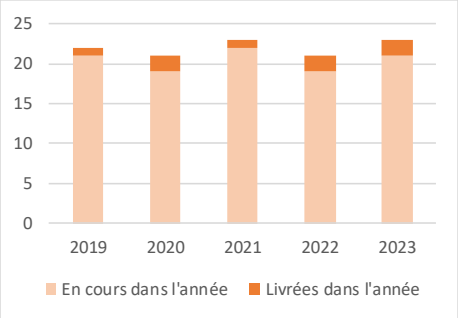
Objectif stratégique 1.2. Optimiser la gestion du patrimoine des collèges

Objectif opérationnel 1.2.1. Restructurer le patrimoine des collèges selon le programme voté (PPI)

1.2.1.1 PERF - Nombre d'opérations du PPI*

**PPI : Plan Pluriannuel d'Investissement*

Période	En cours dans l'année	Livrées dans l'année
2019	21	1
2020	19	2
2021	22	1
2022	19	2
2023	21	2



2 nouvelles opérations ont été livrées en 2023 :
- au collège Paul Mougin de Saint Michel de Maurienne, après la livraison d'un pôle sciences en locaux modulaires, la mise en accessibilité (ascenseur et passerelle) a été livrée fin 2023 ;
- au collège La Vanoise à Modane : la rénovation et la création de sanitaires, la modification de l'abri d'accès à la plateforme des cars, la création du préau, et la réfection des couvertures translucides des bâtiments A, B et C.

Suite aux difficultés rencontrées avec les entreprises et à l'incendie survenu en été 2023, la restructuration partielle du collège Joseph et Xavier de Maistre à Saint Alban Leysse (mise en accessibilité, amélioration de la performance thermique des bâtiments, création d'une salle polyvalente, d'une salle des professeurs et d'un foyer pour les élèves) a pris du retard pour une livraison attendue courant 2024, avec des compléments de travaux à venir sur la façade sinistrée.




La Vanoise, Modane (toitures et sanitaires)




Nouvel ACD de Chambéry*



Garibaldi, Aix-les-Bains (salles de sciences)




Jean Mermoz, Barby (salles de sciences modulaires)





Clapeys, St Jean de Maurienne (demi-pension)

** ACD : atelier culinaire départemental*

7 opérations de travaux sont en cours en 2023, pour des livraisons attendues courant 2024 :
- le nouvel atelier culinaire de Chambéry est en travaux depuis début 2022 et sera opérationnel pour la rentrée scolaire 2024 ;
- au collège Jean Mermoz à Barby, des salles de sciences en locaux modulaires ont été livrées en septembre 2023 et le réaménagement des anciennes salles de sciences se poursuit ;
- au collège Garibaldi à Aix-les-Bains, le pôle sciences du deuxième étage a été livré en février 2024 et les travaux se poursuivent sur le premier étage, les sanitaires et le préau intérieur au rez-de-chaussée ;
- au collège de Saint Etienne de Cuines, les travaux sont en cours pour la mise aux normes d'accessibilité et la rénovation de la demi-pension en satellite du futur atelier culinaire de Maurienne ;
- sur le bâtiment des Clapeys au collège de Saint Jean de Maurienne, la création du futur atelier culinaire de Maurienne est en cours ;
- au collège Jovet à Aime, l'isolation thermique et la mise en accessibilité de la demi-pension sont en cours ;
- au collège Le Bonrieu à Bozel, en complément de la restructuration partielle initiée en 2016-2018, la rénovation des équipements de ventilation et de chauffage et l'amélioration de l'isolation thermique des bâtiments se poursuivent.

3 opérations avec études de maîtrise d'œuvre ont été effectuées en 2023 :
- restructuration du collège de Bissy à Chambéry ;
- restructuration du collège de Louise de Savoie à Chambéry ;
- restructuration du collège Joseph Fontanet à Frontenex (démarrage du chantier à l'été 2024).

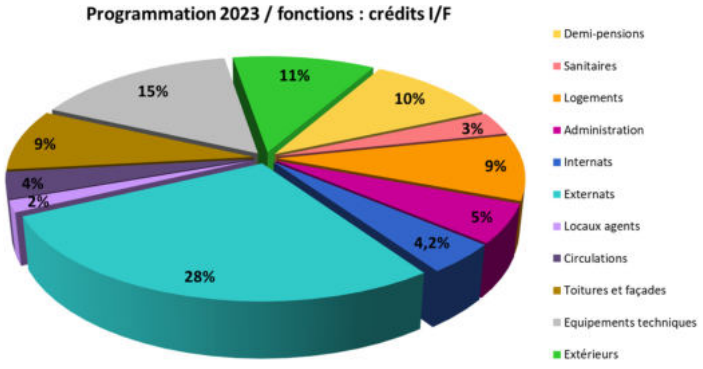
6 opérations sont au stade du programme en 2023 :
- restructuration du collège Jules Ferry à Chambéry ;
- isolation thermique et agrandissement de la demi-pension au collège George Sand à La Motte Servolex (consultation de maîtrise d'œuvre en cours) ;
- reconstruction ou réhabilitation lourde du collège De Boigne à La Motte-Servolex ;
- reconstruction avec haut niveau de performance énergétique du collège Edmond Rostand à La Ravoire ;
- restructuration du collège L'Épine à Novalaise (consultation de maîtrise d'œuvre à venir) ;
- restructuration du collège Val Gelon à La Rochette-Valgelon (consultation de maîtrise d'œuvre en cours).

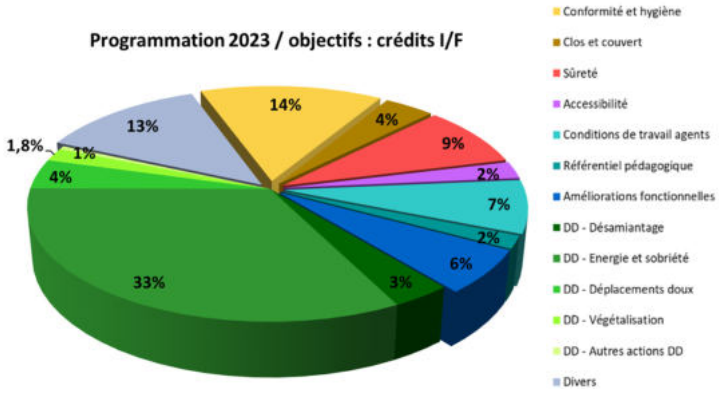
Objectif opérationnel	*1.2.2. Assurer un niveau de maintenance satisfaisant du patrimoine des collèges*

La programmation annuelle de maintenance des collèges

En 2023, 592 opérations de maintenance des collèges ont été engagées pour un total de 5,78 M€, dont 484 livrées pour 3,8 M€ (76%), pour un volume d'investissements relativement constant. 43% de ces investissements contribuent à des objectifs de développement durable, dont 1,9 M€ pour améliorer la sobriété énergétique des bâtiments.

Elles contribuent notamment à rénover les internats (538 K€), moderniser les demi-pensions (505 k€), prévenir le risque intrusion (369 K€), et améliorer la qualité des sanitaires (223 K€).





FOCUS SUR …

LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PROGRAMMES DE MAINTENANCE DES COLLÈGES EN 2023

43% du budget de maintenance 2023 est dédié au développement durable, soit 2,46 M€ :

- 1 885 K€ pour favoriser la sobriété énergétique des bâtiments, la réduction des consommations et des émissions de gaz à effet de serre (entretien des chaufferies, mise en place de régulations, reprises de toitures pour isolation thermique et installation à venir de panneaux photovoltaïques, installation de ventilateurs plafonniers…)

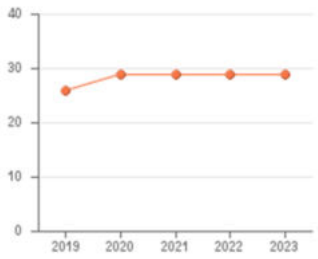
- 200 K€ pour le désamiantage des locaux (études et travaux),

- 243 K€ pour la promotion des déplacements doux dans le cadre du Plan vélo collèges,
  Le Plan vélo collèges, ce sont 590 K€ investis sur la période 2020/2023 dans les abris deux roues :
  . 3 à La Lauzière à Val d'Arc, et Charles Dullin à Yenne,
  . 1 quatrième en travaux (livraison 2024) sur Joseph et Xavier de Maistre à Saint Alban-Leysse,
  . 3 chantiers à venir sur Garibaldi à Aix-les-Bains, Henry Bordeaux à Cognin, et Le Beaufortain à Beaufort,
  . un guide et référentiel technique pour améliorer la qualité et l'homogénéité des aménagements à venir, publié début 2023.

- 105 K€ pour préparer le programme de végétalisation des cours de collèges (diagnostics, études de faisabilité et concertation).

1.2.2.3 PERF - Part de collèges raccordés à des réseaux de chaleur urbains

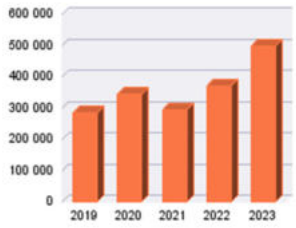
Période	Taux
2019	26
2020	29
2021	29
2022	29
2023	29



En 2023, il n'y a pas eu de nouvelle opération en plus des **11 collèges déjà raccordés à des réseaux de chaleur urbains**.
Cette stagnation est contextuelle, puisque les raccordements sont réalisés au fil des opportunités fournies par des projets locaux d'équipements.

1.2.2.4 PERF - Montants annuels investis par le Département pour la prévention du risque intrusion

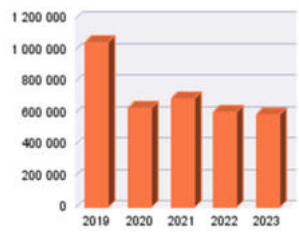
Période	Euros
2019	282 215
2020	342 265
2021	291 191
2022	368 876
2023	496 368



Sur la période 2016/2021, un programme départemental d'investissement exceptionnel pour prévenir le risque intrusion se monte à 3,43 M€.
La totalité des collèges sont aujourd'hui équipés en dispositifs d'alerte conformes au Plan particulier de mise en sécurité - PPMS, ainsi qu'en clôtures d'enceinte et contrôles d'accès. Les besoins persistent avec des compléments pour améliorer la sonorisation des messages d'alerte, compléter les clôtures, entretenir ou adapter les contrôles d'accès, et automatiser les volets (dispositif de confinement).

1.2.2.5 PERF - Montants annuels investis par le Département dans les demi-pensions des collèges

Période	Euros
2019	1 046 044
2020	625 790
2021	684 890
2022	601 692
2023	584 123

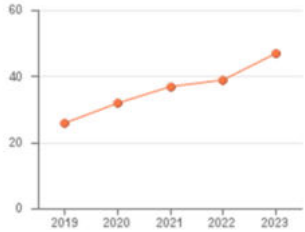


Après deux années d'investissements lourds sur la modernisation des demi-pensions des collèges en 2018 et 2019, le niveau a été réduit mais se maintient encore en 2023, avec 584 123 € investis pour les conditions de travail des agents dans les cuisines et le renouvellement des équipements.

Objectif opérationnel	*1.2.3. Régulariser le foncier patrimonial des collèges*

1.2.3.1 PERF - Taux de régularisation foncière des collèges

Période	Taux
2019	26
2020	32
2021	37
2022	39
2023	47



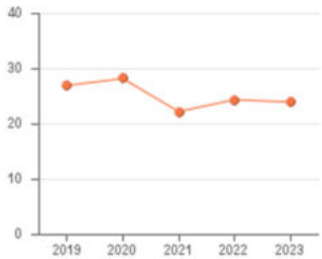
Malgré le transfert des compétences en matière de collèges aux Départements par actes de décentralisation de 1982 et 2004, une majorité d'entre eux sont encore en propriété des collectivités locales. Les services départementaux travaillent donc au transfert progressif de ce patrimoine, par voie de conventions de régularisation.

Sur les 38 collèges de Savoie, **16 sont régularisés en 2023**, et 2 collèges supplémentaires l'ont été début 2024 : Joseph Fontanet à Frontenex et Charles Dullin à Yenne.

Objectif opérationnel	*1.2.4. Optimiser la gestion du parc de logements*

1.2.4.2 PERF - Taux de logements inoccupés dans les collèges

Période	Taux
2019	27,00
2020	28,25
2021	22,28
2022	24,43
2023	24,00



Les logements peuvent être inoccupés pour deux raisons :
- soit le personnel de l'Éducation nationale dispose d'un logement par nécessité absolue de service et a obtenu une dérogation à l'obligation de se loger. Ces logements ne sont pas proposés à la location.
- soit le logement nécessite des travaux de remise en état.

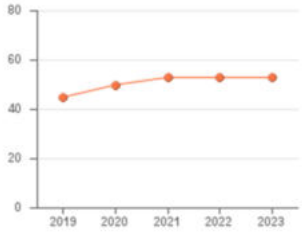
Sur la période 2022/2023, le programme de rénovation des logements se poursuit pour répondre à une mobilité toujours importante des principaux et gestionnaires, mais avec des coûts d'aménagement qui augmentent compte tenu du contexte inflationniste. Ainsi, 10 logements ont été entièrement rénovés (ou finis de rénover) dans les collèges Garibaldi à Aix-les-Bains, Jacques Prévert à Entrelacs, Charles Dullin à Yenne, Bissy à Chambéry (2),

Louise de Savoie à Chambéry, et La Vanoise à Modane, auxquels s'ajoutent 17 travaux de rafraîchissement ou rénovations partielles, principalement dans les cuisines et salles de bain.

Objectif opérationnel	1.2.5. Améliorer la sécurité des biens et des personnes et l'accessibilité des locaux

1.2.5.1 PERF - Taux de collèges mis aux normes handicap

Période	Taux
2019	45
2020	50
2021	53
2022	53
2023	53

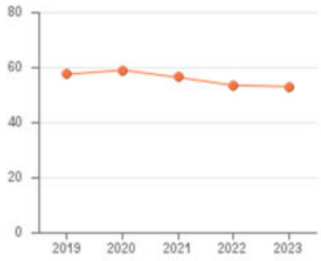


La mise aux normes handicap des collèges est encadrée par l'Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) adopté fin 2015, qui doit faire l'objet d'une révision à intégrer dans le planning du Plan pluriannuel d'investissement des collèges.
À ce jour, 20 collèges sont conformes aux normes d'accessibilité, dont 15 disposent d'une attestation.
Les études et les travaux sont par ailleurs programmés sur 10 autres collèges dans le cadre des travaux du PPI.

Objectif opérationnel	1.2.6. Proposer une offre justement proportionnée d'hébergement aux collégiens

1.2.6.1 ACT - Taux de remplissage des internats

Période	Taux
2019	58
2020	59
2021	57
2022	54
2023	53



Le taux de remplissage des internats et le nombre d'internes sont globalement stables au cours de ces dernières années, avec une légère inflexion depuis 2021, qui représente une diminution d'une trentaine d'internes.

Objectif opérationnel	1.2.7. Renforcer la performance énergétique et environnementale des collèges

FOCUS SUR …

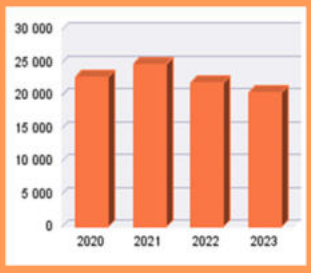
LES 3 OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE PORTES PAR LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS POUR LES COLLEGES

Face à l'ampleur des enjeux climatiques et environnementaux pour notre avenir, il devient impératif d'agir. Le Département entend prendre toute la part de ses responsabilités et se conformer aux obligations réglementaires fixées par le « décret tertiaire ».
En déclinaison de son Plan climat énergie territorial (PCET), il s'est donc fixé 3 objectifs sur son patrimoine bâti.
Pour y parvenir, un nouveau recrutement a été fait pour renforcer le service dédié à la performance énergétique, et la stratégie départementale a été déclinée dans le Schéma directeur énergie, adopté fin 2023.

Objectif de Développement Durable n°1 : réduire les consommations d'énergie

1.2.7.1. PERF - Consommation d'énergie dans les collèges

Période	Kilowatt-heure
2020	22 688
2021	24 658
2022	21 873
2023	20 349



> 20 349 MWh d'énergie finale consommée en 2023 par les collèges, - 7% par rapport à 2022

Au-delà des objectifs fixés par le décret tertiaire, le plan pluriannuel intègre systématiquement et anticipe les niveaux de performance thermique attendus.

Le plan de sobriété mis en place par le Département sur la saison de chauffe 2022-2023 et renouvelé sur la saison suivante a permis d'obtenir des économies sensibles sur les consommations :
. -10% sur l'électricité (sobriété numérique, extinction de la ventilation en période d'inoccupation, éclairage LED …)
. -11 % sur le chauffage

Objectif de Développement Durable n°2 : réduire nos émissions de gaz à effet de serre

1.2.7.2. PERF – Emission de gaz à effet de serre dans les collèges

Période	Tonnes de CO2
2020	3 881
2021	3 738
2022	3 125
2023	2 882



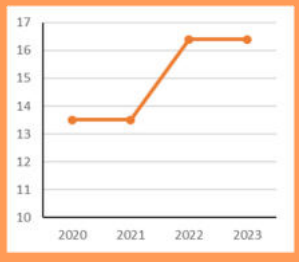
> 2 882 tonnes équivalent CO2 en 2023, - 27% par rapport à 2022

Cette baisse vient notamment du remplacement des chaudières au fioul par des chaudières bio-propane et la mise en place de systèmes de régulation :
. remplacement des chaudières, régulation et mise en conformité de la fumisterie au collège Pierre Grange à Albertville,
. rénovation de la panoplie de chauffage et mise en place d'une régulation aux collèges Côte rousse à Chambéry, et Les Frontailles à Saint Pierre d'Albigny.

Objectif du Développement Durable n°3 : augmenter la part des énergies renouvelables

1.2.7.3 PERF - Part des énergies renouvelables des collèges

Période	Taux
2020	13,5
2021	13,5
2022	16,4
2023	16,4



> 16.4% d'énergies renouvelables (photovoltaïque et bois énergie) en 2023

12 collèges sont équipés de panneaux photovoltaïques.
4 nouvelles centrales photovoltaïques ont été installées en 2023 : collèges Le Beaufortain à Beaufort, Beatrice de Savoie aux Echelles, Le Revard à Grésy, Jacques Prévert à Entrelacs. Les raccordements sont en cours pour une production courant 2024.
De plus, 11 collèges sont raccordés à des réseaux de chaleur avec une part de bois énergie allant de 60 à 100%, le dernier étant le collège de Barby.

Direction des collèges (DC)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2.

« Optimiser la gestion du patrimoine des collèges »

En octobre 2019, l'Assemblée départementale a approuvé de nouvelles modalités d'attribution des logements de fonctions des collèges. Cette décision a permis un travail de fond en 2020 afin de clarifier les attributions des logements en NAS pour le personnel de l'Education nationale et les agents départementaux.

Un règlement d'utilisation des logements est mis en application depuis 2021. Il précise les responsabilités de chacune des parties en matière de travaux, d'entretien, d'assurances, d'état des lieux, de paiement des charges etc.

Direction des bâtiments et moyens généraux (DBMG)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. 😐

« Optimiser la gestion du patrimoine des collèges »

Le plan pluriannuel d'investissement permet progressivement de remettre à niveau les collèges de Savoie (performance thermique, accessibilité, désamiantage, adaptation aux nouvelles pratiques pédagogiques…). Malgré tout, les coûts d'opération subissent une inflation importante, liée au contexte économique international et à des ambitions renforcées en matière de performance énergétique. Le planning de réalisation prend du retard, avec des entreprises aux carnets de commandes saturés.

Parallèlement, les crédits dédies aux programmes de maintenance restent soutenus depuis 2018 (enveloppe annuelle d'environ 6 M€). Si ces investissements vont pouvoir être stabilisés sur certains programmes après des efforts conséquents sur la modernisation des demi-pensions et l'amélioration de la qualité des sanitaires, ils vont en revanche devoir être encore accrus sur les axes suivants :

- prendre en compte le développement durable à tous les niveaux (performance thermique, désamiantage, déplacements doux, végétalisation des cours…),
- rénover le parc de logements,
- rénover les internats,
- renforcer encore la prévention du risque intrusion,
- améliorer les conditions de travail des agents dans les collèges en reprenant l'aménagement des locaux techniques d'entretien ménager.

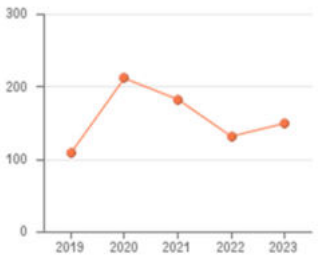
Les travaux de performance énergétique, avec notamment le plan de sobriété et le changement d'énergie, commencent à porter leurs fruits avec une baisse significative des émissions de gaz à effets de serre.

Objectif politique	*1. Assurer un accueil de qualité dans les collèges*
Objectif stratégique	*1.3. Favoriser l'accès au numérique*
Objectif opérationnel	*1.3.1. Garantir aux collégiens un matériel informatique de qualité*

Le plan de dotation de tablettes (PNE) est terminé depuis 2019. Chaque collège public est doté d'au moins 40 tablettes.
En cas de saturation sur le taux d'utilisation, des tablettes supplémentaires peuvent être allouées.
Fin 2023, l'ensemble du parc d'ordinateurs a moins de 7 ans.
De même une centaine de vidéoprojecteurs âgés de plus de 10 ans ont été remplacés durant l'année 2023.

1.3.1.1 ACT - Nombre de demandes d'équipements informatiques pour les collèges

Période	Nombre
2019	109
2020	212
2021	183
2022	132
2023	150

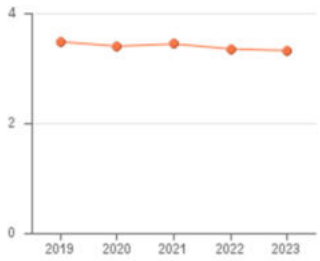


Les collèges sont dotés de tous les moyens informatiques utiles à l'enseignement conformément au référentiel établi. Les demandes complémentaires sont le reflet de l'évolution du référentiel d'équipement.



1.3.1.3 PERF - Nombre d'élèves par poste informatique

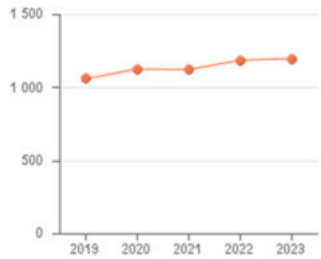
Période	Nombre
2019	3,49
2020	3,41
2021	3,45
2022	3,36
2023	3,33



Le niveau de dotation actuelle est stable depuis plusieurs années et satisfait aux besoins des établissements. La moyenne nationale en collège était de 3.84 élèves par PC en 2021.

1.3.1.4 ACT - Nombre de vidéoprojecteurs dans les collèges

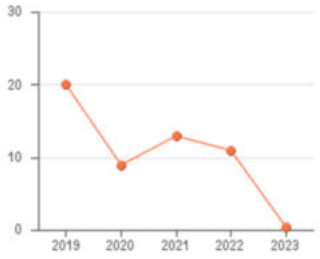
Période	Nombre
2019	1 061
2020	1 129
2021	1 125
2022	1 189
2023	1 200



Le nombre de vidéoprojecteurs dans les collèges reste stable et répond à la demande des établissements.
Le renouvellement d'un grand nombre d'entre eux se poursuit, afin d'offrir plus d'interactivité et de confort visuel. Un accompagnement à l'utilisation de l'interactivité est proposé aux établissements.

1.3.1.6 PERF - Taux de vétusté du parc informatique (+7 ans)

Période	Taux
2019	20
2020	9
2021	13
2022	11
2023	1



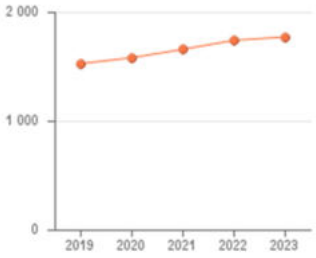
La baisse importante du taux de parc vétuste (de plus de 7 ans) est le résultat de la politique ambitieuse de renouvellement du parc, définie en 2015 et achevée en février 2023.
Il s'agit là de l'indicateur le plus significatif en termes d'investissement du Département auprès de ses collèges.

Objectif opérationnel	1.3.2. Déployer le plan numérique

Le nombre de connexions et le temps de connexion sur les tablettes restent en dessous des ambitions initiales.

1.3.2.2 PERF - Nombre de tablettes dans les collèges

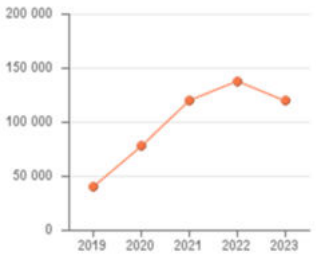
Période	Nombre
2019	1 530
2020	1 585
2021	1 662
2022	1 745
2023	1 775



Le nombre d'Ipad dans les collèges est largement satisfaisant au regard de l'usage de ces derniers dans les établissements. Seuls quelques rares collèges emploient les Ipad massivement, au point de pouvoir requérir des dotations complémentaires.

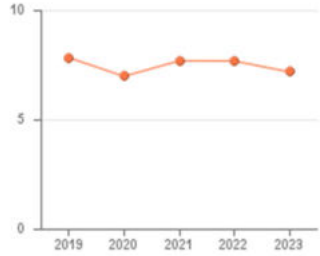
1.3.2.3 ACT - Nombre de connexions des tablettes des collèges

Période	Nombre
2019	40 346
2020	77 931
2021	120 195
2022	138 145
2023	119 679



1.3.2.3 PERF - Nombre moyen d'heures d'utilisation des tablettes par semaine dans les collèges

Période	Taux
2019	7,85
2020	7,00
2021	7,71
2022	7,70
2023	7,20



La baisse du nombre de connexion est due à un dysfonctionnement du système d'authentification géré par le rectorat et qui a empêché leur utilisation durant près de 4 mois.

1.3.2.4 ACT - Nombre d'incidents informatiques dans les collèges

Période	Nombre total	Traités par la hotline externalisée
2019	803	26
2020	1 106	163
2021	1 158	231
2022	1 087	207
2023	1 072	223

Le nombre d'incidents annuels déclarés, lié aux 6000 équipements gérés, est en légère baisse. La consolidation des plateformes informatiques et la création d'un poste supplémentaire de technicien améliore la gestion des incidents et la réactivité.

Direction des systèmes d'information (DSI)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3. ☺

« Favoriser l'accès au numérique »

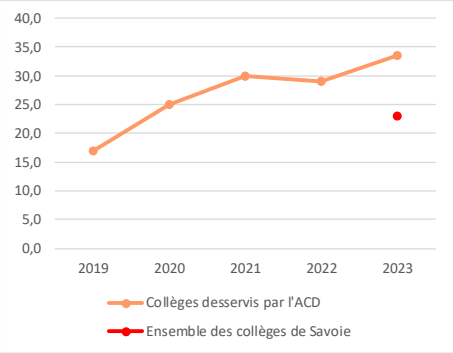
Les efforts financiers, humains et technologiques de la collectivité au bénéfice des collèges sont importants. Le Département fait régulièrement évoluer le référentiel d'équipement conformément au socle numérique de base édité par la Direction du Numérique pour l'Education.

On peut noter également la prise en charge par le Département de la configuration de plusieurs robots de télé-présence permettant aux élèves hospitalisés de poursuivre leur scolarité à distance.

Objectif politique	*2. Répondre aux besoins de restauration des collégiens avec une offre de qualité*
Objectif stratégique	*2.1. Développer la qualité des matières premières*
Objectif opérationnel	*2.1.1. Développer les circuits courts et le bio dans l'alimentation des collégiens*

2.1.1.1 PERF - Taux d'achat de produits issus des circuits courts pour la restauration dans les collèges desservis par l'atelier culinaire départemental (ACD) / pour la restauration dans les collèges de Savoie

Période	Collèges desservis par l'ACD	Ensemble des collèges de Savoie
2019	17,0	
2020	25,0	
2021	30,0	
2022	29,0	
2023	33,6	22,9



La mise en place d'un logiciel de gestion de la restauration depuis novembre 2022 permet désormais le suivi des approvisionnements en produits issus des circuits courts pour l'ensemble des collèges de Savoie.

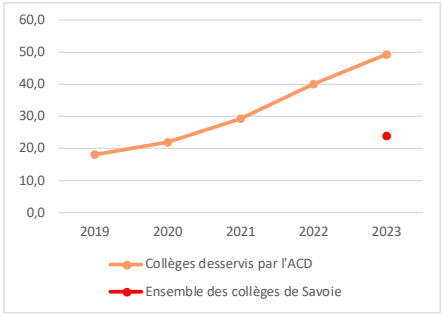
Le taux d'achat de produits issus des circuits courts est de 22,9% en 2023, pour l'ensemble des collèges de Savoie. Pour les collèges desservis par l'atelier culinaire, ce taux, en constante augmentation, est de 33,6% en 2023.

L'adhésion des collèges à la centrale d'achat régionale depuis 2018 est l'un des leviers permettant de poursuivre les démarches d'achats de produits issus des circuits courts.

Le Projet Alimentaire Territorial du Département doit permettre de poursuivre cette démarche en favorisant la distribution de denrées issues des circuits courts savoyards dans les restaurants collectifs des collèges de Savoie.

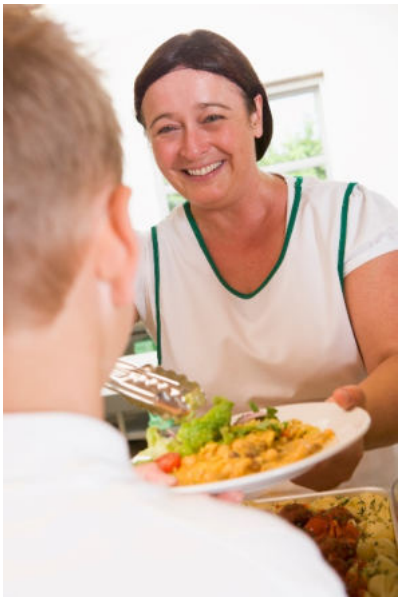
2.1.1.2 PERF - Taux d'achat de produits issus de l'agriculture biologique en restauration dans les collèges desservis par l'atelier culinaire départemental (ACD) / pour la restauration dans les collèges de Savoie

Période	Collèges desservis par l'ACD	Ensemble des collèges de Savoie
2019	18,0	
2020	22,0	
2021	29,0	
2022	40,0	
2023	49,1	23,8



La mise en place d'un logiciel de gestion de la restauration depuis novembre 2022 permet désormais le suivi des approvisionnements en produits issus de l'agriculture biologique pour l'ensemble des collèges de Savoie.

Le taux d'achat de produits issus de l'agriculture biologique est de 23,8% en 2023, pour l'ensemble des collèges de Savoie. Pour les collèges desservis par l'atelier culinaire, ce taux, en constante augmentation, est de 49,1% en 2023.





A titre de comparaison, au niveau national, les achats alimentaires bio en restauration collective représentent 13,1% du volume total d'achats en 2023.

2.1.1.3 PERF - Taux d'achat de produits EGALIM pour la restauration dans les collèges desservis par l'atelier culinaire départemental (ACD) / pour la restauration dans les collèges de Savoie

Période	Collèges desservis par l'ACD	Ensemble des collèges de Savoie
2023	54,5	31,2

Le taux d'achat de produits de qualité et durable (EGALIM) est de 31,2% en 2023, pour l'ensemble des collèges de Savoie.

Pour les collèges desservis par l'atelier culinaire, ce taux est de 54,5% en 2023.

QU'EST-CE QU'UN PRODUIT EGALIM ?

Un produit de qualité et durable au sens de l'objectif fixé par la loi EGAlim doit bénéficier d'un des labels suivants : Agriculture biologique, Label Rouge, Appellation d'origine (AOC/AOP), Indication géographique (IGP), Spécialité traditionnelle garantie, Mention Haute valeur environnementale, Ecolabel pêche durable, logo Région ultrapériphérique, Commerce équitable, Mention « fermier », Produit acquis suivant des modalités prenant en compte les coûts imputés aux externalités environnementales liées au produit pendant son cycle de vie, Produits acquis principalement sur la base de leurs performances en matière environnementale et d'approvisionnements directs, Produits équivalents aux produits bénéficiant de ces signes, mentions ou labels.

Direction des collèges (DC)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 2.1. ☺

« Développer la qualité des matières premières »

Depuis le 1er janvier 2022, les repas servis dans les restaurants collectifs du secteur public doivent comprendre 50% de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de produits issus de l'agriculture biologique, conformément à l'article 24 de la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018, dite loi EGalim « pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous ».

Le rapport du Gouvernement au Parlement sur "l'application des objectifs d'approvisionnement fixés à la restauration collective" par la loi Egalim de 2018, fait état d'un taux d'approvisionnement en produits durables et de qualité des restaurants collectifs de 27,5% en 2022, dont 13,1% de bio.

En 2023, avec 54,5% de produits durables et de qualité, dont 49,1% de produits issus de l'agriculture biologique, l'Atelier culinaire départemental est en conformité avec la loi EGalim sur le critère des approvisionnements durables et de qualité. Pour l'ensemble des collèges de Savoie, le taux d'approvisionnement en produits durables et de qualité est de 31,2% en 2023, dont 23,8% de bio.

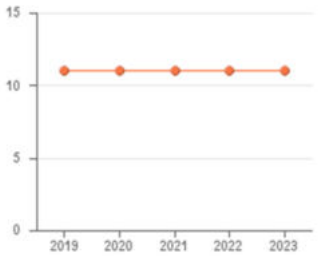
Par ailleurs, l'Atelier culinaire départemental et les 11 collèges satellites sont labellisés Ecocert « En cuisine ». Cette labellisation reconnait les établissements de restauration collective qui privilégient l'utilisation de produits biologiques, locaux et sains, tout en garantissant la saisonnalité des produits, une cuisine faite maison, l'absence d'OGM et d'additifs, ainsi qu'une gestion écologique des sites de production, avec notamment la mise en place d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Objectif politique	*2. Répondre aux besoins de restauration des collégiens avec une offre de qualité*
Objectif stratégique	*2.2. Optimiser la production de repas*

Objectif opérationnel	*2.2.1. Renforcer la mutualisation des sites de production*

2.2.1.1 PERF - Nombre de collèges desservis par l'atelier culinaire départemental (ACD)

Période	Nombre
2019	11
2020	11
2021	11
2022	11
2023	11

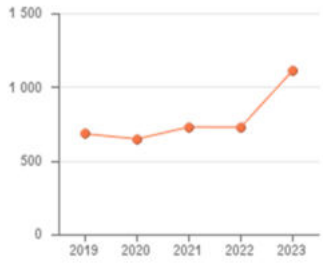


Le Plan « Collèges 2018-2023 » propose un schéma départemental de la restauration permettant, à la fois, de garantir la continuité du service (difficulté de recrutement de cuisiniers) et une meilleure maîtrise de la qualité des repas confectionnés grâce la mise en place progressive d'ateliers culinaires départementaux dans les territoires, avec notamment la relocalisation en 2024 et l'extension du périmètre de l'atelier culinaire existant et basé à Chambéry (passage de 11 à 20 collèges desservis à terme) et la création d'un nouvel atelier culinaire en Maurienne (5 collèges) en 2025. Une réflexion est engagée pour déployer un ou 2 autres ateliers culinaires en Tarentaise et pouvant couvrir les autres collèges. Seul le collège du Chatelard ne sera pas desservi par un ACD compte tenu de son éloignement géographique.

Objectif opérationnel	*2.2.2. Assurer la continuité de service par l'intervention de l'EMAT*

2.2.2.1 PERF - Nombre de jours d'intervention de l'Equipe Mobile d'Agents Territoriaux (EMAT restauration)

Période	Nombre
2019	687
2020	652
2021	733
2022	732
2023	1 117



Avec son équipe mobile de restauration, le Département cherche à garantir la continuité du service et à maintenir un service de restauration de qualité.
Depuis la rentrée de septembre 2020, les besoins de remplacement dans les collèges sont en augmentation. Parallèlement, les remplacements, qu'ils soient de courte durée ou de longue durée, ainsi que les recrutements sur emplois permanents, prennent plusieurs mois à être mis en place. C'est pourquoi des postes supplémentaires de chefs de cuisine volants ont été créés au cours de l'année 2023, expliquant l'augmentation du nombre de jours d'intervention de l'EMAT restauration.

Objectif opérationnel	*2.2.3. Réduire le gaspillage alimentaire*

Un des objectifs du plan "Collèges 2018-2023" est de promouvoir des pratiques éco-responsables, en particulier en luttant contre le gaspillage alimentaire et en encourageant le recyclage des déchets en collaboration avec les partenaires de la chaîne de recyclage. Cette initiative s'inscrit dans une perspective de développement durable et de maîtrise des coûts, contribuant ainsi à améliorer la qualité des repas proposés aux collégiens en favorisant l'utilisation de produits locaux, de saison et biologiques grâce aux économies réalisées.



Les 36 collèges publics dont la gestion de la restauration relève du Département sont engagés dans cette lutte contre le gaspillage alimentaire, avec des niveaux d'engagement et des actions variables selon les établissements.

Le 22 mars 2023, un séminaire intitulé "Gaspillage alimentaire et valorisation des biodéchets" a été organisé à l'intention des chefs de cuisine, des responsables de cuisine satellite et des adjoints-gestionnaires des collèges. L'objectif de ce séminaire était de limiter et d'évaluer le gaspillage alimentaire, ainsi que de valoriser les biodéchets. Il s'est conclu par une visite de l'unité de préfiguration de compostage située à Chambéry, en collaboration avec Savoie Déchets.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 2.2. ☺

« Optimiser la production de repas »

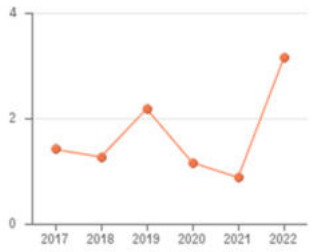
Le Plan « collège 2018-2023 » propose un schéma départemental de la restauration permettant, à la fois de garantir la continuité du service (difficulté de recrutement de cuisiniers) et une meilleure maîtrise de la qualité des repas confectionnés grâce à la mise en place progressive d'ateliers culinaires départementaux dans les territoires, avec notamment la relocalisation en 2024 et l'extension du périmètre de l'atelier culinaire existant et basé à Chambéry (passage de 11 à 20 collèges desservis à terme) et l'ouverture d'un nouvel atelier culinaire en Maurienne en 2025.

Objectif politique	***2. Répondre aux besoins de restauration des collégiens avec une offre de qualité***
Objectif stratégique	***2.3. Maintenir la compétence des agents de restauration***

Objectif opérationnel	***2.3.1. Garantir l'accès à la formation pour les agents intervenant en restauration***

2.3.1.1 PERF - Nombre moyen de jours de formation par agent

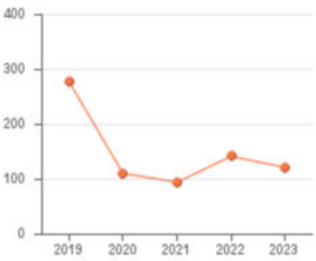
Période	Nombre
2017	1,42
2018	1,28
2019	2,19
2020	1,17
2021	0,89
2022	3,15



Un plan de formation ambitieux est déployé depuis 2018 concernant les thématiques de restauration collective (qualité nutritionnelle, hygiène, techniques culinaires). Ce plan de formation s'adresse à l'ensemble des agents des collèges intervenant en restauration : chefs de cuisine, responsables de cuisine satellite, aides-cuisine, agents polyvalents.
À titre illustratif, voici quelques exemples de formations dispensées en 2023 : formation sur le Plan de maîtrise sanitaire des collèges, formation à l'utilisation du logiciel de gestion de la restauration, formation sur la cuisine végétale, ainsi qu'un séminaire axé sur la "lutte contre le gaspillage alimentaire", entre autres.

2.3.1.2 PERF - Nombre d'agents formés aux pratiques de restauration collective (hygiène, qualité nutritionnelle, techniques culinaires)

Période	Nombre
2019	278
2020	111
2021	95
2022	142
2023	122

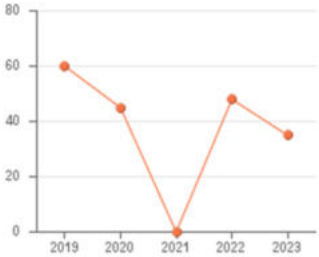


En moyenne, près de 120 agents sont formés chaque année aux pratiques de restauration collective.

Objectif opérationnel	***2.3.2. Favoriser les échanges entre pairs***

2.3.2.1 PERF - Nombre d'agents concernés par les réunions du réseau d'échanges entre pairs

Période	Nombre
2019	60
2020	45
2021	0
2022	48
2023	35



Un séminaire des cuisiniers et des responsables des cuisines satellites est organisé chaque année.

Ces séminaires permettent de développer les échanges entre professionnels et de dynamiser le réseau des personnels intervenant en restauration.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 2.3. ☺

« Maintenir la compétence des agents de restauration »

Depuis 2018, un programme de formation ambitieux a été mis en place pour maintenir le niveau de compétence des agents de restauration, en mettant l'accent sur des sujets clés tels que la qualité nutritionnelle, l'hygiène et les techniques culinaires en restauration collective. Ce programme s'adresse à tous les agents intervenant en restauration dans les collèges : chefs de cuisine, responsables de cuisine satellite, aides-cuisines et agents polyvalents.

Le nombre de formations s'est accru et la diversité des sujets abordés a été élargie pour prendre en compte les évolutions techniques et réglementaires dans le domaine de la restauration collective.
De nouvelles formations axées sur des techniques culinaires spécifiques telles que la pâtisserie, les cuissons basse température, le dressage, le service, la réduction du gaspillage alimentaire et la création de menus végétariens ont été développées.

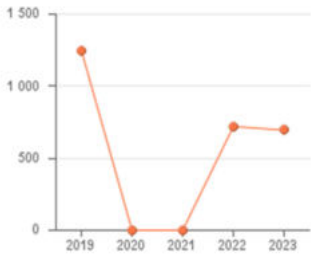
Ces formations favorisent les échanges entre professionnels et renforcent le réseau des personnels travaillant dans le domaine de la restauration.

Objectif politique	***3. Accompagner les projets éducatifs***
Objectif stratégique	***3.1. Faciliter l'accès à l'orientation des collégiens***

Objectif opérationnel	***3.1.1. Garantir l'accès aux forums des métiers***

3.1.1.1 ACT - Nombre de collégiens participant à des forums chaque année

Période	Nombre
2019	1 250
2020	0
2021	0
2022	720
2023	695



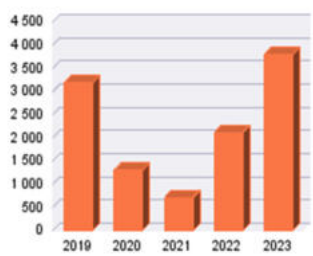


Après deux années durant lesquelles des forums n'ont pas été organisés en raison de la crise sanitaire, la Communauté d'agglomération Arlysère organise à nouveau le Carrefour des métiers et de l'information depuis 2022 *(photo ci-contre)*. En 2023, 695 élèves ont pu participer à ce forum des métiers.

Objectif opérationnel	***3.1.2. Faciliter la découverte du monde de l'entreprise***

3.1.2.1 ACT - Budget attribué pour de l'accompagnement de projets en lien avec la découverte du monde de l'entreprise

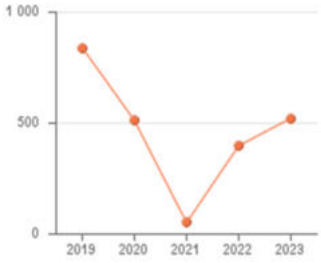
Période	Euros
2019	3 170
2020	1 284
2021	700
2022	2 100
2023	3 776



En 2023, on note à nouveau une augmentation de la participation des établissements aux actions de découverte du monde de l'entreprise, à savoir 11 collèges, dont 2 collèges privés.

3.1.2.1 ACT - Nombre de collégiens en collèges publics et privés participant à des projets en lien avec la découverte du monde de l'entreprise

Période	Nombre
2019	840
2020	512
2021	52
2022	398
2023	522



En 2023, on note une poursuite de la participation des établissements à des actions de découverte du monde de l'entreprise qui ont profité à 464 élèves du secteur public et 58 élèves du secteur privé.

Direction des collèges (DC)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 3.1. ☺

*« **Faciliter l'accès à l'orientation des collégiens** »*

Le Département intervient de manière volontariste pour accompagner l'Education Nationale dans l'orientation professionnelle des jeunes collégiens tout en favorisant la promotion des métiers propres à notre territoire (montagne, hôtellerie, etc). En 2023, on constate la poursuite des projets et de la participation, à des actions de découverte du monde de l'entreprise.

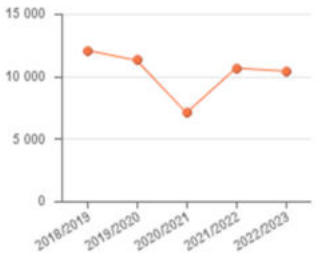
Objectif politique	*3. Accompagner les projets éducatifs*
Objectif stratégique	*3.2. Faciliter l'accès à la culture*

Objectif opérationnel	*3.2.1. Favoriser l'action culturelle locale*

Le Département et ses partenaires pilotent 4 dispositifs d'éducation artistique et culturelle en musique, danse, théâtre, cinéma, culture scientifique et technique. Concrètement, ils proposent aux collèges volontaires une aide financière et un accompagnement pour faciliter le développement d'actions culturelles à destination des élèves.

3.2.1.1 PERF - Nombre de collégiens concernés par les actions culturelles initiées ou soutenues par le Département

Période	Nombre
2018/2019	12 126
2019/2020	11 323
2020/2021	7 124
2021/2022	10 700
2022/2023	10 459





Le nombre de collégiens touchés par les différents dispositifs d'éducation artistique et culturelle initiés ou soutenus par le Département se maintient. Les deux propositions les plus plébiscitées sont *Collège au cinéma*, pour la découverte en salle de films du monde entier et *Artistes au collège*, pour l'accueil d'artistes en résidence.
La fréquentation du dispositif *Elèves au concert*, piloté par l'Orchestre des Pays de Savoie, est en légère progression depuis l'an dernier. En effet, une nouvelle équipe au sein de l'Orchestre a permis de renouer des liens avec les collèges et de multiplier des propositions de

médiations et d'évènements qui ont séduit les enseignants.
Dose le son a créé un nouveau partenariat avec le Dôme Théâtre d'Albertville, permettant aux collèges de ce territoire de se mobiliser. Les coûts de transports limitent en revanche la participation des établissements de Cœur de Savoie et de l'Avant-Pays Savoyard à ce dispositif.
Les expositions itinérantes proposées par le Département restent peu empruntées par les collèges. Un focus sur l'exposition "Graines rebelles" fabriquée par des collégiens de Chambéry sera proposé aux équipes enseignantes.

Direction du Développement Artistique et Culturel (DDAC)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 3.2. ☺

« Faciliter l'accès à la culture »

Le Département œuvre conjointement avec l'Education nationale pour la mise en place d'un parcours artistique et culturel cohérent à destination de tous les collégiens. La participation aux dispositifs repose sur le volontariat des collèges et peut être freinée par des problématiques de coût de transport ou de disponibilité de l'équipe enseignante : c'est un point de vigilance pour les années à venir. De nombreux collèges reconduisent leur participation à ces dispositifs d'une année sur l'autre, ce qui témoigne de leur attractivité.
En complément, les collèges ont également la possibilité de s'appuyer sur le Pass culture proposé par l'Etat et sur des partenaires artistiques sur leur territoire pour monter des projets : établissements d'enseignements artistiques, salles de spectacle, comités d'actions culturelles…

Objectif politique	***4. Contribuer au maintien et au développement de l'offre de formation post-bac en Pays de Savoie (DPT)***
Objectif stratégique	***4.1. Conforter le positionnement de l'université de Savoie Mont-Blanc (USMB) dans le paysage rhônalpin***

Objectif opérationnel	***4.1.1. Maintenir un niveau minimum de soutien à l'Université Savoie Mont-Blanc***

Le Département de la Savoie a toujours été le partenaire de l'USMB pour assurer son développement et une qualité d'accueil pour ses étudiants. Cela s'entend tant du point de vue de l'investissement, via des subventions apportées à l'USMB, que du fonctionnement, dont le soutien est arrivé via le Conseil Savoie Mont Blanc pendant plus de 20 ans, au travers d'un contrat quadriennal. Désormais c'est dans le cadre d'un contrat bipartite entre Savoie et USMB que ce partenariat et ce soutien continueront à se matérialiser.

Objectif opérationnel	***4.1.2. Soutenir les actions favorisant les partenariats entre les laboratoires de l'Université Savoie Mont-Blanc et les entreprises du territoire***

La cellule « valorisation de la recherche » de l'USMB poursuit son travail de rapprochement entre laboratoires et entreprises du territoire. Parallèlement, l'antenne Savoie de l'Agence Auvergne Rhône Alpes Entreprises développe aussi des temps de rencontres comme les RDV (Recherche, Développer et InnoVer) des PME en Savoie pour essayer d'essaimer et de faire se rapprocher les deux écosystèmes. L'action de la Fondation Savoie Mont Blanc a également pour mission d'accélérer cette perméabilité entre recherche et monde économique en finançant des projets qui renforcent les liens entre ces 2 acteurs du territoire. Cette connaissance mutuelle n'est pas encore acquise, la Fondation doit encore innover pour trouver de nouveaux modes de communication pour aller plus loin. Les laboratoires doivent également s'ouvrir davantage et remettre en cause cette frilosité du monde de la recherche publique envers les acteurs privés. Il existe néanmoins de belles réussites au sein de l'USMB mais on peut aller plus loin.

Objectif opérationnel	***4.1.3. Soutenir l'immobilier universitaire***

Au cours de l'année 2023, des financements au titre du Contrat de plan Etat Région ont été actés : 21,2 M€ de financements Etat et Région et 20 M€ de l'agglomération de Chambéry et du Département, pour la réalisation d'une première tranche de travaux sur le campus de Jacob-Bellecombette (rénovation / extension de la bibliothèque universitaire

(BU) et construction d'un nouveau bâtiment. L'USMB a donc pu finaliser l'attribution du marché global de performance pour la réalisation de la BU. Le Département a signé en conséquence une convention financière avec l'USMB et procédé à un premier versement de 500 K€ pour cette opération.

Direction des politiques territoriales (DPT)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 4.1. ☺

« Conforter le positionnement de l'université de Savoie Mont-Blanc dans le paysage rhônalpin »

Le Département est le premier partenaire financier local par les moyens financiers qu'il a mobilisés depuis 30 ans en faveur de l'USMB. Ce soutien ne se dément pas au fil des ans, tout en veillant à ce que l'Université soit en permanence à l'écoute des besoins en formation et de recherche des entreprises du territoire.

Objectif politique	***5. Contribuer à répondre à la demande en matière d'équipements scolaires (DPT)***
Objectif stratégique	***5.1. Répondre aux besoins des communes et intercommunalités en matière d'équipements scolaires***

Objectif opérationnel	***5.1.1. Contrats départementaux - Accompagner les collectivités dans leurs projets d'améliorations ou de construction d'écoles***

5.1.1.1 ACT - Contrats départementaux - Ecoles primaires et maternelles (hors maintien en l'état et mise en conformité) : nombre de classes soutenues

Période	Nombre
2023	58

Le Département soutient les projets de construction et de restructuration des établissements scolaires 1er degré dans le cadre des Contrats départementaux sur chacun des 7 territoires. Il peut aussi intervenir sur des opérations de rénovation thermique globale afin de venir soulager les inventaires du Fonds départemental d'équipement de communes.

Le nombre de projets soutenus reste aléatoire et dépend des demandes déposées par les maîtres d'ouvrage, communes et syndicats intercommunaux. On peut citer notamment la rénovation du groupe scolaire de La Biolle sur le territoire de Grand Lac et la rénovation du Groupe Scolaire Val des Roses sur le territoire d'Arlysère.

5.1.1.1 PERF - Contrats départementaux - Ecoles primaires et maternelles (hors maintien en l'état et mise en conformité) : montant des investissements et des subventions

Période	Investissements aidés	Subventions accordées
2023	19 321 511	1 974 950



L'aide globale du Département atteint 10% du montant total des travaux ce qui est tout à fait significatif. Depuis la nouvelle génération de contrat, les opérations de grosses rénovations énergétiques globales sont finançables via les contrats au même titre que les restructurations sur les groupes scolaires. Il s'avère que sur tous les territoires, ce sont les principales opérations qui ont été financées depuis le début des contrats.

FOCUS SUR ...

CONTRATS DEPARTEMENTAUX : L'EXEMPLE DU SOUTIEN FINANCIER A LA RENOVATION DE L'ECOLE DE LA BIOLLE



L'école élémentaire de la Commune de La Biolle, construite en 1936, a été modernisée pour améliorer son accessibilité, ses performances énergétiques, sa fonctionnalité et son confort.
Les travaux entrepris par la commune ont permis d'augmenter sa capacité d'accueil et d'offrir aux enfants et enseignants un confort supplémentaire ainsi que des espaces extérieurs revégétalisés.
Ce projet, d'un coût de 2 857 058 €, a permis la mise en accessibilité, la réorganisation des espaces intérieurs comportant 10 classes, la réalisation de deux salles d'éveil et un gymnase.
Les travaux liés à la performance énergétique du bâtiment ont été financés par l'Europe (FEDER).
La subvention départementale a été affectée pour une première tranche financière sur le Contrat territorial de Savoie (3ème génération) et sur le Contrat départemental du territoire de Grand Lac pour un montant total de 458 000 €.

Direction des politiques territoriales (DPT)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 5.1. ☺

« Répondre aux besoins des communes et intercommunalités en matière d'équipements scolaires »

Les aides du Département sont mises en œuvre conformément aux demandes de l'Assemblée départementale et permettent d'accompagner les collectivités dans la réalisation de leurs projets. Le niveau d'accompagnement du Département est souvent très significatif sur ces opérations, il marque l'intérêt des élus départementaux sur cette thématique.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

AJUSTEMENTS FORMALISES :

OBJECTIF STRATÉGIQUE	MESURES	Résumé de la PROPOSITION d'adaptation de la politique/dispositif	CALENDRIER de mise en application	Suivi des impacts budgétaires et ETP	NIVEAU DE RÉALISATION de l'ajustement			
					25%	50%	75%	100%
2.1. Développer la qualité des matières premières 2.2. Optimiser la production de repas 2.3. Maintenir la compétence des agents de restauration	**2C2** Organisation de la restauration dans les collèges	Un schéma départemental de la restauration est élaboré. Il fixe les grandes orientations en matière de restauration ainsi que des hypothèses de périmètre de cuisine mutualisée (2e commission du 24 octobre 2016). Le Plan collèges a été adopté le 8 février 2019.	Progressivement à partir de 2017.			☺		
1.1. Garantir une dotation en personnel nécessaire et suffisante dans les collèges	**2C3** Organisation des moyens mis à disposition des collèges	Passage d'une logique de moyen à une logique de niveaux de service (NDS) Mise en place d'équipes mobiles d'agents. Le Plan collèges a été adopté le 8 février 2019.	2021 : rattachement de tous les agents de maintenance aux MTD 2023 : - fin du déploiement des NDS - constitution de l'EMAT entretien Chambéry 2024/2025 : création des 3 autres EMAT entretien				☺	

Direction des collèges (DC)

Les principaux enjeux RH sont l'usure au travail, le vieillissement des agents, les nombreux départs en retraite à venir, la modernisation de 28 collèges avec une augmentation des surfaces à entretenir.

Il s'agit d'y répondre par :
- des **formations** pour améliorer la santé et la sécurité au travail des agents, ou leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences pour un reclassement,
- la poursuite du plan **d'équipement** des agents, et leur accompagnement pour bien utiliser le matériel,
- L'application du **niveau de service** départemental pour l'entretien ménager,
- Le renforcement des équipes volantes, en les augmentant de 6 à 26 agents,
- L'accompagnement des collèges pour adapter les organisations de travail,
- La reconsidération des **effectifs** de certains établissements suite à la mise en place de niveau de service pour le nettoyage et l'élaboration d'effectif cible par collège permettant des ajustements entre établissements,
- Un travail de **valorisation des métiers et de la collectivité** en vue de susciter de nouvelles vocations et satisfaire tous les besoins de recrutements.

Concernant la restauration scolaire, le Département a affirmé sa volonté de promouvoir le « bien manger » au collège à travers des actions concrètes actées par le « Plan collèges » et avec la communauté éducative, une charte départementale de la restauration visant à proposer une restauration scolaire qualitative et durable.

Cette charte a été adoptée par l'Assemblée départementale en décembre 2021, elle a pour objectif de définir un cadre d'engagements réciproques entre le Département et les collèges publics pour le développement d'une politique volontariste et ambitieuse de restauration scolaire.

La charte repose sur les 5 orientations stratégiques suivantes :

- Santé : proposer une alimentation bénéfique à la santé des adolescents en garantissant des repas sains, équilibrés, et favoriser l'accès à ce service de façon équitable pour tous les collégiens de Savoie.
- Restauration durable : soutenir et pérenniser une restauration durable, respectueuse de l'environnement et ancrée sur nos territoires.
- Sécurité alimentaire : garantir l'hygiène et la sécurité alimentaire des repas.
- Education à l'alimentation : encourager et accompagner les actions d'éducation à l'alimentation et au goût auprès des adolescents.
- Accueil et environnement du repas : créer un accueil et un environnement de qualité, favorables à la prise de repas.

Cette charte est partie intégrante de la convention-cadre passée entre le Département et les collèges qui est soumise aux conseils d'administration des collèges publics dont le Département à la charge. Ainsi, à travers l'approbation de la convention-cadre, le collège s'engage à respecter la « Charte départementale pour une restauration saine, de qualité et durable ». En outre, les engagements portés par la charte s'inscrivent dans la durée, dans le cadre d'une démarche progressive et pérenne.

Direction des bâtiments et moyens généraux (DBMG)

Le plan pluriannuel d'investissement - PPI sur les collèges permet de rénover et moderniser durablement les collèges de Savoie, autour de 4 axes majeurs :

- Adapter les bâtiments afin de répondre, d'une part, aux besoins capacitaires actuels et à venir et, d'autre part, aux évolutions des programmes pédagogiques notamment dans les domaines des sciences et de la technologie ;
- Garantir des bâtiments modernes et écologiquement responsables en intégrant des objectifs de développement durable et de maîtrise énergétique dans toutes les opérations de restructuration conformément au Plan Climat Énergie Territorial - PCET adopté par l'Assemblée départementale le 2 février 2018 ;
- Poursuivre les mises aux normes réglementaires : désamiantage, mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, etc ;
- Garantir la sécurité des collégiens et assurer la prévention des risques technologiques et attentats.

Les opérations du PPI intègrent les ambitions renforcées en matière de performance énergétique et les augmentations liées au contexte économique.

Direction des systèmes d'information (DSI)

Le système d'information pédagogique est entièrement centralisé sur une infrastructure sécurisée.
Dorénavant l'objectif principal de la DSI pour 2024 consiste à migrer les 500 ordinateurs du personnel administratif sur cette infrastructure afin de supprimer les anciens serveurs (HORUS et AMON) encore en place ouvrant la perspective à de nouveaux usages et à de nouvelles facultés de fonctionnement des collèges.

Direction des politiques territoriales (DPT)

L'année 2023 a permis d'acter le contrat de plan Etat / Région sur le volet enseignement supérieur et d'entrer dans une phase de mise en œuvre concrète. En 2024 ce soutien financier sera poursuivi.
Concernant les contrats, des avenants seront sans doute à prévoir d'ici fin 2024 ou début 2025 pour adapter les montants alloués à certaines fiches actions qui ont été très fortement mobilisées, notamment celle relative aux écoles.

Direction du Développement Artistique et Culturel (DDAC)

Le schéma unique de développement artistique et culturel voté en juin 2023 à l'unanimité par l'Assemblée départementale place l'éducation artistique et culturelle (EAC) au centre des ambitions de la collectivité.
La collaboration étroite avec la DRAC Auvergne Rhône Alpes se poursuit puisque deux conventions de territoire pour l'EAC estampillées « vers un projet culturel de territoire » ont été signées en Cœur de Tarentaise et Arlysère.
Le dispositif « Artistes au collège », en partenariat avec la DSDEN est l'une des chevilles ouvrières de l'accès à la culture pour tous en Savoie.

RD1006-Falaise de la Praz



Politique routière

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **2ème commission**

Directions concernées :

- **Pôle Aménagement – Direction des infrastructures**







SOMMAIRE

SYNTHESE 197
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 198
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 202
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 205
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 228

8,65%

SYNTHESE - POLITIQUE ROUTIÈRE



Chargé de l'entretien, de la gestion et de l'aménagement de la voirie départementale, le Département s'emploie à garantir la sécurité des usagers et la fluidité du trafic en toutes saisons.

Contexte

Dans notre Département de montagne, les enjeux liés à la route sont très spécifiques. En particulier, plus de 900 kms sont situés au-dessus de 1 000 mètres d'altitude.

Nos routes (chaussées, ouvrages d'art, ouvrages de protection contre les risques naturels…) souffrent des conséquences du changement climatique. Multiplication des cycles de gel et de dégel, intensification des phénomènes extrêmes : le changement climatique est une réalité et ces phénomènes s'accélèrent. La majorité de nos efforts humains et financiers porte sur l'entretien et le maintien en état de notre réseau.

L'une des principales missions du Département est de préserver son patrimoine.

Assurer la sécurité sur nos routes est notre première priorité et nous nous sommes organisés en conséquence. Sécurité routière, mise aux normes des tunnels, sécurisation face aux risques naturels sont les enjeux routiers majeurs dans notre Département.

Au-delà de ces missions prioritaires, le Département poursuit une politique d'aménagement de son réseau routier afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de favoriser les modes de déplacements alternatifs, dont le covoiturage et les déplacements à vélo.

Principales réalisations 2022 / 2023

- Reconstruction du pont du Verney sur la RD1006 à Val Cenis, achèvement des travaux sur le pont de la Deysse sur la RD49e à Grésy sur Aix
- Maintenance des chaussées, ponts et murs de soutènement maintenue à un niveau très important
- Aménagements routiers pour améliorer la sécurité et la fluidité routières, en plaine et en montagne, en zones urbaine et rurale, dans le cadre de partenariats avec d'autres acteurs
- Achèvement des travaux de sécurisation des falaises de la Colombière sur la RD991 à Brison-Saint-Innocent
- Poursuite d'un programme important de remise à niveau des ouvrages d'assainissement routier
- Poursuite des aménagements cyclables avec notamment la véloroute V62 – Bella Via en Combe de Savoie et la ViaRhôna à Motz, le remplacement de la passerelle de l'Arche sur l'avenue verte
- Lancement d'un nouveau plan vélo pour faire du vélo du quotidien une réalité : 60 M€ sur 10 ans

Enjeux

- Préserver le patrimoine routier
- Optimiser l'exploitation du réseau routier
- Améliorer la sécurité des usagers
- Favoriser les transports alternatifs et optimiser les déplacements
- Fournir des matériels adaptés aux besoins.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

54,98 M€ (CA)

556,26 équivalents temps plein (ETP) dont :

118,42 ETP (siège Adret + service du matériel)

437,63 ETP (Maisons techniques et centres routiers)

Patrimoine :

3 130 km de RD dont près de **500** km d'accès aux stations de sport d'hiver

28 tunnels, environ **1 200** ponts et **6 800** murs de soutènement

Environ **2 400** sites sensibles aux risques naturels et **2 150** ouvrages de protection contre les risques naturels et **48** galeries pare-blocs et pare-avalanches

150 km de véloroutes (ViaRhôna, La Belle Via) en service en 2023 (dont 12 km en jalonnement provisoire restant à aménager)

Perspectives de l'action départementale en quelques mots …

Le Département s'engage pour décarboner la Savoie. Plusieurs axes de la politique routière inscrits au plan climat déclinent cette ambition :

- Réduire l'impact carbone des travaux de chaussée en ayant un recours accru à des techniques bas carbone
- Préserver la biodiversité en luttant contre les espèces indésirables, en préservant les espèces patrimoniales et en créant les conditions favorables à l'épanouissement des espèces
- Réduire l'impact carbone de la flotte du Département en poursuivant son électrification et en recherchant des solutions innovantes. L'utilisation de biodiesel HVO s'inscrit dans cette dynamique.
- Agir pour les mobilités du quotidien en s'engageant auprès des territoires au travers du plan vélo 2023, d'une promotion active du covoiturage et d'une action forte pour l'émergence d'un syndicat mixte des mobilités à l'échelle des territoires des communautés d'agglomération de Grand Lac, Grand Chambéry et de la communauté de communes de Cœur de Savoie.

Les intempéries de la fin de l'année 2023 et leurs conséquences sur les ouvrages routiers ont confirmé que la gestion de patrimoines routiers s'inscrivait dans un contexte de changement climatique visible. Le Département organise ses moyens et poursuit ses efforts pour adapter, concevoir des ouvrages sobres et résilients.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Dans le domaine routier, les compétences du Département consistent à entretenir, exploiter et moderniser le réseau routier départemental.

Dans notre Département de montagne, les enjeux liés à la route sont très spécifiques. Nos routes (chaussées, ouvrages d'art, ouvrages de protection contre les risques naturels…) souffrent des conséquences du changement climatique. Multiplication des cycles de gel et de dégel, intensification des phénomènes extrêmes : le changement climatique est une réalité et ces phénomènes s'accélèrent. La majorité de nos efforts humains et financiers porte sur l'entretien et le maintien en état de notre réseau. Assurer la sécurité sur nos routes est notre première priorité et nous nous sommes organisés en conséquence. Sécurité routière, mise aux normes des tunnels, sécurisation face aux risques naturels sont les enjeux routiers majeurs dans notre Département.

Dans ce cadre, les objectifs sont les suivants :
- préserver le patrimoine dont les chaussées et les ouvrages d'art (ponts, murs, tunnels, …)
- offrir de bonnes conditions de circulation par tous temps (neige et verglas), en fluidifiant le trafic et en informant les usagers
- améliorer la sécurité routière et protéger les usagers contre les risques naturels
- favoriser la fluidité de la circulation et les modes de déplacements alternatifs (aménagements cyclables et aires de covoiturage)
- gérer et maintenir en état les matériels (véhicules, matériels et engins).

Le Département doit notamment maintenir en état ses plus de 3 130 km de routes départementales dont environ 900 km situés au-dessus de 1 000 mètres d'altitude. Il doit également entretenir un très grand nombre d'ouvrages d'art et ses dispositifs de protection contre les risques naturels (1 200 ponts, 6 800 murs, 28 tunnels et 2 150 ouvrages ou équipements de protection dont 48 galeries pare-blocs et pare-avalanches).

Par ailleurs, le Département de la Savoie étant fortement exposé aux risques naturels (avalanches, chutes de blocs, éboulements, coulées de boues, inondations, …), il est tenu d'effectuer une surveillance régulière de ses nombreux sites sensibles (2 400 sites sensibles aux chutes de blocs et aux mouvements de terrains et 450 sites sensibles aux phénomènes avalancheux).

Le Département participe également, en partenariat avec d'autres collectivités, au développement de la pratique du vélo, avec l'extension des itinéraires cyclables (ViaRhôna, La Belle Via) et des équipements pour le cyclo-tourisme. Depuis 1993, le Département favorise la pratique du vélo pour les déplacements du quotidien, les loisirs et le tourisme. Cette politique a été renouvelée en 2020 avec l'approbation d'un premier plan vélo. Fin 2023, les véloroutes ViaRhôna, et la Belle Via (V62 et V63) aménagées par le Département (hors zones urbaines et antennes locales) totalisent un linéaire de plus de 150 km et il reste moins de 12 km à aménager. Sur les tronçons non aménagés, un jalonnement provisoire est mis en place afin de guider les usagers.

En 2023, le Département a renforcé son action pour la pratique du vélo du quotidien en votant un nouveau plan vélo de 60 M€ sur 10 ans destiné à :
- Accélérer le vélo du quotidien en Savoie en prenant à 100% un itinéraire par EPCI
- Continuer à soutenir fortement et directement les EPCI par le biais de subventions
- Améliorer la desserte des collèges pour mettre nos collégiens à vélo
- Achever les réseaux structurants vélo-route et voie verte
- Coordonner nos efforts pour aller plus loin

De plus, le Département favorise les modes de déplacements alternatifs comme le covoiturage en :
- Construisant ou accompagnant la construction d'aires de covoiturage dans des lieux stratégiques
- Développant des partenariats avec les territoires pour soutenir des services en faveur de la pratique du covoiturage

En 2023, le Département a porté l'émergence d'un syndicat mixte des mobilités en coopération avec les communautés d'agglomération de Grand Lac, Grand Chambéry et de la communauté de communes de Cœur de Savoie.

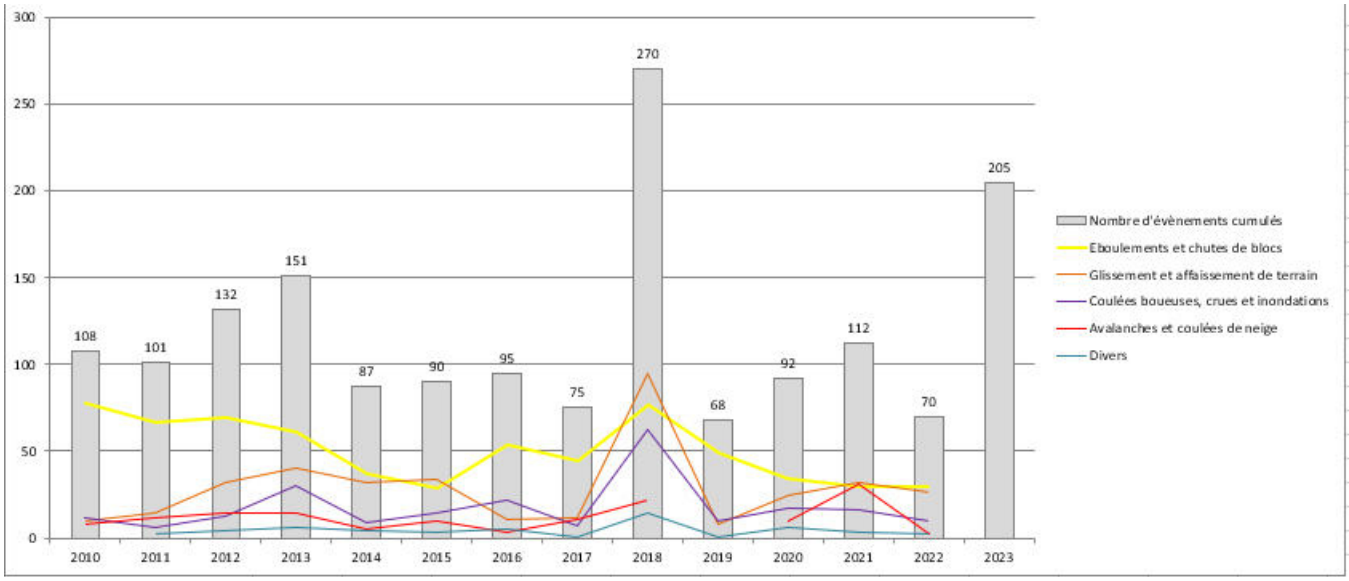
Pour accomplir ces missions, le Département dispose d'un parc de matériels conséquents qui permet notamment d'assurer la viabilité hivernale au quotidien et de faire face aux grandes migrations touristiques. Les moyens affectés dans les centres routiers se composent début 2023 de 121 camions de plus de 10 tonnes, 6 camions de 6,5T, 58 tracteurs et tractopelles, 11 fraises autoporteuses et 68 engins de déneigement.

L'année 2023 aura été marquée par une intensité et une récurrence exceptionnelle d'événements climatiques ayant conduit à des phénomènes géologiques majeurs, fin août avec l'effondrement de la falaise de La Praz, et en novembre et décembre 2023 à la suite des intempéries qui seront venues illustrer les effets visibles du changement climatique.

Quelques indicateurs

Améliorer la sécurité routière

Nombre d'avalanches, d'évènements chutes de blocs et mouvements de terrains affectant la chaussée



L'année 2023 aura été marquée principalement par :

- Eboulements remarquables :
  - à la Praz en Maurienne le 27 août qui a neutralisé la RD1006, la liaison ferroviaire entre la France et l'Italie, et l'A43, cette dernière ayant été rapidement remise en circulation ;
  - sur la tête du tunnel du Pas de l'Echelle, toujours sur la RD 1006, entrainant une coupure d'environ 6 mois ;
  - à Pommeraie sur la RD8A fin novembre, entrainant la fermeture de la route et une évacuation momentanée du hameau sous-jacent ;
- Trois épisodes météorologiques de fin d'année qui ont généré plus de 300 événements, dont des inondations, des coulées de boue, des laves torrentielles, des effondrements, des chutes de blocs…



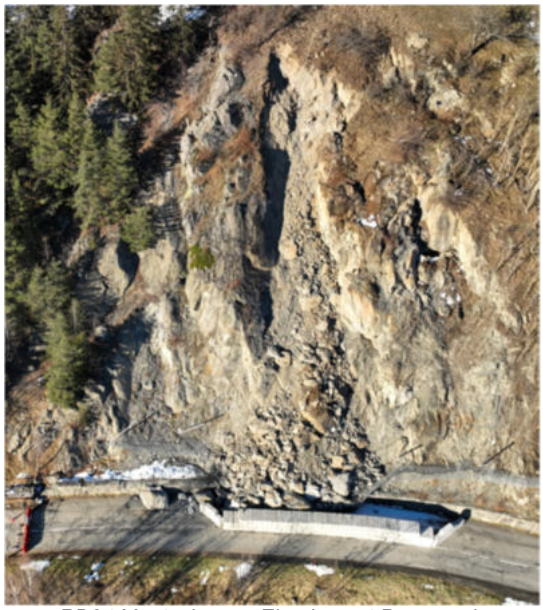
RD35 Gerbaix, route emportée



Inondations en Chautagne



RD1006 La Praz Eboulement du 27/08/2023

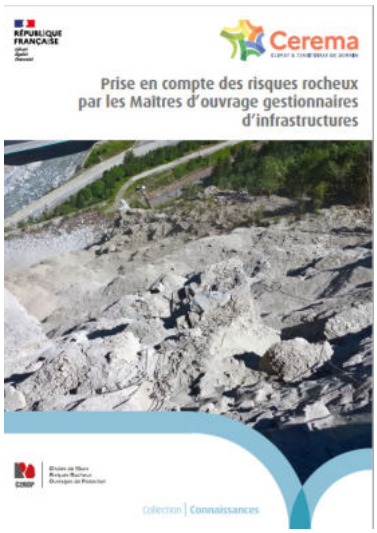


RD84 Montvalezan - Eboulement Pommeraie



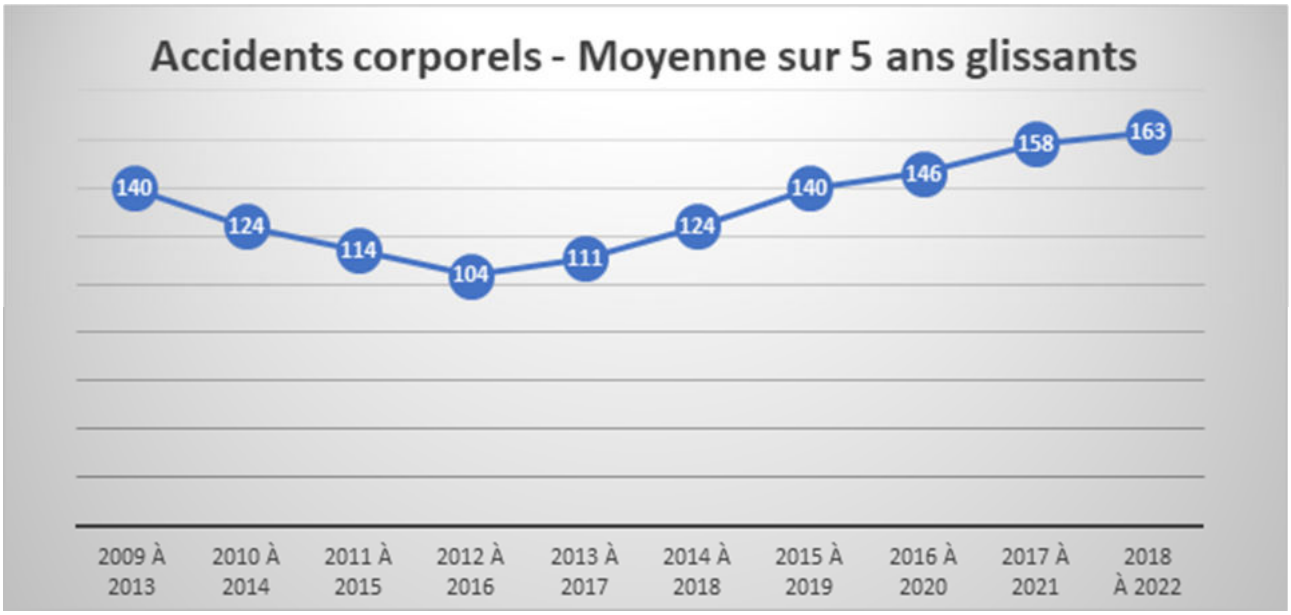
RD1006 La Praz Eboulement du 27/08/2023

Le Département de la Savoie poursuit les réflexions sur les thématiques du changement climatique et de ses conséquences, notamment dans le domaine de l'anticipation et du traitement des risques gravitaires (le projet SIGALE nécessite d'aller plus loin pour être plus opérationnel), les études et les travaux de protection contre les chutes de blocs (projet national C2ROP 2ème édition sur les années 2022-2025), ou encore de la rédaction / révision des normes concernant les écrans pare-blocs et paravalanches et les études géotechniques (participation à plusieurs groupes de travail du Bureau de Normalisation pour les Transports, les Routes et leurs Aménagements - BNTRA).



Nombre d'accidents corporels sur le réseau routier Départemental sur 5 années glissantes :

- La moyenne glissante des 5 dernières années poursuit son augmentation pour atteindre son plus haut niveau des dix dernières années :



- Après une année 2020 marquée par une diminution du nombre d'accidents due à la baisse du trafic liée à la crise sanitaire et aux différents confinements, et après une période de fort recul jusqu'en 2016, on constate une ré-augmentation très rapide du nombre d'accidents à compter de 2017, pour atteindre son plus haut niveau des quinze dernières années en 2022.



2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

Secteurs budgétaires et non budgétaires de la POLITIQUE ROUTIERE

SECTEURS BUDGETAIRES
AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS
MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER
OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS
OPTIMISER L'EXPLOITATION DU RESEAU ROUTIER

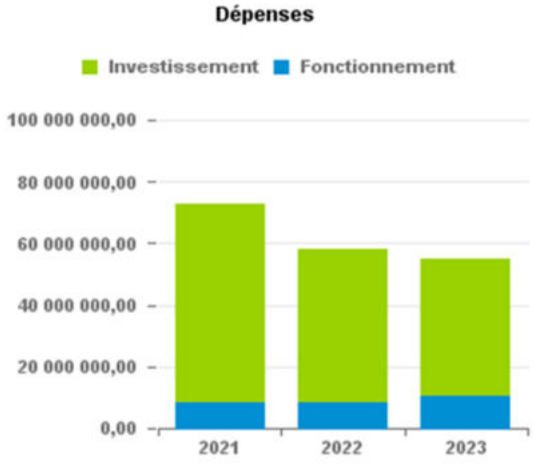
SECTEURS NON BUDGETAIRES
MATERIELS ROUTIERS

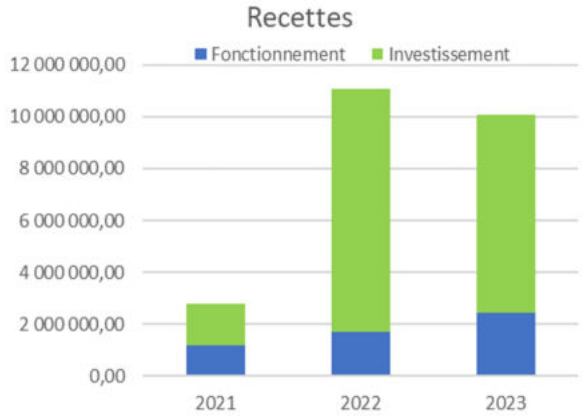
Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS	2 625 903,36	25 598 466,64	2 646 492,85	18 174 753,87	3 753 547,49	16 509 855,35
MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER	2 626 345,74	28 436 521,05	3 071 520,71	23 832 833,65	3 588 201,85	18 991 595,53
OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS	385 920,03	9 678 119,63	459 763,04	6 979 361,79	515 733,74	8 229 457,03
Optimiser l'exploitation du réseau routier	2 710 442,02	805 760,75	2 390 755,56	434 222,05	2 406 316,84	992 327,51
Dépenses par section :	**8 348 611,15**	**64 518 868,07**	**8 568 532,16**	**49 421 171,36**	**10 263 799,92**	**44 723 235,42**
	total année : 72 867 479,22		**total année : 57 989 703,52**		**total année : 54 987 035,34**	

Dépenses affectées à la politique Moyens			CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
			Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE	1999P275O001-1999P275O003-1999P275O004-1999P275O010-1999P275O021	véhicules fonctionnement	4 866 568,69		6 215 185,08		5 861 760,69	
	1999P279O047	Acq matériel mobilier outillage	281 977,15	88 796,47	235 270,32	96 061,39	199 809,00	103 693,82
	1999P282O001-1999P282O007 - 3999002	Véhicules acquisitions cession		5 548 440,51		3 144 286,04		3 411 452,55
	Total		**5 148 545,84**	**5 637 236,98**	**6 450 455,40**	**3 240 347,43**	**6 061 569,69**	**3 515 146,37**

Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS	27 217,01	843 906,37	32 742,87	7 382 960,62	74 947,99	6 703 993,44
MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER	641 855,44	179 782,23	1 384 413,27	519 557,84	2 115 704,45	698 581,64
OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS	279 834,00	577 073,49	37 515,50	870 917,04	8 786,28	259 681,47
Optimiser l'exploitation du réseau routier	235 218,26	0,00	230 920,90	618 452,59	226 551,45	0,00
Dépenses par section :	**1 184 124,71**	**1 600 762,09**	**1 685 592,54**	**9 391 888,09**	**2 425 990,17**	**7 662 256,55**
	total année : 2 784 886,80		**total année : 11 077 480,63**		**total année : 10 088 246,72**	

Les graphiques ci-après ne tiennent pas compte des données budgétaires de la politique « Moyens »





Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 09 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PAD DI Direction des Infrastr	0,00	19 822,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PAD DIA SPC	0,00	44 783,00	21 500,00	0,00	21 500,00	65 170,00
	total année : 64 605,00		total année : 21 500,00		total année : 86 670,00	

Dépenses - Contrats départementaux	CA 2023 données au : 12 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PAD DIA SPC	23 004,00	8 316,00



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
POLITIQUE ROUTIERE	AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS	PAD	DGA	0,05	0,05	0,05
		PAD	DI	16,06	15,92	14,09
		PAD	MTD	29,82	28,34	31,58
	Sous-total du secteur			**45,93**	**44,31**	**45,72**
	MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER	PAD	DGA	0,05	0,05	0,05
		PAD	DI	24,79	24,84	24,16
		PAD	MTD	231,86	233,28	234,9
	Sous-total du secteur			**256,70**	**258,17**	**259,11**
	OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS	PAD	DGA	0,05	0,05	0,05
		PAD	DI	8,2	8,87	11,08
		PAD	MTD	6,83	5,87	6,66
	Sous-total du secteur			**15,08**	**14,79**	**17,79**
	OPTIMISER L'EXPLOITATION DU RESEAU ROUTIER	PAD	DGA	0,05	0,05	0,05
		PAD	DI	17,63	17,5	15,86
		PAD	MTD	156,36	155,51	142,27
	Sous-total du secteur			**174,04**	**173,06**	**158,18**
	MATERIELS ROUTIER	PAD	DI	59,32	55,94	53,24
		PAD	MTD	20,78	19,53	22,22
	Sous-total du secteur			**80,10**	**75,47**	**75,46**
TOTAL tous effectifs pour la politique				**571,85**	**565,80**	**556,26**

Direction des Infrastructures

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

Les effectifs de la Direction des infrastructures ont été adaptés progressivement jusqu'en 2018, conformément aux orientations définies lors de la réorganisation de cette Direction initiée en 2016. Les moyens humains alloués à la mise en œuvre de la politique routière au sein de cette Direction sont désormais stabilisés.

La gestion des compétences reste un sujet majeur avec des difficultés récurrentes dans le recrutement d'agents dans certains métiers spécialisés, ce qui reste un sujet de vigilance. L'année 2023 aura été marquée par une forte difficulté à recruter des mécaniciens, la situation s'étant progressivement améliorée au cours de l'année.

Dans les Maisons techniques Départementales (MTD), les ETP affectés à la politique routière sont également stabilisés. Les activités restent fortement dépendantes des conditions météorologiques qui influent sur la mobilisation des équipes sur la viabilité hivernale et l'entretien des dépendances.

Les enjeux de gestion de l'ensemble du patrimoine routier, d'intégration accrue des enjeux de développement durable et de prise en compte de l'entretien et de l'exploitation des nouvelles infrastructures cyclables conduiront à faire évoluer certaines de nos pratiques.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

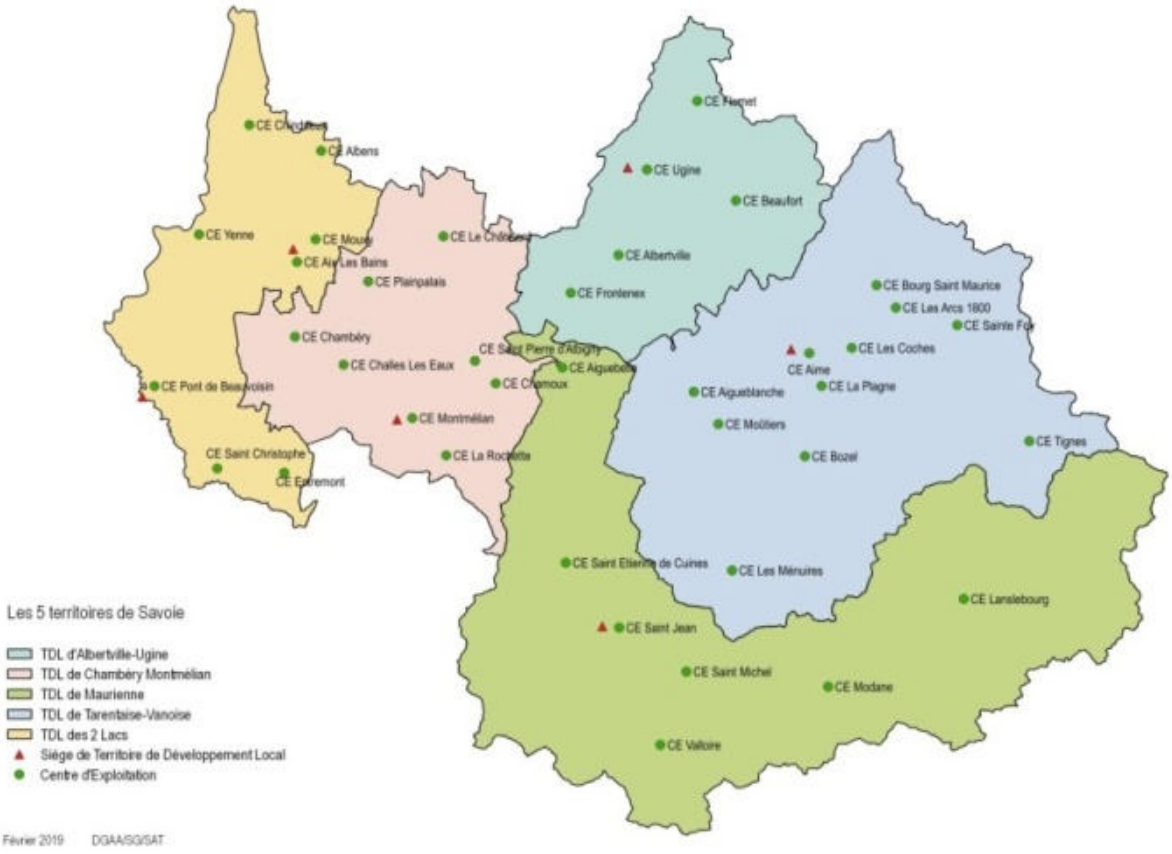
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Permettre des déplacements collectifs sûrs et de qualité sur un réseau routier départemental respectueux du développement durable des territoires	1.1. Préserver le patrimoine routier	1.1.1. Privilégier l'entretien de la chaussée
		1.1.2. Réduire le nombre d'ouvrages en mauvais état
		1.1.3. Stabiliser l'état des chaussées
	1.2. Optimiser l'exploitation du réseau routier	1.2.1. Assurer une circulation hivernale de qualité en préservant l'environnement
		1.2.2. Fournir à l'usager une information de qualité
	1.3. Améliorer la sécurité des usagers	1.3.1. Diminuer le linéaire de routes exposées aux risques naturels
		1.3.2. Maintenir en état les ouvrages de protection
		1.3.3. Renforcer la sécurité dans les tunnels
		1.3.4. Réduire l'accidentalité routière
	1.4. Favoriser les modes de transports alternatifs et optimiser les déplacements	1.4.1. Améliorer l'offre d'aires de covoiturage conformément au schéma départemental
		1.4.2. Améliorer l'offre de véloroutes / voies vertes conformément au schéma départemental
		1.4.3. Moderniser le réseau
		1.4.4. Reporter le trafic de transit sur les autoroutes
	1.5. Fournir des matériels adaptés aux besoins	1.5.1. Maintenir le niveau de disponibilité des matériels
		1.5.2. Optimiser la flotte des matériels

Direction des Infrastructures

Afin de mettre en œuvre la politique routière, la Collectivité dispose de moyens organisés au sein de la direction générale adjointe Aménagement (PAD).

Au sein du PAD, la Direction des Infrastructures (DI) compte 10 services répartis principalement au sein des directions adjointes Aménagement Mobilités et Patrimoine-Exploitation. L'ensemble des services travaillent notamment en étroite relation avec les 5 Maisons techniques du Département (MTD) rattachée au secrétariat général du PAD.

Avec leurs 39 centres routiers, les 5 MTD sont chargées notamment de la mise en œuvre opérationnelle de la politique et gèrent au quotidien le réseau routier.



Objectif politique	***1. Permettre des déplacements collectifs sûrs et de qualité sur un réseau routier départemental respectueux du développement durable des territoires***
Objectif stratégique	***1.1. Préserver le patrimoine routier***

La Direction des infrastructures et les Maisons Techniques du Département (MTD) assurent l'entretien des différentes composantes des routes départementales : chaussées, dépendances (talus, ouvrages hydrauliques, arbres, aires annexes), équipements de la route (dispositifs de retenue…).

La Direction des infrastructures a également en charge la gestion du patrimoine ouvrages d'art (ponts, murs de soutènements, tunnels, paravalanches, pare-blocs…) et d'ouvrages de protection contre les risques naturels. Des visites et inspections régulières l'informent sur l'état des ouvrages et lui permettent d'engager les actions nécessaires pour les maintenir en état. Elle travaille en collaboration avec les MTD qui effectuent les réparations et l'entretien nécessaires.

Objectif opérationnel	***1.1.1. Privilégier l'entretien de la chaussée***

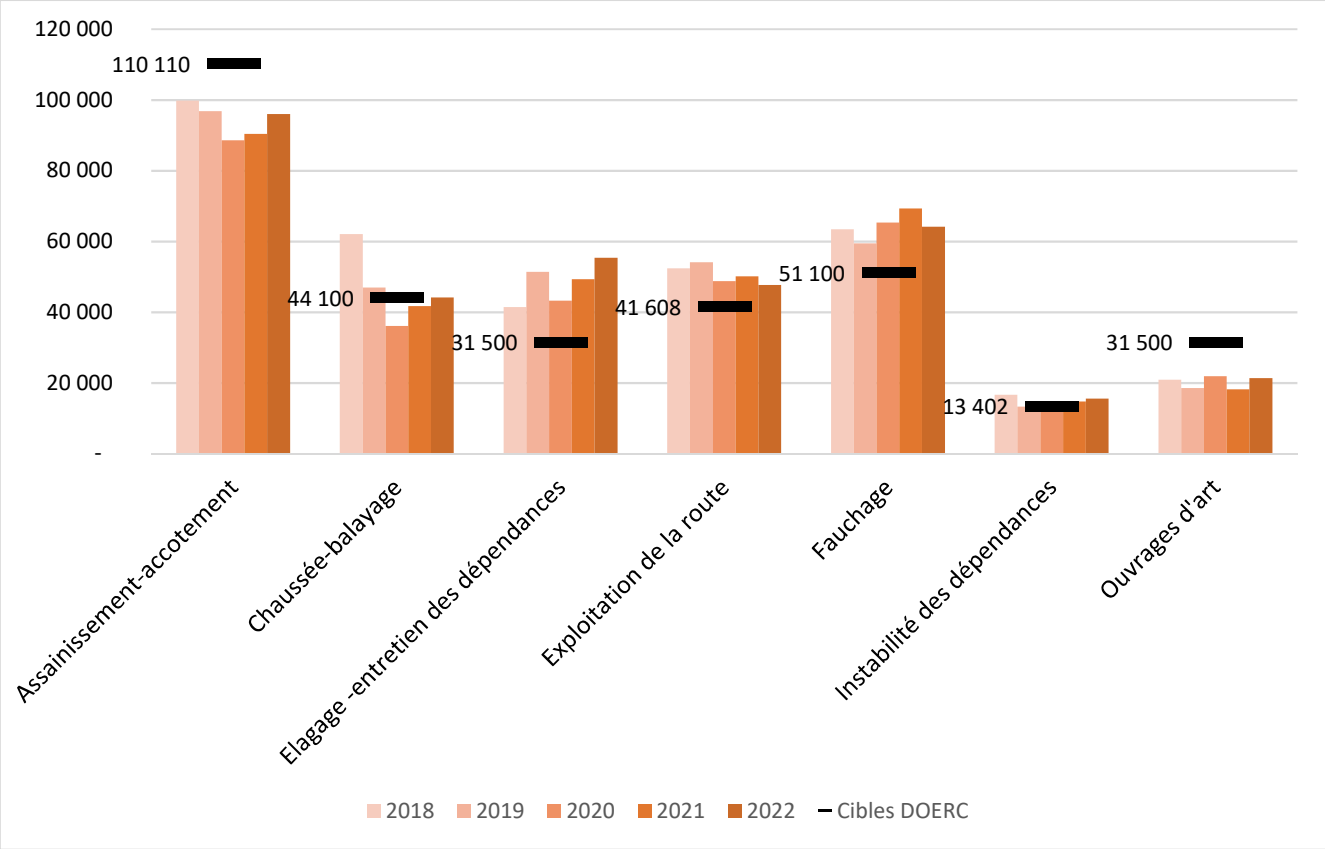
La moitié environ des moyens destinés à l'entretien routier courant est consacrée à l'entretien préventif des chaussées (réparations localisées, assainissement, etc.).

Une démarche de modernisation de l'entretien routier est engagée depuis 2017, visant à la fois à :
- Maximiser l'entretien préventif du patrimoine routier, en vue d'en maîtriser la pérennité et les coûts de maintenance,
- Traduire, dans les pratiques d'entretien routier, les objectifs et actions du plan climat du Département, notamment en termes de préservation de ressources et de préservation de la biodiversité.

Ces orientations conduisent à :
- Poursuivre les efforts très importants et également portés depuis plusieurs années sur la mise à niveau et la modernisation des ouvrages d'assainissement routier.
- Développer les techniques de travaux de chaussées bas carbone
- Renforcer les moyens dédiés aux travaux préventifs pour allonger la durée de vie des chaussées
- Adapter le fauchage des bords de routes

Les principes de modernisation de l'entretien courant ont été validés par les élus de la Deuxième commission début 2016, puis mis en œuvre à travers un dossier d'organisation finalisé en 2017, lui-même traduit par des plans d'intervention dans chaque MTD (en cours de finalisation), afin de couvrir les différents domaines de l'entretien routier (fauchage, assainissement pluvial, chaussées, ouvrages d'art…).

L'évolution des temps consacrés aux différentes tâches d'entretien courant est présentée dans le graphique ci-après. Un observatoire annuel de l'entretien courant, présenté aux élus de la Deuxième commission, permet d'évaluer la mise en œuvre des principes de modernisation et, le cas d'échéant, d'expliquer les évolutions.



Volume horaire consacré aux différentes tâches d'entretien routier courant

Les moyens consacrés chaque année à l'entretien routier courant fluctuent en fonction de l'importance des aléas météorologiques nécessitant des rétablissements de viabilité (chutes de neige, chutes d'arbres, débordements, coulées de boues, etc.), et de l'importance des pluies qui conditionne le fauchage nécessaire à la sécurité.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Réduire le nombre d'ouvrages en mauvais état*

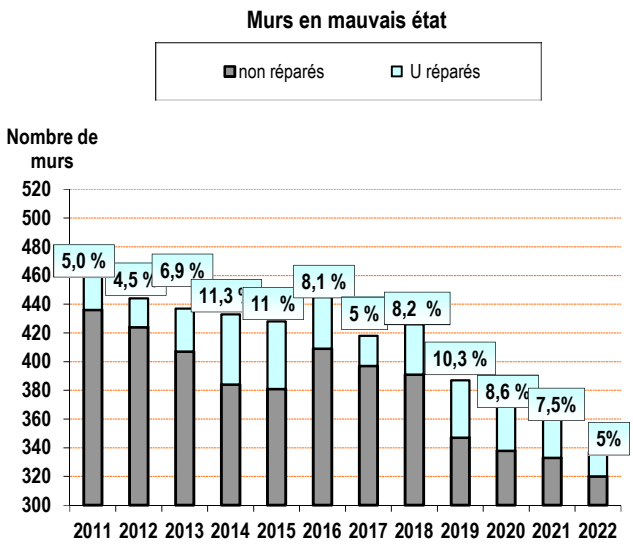
Les efforts réalisés sur le patrimoine mur permettent de faire diminuer le nombre d'ouvrage en mauvais état et très mauvais état. Même si le taux d'ouvrages réparés diminue, les budgets alloués permettent de remettre en état des ouvrages de très grande surface et l'état du patrimoine est stable.

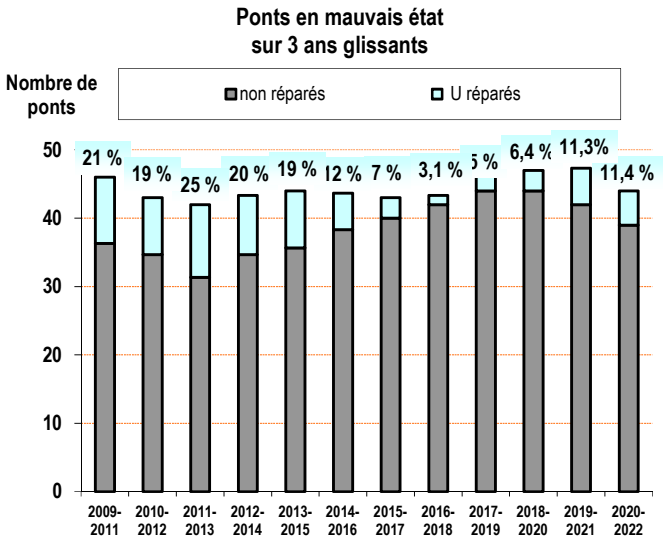
Les efforts financiers pour réparer préventivement les ponts doivent être poursuivis activement dans la durée pour éviter une dégradation des ouvrages en état moyen qui représentent près de la moitié du patrimoine Départemental. On notera également que le nombre d'ouvrages en état moyen (50%) dépasse aujourd'hui celui des ouvrages en bon état (46%) avec un effet ciseau très marqué.

Cet effet ciseau commence à être visible lors des dernières inspections avec des restrictions de tonnage qui doivent être appliquées à certains ouvrages (Pont de St André, Pont du Rafour à Bessans, Pont de Godinard à Bourgneuf, Pont du Chapelet à Champagny ; Pont du Dorinet à Hauteluce) dans l'attente de mener à bien les études pour réaliser des travaux de confortement ou reconstruction.

La remise à niveau des paravalanches et grands ouvrages franchissant l'Isère ou le Rhône devront faire l'objet de dépenses majeures dans les années à venir.

Taux de remise en état des murs de soutènement et des ponts en mauvais état sur 3 ans glissants





Les principaux travaux réalisés sur le programme ouvrage d'art sont illustrés ci-après :

Route Départementale (RD) 1006 – Pont du Verney - Communes de Val Cenis (Bramans)

Le pont du Verney permet le franchissement de l'Arc au hameau du même nom. Cet ouvrage de 26m de portée, en béton précontraint, construit en 1963 avait subi les crues de l'Arc notamment en 1984 et les culées de l'ouvrage étaient déstabilisées, entrainant un vieillissement prématuré de la structure. Il a donc été démoli en 2023 et reconstruit. L'ouvrage neuf comporte quatre poutres métalliques sur lesquelles reposent un tablier en béton fibré ultra hautes performances (BFUP). L'ouvrage est plus long, pour améliorer le passage des crues, et plus large pour tenir compte des futurs aménagements cyclables à venir dans le secteur. Les travaux ont nécessité la mise en place d'un pont provisoire plus en aval pour assurer le maintien de la circulation durant le chantier. Le Département réalise pour le compte de la Commune de Val Cenis le déplacement de l'ensemble des réseaux d'assainissement dans l'emprise du chantier. L'ensemble de ces travaux ont représenté un coût de 2 000 000 € en 2023, une partie ayant été financée par le biais d'une avance de 2 100 000 € faite en 2022. Les travaux se poursuivent en 2024.



Réparations des ponts

Plusieurs ouvrages ont fait l'objet de réparations préventives, notamment des équipements (joints de chaussées, appareils d'appuis) en particulier pour trois ouvrages de la RD 1006 : le pont des chèvres à Chambéry, le Pont de la Denise à Orelle et le nouveau pont de la Saussaz à St Michel de Maurienne. Les travaux préventifs sur les ponts ont représenté une dépense de 630 000 € en 2023.





Murs de soutènements sur le réseau routier Départemental

La politique ouvrage d'art cible depuis plusieurs années la réparation des murs de soutènement aval qui garantissent la stabilité de la route et évitent ainsi des coupures de circulations durables et des coûts de rétablissement importants. Ces travaux sont pour la plupart réalisés sur les marchés accord cadre du Département et ont représenté pour l'année 2023 un montant conséquent de 2 020 000 €.



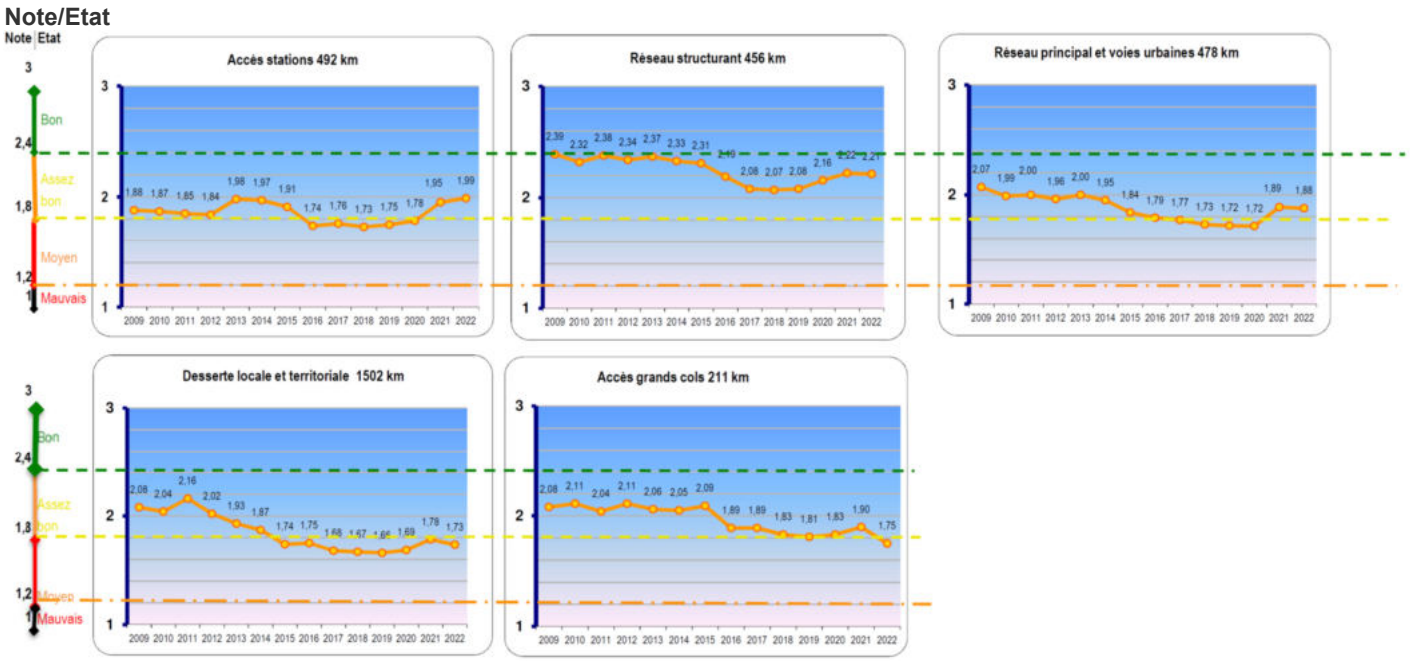




En 2023, 710 000 € d'études ont été engagés sur le programme ouvrages d'art, pour assurer le suivi du patrimoine et mener à bien les études de diagnostic et de maîtrise d'œuvre de réparation des ouvrages.
Notamment, 210 000 € ont permis de faire des essais de tension des haubans du pont de Gilly sur Isère pour s'assurer de son parfait état.
Des études sont également en cours sur les ouvrages en encorbellement sur la RD 81, menant à la station des Karellis, la première partie du diagnostic et les investigations géotechniques représentent 130 000 € en 2023.

Objectif opérationnel	1.1.3. Stabiliser l'état des chaussées

L'effort financier réalisé entre 2019 et 2021 a permis d'améliorer l'état moyen des chaussées de l'ensemble du réseau routier départemental. Néanmoins, les auscultations faites fin 2022 semblent montrer une tendance à la dégradation, très probablement en lien avec le retour à des moyens financiers qui ne permettent pas de stabiliser l'état du patrimoine. Les efforts faits dès 2023 et qui vont se pérenniser les prochaines années devraient permettre de limiter cette tendance.



Les enjeux pour stabiliser l'état des chaussées à l'avenir consistent à :

- Prolonger la vie des chaussées du réseau de desserte locale et territoriale, grâce une étanchéification plus massive de leur surface (réparations localisées, enduits superficiels),
- Assurer les reprises structurelles des chaussées du réseau structurant, nécessaires pour espacer les renouvellements de couches de surface,
- Poursuivre les renouvellements des couches de surface des chaussées des accès stations, et surveiller finement leur évolution compte tenu des fortes sollicitations qu'elles supportent (trafic lourd, viabilité hivernale, gel/dégel),
- Anticiper de manière pluriannuelle la programmation des travaux afin d'optimiser au maximum les coûts de maintenance (techniques, épaisseurs, largeurs, massifications par itinéraires, températures…).

Direction des Infrastructures

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Préserver le patrimoine routier »

Les chaussées demeurent en état moyen. Cependant une évolution positive a pu être notée jusqu'en 2021, grâce aux efforts budgétaires importants consentis sur la période 2019 – 2021, ainsi qu'à l'optimisation des pratiques. Cette trajectoire s'infléchit sensiblement en 2022.

Concernant les ouvrages d'art, l'augmentation des crédits a permis d'améliorer le taux de réparation des murs et des ponts et de diminuer progressivement le nombre d'ouvrages en mauvais état. A noter, l'effet ciseaux lié à l'augmentation des ouvrages en état moyen et la mise en œuvre des premières restrictions sur certains ouvrages.

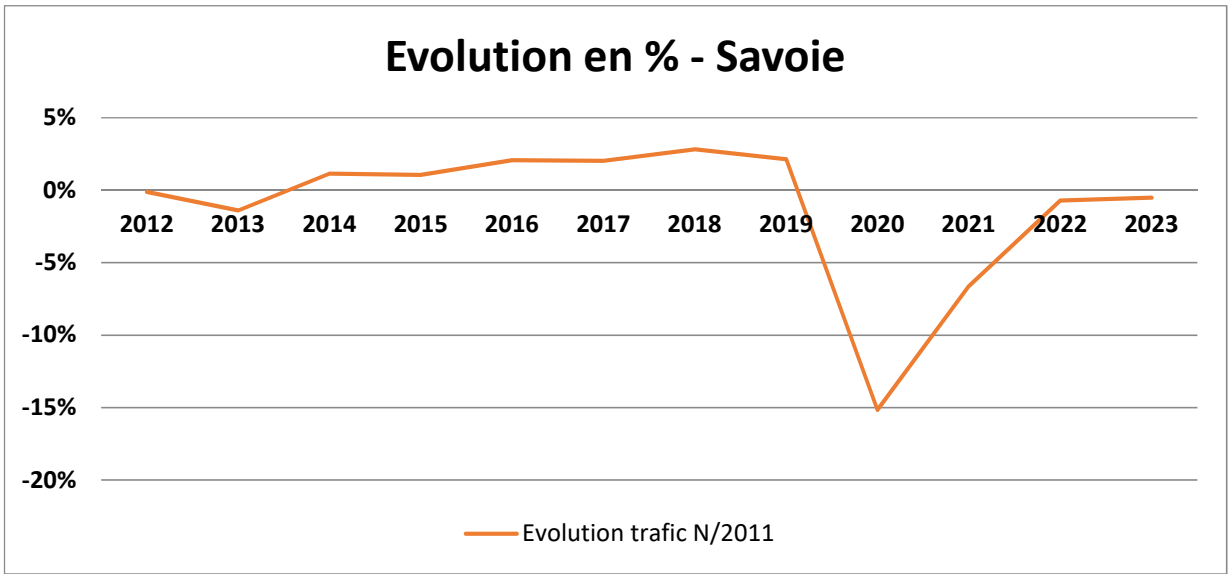
Nous pouvons donc constater le résultat des efforts conséquents du Département et des équipes sur la maintenance de notre patrimoine routier. Il convient néanmoins de rester vigilant sur les évolutions du patrimoine.

Objectif politique	*1. Permettre des déplacements collectifs sûrs et de qualité sur un réseau routier Départemental respectueux du développement durable des territoires*
Objectif stratégique	*1.2. Optimiser l'exploitation du réseau routier*

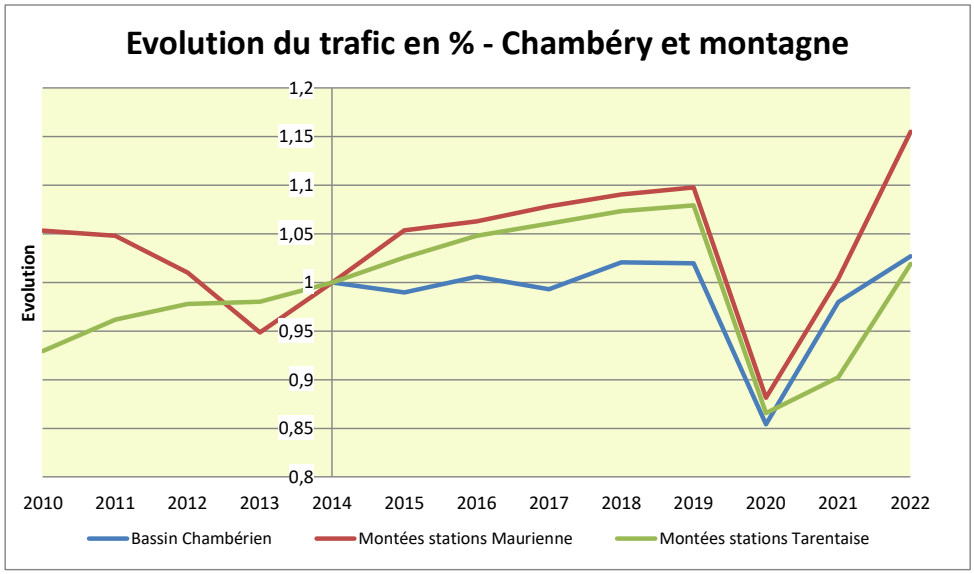
La Direction des infrastructures et les Maisons Techniques Départementales assurent la viabilité hivernale du réseau routier Départemental et son exploitation estivale.

La période COVID est terminée. Les niveaux de trafic sont semblables à l'avant crise. Après la grosse baisse de trafic en 2020, celui-ci a mis deux ans à revenir à des niveaux habituels

Évolution du trafic sur l'ensemble du réseau routier Départemental



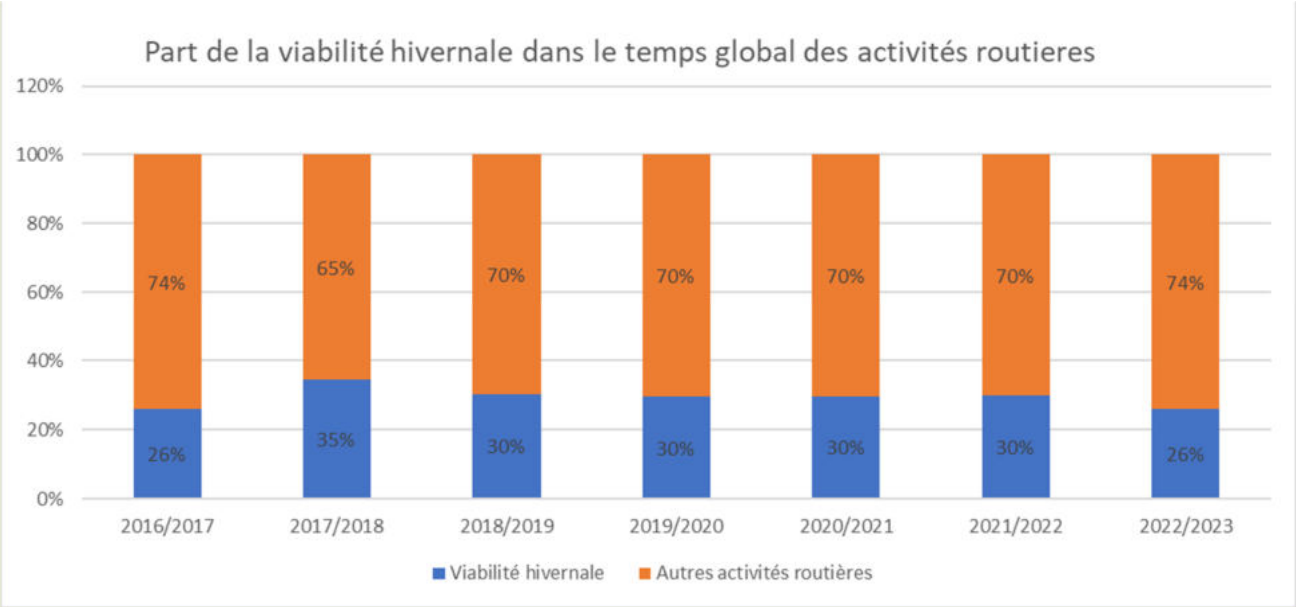
Évolution du trafic dans l'agglomération chambérienne et sur les routes d'accès aux stations



Sur le secteur de Chambéry, suite à la crise sanitaire et aux confinements de 2020, le niveau de trafic est revenu aux seuils les plus hauts depuis 2014.
Quant aux itinéraires de montagne vers les stations de sport d'hiver, une nette augmentation est constatée en Maurienne (+6% / 2019), alors qu'en 2022, la Tarentaise n'a pas encore retrouvé son niveau de trafic d'avant crise.

Objectif opérationnel	1.2.1. Assurer une circulation hivernale de qualité en préservant l'environnement

La proportion de la viabilité hivernale dans le temps passé sur les activités routières, hors frais généraux, entretien des bâtiments et du matériel et autres activités de support, est de l'ordre de 30%. Les tâches liées à l'activité sont concentrées sur 4 mois en plaine et environ 5 mois en moyenne et haute montagne. Cette part reste constante ces dernières années.

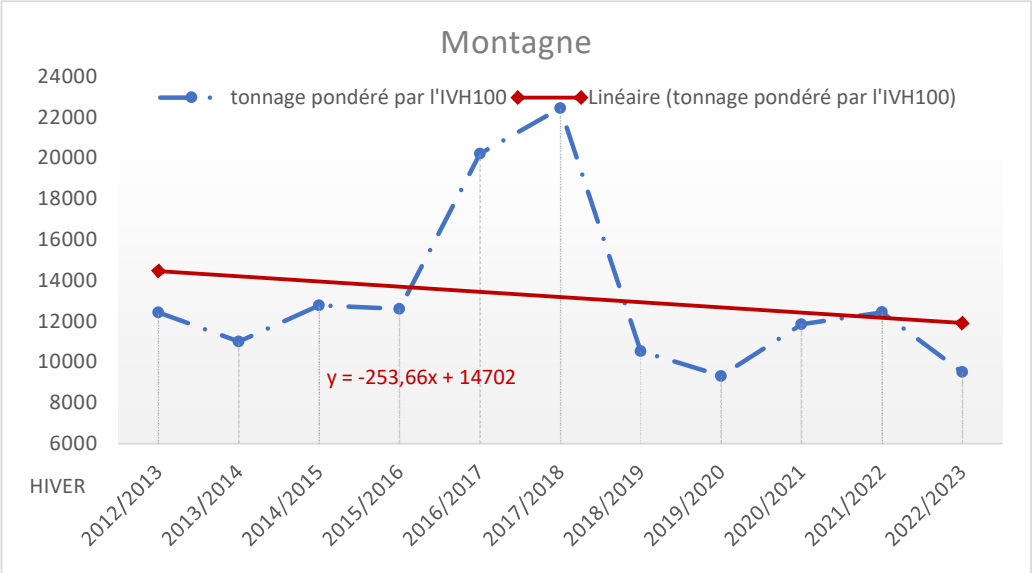


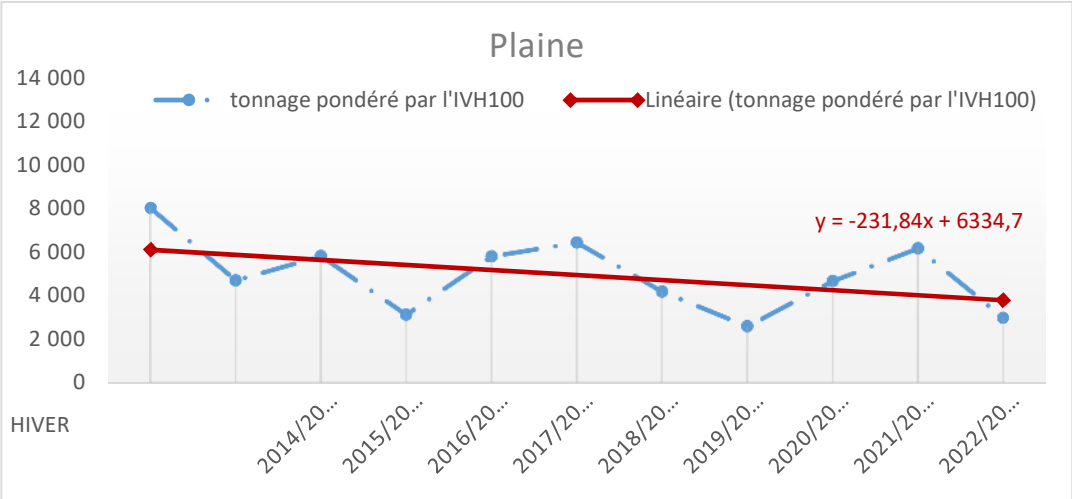
Cette proportion varie de 26 à 30 % entre 2020 et 2023 en fonction de la rigueur de l'hiver de la saison concernée. 2017-2018 était un hiver plus rigoureux que la normale.

Le schéma directeur Départemental des aires de chaînage adopté en 2018 prévoit la rénovation de certaines aires existantes et l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers. En 2023, la création de l'aire de chaînage de « stade Bardassier » de Moutiers en fait une aire de chaînage majeure pour équiper les véhicules en direction de la vallée des Bellevilles.

L'hiver 2023/2024 a vu une consommation de fondants en dessous de la moyenne des hivers précédents, en légère baisse par rapport à l'hiver précédent. La tendance globale sur les dix dernières années reste à la baisse.

Consommation de sel/IVH (rigueur de l'hiver) par saison en montagne et en plaine (tonnes)





Objectif opérationnel	*1.2.2. Fournir à l'usager une information de qualité*

Pour améliorer la gestion du trafic, l'information donnée à l'usager, et sécuriser les zones de travaux, le Département s'est doté en 2022 de Panneaux à Messages Variables mobiles permettant d'informer l'usager en amont de la gêne constatée.
Ces panneaux sont déployés au bord des routes à de nombreuses reprises sur des chantiers programmés de plus ou moins longue durée, des évènement inopinés et pour des évènements majeurs tels que les championnats du monde de ski à Courchevel et Méribel en 2023.

Sur les chantiers de grande ampleur impactant la circulation sur plusieurs mois, le Département a mis en place un système d'information usagers par inscription à un service d'envoi de SMS. L'usager est alors informé en temps réel des coupures de routes. Le chantier de sécurisation de la falaise sud du tunnel des Echelles en a bénéficié. L'inscription à ce service est réalisée depuis le site internet Savoie-route.fr. Près de 3500 usagers se sont inscrits.

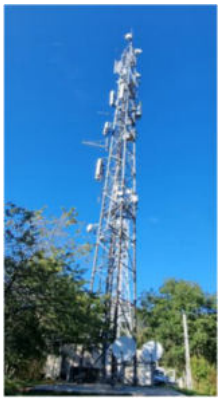


Dans le but d'améliorer la qualité de l'information à l'usager, le Département continue à déployer des caméras de gestion de trafic sur son réseau. Par exemple, une nouvelle caméra a été mise en service dans la montée de Hautecour afin d'avoir une vision sur tous les axes stratégiques de Moutiers. Ces caméras sont désormais accessibles en ligne et en temps réel aux services départementaux afin de :

- Recueillir des informations terrain
- Gérer les flux de circulation
- Ajuster les moyens aux conditions réelles (déneigement, intervention…)







Antennes relais et équipement véhicule réseau radio

Modernisation du réseau radio

Le Département est maintenant équipé d'un réseau radio numérique fonctionnel à destination des agents des routes.

C'est une précieuse aide en cas de crise majeure, car contrairement au réseau téléphonique, le réseau radio est résilient aux coupures d'électricité et n'est pas impacté par les saturations de réseau. En 2023, la dernière phase de déploiement concerne l'avant pays savoyard et le bassin chambérien. Mi 2024, l'ensemble du réseau sera déployé.

Cela représente 350 postes embarqués et une quinzaine d'antennes situées sur les points hauts du Département.

L'ensemble est dépanné et maintenu par des techniciens spécialisés.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Optimiser l'exploitation du réseau routier »

La consommation des fondants reste maîtrisée sur la dernière saison. Le Département met en œuvre de nouvelles techniques afin d'optimiser la consommation de sel.

Le Département renforce et modernise ses outils d'information routière.









Objectif politique	*1. Permettre des déplacements collectifs sûrs et de qualité sur un réseau routier Départemental respectueux du développement durable des territoires*
Objectif stratégique	*1.3. Améliorer la sécurité des usagers*

En collaboration avec les Maisons Techniques du Département, la Direction des infrastructures veille à la sécurité des usagers du réseau routier départemental en les protégeant contre les risques naturels (chutes de blocs, glissements de terrain, éboulements, crues torrentielles ou avalanches), en cherchant à réduire l'accidentalité ou encore en sécurisant les tunnels et les routes départementales à proximité des passages à niveau.

Objectif opérationnel	*1.3.1. Diminuer le linéaire de routes exposées aux risques naturels*

Le linéaire des sites sensibles exposés aux chutes de blocs et mouvements de terrain évolue peu. Compte-tenu du nombre important d'évènements annuels affectant le réseau routier départemental, le Département traite autant de sites connus et jugés à risque fort que de nouveaux sites apparaissent. Pour ce qui concerne les avalanches, celles de grande ampleur sont quasiment toutes traitées et la sécurisation des talus exposés aux coulées de neige continue.

La Direction des infrastructures assure notamment une assistance et une expertise géotechnique, géologique et nivologique (plans d'intervention des déclenchements d'avalanches, entretien des déclencheurs et détecteurs d'avalanches). Elle met à jour, via les bases de données et les visites d'ouvrages, sa connaissance des sites sensibles et du patrimoine des ouvrages de protection contre les risques naturels. Enfin, elle gère les interventions en urgence lors d'événements géologiques ou climatiques. En moyenne, on dénombre une centaine d'évènements par an affectant le réseau routier Départemental.

Elle participe également à de nombreux groupes de travail dans la gestion des risques naturels, au niveau national et transfrontalier (C2ROP 2eme édition, SIGALE, BNTRA …).

L'année 2023, aura été marquée par l'éboulement de La Praz ainsi que par les intempéries de la fin 2023 ayant entrainé de très nombreux événements sur le réseau routier départemental (tunnel des Echelles, secteur de Pommeraie).

De nombreux chantiers de sécurisation ont été conduits :

- de traitement de glissements de terrain au travers de méthodes variées : par terrassement et micropieux sur la RD87 dans le secteur de la Balmette à Landry, par substitution avec du remblai allégé drainant recyclé (Misapor) sur la RD71 à Ugine, par drainage sur la RD64 à Monthion, par paroi clouée sur la RD912 à Apremont
- de protection contre les chutes de blocs pour protéger la RD925 à Beaufort et la RD926 à Fontcouverte et la RD215 à Modane
- de stabilisation des glissements superficiels en amont de la RD87A par génie végétal (fascines).



RD87 – Déport de la RD par terrassement et micropieux



RD71 Stabilisation par remblai allégé drainant recyclé Misapor



RD912 Apremont Stabilisation par paroi clouée



RD87A – Stabilisation du talus par génie végétal (fascines)

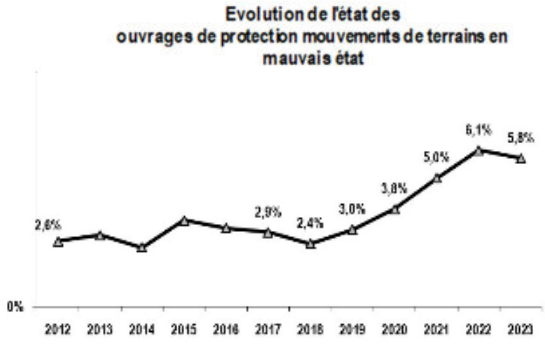
Objectif opérationnel	*1.3.2. Maintenir en état les ouvrages de protection*

De 2018 à 2022, il a été relevé une augmentation du nombre d'ouvrages en mauvais état.
Cette évolution était liée à plusieurs facteurs :

- Une fluctuation naturelle de l'état des ouvrages liées à une variabilité des sollicitations fonctionnelles et environnementales.
- Des anomalies de recensement des travaux d'entretien des ouvrages réellement réalisés
- Une évolution de la méthodologie de caractérisation de l'état des Ouvrages de Protection contre les Risques Naturels (OPRN) visant à prendre davantage en compte l'impact de la corrosion sur les ouvrages, dans le but de renforcer la maintenance préventive.

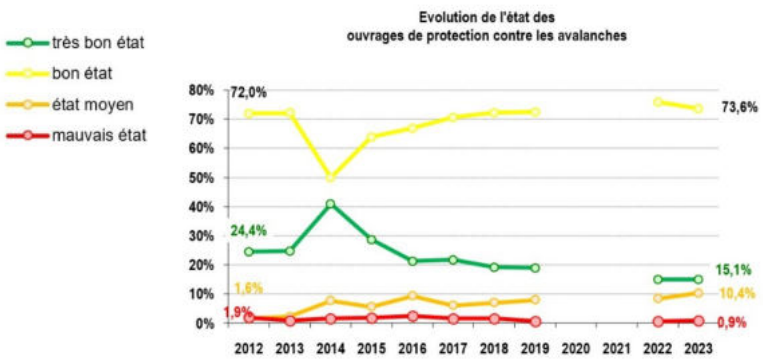
La légère baisse observée à partir de 2023 est liée à la réalisation de plusieurs campagnes de travaux et à la prise en compte de travaux antérieurs non recensés sur certains secteurs.

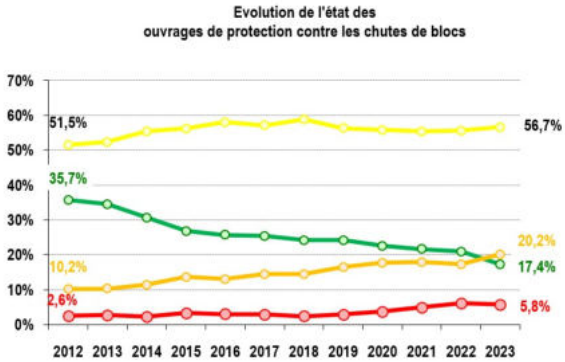
La consolidation du recensement des travaux d'entretiens d'ouvrages ainsi que la poursuite des investissements devraient permettre de réduire le nombre d'ouvrages en mauvais état les prochaines années.





Les ouvrages de protection présentent globalement un état satisfaisant.





Objectif opérationnel	1.3.3. Renforcer la sécurité dans les tunnels

Le programme de mise aux normes des tunnels initié en 2000 est aujourd'hui achevé. Certains ont subi des travaux très conséquents.

4 tunnels mesurent plus de 300m (Chat près de Bourdeau, Grand Tunnel près de la Toussuire, Chevril et Franchet sur la route d'accès à Tignes). Pour chacun de ces 4 tunnels, le préfet autorise son exploitation pour 6 ans, suite à la validation d'un Dossier de Sécurité. En 2023, celui du tunnel du Chat a été renouvelé avec succès, pour la première fois depuis sa rénovation majeure de 2017. En outre, des exercices annuels inter-services (secours-gendarmerie) ainsi que des formations régulières ont été réalisées pour chacun des ouvrages.

Au total, 16 tunnels sont dits « équipés », de lumière, de dispositifs spécifiques de sécurité.

Des actions ponctuelles d'évolution, de modernisation, de maintenance préventive et curatives sont programmées tout au long de l'année, sur les périodes les moins impactantes en limitant autant que possible la gêne pour les usagers.

L'objectif est de maintenir en tout temps un niveau de sécurité optimal.

Les études pour la rénovation du génie civil et de l'éclairage du tunnel du Saut sur la RD92 ont été conduites en 2023 avec l'objectif de mener ces travaux à partir de 2024.

Exercice Incendie du Tunnel du Chat

Cet exercice terrain a eu lieu de nuit le 16 octobre 2023.

Les services de secours, les opérateurs de gestion trafic du PC Osiris, les agents, les chefs de colonne, la gendarmerie, ont pu tester le matériel et les procédures d'intervention.



Objectif opérationnel	1.3.4. Réduire l'accidentalité routière

En outre, la Direction des infrastructures assure la mise en œuvre de la politique de sécurité routière. Pour cela, elle identifie les zones d'accumulation d'accidents et à fort niveau d'exposition des usagers, et garantit leur sécurisation à la fois par une modernisation de l'infrastructure et la mise en place d'équipements de sécurité. Par ailleurs, le Département soutient techniquement et financièrement la mise en œuvre d'actions de sensibilisation des usagers et l'aménagement des traversées d'agglomération. Dans ce cadre, une démarche de revue des politiques en matière de signalisation horizontale et d'obstacles latéraux a été engagée et doit être poursuivie.

Malgré l'augmentation du nombre d'accidents corporels constatée en 2022, leur concentration a continué à reculer, si bien qu'il n'existe plus à ce jour de zones d'accumulation d'accidents corporels (ZAAC) sur les routes départementales de Savoie.

Par ailleurs, les diagnostics de sécurité des passages à niveaux, mis à jour pour la dernière fois en 2019 et qui ont conduit à la suppression du passage à niveau n° 18 à Viviers du Lac et à la modification du passage à niveau n° 7 à Brison-Saint-Innocent en 2022, sont en cours d'actualisation.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3. ☺

« Améliorer la sécurité des usagers »

Le niveau d'atteinte de cet objectif est lié en partie aux événements naturels climatiques et géologiques de plus en plus fréquents. Si les indicateurs dans ce domaine demeurent globalement satisfaisants, les moyens devront être consolidés pour être en capacité de répondre durablement aux enjeux dans un contexte de changement climatique d'ores et déjà très présent.

Si l'état du patrimoine dans le domaine des tunnels reste globalement satisfaisant, certains ouvrages présentent encore des défauts significatifs (géométrie, étanchéité) qui devront être traités conjointement avec une amélioration de la prise en compte des cyclistes. Les études faites sur le tunnel du Saut vont permettre d'engager les travaux dès 2024.

Enfin, les zones d'accumulation d'accidents corporels ont été réduites à des configurations où l'aménagement permet déjà de maîtriser les vitesses, et le plan de sécurisation des passages à niveau a permis de traiter les PN les plus à risques.

Objectif politique	***1. Permettre des déplacements collectifs sûrs et de qualité sur un réseau routier départemental respectueux du développement durable des territoires***
Objectif stratégique	***1.4. Favoriser les modes de transports alternatifs et optimiser les déplacements***

Afin d'assurer les déplacements sur son réseau routier et cyclable, le Département poursuit des stratégies de modernisation de la voirie afin de répondre aux enjeux de fluidité de la circulation routière et de sécurité des usagers que cela soit en montagne ou en plaine, en zone rurale ou urbaine. Cela se traduit également par le développement des mobilités alternatives, en procédant au déploiement d'une offre d'aires de covoiturage et d'un réseau cyclable destiné à tous les usages, dont les mobilités du quotidien.

Objectif opérationnel	***1.4.1. Améliorer l'offre d'aires de covoiturage conformément au schéma départemental***

Les dernières années ont été marquées par une évolution significative du nombre de places de stationnement dédiées au covoiturage avec des réalisations sous maîtrise d'ouvrage départementale ou par d'autres acteurs de la mobilité (société d'autoroute, Collectivités locales) en partenariat avec le Département.

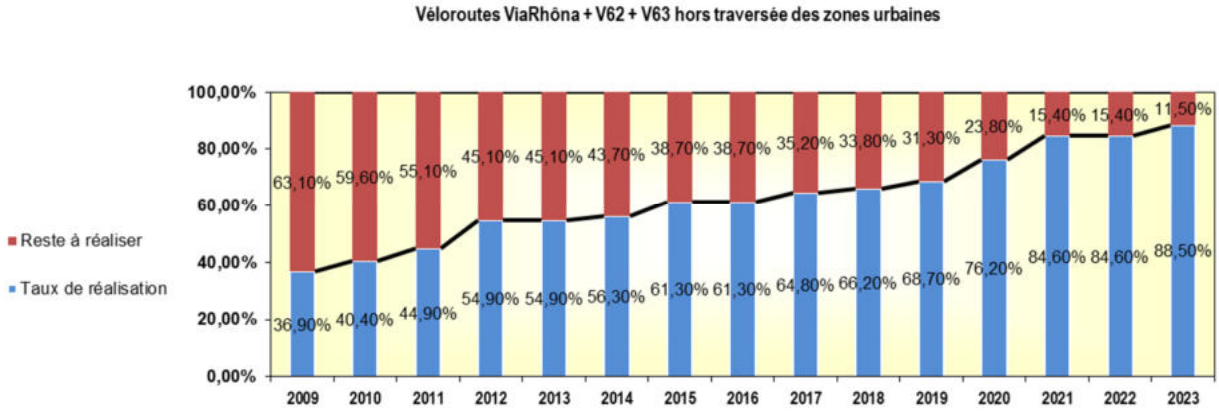
Le dispositif de réduction tarifaire CITO, en partenariat avec la société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA) et les Communautés d'agglomération Grand Chambéry et Grand Lac, se poursuit et contribue à pérenniser le report du trafic de transit depuis le réseau secondaire adjacent vers l'autoroute, afin de limiter l'insécurité et la congestion routière dans les traversées des zones urbaines situées le long des autoroutes A41 et A43 entre les péages Aix-les-Bains Nord et Chignin Les Marches.

En complément, un dispositif de gratification du covoiturage a été mis en place en 2023, en partenariat avec les Communautés d'agglomération Grand Chambéry et Grand Lac, ainsi qu'avec la Communauté de communes Cœur de Savoie, via la plateforme BlaBlaCar Daily. Pour les trajets d'une distance minimale de 5 km, ce dispositif prévoit la gratuité des trajets pour les passagers et une rétribution des conducteurs à raison de 0,10 € par kilomètre et par passagers.

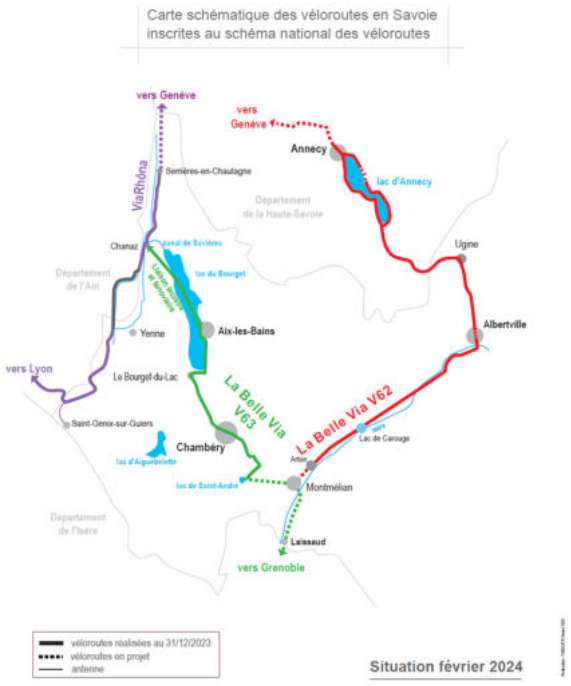
Depuis le lancement de l'offre en janvier 2023, la pratique du covoiturage a été multipliée par six sur le périmètre de Métropole Savoie, 600 000 km covoiturés ont été parcourus et 38 000 trajets ont été effectués via l'application BlaBlaCar Daily.

Objectif opérationnel	1.4.2. Améliorer l'offre de véloroutes / voies vertes conformément au schéma Départemental

Le Département aménage les véloroutes ViaRhôna, La Belle Via (V62 et V63) inscrites au schéma national des véloroutes (hors traversées des zones en agglomération réalisées par les Communes ou les structures intercommunales). Ces opérations sont menées avec des partenariats, notamment la Région Auvergne Rhône-Alpes et la Compagnie Nationale du Rhône sur la ViaRhôna.



Fin 2023, le linéaire aménagé atteint 92 % du linéaire total, ce qui représente au total 150 km en service, dont environ 12 km restant à aménager. Le jalonnement provisoire en place permet de guider les usagers dans leur itinérance.

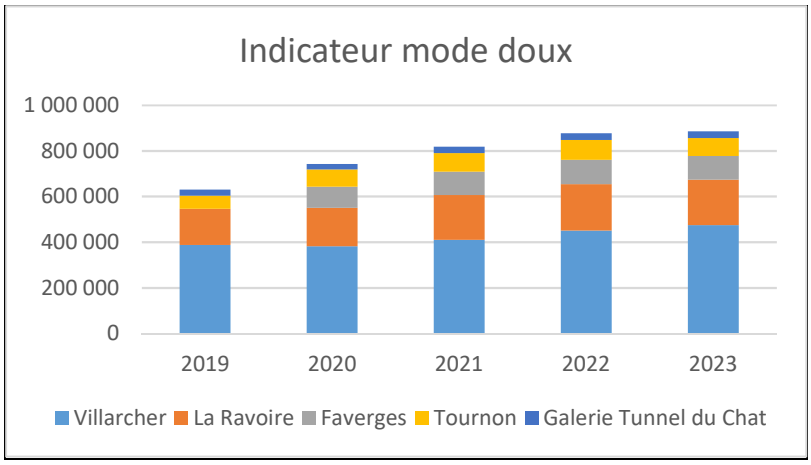


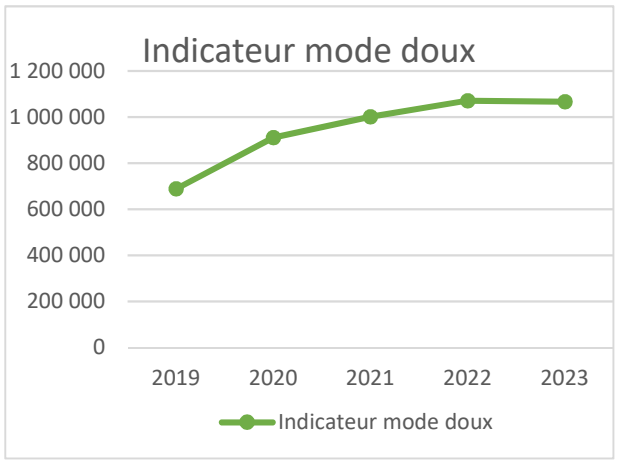
L'année 2023 a été également marquée par la mise en place de la nouvelle passerelle de l'Arche, en lieu et place de la précédente trop vétuste, ainsi que de nombreux travaux de reprise de la chaussée de la Belle Via pour un montant de 285 000€.

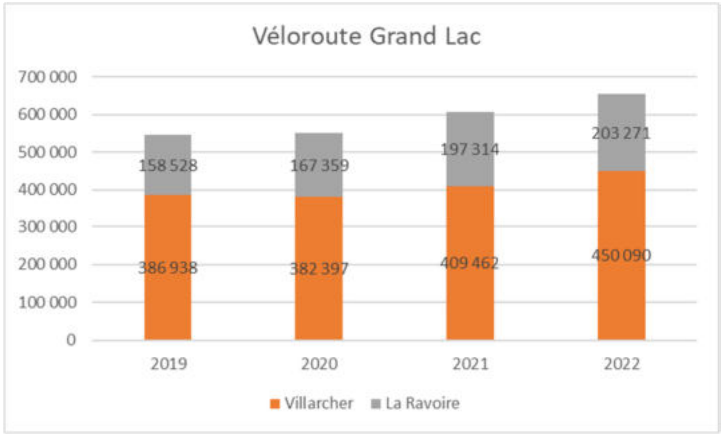


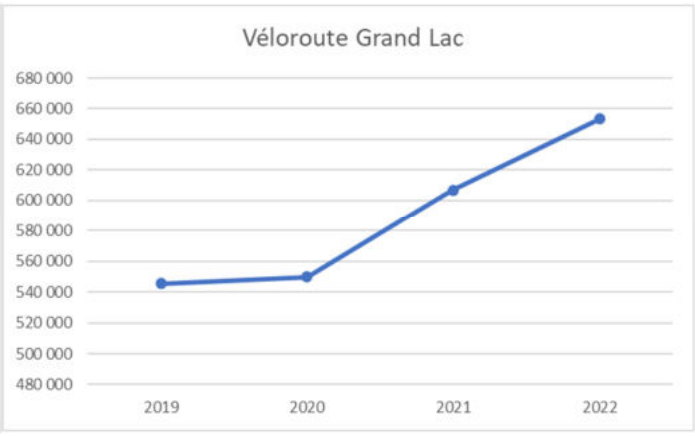
Par ailleurs, des compteurs vélos permettent de mesurer le nombre de passages annuels de vélo sur les secteurs suivants dans les 2 sens de circulation :

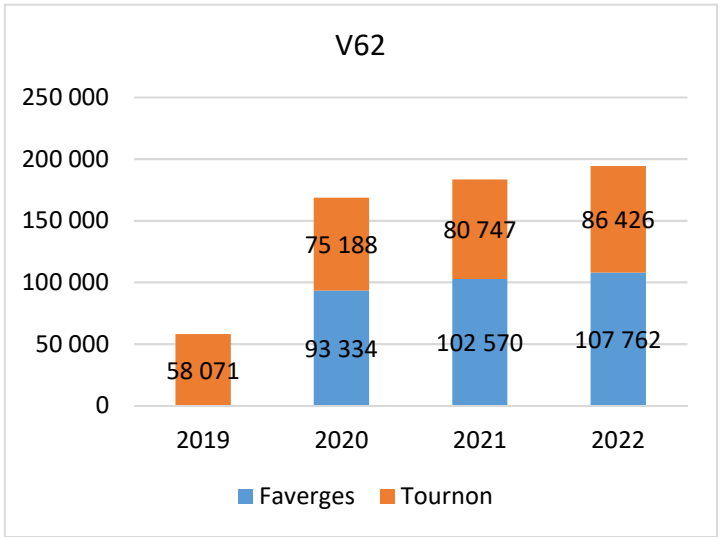
Eco-compteurs vélo – Nombre de passages annuels de vélo par secteur dans les 2 sens de circulation

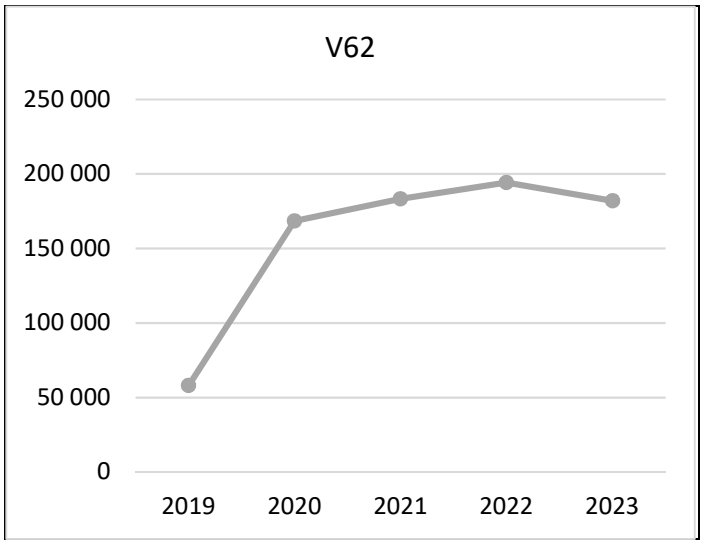


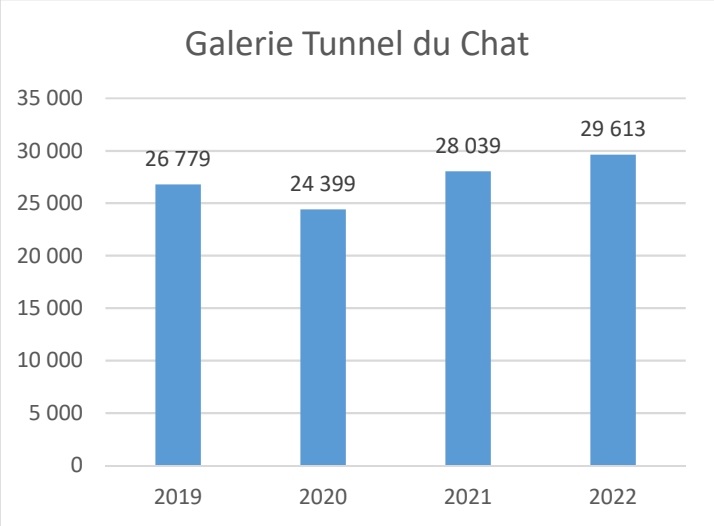


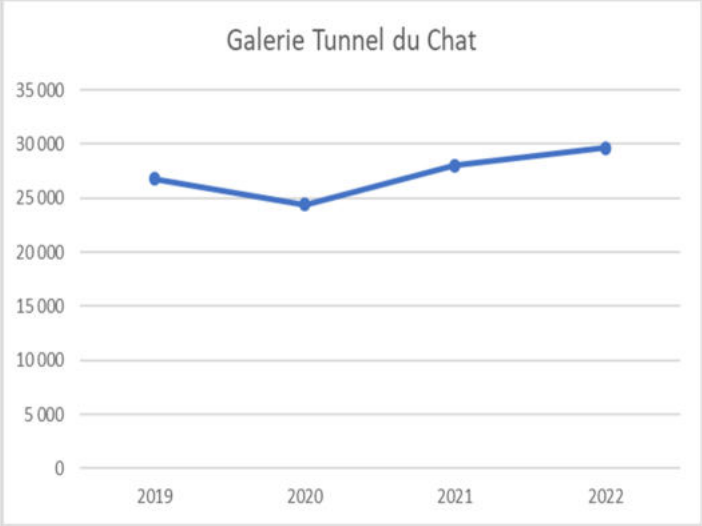












Ainsi, on remarque une montée en puissance continue du vélo dans les mobilités du quotidien, dynamique qui sera renforcée par le nouveau plan vélo approuvée le 16 juin 2023 et qui prévoit un budget de 60 M€ sur 10 ans destiné à :

- Accélérer le vélo du quotidien en Savoie en prenant à 100% un itinéraire par EPCI
- Continuer à soutenir fortement et directement les EPCI par le biais de subventions
- Améliorer la desserte des collèges pour mettre nos collégiens à vélo
- Achever les réseaux structurants vélo-route et voie verte

Objectif opérationnel	*1.4.3. Moderniser le réseau*

Plusieurs opérations structurantes ont été réalisées en 2023 comme le calibrage de la chaussée au lieu-dit "Les Ravins" à Saint François Longchamps sur la RD 213.

Les études ont été approfondies sur le carrefour giratoire RD 1504 – 1201 A au Bourget-du-Lac afin de réaliser les travaux en 2024. De même, sur la RD 1006, les études ont été finalisées sur la réhabilitation de la station de relevage des eaux pluviales de La Garatte sur la commune de Chambéry afin de lancer les travaux en 2024.

RD 1006 - Réhabilitation de la station de relevage des eaux pluviales de La Garatte sur la commune de Chambéry

Elle est située à l'entrée du Faubourg Montmélian sous la RD 1006. L'ouvrage assure le stockage, puis le refoulement vers la Leysse, des eaux pluviales issues de cette RD, d'un réseau urbain, ainsi que de l'échangeur n° 18 de la voie rapide urbaine (VRU).

Construit à la toute fin des années 1970, l'ouvrage a été transféré au Département en 2006 lors de l'acte II de la décentralisation. Malgré un bon état structurel sans désordre significatif du génie civil, la station présente des défauts d'étanchéité dans sa partie inférieure immergée et une vétusté de l'ensemble des canalisations et pièces de raccordement. En particulier, les 4 pompes immergées font l'objet d'interventions récurrentes et présentent une usure avérée. Les réparations et opérations d'entretien courant effectuées ne permettent pas de pérenniser le bon fonctionnement de l'ouvrage.

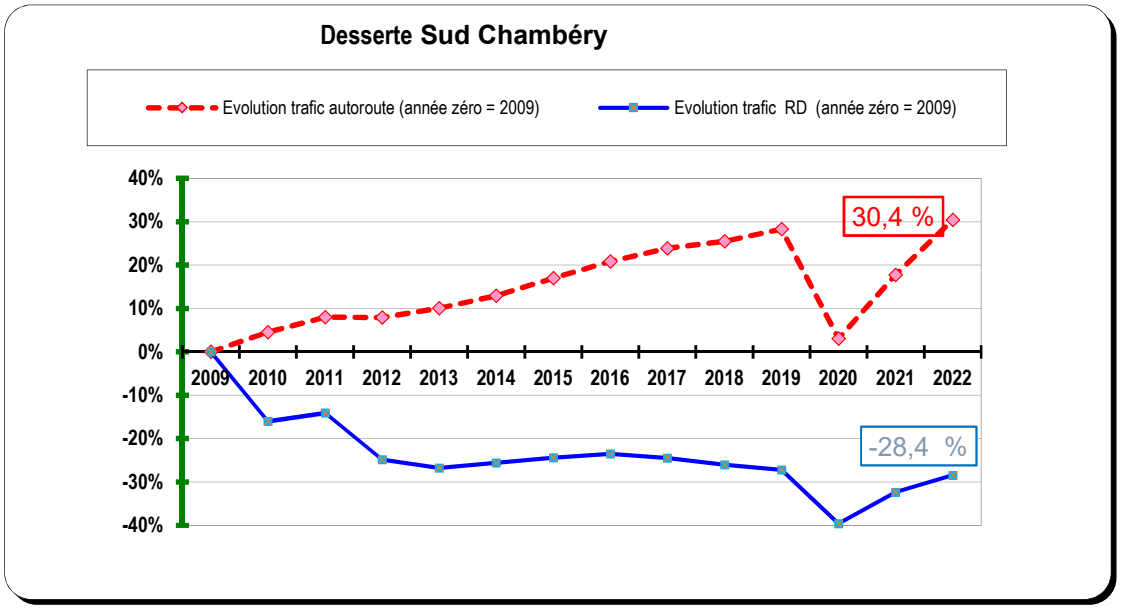
C'est pourquoi, à l'issue des études de projet menées en 2022/2023, d'importants travaux de réhabilitation sont envisagés cet été 2024.

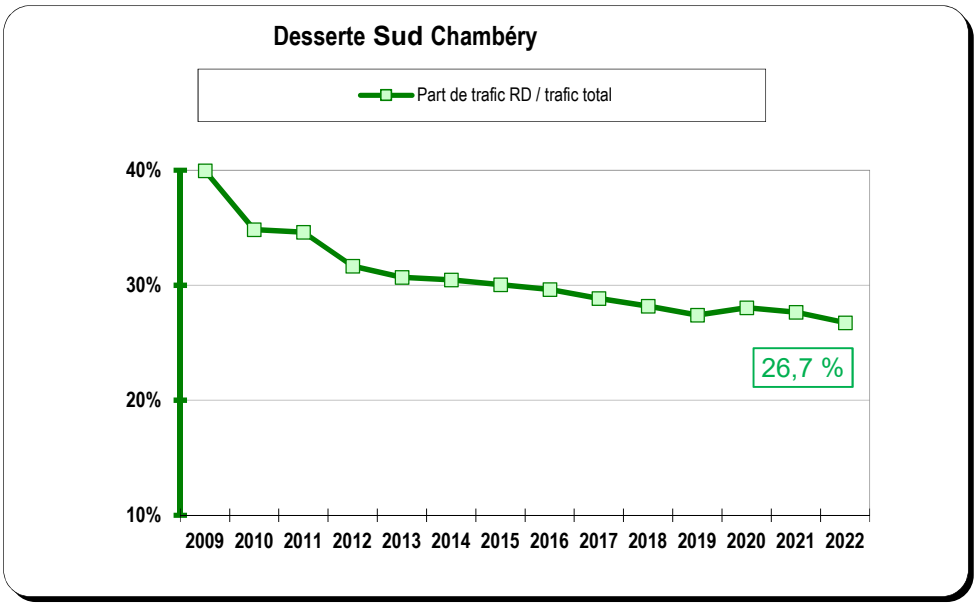


Objectif opérationnel	1.4.4. Reporter le trafic de transit sur les autoroutes

Le dispositif de réduction tarifaire CITO, en partenariat avec la société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA) et les Communautés d'agglomération Grand Chambéry et Grand Lac, se poursuit et contribue à pérenniser le report du trafic de transit depuis le réseau secondaire adjacent vers l'autoroute, afin de limiter l'insécurité et la congestion routière dans les traversées des zones urbaines situés le long de l'autoroute A41 dans les bassins aixois et chambérien.

En complément, une réflexion a été engagée en 2021 puis 2022 pour une nouvelle politique de gratification du covoiturage qui a abouti en 2023 et qui est financée intégralement par le redéploiement d'une partie de la contribution du dispositif CITO sur cette nouvelle politique de mobilité.





Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.4. ☺

« Favoriser les modes de transports alternatifs et optimiser les déplacements »

La poursuite des politiques de déplacements alternatifs, vélo et covoiturage, est amplifiée, à travers l'adoption d'un nouveau plan vélo en 2023 et la mise en place d'une politique volontariste de gratification du covoiturage.

S'agissant du report du trafic de transit depuis le réseau secondaire vers l'autoroute, le produit tarifaire mis en place à partir de 2018 en faveur des déplacements domicile / travail en partenariat avec la société des autoroutes Rhône-Alpes, Grand Chambéry et Grand Lac, permet de maintenir un report pérenne, indispensable à la sécurité des déplacements sur le réseau secondaire et notamment en traversée d'agglomération.

Le choix fait par les collectivités de faire évoluer ce dispositif au 1er septembre 2022 afin de soutenir plus massivement le développement des mobilités durables, à budget constant, a permis de maintenir l'effet de levier sur le report du trafic tout en le complétant par une politique innovante d'optimisation du taux de remplissage des véhicules qui empruntent le réseau départemental.

En effet, en passant de 1,1 personne par voiture à 1,7, c'est potentiellement 30 % de circulation en moins sur les routes départementales. Le covoiturage est bien ainsi une solution d'écomobilité efficace et il fonctionne bien mieux dans les territoires qui ont mis en place une gratification.

RD 49E - Amélioration de la liaison RD 1201 / A 41 d'accès à l'échangeur autoroutier d'Aix Nord
Travaux de construction d'un nouveau pont sur la Deysse

Située sur la commune de Grésy-sur-Aix, la route départementale (RD) 49E assure, avec la RD 911, une liaison entre la RD 1201 depuis l'Albanais, au nord, et l'échangeur autoroutier d'Aix nord (A 41).

L'augmentation constante du trafic et en particulier celui des poids lourds, entraînait une dégradation des conditions de circulation sur la RD 49E, notamment sur le pont sur la Deysse, où le croisement des poids lourds était très difficile.

Les travaux de reconstruction du nouveau pont se sont déroulés de février à octobre 2022, ceux de déconstruction de l'ancien ouvrage et de restauration des berges de juin à octobre 2023.



Objectif politique	*1. Permettre des déplacements collectifs sûrs et de qualité sur un réseau routier Départemental respectueux du développement durable des territoires*
Objectif stratégique	*1.5. Fournir des matériels adaptés aux besoins*

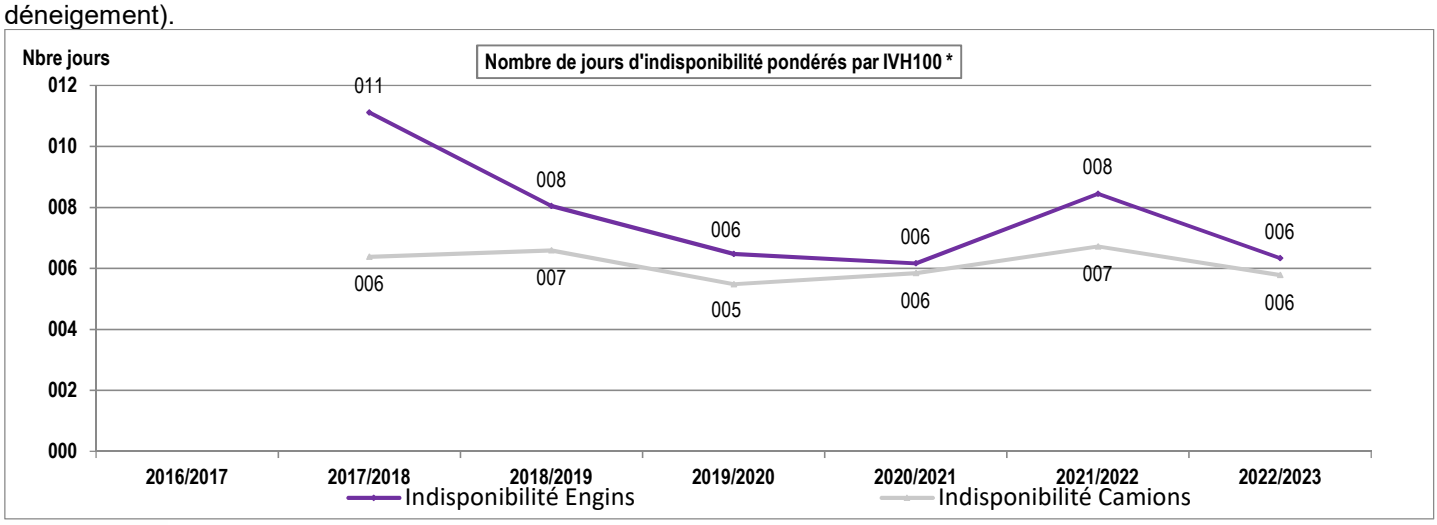
La Direction des infrastructures est en charge de l'acquisition, de la maintenance et de la réforme :
- des engins, mis à disposition des MTD, nécessaires à l'exploitation et à la gestion des routes,
- des véhicules mis à disposition de l'ensemble de la collectivité.

Le Département s'est engagé dans une démarche d'amélioration de la performance environnementale du parc de VL :
- en équipant les services de véhicules légers électriques (VLe) avec une véritable stratégie de déploiement en lien avec les infrastructures existantes et à venir tout en répondant au mieux aux besoins des utilisateurs.
- en participant au projet Zero Emission Valley (ZEV). Ce projet a pour objectif de déployer 20 stations à hydrogène et une flotte de 1 000 véhicules à l'échelle de son périmètre régional en Auvergne Rhône-Alpes. Le Département s'est ainsi associé à une dizaine d'acteurs privés ou publics pour faire l'acquisition de deux véhicules à hydrogène. Pour des raisons pratiques d'approvisionnement, ces véhicules ont été affectés aux services supports localisés sur Chambéry car, l'installation de la première station d'approvisionnement en hydrogène de Savoie a été réalisée dans le bassin chambérien (zone des Landiers), ce qui a permis le déploiement d'une flotte d'une vingtaine de véhicules légers électriques « à hydrogène ». Depuis une deuxième station a été mise en service pour permettre l'extension du réseau d'avitaillement.
- En étudiant la possibilité d'expérimenter de nouveaux matériels : le 100% hydrogène via l'acquisition d'un nouveau type de véhicule (berline), voire un camion rétrofité pour compléter l'atelier dédié à l'entretien des voies vertes.

En parallèle, dans le cadre de sa politique environnementale et notamment la mise en place du Plan Climat, le Département a souhaité agir sur les émissions de polluants et de gaz à effet de serre (GES) de son parc de véhicules et engins. Ces derniers génèrent en effet 35% du CO2 émis par le Département et 90 % des émissions du parc global. Dans cette optique, le Département a souhaité tester à partir du mois de décembre 2023, la mise en place d'un biodiesel dans deux centres routiers, en substitution du gasoil traditionnel.
Ce carburant dénommé HVO (pour Hydrotreated Vegetable Oil ou huile végétale hydrotraitée) peut permettre une réduction jusqu'à 80% du GES émis, sur le cycle de vie de l'HVO, notamment s'il est produit à partir d'huiles usagées.
Du résultat de ces essais à la fin de l'hiver, sera envisagée une généralisation à l'ensemble des CRD du Département disposant d'une cuve, ce carburant n'étant pour l'instant disponible qu'en vrac.

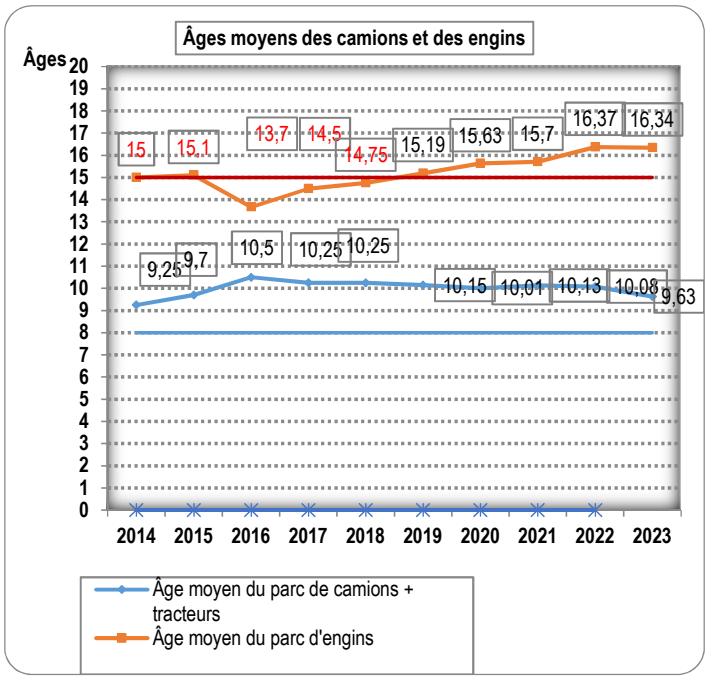
Objectif opérationnel	*1.5.1. Maintenir le niveau de disponibilité des matériels*

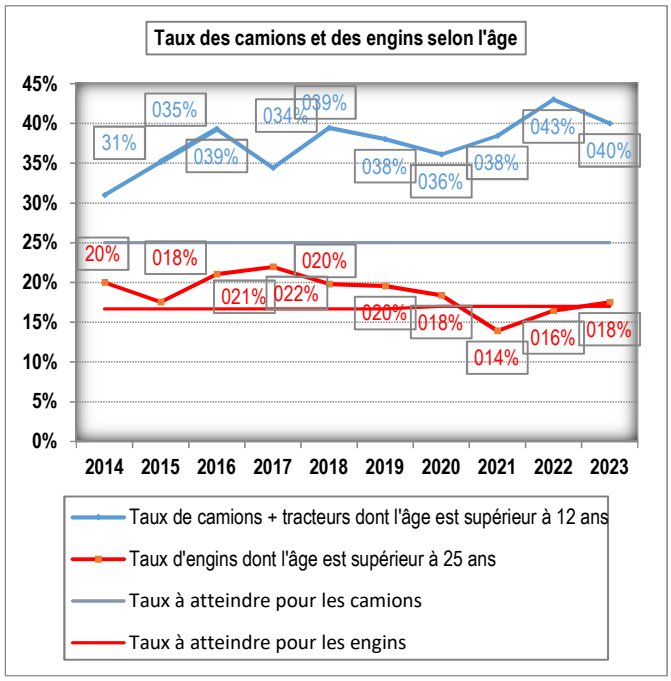
Le niveau de disponibilité se mesure par l'évolution du nombre de jours d'indisponibilité par catégorie de véhicules pondérés par l'IVH (index mesurant la rigueur de l'hiver). Cette disponibilité est également conditionnée par l'âge des matériels, suivi par les courbes d'âges moyens des engins et des matériels. Ces deux indicateurs principaux peuvent être complétés par un troisième, le taux de matériels arrivés aux ¾ de leur durée de vie, permettant de mieux appréhender le besoin à court terme de renouvellement de ces matériels à vie longue (jusqu'à 30 ans pour les matériels dédiés au déneigement).



- Ces éléments ont été mis à jour suite à la mise en place d'un nouvel indicateur IVH100 V2022

L'évolution de la courbe d'indisponibilité peut fluctuer de manière importante selon le type et le nombre de pannes, l'analyse détaillée montre cette année une baisse du nombre de jour d'indisponibilité des engins dont l'indicateur d'âge moyen est stable cette année, et une stabilisation de cet indicateur relatif aux camions dont l'âge se stabilise également même s'il est encore supérieur à l'attendu. La réactivité des ateliers mécaniques et un recours accru à des prestataires externes a permis de limiter l'impact du manque de mécaniciens sur la maintenance, les réparations ainsi que les préparations des nouveaux véhicules.





Si l''âge moyen des matériels et engins est globalement stabilisé, on peut noter une fragilisation des pools de véhicules de remplacement mobilisables en cas de pannes et accidents notamment. Si le très fort allongement des délais de livraison des fournisseurs est en partie en cause, l'augmentation très importante des prix depuis 2022 impose une grande vigilance sur notre capacité à pérenniser le programme d'achat pour assurer le renouvellement du parc.

On peut également noter que la moyenne ne reflète pas le nombre important de camions et d'engins très anciens, compensés par un nombre important de machines récentes. Une tendance à l'obsolescence accélérée se dessine également avec certains véhicules réformés qui n'avaient pas atteints les critères de renouvellement.

Le Département a renforcé les moyens financiers dédiés au matériel roulant afin d'accélérer son renouvellement et être en capacité de mettre à disposition des matériels adaptés.



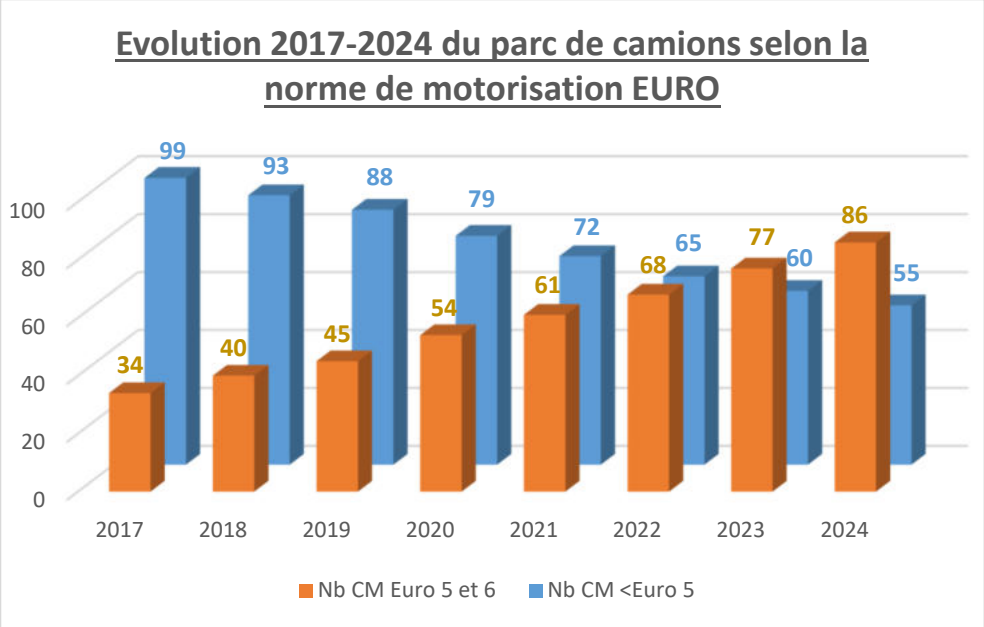
Intervention de dépannage par le SMMR en période hivernale

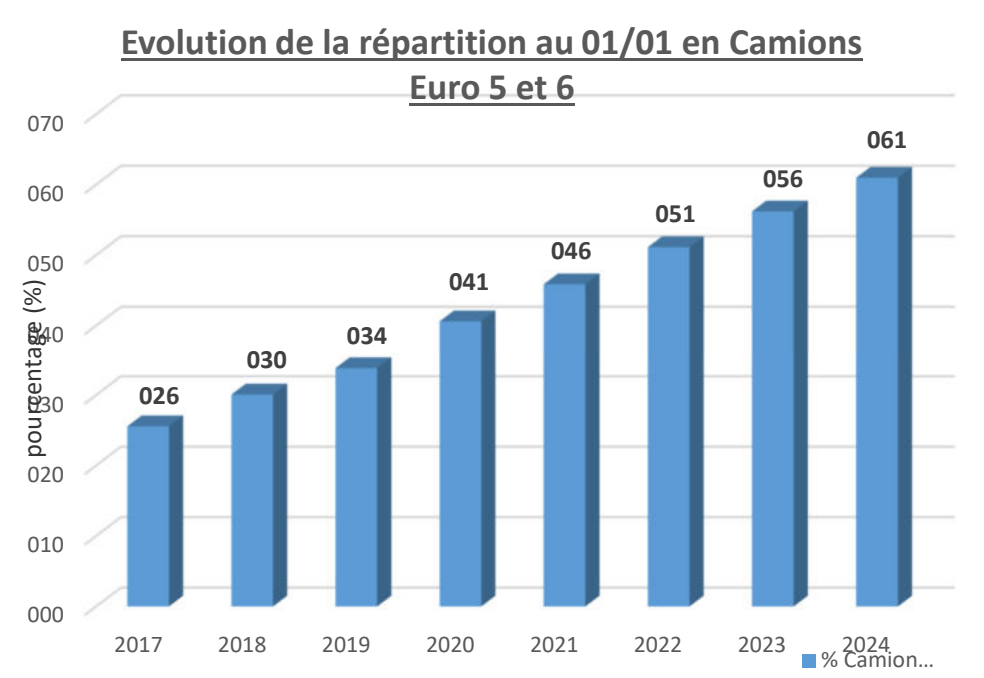
Objectif opérationnel	*1.5.2. Optimiser la flotte des matériels*

Des enquêtes de satisfaction sont effectuées auprès des exploitants routiers sur leurs matériels et auprès des services du Département afin de mesurer l'efficience du SMMR et lui permettre de prendre les mesures correctives adaptées. Les résultats de l'enquête de satisfaction des utilisateurs, est menée tous les deux ans. L'enquête de satisfaction des exploitants routiers fait apparaître quant à elle un taux stable de satisfaits et très satisfaits.

Néanmoins, un travail a été conduit avec les utilisateurs pour mieux coopérer et répondre aux enjeux opérationnels et de gestion de flotte.

La composition de la flotte évolue favorablement vers des motorisations de moins en moins polluantes.





Depuis 2022, plus de la moitié de la flotte de camions respecte les dernières normes Euro (5 ou 6). Ce nombre est en constante augmentation avec le renouvellement de la flotte de camions inscrite au programme d'achat annuel.
Ce point doit faire l'objet d'une attention particulière car les restrictions d'utilisation liées au renforcement de la réglementation environnementale pourraient diminuer la disponibilité des matériels.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.5. 😐

« Fournir des matériels adaptés aux besoins »

Le niveau global de satisfaction des utilisateurs est correct.

La politique d'achat des matériels, véhicules et engins répond globalement aux besoins définis en amont par les utilisateurs en cohérence avec les politiques d'entretien routier courant et de viabilité hivernale tout en tenant compte du respect des normes environnementales actuellement en vigueur.

Cependant la législation, le contexte économique, les pratiques, attentes et besoins des utilisateurs et acteurs du programme d'achat ont grandement évolué ces dernières années. Le processus actuel d'élaboration du programme d'achat ne répondait plus aux attentes de chacun. Les services du pôle aménagement ont souhaité collectivement se réinterroger sur la méthodologie d'établissement du programme d'achat. Un premier séminaire a été organisé au mois d'octobre 2023 avec pour objectifs de réfléchir à de nouvelles conditions de coopération interservices et de redéfinir les modalités d'élaboration de ce programme d'achat.

Concernant l'acquisition des nouveaux matériels, le contexte économique des dernières années et l'augmentation subite qui en a suivi pèsent toujours sur les coûts et les délais de livraison des camions et engins. Pour la deuxième année, l'augmentation de ces délais de livraison vient impacter le rythme de renouvellement du parc.
Au sein des équipes du SMMR, la grande difficulté à recruter des mécaniciens ces dernières années, commence sur cette fin 2023 à moins se faire ressentir.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS ☺

L'ensemble des politiques routière doit répondre aux enjeux environnementaux et de changement climatique.

Les enjeux liés au maintien en état des chaussées routières, des ouvrages d'art et des ouvrages de protection contre les risques naturels sont majeurs. Ceci s'est traduit en 2023 par le maintien d'un effort notable mais également par une recherche d'optimisation des stratégies et pratiques. Le plan d'actions entrepris sur les chaussées vise à professionnaliser les acteurs (formations, expertises, ...), mettre en place des techniques plus adaptées et plus sobres.

L'utilisation accrue de techniques bas carbone avec le recours à des chantiers de recyclage en place des chaussées et à des techniques à froid (grave émulsion, enduits), ainsi que la mise en œuvre de solutions techniques innovantes en matière de traitement des instabilités ou de réparation / reconstruction des ouvrages d'art doit permettre d'inscrire dans la durée des pratiques de maintenance vertueuses.

L'entretien courant des patrimoines est déterminant dans le cycle de vie des ouvrages. Si la politique d'entretien courant du patrimoine routier, avec une orientation forte donnée à des pratiques plus durables, est essentielle pour mieux les adapter aux besoins de conservation de nos réseaux et aux attentes sociétales, la juste définition des moyens reste un levier majeur pour être en capacité de conduire des politiques patrimoniales efficaces.

Les tests relatifs à l'utilisation d'HVO ont pour objectif de généraliser l'emploi de ce biocarburant. Le Département reste également attentif aux évolutions technologiques qui permettront l'émergence de véhicules et engins vertueux. Il contribuera à ces progrès par des tests et des innovations.

De plus, concernant la politique cyclable du Département, celle-ci fait l'objet d'une ambition confortée le 16 juin 2023 par l'Assemblée départementale dans le cadre de l'adoption du 2ème Plan vélo qui définit les orientations stratégiques ambitieuses suivantes, concernant à la fois notre politique d'infrastructures, mais également d'autres politiques départementales :

- Accélérer l'usage du vélo du quotidien en Savoie en prenant en charge à 100% un itinéraire par territoire
- Continuer à soutenir fortement et directement les EPCI par le biais de subventions sur le réseau structurant des schémas directeurs
- Améliorer la desserte du dernier kilomètre des collèges pour mettre nos collégiens à vélo par le biais de différents appels à projets
- Accélérer l'achèvement des véloroutes ViaRhôna, itinéraires V62 et V63
- Coordonner et accompagner les territoires sur les problématiques d'exploitation

Le changement climatique et la prise en compte accrue des dynamiques durables induiront durablement des évolutions dans la définition et la mise en œuvre des politiques routières ainsi que dans la stratégie de décarbonation du parc de véhicules légers et industriels.



Aménagement du territoire

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **2ème commission**

Directions concernées :

- **Pôle Solidarités territoriales – Direction des politiques territoriales**
- **Pôle Aménagement – Direction des infrastructures (Aéroport)**



SOMMAIRE

SYNTHESE 231
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 232
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 234
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 237
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 243

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

3,10%



La politique d'aménagement du territoire mise en œuvre par le Département a pour ambition de favoriser un développement équilibré des territoires et de répondre aux besoins des populations et des collectivités.

Contexte

L'attractivité et la croissance démographique du département de la Savoie se traduisent par un fort mouvement de périurbanisation, notamment vers les territoires les plus ruraux, ayant des incidences en matière d'équipements publics.

La crise sanitaire vécue pendant ces années 2020 - 2021 a d'ailleurs mis en évidence le rôle d'acteur de la solidarité territoriale joué par le Département, conformément à la compétence qui lui a été confiée par la Loi NOTRe.

Elle a également donné la compétence aux Départements pour organiser l'ingénierie Publique. A ce titre, le Département soutient l'Agence alpine des territoires (AGATE) pour qu'elle réponde au mieux aux besoins des collectivités sur leurs enjeux stratégiques.

Le Département, en tant que propriétaire de l'aéroport de Chambéry Savoie Mont-Blanc, a confié son exploitation sur la période de 2013 à 2029 à la Société d'exploitation de l'aéroport de Chambéry-Aix (SEACA) dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP).

Principales réalisations

- Les contrats départementaux se déroulent normalement, à raison de 2 à 3 Comités de pilotage par territoire et par an. Il est à constater une baisse du nombre de dossiers déposés par les maîtres d'ouvrage.
- Une 2ème édition du Budget citoyen a été lancée.
- Au sein aéroportuaire :
  - travaux de réfections structurelles de chaussées aéronautiques
  - réaménagement de l'aérogare dans la perspective du renforcement du contrôle aux frontières
  - remplacement du système de chauffage de l'aérogare

Enjeux

- Maintenir un niveau d'investissement public permettant de répondre aux besoins des populations et des collectivités.
- Favoriser le développement équilibré des territoires d'exception que sont les Parcs Naturels Régionaux.
- Mettre en œuvre la politique territoriale contractuelle du Département (CTS3G et Contrat départemental).
- Renforcer la structuration des territoires en soutenant l'ingénierie.
- Maîtriser la consommation de l'espace foncier.
- Garantir l'attractivité de l'aéroport qui constitue une porte d'entrée à l'international pour les stations de ski de Savoie Mont-Blanc.
- Maintenir le niveau de certification de l'aéroport au regard des normes européennes en matière de sûreté et de sécurité.
- Pérenniser et développer les activités économiques de l'aéroport, en veillant à la prise en compte du développement durable.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

21,78 M€ (CA)

7,5 équivalents temps plein (ETP)

Bâtiments :

41% des projets financés au FDEC concernent l'entretien et la rénovation des bâtiments, voire la construction.

2/3 des projets de bâtiments financés dans les Contrats départementaux sont en rénovation

Ingénierie :

81 prestations effectuées par l'AGATE en tant que bureau d'étude

Aéroport (2023) :

Trafic commercial charters et vols réguliers (année civile 2023) :

150 191 passagers

Aviation d'affaires :

13 264 passagers

4 922 mouvements d'aviation d'affaires

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

L'action du Département aux côtés des collectivités locales se poursuit tant par le bais des contrats départementaux que via le Fonds d'équipement des communes.
Le Département reste le principal partenaire des collectivités.

SAVOIE
LE DÉPARTEMENT

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Direction des politiques territoriales

L'année 2023 est la première année pleine d'exécution des Contrats départementaux qui ont été signés sur les 7 territoires. On peut noter une forte mobilisation sur les fiches actions relative aux thématiques liées à la performance énergétique des bâtiments et notamment pour les opérations de rénovation globale sur les bâtiments scolaires.

Direction des infrastructures - Aéroport

L'aéroport de Chambéry Savoie Mont-Blanc fait l'objet d'une délégation de service public (DSP) confiée sur la période 2013 à 2029 à la Société d'exploitation de l'aéroport de Chambéry-Aix (SEACA) du groupe Vinci Airports.

C'est un aéroport saisonnier pour l'aviation commerciale, charters et vols réguliers de décembre à avril, avec une clientèle quasi exclusivement internationale. En effet, c'est un aéroport de proximité pour l'accès aux stations de sports d'hiver au sein de la destination Savoie Mont-Blanc.

En ce qui concerne l'aviation d'affaires, l'aéroport de Chambéry Savoie Mont-Blanc est la 3ème plateforme française en période hivernale, après les aéroports de Paris-Le Bourget et de la Côte-d'Azur *(selon les données de trafic Eurocontrol)*.

En 2023, le Département a réalisé des travaux :

- Sur les chaussées :
  - remises à niveau structurelles des chaussées aéronautiques, côté piste ;
  - sécurisation du parking visiteurs, côté ville (coussins berlinois) ;
- Sur les bâtiments :
  - déconstruction de l'ancien bâtiment du Service national d'ingénierie aéroportuaire (SNIA), dans la perspective du projet d'aménagement de la zone sud de la plateforme ;
  - réaménagement de l'aérogare dans la perspective du renforcement du contrôle aux frontières (règlementation européenne « Entry Exit System (EES)) ;
    - déplacement et ajout d'aubettes pour les Douanes, en zone départ et arrivée
    - réaménagement de la zone du Duty Free
  - remplacement du système de chauffage de l'aérogare.

Réfection Parking Lima



Réfection Parking Zulu



Parking visiteurs, coussins berlinois



Déconstruction bâtiment ex-SNIA



Réaménagement « EES »



Remplacement système de chauffage



L'aéroport constitue l'un des maillons de la chaîne touristique savoyarde. Sur une saison normale, de décembre à avril, la fréquentation s'élève en moyenne à 200 000 passagers, avec un trafic quasi exclusivement britannique.

En 2023, la reprise du trafic se poursuit, toujours avec une perspective de retour post-Covid à l'horizon 2024 / 2025.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

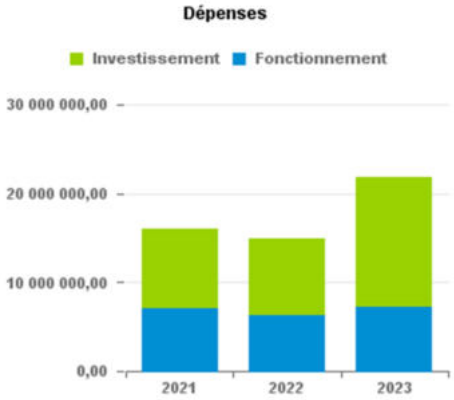
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

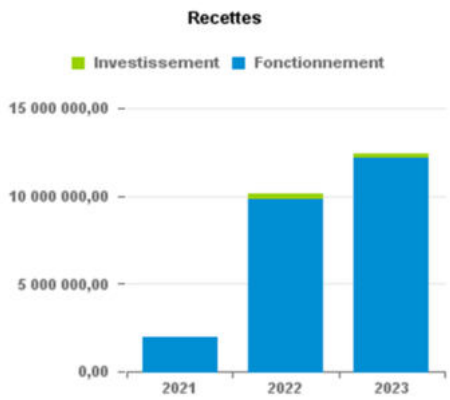
Secteurs budgétaires de la politique AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECTEURS BUDGETAIRES
AEROPORT
BUDGET CITOYEN
Contrat départemental
CTS 3E GENERATION
EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET CADRE DE VIE
INGENIERIE ET ASSISTANCE AUX COLLECTIVITES
PROCEDURES CONTRACTUELLES

Dépenses	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Février 2024	
Par politique	Dépense Fonctionnement	Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
AEROPORT	0,00	0,00	0,00		936 743,41	
BUDGET CITOYEN		0,00		174 794,00		479 085,00
Contrat départemental			12 954,99	502 000,00	1 213 553,08	1 871 779,60
CTS 3E GENERATION	1 974 437,10	4 445 042,61	1 831 301,53	2 178 874,42	634 811,94	2 203 023,00
EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET CADRE DE VIE	1 566 013,55	3 831 171,89	807 012,90	4 711 643,68	1 058 325,59	8 456 026,00
INGENIERIE ET ASSISTANCE AUX COLLECTIVITES	3 427 913,98	65 381,35	3 516 093,67	414 804,54	3 345 850,95	277 430,38
PROCEDURES CONTRACTUELLES	61 443,46	650 629,90	57 177,52	697 333,96	75 430,75	1 230 605,96
Dépenses par section :	**7 029 808,09**	**8 992 225,75**	**6 224 540,61**	**8 679 450,60**	**7 264 715,72**	**14 517 949,94**
	total année : 16 022 033,84		**total année : 14 903 991,21**		**total année : 21 782 665,66**	

Recettes	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Février 2024	
Par politique	Recette Fonctionnement	Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
CTS 3E GENERATION	4 600,00	1 547,00	610,00	2 400,00		1 823,00
EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET CADRE DE VIE	1 905 014,82		9 782 486,92	1 553,00	11 965 081,36	
INGENIERIE ET ASSISTANCE AUX COLLECTIVITES	75 000,00		0,00	138 779,00	197 500,00	230 706,50
PROCEDURES CONTRACTUELLES			3 721,57	234 277,70	8 596,76	
Dépenses par section :	**1 984 614,82**	**1 547,00**	**9 786 818,49**	**377 009,70**	**12 171 178,12**	**232 529,50**
	total année : 1 986 161,82		**total année : 10 163 828,19**		**total année : 12 403 707,62**	

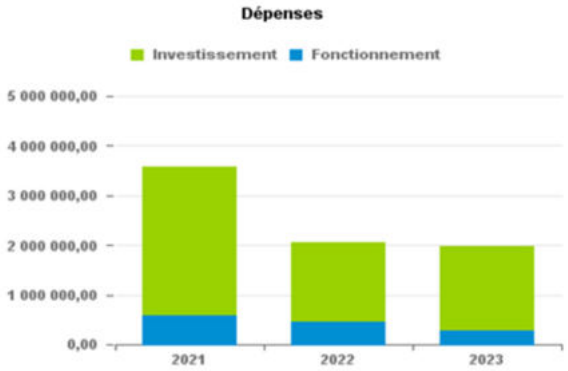


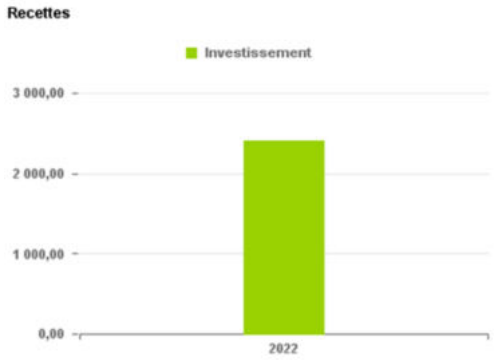


Dépenses - Contrats départementaux	CA 2022		CA 2023 données au : 12 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Tourisme et territoir	3 554,99	204 000,00	249 738,00	1 031 494,00
	total année : 207 554,99		total année : 1 281 232	

Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Tourisme et territoir	574 789,00	2 998 383,84	457 695,00	1 595 946,32	272 915,00	1 709 192,00
	total année : 3 573 172,84		total année : 2 053 641,32		total année : 1 982 107	

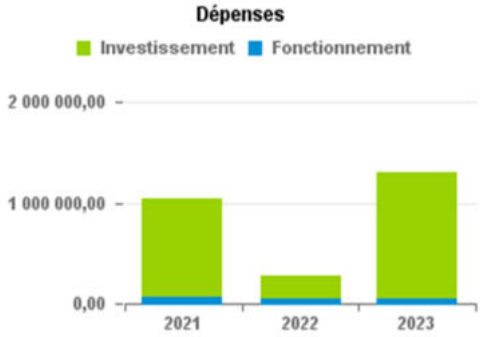
Recettes - CTS 3E GENERATION	CA 2022
	Recette Investissement
PSTD DPT Tourisme et territoir	2 400,00

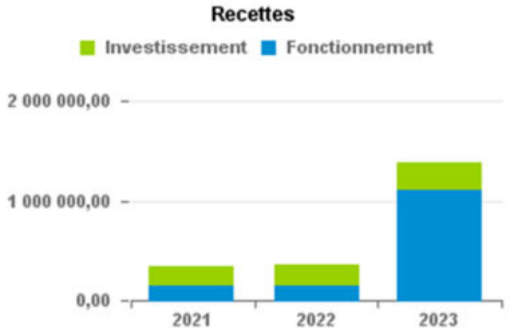




Dépenses - Budget annexe	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
AEROport Chambéry Aix-les-Bains	60 859,49	976 569,35	50 143,27	224 573,75	46 480,99	1 249 953,78
Dépenses par section :	**60 859,49**	**976 569,35**	**50 143,27**	**224 573,75**	**46 480,99**	**1 249 953,78**
	total année : 1 037 428,84		total année : 274 717,02		total année : 1 296 434,77	

Recettes - Budget annexe	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
AEROport Chambéry Aix-les-Bains	150 458,00	189 872,78	150 458,00	213 291,60	1 112 477,86	263 237,30
Dépenses par section :	**150 458,00**	**189 872,78**	**150 458,00**	**213 291,60**	**1 112 477,86**	**263 237,30**
	total année : 340 330,78		total année : 363 749,60		total année : 1 375 715,16	







Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
AMENAGEMENT	CTS 3E GENERATION	PSTD	DPT	1,67	2,4	2,21
	Sous-total du secteur			**1,67**	**2,4**	**2,21**
	EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET CADRE DE VIE	PSTD	DPT	1,37	1,41	1,54
		PAD	MTD	1,41	1,52	2,22
	Sous-total du secteur			**2,78**	**2,93**	**3,76**
	INGENIERIE ET ASSISTANCE AUX COLLECTIVITES	PSTD	DPT	0,43	0,25	0,19
	Sous-total du secteur			**0,43**	**0,25**	**0,19**
	PROCEDURES CONTRACTUELLES	PSTD	DPT	0,12	0,12	0,11
		PAD	MTD	0,01	0,01	0,01
	Sous-total du secteur			**0,13**	**0,13**	**0,12**
	AEROPORT-Chambéry Aix-les-Bains	PAD	DI	0,97	0,91	0,57
		PAD	SG	0,01	0,01	0,01
		PAD	MTD	0,13	0,12	0,14
		PAD	DE	0,03	0	0
		PRMD	DBMG	0,04	0,04	0,5
	Sous-total du secteur			**1,18**	**1,08**	**1,22**
TOTAL tous effectifs pour la politique				**6,19**	**6,79**	**7,5**

Direction des politiques territoriales

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : ☺

Les moyens sont en adéquation avec les besoins du service et permettent un déploiement dans de bonnes conditions des dispositifs. L'organisation actuelle de la DPT permet de faire face à la nouvelle gouvernance des Contrats départementaux. Une rencontre avec nos partenaires des territoires a démontré la qualité de service mise en place depuis le lancement des contrats départementaux.

Direction des infrastructures- Aéroport

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique…) : ☺

Le suivi de la délégation de service public est réalisé de façon transversale, sous le pilotage de la Direction des infrastructures et avec l'appui d'autres services du Département, afin de mobiliser la complémentarité des ressources de la Collectivité : Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques, Direction des bâtiments et moyens généraux, Direction de l'environnement, autres services du Pôle aménagement du Département dont la Maison technique des Deux lacs notamment.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Contribuer au développement et à la structuration des territoires	1.1. Contribuer à répondre sur les territoires aux besoins des populations et des collectivités en matière d'équipements publics communaux ou de projets structurants de territoire	1.1.1. Contrats départementaux - Accompagner les collectivités dans leurs projets structurants de territoire, par des investissements et de l'ingénierie à l'échelle départementale
		1.1.2. Conserver un niveau d'investissement public permettant un soutien significatif aux collectivités dans leurs projets de rénovation de leurs bâtiments et patrimoine
		1.1.3. Soutenir bisannuellement des projets émanant des citoyens dans le cadre d'une démarche participative
	1.2. Favoriser le développement équilibré de territoires d'exception	1.2.1. Soutenir les parcs naturels régionaux et leurs programmes d'actions
2. Garantir un développement raisonné de la plate-forme aéroportuaire	2.1. Maintenir le niveau de service atteint par la plateforme aéroportuaire	2.1.1. Développer l'activité aéroportuaire

Objectif politique	***1. Contribuer au développement et à la structuration des territoires***
Objectif stratégique	***1.1. Contribuer à répondre sur les territoires aux besoins des populations et des collectivités en matière d'équipements publics communaux ou de projets structurants de territoire***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Contrats départementaux* - Accompagner les collectivités dans leurs projets structurants de territoire, par des investissements et de l'ingénierie à l'échelle départementale***

1.1.1.1 PERF - Etat d'avancement des Contrats départementaux en %

Période	Taux
2023	17,54

Dans un souci d'équité entre les 7 territoires, les inscriptions financières pour chacun des contrats sont proportionnelles à l'enveloppe et au tantième du contrat en cours. Toutefois en 2023, le niveau d'engagement de ces crédits n'a pas été aussi important que souhaité faute de disposer de projets finalisés.

***Contrat départemental**

Le Contrat départemental est un dispositif contractuel établi entre le Département et les structures d'animation de chacun des 7 territoires qui fixe les thématiques d'interventions sur lesquelles le Département prévoit d'accompagner financièrement les porteurs de projets (collectivités publiques ou associations) de chacun des territoires.

1.1.1.2 ACT - Contrats départementaux - Montant des aides à l'ingénierie et des coûts totaux d'ingénierie aidés (part de postes et études stratégiques subventionnés)

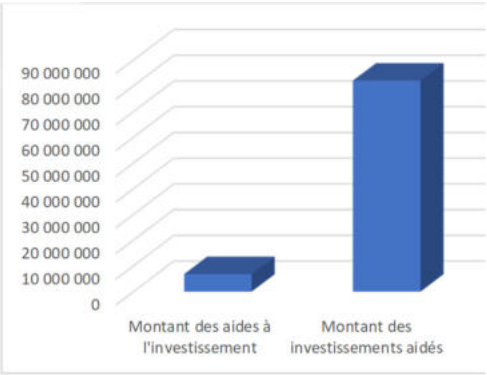
Période	Aides à l'ingénieurie	Coûts d'ingénieurie aidés
2023	550 232 €	1 738 549 €



Dans le cadre des Contrats départementaux, le Département continue de soutenir l'animation territoriale portée par les Syndicats mixtes de l'Avant Pays savoyard, du Pays de Maurienne ou de Tarentaise Vanoise ainsi que des postes spécifiques portés par certains EPCI.
Ce soutien à l'ingénierie est essentiel, car le Département est la seule collectivité à le maintenir. En effet, il apparaît qu'il y a un besoin important de compétence et d'ingénierie sur les territoires pour aider à réfléchir et à concevoir des projets d'investissements de plus en plus complexes et qui demandent des temps de concertation plus importants avec les acteurs. Ainsi, les territoires d'Arlysère, le syndicat mixte de l'Avant pays savoyard et l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise mobilisent assez fortement ces financements.

1.1.1.3 ACT – Contrats départementaux – Montant des aides à l'investissement et coût total des investissements subventionnés par le Département

Période	Montant des aides à l'investissement	Montant des investissements aidés
2023	6 835 486	82 051 255

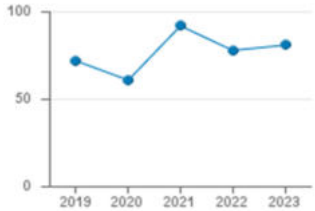


En 2023, dans le cadre du Contrat départemental du territoire de Tarentaise Vanoise, le Département a notamment soutenu le réaménagement de tout le centre bourg de Grand Aigueblanche et sur le territoire d'Arlysère les aménagements ludiques et sportifs autour du mât olympique.



1.1.1.4 ACT - Nombre de prestations réalisées par l'AGATE en tant que bureau d'étude

Période	Nombre
2019	72
2020	61
2021	92
2022	78
2023	81



5 ans après sa création, AGATE montre qu'elle répond à un besoin des collectivités avec 81 missions de prestations de services. Toutefois, le modèle n'est pas encore consolidé. Certaines thématiques ne génèrent pas suffisamment d'activités pour l'agence qui doit travailler à revoir son offre de services pour lui permettre de mettre davantage en adéquation les besoins des collectivités et les compétences disponibles au sein de la structure. Le soutien important du Département est encore nécessaire pour elle. A noter le rapprochement avec le CAUE et la mise en place d'une direction commune afin de mieux coordonner les actions et les missions de chaque organisme.

Objectif opérationnel	1.1.2. Conserver un niveau d'investissement public permettant un soutien significatif aux collectivités dans leurs projets de rénovation de leurs bâtiments et patrimoine

FDEC

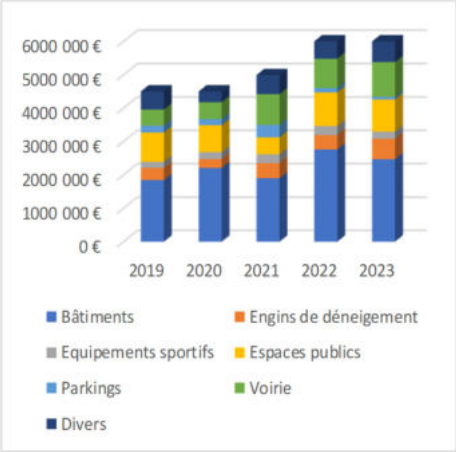
Le Fonds départemental d'équipement des communes est un dispositif d'aides au bénéfice des collectivités pour soutenir des travaux de maintien en état du bâti communal (école, mairie, locaux techniques…) et des travaux de voirie communale, création de parking, engins de déneigement, éclairage public…

Le fonds, dont l'enveloppe globale est répartie par canton, est mis en œuvre par les élus cantonaux.

Le nombre de dossiers de bâtiments communaux soutenus dépend essentiellement du nombre de dossiers déposés par les collectivités et de la nature des travaux.

1.1.2.1 PERF - Fonds Départemental d'Equipement des Communes : montant des subventions accordées

Période	Bâtiments	Engins de déneigement	Equipements sportifs	Espaces publics	Parkings	Voirie	Divers
2019	1 846 781 €	366 015 €	178 204 €	877 890 €	207 431 €	480 045 €	543 634 €
2020	2 209 206 €	267 881 €	206 658 €	807 182 €	181 258 €	504 271 €	323 544 €
2021	1 901 749 €	454 368 €	263 174 €	503 744 €	376 289 €	921 076 €	570 860 €
2022	2 761 304 €	434 833 €	269 340 €	1 004 491 €	135 386 €	874 921 €	519 725 €
2023	2 472 942 €	610 398 €	216 164 €	960 605 €	80 801 €	1 038 777 €	618 785 €



L'enveloppe du FDEC en 2023 s'élève à 6 000 000 €.

L'Assemblée départementale a maintenu la possibilité offerte aux conseillers départementaux d'augmenter les taux de subvention des dossiers éligibles au FDEC de 15 points, pour les cantons où les enveloppes cantonales le permettaient. Cette disposition, mise en place pendant les années de crise sanitaire, n'est plus guère utilisée puisque les inventaires de projets éligibles au FDEC sont à nouveau bien chargés et ne peuvent pas absorber des subventions plus élevées. Les enveloppes départementales ne permettent plus forcément de soutenir tous les projets déposés par les maîtres d'ouvrage.

Les interventions sur les bâtiments communaux (rénovation / maintien en état ou construction) constituent la vocation majoritaire du FDEC.

1.1.2.2 ACT – Contrats départementaux – Nombres de projets de construction neuve et de rénovation aidés

Période	Projets de construction neuve aidés	Projets de rénovation aidés
2023	10	20

Conformément à l'ambition affichée dans son Plan Climat, le Département soutient les projets de rénovation du bâti existant, même s'ils peuvent s'avérer plus coûteux et plus complexes à mettre en œuvre que les projets neufs. En effet, la rénovation induit une économie de foncier, un moindre usage de matériaux et une valorisation de l'existant. Ainsi, en 2023, les 2/3 des projets concernant des bâtiments soutenus dans le cadre des contrats départementaux portaient sur de la rénovation et 1/3 concernait des opérations de constructions neuves.

FOCUS SUR …



LA MOTTE-EN-BAUGES : CONSTRUCTION D'UN PÔLE ADMINISTRATIF

La Commune de La Motte-en-Bauges a souhaité regrouper le pôle administratif dans l'ancienne école, regroupant désormais la mairie, une salle associative, la bibliothèque et des logements à l'étage du bâtiment.
L'objectif de ce projet était de préserver et moderniser du patrimoine communal par une rénovation énergétique ambitieuse et permettant de répondre aux nouveaux besoins de la population.

Le montant du projet (conception et réalisation) s'élève à 1 213 946 euros HT, il a bénéficié du soutien financier du CD73 à hauteur de 220 000 euros (programme FDEC).

Objectif opérationnel	*1.1.3. Soutenir bisannuellement des projets émanant des citoyens dans le cadre d'une démarche participative*

Après deux premières éditions du Budget citoyen, on remarque que le taux de participation a légèrement diminué d'une édition à l'autre en restant toutefois dans la moyenne nationale (environ 2,2% de la population). On remarque cependant que les projets déposés lors de la seconde édition correspondent davantage aux critères d'éligibilité. En effet, plus de 70% des idées déposées lors de la seconde édition ont été soumises au vote contre un peu moins de 60% à la première édition.
Sur les 30 projets retenus lors de la première édition, 16 ont déjà été réalisés et inaugurés, 2 projets ne pourront pas être réalisés et 3 autres risquent de ne pas voir le jour. Les autres projets sont terminés ou les seront dans les prochains mois.

FOCUS SUR …

YENNE : CREATION D'UN PUMP-TRACK



Sous l'impulsion du club cyclo VTT local, la Commune de Yenne a engagé l'aménagement d'un espace intergénérationnel, regroupant :
- La création d'un pumptrack destiné aux cyclistes et ayant pour cible les jeunes de l'école VTT, la population locale Yennoise et des environs et les pratiquants de sports plein air « à roue ».
- Un espace intergénérationnel regroupant des équipements périphériques : tables de pique-nique, bancs ; et un parcours de santé de plein air.
-

Ce projet avait pour objectif de créer un nouveau lieu de vie, de repos, d'échanges, de sports et d'animations pour favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle.
Dans le cadre du budget citoyen, le Conseil Départemental a accompagné la réalisation de cet équipement à hauteur de 50 000 €, pour un coût total du projet de 100 000 €.

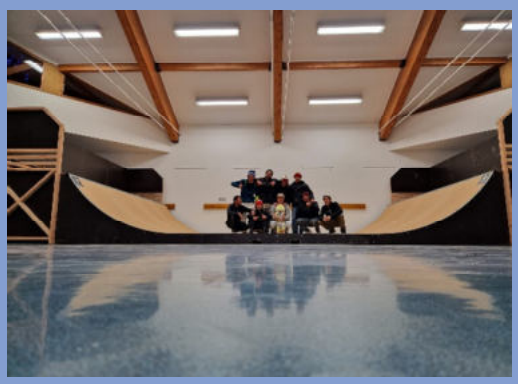
FOCUS SUR …



LES BELLEVILLE : CREATION D'UN SKATE-PARK COUVERT

Dans un environnement où les sports de glisse sont rois, la commune des Belleville disposait déjà d'une pump-track au Menuires. Ce nouvel équipement couvert permet dorénavant aux jeunes de la vallée de se retrouver et progresser en toutes saisons grâce à un support adapté à cette pratique, dans un contexte où ce sport, devenu discipline olympique, est en plein développement.

De plus, la création de cet espace a permis le développement d'un club de skate, l'association "Belleville Skate Club". L'objectif est de donner l'opportunité aux jeunes de la vallée d'avoir des entraînements hebdomadaires encadrés par un moniteur diplômé d'état pendant la saison d'hiver dans cette structure couverte, au chaud et au sec. Il permet donc aux pratiquants de partager leur passion dans un espace sécurisé avec des modules spécialisés.
Le skatepark est également un lieu d'échange où on peut se retrouver en famille.
Dans le cadre du budget citoyen, le Conseil Départemental a accompagné la réalisation de cet équipement à hauteur de 50 000€, pour un coût total du projet de 67 047€.



Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Contribuer à répondre sur les territoires aux besoins des populations et des collectivités en matière d'équipements publics communaux ou de projets structurants de territoire »

L'intégralité des moyens financiers alloués par l'Assemblée départementale pour les deux dispositifs d'aide aux collectivités (Contrat départemental et FDEC) a été affectée conformément aux attentes des élus et dans le respect des règles départementales.

Objectif politique	*1. Contribuer au développement et à la structuration des territoires*
Objectif stratégique	*1.2. Favoriser le développement équilibré de territoires d'exception*
Objectif opérationnel	*1.2.1. Soutenir les parcs naturels régionaux et le Parc National de la Vanoise*

Le Département est membre statutaire des PNR de Chartreuse et du massif des Bauges. Ces 2 parcs ont renouvelé leur charte pour les 15 prochaines années. Le PNR de Chartreuse a vu 12 communes du secteur du lac d'Aiguebelette adhérer au PNR. Le niveau de la participation statutaire est encadré par les statuts mais a fait l'objet d'évolutions pour le massif des Bauges pour rattraper plusieurs années de stagnation de cette cotisation. Dans le cadre des programmes d'actions annuels de chaque parc, le Département soutient notamment les projets pédagogiques destinés au public scolaire ou de jeunes en séjour. Pour l'année scolaire 2022-2023, cela représente une aide de 9 456 € pour la Chartreuse.

Le Département collabore avec le Parc national de la Vanoise sur de nombreux domaines communs aux deux structures : jeunesse, tourisme, environnement, patrimoine, etc. via une convention cadre de partenariat 2022 – 2027 qui fixe des orientations et des objectifs partagés. Elle se décline ensuite en conventions financières d'application notamment pour la préservation de la biodiversité et l'accueil du public. En 2023, ce soutien a notamment permis le renouvellement de l'espace accueil information de la Maison du Parc de Pralognan et la conduite d'actions de connaissance et de suivi écologique sur les bouquetins, les gypaètes, les chiroptères ou les lacs d'altitude.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2.

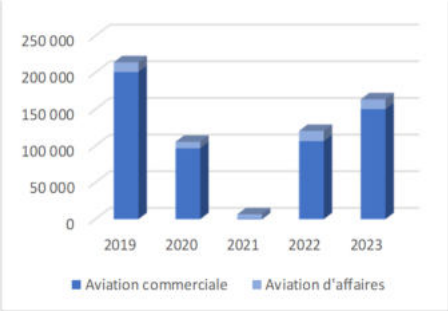
« Favoriser le développement équilibré de territoires d'exception »

Le Département a joué pleinement son rôle de membre actif des PNR en favorisant les réflexions pour une meilleure efficacité de nos partenariats. En cela, il a contribué à un développement plus harmonieux et équilibré de ces espaces à enjeux. A signaler le quasi aboutissement des démarches (très lourdes pour les PNR) de renouvellement des chartes, démarche à laquelle le Département est bien entendu associé.

Objectif politique	*2. Garantir un développement raisonné de la plateforme aéroportuaire*
Objectif stratégique	*2.1. Maintenir le niveau de service atteint par la plateforme aéroportuaire*
Objectif opérationnel	*2.1.1. Développer l'activité aéroportuaire*

2.1.1.1 PERF - Aéroport : Nombre de passagers sur aviation commerciale et sur aviation d'affaires

Période	Aviation commerciale	Aviation d'affaires
2019	200 851	13 194
2020	96 778	8 746
2021	1 266	5 413
2022	106 508	13 948
2023	150 191	13 264

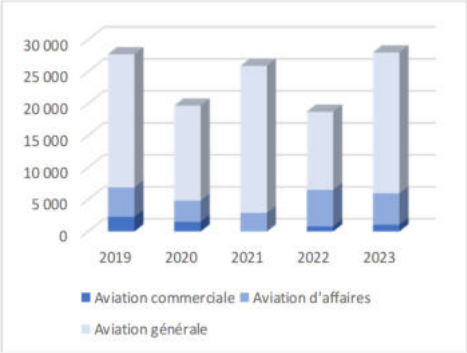


En 2023, la reprise du trafic post-Covid 19 se poursuit, avec +41% de passagers par rapport à l'année précédente.

Le trafic affaires se stabilise via la clientèle européenne (Top 3 des vols en 2022 : Royaume-Uni, France, Suisse).

2.1.1.2 PERF - Aéroport : Nombre de mouvements d'aviations commerciale, affaires et générale

Période	Aviation commerciale	Aviation d'affaires	Aviation générale
2019	2 288	4 584	20 828
2020	1 502	3 323	14 836
2021	24	2 876	22 970
2022	786	5 708	12 214
2023	1 050	4 922	22 000



En 2023, la hausse du nombre de mouvements d'aéronefs en aviation commerciale est mécaniquement liée à la reprise d'activité. Celle-ci impacte légèrement les mouvements en aviation d'affaires, qui avait enregistré une hausse exceptionnelle du trafic l'année précédente du fait notamment de la réaffectation des créneaux libérés par l'aviation commerciale.

Les données de l'aviation générale ne sont pas définitivement consolidées à date, mais l'on constate d'ores et déjà une année satisfaisante. Malgré quelques difficultés à trouver de nouveaux adhérents, l'intégration d'un avion électrique attire une nouvelle clientèle.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 2.1. ☺

« Maintenir le niveau de service atteint par la plateforme aéroportuaire »

La reprise du trafic se poursuit et confirme les prévisions d'un retour au niveau d'avant crise à l'horizon 2024 / 2025.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

Direction des Politiques Territoriales

La poursuite des contrats départementaux qui vont atteindre leur plein niveau de mise en œuvre permettra au Département d'accompagner les collectivités sur la majorité de leurs projets d'investissement au service du public.
Les élus départementaux sont désormais au cœur de ce processus qui donne entière satisfaction à l'ensemble des acteurs.
Concernant AGATE, il convient de poursuivre ce travail de mise en adéquation de l'offre de prestations au regard des besoins des collectivités.

Enfin, concernant les Parcs naturels, après la validation de la nouvelle Charte du massif de Chartreuse en 2023, le massif des Bauges devrait voir sa nouvelle charte aboutir en 2024. Ce renouvellement des chartes aura été aussi l'occasion pour le département de reposer les bases des modalités de détermination de sa contribution statutaire.

Direction des infrastructures - Aéroport

La préservation du niveau de service de la plateforme aéroportuaire nécessite d'initier ou de poursuivre des actions engagées les années précédentes en lien avec le Délégataire, sur la période de validité du contrat de DSP (2013-2029). Il s'agit principalement :

- du maintien de la certification européenne de sûreté et sécurité aéroportuaire ;
- du maintien en bon état des infrastructures (bâtiments, chaussées) ;
- de la finalisation du projet de plan de composition en zone sud de l'aéroport ;
- de l'identification et la mise en œuvre des actions possibles en matière de développement durable.

OBJECTIF STRATÉGIQUE	Résumé de la PROPOSITION d'adaptation de la politique/dispositif	CALENDRIER de mise en application	Suivi des impacts budgétaires et ETP	NIVEAU DE RÉALISATION de l'ajustement			
				25%	50%	75%	100%
2.1 Maintenir le niveau de service atteint par la plateforme aéroportuaire	Mettre en œuvre le plan d'actions pour le maintien de la certification européenne de sécurité aéroportuaire (EASA) – Etudes et travaux de mise aux normes	2019-2029			😐		
	Veiller au maintien en bon état des infrastructures (bâtiments, chaussées) en lien avec le Délégataire	Annuel					☺
	Mettre en œuvre le projet de réaménagement de la zone sud de l'aéroport, afin de permettre le développement des activités économiques	2019-2029		😐			
	Mettre en œuvre les actions possibles en matière de développement durable, dont les projets d'électrification (bornes de recharge, panneaux solaires, …)	2020-2029			😐		



Aménagement numérique

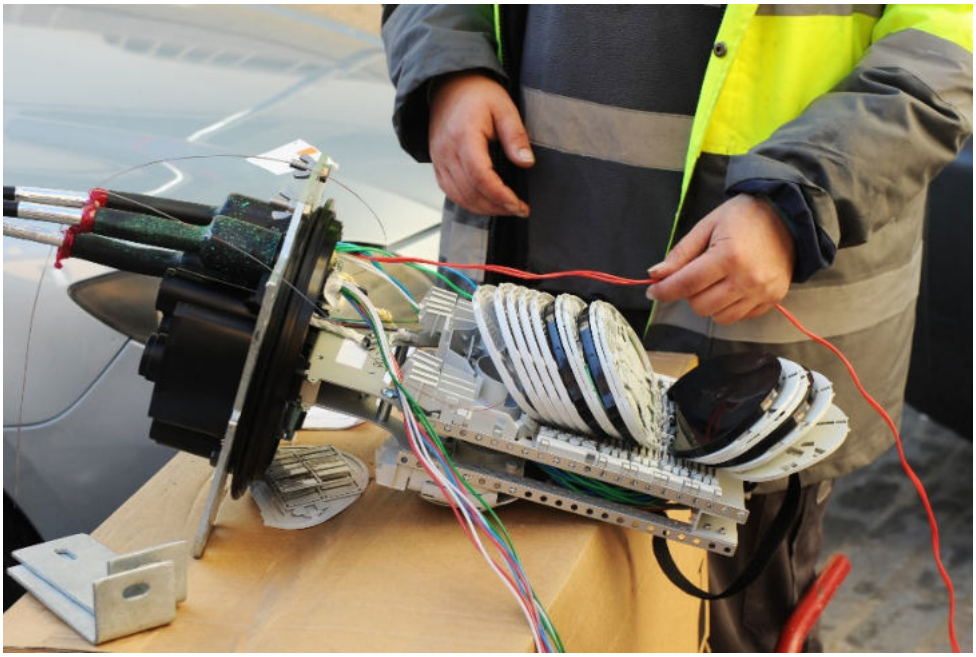
RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **2ème Commission**

Direction concernée :

- **Pôle Aménagement – Direction des infrastructures (service aménagement numérique)**

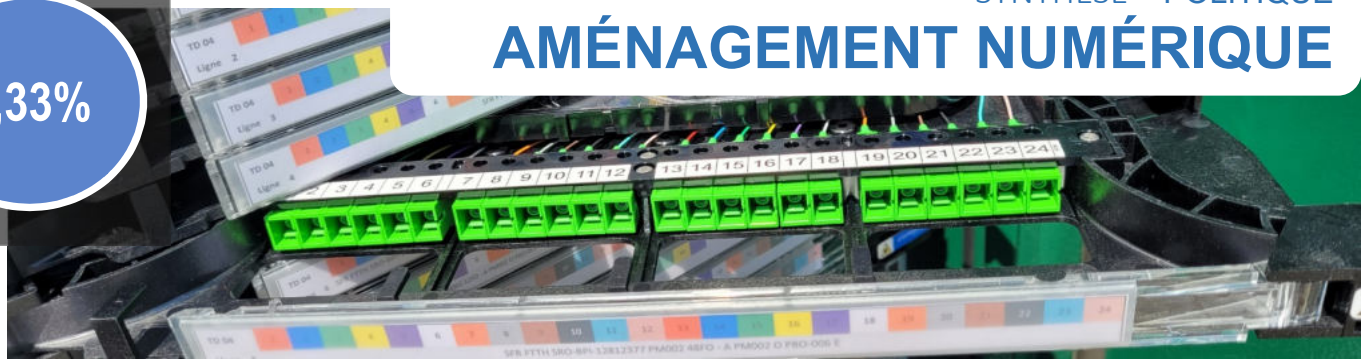


SOMMAIRE

SYNTHESE.....247
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 248
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 250
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 252
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 257

AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE

0,33%



Le Département intervient en faveur d'une couverture optimale de l'Internet à haut et désormais très haut débit, fixe et mobile, dans le cadre du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN), dont il est porteur depuis 2012.

Contexte

Très haut débit fixe :

La Savoie présente deux zones réglementaires de déploiement de la fibre : la zone AMII (Appel à manifestation d'intentions d'investir) et la zone AMEL (Appel à manifestation d'engagements locaux).

La zone AMII est déployée par Orange, qui a pris des engagements auprès de l'Etat pour le déploiement de cette zone. Tandis que la Zone AMEL a été confiée à Savoie Connectée par le Département.

En effet, suite à la création d'une nouvelle procédure d'Appel à manifestation d'engagements locaux (AMEL) annoncée par le Premier Ministre en 2017 lors de la conférence des territoires à Cahors, le Département a saisi l'opportunité de lancer cette procédure pour fibrer l'ensemble de son territoire, hors zones d'Appel à manifestation d'intention d'investir (AMII), déjà objet d'un conventionnement avec Orange.

Après mise en concurrence, c'est la société « Savoie connectée », filiale de la Société Covage, qui a été retenue pour déployer la fibre optique sur la zone AMEL. Le Département accompagne le déploiement aux côtés des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des 243 communes de la zone AMEL.

Ce dispositif, exclusivement basé sur l'investissement privé, permettra de raccorder la totalité des locaux savoyards, incluant les stations de ski.

Suite à l'avis positif de l'Agence de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), le gouvernement a accepté les engagements pris par la société « Savoie connectée ». L'arrêté du 25 juillet 2019 portant acceptation de ces engagements est paru au JO le 1er août 2019.

Parallèlement, le Département et « Savoie connectée » ont signé, le 5 juillet 2019, la convention d'engagements locale pour le déploiement de la fibre optique sur le territoire AMEL.

Le déploiement débuté en 2019 a atteint un rythme record en 2023 avec la construction de 100 000 prises.

Couverture mobile :

Depuis 2018, le Département met en œuvre, avec l'Etat, le dispositif d'amélioration de la couverture mobile. Il s'agit d'un accord entre le Gouvernement et les quatre opérateurs de téléphonie mobile (Bouygues Telecom, Free, Orange et SFR) conduisant ces derniers à investir sur leurs fonds propres pour la réalisation de nouveaux relais, permettant notamment le traitement des zones blanches et grises par l'apport d'une couverture 4G.

Chiffres et indicateurs clés 2023 :

Moyens 2023 :

2,1 M€ (CA)

4,34 équivalents temps plein (ETP)

Observatoire ARCEP :

70 % des logements ou entreprises sont déjà éligibles au très haut débit via la fibre optique

100 000 prises déployées sur l'année 2023

***

300 bénéficiaires depuis 2009 de l'aide départementale pour l'achat de kits satellites

Enjeux

- Apporter la fibre jusqu'à l'abonné (FttH) à tous et partout en Savoie, d'ici mi 2024,
- Assurer l'attractivité économique et touristique du territoire,
- Préserver la solidarité territoriale,
- Assurer une meilleure couverture 4G selon les priorités du territoire, et notamment doter la Savoie de nouveaux sites de couverture mobile en 2023.

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

Pour les réseaux fixes, l'objectif est de finaliser la couverture très haut débit du territoire d'ici mi-2024 en zone AMEL.

Pour les réseaux mobiles, la Savoie s'est vue attribuer, pour l'année 2024, une dotation de 10 tickets par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour traiter les zones blanches et grises.

Dans la continuité des aménagements des infrastructures à très haut débit et dans le cadre du volet usages numériques du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN), le Département, en lien avec le Syndicat départemental d'Energie de la Savoie (SDES), engage une étude de faisabilité pour déployer un réseau d'objets connectés pour répondre aux besoins des territoires et mobilisable par ces derniers.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Très haut débit (THD) fixe :

Sur la zone AMEL, la convention signée le 5 juillet 2019 entre le Département et Savoie connectée définit les modalités de suivi des déploiements et les engagements réciproques. Ainsi, le rôle du Département est de deux natures :

- Accompagner l'opérateur et les territoires dans le déploiement,
- S'assurer du respect du calendrier dans le cadre des engagements pris au titre de l'article L33.13 du CPCE (Code des postes et des communications électroniques).

Suite à la co-saisine de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) dans le cadre de l'article L33-13 CPCE par le Département et le gouvernement, l'opérateur a bien mobilisé les ressources nécessaires et semble pouvoir atteindre l'objectif de déploiement fixé à août 2024.

Cette mobilisation de moyens et l'accompagnement du Département en lien avec les territoires a permis à l'opérateur de respecter le 1er jalon des 76 000 prises en novembre 2022, puis le second de 50% des prises raccordables à mi-2023.

Le Département poursuit les rencontres avec les 18 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de Savoie et les communes. Les rencontres, destinées à présenter le calendrier de déploiement sur chacun des territoires, ont lieu régulièrement depuis le démarrage du projet. Elles permettent de donner de la visibilité aux élus locaux et de relayer l'information à leurs administrés.

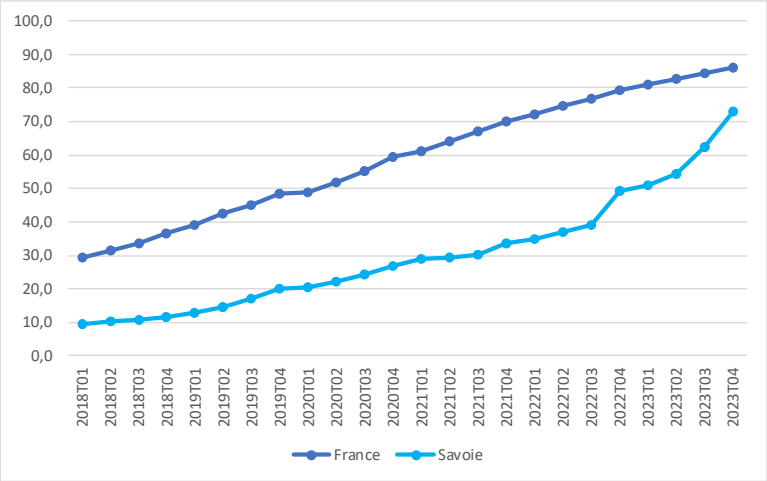
Sur le secteur de déploiement de la fibre optique en zone moyennement dense, dite « AMII » (appel à manifestation d'intentions d'investissement), la gouvernance est également en place avec un comité de suivi qui se réunit une fois par an. Un avenant n°1 à la Convention de programmation et de suivi des déploiements (CPSD), signé le 26 décembre 2018, est intervenu entre l'Etat, le Département de la Savoie, les Communautés d'agglomération de Grand Chambéry et Grand Lac, la Ville d'Albertville et l'opérateur Orange. L'avenant a notamment pour objectif de décliner au niveau local les engagements contraignants pris par Orange auprès de l'Etat au titre de l'article L.33-13 du CPCE, à savoir rendre raccordables l'ensemble des locaux de la zone AMII avec deux échéances, l'une à fin 2020 et l'autre fin 2022.

Face au retard pris au niveau national, l'opérateur vient d'être sanctionné par l'ARCEP à hauteur de 26 M€ pour non-respect d'un des deux engagements et par ailleurs, le gouvernement a établi un nouvel accord avec l'opérateur pour finir ses déploiements, nouvel accord qui reporte à fin 2025 les déploiements.
A fin 2023, sur la zone AMII, la situation reste stabilisée autour de 90%.

Globalement en Savoie, le pourcentage de prises éligibles s'élève à environ 75%, zones AMII et AMEL confondues.

CONT - Taux d'abonnés éligibles au THD fibre en Savoie et en France (à partir de 100 Mb/s) - Y compris AMII

Période	France	Savoie
2018T01	29,5	9,5
2018T02	31,7	10,2
2018T03	33,6	10,9
2018T04	36,4	11,7
2019T01	39,3	13,0
2019T02	42,4	14,7
2019T03	45,0	17,3
2019T04	48,5	20,2
2020T01	49,0	20,4
2020T02	51,7	22,3
2020T03	55,3	24,2
2020T04	59,5	27,0
2021T01	61,0	28,9
2021T02	64,0	29,3
2021T03	67,1	30,2
2021T04	70,2	33,8
2022T01	72,3	34,9
2022T02	74,6	36,9
2022T03	76,8	39,2
2022T04	79,4	49,1
2023T01	81,0	50,8
2023T02	82,7	54,5
2023T03	84,2	62,2
2023T04	86,0	73,0



La Savoie présente un taux de couverture FttH dépassant les 70 %, répartis sur deux zones complémentaires, comportant chacune des engagements spécifiques de déploiements, zones AMII et AMEL.

Dispositif de couverture mobile – New Deal :

Le New Deal Mobile est un dispositif mis en place par le Gouvernement en janvier 2018. Il désigne les engagements pris par les opérateurs pour accélérer la couverture mobile des territoires. Ces engagements sont transcrits dans les autorisations d'utilisation de fréquences des opérateurs. Le respect de ces engagements est assuré par l'ARCEP qui dispose d'un pouvoir de sanction en cas de manquement.

La mise en œuvre du dispositif New Deal est accompagnée sur le territoire national par des équipes projets. En Savoie, l'équipe projet est constituée de la Préfecture et du Département de la Savoie. Elle a fait le choix d'un pilotage du New Deal à l'échelle départementale pour plus de proximité avec les territoires. Au sein de l'équipe projet, les référents du service aménagement numérique du Département coordonnent les échanges avec chaque commune et chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de Savoie.

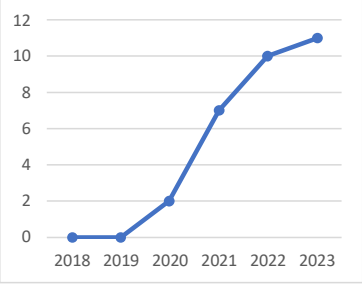
Chaque année, les départements se voient octroyer une dotation par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Elle est constituée en 2023 de 9 tickets pour chaque opérateur permettant aux collectivités, soit d'appeler les 4 opérateurs sur un seul site pour traiter une zone blanche, soit d'en appeler entre un et trois pour traiter une zone grise.
Cette année encore, la Savoie a bénéficié d'un ticket supplémentaire pour traiter un site à enjeu de couverture limitrophe avec un autre département, à savoir la couverture du secteur de la Balme (73) et Peyrieu (01).

Un comité de pilotage réunissant les Présidents des 18 EPCI, les représentants de l'Association des Maires ruraux de France ainsi que la mission France Mobile, est organisé 2 fois par an. Ce comité de pilotage valide les priorisations exprimées par les EPCI avant de transmettre officiellement les sites retenus à l'Agence du Numérique pour l'implantation de nouveaux relais.
L'identification des zones à couvrir s'appuie sur un travail régulier de recensement mené par le Département auprès des communes et des EPCI qui assurent *in fine* la priorisation de ces zones sur leur territoire. L'effort de couverture porte notamment sur les zones blanches, puis les zones grises et tient compte de la population permanente, mais également des zones à enjeux économiques et touristiques.
Ce travail est complété par des échanges bilatéraux réguliers entre l'équipe projet et les opérateurs de téléphonie mobile, sur leurs propres programmes de déploiement. Ces échanges, sous clause de confidentialité, permettent principalement d'optimiser la dotation annuelle attribuée par l'Agence du numérique.

Le dispositif national oblige les opérateurs à mettre en service les sites retenus par arrêté ministériel dans un délai de 24 mois à compter de la publication de ce dernier, ou bien dans un délai de 12 mois lorsque les communes sont en capacité de mettre à disposition un terrain viabilisé, ce qui reste plus exceptionnel.

CONT - Nombre de site 4G mobile mis en service dans l'année N

Période	Nombre
2018	0
2019	0
2020	2
2021	7
2022	10
2023	11



Grâce à une gouvernance bien établie entre la Préfecture, le Département et les EPCI et un accompagnement de l'équipe projet auprès des équipes municipales porteuses des projets, le dispositif est monté à pleine charge pendant les années 2020, 2021 et 2022, pour se poursuivre à un rythme plus apaisé aujourd'hui, tenant compte de l'ouverture des dotations par l'Etat.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

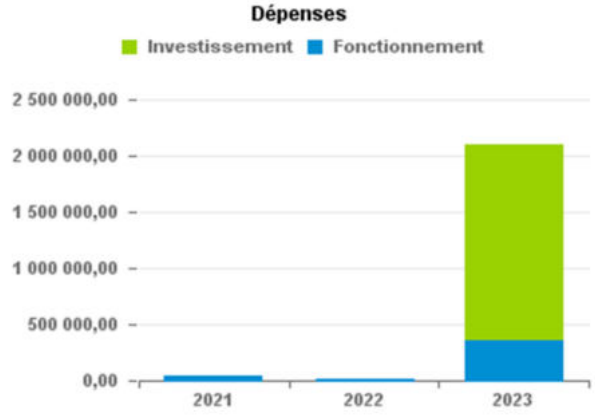
Secteur budgétaire de la politique AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

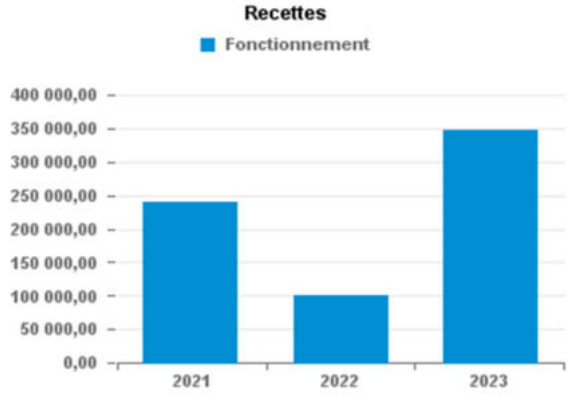
SECTEURS BUDGETAIRES

EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET CADRE DE VIE

Dépenses		CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Février 2024	
		Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
2020P012	Communication électronique	12 360,14	1 200,00	12 235,00	150,00	12 610,00	1 742 945,00
2020P013	Communication électronique location de fourreau	24 023,51		7 414,71		344 665,59	
	dépenses par section	**36 383,65**	**1 200,00**	**19 649,71**	**150,00**	**357 275,59**	**1 742 945,00**
		Total année : 37 583,65		**Total année : 19 799,71**		**Total année : 2 100 220,59**	

Recettes		CA 2021	CA 2022	CA 2023 données au : 16 Février 2024
		Recette Fonctionnement	Recette Fonctionnement	Recette Fonctionnement
2020P013	Communication électronique location de fourreau	239 205,30	100 434,13	347 007,70
	dépenses par section	**239 205,30**	**100 434,13**	**347 007,70**





Les recettes perdurent du fait de la mise à disposition d'infrastructures, à la location ou à la vente selon les cas, aux opérateurs pour favoriser les déploiements et mutualiser les réseaux. Certaines infrastructures sont valorisées dans le cadre de demandes de locations effectuées par les opérateurs, ce qui met en évidence des recettes d'un niveau plus important en 2023.
Les dépenses de fonctionnement sont à la baisse, ces derniers étant portés par l'opérateur AMEL qui construit et exploitera son propre réseau.
A noter une importante dépense d'investissement en 2023, liée à la restitution par le Département d'1,7M€ à la Région Auvergne Rhône-Alpes. Cette somme correspond à une subvention versée par la Région au Département dans le cadre de l'ancienne délégation de service public (DSP). Dans la mesure où aucune construction de prise n'a vu le jour dans le cadre de la DSP, il apparaissait justifié que cette restitution soit mise en place.



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
TRES HAUT DEBIT	TRES HAUT DEBIT	PAD	DGA	0,05	0,05	0,05
		PAD	DI	4,73	4,84	4,22
		PAD	MTD	0,07	0,05	0,07
	Sous-total du secteur			4,85	4,94	4,34
TOTAL tous effectifs pour la politique				4,85	4,94	4,34

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

Le service aménagement numérique (SAN), porteur du projet de très haut débit au sein de la Direction des infrastructures (DI), voit son effectif stabilisé depuis 4 ans avec 4 agents, en charge de l'accompagnement du projet AMEL et de la mise en place du dispositif New Deal, aux côtés des EPCI et des communes.

L'équipe commence à se mobiliser auprès de certains territoires sur la question des usages numériques, dans la continuité du volet usages du SDTAN.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

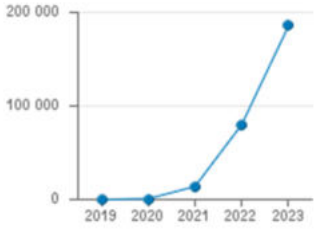
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Doter le territoire de la Savoie du très haut débit fixe et améliorer la couverture 4G	1.1. Assurer la desserte en fibre optique	1.1.1. Assurer la desserte des locaux en fibre optique (sites publics, entreprises et particuliers)
	1.2. Améliorer la couverture mobile 4G	1.2.1. Assurer une couverture 4G dans les zones blanches identifiées en lien avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)
		1.2.2. Assurer une couverture 4G dans les zones grises identifiées en lien avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Objectif politique	***1. Doter le territoire de la Savoie du très haut débit fixe et améliorer la couverture 4G***
Objectif stratégique	***1.1. Assurer la desserte en fibre optique***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Assurer la desserte des locaux en fibre optique (sites publics, entreprises et particuliers)***

1.1.1.1 PERF - Nombre de prises raccordables dans l'année N

Période	Nombre
2019	0
2020	806
2021	13904
2022	80268
2023	185630



Avec l'objectif de 100% de prises raccordables à mi-aout 2024 en zone AMEL, les déploiements ont engagé une sérieuse accélération et à fin 2023 ce sont 185 630 prises qui ont été rendues raccordables.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. ☺

« Assurer la desserte en fibre optique »

La saisine de l'ARCEP par le Département en 2021 a apporté des résultats probants sur les moyens mis en œuvre par l'opérateur. L'accompagnement de l'autorité de régulation auprès du Département permet également de maintenir un rythme de déploiement très soutenu, avec un record atteint en 2023 de 100 000 prises construites sur une année.

Après deux ans de construction des premières prises, le réseau de l'AMEL Savoie compte près de 25 000 clients actifs fin 2023.

Objectif politique	*1. Doter le territoire de la Savoie du très haut débit fixe et améliorer la couverture 4G*
Objectif stratégique	*1.2. Améliorer la couverture mobile 4G*

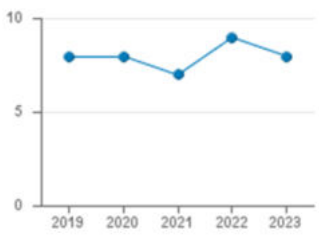
Quatre années après la mise en place du dispositif, la gouvernance du projet fonctionne à plein régime avec l'arbitrage régulier de choix des priorités exprimées par les EPCI. Cette dynamique assure une contractualisation soutenue de sites dans la ligne des dotations attribuées par l'Etat au Département de la Savoie, avec une moyenne de 11 par an.

Avec la fin du dispositif prévue en 2024, l'Etat a annoncé une diminution à venir des dotations. Pour autant, en 2023 le Département de la Savoie bénéficie encore de 9 tickets.
Il faut bien distinguer la notion de ticket et de site. Un ticket correspond à une dotation pour les 4 opérateurs alors qu'un site correspond à un pylône sur lequel on peut appeler 1, 2, 3 ou 4 opérateurs. A titre d'exemple, 1 ticket permet d'appeler un site 4 opérateurs (zone blanche) ou plusieurs sites avec 1, 2 ou 3 opérateurs (zones grises).

Objectif opérationnel	*1.2.1. Assurer une couverture 4G dans les zones blanches identifiées en lien avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)*

1.2.1.1 ACT - Nombre de sites (relais 4G) situés en zones blanches retenus par arrêté ministériel et engageant les opérateurs à amener une couverture dans un délai maximum de 2 ans

Période	Nombre
2019	8
2020	8
2021	7
2022	9
2023	8



En zone blanche, les 4 opérateurs sont systématiquement appelés pour apporter leur propre couverture mobile sur un pylône mutualisé.

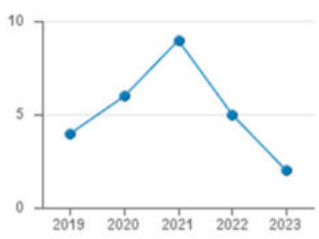
8 sites ont été retenus au titre de la dotation 2023 et un site supplémentaire pour un enjeu de couverture limitrophe avec un autre département. De plus, suite à des modifications de programmes antérieurs~~,~~ validées par l'arrêté ministériel modificatif du 16 décembre 2023, un site supplémentaire en zone blanche a été retenu. Au total, ce sont 10 sites en zone blanche retenus en 2023 pour être traités :

- 8 sites au titre de la dotation 2023 :
  - Hauteluce /Station du Val Joly,
  - Val d'Isère /Col de l'Iseran,
  - Aime la Plagne/ Mongésin - Le forperet - CV Montalbert,
  - Val Cenis/ Sardières,
  - Entremont le Vieux/ foyer de fond-centre bourg,
  - Conjux Port et plage,
  - Montricher Albanne/ Albanette Fontaine - Sud – col,
  - Plancherine/ Abbaye de Tamié - Les Moulins.
- 1 site enjeu de couverture limitrophe avec un autre département, l'Ain :
  - La Balme / Peyrieu.
- 1 site par arrêté modificatif du 16/12/2023 :
  - St Paul/Yenne : les Merceries-la Guillière (suite au retrait de programme du site d'Ontex).

Objectif opérationnel	1.2.2. Assurer une couverture 4G dans les zones grises identifiées en lien avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

1.2.2.1 ACT - Nombre de sites (relais 4G) situés en zones grises retenus par arrêté ministériel et engageant les opérateurs à amener une couverture dans un délai maximum de 2 ans

Période	Nombre
2019	4
2020	6
2021	9
2022	5
2023	2



De la même manière, 1 site a été retenu en tant que zone grise. Dans ce type de zone, 1, 2 voire 3 opérateurs sont appelés à développer leur couverture mobile selon le nombre d'opérateurs déjà présents sur le site.
Site retenu au titre de 2023 : Aillons le Vieux / chef-lieu - Chainay dessus.

Pour mémoire, le dispositif prévoit des ajustements par arrêté modificatif, qui ont permis de formaliser des engagements de couverture sur le site suivant : Jongieux / Lucey - Jongieux le haut - Barcontian et Lucey-centre. Sur ce site, Orange est appelé pour venir compléter la couverture et obtenir 4 opérateurs en ran-sharing (antenne mutualisée). Ce choix opéré par l'équipe projet permettra une meilleure insertion paysagère pour ce lieu qui se trouve en site classé.



Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

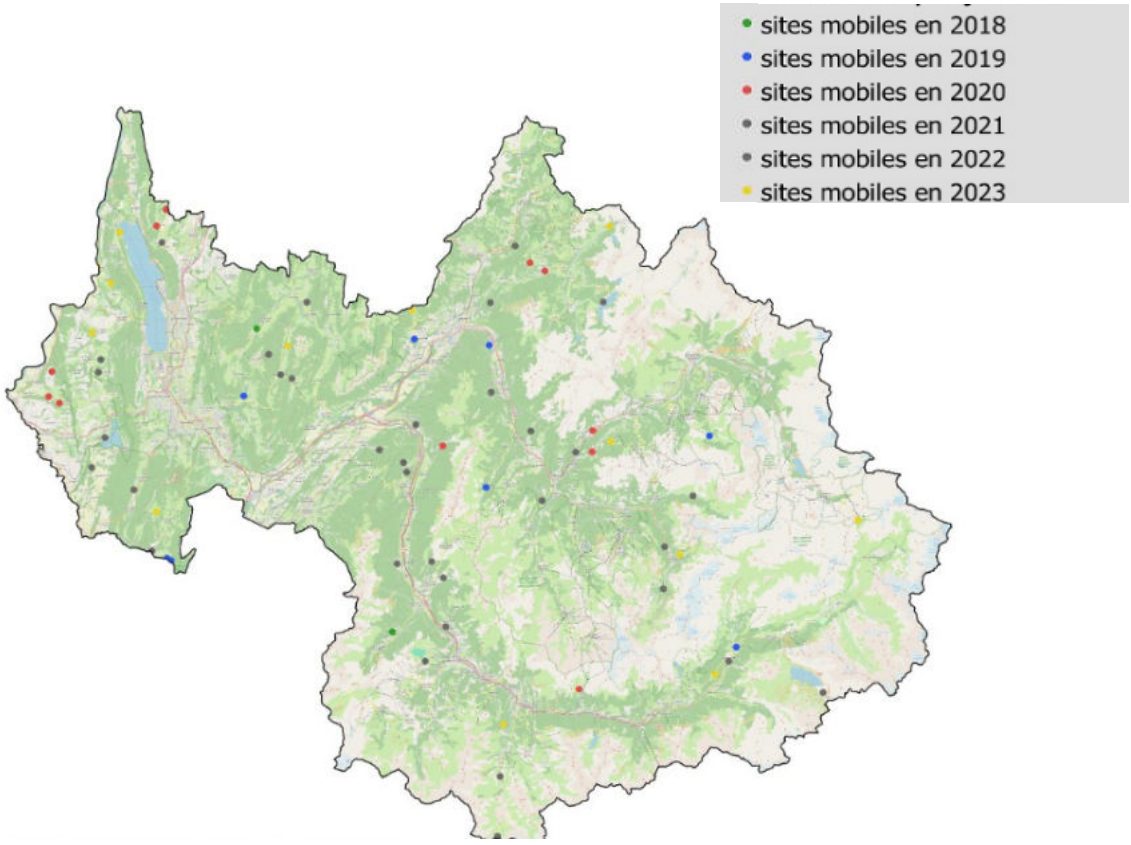
« Améliorer la couverture mobile 4G »

A date,14 sites supplémentaires (en grisé) sont mis en service :

1.	Saint-Alban-des-Villards	4C
2.	Saint-François-de-Sales/Le Noyer	Grand Chambéry Cœur des Bauges
3.	Les Avanchers - Valmorel / La Léchère (Doucy, Celliers)	Vallées d'Aigueblanche
4.	Saint-Pierre-d'Entremont (Cirque de Saint Même)	Cœur de Chartreuse
5.	Puygros - Curienne – Thoiry sur Grand Chambéry	Cœur des Bauges
6.	Termignon	Haute-Maurienne Vanoise
7.	Peisey-Nancroix (vallon de Rosuel)	Val Vanoise
8.	Esserts-Blay (chef-lieu)	Arlysère
9.	Orelle Plan Bouchet -Plan Py-les Teppes	Maurienne Galibier
10.	Champagny en Vanoise Friburge-le Laysonnay	Val Vanoise
11.	Montsapey Les Molards/le Coter/les Mouilles/Tiouleve	Porte de Maurienne
12.	Jarrier- Saint Pancrace	3 CMA
13.	Attignat-Oncin Le Chaboud - Chef-lieu - Gerbezet	CCLA
14.	Notre Dame du Pré	Cœur de Tarentaise
15.	Villard-sur-Doron Bisanne 1500 Drabons/ Les Saisies	Arlysère

16. Entrelacs-Cessens Chef-lieu Chenefit	Grand Lac
17. Sainte-Marie-d'Alvey chef-lieu, Blanchinière, les Guicherds	Val Guiers
18. Saint-Maurice de Rotherens partie haute de la commune	Val Guiers
19. Grésin Le Pin-Grésin	Val Guiers
20. Entrelacs-Cessens scierie	Grand Lac
21. Jarrier leard, la Balme, chef-lieu, plan desVillards	Cœur de Maurienne Arvan
22. Attignat-Oncin le Chaboud, chef-lieu, Gerbezet	CCLA
23. Meyrieux-Trouet Saint Paul chef-lieu Meyrieux, le Risolet, Trouet	Yenne
24. Verthemex Abbaye, chef-lieu, Vacheresse	Yenne
25. Aillon-le-jeune, chef-lieu	Grand Chambéry
26. La Léchère-Naves plateau, Molençon, Fontaine, Grand Nâves	Vallée d'Aigueblanche
27. Saint Georges d'Hurtières Reposet, Clavaire	Porte de Maurienne
28. Saint Georges d'Hurtières Minière	Porte de Maurienne
29. Saint-Alban de Montbel chef-lieu, le Sougey, le Talieu	CCLA
30. Saint-Pierre d'Entremont chef-lieu	Cœur de Chartreuse
31. Le Tour en Maurienne zone d'activité, Clinel, Plantaz	Cœur de Maurienne Arvan
32. Randens Marliery	Porte de Maurienne
33. Saint-Marcel	Cœur de Tarentaise

La carte du bilan à date présentée ci-dessous montre les sites contractualisés par arrêté ministériel, ouvrant un délai de 2 ans maximum pour mise en service :



FOCUS SUR …

LES USAGES NUMERIQUES

Le Département, en tant que porteur du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN), et le Syndicat départemental d'énergie de la Savoie (SDES) lancent une étude sur l'opportunité de déployer et maintenir un réseau public d'objets connectés à l'échelle du département, afin de répondre aux enjeux sur les usages numériques pour l'ensemble des collectivités savoyardes, dont certaines ont manifesté un intérêt particulier et d'autres ont déjà lancé des actions pour répondre à une attente forte.

Ce réseau serait basé sur la technologie LoRaWan, s'appuyant sur des antennes relais de hauteur limitée à 3 mètres pour connecter un ensemble d'objets, apportant ainsi une base d'information utile aux collectivités sur de multiples usages : déchets, eau et énergie. A titre d'exemple, ce type de technologie permet d'optimiser la ressource en eau (détection de fuites d'eau sur le réseau d'eau potable), de réduire la consommation d'énergie dans le domaine des bâtiments (gestion du chauffage) et de l'éclairage public pour les communes, d'optimiser les tournées de relève des déchets en installant des capteurs connectés sur les containers.

Les conclusions de l'étude, attendues pour l'été 2024, permettront d'engager les actions opérationnelles avec les territoires.



4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS



THD fixe :

La gouvernance de l'AMEL s'est poursuivie au même rythme que les années précédentes. Le comité de suivi est élargi une à deux fois par an à l'ensemble des Présidents d'EPCI afin d'assurer la transparence dans l'avancement du projet auprès des territoires. Cette transparence est déclinée au niveau de chaque commune par l'intermédiaire du service aménagement numérique du Département avec une information régulière, conduite en lien avec Savoie connectée et ses sous-traitants. Le comité technique se réunit également 1 fois par mois avec l'objectif d'assurer toute la coordination opérationnelle nécessaire à l'avancement du projet et anticiper les difficultés le plus en amont possible.

La mise en demeure portée par l'ARCEP à l'encontre de l'opérateur a permis la mobilisation de moyens de terrain, ce qui est encourageant pour l'atteinte de l'objectif de réalisation de la totalité des déploiements pour l'été 2024.

Les quatre principaux opérateurs commerciaux (Orange, SFR, FREE et Bouygues) sont globalement présents sur le réseau, ce qui permet un choix important de services numériques (débits, TV, téléphone, …) et de tarifs par les administrés.

La complétude en fibre optique des territoires entrainera la fermeture du réseau historique cuivre utilisé jusqu'alors. L'enjeu pour les particuliers, entreprises et sites publics est de basculer rapidement du cuivre à la fibre optique, dans un contexte où l'Autorité de régulation a annoncé le plan de fermeture du cuivre engagé par Orange d'ici à 2030. Ce vaste plan de fermeture va progressivement monter en charge dans les années à venir, en ciblant prioritairement les communes où le raccordement FttH est achevé. Quatre communes de Savoie viennent d'être retenues, à savoir Challes les Eaux, Bassens et Jacob Bellecombette pour la zone AMII, et Hautecour pour la zone AMEL, qui verront une fermeture technique au 1er janvier 2027.

Dispositif de couverture mobile :

Le travail de l'équipe projet perdure en 2024, avec une dotation ouverte à hauteur de 10 sites et s'achèvera pour l'attribution des dotations à la fin de cette année. D'ores et déjà, sur les 126 secteurs relevés par les EPCI, près de 90% auront pu être traités dans le cadre de ce dispositif. L'équipe projet a, sans attendre, fait remonter auprès de l'ANCT les besoins non traités dans la perspective éventuelle d'un volet complémentaire à ce dispositif, en cours de négociation au niveau national.

La couverture mobile apporte une bonne couverture 3G/4G dans des secteurs habités à l'année, avec des enjeux économiques et touristiques.

L'équipe projet reste très présente aux côtés des collectivités et des opérateurs leaders pour accompagner ces projets, pour permettre la meilleure intégration, la meilleure information du public, et pour aider à l'aboutissement des projets jusqu'à la mise en service dans les délais impartis.



Tourisme

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **3ème commission**

Directions concernées :

- **Pôle Solidarités territoriales – Direction des politiques territoriales**
- **Pôle Ressources et moyens – Direction des finances du pilotage de gestion et des affaires juridiques**



SOMMAIRE

SYNTHESE 261
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 262
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 264
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 266
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 272

1,33%



Les derniers bilans des saisons touristiques montrent que l'activité a retrouvé son rythme normal. Ainsi, la saison hivernale 22/23, avec près de 22,7 millions de nuitées et un pic de fréquentation à 300 000 nuitées pendant les vacances scolaires d'hiver, s'est avérée très satisfaisante malgré un contexte socio-économique morose marqué par la forte inflation et un enneigement aléatoire. La fréquentation estivale 2023 s'est également stabilisée à un niveau satisfaisant, avec un taux d'occupation moyen des hébergements de juin à fin aout de 56% (très bon mois d'août avec un taux d'occupation de 66%). A noter toutefois la baisse de la consommation de la clientèle, remarquée par une majorité d'acteurs socio-professionnels.

Contexte

Le tourisme est un secteur d'activité essentiel pour la Savoie. La richesse dégagée par le tourisme s'élève à 1,1 milliard d'euros, soit 25 % de la richesse touristique de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

La marque de destination Savoie Mont-Blanc occupe une place de leader sur le marché international avec 68 millions de nuitées touristiques annuelles dont 29% issues de la clientèle étrangère (chiffres clés ASMB édition 2023). Il est intéressant de noter que la destination Savoie Mont Blanc est la 2ème destination de France pourvoyeuse d'emplois salariés du tourisme dans le secteur privé avec 67 769 emplois, derrière Paris.

L'année 2023 a été l'occasion pour le Département de revisiter sa politique touristique lors de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023 et de mettre l'accent sur sa stratégie en faveur d'un tourisme toujours plus durable, tourné vers l'accueil des jeunes en séjours collectifs ou avec leur famille.

Dans cet objectif, le Département a mené une enquête approfondie auprès des gestionnaires de centres de vacances, conduisant à revoir les modalités de son accompagnement des centres de vacances. Des moyens supplémentaires ont aussi été mobilisés en faveur de l'action de la Commission départementale des sites et itinéraires, afin d'améliorer l'acceptabilité et la durabilité des activités de pleine nature.

Cette révision de la stratégie générale de la politique tourisme n'a pas remis en cause les principaux axes d'intervention du Département : amélioration des hébergements touristiques, développement des activités de pleine nature (randonnée, cyclo, outdoor).

Le soutien aux stations moyennes a été stoppé faute d'avoir bien touché sa cible et méritera de faire l'objet d'une nouvelle réflexion. Enfin, l'année 2023 a vu le lancement d'un dernier Appel à projets en faveur du Tourisme culturel.

Principales réalisations

- Poursuite de la mise en œuvre des appels à projets visant l'amélioration de la qualité des infrastructures et services des sites d'activités de pleine nature et des infrastructures inscrites au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

- Essor du collectif autour de l'itinéraire de la Belle Via avec les 3 agences de promotion touristique de la Drôme, de l'Isère et de Savoie Mont Blanc et les 4 Départements.

- Lancement en décembre 2023 de l'Appel à projets en faveur d'un tourisme culturel pluri thématiques

ENJEUX :

- Contribuer au développement des thématiques prioritaires du Département : activités de pleine nature dont randonnée et cyclo,
- Améliorer la qualité de lits touristiques marchands, prioritairement les hébergements collectifs pour l'accueil des jeunes et les qualifier pour maintenir l'attractivité du territoire,
- Contribuer au renforcement de la notoriété de la destination Savoie Mont-Blanc.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

8,48 M€ (CA)

5,64 équivalents temps plein (ETP)

31,8 millions de nuitées saison hiver 21/22 et été 2022
(ed. 2023, chiffres clés ASMB)

1,1 milliard d'euros de richesse dégagée par le tourisme

36 005 emplois touristiques salariés dans le secteur privé
(ed. 2023, chiffres clés ASMB)

755 millions d'euros d'investissements touristiques en 2021
(ed. 2023 chiffres clés ASMB)

2,3 M€ de recettes pour le Département en 2023 issues de la taxe additionnelle à la taxe de séjour

55 stations de ski alpin
36 stations pour les activités nordiques

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

Le Département a pleinement conscience que ses territoires et stations de montagne doivent faire évoluer leur modèle de développement, pour favoriser un développement touristique plus durable, prenant davantage en compte les différents usagers de l'espace et la biodiversité et permettant un étalement des saisons touristiques sur le printemps et l'automne. Animateur de la Commission départementale des espaces sites et itinéraires, le Département a pour rôle d'accompagner et d'inciter à cette évolution des comportements.

Le Département s'efforce également de remettre au cœur de notre attention l'accueil des jeunes en séjours collectifs dans les centres de vacances, en colonie ou en classe de découverte.

Dans le renouvellement de sa politique touristique, le Département a d'ailleurs mis l'accent en 2023 sur ces deux enjeux et s'est doté de moyens complémentaires pour mieux y répondre. Mais le chantier est vaste et repose sur l'implication de tous les acteurs du territoire.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

En juin 2023, l'Assemblée départementale a révisé les grandes orientations de sa politique touristique et a réaffirmé sa volonté d'accompagner les territoires en faveur d'un développement touristique plus durable et vertueux, tout en ayant une attention toute particulière en faveur des jeunes, en séjours collectifs ou avec leur famille. Les axes d'intervention de la politique adoptée en 2018 ont été confirmés, dans la mesure où ils s'avèrent toujours en adéquation avec la stratégie départementale et avec les besoins des territoires. La possibilité de prévoir des ajustements ou des évolutions aux Appels à projets a toutefois été ouverte, pour une meilleure adaptation aux évolutions.
Ainsi, l'Assemblée départementale a revu les modalités de soutien aux gestionnaires ou propriétaires de centres de vacances qui investissent, dans le cadre de ce dispositif d'aide. En parallèle, elle a également décidé de se donner les moyens d'acquérir certains centres stratégiques, afin de leur permettre de remettre à niveau leur qualité d'accueil et de garantir la pérennité de l'activité d'accueil de jeunes en séjours. Enfin, cette attention renforcée en direction de la jeunesse se traduit également au sein du plan d'actions marketing de l'Agence Savoie Mont Blanc.

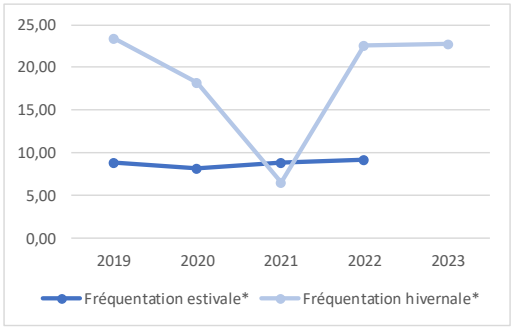


L'année 2023 a également été marquée par le renforcement de la promotion de l'itinéraire cyclotouristique « la Belle Via », dans le cadre d'un collectif réunissant les 3 agences touristiques de la Drôme, de l'Isère et de Savoie Mont Blanc et les 4 Départements.

LA BELLE VIA
ANNECY · CHAMBÉRY · GRENOBLE · ROMANS

CONT -1. Évolution de la fréquentation touristique estivale et hivernale en Savoie (en millions de nuitées)

Période	Fréquentation estivale*	Fréquentation hivernale*
2019	8,90	23,40
2020	8,20	18,20
2021	8,80	6,60
2022	9,20	22,60
2023		22,70

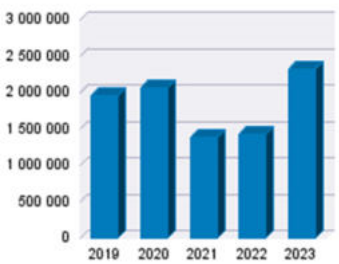


L'observatoire de Savoie Mont Blanc n'a pas encore communiqué tous les chiffres pour 2023, mais la saison estivale 2023 atteindra un niveau de fréquentation comparable à 2022 avec un retour notable des clientèles internationales et notamment lointaines.

La saison d'hiver 22/23 est stable à un très bon niveau de fréquentation, ce qui confirme le positionnement de leader de la Savoie sur le marché des sports d'hiver, grâce notamment à la présence des domaines d'altitude qui offrent une « garantie neige ».

CONT -3. Montant de la taxe additionnelle à la taxe de séjour perçue par le Conseil Départemental

Période	Euros
2019	1 951 162,00
2020	2 053 701,93
2021	1 362 214,07
2022	1 418 956,74
2023	2 309 515,32



L'Assemblée départementale a instauré la taxe additionnelle à la taxe de séjour par délibérations des 27 août 1927, 2 juillet 1993 et 25 octobre 1993.

Cette taxe additionnelle de 10 % s'ajoute à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçues dans le département par les communes ou les intercommunalités qui l'ont instituée. Elle est recouvrée par celles-ci en même temps et selon les mêmes modalités que la taxe de séjour leur revenant. Elles doivent donc reverser régulièrement au Département la part de la taxe qui lui est destinée.

Le produit de cette taxe est affecté aux dépenses destinées à promouvoir le développement touristique du Département.

Depuis 2015, plusieurs lois de finances ont procédé à une réforme en profondeur des règles applicables à la taxe de séjour, dans l'objectif d'en améliorer le rendement, principalement via des aménagements du barème en vigueur et des modalités de collecte. La taxe de séjour est devenue une recette de fonctionnement particulièrement dynamique pour les collectivités territoriales.

En 2020, 57 départements ont perçu la taxe additionnelle pour un produit total de 34,1 M€. Avec 2,05 M€ perçus en 2020, le Département de la Savoie fait partie des premiers Départements bénéficiaires.

Le produit perçu en 2021 et 2022 traduit l'impact majeur de la crise sanitaire sur le tourisme. L'essentiel des conséquences de cette crise sur le produit du Département de la Savoie n'est ainsi apparu qu'à compter de l'année 2021 et sur 2022, en raison du décalage d'un an existant dans le reversement de la taxe pour certaines communes et intercommunalités. Par conséquent, l'année 2023 constitue une année de retour à une exploitation normale, dans un contexte de forte fréquentation de la montagne, en hiver comme en été.



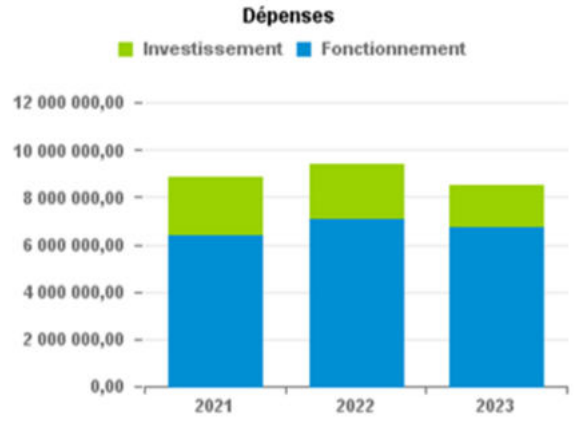
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

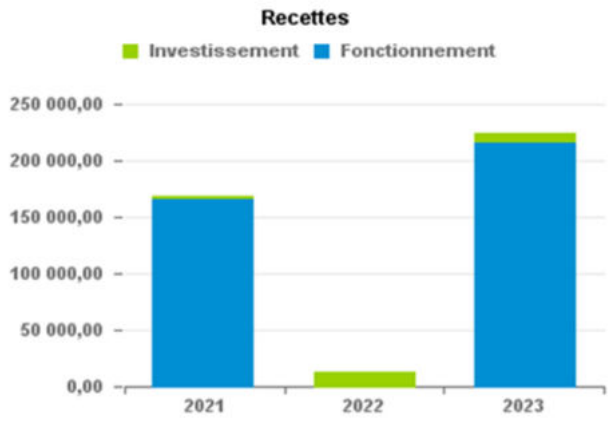
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

Dépenses		CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 13 Février 2024	
		Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
1999P243	Développement du tourisme	5 032 986,78	1 676 619,40	5 542 498,51	1 184 137,06	5 254 702,60	645 013,13
1999P250	Aménagement tourisme	1 363 078,77	0,00	1 467 996,60	35 000,00	1 452 905,23	
2000P047	Subventions diverses montagne	0,00		25 000,00		15 000,00	
2006P054	Plan tourisme adopté en 2006		190 734,00		140 080,00		30 113,00
2015P010	Projet territ tourist Chautagne		215 000,00		0,00		0,00
2017P013	Mise en oeuvre Schéma Départemental du Tourisme 2018	0,00	338 229,27	3 630,00	967 927,30	12 148,00	1 071 692,71
	dépenses par section	**6 396 065,55**	**2 420 582,67**	**7 039 125,11**	**2 327 144,36**	**6 734 755,83**	**1 746 818,84**
		total année : 8 816 648,22		**total année : 9 366 269,47**		**total année : 8 481 574,67**	

Recettes		CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 13 Février 2024	
		Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
1999P243	Développement du tourisme	165 419,25	3 839,89	0,00	13 439,69	216 171,45	7 604,00
	dépenses par section	**165 419,25**	**3 839,89**	**0,00**	**13 439,69**	**216 171,45**	**7 604,00**
		total année : 169 259,14		**total année : 13 439,69**		**total année : 223 775,45**	

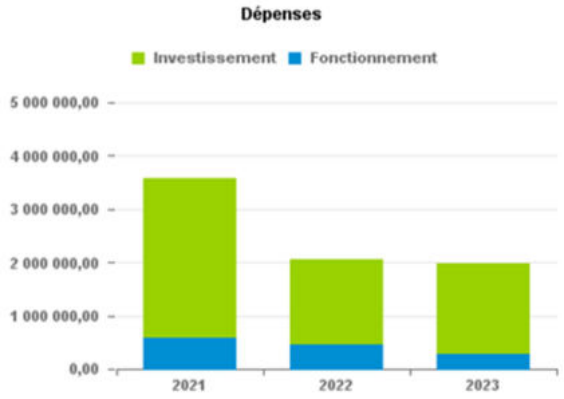
Le programme « Développement du tourisme » (en fonctionnement) comprend le soutien aux structures œuvrant en faveur du tourisme, dont les associations soutenues par le Conseil Savoie Mont-Blanc (CSMB) et notamment la première d'entre elles, l'agence Savoie Mont-Blanc.

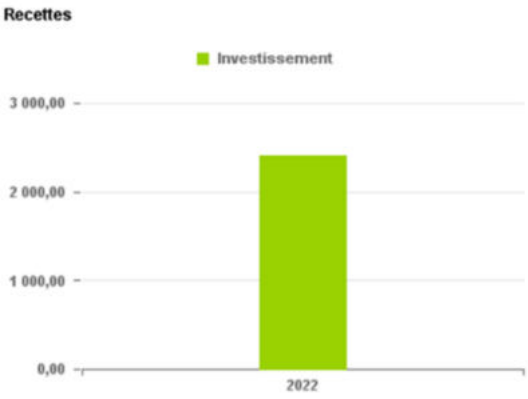




Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 13 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Tourisme et territoir	574 789,00	2 998 383,84	457 695,00	1 595 946,32	272 915,00	1 709 192,00

Recettes - CTS 3E GENERATION	CA 2022
	Recette Investissement
PSTD DPT Tourisme et territoir	2 400,00





Dépenses - Contrats départementaux	CA 2022		CA 2023 données au : 12 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Tourisme et territoir	3 554,99	204 000,00	249 738,00	1 031 494,00
	total année : 207 554,99		total année : 1 281 232	



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
TOURISME		PSTD	DPT	6,56	5,91	5,3
		PRMD	DFIPAJ	0,1	0,1	0,1
		PAD	MTD	0,21	0,2	0,24
	Sous-total du secteur			6,87	6,21	5,64
TOTAL tous effectifs pour la politique				6,87	6,21	5,64

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

La mise en œuvre des appels à projets se poursuit avec une temporalité qui a été allongée. Les moyens financiers alloués annuellement à la politique tourisme ont été confirmés. Ils sont d'ailleurs sous-consommés, sans doute en raison de difficultés des maîtres d'ouvrage à investir alors qu'ils doivent faire face à des charges de fonctionnement de ces aménagements et de bien d'autres équipements en forte hausse.

Il convient de souligner le recrutement à compter du 1er octobre 2023 d'un contrat de projet de 2 ans pour l'animation de la Commission départementale des espaces, sites et itinéraires (CDESI) et pour conduire les travaux sur les problématiques de cohabitation entre les usages sur les activités de pleine nature.
Ce renfort vient soulager l'équipe de l'unité tourisme et permet aussi d'afficher la volonté politique du Département d'avancer sur ces sujets en lien avec les territoires et les acteurs.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Conforter l'économie de la Savoie par le renforcement de l'offre de tourisme et de loisirs, en cohérence avec les attentes des clientèles et des habitants, et en intégrant l'aléa climatique	1.1. Asseoir le potentiel en activités de découverte et de pleine nature de la Savoie de manière durable et concertée	1.1.1. Favoriser la concertation, la mise en réseau des acteurs et la structuration des filières Activités de Pleine Nature (APN)
		1.1.2. Conforter et pérenniser les itinéraires et sites de pratique d'intérêt départemental
	1.2. Limiter la perte de lits touristiques marchands et les qualifier pour maintenir l'attractivité et l'activité séjours	1.2.1. Accroitre la professionnalisation des hébergeurs et améliorer la qualité des hébergements touristiques marchands
		1.2.2. Encourager la remise en marché de l'immobilier de loisir en stations de montagne
	1.3. Contribuer au renforcement de la destination Savoie Mont Blanc	1.3.1. Conquérir et fidéliser les clientèles touristiques

Objectif politique	***1. Conforter l'économie de la Savoie par le renforcement de l'offre de tourisme et de loisirs, en cohérence avec les attentes des clientèles, des habitants et en intégrant l'aléa climatique***
Objectif stratégique	***1.1. Asseoir le potentiel en activités de découverte et de pleine nature de la Savoie de manière durable et concertée***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Favoriser la concertation, la mise en réseau des acteurs et la structuration des filières activités de pleine nature (APN)***

Les travaux engagés se poursuivent sous l'égide de la commission départementale des espaces, sites et itinéraires (CDESI) pour conforter et pérenniser l'offre touristique en activités de pleine nature (APN) de la Savoie :

- Analyse de projets d'inscription de sites de pratique au plan PDESI et formulation de préconisations pour favoriser la conciliation des usages et un développement pérenne des pratiques.
- Poursuite du plan d'action spécifique sur la filière escalade pour accompagner la pérennisation des 15 sites majeurs d'escalade en Savoie au regard des enjeux pour le Département (démarche partenariale conduite avec les fédérations montagne et escalade et des clubs alpins)

La CDESI se réunit selon un rythme de 2 plénières annuelles. Plusieurs sujets prégnants en lien avec la gestion de la fréquentation et de la conciliation des usages ont fait l'objet de partages d'expériences et d'échanges en CDESI.
Trois chantiers prioritaires autour de la sensibilisation des pratiquants d'APN au partage de l'espace et respect des autres usages ont été lancés en 2023 (outils de sensibilisation grand public au partage de l'espace, enquêtes auprès du personnel accueillant en Office de tourisme pour mieux cerner leurs besoins, sensibilisation des skieurs de randonnée via les plateformes web de pratiques affinitaires).

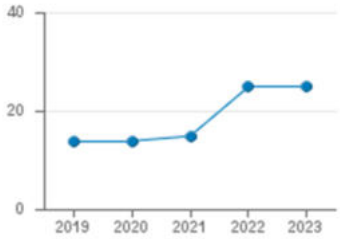


En matière de sensibilisation au partage de l'espace et des pratiques, notons l'expérimentation de nudges au cours de l'été 2023, sur plusieurs sites du département (Grand Chambéry, PNR des Bauges, Haute Maurienne Vanoise). Cette démarche ludique de sensibilisation du public aux problématiques de baignade, de fermeture des clôtures et de piétinement s'est avérée très concluante et va être poursuivie en 2024. (Cf. focus ci-après)

Objectif opérationnel	1.1.2. Conforter et pérenniser les itinéraires et sites de pratique d'intérêt départemental

1.1.2.1 PERF - Nombre de sites de pratique d'Activités de pleine nature inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires de Savoie (PDESI)

Période	Nombre
2019	14
2020	14
2021	15
2022	25
2023	25



Depuis 2018, en lien avec l'appel à projets activités de pleine nature qui permet d'améliorer les sites de pratique et développer de nouvelles offres, de nouveaux sites sont régulièrement accompagnés pour intégrer le PDESI (une dizaine de sites par an).

L'inscription au PDESI s'apparente à une forme de labellisation qui garantit la qualité et la pérennité des équipements pour les pratiquants. L'inscription se fait une fois que le site présente toutes les garanties requises et que les préconisations formulées par la CDESI ont été mises en œuvre.
De nombreux sites faisant l'objet de projets pluriannuels sont actuellement en cours de labellisation, ils pourront être inscrits au PDESI une fois l'ensemble des travaux effectués.

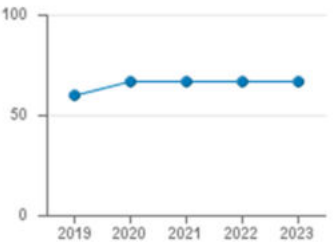

Site d'escalade Villette à Aime


Décollage parapente à Peisey Vallandry

En 2023, plus d'une vingtaine de nouveaux sites sont entrés en démarche d'inscription au PDESI (sites d'escalade de Brison et Moutiers, nombreux sites de vol libre en Tarentaise, Viaferrata de Champagny, itinéraire VTT à Jongieux …).

1.1.2.2 PERF - Pourcentage d'intercommunalités dotées d'un schéma directeur de randonnée

Période	Année
2019	60
2020	67
2021	67
2022	67
2023	67



En 2023, 12 Communautés de communes ou d'agglomération sur 18 sont dotées d'un schéma directeur de randonnée finalisé sur l'ensemble de leur territoire : Cœur de Savoie, Cœur de Chartreuse, Vallées d'Aigueblanche, Cœur de Tarentaise, Porte de Maurienne, Cœur de Maurienne Arvan, Val-Guiers, Grand-Chambéry, Arlysère, Maurienne-Galibier, Haute-Maurienne-Vanoise et Grand-Lac.
Reste principalement le territoire de la Tarentaise où la compétence Randonnée est partiellement prise par certains EPCI et cette démarche peine à avancer.

Ce travail en trois phases (diagnostic, positionnement stratégique, et programmation d'un plan d'action) permet de mettre en cohérence l'offre de sentiers de randonnée sur l'ensemble du territoire intercommunal, améliorant ainsi la qualité de l'offre globale en Savoie. Le taux de couverture du Département par ces schémas est aujourd'hui de 67 %.

Plus généralement, sur la randonnée dans le cadre du collectif balade et randonnée en Savoie Mont Blanc, la mise en œuvre des préconisations issues de l'étude sur les clientèles de randonnée de l'agence Savoie Mont-Blanc se poursuit, notamment :
- Définir une méthodologie permettant de développer et valoriser les itinérances courtes, thématisées et plus adaptées aux néo-pratiquants,
- Mieux valoriser les prestations accompagnées (accompagnateurs en montagne).

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. ☺

« Asseoir le potentiel en activités de découverte et de pleine nature de la Savoie de manière durable et concertée »

En 2023, les actions se sont poursuivies pour conforter l'offre diversifiée en activités de pleine nature des territoires savoyards en adéquation avec le niveau d'exigence des clientèles actuelles.
Une trentaine de projets d'aménagement d'itinéraires de randonnée et de sites d'activités de pleine nature ont ainsi bénéficié d'un accompagnement technique et/ou financier, afin notamment d'améliorer la qualité des équipements et des services sur site. En parallèle, le travail avec les acteurs permet de garantir la pérennité de ces projets et leur bonne intégration avec les autres usages. Il s'agit de pouvoir convaincre davantage de porteurs de projets de s'inscrire dans cette dynamique vertueuse.

La CDESI est aujourd'hui considérée par les territoires et partenaires comme un lieu privilégié de coordination des démarches relatives aux activités de pleine nature et à ce titre joue un rôle de cheffe de file sur certains sujets d'actualité liés notamment aux problématiques de cohabitation des usages et pratiques. La création d'un poste d'animateur de la CDESI pour deux ans répond à ce besoin et permet d'engager et piloter des actions collectives concrètes en réponse aux enjeux des territoires.

FOCUS SUR …

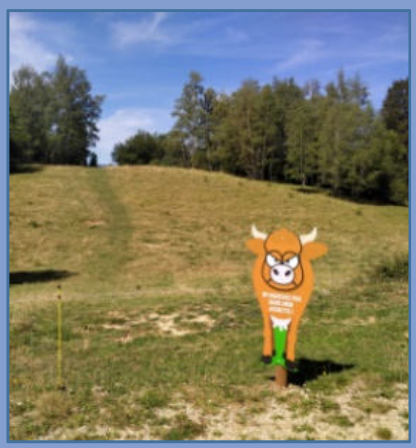
L'EXPERIMENTATION DES NUDGES POUR MIEUX CONCILIER LES USAGES ET LE PARTAGE DE L'ESPACE

Ce nouveau mode de sensibilisation, invitant à modifier en douceur les comportements des usagers, a été expérimenté au cours de l'été 2023 sur plusieurs sites de Grand Chambéry, des Bauges et de Haute-Maurienne-Vanoise.

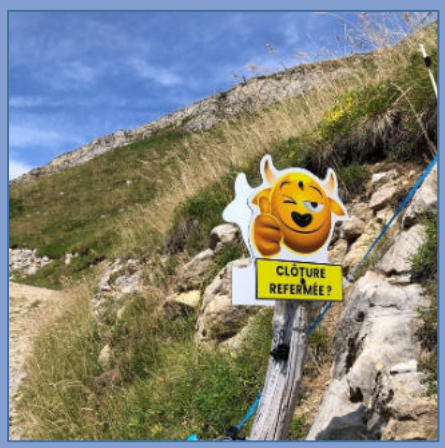
L'objectif est de venir en appui des initiatives de sensibilisation existantes sur trois problématiques majeures : la fermeture des clôtures en zone d'alpage, la baignade interdite ou non appropriée dans les lacs d'altitude et le piétinement des milieux.

La démarche s'est avérée très concluante, comme l'attestent les retours d'enquêtes réalisées auprès des usagers et des acteurs locaux. Les résultats mettent notamment en évidence la dimension pédagogique et esthétique des visuels, qui interpellent positivement les usagers.

Le Département met gracieusement à disposition les maquettes graphiques de ces nudges, encourageant ainsi leur déploiement dès l'été 2024 sur d'autres secteurs qui présentent des problématiques similaires.







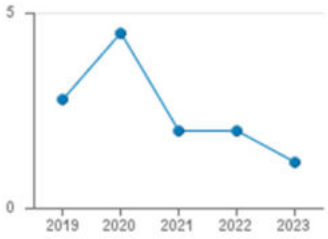
Objectif politique	*1. Conforter l'économie de la Savoie par le renforcement de l'offre de tourisme et de loisirs, en cohérence avec les attentes des clientèles, des habitants et en intégrant l'aléa climatique*
Objectif stratégique	*1.2. Limiter la perte de lits touristiques marchands et les qualifier pour maintenir l'attractivité et l'activité séjours*

Objectif opérationnel	*1.2.1. Accroitre la professionnalisation des hébergeurs et améliorer la qualité des hébergements touristiques marchands*

La qualité de l'hébergement touristique est un point stratégique dans la qualité de l'accueil clients. C'est un point sur lequel les acteurs sur tous les territoires doivent encore travailler. Priorité est donnée aux hébergements accueillant des groupes d'enfants, les refuges, l'hôtellerie de plein air ou familiale qui irriguent tout un écosystème économique.

1.2.1.1 PERF - Ratio entre le nombre de lits accompagnés (aide financière et/ou ingénierie) / Nombre total de lits cibles de la politique départementale

Période	Taux
2019	2,80
2020	4,50
2021	2,00
2022	2,00
2023	1,20



Le dispositif départemental vise à financer **les projets qualitatifs** de modernisation des hébergements marchands comme les villages et centres de vacances, les hôtels, les refuges, les campings, les meublés labellisés.
L'impact annuel de l'intervention du Département sur le volume total de ces lits concernés peut paraitre de fait modéré. Il dépend également de la volonté ou de la capacité des hébergeurs à entreprendre des travaux parfois lourds.
2023 est marquée par une chute des investissements généralisés liée au contexte économique. Une adaptation du dispositif a d'ores et déjà été opérée pour la rénovation des centres de vacances. Toutefois il faut un peu de temps pour que cela se concrétise dans les financements mis en place. Le résultat dépendra aussi et surtout de la capacité d'investissement des opérateurs.

Objectif opérationnel	*1.2.2. Encourager la remise en marché de l'immobilier de loisir en stations de montagne*

La remise en marché de l'immobilier de loisir en stations de montagne demeure un enjeu majeur du territoire, qui a cependant toujours du mal à prendre de l'ampleur, en raison de sa complexité. Ainsi, en 2023, le Département de la Savoie a choisi de continuer à soutenir les politiques menées sur ce sujet par les collectivités de Maurienne dans le cadre du Contrat départemental de Maurienne 2022-2028. Le Département peut soutenir notamment les prestations externes d'accompagnement des politiques propriétaires, ainsi que l'observation du parc d'hébergements, du moment où cette observation s'intègre dans une politique globale. Toutefois, les actions et initiatives demeurent à ce stade insuffisantes pour répondre aux enjeux très importants qui vont se poser à moyen terme dans les stations avec la question de la mise aux normes en matière de performance énergétique des meublés touristiques, des copropriétés et de l'impact en cas de vente de ces biens non rénovés, sur le marché de l'immobilier. Atout France accompagne actuellement 25 stations dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'intérêt sur la rénovation mais il demeure difficile d'en tirer des conclusions reproductibles.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. 😐

« Limiter la perte de lits touristiques marchands
et les qualifier pour maintenir l'attractivité et l'activité séjours »

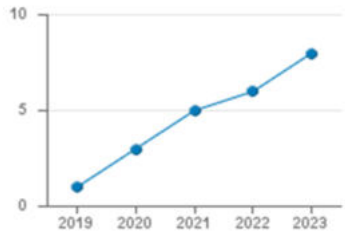
Le Département poursuit son effort pour la montée en qualité des hébergements cibles, vecteur important de l'attractivité de notre territoire. Le contexte économique a provoqué une chute des investissements en 2023 et des sollicitations. Une adaptation du dispositif en faveur des centres de vacances permet désormais d'être plus incitatif. Toutefois, reste à savoir si les maîtres d'ouvrage vont recouvrer leur capacité d'investissements en 2024.

Objectif politique	*1. Conforter l'économie de la Savoie par le renforcement de l'offre de tourisme et de loisirs, en cohérence avec les attentes des clientèles, des habitants et en intégrant l'aléa climatique*
Objectif stratégique	*1.3. Contribuer au renforcement de la destination Savoie Mont-Blanc*

Objectif opérationnel	*1.3.1. Conquérir et fidéliser les clientèles touristiques*

1.3.1.1 ACT - Nombre de stations soutenues à l'appel à projets stations par rapport au nombre de stations moyennes

Période	Nombre
2019	1
2020	3
2021	5
2022	6
2023	8

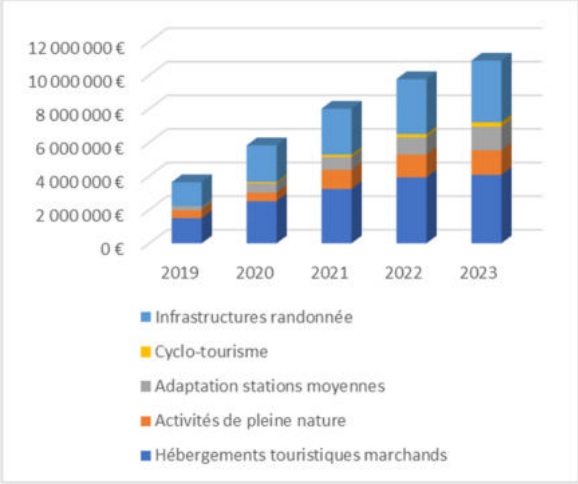




A la suite du lancement de l'appel à projets en 2019, sur les 29 stations éligibles au dispositif, 8 stations ont fait l'objet d'une programmation de subvention : Arêches-Beaufort en 2019, Crest-Voland Cohennoz en 2020, Les Saisies et Valmorel en 2021, La Rosière en 2022 et Aussois et Sainte-Foy-Tarentaise en 2023. Il est à noter en complément que 10 stations ont lancé une étude préalable, financée dans le cadre du dispositif grâce à un partenariat avec la Banque des Territoires. Les actions soutenues concernent prioritairement l'amélioration des mobilités douces, les cheminements piétons et la signalétique. L'ambition initiale de l'appel à projets de faire travailler collectivement les acteurs de la station autour de la notion de parcours client n'ayant pas été atteinte, il a été décidé de clore ce dispositif.

1.3.1.1 PERF - Montant cumulé des subventions attribuées dans le cadre d'Appels à projets Tourisme

Période	Hébergements touristiques marchands	Activités de pleine nature	Adaptation stations moyennes	Cyclo-tourisme	Infrastructures randonnée
2019	1 498 000 €	463 466 €	260 000 €	0 €	1 419 875 €
2020	2 502 000 €	512 532 €	560 000 €	83 000 €	2 170 153 €
2021	3 237 895 €	1 133 520 €	765 000 €	139 500 €	2 733 435 €
2022	3 922 895 €	1 358 644 €	1 026 400 €	184 800 €	3 276 042 €
2023	4 068 895 €	1 468 744 €	1 399 400 €	265 329 €	3 666 101 €



Le déploiement des appels à projets contribue toujours à améliorer la qualité de l'offre proposée par nos territoires, en soutenant le développement de services aux clients. Ainsi, l'offre est mieux adaptée aux attentes actuelles des clientèles, que ce soit en termes d'hébergements touristiques, d'activités de pleine nature, ou encore de mobilités au sein des stations moyennes. Toutefois il est à noter une baisse des sollicitations concernant les hébergements notamment, qui peut s'expliquer par la conjoncture économique et la capacité d'investissements à reconstituer après les années de crise sanitaire.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3. ☺

« Contribuer au renforcement de la destination Savoie Mont-Blanc »

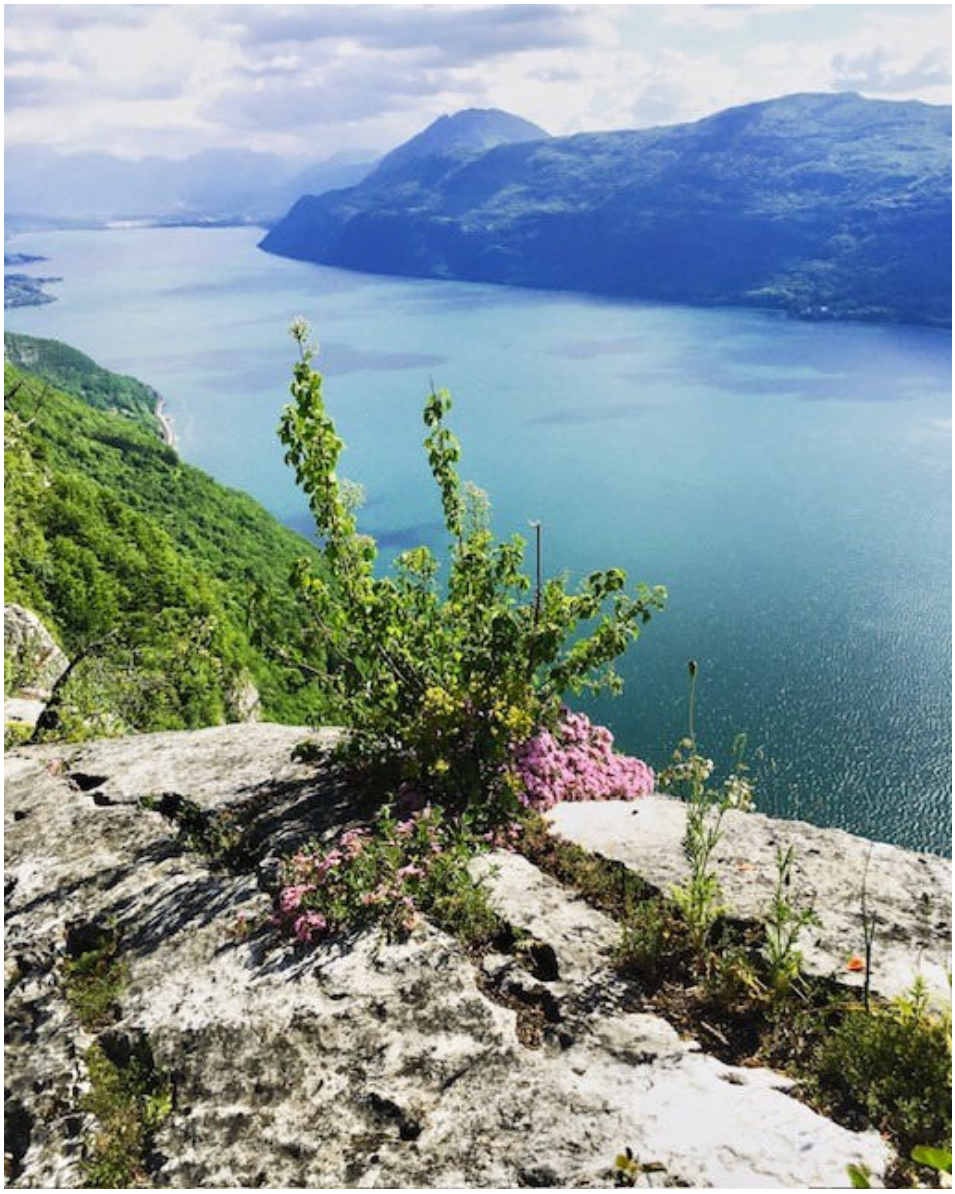
Le déploiement des appels à projets contribue à améliorer la qualité de l'offre d'activités de pleine nature (APN) proposée sur nos territoires. Cette amélioration passe aussi par une meilleure intégration environnementale de ces aménagements, une prise en compte des différents usagers de l'espace renforcée, une offre de meilleure qualité pour le client et une pérennité dans le temps des lieux de pratique.
Ces bonnes pratiques se développent aussi grâce au travail de concertation effectué dans le cadre de la commission départementale des espaces sites et itinéraires, qui réunit tous les acteurs du territoire, les associations de protection de l'environnement, la filière sportive et les acteurs du tourisme.
Par ailleurs, le travail en étroite collaboration entre le Département et l'Agence Savoie Mont-Blanc pour bien articuler promotion et développement touristiques se poursuit et se renforce notamment autour de la filière cyclo-touristique mais également sur la question de la sensibilisation aux bons comportements de nos visiteurs et des pratiquants d'APN originaires de nos territoires.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS ☺

Les années se suivent et se ressemblent. L'hiver 22/23 a été marqué par un enneigement aléatoire, suffisant pour assurer une très bonne fréquentation mais qui montre que le modèle se fragilise, qu'il faut absolument s'adapter et enclencher une réflexion à l'échelle des stations vers une transition et sans doute plus de diversification, et pas seulement dans le domaine du tourisme, des saisons plus étalées et une prise en compte encore renforcée des attentes des habitants dans les projets touristiques.

La démarche « Demain Savoie Mont-Blanc » et son collectif Montagne a contribué à enclencher une réflexion collective à l'échelle de Savoie Mont Blanc. Désormais il convient de voir comment imaginer la suite.

Quoiqu'il en soit, les outils et actions mis en place par le Département, présentés dans ce rapport, contribuent à avancer dans le sens d'un territoire plus résilient. Le rôle du Département sera de convaincre avec persévérance un maximum d'acteurs d'aller dans cette direction.



Lac du Bourget depuis St Germain la Chambotte



Sport

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **3ième commission**

Directions concernées :

- **Pôle Solidarités territoriales – Direction des politiques territoriales**
- **Pôle Aménagement – Maison Technique du Département des deux Lacs**



SOMMAIRE

SYNTHESE 275
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 276
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 278
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 280
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 288

0,52%



Le Département apporte sa contribution aux équipements et événements sportifs, soutient les sportifs de haut niveau et accompagne le réseau des associations sportives savoyardes.

Contexte

La Savoie est un département d'une très grande richesse sportive de par ses atouts géographiques et sa culture intimement liée aux sports de nature (montagne, neige, lac…). Ainsi le département se classe toujours parmi les plus sportifs au niveau national au regard du nombre de licenciés par habitant : 30% de la population. Cette richesse irrigue l'activité associative bénévole et salariée.

Enjeux

- Contribuer à faciliter et à développer les parcours de performance fédéraux.
- Créer un réseau des acteurs du sport en Savoie.
- Favoriser l'accès des jeunes à la pratique sportive et soutenir le développement du mouvement sportif.
- Maintenir un niveau d'investissement public permettant de répondre aux besoins des populations et des collectivités.
- S'investir dans la nouvelle Conférence Régionale du Sport et le Projet Sportif Territorial.

Principales réalisations :

- En lien avec la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Savoie (DSDEN), l'Education Physique et Sportive (EPS) et les 5 plans sports restent les premiers piliers de la politique sportive éducative du Département. Leur mise en œuvre s'appuie sur les collèges qui se sont adaptés depuis la crise sanitaire de 2020.
- En 2023, un 5ème plan sports dédié à la Course d'orientation a été créé. Cette activité est déjà bien présente dans les collèges. Ses objectifs principaux sont d'apporter des services aux enseignants et de permettre une meilleure expérience des élèves.
- En 2023, les étapes 3 et 4 de l'opération « Sur les traces des champions » (SLTDC) ont été mises en œuvre. Elles visent à promouvoir les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, dans le cadre du label « Terre de Jeux 2024 ». De même la base d'aviron a accueilli le Japon en tant que Centre de Préparation aux Jeux.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

3,3 M€ (CA)

8,7 équivalents temps plein (ETP)

12 210 élèves ont participé aux 4 plans sports du Département

60,0% du budget sport consacré au sport éducatif et sport pour tous

72 sportifs de haut niveau accompagnés

1 023 jeunes inscrits dans les différentes sections sportives de Savoie

2 270 bénévoles dans les clubs de haut niveau amateur et les comités départementaux

Perspectives de l'action départementale en quelques mots …

A l'approche des Jeux de Paris, le Département :

- Participe à l'accueil des nations en préparation finale et à la finalisation des actions « Terre de Jeux 2024 », avec notamment les étapes 5 et 6 de la tournée « Sur les Traces des Champions »,
- Prépare la prochaine olympiade d'été 2025/2028,
- Contribue à la candidature des Alpes françaises pour les Jeux olympiques 2030.

Sur le sport éducatif, le Département met en œuvre son nouveau Plan sports (course d'orientation) et fait évoluer son dispositif d'aide aux événements sportifs.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

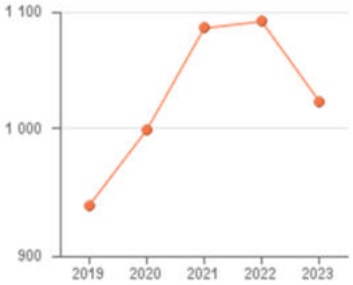
La Savoie est un département d'une très grande richesse sportive par ses atouts géographiques et sa culture liée au monde de la montagne et des sports de nature, dans la lignée des Jeux Olympiques d'Albertville en 1992.
Ainsi, le département se classe parmi les plus sportifs au niveau national au regard du ratio du nombre de licenciés par habitants, les 102 743 licenciés représentant 23% de la population, sachant qu'on estime à un nombre similaire le nombre de pratiquants non licenciés. Peu de départements ont une telle richesse et une telle diversité de disciplines (sports collectifs, outdoor…). Cela se retrouve dans l'activité associative bénévole ou salariée.

Dans ce contexte, la Savoie mène une politique sportive volontariste forte. Celle-ci a pour objectif de contribuer au développement des différentes formes de pratiques sportives (éducatives, loisirs, fédérales) en soutenant les actions sur les territoires. Cela passe par la découverte, l'initiation et l'apprentissage dans le milieu scolaire et associatif, jusqu'au très haut niveau, en passant par la structuration du mouvement sportif au travers des clubs et surtout des comités sportifs départementaux.

L'année 2023 restera marquée par la forte mobilisation du Département dans l'organisation des Championnats du monde de ski alpin à Courchevel-Méribel, en termes financier, technique mais également humain avec 100 agents équipiers de l'événement. Sur le sport éducatif et l'aide à l'EPS, il conviendrait de souligner la formation proposée aux professeurs coordinateurs et aux adjoints gestionnaires, organisées avec les services de la DSDEN. Concernant la base départementale d'aviron, elle poursuit son rôle de Centre de préparation aux Jeux (CPJ) : après un l'accueil de l'équipe de Chine en 2022, c'est l'équipe nationale du Japon qui est venue tester l'équipement dans la perspective des Jeux de Paris 2024.

CONT - Nombre de jeunes dans les différentes sections sportives de Savoie

Période	Nombre
2019	939
2020	999
2021	1 086
2022	1 092
2023	1 023



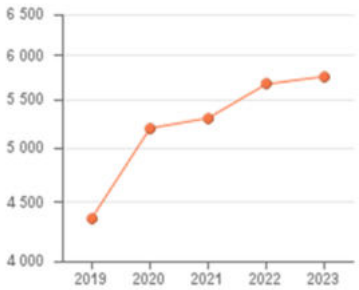
Le Département apporte un soutien aux sections sportives scolaires des collèges de Savoie, levier éducatif proposé aux jeunes savoyards. Ce sont près de 5% des effectifs qui sont concernés.

2023 aura permis d'engager un 22ème soutien de section (hockey-sur-glace au collège Combe de Savoie à Albertville) avant de voir ce chiffre progresser encore en 2024.

Pour plus d'informations, veuillez-vous reporter à la fiche pratique sections sportives[1] en ligne sur notre site internet.

CONT - Nombre de licenciés mineurs dans les clubs de haut niveau[2]

Période	Nombre
2019	4 362
2020	5 203
2021	5 308
2022	5 675
2023	5 761

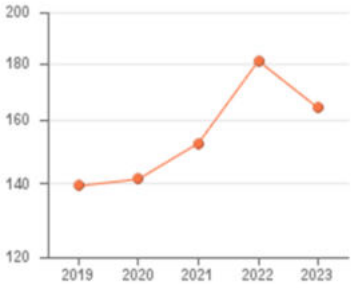


Les évolutions de cet indicateur sont à relativiser, car elles sont notamment fonction du nombre de clubs bénéficiaires (voir le parallèle avec l'indicateur sur le nombre de clubs plus bas) : un club entrant et trois sortants pour cette année.
L'évolution positive souligne le dynamisme des clubs partenaires dans l'accueil des jeunes.

[1] https://www.savoie.fr/web/psw_39649/sections-sportives-scolaires-au-sein-des-colleges
[2] https://www.savoie.fr/web/psw_39467/aide-pour-les-clubs-de-haut-niveau-amateur

CONT - Nombre d'ETP au sein des comités départementaux[3] et des clubs de haut niveau amateur[4]

Période	Nombre
2019	139
2020	141
2021	152
2022	181
2023	164

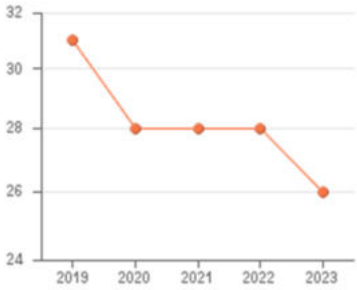


L'emploi sportif est fragile et très sensible aux fluctuations des aides à l'emploi de l'Etat.

Bon nombre d'associations sportives employeuses doivent réfléchir à une mutation de leur fonctionnement pour espérer la pérennisation de leurs emplois.

CONT - Nombre de clubs professionnels et amateurs qui bénéficient du dispositif d'aide aux clubs sportifs de haut niveau amateurs

Période	Nombre
2019	31
2020	28
2021	28
2022	28
2023	26



L'indicateur dépend directement de la capacité des clubs à répondre aux critères du dispositif en fonction de leurs résultats sportifs, tout en sachant aussi que l'Etat resserre les critères du haut niveau.

Il est à noter qu'un club est entré et trois autres sont sortis du dispositif cette année.

[3] https://www.savoie.fr/web/psw_39620/aide-pour-les-comites-departementaux-sportifs
[4] https://www.savoie.fr/web/psw_39467/aide-pour-les-clubs-de-haut-niveau-amateur

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

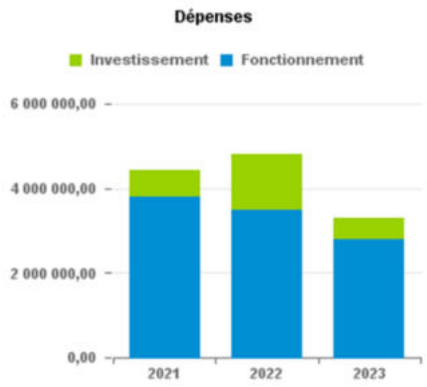
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

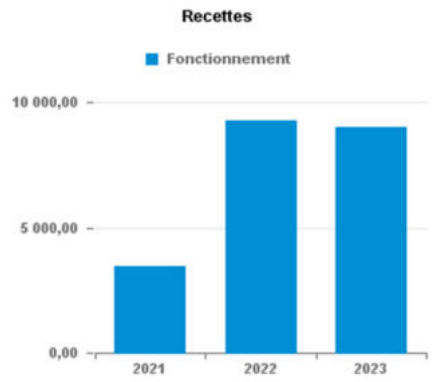
Secteurs budgétaires et non budgétaires de la politique SPORT

SECTEURS BUDGETAIRES
BASE DEPARTEMENTALE D'AVIRON
MOUVEMENT SPORTIF FEDERAL
SPORT EDUCATIF

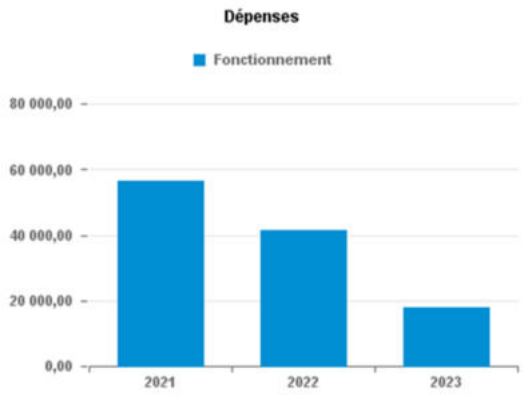
Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 15 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
BASE DEPARTEMENTALE D'AVIRON	20 941,39	29 781,60	30 641,24	39 596,57	29 748,00	56 531,77
MOUVEMENT SPORTIF FEDERAL	2 827 264,69	530 000,00	2 436 800,00	1 125 000,00	1 873 500,00	400 000,00
SPORT EDUCATIF	951 594,01	80 374,60	1 031 410,19	146 270,00	898 019,50	45 150,00
Dépenses par section :	**3 799 800,09**	**640 156,20**	**3 498 851,43**	**1 310 866,57**	**2 801 267,50**	**501 681,77**
	total année : 4 439 956,29		total année : 4 809 718,00		total année : 3 302 949,27	

Recettes Par politique	CA 2021	CA 2022	CA 2023 données au : 15 Février 2024
	Recette Fonctionnement	Recette Fonctionnement	Recette Fonctionnement
BASE DEPARTEMENTALE D'AVIRON	3 472,10	9 258,08	9 024,33
Dépenses par section :	**3 472,10**	**9 258,08**	**9 024,33**





Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021	CA 2022	CA 2023 données au : 15 Février 2024
	Fonctionnement	Fonctionnement	Fonctionnement
PSTD DPT Sports et Jeunesse	**56 250,00**	**41 250,00**	**18 000,00**



Dépenses - Contrats départementaux	CA 2022		CA 2023 données au : 15 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Sports et Jeunesse	0,00	296 000,00	32 000,00	476 456,00
	total année : 296 000		total année : 508 456	



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
S P O R T	MOUVEMENTS SPORTIF FEDERAL	PSTD	DPT	4,1	4,45	4,05
		PAD	MTD	0,1	0,1	0,1
	Sous-total du secteur			4,2	4,55	4,15
	SPORT EDUCATIF	PSTD	DPT	4,03	4,3	4,55
	Sous-total du secteur			4,03	4,3	4,55
TOTAL tous effectifs pour la politique				8,23	8,85	8,7

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) : ☺

Après plusieurs années d'optimisation des moyens financiers et humains, l'intervention sur la politique sportive est maintenant à un bon équilibre entre l'engagement de moyens et les leviers d'aides, mais aussi entre le sport éducatif, le sport pour tous et le sport de haut niveau. L'enveloppe globale reste soumise aux fluctuations nécessaires selon les années liées à de très grands évènements, notamment les championnats du monde, mais également à des projets d'équipements sportifs structurants en investissement.
Ainsi, il est à noter, suite à la création en 2019 d'un nouveau dispositif d'aide aux collectivités propriétaires d'équipements sportifs utilisés par les collèges publics, que le Département a poursuivi son accompagnement en votant un budget de 1 000 000 € par an en moyenne (rattachés à la politique Education).

Au niveau des moyens humains, il est important de mentionner que, pour faire vivre le label « Terre de Jeux 2024 », un poste de chargé de mission dédié de 2 ans a été créé dans le service des sports en juillet 2022 (sous format contrat de projet).
Par ailleurs, le personnel de la base d'aviron (4 ETP auxquels s'ajoutent les renforts de la Maison Technique des 2 lacs et du Service de Maintenance du Matériel Routier) est intégré au sein du mouvement sportif (régate, accueil de stages internationaux) et du sport éducatif (plan nautique, Rame en 5ème…).

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

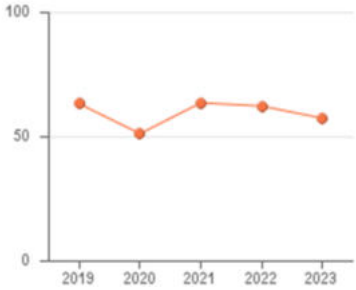
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Contribuer au développement des différentes formes de pratiques sportives (fédérales, éducatives, loisirs) en valorisant les territoires	1.1. Favoriser la découverte et l'apprentissage de la natation et des activités physiques et sportives de pleine nature dans la scolarité des jeunes, et particulièrement des collégiens	1.1.1. Donner les moyens aux collèges de mettre en œuvre le programme d'éducation physique et sportive en étant aussi facilitateur, organisateur, et mobilisateur des acteurs du territoire
		1.1.2. Permettre aux collégiens savoyards de pratiquer un plan dans leur scolarité
	1.2. Favoriser le perfectionnement sportif en soutenant le développement du mouvement fédéral	1.2.1. Favoriser au sein de la vie associative la formation de jeunes sportifs de bon niveau et de futurs éducateurs, arbitres et officiels ou dirigeants
		1.2.2. Permettre aux jeunes de Savoie de mener un double projet sports et formation pour leur faciliter un accès au sport de haut niveau
		1.2.3. Contribuer à développer les compétences au sein du tissu sportif savoyard permettant l'accès des sportifs savoyards au haut niveau
	1.3. Maintenir un niveau d'investissement public permettant de répondre aux besoins des populations et des collectivités	1.3.1. Favoriser les projets de création et de rénovation d'équipements sportifs des collectivités pour notamment assurer la compétence obligatoire EPS
	1.4. Affirmer le positionnement privilégié de la base départementale d'aviron en tant qu'acteur majeur de son territoire comme vitrine sportive, par son action auprès des scolaires et des jeunes et ses partenariats dans les projets locaux	1.4.1. Optimiser le fonctionnement de la base d'aviron comme lieu reconnu de pratique sportive en milieu naturel par rapport aux 120 jours autorisés par le Règlement du Lac
		1.4.2. Développer la pratique éducative de l'aviron dans le cadre scolaire pour encourager la découverte des lacs de Savoie Mont Blanc
		1.4.3. Faire reconnaître la base d'aviron comme acteur incontournable dans les partenariats territoriaux, au profit du développement local

Objectif politique	*1. Contribuer au développement des différentes formes de pratiques sportives (fédérales, éducatives, loisirs) en valorisant les territoires*
Objectif stratégique	*1.1. Favoriser la découverte et l'apprentissage de la natation et des activités physiques et sportives de pleine nature dans la scolarité des jeunes, et particulièrement des collégiens*

Objectif opérationnel	*1.1.1. Donner les moyens aux collèges de mettre en œuvre le programme d'éducation physique et sportive en étant aussi facilitateur, organisateur, et mobilisateur des acteurs du territoire*

1.1.1.1 PERF – Part du forfait Education Physique et Sportive (EPS) consacré à la natation et au ski

Période	Taux
2019	63,30
2020	51,30
2021	63,70
2022	62,40
2023	57,50

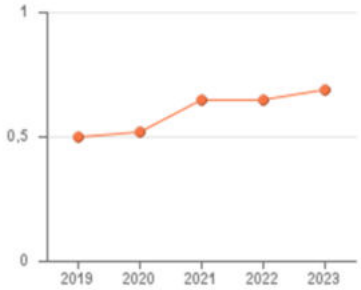




Cela renvoie d'une part à l'obligation du savoir-nager (dont des actions particulières sont mises en place avec la Direction des services départementaux de l'Education nationale pour améliorer le taux de réussite des élèves) et relève donc d'une question de sécurité, et d'autre part de participer à l'appropriation d'une « culture montagne » des jeunes savoyards ; ce qui se caractérise en 2023 par une fréquentation toujours aussi forte pour le Plan Ski Jeunes nordique et le Plan Montagne notamment.

1.1.1.2 PERF - Ratio nombre de sections/nombre de collèges en Savoie comparé au même ratio au niveau de l'académie

Période	Taux
2019	0,50
2020	0,52
2021	0,65
2022	0,65
2023	0,69



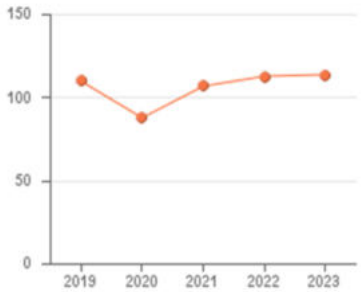
Le nombre de sections sportives[5] continue à progresser (32 en collèges, dont 28 soutenues par le Département). Le ratio nombre de sections/nombre de collèges est supérieur à la moyenne académique, montrant ainsi un réel dynamisme des établissements savoyards.
On peut noter qu'une augmentation forte des sections (de 24 en 2020 à 30) s'explique par le fait que pour le ski, l'Education nationale décompte maintenant pour 1 collège 1 Section sportive scolaire + 1 Section d'excellence scolaire.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Permettre aux collégiens savoyards de pratiquer un plan dans leur scolarité*

Les Plans sports constituent une offre pédagogique particulière proposée par le Département de la Savoie, basés sur la participation volontaire de chaque collège. Tous les collégiens de Savoie à quelques exceptions près (une trentaine d'élèves d'un collège confessionnel) participent au moins à un plan durant leurs années collèges.

1.1.2.1 PERF – Nombre cumulé de plans sports réalisés par les collèges savoyards (0, 1, 2, 3 ou 4)

Période	Nombre
2019	110
2020	88
2021	107
2022	113
2023	114

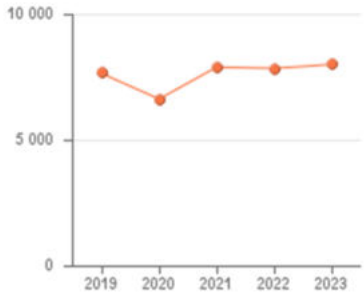


L'inscription des collèges aux 4 plans sports se réalise de manière volontaire et individualisée. Le taux important de participation montre l'adhésion des établissements à ces initiatives pédagogiques.
La courbe continue à remonter, les effets de la crise sanitaire s'estompent.
Le Plan montagne[6] poursuit son développement et bat de nouveau son record de fréquentation en 2023. Il permet aujourd'hui à 1 élève sur 2 entrant en 6ème de vivre un séjour d'intégration avec nuitée en refuge.

[5] https://www.savoie.fr/web/psw_39649/sections-sportives-scolaires-au-sein-des-colleges
[6] https://www.savoie.fr/web/psw_39682/le-plan-montagne-pour-les-collegiens

1.1.2.2 PERF - Nombre d'élèves ayant participé à un plan ski en cumulé (double compte)

Période	Année
2019	7 670
2020	6 650
2021	7 913
2022	7 870
2023	8 020



Ce nombre d'élèves est stable depuis 2021, les effets de l'épidémie COVID-19 s'étant maintenant estompés.
La fréquentation en 2023 aurait pu être un peu plus importante, mais les cycles de certaines classes ont été annulés, aussi bien en alpin qu'en nordique, en raison d'un enneigement capricieux durant la saison hivernale.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. ☺

« Favoriser la découverte et l'apprentissage de la natation et des activités physiques et sportives de pleine nature dans la scolarité des jeunes, et particulièrement des collégiens »

L'objectif fixé est atteint. En se dotant de dispositifs puissants et volontaristes, le Département permet aux collégiens de découvrir de nombreux sports de nature en lien avec le territoire : bien évidement les skis alpin et nordique, la randonnée (plan montagne), les activités nautiques (plan nautique et subvention EPS) mais également la course d'orientation, l'escalade… (subvention EPS).
Ceci est rendu possible par un partenariat important avec l'Education nationale (Direction des services départementaux de l'Education nationale – DSDEN) mais également par les réseaux des professionnels de la montagne et des sports de nature et par leurs membres.

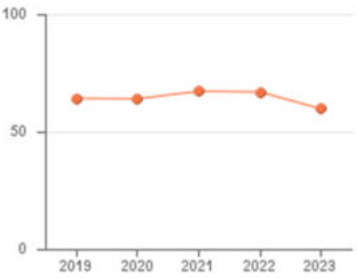


Objectif politique	*1. Contribuer au développement des différentes formes de pratiques sportives (fédérales, éducatives, loisirs) en valorisant les territoires*
Objectif stratégique	*1.2. Favoriser le perfectionnement sportif en soutenant le développement du mouvement fédéral*

Objectif opérationnel	*1.2.1. Favoriser au sein de la vie associative la formation de jeunes sportifs de bon niveau et de futurs éducateurs, arbitres et officiels ou dirigeants*

1.2.1.1 PERF - Part du sport éducatif et du sport pour tous dans le soutien financier apporté par le Département au monde associatif savoyard

Période	Taux
2019	64,50
2020	64,30
2021	67,50
2022	67,20
2023	60,00

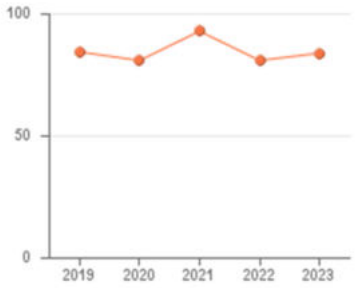


L'équilibre des interventions entre sport pour tous/sport éducatif et sport de haut niveau constitue l'un des fondements de la politique départementale en faveur du sport.
Ces trois approches du sport sont complémentaires et interagissent entre elles. Le taux proche des 2/3 correspond à la valeur cible souhaitée par la collectivité.
La baisse du taux s'explique par un complément de subvention à la reconstruction du Chambéry Savoie Stadium de 1M€, fléché sur le sport haut niveau.

Objectif opérationnel	*1.2.2. Permettre aux jeunes de Savoie de mener un double projet sports et formation pour leur faciliter un accès au sport de haut niveau*

1.2.2.1 PERF - Taux d'athlètes de catégories relèves ou espoirs soutenus au regard du nombre total d'athlètes de haut niveau soutenus (catégories relève, espoir, sénior et élite)

Période	Taux
2019	84,50
2020	81,00
2021	93,00
2022	81,00
2023	84,00

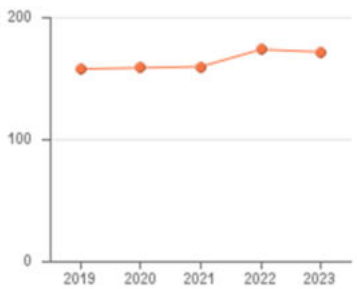


Cet objectif renvoie directement à la priorité départementale de soutenir les jeunes. L'aide est donc fléchée principalement sur des sportifs de haut niveau[7] en construction et en devenir plutôt que sur des sportifs matures qui, le plus souvent, peuvent bénéficier d'autres partenaires, en premier lieu leurs fédérations.

Objectif opérationnel	*1.2.3. Contribuer à développer les compétences au sein du tissu sportif savoyard permettant l'accès des sportifs savoyards au haut niveau*

1.2.3.1 PERF - Nombre de sportifs de haut niveau en Savoie

Période	Nombre
2019	158
2020	159
2021	160
2022	174
2023	172



Pour information on compte en moyenne en France, 8 sportifs de haut niveau pour 100 000 personnes, alors qu'en Savoie, on en dénombre 40 sportifs de haut niveau pour 100 000 habitants.

[7] https://www.savoie.fr/web/psw_39486/aide-aux-sportifs-de-haut-niveau

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Favoriser le perfectionnement sportif en soutenant le développement du mouvement fédéral »

L'objectif est complétement atteint.
Sur l'olympiade 2021/2024, le niveau d'intervention du Département reste élevé, prioritairement sur des actions d'animation auprès des jeunes et de structuration du tissu associatif.
Le niveau sportif des athlètes et des clubs reste également élevé et souligne le savoir-faire et l'excellence des acteurs départementaux. Pour illustrer, plusieurs athlètes savoyards sont en course pour se qualifier pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

FOCUS SUR …

LA COURSE D'ORIENTATION : UN 5ème PLAN SPORTS

Le territoire savoyard se prête à la pratique de la course d'orientation (CO), comme l'ont montré les Championnats du monde de CO 2011 organisés dans les Bauges (plateau Savoie Grand Revard) mais également dans les villes d'Aix-les-Bains et de Chambéry.

La Course d'orientation revêt bien des atouts dans le champ scolaire, dont celui de permettre de découvrir le territoire. Sa pratique peut se réaliser aux abords des collèges, limitant ainsi les transports. Dans ce cadre, une action « carto scolaire » a été mise en place dès 2006 avec le Comité départemental de course d'orientation (CDCO), soutenu par le Département, ce qui a permis à ce jour l'édition d'une centaine de cartes scolaires.

Un groupe de travail s'est constitué en 2022, composé de représentants des services départementaux (SSJ), de la DSDEN, du comité départemental de course d'orientation et du SNEP (syndicat de professeurs d'EPS). Il ressort de ce groupe de travail un état des lieux de la pratique de la course d'orientation et des propositions d'intervention.

L'état des lieux a été réalisé via un questionnaire adressé à tous les collèges de Savoie. Le taux de réponse excellent (42 retours exploitables) montre le grand intérêt des établissements pour cette pratique. L'analyse de cette enquête permet de mettre en lumière une pratique importante en collège (41 des 46 établissements la proposent aux élèves). Elle permet également l'identification de freins à lever et de besoins exprimés pour améliorer la pratique. Cela rejoint le diagnostic réalisé au démarrage du plan ski jeunes nordique : la pratique étant déjà forte, l'objectif sera davantage de la qualifier.

Sur la base des propositions du groupe de travail, l'Assemblée départementale a voté la création du Plan sports Course d'orientation lors de sa séance du 16 juin 2023. Le dispositif se déploie de cette manière :

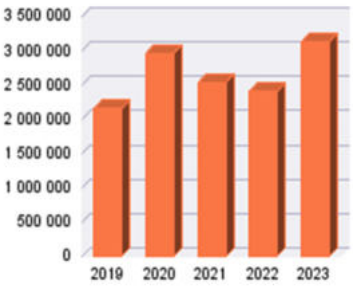
- Création et mise à disposition d'outils et matériels à proposer aux enseignants : Mise à jour des cartes scolaires existantes et création de nouvelles, mise à disposition de matériels pédagogiques, réalisation de fiches pédagogiques et de tutoriels en partenariat avec le CDCO et la DSDEN.
- Création d'une plateforme de course d'orientation scolaire à destination des professeurs : effective depuis octobre 2023, elle est au centre du dispositif.
- Création de parcours permanents scolaires. Pour mémoire, la base départementale d'aviron est déjà dotée d'un parcours permanent.

Objectif politique	*1. Contribuer au développement des différentes formes de pratiques sportives (fédérales, éducatives, loisirs) en valorisant les territoires*
Objectif stratégique	*1.3. Maintenir un niveau d'investissement public permettant de répondre aux besoins des populations et des collectivités*

Objectif opérationnel	*1.3.1. Favoriser les projets de création et de rénovation d'équipements sportifs des collectivités pour notamment assurer la compétence obligatoire EPS*

1.3.1.1 ACT - Equipements sportifs : montant des subventions accordées

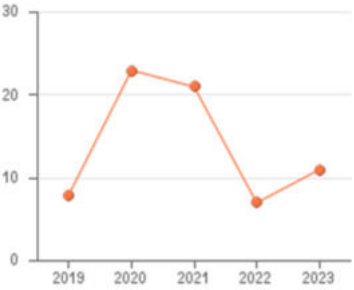
Période	Euros
2019	2 144 316
2020	2 950 000
2021	2 514 366
2022	2 388 871
2023	3 107 000



L'Assemblée départementale a créé en 2019 un nouveau dispositif d'aide aux équipements sportifs utilisés par les collèges (ESUC). Le Département a voté 9M€ de crédits depuis 2019 pour répondre à sa compétence « collèges » et augmenter de manière considérable sa capacité d'intervention.

1.3.1.1 PERF - Nombre de collèges publics bénéficiaires du dispositif d'aide aux équipements sportifs utilisés en EPS

Période	Nombre
2019	8
2020	23
2021	21
2022	7
2023	11



En 2023, le dispositif AESUCP a ainsi permis de garantir directement à 11 collèges publics l'accès aux équipements sportifs à titre gratuit, tout en soutenant des projets de constructions neuves et de rénovations d'équipements existants.

Les chiffres particulièrement élevés en 2020-21 s'expliquent par la réalisation ces années-là d'un projet sur une piscine chambérienne, qui a permis de toucher l'activité de 15 collèges utilisateurs.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3. ☺

« Maintenir un niveau d'investissement public permettant de répondre aux besoins des populations et des collectivités »

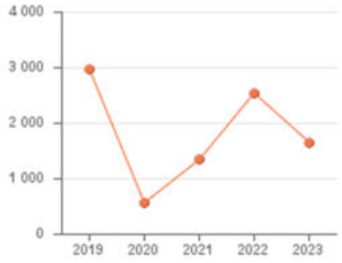
Le soutien du Département est particulièrement significatif en matière d'amélioration et de création de nouveaux équipements sportifs pour la population. Il joue ainsi son rôle en matière de solidarité territoriale pour accompagner les territoires dans le renforcement de leurs services au public.
Le dispositif d'aide aux équipements sportifs utilisés par les collèges vient muscler considérablement la capacité d'intervention de la collectivité dans ce domaine.

Objectif politique	*1. Contribuer au développement des différentes formes de pratiques sportives (fédérales, éducatives, loisirs) en valorisant les territoires*
Objectif stratégique	*1.4. Affirmer le positionnement privilégié de la base départementale d'aviron en tant qu'acteur majeur de son territoire comme vitrine sportive, par son action auprès des scolaires et des jeunes et ses partenariats dans les projets locaux*

Objectif opérationnel	*1.4.1. Optimiser le fonctionnement de la base d'aviron comme lieu reconnu de pratique sportive en milieu naturel, par rapport aux 120 jours autorisés par le Règlement du Lac*

1.4.1.1 ACT - Nombre de journées / licenciés (hors régates et club local)

Période	Nombre
2019	2975
2020	567
2021	1345
2022	2545
2023	1660

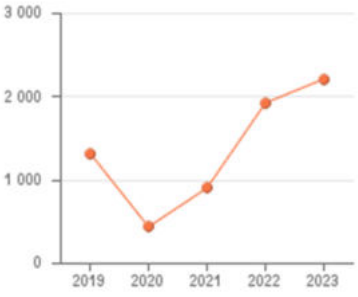


L'année 2023 s'est illustrée par le retour à une fréquentation proche de l'année 2021.
Avec 1660 journées/licenciés représentant 60 jours mutualisés, les chiffres sont revenus à une stabilité de fonctionnement avec une légère baisse depuis 2022, qui s'explique par un accueil international moins important en nombre d'athlètes (34 jours avec une moyenne de 13 athlètes reçus contre 55 athlètes avec la Chine en 2022).
Le label « Terre de jeux » depuis 2019 et le positionnement de la base comme « Centre de Préparation aux jeux » a permis l'accueil de l'équipe nationale du Japon.
En 2024 année des Jeux, la base départementale accueillera de nouveau le Japon de mai à juillet ainsi que la Grèce de juin à juillet pour leurs stages terminaux avant la compétition.

Objectif opérationnel	*1.4.2. Développer la pratique éducative de l'aviron dans le cadre scolaire pour encourager la découverte des lacs de Savoie Mont Blanc*

1.4.2.1 ACT - Nombre d'élèves différents concernés par une action aviron

Période	Nombre
2019	1 324
2020	440
2021	906
2022	1 927
2023	2 215



4 actions caractérisent la progression de l'activité scolaire : les cycles EPS ; les Plans Nautiques ; les journées découverte et l'opération « Rame en 5ème ».

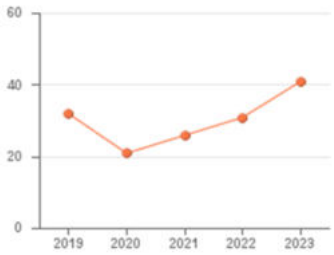
2368 initiations d'élèves issus de 5 établissements (24 classes) ont eu lieu lors des cycles EPS. Ce chiffre traduit toujours une dynamique phare envers les scolaires et témoigne de la vitalité de cet axe de développement en direction des collégiens savoyards.
En parallèle, 4 opérations découvertes représentant 386 initiations pour les collégiens se sont déroulées. Une occasion pour eux de découvrir les sports nature par le parcours d'orientation présent également sur le site, mais aussi être acteurs de transversalité avec l'unité jeunesse sur la journée « Observatoire jeunesse » à Aix-les-Bains.

Depuis2016, le Département coordonne toujours l'opération et la finale de « Rame en 5ème » qui ne cesse de progresser. En 2023, 19 collèges, représentés par 1815 élèves de 5ème, se sont montrés intéressés par ce dispositif. La Base d'aviron est également intervenue dans 6 collèges (684 élèves) éloignés des clubs.

Objectif opérationnel	1.4.3. Faire reconnaître la base d'aviron comme acteur incontournable dans les partenariats territoriaux, au profit du développement local

1.4.3.1 ACT - Nombre d'actions partenariales réalisées

Période	Nombre
2019	32
2020	21
2021	26
2022	31
2023	41



Ces actions s'articulent autour de 3 axes :

- L'accueil de manifestations sportives ou culturelles dont le centre opérationnel est la Base d'aviron : 9 en 2023 (ex : Journée trail de la CCLA le 29 avril),
- Les découvertes de l'aviron pour des groupes associatifs en lien partenarial avec le département (41 actions),
- Une vingtaine de groupes de travail du Département en transversalité, sans activité aviron.

Au total ce sont 70 opérations qui ont eu lieu en 2023.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.4. ☺

« Affirmer le positionnement privilégié de la base départementale d'aviron en tant qu'acteur majeur de son territoire comme vitrine sportive, par son action auprès des scolaires et des jeunes et ses partenariats dans les projets locaux »

La base départementale d'aviron a continué et confirmé le développement de ses actions. Au-delà de la dynamique autour des 3 axes recherchés, elle génère pour le territoire un certain nombre de nuitées hors période estivale (près de 3000).
La représentation de l'Avant-Pays-Savoyard et de la Savoie des lacs au travers de cette structure se confirme d'année en année.
Concernant le volet sportif grâce au label « Centre de Préparation aux Jeux » après la Chine, le Japon est venu préparer ses échéances internationales. Sur le plan éducatif, l'accueil des collégiens en 2023 reste une action majeure.



4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS ☺

Le niveau des crédits affectés aux sports reste haut, dynamisé par certains projets structurants à l'échelle savoyarde, comme par exemple le Chambéry Savoie Stadium et le Centre nordique, éducatif et sportif à La Féclaz. Concernant les aides à l'investissement toujours, la mise en œuvre des Contrats départementaux, qui possèdent une fiche action « sports », permet à la collectivité de mobiliser de nouveaux leviers d'intervention en faveur des collectivités ou d'associations sportives partenaires du Département. Ils viennent compléter les aides d'équipements sportifs ESUC d'un montant global de 1,5M€ en 2023.

Concernant le sport éducatif, l'ambition reste la stabilisation/sécurisation des plans sports impactés par des contraintes réglementaires (PSJ alpin) mais aussi par l'inflation et des coûts qui ont fortement augmenté depuis deux ans. Le dernier né des plans sports, le Plan Course d'orientation, se déploie et se développe sur l'ensemble du territoire avec les collèges de Savoie.

Le Département reste tourné vers les grands événements sportifs, en 2023 les championnats du monde de ski alpin Courchevel/Méribel et les Mondiaux de vol libre en Cœur de Savoie qui ont montré leur réussite. L'année 2024 est olympique et la Savoie participera pleinement à ce temps fort. Ainsi, la base départementale d'aviron y contribue déjà à sa manière comme site d'entraînement des stages terminaux de deux nations. Après cet évènement majeur où l'on espère la participation et la réussite de sportifs savoyards, il s'agira de renouveler les partenariats avec les acteurs sportifs sur la future olympiade 2025/2028. Enfin, avec la candidature des Alpes du Nord pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030, la Savoie pourrait s'engager dans une nouvelle phase de sa stratégie d'accueil. Dans ce cadre, le label « Terre de Jeux 2024 » prend une couleur particulière.





Culture

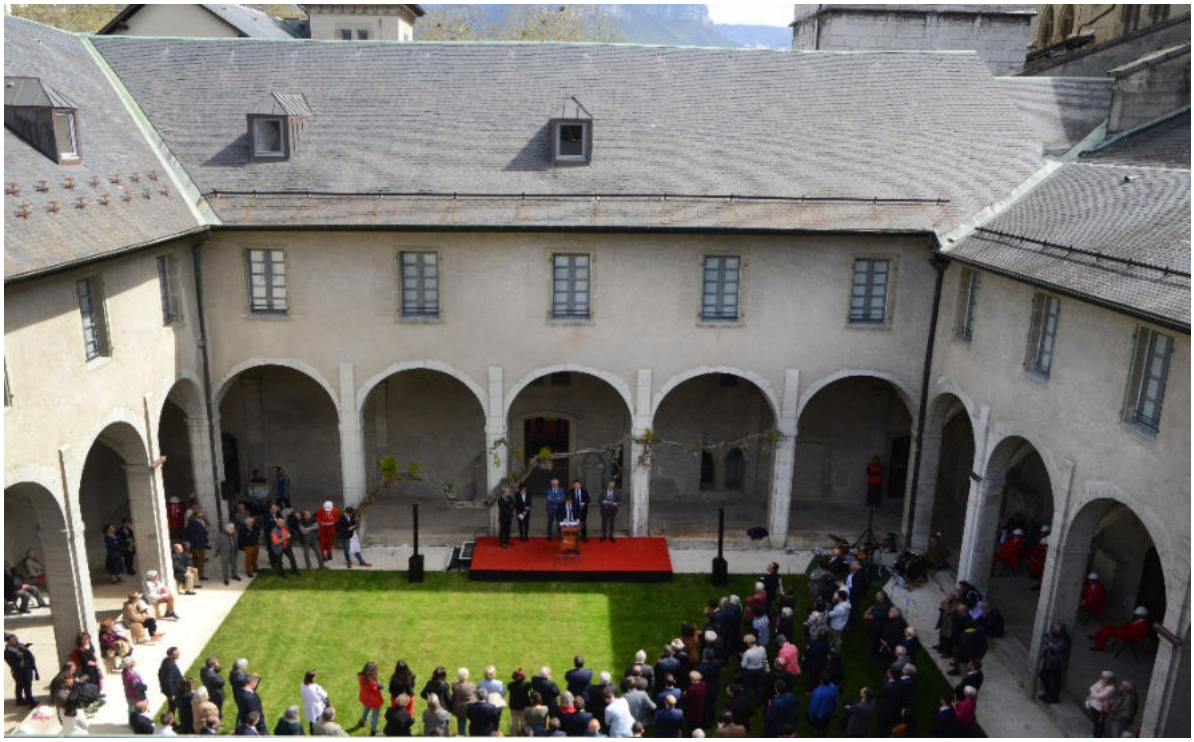
RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **3ème commission**

Directions concernées :

- **Pôle Solidarités territoriales – Direction du développement artistique et culturel**
- **Pôle Solidarités territoriales – Direction des archives, du patrimoine et des musées**
- **Pôle Solidarités territoriales – Direction de la lecture publique – Savoie-biblio**



Inauguration du Musée Savoisien le 27 avril 2023
(Crédit photo : Musée Savoisien, S. Paul)

SOMMAIRE

SYNTHESE 291
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 292
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 293
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 299
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 3167

1,86%



Le Département favorise l'accès de tous les Savoyards aux arts et à la culture. Cette politique volontariste passe aussi par l'inventaire, la préservation et la mise en valeur des œuvres, du patrimoine et des archives.

Contexte

La Direction du développement artistique et culturel agit pour que les Savoyards aient accès à une offre culturelle adaptée à leurs besoins et à leurs envies. Elle soutient les professionnels de la culture pour accompagner le dynamisme culturel.

Après l'ouverture du Musée Savoisien, deux chantiers majeurs vont marquer les années à venir : la construction du centre de conservation des collections et le projet de bâtiment des Archives départementales. Il s'agit aujourd'hui de toujours mieux conserver et mettre en valeur le patrimoine culturel du département, avec davantage de transversalité entre Archives, patrimoine et Musée Savoisien mais aussi en développant le lien avec le territoire et tous les acteurs de terrain.

Savoie et Haute-Savoie Biblio propose son appui à 164 communes et groupements de communes du territoire savoyard, pour la création et le fonctionnement de leurs bibliothèques et de leurs réseaux de bibliothèques.



Le public découvre le nouveau Musée Savoisien, le 27 avril 2023
Crédits photo : Musée Savoisien, S. Paul

Principales réalisations

- Adoption à l'unanimité du schéma départemental unique de développement artistique et culturel 2023-28 le 16 juin 2023
- Edition anniversaire des Estivales en Savoie : le festival a fêté ses 20 ans avec une soirée d'ouverture exceptionnelle mêlant cirque et patrimoine.
- Travaux au Centre artistique départemental pour améliorer la performance énergétique de l'éclairage scénique
- Lancement de la nouvelle exposition itinérante *Graines rebelles* en janvier 2023.
- Avril 2023 : inauguration et ouverture au public du nouveau Musée Savoisien, qui a reçu 53 205 visiteurs sur l'année
- Présentation à la Grange batelière de l'abbaye d'Hautecombe de la nouvelle exposition estivale « Déplacer les bornes – Histoires de frontières en Savoie », qui a reçu plus de 22 000 visiteurs
- Aux Archives départementales, arrivée des archives historiques du Centre hospitalier spécialisé de Bassens, couvrant la période 1826-2019, pour un volume de 206 mètres linéaires.
- Ouverture sans conditions à tous les habitants de Savoie et Haute-Savoie du portail de ressources numériques e-medi@s, et augmentation significative du nombre de ressources (de 4 à 12).

Enjeux

- Adapter l'offre de service en direction des publics et des partenaires en fonction de l'évolution de l'organisation territoriale.
- Sauvegarder et valoriser le patrimoine historique de la Savoie.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

11,84 M€ (CA)

91,69 équivalents temps plein (ETP)

147 817 visiteurs au Musée Savoisien, à la Grange batelière et au Château des ducs de Savoie

19 millions de pages consultées sur le site Internet des Archives départementales

7 664 inscriptions dans les établissements d'enseignements artistiques (5 491 enfants-adolescents / 2173 adultes)

10 459 collégiens touchés par une action d'éducation artistique et culturelle



5 319 familles se sont vu remettre gratuitement l'album « Une toute petite goutte de pluie » pour leur enfant né ou adopté en 2022, dans le cadre de l'opération *Premières Pages en Savoie*

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

A l'issue de l'adoption du schéma unique de développement artistique et culturel 2023-28, la Direction du développement artistique et culturel s'apprête à adapter les critères d'aides aux nouveaux enjeux et à organiser des réunions participatives dans les territoires pour impulser la phase de mise en œuvre.
Dans le domaine patrimonial, après l'ouverture du Musée Savoisien en avril 2023, la priorité va à plusieurs projets structurants : la préparation de l'emménagement des collections du Musée dans le futur Centre de conservation, le lancement d'un cycle de travaux au Château des ducs, pour accueillir mieux et davantage les publics, l'étude de faisabilité pour déterminer l'avenir du bâtiment des Archives départementales.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Direction des archives, du Patrimoine et des Musées (DAPM)

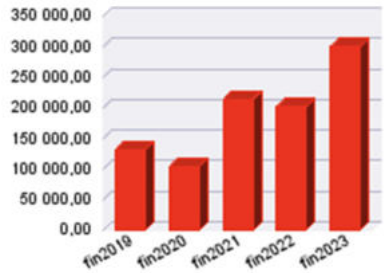
L'année 2023 est une année marquante pour la fréquentation des publics dans les lieux patrimoniaux gérés par le Département, avec 147 817 visiteurs au total. La réouverture du Musée Savoisien a constitué un vrai succès, associant partenaires, collectivités et acteurs culturels du territoire, et les publics sont au rendez-vous, tant pour les visites libres que pour les activités de médiation ou les spectacles.

Le service de Conservation départementale du patrimoine a mené à bien la réalisation de la nouvelle exposition *Déplacer les bornes*, présentée à la Grange batelière de l'Abbaye de Hautecombe pour l'été, tout en montant les dossiers de candidature pour les projets européens SavoiaExperience et DigitAlps Museum, tous deux sélectionnés à l'automne 2023 dans la programmation Alcotra.

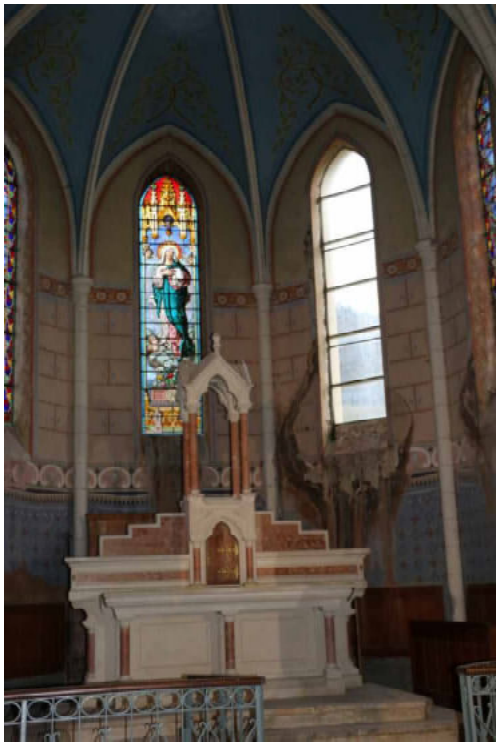
Aux Archives départementales, la montée en compétences de l'équipe continue à produire ses fruits, avec une reprise notable de la production d'inventaires, qui permettent d'ouvrir de nouveaux fonds d'archives à la consultation, une montée en puissance de l'aide aux communes pour l'inventaire et la mise en valeur de leurs archives, et le lancement d'un chantier de requalification des données et images diffusées en ligne.

CONT - Crédits FDEC affectés à des opérations de sauvegarde du Patrimoine Rural Non Protégé (PRNP)

Période	Euros
fin2019	130 130
fin2020	102 428
fin2021	212 273
fin2022	200 338
fin2023	298 068



En 2023, les investissements des collectivités pour la sauvegarde du bâti d'intérêt patrimonial sont montés à un niveau remarquable, avec principalement des opérations majeures sur des édifices religieux (églises, chapelles).





La restauration de l'église de La Bauche, soutenue par le dispositif du PRNP, s'est déroulée sur plusieurs années et terminée par la restauration des vitraux du chœur. (Crédits : Mairie de La Bauche)

Direction du Développement Artistique et Culturel (DDAC)

Le Département a été accompagné par le cabinet ENEIS en 2022, pour mener une concertation avec les acteurs culturels et sur les territoires. L'objectif était de réaliser un diagnostic de l'action culturelle du Département et de définir de nouvelles orientations. Les préconisations issues de l'état des lieux départemental, des entretiens individuels, des enquêtes en ligne et des groupes de travail thématiques et territoriaux ont nourri le schéma départemental unique de développement artistique et culturel, adopté à l'unanimité par l'Assemblée départementale le 16 juin 2023.

Les 3 ambitions de ce schéma sont de :

- Tisser du lien entre les habitants, les territoires et les artistes,
- Accompagner des politiques culturelles pour et avec les habitants
- Construire une nouvelle relation entre le Département et les territoires.



Chœur de collégiens sur la scène des Estivales en Savoie, 30 juin 2023 ; Crédit Département de la Savoie / Caroline Moureaux

L'année 2023 a été marquée par les 20 ans des Estivales en Savoie. Depuis 2003, le festival a grandi, tout en conservant son ADN : rendre la culture accessible à tous les Savoyards, dans toute sa diversité en proposant des spectacles gratuits et une programmation éclectique. Pour cette édition anniversaire, le Département a souhaité que le festival soit le reflet de la politique culturelle départementale et donne ainsi la parole aux pratiques amateurs et aux jeunes. Des partenariats ont été noués avec Arc-en-Cirque, la Fédération musicale de Savoie, l'APEJS et Deva, école de musiques actuelles, pour l'organisation de trois surprises artistiques dans les rues de Chambéry. 30 élèves du collège de Boigne, à La Motte-Servolex, se sont produits sur la scène des Estivales le 30 juin à l'occasion de la représentation *Carmen, étrangère familière*.

Parallèlement, la Direction du développement artistique et culturel poursuit son soutien financier et technique à la création artistique, aux acteurs de la diffusion, à l'enseignement et au développement des pratiques artistiques amateurs.

Direction de la Lecture Publique (DLP)

La Direction de la Lecture publique de Savoie et Haute-Savoie (DLP), propose son appui aux communes et leurs groupements des Pays de Savoie pour la création et le fonctionnement de bibliothèques sur leurs territoires, ceci afin de structurer un véritable réseau de lecture publique de qualité, accessible à l'ensemble de la population.
Les centres de Chambéry, La Léchère et St-Jean-de-Maurienne proposent cette offre de services auprès de 175 communes et réseaux de bibliothèques en Savoie.

L'action de la DLP se décline au travers de plusieurs services :

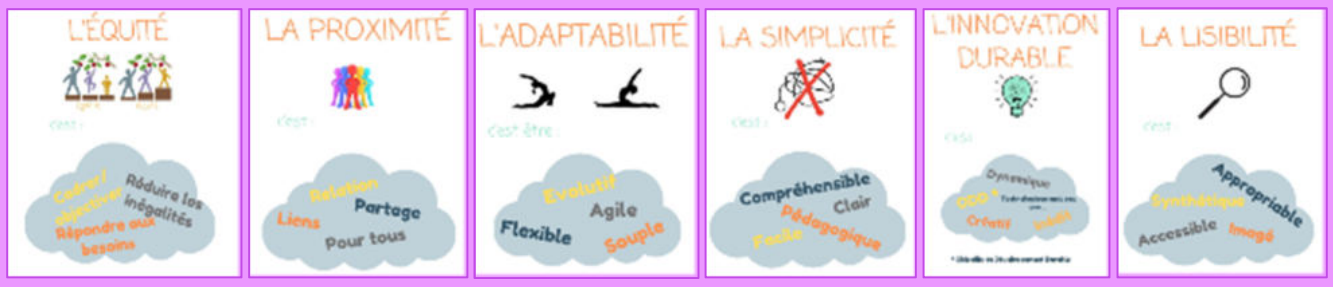
- compléter les fonds documentaires des bibliothèques
- fournir des conseils aux élus et aux personnels pour la création et le développement de leurs équipements
- réaliser et prêter des expositions et supports d'animation aux bibliothèques
- gérer les subventions du Conseil Savoie Mont Blanc aux manifestations littéraires, à l'équipement et au développement des fonds des bibliothèques pour améliorer l'offre de lecture sur les territoires
- organiser ou soutenir des manifestations et des animations autour du livre et de la lecture
- former les personnels salariés et bénévoles, proposer une expertise technique et des animations
- contribuer au développement de la lecture comme vecteur de lien social auprès de tous les publics des Pays de Savoie, en accompagnant des actions à destination de la jeunesse, des personnes âgées, handicapées, incarcérées …
- aider au développement de la culture numérique.

Pour mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, la DLP a élaboré son plan de développement de la lecture publique 2022-2027 (PDLP), voté le 29 juin 2022 et entré en application dès le début de l'année 2023.
Ce plan intègre et prend en compte également les axes du projet de développement numérique de la DLP, labellisée « bibliothèque numérique de référence » par le Ministère de la Culture en avril 2022, permettant de déployer des actions et services innovants.

FOCUS SUR …

LES PRINCIPES CONDUCTEURS DE L'ACTION DE LA DIRECTION DE LA LECTURE PUBLIQUE ET SES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de l'élaboration du PDLP, la Direction de la Lecture Publique a défini les principes conducteurs de ses actions pour les 5 années à venir : **équité, proximité, lisibilité, simplicité, adaptabilité et innovation durable**, partagés par l'ensemble des agents.



Le principe d'innovation durable s'inscrit particulièrement dans la dynamique initiée depuis 2019 sur le plan international par l'agenda 2030 de l'ONU, qui établit 17 Objectifs de développement durable (ODD). Ainsi, la DLP porte une attention particulière à ses impacts environnementaux, économiques et sociaux pour prendre sa part dans le contexte mondial.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

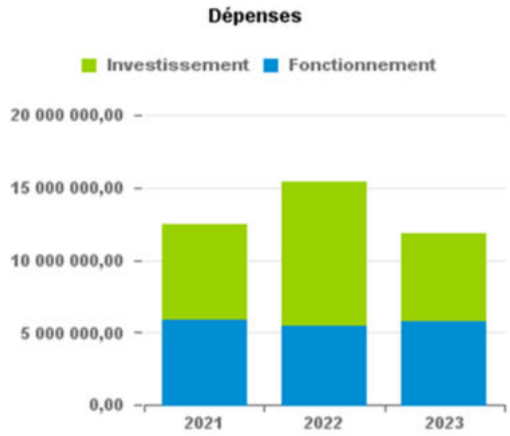
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

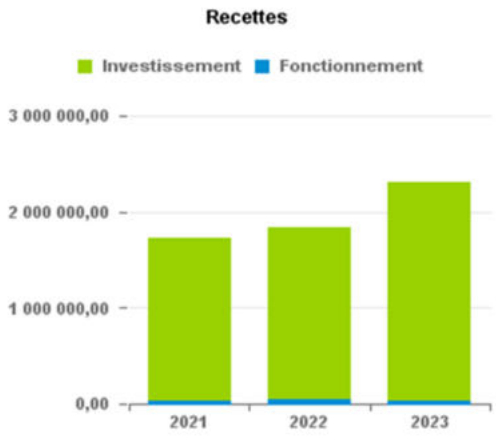
Secteurs budgétaires et non budgétaires de la politique CULTURE

SECTEURS BUDGETAIRES
ARCHIVES ET MUSEES
AUTRES ACTIONS CULTURELLES
DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL
LECTURE ET MULTIMEDIA
PATRIMOINE CULTUREL

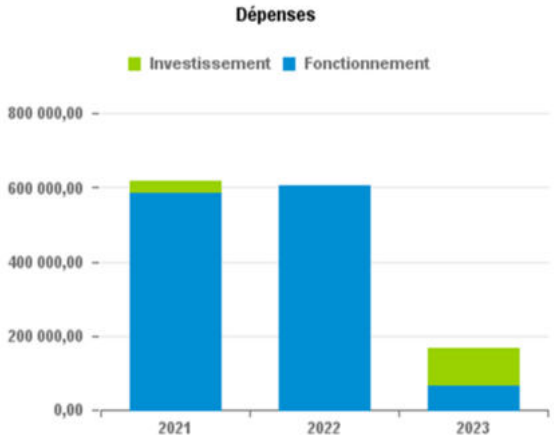
Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
ARCHIVES ET MUSEES	494 581,05	5 306 933,62	317 132,72	8 934 267,94	743 628,40	5 330 345,88
AUTRES ACTIONS CULTURELLES	480 331,21	0,00	446 261,28	5 996,40	96 297,40	0,00
DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL	3 584 366,27	121 672,18	3 364 072,52	3 386,11	3 418 763,35	23 030,40
LECTURE ET MULTIMEDIA	579 798,96	142 757,00	556 152,37	125 451,85	759 000,00	143 982,11
PATRIMOINE CULTUREL	717 467,34	1 048 806,07	807 643,15	803 253,16	760 726,04	569 095,83
Dépenses par section :	**5 856 544,83**	**6 620 168,87**	**5 491 262,04**	**9 872 355,46**	**5 778 415,19**	**6 066 454,22**
	total année : 12 476 713,70		**total année : 15 363 617,50**		**total année : 11 844 869,41**	

Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
ARCHIVES ET MUSEES	16 470,60	1 691 144,77	30 900,83	1 713 163,35	30 341,22	2 274 497,41
AUTRES ACTIONS CULTURELLES			270,00			
DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL	585,00		360,00		220,00	
LECTURE ET MULTIMEDIA	12 750,00		12 750,00		6 750,00	
PATRIMOINE CULTUREL	0,00	0,00	8 322,59	72 784,55	0,00	0,00
Dépenses par section :	**29 805,60**	**1 691 144,77**	**52 603,42**	**1 785 947,90**	**37 311,22**	**2 274 497,41**
	total année : 1 720 950,37		**total année : 1 838 551,32**		**total année : 2 311 808,63**	

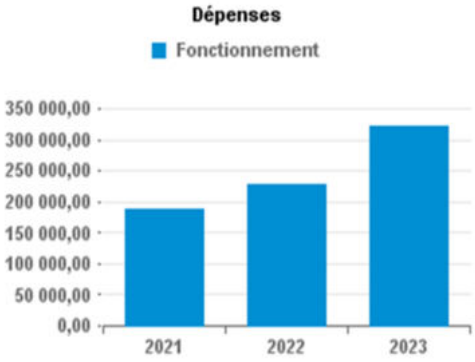




Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 03 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DAPM CDP Conserv patrim	1 245,45	44 310,77	0,00	25 000,00	0,00	0,00
PSTD DDAC Dévelop artistique	585 858,00	30 000,00	606 245,00	0,00	64 593,00	100 000,00
	587 103,45	**74 310,77**	**606 245,00**	**25 000,00**	**64 593,00**	**100 000,00**
	total année : 661 414,22		**total année : 631 245**		**total année : 164 593**	



Dépenses Estivales (sur politique Moyens)		CA 2021	CA 2022	CA 2023 données au : 03 Février 2024
		Dépense Fonctionnement	Dépense Fonctionnement	Dépense Fonctionnement
PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE	Divers gestion Estivales en Sa	187 441,54	228 205,17	320 195,24
Dépenses par section :		**187 441,54**	**228 205,17**	**320 195,24**



Dépenses - Contrats départementaux	CA 2023 données au : 3 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DAPM CDP Conserv patrim	32 600,00	0,00
PSTD DDAC Dévelop artistique	551 430,00	0,00
Total :	**584 030,00**	**0,00**



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
CULTURE	ARCHIVES ET MUSEES	PSTD	DAPM	44,31	45,32	48,94
		PRMD	DBMG	2,5	2,94	1,95
	Sous-total du secteur			**46,81**	**48,26**	**50,89**
	DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL	PSTD	DDAC	10,26	10,98	10,23
	Sous-total du secteur			**10,26**	**10,98**	**10,23**
	LECTURE ET MULTIMEDIA	PSTD	DLPSB	23,08	20,99	20,91
	Sous-total du secteur			**23,08**	**20,99**	**20,91**
	PATRIMOINE CULTUREL	PSTD	DAPM	11,63	12,3	9,66
	Sous-total du secteur			**11,63**	**12,3**	**9,66**
TOTAL tous effectifs pour la politique				**91,78**	**92,53**	**91,69**

Direction des archives, du Patrimoine et des Musées (DAPM)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) : ☺

Le niveau d'engagement du Département en faveur de la sauvegarde du patrimoine historique reste élevé, au-delà de fluctuations conjoncturelles. Cet investissement rend possible l'accompagnement des aides de l'Etat en faveur des monuments historiques protégés, avec une constance qui permet de rester dans la dynamique nécessaire à la sauvegarde de ce patrimoine. On notera d'importantes recettes d'investissement sur le budget des bâtiments et moyens généraux qui correspondent aux subventions de l'Etat et de la Région pour la rénovation du Musée Savoisien et la construction du Centre de conservation des collections.
En ce qui concerne les moyens humains, il est essentiel de conserver et/ou de renforcer les compétences scientifiques et techniques des équipes, garantes d'une production de qualité (inventaire, recherche, sauvegarde), qui est le socle des projets de mise en valeur du patrimoine. Les moyens humains ont été renforcés par la réouverture de postes nécessaires pour constituer l'équipe d'agents d'accueil des publics au Musée Savoisien.



Une des « visites-flash » au Château des Ducs de Savoie, expérimentées en 2023 pour répondre à la demande des publics.
Crédits : Département de la Savoie, S. Carette

Direction de la Lecture Publique (DLP)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) : ☺

La salle de prêt du centre de la lecture publique de Chambéry a connu en 2023 d'importants travaux de rénovation et de modernisation. Plusieurs groupes de travail thématiques de l'équipe du centre se sont constitués afin d'élaborer le projet collectivement. D'une durée de 3 mois, les travaux ont nécessité une mobilisation importante de leur part. Eclairage LED, mobilier modulable sur roulettes, agrandissement de la surface d'accueil, désherbage des collections, optimisation de la circulation dans la salle : au final, une salle de prêt repensée et adaptée pour l'accueil des bibliothèques, avec la création de deux nouveaux espaces : un dédié à la convivialité, et un autre à l'innovation qui accueillera dès 2024 un espace jeux vidéo et du matériel de type imprimante 3D ou brodeuse.




Centre de la lecture publique de Chambéry

Direction du Développement Artistique et Culturel (DDAC)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) : ☺

La fin de la collaboration interdépartementale entre la Savoie et la Haute Savoie a entraîné une légère augmentation des dépenses artistiques et culturelles courant 2023, afin de prendre en compte le versement d'aides allouées à des opérateurs auparavant soutenus par le Conseil Savoie Mont Blanc.
Deux départs à la retraite courant 2023 et la mise en application du schéma départemental unique de développement artistique et culturel dès septembre 2023 impliquent une réorganisation de l'équipe de la DDAC, qui verra le jour dans le courant de l'année 2024.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

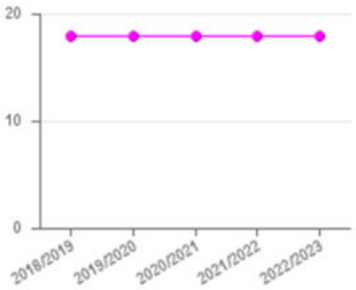
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et aux pratiques culturelles	1.1. Favoriser l'implication la plus large possible de la population	1.1.1. Augmenter et diversifier le public des Etablissements d'Enseignement Artistique (EEA) par la mise en place de la Réforme pédagogique (développement de parcours dans et hors les murs)
		1.1.2. Renforcer les dispositifs d'éducation artistique et culturelle à l'attention de deux publics prioritaires : scolaires et "empêchés"
		1.1.3. Proposer une offre d'action culturelle et de diffusion portée directement par le Département afin de développer les publics
		1.1.4. Inciter les acteurs de la diffusion à élargir leur public
	1.2. Dynamiser les ressources artistiques et culturelles	1.2.1. Proposer une offre de formation adaptée aux besoins des acteurs culturels ressources
		1.2.2. Cibler chaque année le soutien du Département sur une trentaine de compagnies artistiques
		1.2.3. Maintenir l'aide à la diffusion des artistes professionnels
	1.3. Renforcer la transversalité de la politique culturelle avec les autres politiques départementales	1.3.1. Poursuivre et développer la communication et l'information à destination des autres services du Département
		1.3.2. Maintenir le nombre d'actions transversales avec les autres politiques départementales
	1.4. Sauvegarder et valoriser le patrimoine historique de la Savoie	1.4.1. Développer la fréquentation du patrimoine.
		1.4.2. Favoriser l'accès aux archives
		1.4.3. Préserver et enrichir les collections historiques du Conseil Départemental et de ses partenaires
	1.5. Structurer un réseau de lecture publique de qualité, accessible à l'ensemble de la population, dans le respect du développement durable	1.5.1. Renforcer la proximité du réseau de lecture publique savoyard et son adaptabilité aux besoins de ses usagers
		1.5.2. Développer et animer le réseau territorial de lecture publique
		1.5.3. Renforcer le rôle de la Direction de la Lecture Publique comme actrice et facilitatrice des pratiques et de l'innovation dans le réseau territorial de lecture publique

Objectif politique	*1. Favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et aux pratiques culturelles*
Objectif stratégique	*1.1. Favoriser l'implication la plus large possible de la population*
Objectif opérationnel	*1.1.1. Augmenter et diversifier le public des Etablissements d'Enseignement Artistique (EEA) par la mise en place de la Réforme pédagogique (développement de parcours dans et hors les murs)*

La mise en place de la réforme pédagogique incite les établissements d'enseignement artistique à placer la pratique collective au cœur de l'enseignement et à mutualiser leurs compétences et leurs projets. Elle contribue à proposer une offre diversifiée sur les territoires et à toucher un plus large public. La poursuite de la hausse des interventions en milieu scolaire reflète par ailleurs une bonne intégration des EEA à leur territoire.

1.1.1.1 ACT - Nombre d'Etablissements d'Enseignements Artistiques (EEA) subventionnés et accompagnés

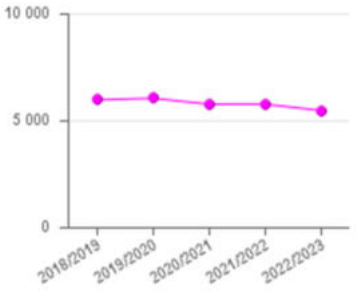
Période	Nombre
2018/2019	18
2019/2020	18
2020/2021	18
2021/2022	18
2022/2023	18



Le Département anime un réseau de 18 EEA et leurs antennes répartis sur l'ensemble du territoire. Ce nombre reste stable depuis 4 ans, après un mouvement de mutualisations ayant permis de consolider le réseau.

1.1.1.1 PERF - Nombre d'enfants inscrits dans les Etablissements d'Enseignements Artistiques (EEA) de Savoie

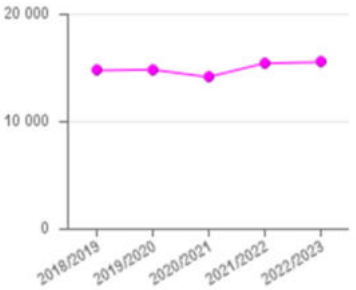
Période	Nombre
2018/2019	5 986
2019/2020	6 064
2020/2021	5 788
2021/2022	5 790
2022/2023	5 491



Le nombre de mineurs inscrits dans les EEA est en baisse mais l'évolution de ce chiffre est à prendre avec précaution : la méthode de collecte des données a été adaptée pour distinguer le nombre d'élèves inscrits du nombre d'inscriptions (un même élève peut avoir plusieurs inscriptions dans différentes disciplines), ce qui n'était pas le cas les autres années. Dans le détail, on observe une hausse des effectifs sur la tranche des 3-11 ans et une baisse sur la tranche des 12-18 ans. Cela corrobore la tendance constatée à une hausse de la demande en éveil/découverte dès le plus jeune âge et à des abandons de plus en plus précoces de la pratique, liés à divers facteurs : "concurrence" de l'enjeu scolaire, des autres activités extra-scolaires, de la sociabilité entre pairs, investissement en temps demandé, attractivité de la pratique, recherche d'activité en autonomie.

1.1.1.2 PERF - Nombre d'enfants scolarisés concernés par l'intervention d'une école de musique en milieu scolaire

Période	Nombre
2018/2019	14 772
2019/2020	14 859
2020/2021	14 172
2021/2022	15 438
2022/2023	15 561



Le nombre d'élèves touchés par une intervention d'un EEA se maintient. La demande des établissements scolaires est conséquente toutefois les EEA y répondent en fonction des moyens disponibles, qui sont plutôt constants.
Le Département incite également les EEA à développer des projets en direction du public scolaire, via l'enveloppe financière dédiée aux projets artistiques.
En 2022/2023, l'école de musique municipale de La Motte-Servolex a porté un projet axé sur le travail corporel et l'appropriation de l'espace avec un chorégraphe et une intervenante en milieu scolaire. Ce projet a touché 310 enfants qui sont entrés dans la pratique dont 208 scolaires.

Objectif opérationnel	1.1.2. Renforcer les dispositifs d'éducation artistique et culturelle à l'attention de deux publics prioritaires : scolaires et "empêchés"

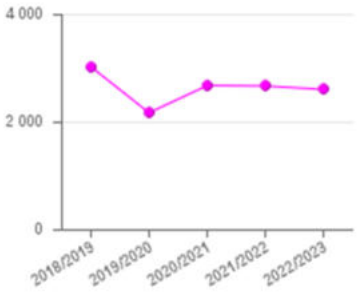
L'éducation artistique et culturelle concerne tous les publics, avec un accent porté sur les collégiens et les personnes éloignées de l'offre culturelle : personnes en situation de handicap, petite enfance, personnes âgées…

Si le Département pilote le dispositif *Artistes au collège*, il a confié la gestion d'autres dispositifs d'éducation artistique et culturelle à ses partenaires, comme *Collège au cinéma* ou *Élèves au concert*. Il organise également l'accueil de scolaires lors de chantiers-spectacles au Centre artistique départemental.

Pour les publics éloignés de l'offre culturelle, la Direction mise d'une part sur l'action des EEA, d'autre part sur les partenariats entre les opérateurs culturels, éducatifs, sanitaires, sociaux et médico-sociaux et les collectivités locales d'un même bassin de vie pour développer des projets favorisant le brassage des populations. La Direction s'appuie sur 2 outils : les comités d'actions culturelles et les Conventions Territoriales d'Education Artistique et Culturelle (CTEAC).

1.1.2.1 PERF - Nombre d'élèves concernés par le dispositif Artistes au collège

Période	Nombre
2018/2019	3 032
2019/2020	2 179
2020/2021	2 684
2021/2022	2 676
2022/2023	2 613



En 2022/2023, le dispositif Artistes au collège a concerné 2613 collégiens, soit 63 classes réparties dans 21 collèges.

Le dispositif est bien repéré par les principaux de collège et apprécié pour sa valeur ajoutée aux disciplines traditionnelles d'enseignement.

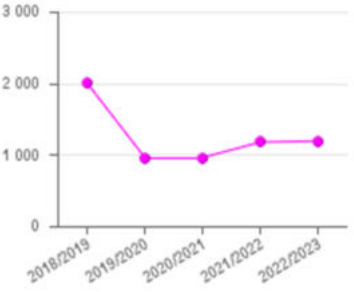
Chaque projet est unique par son contenu, sa durée et les partenaires de territoire associés éventuels. Il tient compte des problématiques propres à chaque établissement (développement durable, égalité fille/garçon, citoyenneté, estime de soi…) et s'élabore en co-construction entre les enseignants et les artistes.

Le dispositif permet de sensibiliser 39% des collégiens savoyards à travers des temps forts, spectacles ou encore des rencontres avec des artistes au sein de leur établissement.

L'enveloppe globale dédiée à ce dispositif est en constante progression grâce à la volonté des élus départementaux. La participation de la DRAC tend à baisser, mais elle multiplie des conventions territoriales d'éducation artistique et culturelle (CTEAC) sur les territoires. Le Rectorat finance en priorité les projets en lien avec le 1er degré. Pour l'année 2023/24, il envisage une augmentation de sa participation financière pour tous les collèges, via le Pass Culture.

1.1.2.2 PERF - Nombre de publics sociaux concernés par une intervention culturelle via le réseau des établissements d'enseignements artistiques

Période	Nombre
2018/2019	2 012
2019/2020	970
2020/2021	970
2021/2022	1 185
2022/2023	1 200



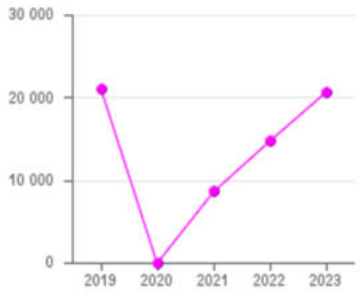
Ce chiffre est stable, il n'a pas encore retrouvé le niveau d'avant la crise sanitaire. On constate une hausse des publics petite enfance touchés et à l'inverse une forte baisse des interventions dans les structures sanitaires et sociales.
En complément de ces interventions, certains EEA s'investissent dans des comités d'actions culturelles, qui regroupent sur un même bassin de vie des opérateurs culturels, éducatifs, sanitaires, sociaux et médico- sociaux pour développer chaque année des projets culturels communs favorisant la rencontre avec l'art. 94 % des comités d'actions culturelles comptent un EEA parmi les partenaires.

Objectif opérationnel	1.1.3. Proposer une offre d'action culturelle et de diffusion portée directement par le Département afin de développer les publics

La Direction du développement artistique et culturel développe des actions culturelles qui s'inscrivent en complémentarité de l'offre culturelle locale et contribuent à faciliter l'accès de tous les publics aux arts. En plus des Estivales en Savoie et des expositions itinérantes, la direction développe des actions culturelles au Centre artistique départemental. Un groupe de travail « Patrimoine en scène » s'est mis en place courant 2023 rassemblant la DDAC, la conservation du patrimoine, le Musée Savoisien et les Archives départementales. Il vise notamment à mettre en œuvre des actions culturelles dans les lieux de patrimoine du territoire : le musée Savoisien, la grange batelière de l'abbaye d'Hautecombe, le réseau des musées et maisons thématiques…

1.1.3.1 PERF - Nombre d'entrées aux Estivales

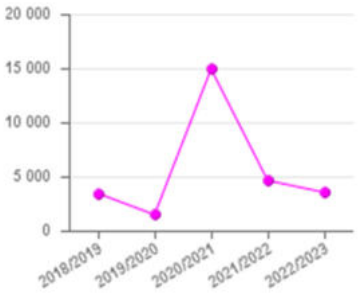
Période	Visiteurs
2019	21 111
2020	0
2021	8 633
2022	14 775
2023	20 689



Cette édition 2023 des Estivales en Savoie a été un succès, avec un total de 20 689 entrées cumulées sur l'ensemble des 10 concerts, renouant avec la fréquentation d'avant la crise sanitaire. Malgré la météo incertaine sur 3 soirées, le public a été au rendez-vous et 4 soirées ont affiché complet : Cats on Trees, Groundation + Rod Taylor, Christophe Maé + Elipsis et Pomme + Auren. Le taux de remplissage moyen frôle les 90%. Les trois préludes artistiques proposés en amont des soirées des 24 juin, 1er et 7 juillet ont attiré de nombreux curieux en centre-ville de Chambéry, qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques.

1.1.3.2 PERF - Nombre de publics touchés par l'offre d'expositions itinérantes portées par la DDAC

Période	Nombre
2018/2019	3 510
2019/2020	1 535
2020/2021	15 000
2021/2022	4 703
2022/2023	3 598



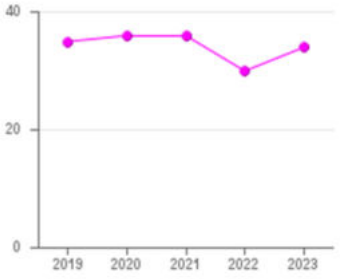
Depuis la saison 2022-2023, les expositions itinérantes ont été confiées en gestion à la FOL 73 (Fédération des Œuvres Laïques). Le nombre de publics touchés diminue en raison de cette période de transition et de prise en main du dispositif. Les 4 expositions ont tourné sur le département à destination de 3598 visiteurs (dont 600 scolaires) via des structures variées : écoles, collèges, médiathèques, musées, office de tourisme, Centre de vacances de Courchevel, espaces culturels. Une nouvelle exposition, *Graines rebelles*, a rejoint le dispositif en janvier 2023. Il s'agit d'une exposition issue d'un projet d'éducation à l'image et aux médias, dans le cadre d'une résidence *Artistes au collège* du collectif savoyard « Les ouvriers de l'image » en 2021. Invités à s'exprimer sur des sujets de société qui leur tiennent à cœur, les élèves de 4e du collège Jules Ferry à Chambéry ont produit 17 affiches avec la complicité de deux photographes et une graphiste

Objectif opérationnel	*1.1.4. Inciter les acteurs de la diffusion à élargir leur public*

La diffusion artistique a repris de manière assez dynamique et retrouve presque son niveau d'avant Covid. De nouveaux spectateurs fréquentent les lieux et les festivals. Le public est plus volatile, se décide au dernier moment et recherche des propositions innovantes.

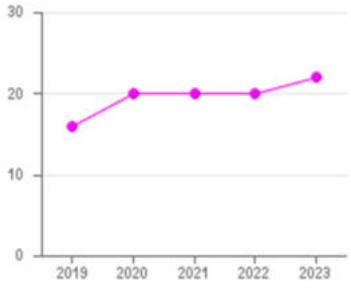
1.1.4.1 ACT - Nombre de festivals subventionnés

Période	Nombre
2019	35
2020	36
2021	36
2022	30
2023	34



1.1.4.2 ACT - Nombre de lieux de programmation de spectacles vivants subventionnés

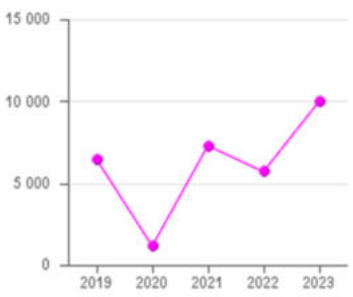
Période	Nombre
2019	16
2020	20
2021	20
2022	20
2023	22



Le Département soutient 9 festivals labellisés « Festivals Départementaux » et 25 festivals dans le cadre des contrats départementaux. L'activité de diffusion a repris. Le nombre de lieux de programmation de spectacles vivants subventionnés est en augmentation, avec 2 nouvelles saisons culturelles : une dans un équipement culturel à Challes-les-Eaux, l'autre en itinérance en Cœur de Tarentaise.

1.1.4.3 PERF - Nombre de publics Savoie en scène

Période	Nombre
2019	6 500
2020	1 199
2021	7 326
2022	5 738
2023	10 036



105 représentations ont permis de toucher 10036 spectateurs.
Après avoir fortement impacté par la crise sanitaire, le dispositif est en expansion en 2023. L'enveloppe financière a été renforcée, tout en veillant à conserver des financements pour les spectacles de fin d'année, si bien que les différents indicateurs ont augmenté de manière significative.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1 ☺

« Favoriser l'implication la plus large possible de la population »

Le bilan 2022-2023 d'implication de la population dans les activités culturelles est positif. Si les établissements d'enseignement artistique ont des difficultés à conserver une fréquentation stable des adolescents, les demandes d'inscription des plus petits est en hausse, indiquant un dynamisme certain et une appétence dès le plus jeune âge. Les lieux de diffusion et festivals ont retrouvé une fréquentation d'avant COVID. Les Savoyards, comme l'indique la tendance nationale, renouent avec la culture et retrouvent le goût du spectacle et de sortir.

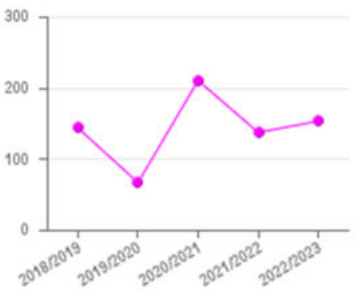
Objectif politique	***1. Favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et aux pratiques culturelles***
Objectif stratégique	***1.2. Dynamiser les ressources artistiques et culturelles***
Objectif opérationnel	***1.2.1. Proposer une offre de formation adaptée aux besoins des acteurs culturels ressources***

Le développement d'une offre de formations portée par le Département permet de donner aux professionnels :
- des outils pour leur permettre de travailler dans les meilleures conditions en lien avec leurs publics cibles : enfants 0-3 ans, élèves des EEA, lecteurs, touristes, habitants...
- des techniques pour nourrir leur propre pratique et progresser dans leur art,
- des temps de rencontres autour d'enjeux actuels (droits culturels, financements de projet, médiation) et réseaux entre pairs.

En 2022-2023, pour soutenir l'émergence des équipes artistiques professionnelles, le Département a organisé un parcours de formation de 6 stages dédiés à leur structuration administrative et artistique.
Des journées autour d'enjeux communs sont co-construites avec les partenaires locaux et d'autres services du Département (ex : Savoie-Biblio pour le stage « Mimer, manipuler, jouer avec des objets et des matières »).
Un travail de veille permet d'être vigilant à ne pas se substituer à des propositions de formations CNFPT déjà existantes.

1.2.1.1 ACT - Volume horaire des formations proposées aux artistes

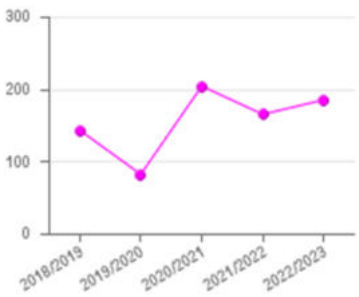
Période	Nombre
2018/2019	145
2019/2020	68
2020/2021	211
2021/2022	138
2022/2023	154



Sur l'année 2022/2023, 13 stages ont été proposés, pour un total de 154 heures de formation.
Le volume horaire des formations est en légère augmentation, en raison de l'organisation du parcours de formations pour accompagner la structuration des artistes en émergence.

1.2.1.1 PERF - Nombre d'acteurs inscrits toutes formations confondues

Période	Nombre
2018/2019	144
2019/2020	83
2020/2021	205
2021/2022	166
2022/2023	186



Avec un total de 186 stagiaires, les effectifs sont en légère augmentation en raison d'un nombre plus important de formations proposées en 2022/2023.

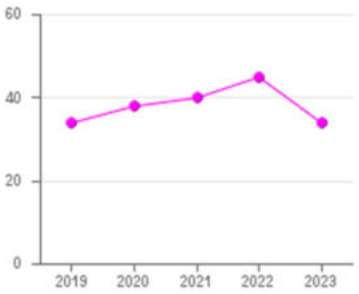
Les profils sont : des artistes, des professeurs des établissements d'enseignement artistique, des professionnels de la petite enfance, du handicap, des bibliothécaires et des médiatrices.

Objectif opérationnel	*1.2.2. Cibler chaque année le soutien du Département sur une trentaine de compagnies artistiques*

De nouvelles compagnies s'installent en Savoie avec des propositions artistiques de qualité. Leur travail mérite d'être soutenu, ce qui fait évoluer cet objectif. Le schéma unique de développement artistique et culturel impliquera la redéfinition de cet objectif dans le prochain rapport d'activités et de performance.

1.2.2.1 ACT - Nombre de créations subventionnées et accompagnées

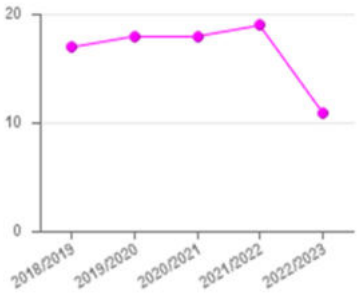
Période	Nombre
2019	34
2020	38
2021	40
2022	45
2023	34



34 compagnies ont été aidées en 2023 (sur 50 demandes) Après avoir expérimenté des aides financières aux compagnies fragiles et/ou émergentes en 2022, en lien avec le contexte particulier "post-COVID", les crédits ont cette fois-ci été distribués sur un nombre plus restreint de bénéficiaires afin d'éviter le saupoudrage. Les compagnies émergentes ont plutôt été soutenues par un accueil en résidence au centre artistique, plus en adéquation avec les besoins. Ceci explique la baisse significative du nombre de compagnies subventionnées.

1.2.2.1 PERF - Nombre d'équipes artistiques accueillies au Centre Artistique Départemental (CAD)

Période	Nombre
2018/2019	17
2019/2020	18
2020/2021	18
2021/2022	19
2022/2023	11



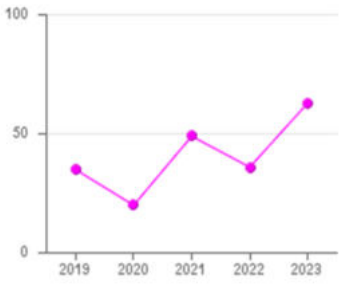
11 équipes artistiques sont venues en temps de travail au centre artistique départemental dont 5 pour la première fois. Différents types d'accueils sont proposés aux équipes artistiques, de l'accueil studio à la résidence technique.
Ce chiffre est en baisse en raison de la fermeture de la salle pour travaux de fin décembre 2022 à fin avril 2023. Un retour au chiffre habituel est prévu en 2023-24, avec des résidences mieux financées par le Département pour accompagner l'émergence.

Objectif opérationnel	*1.2.3. Maintenir l'aide à la diffusion des artistes professionnels*

En 2022, le budget dédié à ce dispositif avait été dépensé avant la fin de l'exercice, sans pouvoir aider les spectacles de fin d'année. Pour y remédier, l'enveloppe financière a été renforcée, tout en préservant une enveloppe pour les spectacles de fin d'année, si bien que tous les indicateurs ont augmenté de manière significative

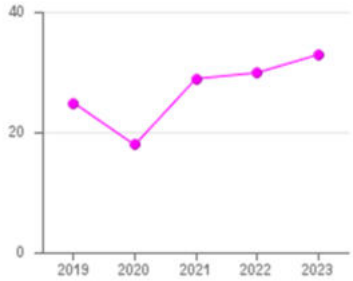
1.2.3.1 ACT - Savoie en scènes : nombre de programmateurs aidés

Période	Nombre
2019	35
2020	20
2021	49
2022	36
2023	63



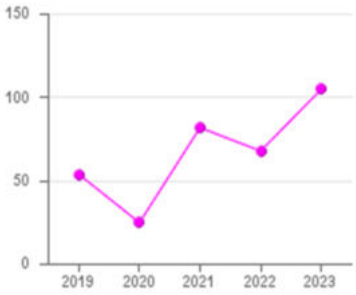
1.2.3.1 PERF - Nombre de compagnies bénéficiaires de Savoie en scènes

Période	Nombre
2019	25
2020	18
2021	29
2022	30
2023	33



1.2.3.2 PERF - Nombre de représentations en Savoie dans le cadre de Savoie en Scènes

Période	Nombre
2019	54
2020	25
2021	82
2022	68
2023	105



Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Dynamiser les ressources artistiques et culturelles »

Le Département soutient financièrement et techniquement la production et la diffusion des équipes artistiques. Face au nombre croissant de compagnies émergentes, le Département diversifie ses modalités d'accompagnement et propose un parcours de formation ou encore un accueil en résidence au centre artistique départemental pour travailler sur une première création.

Le dispositif *Savoie en scènes* est fortement plébiscité. L'accroissement de l'enveloppe budgétaire s'est traduit par une augmentation du nombre de représentations et de publics touchés. Plus de la moitié des représentations bénéficient à des publics considérés comme prioritaires : les habitants des territoires ruraux, la petite enfance, la jeunesse, les personnes âgées…

Objectif politique	***1. Favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et aux pratiques culturelles***
Objectif stratégique	***1.3. Renforcer la transversalité de la politique culturelle avec les autres politiques départementales***

Objectif opérationnel	***1.3.1. Maintenir le nombre d'actions transversales avec les autres politiques départementales***

Des projets culturels transversaux sont menés avec les autres services du Département. La Direction du développement artistique et culturel (DDAC) privilégie l'accompagnement dans son mode d'intervention. Cela passe par la mise en réseau avec des acteurs culturels et artistiques ressources, mais également par la co-formation sur des aspects administratifs, juridiques / droits d'auteurs.

La Direction du Développement Artistique et Culturel et la Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées continuent leur collaboration pour proposer et encourager une programmation patrimoniale et culturelle de qualité à la Sainte-Chapelle et à l'Abbaye de Hautecombe.
Pour valoriser l'exposition « Déplacer les bornes – Histoires de frontières en Savoie » proposée à la Grange batelière de l'Abbaye d'Hautecombe, un spectacle a été commandé à la Compagnie (Mic)zzaj et au Collectif Philomène pour emmener le public à la rencontre de folklores imaginaires et interroger la notion de frontière hier et aujourd'hui.
A l'occasion des journées européennes du patrimoine 2023, une performance arborée a été proposée par la compagnie Du O des branches avec une danseuse et un musicien perchés sur un arbre. En lien avec l'exposition « Déplacer les bornes – Histoires de frontières en Savoie », un spectacle et des chants choraux ont été programmés. Le dispositif de bancs mis en résonnance par l'artiste savoyard Damien TRAVERSAZ a été reconduit. Les actions culturelles à la Sainte-Chapelle sont toujours temporairement suspendues, en raison de travaux de réfection du bâtiment.

Par ailleurs, le partenariat étroit avec Savoie-Biblio se poursuit dans le cadre de « Premières pages » et « Bib en scènes ».

La DDAC a également travaillé en lien étroit avec le Service Jeunesse pour faciliter l'accès des structures jeunesse et centres socio-culturels aux Estivales en Savoie. L'objectif était d'accueillir des groupes de jeunes avec un accès coupe-file sur des soirées ciblées par leurs animateurs et accompagnants. 78 jeunes, majoritairement issus de structures jeunesse à caractère social, ont assisté au festival grâce à cette initiative.

Enfin, les actions avec le Pôle Social du Département se poursuivent. Dans le cadre du groupe de travail dédié à l'éveil culturel des 0-6 ans, des formations à l'attention des acteurs sanitaires et sociaux et des opérateurs artistiques seront proposées. Cette action est co-portée par la DDAC et la PMI.



Depuis 3 ans, la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) et le Département de la Savoie s'associent pour un projet mêlant art et handicap, avec la complicité de la plasticienne Maria Landgraf. Une trentaine de volontaires venus de tout le territoire se sont impliqués dans le projet, soit à titre individuel, soit via leur structure d'accompagnement.
Après avoir animé trois cycles d'ateliers de pratique, collectifs ou individuels, et trois temps forts au Centre artistique départemental, Maria Landgraf est entrée en phase de production de l'exposition finale *Corps, à quoi rêves-tu ?*, en créant 19 modules indigos qui peuvent être assemblés pour former des silhouettes. Ils contiennent chacun une sélection d'œuvres réalisées par les participants et des photographies des rencontres.

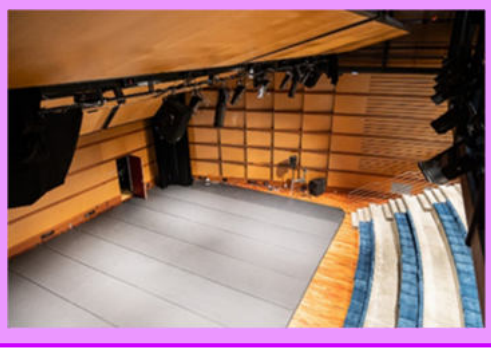
Work in progress : maquette de la future exposition « Corps, à quoi rêves-tu ?» exposée à la MDPH, à Chambéry.

FOCUS SUR …



LA RENOVATION DU CENTRE ARTISTIQUE DÉPARTEMENTAL

Après 4 mois et demi de travaux, rythmés par 12 réunions de chantier, le Centre artistique départemental a rouvert ses portes fin avril 2023. Première nouveauté, les 50 anciens projecteurs, consommant chacun jusqu'à 1000 watts à pleine puissance, ont été remplacés par des projecteurs LED. A la clé : une réduction par 10 de la consommation électrique de l'éclairage.
Autre innovation, l'auditorium, largement reconnu pour sa qualité acoustique avec ses panneaux pivotant tout en bois, est désormais également réversible en « boîte noire ».
Cerise sur le gâteau, l'équipement a été adapté à la pratique du cirque, avec l'ajout de 9 anneaux qui serviront de point d'accroche pour fixer les agrès (mâts, cordes…) et assurer les acrobates.
Désormais, le Centre artistique départemental sera entièrement modulable pour la musique comme pour la danse, le théâtre ou le cirque.





Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3. ☺

« Renforcer la transversalité de la politique culturelle avec les autres politiques départementales »

La transversalité s'incarne au quotidien par des échanges et des conseils entre services, la participation à la réflexion sur les enjeux des autres politiques, la construction de projets communs. Elle est un levier pour favoriser la participation de la population et pour toucher une plus grande diversité de profils.

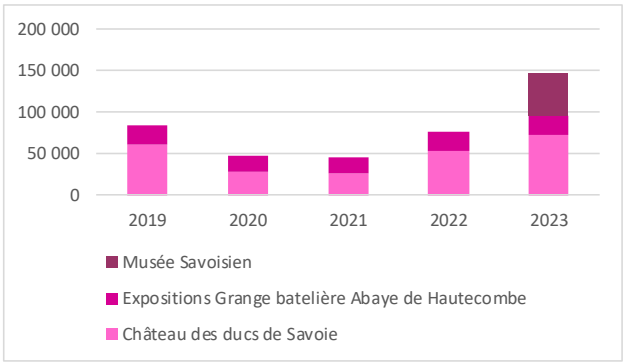
Objectif politique	***1. Favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et aux pratiques culturelles***
Objectif stratégique	***1.4. Sauvegarder et valoriser le patrimoine historique de la Savoie***
Objectif opérationnel	***1.4.1. Développer la fréquentation du patrimoine.***

L'action du Département pour le développement de la fréquentation du patrimoine se déploie sur plusieurs axes :

- l'inventaire et la restauration du patrimoine, pour le faire connaître et accroître son attractivité,
- l'animation des sites majeurs que constituent le Château des ducs de Savoie et l'abbaye de Hautecombe,
- le soutien financier aux projets scolaires impliquant des lieux patrimoniaux et de découverte,
- la diffusion numérique, particulièrement via le site Internet des Archives départementales, qui génère une fréquentation très élevée.

1.4.1.1 PERF - Fréquentation des sites : Château des ducs de Savoie, expositions Grange batelière Abbaye de Hautecombe, Musée Savoisien

Période	Château des ducs de Savoie	Expositions Grange batelière Abaye de Hautecombe	Musée Savoisien
2019	60 990	22 624	0
2020	27 600	19 832	0
2021	25 336	20 805	0
2022	53 852	21 538	0
2023	71 916	22 696	53 205



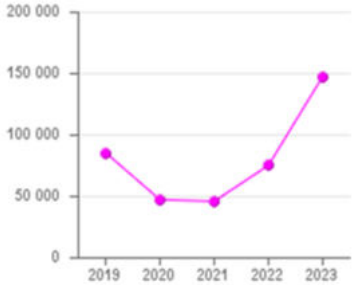
Le plan en cours pour ouvrir davantage le Château des Ducs de Savoie au public commence à porter ses fruits, notamment avec l'ouverture exceptionnelle pour la Nuit des Musées, en mai 2023. La fréquentation du Musée Savoisien est exceptionnelle, pour sa première année de réouverture.



L'escape game Il faut sauver le Saint Suaire*, dans la salle du Trésor, au Château des Ducs.*
Crédits : Conservation départementale du patrimoine, Sophie Carette

1.4.1.1 PERF - Fréquentation totale des sites patrimoniaux gérés par le Département

Période	Visiteurs
2019	85 789
2020	47 432
2021	46 141
2022	75 390
2023	147 817

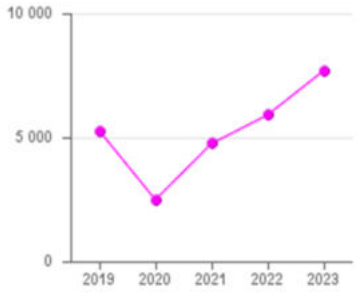


Une fréquentation dopée par la réouverture du Musée Savoisien, mais également plus élevée que les années précédentes au Château des ducs de Savoie, et au niveau des meilleures années pour la Grange batelière de l'abbaye d'Hautecombe.



1.4.1.2 PERF - Efficacité du dispositif Itinéraires historiques - nombre d'élèves concernés par le dispositif par rapport à la population scolaire 6-14 ans du département

Période	Nombre
2019	5 300
2020	2 515
2021	4 779
2022	5 934
2023	7 723



Avec 348 classes bénéficiaires, le dispositif accélère ses effet, grâce à une augmentation des crédits qui y sont consacrés, avec une participation toujours majoritaire des écoles primaires.

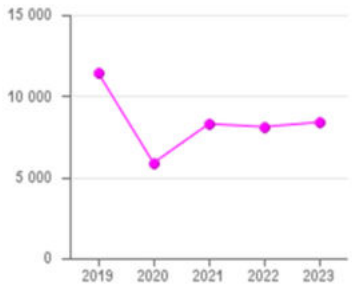
L'espace archéologique Pierre Borrione, à Aime-la-Plagne, un des membres du réseau Musées de Savoie, bénéficie du dispositif Itinéraires historiques.
Crédit photo : A. Abondance

Objectif opérationnel	*1.4.2. Favoriser l'accès aux archives*

La fréquentation physique de la salle de lecture se maintient, et connaît même un léger rebond, la fréquentation du site Internet se haussant encore, ce qui confirme le rôle majeur de cet outil pour les recherches des usagers, tant universitaires qu'amateurs.

1.4.2.1 PERF - Fréquentation de la salle de lecture des Archives départementales

Période	Visiteurs
2019	11 472
2020	5 925
2021	8 333
2022	8 153
2023	8 437



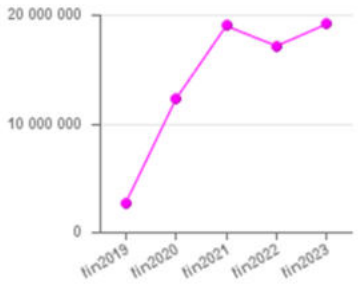
Le nombre de visiteurs et le nombre de documents communiqués se maintiennent, voire connaissent une légère augmentation, due au dynamisme de la recherche historique en Savoie. En parallèle, on note une augmentation continue des demandes par correspondance (courrier postal ou électronique), qui dépassent maintenant les 2500 dossiers annuels, et une augmentation de la consultation en ligne.



Mappe cadastrale de la commune d'Ansigny, XVIIIe siècle
Archives départementales de la Savoie, C 2013

1.4.2.2 PERF - Nombre de visites sur le site Internet des Archives départementales

Période	Visiteurs
fin2019	2 704 472
fin2020	12 292 747
fin2021	19 025 875
fin2022	17 180 239
fin2023	19 193 657



Bien qu'à un niveau de fréquentation très élevé, avec plus de 19 millions de pages ou d'images consultées en 2023, le site Internet des Archives départementales[1] reste moins consulté que les sites des autres Archives départementales, situation due à une ergonomie insuffisante et un outil de recherche trop complexe. Un chantier est lancé pour remédier à cette situation à l'horizon 2025.



Une des photographies du fonds Eugène Bouvard (1919-1924), nouvellement diffusé en ligne en 2023.
Archives départementales de la Savoie, 52Fi 9

Objectif opérationnel	*1.4.3. Préserver et enrichir les collections historiques du Conseil Départemental et de ses partenaires*

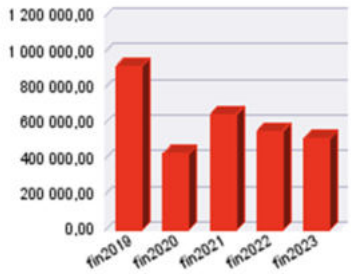
Les indicateurs retenus visent :
- d'une part le taux d'intervention du Département sur le patrimoine, interventions financières sur le patrimoine immobilier et mobilier, tant protégé au titre des Monuments historiques que non protégé (PRNP), et interventions techniques auprès des producteurs d'archives historiques, tant privés que publics,
- d'autre part, le chantier des collections du Musée Savoisien, qui consiste à traiter, protéger, conditionner, décrire, enregistrer et photographier chacun des plus de 100 000 objets conservés.



Détails du retable de l'église d'Albanne, à Montricher-Albanne, classé au titre des Monuments historiques et restauré grâce au soutien du Département. Crédits : Séverine Haberer – Noémi polychromie

1.4.3.1 ACT - Montant des dépenses (Monuments historiques) y compris Contrats Territoriaux de Savoie et Contrats départementaux

Période	Euros
fin2019	917 593
fin2020	423 121
fin2021	645 730
fin2022	552 169
fin2023	507 275

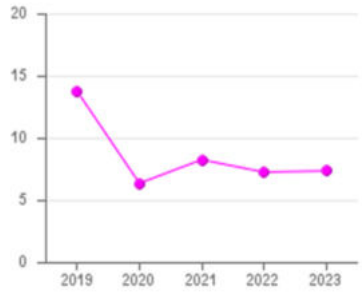


La politique patrimoniale affirmée du Département, qui lie sa participation financière à celle de l'Etat, permet de maintenir la restauration de monuments historiques en Savoie à un haut niveau. Alors que le département compte 203 édifices protégés au titre des monuments historiques, soit 4,3 % du parc régional, la participation financière de l'Etat dévolue à la Savoie est bien supérieure en valeur relative.

[1] https://patrimoines.savoie.fr/web/dsp_6165/accueil

1.4.3.1 PERF - Avancée du chantier des collections (récolement et reconditionnement des collections du Musée Savoisien)

Période	Taux
2019	13,8
2020	6,4
2021	8,3
2022	7,3
2023	7,4



Le Musée Savoisien a largement dépassé l'objectif initial de 70 000 objets des collections à inventorier, nettoyer, photographier et reconditionner. Le nombre d'objets est désormais estimé à plus de 100 000. 5205 fiches d'inventaire ont été créées pendant l'année et certaines catégories d'objets sont entièrement couvertes, notamment les coiffes, chapeaux et bérets.

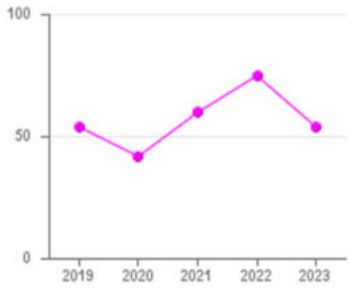




Conditionnement des collections textiles du Musée Savoisien
Musée Savoisien, A. Kretzschmar

1.4.3.2 ACT - Nombre de visites de conseil (Archives départementales)

Période	Nombre
2019	54
2020	42
2021	60
2022	75
2023	54



Les visites de conseil des Archives départementales, tant auprès des administrations, juridictions et établissements publics, qu'auprès des collectivités et détenteurs d'archives privées sont revenues au niveau de 2019 et se sont concentrées sur l'accompagnement de gros projets.

FOCUS SUR ...



UNE ACQUISITION DU MUSEE SAVOISIEN

En 2023, le Département a pu acquérir quatre chaises produites par la société Dal Vera, sélectionnées par Charlotte Perriand (1903-1999) pour les appartements de la station Arc 1800. Ces chaises sont venues compléter la reconstitution d'un appartement de l'immeuble des Lauzières au Musée Savoisien, un des espaces plébiscités par le public.

Crédit photo : Musée Savoisien, S. Paul

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.4. ☺

« Sauvegarder et valoriser le patrimoine historique de la Savoie »

L'ouverture des patrimoines culturels au public est dans une orientation très positive, puisque la fréquentation des sites a notablement augmenté. Cette hausse n'est pas seulement due au succès du Musée Savoisien, mais également aux premiers effets des actions pour proposer davantage de visites et d'expériences patrimoniales dans l'enceinte du Château des Ducs de Savoie, ainsi qu'au dynamisme de la recherche historique et généalogique, qui dope la fréquentation de la salle de lecture et du site Internet des Archives départementales. Cette ouverture est conditionnée par le travail de repérage, d'inventaire et d'étude qui est réalisé en amont par les services patrimoniaux : pour être diffusé, visité ou consulté, le patrimoine culturel doit d'abord être découvert, inventorié et expliqué.

La sauvegarde du patrimoine est également orientée favorablement, avec une augmentation du nombre de projets importants, tant pour le patrimoine public que pour le patrimoine privé, augmentation que le Département a pu soutenir en renforçant l'enveloppe des crédits affectés à cette politique.

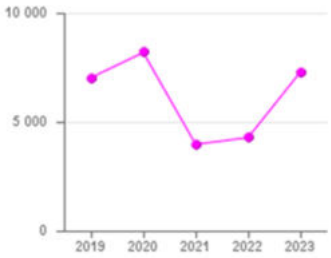


Chasseurs alpins entre l'Ecot et Bonneval, septembre 1939, conservée dans le fonds des correspondants du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, inventorié en 2023. Archives départementales de la Savoie, 74F 74/36

Objectif politique	*1. Favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et aux pratiques culturelles*
Objectif stratégique	*1.5. Structurer un réseau de lecture publique de qualité, accessible à l'ensemble de la population, dans le respect du développement durable*
Objectif opérationnel	*1.5.1. Renforcer la proximité du réseau de lecture publique savoyard et son adaptabilité aux besoins de ses usagers*

1.5.1.1 PERF - Nombre d'usagers des ressources documentaires numériques de la Direction de la lecture publique (Savoie et Haute Savoie)

Période	Nombre
2019	7 057
2020	8 213
2021	4 000
2022	4 305
2023	7 316



Plus de 7 300 usagers inscrits dans les 167 bibliothèques du réseau e-medi@s ont bénéficié des ressources en ligne du portail e-medi@s. Le chiffre de 2020 est une résonance de l'effet COVID, en forte progression en raison de l'ouverture temporaire à tous de ces ressources documentaires. L'augmentation actuelle est en lien avec le choix d'ouvrir de nouveau ces ressources documentaires à tous les habitants de Savoie et Haute-Savoie, sans conditions.

FOCUS SUR …

LES BIBLIOTHÈQUES DAISYrables
www.savoie-biblio.fr

Depuis 2018, la Direction de la lecture publique favorise l'accès aux œuvres pour les personnes empêchées de lire en raison d'un handicap (moteur, visuel, cognitif, psychique) ou de troubles Dys (dyslexie, dysorthographie, etc.), dans le cadre du dispositif des Bibliothèques DAISYrables. Chaque année, suite à un appel à projets, de nouvelles bibliothèques rejoignent ce dispositif.

L'action se déploie désormais dans 66 bibliothèques, en partenariat avec des établissements pour personnes âgées ou handicapées, des enseignants, des services sociaux, etc.

En 2023, un temps de regroupement des bibliothèques DAISYrables a été organisé. Il s'agissait d'une « cérémonie » de remise des lecteurs Victor, en présence d'élus (VP culture de chaque département) et de personnels des bibliothèques du réseau. La cérémonie a débuté par une lecture dans le noir, à laquelle a succédé la présentation du dispositif des bibliothèques DAISYrables par les élus. L'après-midi a été ponctué de saynètes et interventions de la ligue d'improvisation de Savoie ainsi que de vidéos humoristiques en lien avec le thème abordé.

Les participants à la cérémonie de remise des lecteurs Victor 2023

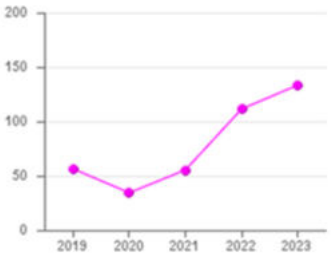


Objectif opérationnel	1.5.2. Développer et animer le réseau territorial de lecture publique

Le nombre de communes bénéficiant du service de prêt de documents en Savoie, globalement stable, s'établit à 164 en 2023. Il démontre ainsi la qualité du service apporté aux médiathèques.

1.5.2.2 ACT - Nombre de visites-conseil effectuées dans les communes et intercommunalités (Savoie)

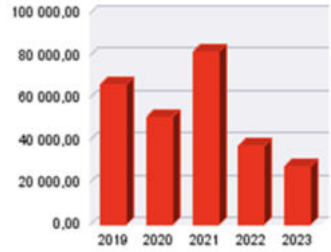
Période	Nombre
2019	57
2020	35
2021	56
2022	112
2023	134



La DLP propose son appui aux communes et intercommunalités pour la création et le fonctionnement de bibliothèques sur leurs territoires, en vue de structurer un réseau de lecture publique de qualité et accessible à tous. La mission de conseil participe pleinement à cet objectif.
Après une baisse importante en 2020 due au contexte pandémique, cette mission a repris pleinement dans le contexte d'une part du vote du nouveau Plan de développement de la lecture publique en 2022 et d'autre part d'une forte hausse des projets dans les bibliothèques, notamment en matière numérique.

1.5.2.4 ACT - Montant des subventions attribuées aux communes et intercommunalités pour l'aménagement de leurs bibliothèques (Savoie)

Période	Euros
2019	65 810
2020	50 486
2021	81 207
2022	36 918
2023	27 209

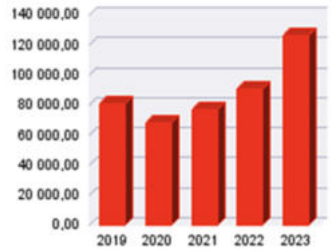


Dans un contexte économique tendu et étant donnée l'adoption du nouveau règlement des aides par le Conseil d'administration du Conseil Savoie Mont Blanc le 01/12/22, les projets ont été ralentis.
Le plan étant opérationnel depuis le 1er janvier 2023, les équipes de la Direction de la lecture publique sont pleinement mobilisées pour accompagner les projets des bibliothèques des territoires.

Objectif opérationnel	1.5.3. Renforcer le rôle de la Direction de la lecture publique comme actrice et facilitatrice des pratiques et de l'innovation dans le réseau territorial de lecture publique

1.5.2.4 ACT - Action culturelle : montant du soutien aux manifestations en direction de tous les publics (adultes, adolescents, jeunes enfants) en Savoie

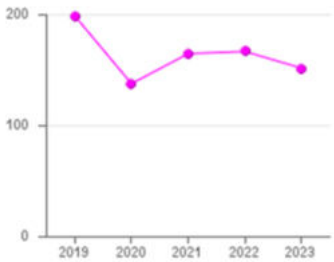
Période	Euros
2019	80 495
2020	67 546
2021	76 207
2022	90 454
2023	126 141



Le plan de développement de la lecture publique, mis en œuvre le 1er janvier 2023, prévoit de nouvelles modalités d'accompagnement des porteurs de manifestations littéraires. Les barèmes, critères et conditions d'éligibilité ont été revus, permettant un soutien financier accru des structures.

1.5.3.3 PERF - Nombre de communes ayant bénéficié de formations de leurs professionnels de bibliothèques salariés ou bénévoles (Savoie et Haute-Savoie)

Période	Nombre
2019	199
2020	138
2021	165
2022	167
2023	152



La Direction de la lecture publique (DLP) a organisé 86 journées de formation, représentant 54 stages. Le service a géré 727 inscriptions de stagiaires provenant de 152 collectivités des Pays de Savoie.
Outre le format traditionnel en présentiel, la DLP diversifie son offre de formations, en proposant des sessions en distanciel, des formations spécifiques adaptées à une problématique identifiée sur un territoire.
Elle organise également des webinaires, d'un format plus léger et d'un accès plus large.

FOCUS SUR …

e-medi@s
DES RESSOURCES NUMÉRIQUES PARTOUT ET POUR TOUS !

La Direction de la Lecture Publique a fait l'acquisition de nouvelles ressources numériques reflétant la diversité et la qualité de l'offre actuelle du marché, avec la volonté de s'adresser à tous les publics : accès à l'information par la mise à disposition gratuite des grands journaux et magazines en ligne, également disponibles en langage des signes (MediaPi !) ou en version audio pour les malvoyants (Vocale Presse), webinaires de formations, aides à l'orientation, documentaires de création, livres numériques à lire ou à écouter, romans, films, bandes dessinées, etc. Le jeu vidéo fait son entrée dans le catalogue en ligne, parallèlement à l'offre matérielle de consoles, ainsi qu'un large choix d'« histoires » et de jeux ciblant les plus petits.
Une très importante base de données musicales, enfin, propose aux utilisateurs un usage illimité.

Pour accéder aux ressources, un formulaire en ligne permet à tous les habitants majeurs des deux départements de s'inscrire directement et gratuitement depuis le site de la DLP.

Afin d'accompagner au mieux la diffusion et l'appropriation de ces ressources, plusieurs axes ont été retenus, notamment l'animation d'un groupe de bibliothèques « e-medi@s » sur les réseaux sociaux et via de nombreux temps d'échanges, avec la possibilité maintenue pour ces bibliothèques de créer et de gérer directement des comptes utilisateurs.

Les ressources numériques disponibles en 2023

Livres Numériques (texte et audio)
PNB / BiblioOnDemand

Presse
Europresse

Autoformation
Tout apprendre

Musique
MusicMe

Cinéma, documentaires, spectacles
Arte VOD
Tënk
Opsis TV

Jeune public
Munki
Ma petite médiathèque – Arte France

Jeux vidéo en ligne
DiGame
Tout apprendre Gaming

Offre destinée aux publics en situation de handicap
MobiDYS
Vocale presse
Media'Pi !

Collégiens
Universalis.edu – Encyclopaedia universalis
IJ Box – CIDJ
IZNEO- CVS

Cinq agents de la Direction de la Lecture Publique positionnés comme référents « e-medi@s » agissent en proximité en tant qu'ambassadeurs des collections e-medi@s auprès des collègues et des bibliothèques. Ils répondent par ailleurs aux questions de 1er niveau des usagers.



Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.5. ☺

« Structurer un réseau de lecture publique de qualité, accessible à l'ensemble de la population, dans le respect du développement durable »

L'année 2023 fut l'année de mise en œuvre du nouveau Plan de Développement de la Lecture Publique (PDLP) adopté le 29 juin 2022, pour la période 2022-2027.



Afin de mettre en valeur des orientations et les actions du PDLP autrement que par les mots, de rendre compte de la méthodologie co-élaborative utilisée, de rendre accessibles les nombreux concepts imaginés, la DLP a fait appel à un illustrateur de concept pour mettre le PDLP en dessin et en mouvements.



C'est ainsi qu'est née ce personnage prénommé « Pirouette », grâce à un processus d'accompagnement graphique agile. Fil conducteur du PDLP, Pirouette est l'ambassadrice de la DLP à travers les actions de communication associées. Elle est un peu chacun des agents de la DLP, rendant fier, individuellement ou collectivement, de ce qui a été accompli, de ce qui est en route et des énergies déployées pour cela.

Le PDLP aborde, dans sa partie consacrée à la médiation culturelle et numérique (bénéficiant du label Bibliothèque Numérique de Référence du ministère de la Culture), le public adolescent.

Les collégiens des deux départements ont pu participer pendant plusieurs années au prix alTerre ado proposé par la Direction de la lecture publique (DLP), et, pour la Haute-Savoie, au prix littéraire des collégiens organisé par l'opérateur public du ministère de l'Education nationale, Canopé. Suite à la pandémie d'une part et à une évolution des missions de Canopé d'autre part, les deux événements ont été arrêtés. Afin de ne pas interrompre toute proposition à destination de ce public cible des politiques départementales, la DLP a proposé, dès 2023, un concours d'écriture (sur la thématique « La Trace ») en partenariat avec la maison d'édition Short Edition.
Celui-ci a reçu, pour sa première année, un bel accueil, avec 223 textes produits, 45 386 lectures sur la plateforme en ligne, 3 714 commentaires et 4 614 votes.



4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

Direction des archives, du Patrimoine et des Musées (DAPM)

Après sa réouverture au public le 29 avril 2023, le Musée Savoisien a pour objectifs de conquérir durablement les publics par des activités de médiation et de devenir un atout et un partenaire pour tout le territoire, en lien avec les autres services départementaux patrimoniaux et culturels. Il s'agira aussi de préparer le déménagement des collections dans le futur centre de conservation, planifié en 2025.
La Conservation départementale du patrimoine va accentuer son effort pour rénover et amplifier l'ouverture au public du Château des Ducs de Savoie, notamment dans le cadre du projet européen SavoiaExperience, dont le Département est chef de file. En parallèle, avec une équipe profondément renouvelée et au complet, elle va être en capacité d'intervenir davantage aux côtés des collectivités, des propriétaires, des associations… pour soutenir les projets de recherche archéologique, de sauvegarde et de diffusion.
Les Archives départementales sont, quant à elles, engagées dans une réflexion sur l'avenir du bâtiment, qui connaîtra une première étape au second semestre 2024 avec le rendu d'une étude de faisabilité. Dans le même temps, le projet de refonte du système d'information est lancé, pour une finalisation en 2025. Ce projet vise une requalification des données et une meilleure ergonomie, pour les professionnels mais aussi pour les usagers.

Direction du Développement Artistique et Culturel (DDAC)

L'adoption par l'Assemblée départementale du schéma unique de développement artistique et culturel en juin 2023 dote le Département d'une toute nouvelle feuille de route à l'horizon 2028. Au cœur de ces nouvelles ambitions, l'instauration d'une nouvelle relation aux territoires, communes et intercommunalités qui composent la Savoie, afin de déployer une approche innovante de la politique culturelle en matière de spectacle vivant et de pratiques amateurs davantage tournée vers les habitants. La stratégie d'évaluation du schéma permettra d'être « agile » et de faire évoluer l'action départementale au gré d'indicateurs mieux maitrisés.

Direction de la Lecture Publique (DLP)

L'année 2024 verra la pérennisation des actions mises en œuvre en 2024 dans le cadre du Plan de développement de la lecture publique 2022-2027, mais aussi le déploiement de nouveaux projets.

- des actions phares menées dans le cadre du label *Bibliothèque numérique de référence* :
  - Acquisition de malles numériques diversifiées (kits liseuses, tablettes, robots éducatifs, gaming, etc.),
  - Déploiement d'une bibliothèque itinérante dans des territoires identifiés comme prioritaires (absence de lieux de lecture, offre insuffisante, territoire éloigné, zone blanche Internet …)
- l'enrichissement des actions menées en direction des collégiens :
  - un concours d'écriture « La Nuit »,
  - la préparation d'un projet événementiel en 2024-25 en lien avec de multiples partenaires,
  - l'ouverture d'un portail de ressources documentaires en ligne dédié aux collégiens savoyards : des BD et mangas numériques, du contenu encyclopédique, des aides à l'orientation dans un premier temps, puis des livres numériques, de la musique, de la VOD dans un second temps.
- La poursuite du travail de mise en conformité de l'accessibilité numérique des contenus du portail de la DLP.





Action Sociale Générale

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **4ième et 5ième commissions**

Directions concernées : **Tout le Pôle Social**



SOMMAIRE

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 321
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 322
3. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 335

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

La mise en œuvre du schéma social et médico-social unique se poursuit, garant de l'équilibre entre conduite de politiques publiques spécifiques et mise en œuvre de parcours cohérents pour les usagers.

En 2023, un avenant au schéma unique a permis d'actualiser les besoins en création de places. Comme chaque année, un bilan de l'état d'avancement du schéma a été réalisé et l'évaluation de ce plan quinquennal a été lancé.

Animer la transversalité suppose de bien communiquer entre les différents services du pôle social. Les actions des directions sont mises en avant dans le Kit Info, outil de communication mensuel qui permet de faire le point sur les projets en cours, sur les réalisations des équipes et de passer des informations qui concernent tout le pôle.

FOCUS SUR ...

LE PLAN TRIENNAL TRANSVERSAL DE CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX (ESSMS)

Afin de compléter, renforcer et sécuriser l'exercice de ce contrôle sur la qualité de la prise en charge ou de l'accompagnement des personnes dans les ESSMS relevant de sa compétence exclusive, le Département a installé une mission de contrôle centralisée en 2023 au sein du Pôle Social du Département sur la base des principes directeurs suivants :

- Définir une procédure et des modalités de contrôle de la « qualité de la prise en charge » de manière transparente et rigoureuse incluant une procédure contradictoire avec le gestionnaire.
- Prévenir les risques de maltraitance et accompagner les ESSMS dans l'amélioration de la prise en charge en notifiant les mesures correctives adaptées à chaque situation, avec un échéancier et un suivi de réalisation.
- Vérifier le respect des dispositions réglementaires définissant les obligations des gestionnaires et la place de l'usager / bénéficiaire dans la définition de la prise en charge et de son adaptation tout au long de son parcours.
- Installer une instance de pilotage et un groupe technique transversal pour définir, réaliser, suivre et ajuster la mise en œuvre du plan triennal de contrôle planifiant 5 contrôles / an de manière inopinée.
- Rendre compte au Président du Conseil départemental de la réalisation du plan et de son suivi ainsi qu'aux instances de gouvernance et représentatives des personnes dans les ESSMS.

Les professionnels des directions PA, PH et EJF ont été habilités pour constituer une équipe dédiée, formée, assermentée transversale aux 3 politiques avec le soutien d'une coordination garante du plan.

En 2023 : 6 contrôles ont été réalisés dont 5 contrôles conjointement avec une autre autorité et 1 à l'initiative exclusive du Département.
Les 1ers constats mettent en évidence des établissements et des professionnels :

- Mobilisés sur la qualité de la prise en charge mais en difficulté sur la mise en conformité documentaire et sur les procédures réglementaires ainsi que leur appropriation.
- Rencontrant des difficultés sur le recrutement, la formation et la fidélisation de leurs professionnels.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs :

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes, notamment pour les plus fragiles et les plus vulnérables	1.1. Simplifier l'accès à l'information pour un meilleur accès aux droits	1.1.1. Centraliser l'offre et l'accès à l'offre de services au moyen d'un outil commun destiné aux usagers
		1.1.2. Généraliser le "premier accueil social inconditionnel de proximité"
2. Promouvoir une démarche de développement social dans le cadre de la mise en œuvre du schéma social et médico-social unique	2.1 Optimiser le service public rendu aux usagers	2.1.1 Attirer et fidéliser les professionnels des métiers du social par la mise en œuvre d'une gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC)
		2.1.2 Renforcer la coordination de l'action des acteurs sociaux pour un travail en complémentarité utilisant au mieux toutes les ressources du territoire
		2.1.3 Renforcer l'interaction des dispositifs sociaux par le développement et la promotion d'actions innovantes par tous les partenaires compétents sur le territoire
	2.2 Placer les usagers au cœur de l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sociales	2.2.1 Améliorer la participation des usagers à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques
	2.3 Optimiser la démarche de développement social	2.3.1 Développer le conventionnement
		2.3.2. Développer l'innovation dans le cadre des conférences sociales territoriales

Objectif politique	***1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables***
Objectif stratégique	***1.1. Simplifier l'accès à l'information pour un meilleur accès aux droits***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Centraliser l'offre et l'accès à l'offre de services au moyen d'un outil commun destiné aux usagers***

L'ensemble des services du Pôle Social se mobilise pour aller à la rencontre des publics dans des formes très diversifiées et avec des objectifs variés.

Il existe un nombre important d'informations grand public sur l'accès aux services dans les territoires, qu'il s'agisse de réunions, de groupes de travail, de conférences ou encore d'outils numériques ou supports papier.

Bassin Aixois

- Un flyer d'information à l'attention des bénéficiaires du RSA a été travaillé par l'équipe cohésion sociale et les usagers. Il est dorénavant adressé par Pôle Emploi à tous les nouveaux entrants dans le dispositif RSA et facilite ainsi leur compréhension des missions du service social et la connaissance de leurs droits.
- Un travail d'interconnaissance et d'harmonisation a été engagé avec les associations œuvrant sur l'aide alimentaire sur le territoire, il a permis une meilleure lisibilité des règles et ainsi un accès facilité à l'offre alimentaire.
- Tout un travail de structuration de l'accueil du public Personnes Agées / Personnes Handicapées a été mené sur le territoire avec :

  - Le maintien des permanences MDPH et la mise en place d'une permanence « complétude de dossier ». Un nouveau système d'affichage au sein de la MSD facilite l'accès des usagers et leur orientation au sein des étages.
  - Le conventionnement des 3 France Services du Territoire, qui permet des relais de proximité pour l'accueil, l'information et l'aide à la complétude des dossiers APA et MDPH.

- Des actions de prévention ont été mises en place en faveur des aidants avec notamment une rencontre du Réseau entre Bauges et Lac sous la forme d'un forum des aidants, la réalisation d'un guide des ressources locales pour les aidants ainsi que l'organisation d'une soirée ciné-débat sur ce thème. L'objectif était de faciliter l'accès aux dispositifs de soutien et la bonne orientation des publics.
- Diverses rencontres ont été organisées avec les élus du Territoire pour favoriser la connaissance de nos missions et ainsi l'orientation du public vers nos services.

Bassin Chambérien

Protection Maternelle et Infantile :

7 réunions d'informations du métier d'assistante maternelle ont pu être animées, ouvertes au plus grand nombre. Le contenu et l'animation de ces temps ont été présentés de manière positive et interactive afin de promouvoir et amplifier l'attractivité du métier d'assistante maternelle.
La PMI a également participé à un forum petite enfance en Mai 2023.

Personnes âgées et personnes handicapées :

Journée nationale des aidants : en octobre 2023, le service PA-PH a participé à une manifestation collective lors de la journée nationale des aidants (JNA) en proposant une séance d'information en partenariat avec la MDPH afin d'informer les participants sur leurs droits.
Forum « Bien vieillir » Semaine bleue : dans le cadre de la semaine bleue, le service a organisé un forum « Bien vieillir » au Centre des Congrès « Le Manège » à Chambéry avec le financement d'AGIRC-ARRCO et de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) :

- 340 personnes (265 séniors et 75 partenaires) ont visité la cinquantaine de stands et ateliers proposés par les partenaires présentant des services, des actions de prévention et des équipements mis à leur disposition sur le territoire. Les partenaires présents ont pu donner de l'information autour de thèmes variés tels que : les loisirs, les vacances, la santé, la solidarité, l'hébergement, l'aménagement du logement, le sport, la sécurité, etc.
- 30 visiteurs étaient présents lors de la conférence proposée sur le thème « Activité physique, prévention et lien social » par le Dr Jothy, médecin gériatre, au centre de prévention AGIRC-ARRCO et 51 participants aux divers ateliers proposés (Activ Mémoire, Yoga assis, etc).

Cohésion sociale :

Informations collectives "accès aux droits" : le public de ces actions sont les personnes débutant un parcours d'insertion socioprofessionnelle (nouveaux allocataires entrant dans le dispositif RSA, bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique ou de l'Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi, jeunes nouvellement inscrits à la Mission Locale Jeunes) et les personnes en situation d'insertion socioprofessionnelle (en fonction de l'ancienneté dans le dispositif et de la capacité d'accueil du lieu de réception).
Les finalités de ces actions sont : favoriser l'accès aux droits, lutter contre le non-recours, informer les personnes sur les ressources disponibles du territoire mobilisables dans leurs parcours d'insertion, prévenir les indus et réduire le nombre de sanctions sur les allocations, mobiliser les personnes pour participer au groupe de réflexion.

Ces actions se déroulent une fois par trimestre dans chaque territoire, l'animation est effectuée par les travailleurs sociaux du Département. En 2023 : 8 séances ont été animées, les retours sont très positifs quant aux informations reçues.

Action Sociale de Proximité :

Centre social Saint Sébastien : permanences de l'association AQCV (Association du Quartier Centre Ville de Chambéry) dans la salle d'attente du CSD (1 fois/mois).

Bassin Albertville Ugine

- Intervention du médiateur de justice en réunion de territoire et articulations pour les recours ou difficultés administratives des citoyens.
- Poursuite du groupe de travail avec le parquet concernant les affaires pénales en cours versant victimes.
- Participation au forum sur le logement jeune organisé par la mission locale d'Albertville Ugine.
- Organisation d'une conférence sociale délocalisée à destination des élus et institutionnels pour relayer l'information concernant les droits sociaux.

- Appui à l'instauration des permanences de la MDPH dans les différentes zones du territoire.
- Liens périodiques avec l'association AVIJ concernant l'aide aux victimes.
- Accueil du service Pôle Emploi pendant une période de 4 mois suite à incendie de leurs locaux afin de maintenir l'accès à ce service.
- Accueil dans nos locaux des permanences CARSAT, SASSON, CAF, CRAM et PJJ.
- Travail d'articulation avec les maisons France Services et conseillers numériques.
- Aménagement d'un nouveau local PMI plus pratique et plus identifié.
- Inauguration du centre social de Frontenex au cœur de la cité et donc plus visible de toute la population.
- Coordination renforcée concernant les associations caritatives et l'épicerie sociale afin de répondre aux demandes dans les meilleurs délais et de manière efficiente.

Avant Pays Savoyard

- Un travail d'interconnaissance a été engagé avec les associations œuvrant sur l'aide alimentaire sur le territoire, il a permis une meilleure lisibilité du fonctionnement de chacun et ainsi un accès facilité à l'offre alimentaire.
- Un annuaire des ressources pour lutter contre les violences conjugales a été créé et est régulièrement mis à jour pour donner à l'ensemble des acteurs de l'Avant Pays qui peuvent être confrontés à ces situations toutes les informations pour savoir à qui s'adresser. Une journée de formation a été organisée avec comme public cible les professionnels de santé du territoire, et en particulier ceux exerçant en libéral.
- Un travail d'articulation avec les France Services du territoire a été effectué pour rendre plus lisible et plus fluide l'accueil du public et la réponse à apporter. La MSD, trois France Services du territoire et un centre socio-culturel ont signé une convention commune, fournissant ainsi des relais de proximité pour l'accueil, l'information et l'aide à la complétude des dossiers MDPH.
- Un forum Bien vieillir en Avant Pays Savoyard a été organisé à destination des personnes âgées et de leurs aidants pour donner de l'information et commencer à apporter des réponses au public.
- L'ensemble des directeurs d'école en maternelle et élémentaire du territoire ont été réunis pour échanger sur les informations préoccupantes et l'offre de service de la Maison Sociale pour venir en soutien des parents.
- LA MSD poursuit son animation du Réseau Santé Vulnérabilité (représentants d'institutions, bénévoles d'associations, élus locaux, professionnels de la santé et de l'action sociale) autour des objectifs suivants :
  - Permettre aux personnes en situation de précarité et/ou de vulnérabilité de l'Avant pays savoyard d'avoir un meilleur accès à la prévention et aux parcours de soins adaptés.
  - Favoriser les coopérations entre les acteurs de l'action sociale, de la santé, de la gérontologie, du handicap, etc.

En 2023, le réseau s'est réuni à 4 reprises. Lors de chacune de ses instances étaient présents de 23 à 36 partenaires.

- 4 lettres du CLIC ont été envoyées à l'ensemble des acteurs sociaux, médico-sociaux, élus et bénévoles de l'Avant Pays Savoyard pour diffuser les informations locales et départementales concernant les personnes âgées, handicapées et plus globalement les personnes vulnérables.

Maurienne

L'accès aux droits passe par l'accès à l'information. En ce sens, le territoire dispose d'un riche maillage de centres sociaux du département (CSD) et de France Services. En effet, il existe 5 CSD et 5 France Services correspondant aux 5 communautés de communes de la vallée.

Les 5 centres sociaux de Maurienne accueillent le public tous les jours soit dans le cadre du premier accueil social inconditionnel de proximité (réalisé par les secrétaires assistantes de CSD) soit dans le cadre des rendez-vous proposés par les assistantes sociales de secteur. Pour faciliter l'accès aux droits, sont proposés : une écoute attentive pour cerner la demande, des orientations vers le bon interlocuteur quand cela est nécessaire et des accompagnements à la réalisation des démarches pour soutenir les plus en difficulté. Afin d'éviter que la mobilité soit un frein à l'accès à l'information et aux droits, les assistantes sociales font également des visites à domicile. En 2023, les 9 assistantes sociales de l'équipe ASP de Maurienne ont réalisés 4673 entretiens (aux CSD et en visites à domicile).

Les France Services, quant à elles, proposent des temps d'accueil avec et sans rendez-vous et accompagnent le public auprès des 9 partenaires nationaux (voire 11 pour certaines). Elles soutiennent également les publics les plus fragiles, notamment dans les démarches dématérialisées.

La force du territoire de Maurienne réside dans le fait que les CSD et les France Services travaillent main dans la main pour faciliter et soutenir l'accès aux droits du public. Leur articulation étroite sur ce territoire permet d'apporter de l'information et des réponses de qualité. Disposant de liens privilégiés avec les grands partenaires et donc de réponses rapides, les France Services sont également d'un grand secours pour les assistantes sociales qui peuvent rencontrer des

difficultés pour faire avancer certains dossiers. Ce travail en bonne intelligence et avec l'accord des personnes accompagnées est bénéfique à tous.

Le territoire de Maurienne a également lancé l'expérimentation en 2022/2023 de la démarche de référent de parcours. Cette méthode d'accompagnement vise notamment à fluidifier le cheminement de la personne accompagnée en permettant une centralisation de l'information et une coordination de son parcours par un référent unique choisi par la personne. Cette méthode contribuera à simplifier l'accès à l'information pour un meilleur accès aux droits et in fine aboutir à la résolution de la difficulté ou à la réalisation du projet de la personne accompagnée.

Tarentaise :

- Liens périodiques avec l'association AVIJ concernant l'aide aux victimes.
- Accueil dans nos locaux du point CAF 3 jours par semaine.
- Travail d'information en lien avec les Maisons France Services.
- Etroite collaboration avec les Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) du territoire en valorisant les aspects de communication.
- Appui auprès des communautés de communes sur le développement des CIAS sur les territoires.
- Intervention du médiateur de justice en réunion de territoire et articulations pour les recours ou difficultés administratives des citoyens.
- Poursuite du groupe de travail avec le parquet concernant les affaires pénales en cours versant victimes.

FOCUS SUR ...

L'OUTIL DORA



DORA est l'acronyme de **D**écouvrir - **O**rienter - **R**enseigner – **A**ccompagner.

DORA est un service public numérique conçu pour l'ensemble des acteurs de l'insertion sociale, socio-professionnelle et professionnelle, ainsi qu'au public en recherche de réponses à un besoin d'insertion.
DORA se veut une porte d'entrée simple et rapide pour trouver l'ensemble des informations et offres d'insertion sur une 15aine de thématiques (insertion, emploi, santé, mobilité, numérique, handicap, logement, alimentaire, accès aux droits…), géolocalisées sur le Département.

Le 30 novembre 2023 a été la journée de lancement officiel de DORA en Savoie, journée qui a rassemblé plus de 200 partenaires.

Objectif opérationnel	1.1.2. Généraliser le "premier accueil social inconditionnel de proximité"

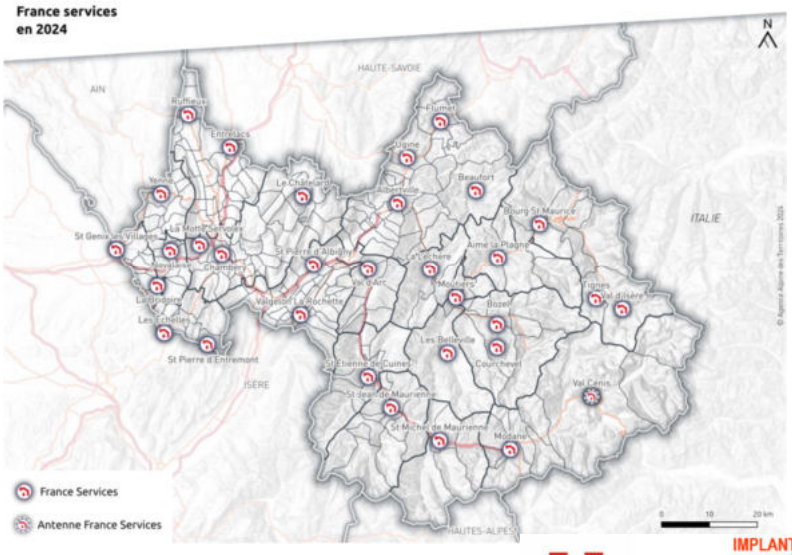
L'objectif est atteint avec une couverture départementale à 100%.

PREMIER ACCUEIL SOCIAL INCONDITIONNEL DE PROXIMITÉ (PASIP)

Le PASIP a vocation à recevoir toute personne, quels que soient sa demande, sa situation et son statut. Ce premier accueil social assure les fonctions suivantes :

- Une écoute bienveillante des personnes.
- Une information sur leurs droits et éventuellement l'ouverture de ceux-ci.
- Une orientation fiable vers un interlocuteur ou un service en adéquation avec les difficultés exposées par la personne.

Le Conseil Départemental, en sa qualité de chef de file des solidarités, est chargé de mettre en place une politique cohérente de l'accueil social inconditionnel de proximité. Il doit à ce titre établir, en concertation avec l'ensemble des partenaires et les personnes concernées, les modalités de coordination entre les différentes institutions et associations assurant un accueil social sur le territoire. Cette mission s'inscrit notamment dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et le nouveau Pacte des Solidarités.



La couverture départementale en matière de premier accueil social inconditionnel de proximité est effective à 100%, grâce au maillage territorial de différentes structures :

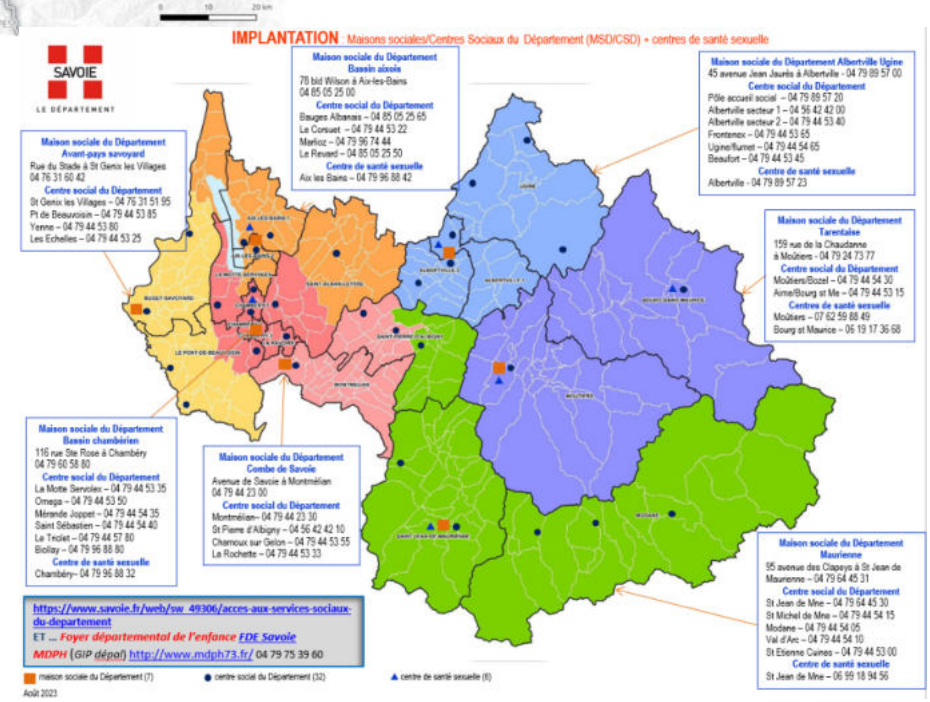
- Dans les services sociaux du Département :
  - 7 Maisons sociales du Département (MSD) avec 32 Centres Sociaux Départementaux (CSD).
  - 7 centres locaux d'information et de coordination (CLIC) pour les personnes âgées.
- Dans les 31 Maisons France Services (en janvier 2024).

Cartes de l'implantation des lieux d'accueils répondant aux critères de la mesure « premier accueil social inconditionnel de proximité » sur le territoire savoyard.

L'articulation des différents lieux d'accueil du public est un enjeu important qui est travaillé de manière collaborative avec les France Services, les organismes de protection sociale et devra l'être avec les CCAS et les communes.

Plusieurs actions se pérennisent :

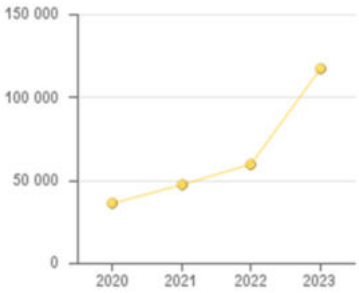
- La présentation de l'action sociale départementale dans les formations des France Services.
- Des rencontres entre services sociaux afin d'améliorer la bonne orientation des publics.
- Des rencontres territorialisées Maisons Sociales / France Services nouvellement créées ou existantes pour contribuer à identifier les points d'articulation et les bonnes pratiques.



Et une charte de collaboration a été travaillée avec les différentes équipes pour une mise en œuvre en 2024.

1.1.2.1 ACT - Nombre de personnes accueillies par les structures engagées dans la démarche de premier accueil inconditionnel

Période	Nombre
2020	36 326
2021	47 498
2022	59 979
2023	117 116



En 2023 : 117 116 personnes accueillies au titre du PASIP, toutes structures confondues.
Dont :
- 52 967 personnes accueillies par les structures du Département dont 49 101 personnes accueillies par les CSD et 3 866 personnes accueillies par la Maison sociale au titre du PASIP.
- 64 149 personnes accueillies par les structures France Services.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Simplifier l'accès à l'information pour un meilleur accès aux droits »

Le travail relatif à l'accès aux droits est au cœur du travail social et est l'un des piliers du schéma social et médico-social unique. Les indicateurs présentés ci-dessus permettent de mesurer des actions identifiées visant cet objectif : la multiplication des informations grand public sur le sujet, la consolidation des relations partenariales (CPAM, CARSAT…) pour fluidifier le parcours « usager », le déploiement des lieux de premier accueil social inconditionnel de proximité et le nombre d'usagers ayant bénéficié d'une première orientation.

L'accélération de la dématérialisation accentuée par la crise sanitaire impacte particulièrement les publics précaires dans l'accès aux droits sociaux.
Des actions d'accompagnement sont proposées aux professionnels comme aux usagers : si le cœur de métier de l'action sociale reste l'accompagnement des personnes, les Maisons Sociales disposent d'outils départementaux contribuant à l'autonomie numérique des usagers qu'elles accueillent dont l'annuaire de Mednum73.

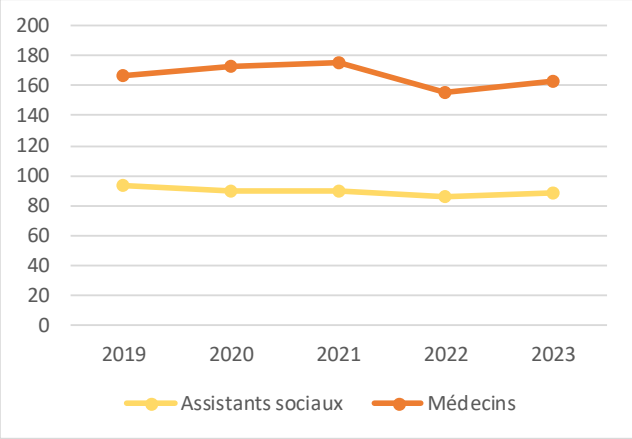
Une étude sur les besoins des travailleurs sociaux a mis en évidence des points d'amélioration (mai 2023).

Nouvelle politique « France Numérique Ensemble » (FNE) : l'État et le Département ont décidé de rédiger collectivement la feuille de route 2024-2027 pour l'inclusion numérique à l'échelle de la Savoie en impliquant le plus largement possible l'ensemble des acteurs : collectivités locales, acteurs de la médiation numérique, opérateurs de service, acteurs locaux, entreprises, etc. Cette nouvelle politique s'inscrit dans la continuité du SDAASP (schéma départementale d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics) et s'appuie sur cette gouvernance existante.

Objectif politique	*2. Promouvoir une démarche de développement social dans le cadre de la mise en œuvre du schéma social et médico-social unique*
Objectif stratégique	*2.1. Optimiser le service public rendu aux usagers*
Objectif opérationnel	*2.1.1. Attirer et fidéliser les professionnels des métiers du social par la mise en œuvre d'une gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC)*

2.1.1.1 PERF - Taux de couverture des postes d'assistants sociaux et de médecins travaillant pour le Pôle Social du Département

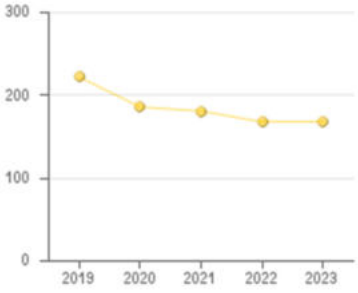
Période	Assistants sociaux	Médecins
2019	93	74
2020	90	83
2021	90	85
2022	86	70
2023	88	75



Le taux de couverture des postes s'améliore légèrement mais reste inférieur aux chiffres d'avant COVID. Le département, comme les établissements et services, restent confrontés à des difficultés de recrutement et de remplacement dans les secteurs sociaux, médico-sociaux et médicaux. Ces tensions sont plus particulièrement marquées dans certains territoires (Tarentaise et Maurienne) et pour les contrats courts. Elles sont aussi réelles sur les emplois administratifs. Elles génèrent des impacts forts tant sur la qualité du service rendu que sur les équipes (surcharge de travail, perte de sens, retard, etc). La mise en place d'un pool de deux puéricultrices volantes et de cinq assistants sociaux mobiles en 2023 permet d'améliorer le remplacement des absences pour ces métiers. La collectivité a aussi augmenté les rémunérations et engage en 2024 une démarche « marque employeur ».

2.1.1.2 PERF - Nombre d'assistants familiaux employés par le Département

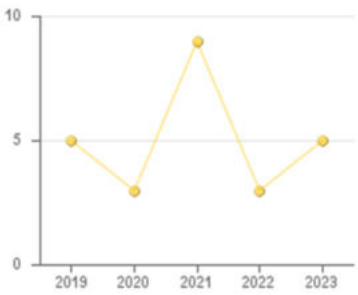
Période	Nombre
2019	222
2020	186
2021	181
2022	168
2023	168



Le recrutement est en hausse (15 recrutements en 2023) et permet de stabiliser le nombre d'assistants familiaux en activité compte-tenu des départs en retraite. De nombreux départs à la retraite sont à prévoir en 2024.
Il est à noter également que les réunions d'information ont concerné davantage de personnes en 2023, 61 personnes se sont renseignées sur le métier par téléphone, 47 sont venus en réunion d'informations et 4 ont déposé un dossier d'agrément sans s'inscrire à la réunion.
Le travail se poursuit sur les conditions d'exercice du métier.

2.1.1.3 ACT - Nombre d'étudiants accueillis dans le cadre de leurs études (Infirmiers et puéricultrices)

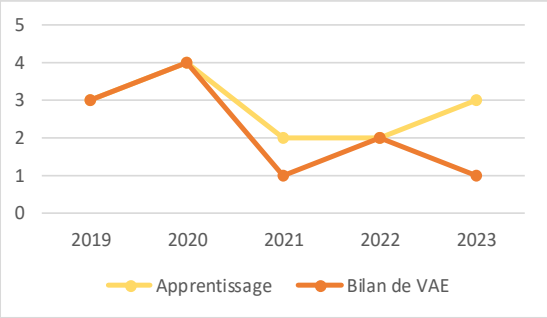
Période	Nombre
2019	5
2020	3
2021	9
2022	3
2023	5



Un partenariat avec l'IFSI en 2023 a permis de mieux travailler l'accueil des stagiaires infirmiers et faire correspondre les besoins en lieu de stage et les capacités d'accueil du Département.

2.1.1.4 ACT - Nombre d'apprentissages et de bilans de validation des acquis de l'expérience (VAE) débutés au cours de l'année autour des métiers du travail social

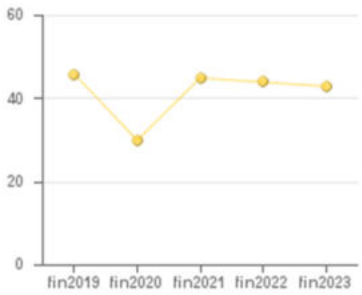
Période	Apprentissage	Bilan de VAE
2019	3	3
2020	4	4
2021	2	1
2022	2	2
2023	3	1



Le nombre d'apprentis (Foyer départemental de l'enfance inclus) est stable. En outre, le pôle social accueille des apprentis dans le cadre de différents métiers administratifs.

2.1.1.4 PERF - Nombre de stages commencés au cours de l'année au Pôle social

Période	Nombre
fin2019	46
fin2020	30
fin2021	45
fin2022	44
fin2023	43

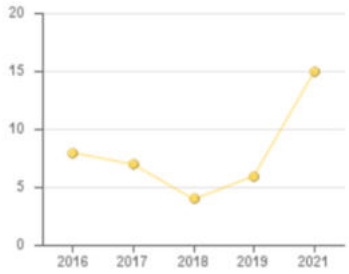


Le nombre de stagiaires accueillis est stable. En 2024, le pôle social s'engage dans une démarche d'accueil de stagiaires en observation (élève de 3ème et de seconde) afin de faire connaître nos métiers le plus en amont possible.

Objectif opérationnel	***2.1.2. Renforcer la coordination de l'action des acteurs sociaux pour un travail en complémentarité utilisant au mieux toutes les ressources du territoire***

2.1.2.1 ACT - Nombre de situations étudiées en Commission "Cas complexes"

Période	Nombre
2016	8
2017	7
2018	4
2019	6
2021	15



Une instance pluridisciplinaire visant à améliorer la prise en charge des situations complexes a été mise en place par la MDPH et devrait permettre une meilleure coordination des acteurs pour prévenir une situation complexe ou pour en assurer le suivi.
Si l'élaboration et la construction de cette nouvelle instance « situations complexes » nommée Equipes Pluridisciplinaire d'Evaluation (EPE) situations complexes s'est faite en 2023, elle a effectivement débuté en janvier 2024 avec 3 déclinaisons : enfants/jeunes adultes/adultes.

Objectif opérationnel	***2.1.3. Renforcer l'interaction des dispositifs sociaux par le développement et la promotion d'actions innovantes par tous les partenaires compétents sur le territoire***

Le développement d'actions innovantes fait l'objet d'une fiche action (n°4) dans le cadre du Schéma social et médico-social unique. Un recensement des initiatives a été réalisé sur les différents territoires savoyards.

Les actions phares de 2023

- Benchmarck auprès des quatre actions innovantes afin de préfigurer le remplissage d'un catalogue recensant les initiatives présentées lors du forum social et visite d'un tiers lieu.
- Réflexion pour la création d'une boîte à outil (mallette pédagogique dédiée à l'accompagnement de porteur de projet socialement innovant).

Les actions à venir pour 2024

- Production d'un rapport annuel des initiatives existantes avec éventuellement une remise de prix.
- Valorisation de toute la production réalisée (catalogue, mallette…) sur intranet.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 2.1.

« Optimiser le service public rendu aux usagers »

Le Département maintient ses ambitions et ses progrès en matière de recrutement et d'accueil de futurs professionnels. Fin 2023 un effort particulier a été fait sur la rémunération des agents mais également des assistants familiaux afin de garder les métiers du social attractifs.

Une réflexion sur l'accueil des stagiaires de tout niveau est entamée afin de faire connaitre nos métiers et d'accompagner les jeunes qui souhaitent s'y engager.

Enfin, les coopérations se poursuivent entre les acteurs afin de favoriser les synergies de réponses pour les personnes qui ont le plus de besoins.
L'installation au sein de la MDPH d'instances pour les situations les plus « complexes » en est l'illustration mais on pourrait également mettre en avant la coopération permanente avec l'Agence Régionale de Santé.

Objectif politique	***2. Promouvoir une démarche de développement social dans le cadre de la mise en œuvre du schéma social et médico-social unique***
Objectif stratégique	***2.2. Placer les usagers au cœur de l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sociales***

Objectif opérationnel	***2.2.1. Améliorer la participation des usagers à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques***

La question de la participation des personnes concernées est au cœur de la démarche du schéma unique. Celle-ci se décline de différentes façons : participation renforcée des usagers aux décisions qui les concernent (exemple : aide sociale à l'enfance), travail accru avec les aidants (PH / PA), recensement des besoins et de la parole des personnes bénéficiaires ou accompagnées (groupe BRSA, université sociale). Ces actions sont de plus en plus nombreuses et travaillées de manière à ce que la participation soit renforcée et la plus inclusive possible.

La fiche action n°6 du schéma unique est entièrement dévolue à la question de la participation.

Les actions phares 2023

- Poursuite du travail sur la thématique lors de la journée d'encadrement du pôle social.
- Transmission à la CNSA de la parole du groupe « usagers » sur l'amélioration/simplification des écrits sur l'APA.
- Recueil de la parole d'usagers face à la numérisation de notre société pour nourrir 2 ateliers du Numérique en Commun (NEC) local.
- Rapprochement avec le TIM Lab pour partager constats et outils identifiés, afin d'engager le travail sur la gestion de la relation à l'usager (GRU).

D'autres actions sont menées pour renforcer la participation des personnes, soit relativement à leur propre parcours, soit dans le cadre de la mise en œuvre du schéma des solidarités :

- Déploiement des concertations savoyardes et du projet pour l'enfant (participation des enfants et parents aux décisions qui les concernent) – fiches action 16 et 18 du schéma.
- Déploiement du référent de parcours : expérimentation en Maurienne - fiches action 3, 22 et 29 du schéma.
- Participation de proches aidants dans des groupes de travail / travail sur les écrits APA – fiche action 9.
- Renouvellement des groupes de travail pour les bénéficiaires du RSA en lien avec Pays de Savoie Solidaire – fiche action 22 et 23.

FOCUS SUR ...

JOURNEE DEPARTEMENTALE DES GROUPES RESSOURCES RSA

Une journée sur le thème de l'action collective a été organisée par les référents "cohésion sociale" le jeudi 19 octobre 2023 à l'Ecomusée de Grésy-sur-Isère. 80 personnes dont 26 professionnels étaient présents.
Les groupes d'action collective issus des différents territoires (groupes ressources, groupes de lien social) ont pu se rencontrer et échanger sur leurs pratiques, leurs besoins et leurs projets.

Après une introduction rappelant la volonté du Département d'associer les usagers à la construction et la rénovation des projets du pôle social, un travail de groupe a été encadré par 2 intervenantes autour des questions suivantes :

- Qu'est-ce que vous apportent les activités de groupe aujourd'hui ?
- Et si tout était possible demain, que souhaiteriez-vous pour ces actions collectives ?

L'ensemble des éléments recueillis va contribuer à faire évoluer ces groupes. L'après-midi, tous les participants ont profité d'un moment culturel et de détente avec la visite de l'écomusée.

En 2024, la 3eme université sociale se réunira, en présence notamment des personnes ayant participé à cette journée des groupes ressources.





La mobilisation autour du sujet se décline également dans les territoires qui proposent également des actions de soutien aux usagers :

Bassin Aixois

- Des usagers ont été intégrés au sein du comité technique du Réseau entre Bauges et Lac. Ces aidants coconstruisent avec le groupe les axes de travail du Réseau.
- Les bénéficiaires des actions de lien social participent régulièrement aux universités sociales du Département.
- Les bénéficiaires des actions collectives ont pu participer à l'évolution des actions et à la définition des contenus (Répit 3A, Un moment pour nous, le groupe sophrologie).

Bassin Chambérien

Enfance Jeunesse Famille :

Le groupe Réf 'Ado a poursuivi son action avec des jeunes en partenariat avec la cité des Arts. Les objectifs de l'action : permettre le développement de l'expression des jeunes par la création de saynètes musicales, faire émerger des compétences pour permettre la valorisation et la confiance en soi, développer et conforter le lien référent/enfant, aider à réfléchir à la notion d'engagement collectif, permettre une ouverture culturelle et artistique et susciter l'envie de continuer à pratiquer, ouvrir un espace de socialisation et permettre aux jeunes de communiquer entre eux et de faire groupe.
Le 3 mai 2023, les enfants ont montré le fruit de leur travail à leurs proches, assistants familiaux et référents. Public : Jeunes bénéficiant d'une mesure administrative ou judiciaire, accueillis chez un(e) assistant(e) familial(e) ou jeunes bénéficiant d'une mesure éducative à domicile.

Protection Maternelle et Infantile :

- Ateliers-recherche PAPOLT : deux ateliers par semaine de stimulation des compétences langagières parents-enfants ont eu lieu au CSD du Triolet du 18 septembre au 20 Décembre 2023. Pour ce faire, 2 jours et demi de formation ont été proposés aux professionnels volontaires.
- Ateliers psychomotricité autour du nourrisson de 4 à 6 mois : des ateliers d'accompagnement avec une puéricultrice et une psychomotricienne au premier semestre 2023 ont eu lieu au CSD de Mérande.
- Ateliers massage parents-enfants au CSD du Triolet par cycle de 4 à 5 séances, accompagnés par deux puéricultrices.
- Participation au forum de la petite enfance en Mai 2023 (cadre de santé PMI).

Cohésion sociale :

Le groupe « Tenir le Cap », porté par l'association AEQUITAZ a eu pour objectif en 2023 de faire progresser la politique RSA du Département, en construisant, avec les allocataires, des propositions à mettre en dialogue avec le Département. Un collectif réunissant professionnels et personnes concernées a été constitué et a élaboré une proposition de futur courrier à adresser aux nouveaux allocataires du RSA. Ce courrier est effectivement en place depuis fin 2023. Suite envisagée : élaboration d'un livret d'accueil accompagnant le courrier d'orientation, évolution du collectif avec renforcement des axes : lutte contre le non-recours, citoyenneté.

Personnes âgées et personnes handicapées :

Une exposition de bandes dessinées « Une parenthèse de 2 heures » a été réalisée par l'artiste Clément RIZZO, les référentes et la psychologue PA-PH de la MSD, avec le soutien de Fabrice CHARDON, coordonnateur santé social à la Direction du Développement Artistique et Culturel et le soutien financier de la CDFPPA. Les professionnelles sont allées à domicile questionner les « souhaits » des personnes âgées et ont ensuite partagé ensemble deux heures de temps ; l'artiste présent a alors dessiné cette « parenthèse de deux heures » sous forme de planches de bandes dessinées reliées sous format BD remise aux participants. Ces planches ont pu être exposées lors du forum Bien vieillir au manège, puis au centre artistique départemental de Montmélian et dans le hall du château des Ducs de Savoie. L'objectif était d'apporter un autre regard sur les personnes vieillissantes et de valoriser les métiers du social et médico-social.

Le service PA-PH, la MDPH et le service « vie à domicile et prestations PH » de la Direction PA-PH ont organisé des immersions handicap et des rencontres croisées avec différents acteurs du handicap en juin 2023 en direction de professionnels. Les objectifs de ces temps étaient de : favoriser l'inter connaissance des acteurs intervenant auprès des personnes en situation de handicap, sensibiliser les agents sur le thème du handicap, mettre en valeur les capacités et les ressources des personnes en situation de handicap.
Ainsi, 19 organisations partenaires : associations, établissements médico-sociaux, centre hospitaliers, institutions, etc. ont répondu à ces propositions d'immersion et ce ne sont pas moins de 47 actions qui ont été proposées : immersions, participation à des activités, présentation de dispositifs, « vis ma vie », etc. 147 places étaient proposées aux membres des organisations partenaires : seul ou en groupe. Deux actions n'ont pas été réalisées faute de participants intéressés sur les 47 proposées.
Ce projet est le fruit d'un travail collectif : au final 64 personnes ont participé à une des actions proposées.

Afin d'accompagner les aidants, Accueil Savoie Handicap et le Conseil Départemental de la Savoie ont souhaité mettre en place un Café des Aidants en 2023. Les Cafés des Aidants sont des lieux, des temps et des espaces d'information, pour échanger et rencontrer d'autres aidants dans un cadre convivial. Ils sont coanimés par un travailleur social de l'équipe PA-PH et d'une psychologue de l'Accueil Savoie Handicap ayant une expertise sur la question des aidants. Ils sont ouverts à tous les aidants, quels que soient l'âge et la pathologie de la personne accompagnée. Le Café des Aidants de Chambéry s'est tenu chaque 4ème jeudi du mois au Café HECTOR sur 10 séances et a réuni en moyenne 10 aidants à chaque séance (104 participations au total).

En octobre 2023, lors du « Forum bien vieillir » animé par la MSD du Bassin chambérien, un spectacle théâtral « Quai n°19 », joué par la compagnie Mirandole, a réuni 120 personnes. Ce spectacle évoquait des situations de cohabitations intergénérationnelles et a été suivi d'un témoignage par l'association « 1 toit deux générations ».

<u>Bassin Albertville Ugine</u>

- Mise en œuvre des informations collectives pour les bénéficiaires du RSA. Participation au schéma d'accès au service du territoire d'Arlysère et aux actions du contrat de ville.
- Développement des projets pour l'enfant avec participation des familles.
- Groupe témoin concernant le guide de repérages des fragilités.
- Participation aux réunions contrat de ville et au conseil citoyen.
- Etude approfondie des aides mensuelles sur le territoire et des interventions dans les quartiers prioritaires.
- Projet « Partir en vacances » avec une participation très active des familles.

Combe de Savoie

La question de la représentation des usagers et de leur participation dans la construction de nos politiques et de nos réponses de proximité reste fragile :
- 2 actions collectives qui fonctionnent bien.
- La démarche référente de parcours.
- La généralisation des concertations savoyardes est un exemple d'outil.

Avant Pays Savoyard

Le travail autour du groupe ressources composé de bénéficiaires du RSA ou de personnes en insertion se poursuit avec des rencontres autour de la thématique de l'accès aux droits et du lien social et une participation à la journée départementale des groupes ressources.

Maurienne

La Maison Sociale de Maurienne fait vivre depuis 2009 un groupe ressources. Ce groupe a été institué dans le cadre de la loi du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion. Il avait vocation à faire participer les allocataires du RSA à cette nouvelle politique publique afin de la faire évoluer car qui mieux qu'un bénéficiaire du RSA peut parler du RSA ? Au fil des ans, le groupe ressources Maurienne a donc contribué à divers travaux pour, par exemple, simplifier la communication institution/usagers, pour faciliter la compréhension des courriers, pour améliorer la lisibilité de l'information…

Depuis deux ans, ce groupe a été ouvert aux personnes bénéficiant d'un minima social, sans distinction, dans le but de sortir de la logique de silo. Ainsi, il a été sollicité pour répondre à des questions liées à l'accès aux droits en général, à l'élaboration et à l'évaluation du schéma social départemental unique, etc. Certains membres ont pu participer aux 2 universités sociales proposées par le Département et seront présents à la prochaine session du 28 mars 2024.

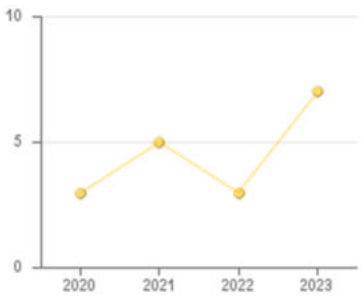
A l'avenir, le service PA/PH de la MSD Maurienne envisage de créer à la fois un « café des aidants » et plus globalement d'associer des aidants aux différentes instances de réflexion et d'élaboration de projets (par exemple : action locale de la plateforme de répit ; comité de pilotage pour organiser des actions à destination des aidants ; participation aux rencontres de la filière gérontologique en Maurienne).

Tarentaise

- Mise en œuvre des informations collectives pour les bénéficiaires du RSA.
- Développement des projets pour l'enfant avec participation des familles.
- Poursuites des actions collectives avec un projet de convention d'action culturelle sur le territoire.
- Développement de la participation des familles aux différentes instances et groupes de travail de la MSD

2.2.1.2 ACT - Nombre de "DuoDay" mis en place sur le territoire savoyard (Conseil Départemental + entreprises ou associations savoyardes)

Période	Nombre
2020	3
2021	5
2022	3
2023	7



Le jeudi 23/11/2023, a eu lieu le Duoday.
En amont, en 2022, un témoignage avait été relayé dans le journal interne, afin de promouvoir cette journée et donner envie à d'autres agents d'y participer. En 2023 un article est paru au sujet du Duoday et du possible accueil de personnes en situation de handicap pour permettre de faire découvrir son métier, le temps d'une journée.
Ainsi 10 agents de la collectivité se sont inscrits à cette opération, toutes les offres parues n'ont pas reçu de candidatures mais 7 duos ont pu être constitués. Le dispositif sera reconduit en 2024.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 2.2.

« Placer les usagers au cœur de l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sociales »

La participation des personnes est inhérente à l'action sociale et l'un des piliers du Schéma social unique depuis son élaboration jusqu'à l'évaluation de sa mise en œuvre.

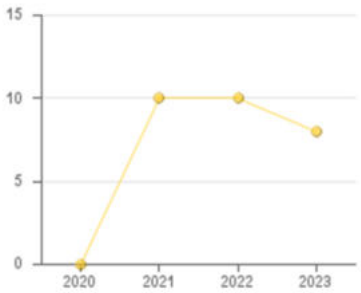
L'ensemble des exemples montrent que cela est acquis dans l'animation des politiques publiques tout comme dans leur élaboration même s'il faut poursuivre la formation des professionnels afin que cela soit plus facile pour eux.

Objectif politique	*2. Promouvoir une démarche de développement social dans le cadre de la mise en œuvre du schéma social et médico-social unique*
Objectif stratégique	*2. 3. Optimiser la démarche de développement social*

Objectif opérationnel	*2.3.1. Développer le conventionnement*

2.3.1.2 ACT - Nombre de coordinations techniques territoriales Handicap organisées au cours de l'année

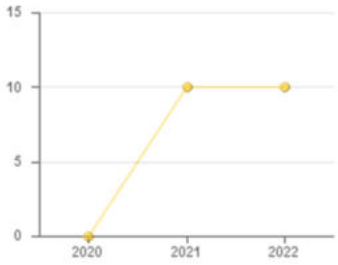
Période	Nombre
2020	0
2021	10
2022	10
2023	8



Les coordinations se déploient sur les territoires et sont investies par les partenaires là où elles existent. L'objectif reste de les mettre en place dans chacune des Maisons Sociales du Département.

2.3.1.3 ACT - Nombre de coordinations techniques territoriales EJF organisées au titre de l'année

Période	Nombre
2020	0
2021	10
2022	10



Les coordinations techniques territoriales EJF sont en cours de redéfinition. L'objectif central est la couverture complète du Département.

Objectif opérationnel	*2.3.2. Développer l'innovation dans le cadre des conférences sociales territoriales*

Les conférences sociales territoriales se sont tenues tout au long de l'année 2023 avec pour objectifs principaux d'informer sur les missions du Département en matière sociale, mais aussi de réaffirmer les liens avec les partenaires institutionnels et territoriaux. Au cœur de cette démarche, se trouve le « développement social » : proposer sur les territoires des actions coconstruites avec les acteurs et la population pour répondre au plus près aux enjeux et besoins locaux.

Les formats sont différents selon les besoins des acteurs territoriaux.

3. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

- L'utilisation des conférences sociales sur les territoires, pour réaliser l'évaluation du schéma, évaluation qui sera également conduite lors d'une université sociale le 28 mars 2024.
- L'organisation du 2ème forum social pour présenter l'évaluation du premier schéma unique et travailler sur le prochain.
- Des rencontres spécifiques des élus départementaux avec les élus locaux
- Le bilan des coordinations enfance jeunesse famille sur les territoires pour trouver le modèle qui correspond aux besoins des acteurs et à l'exercice du rôle de chef de file.
- La préparation de la mise en place du Service Public Départemental de l'Autonomie et l'articulation avec les CLIC et les filières gériatriques.
- Le maintien de la dynamique engagée sur la mobilisation de la société civile dans le soutien des personnes en difficulté : bénévolat, parrainage, mécénat, etc., avec un focus à faire sur la lutte contre l'isolement des personnes âgées en établissement.



Journée des cadres du pôle à Chamousset, 2023



Personnes Âgées

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **4ième commission**

Directions concernées :

- **Pôle social – Direction des personnes âgées, personnes handicapées**



SOMMAIRE

SYNTHESE 339
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 341
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 345
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 347
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 355

9,28%

SYNTHESE -POLITIQUE PERSONNES ÂGÉES



Les lois successives ont fait du Département le chef de file de l'action sociale en faveur de l'accompagnement des personnes âgées, et la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015 a réaffirmé les enjeux à venir et la nécessaire transformation du secteur.

Contexte

Le contexte national et départemental de démographie vieillissante et d'allongement de la vie oblige la société à repenser l'accompagnement des personnes âgées. Les enjeux sont de favoriser le maintien à domicile par des actions de prévention, l'intervention des services d'aide à domicile ou encore la diversification des modes d'habitation intermédiaire. Il s'agit également de préserver la qualité de vie en EHPAD.

A ce titre, dans un contexte de l'emploi qui est très favorable en Savoie, les fortes tensions RH au sein des établissements et des services peuvent apparaître comme autant de freins à la réalisation de ces actions.

Le Département, au-delà du financement des mesures de revalorisations salariales, contribue au développement de l'attractivité des métiers de l'accompagnement et du soin.

Enjeux

- Accompagner le parcours de vie des personnes.
- Favoriser la qualité de vie à domicile ou au sein des établissements.
- Diversifier les modes d'habiter.
- Moderniser et soutenir le secteur de l'aide à domicile.
- Développer la prévention de la perte d'autonomie par la mise en place d'actions multiples (activité physique adaptée, lien social, initiation au numérique, etc).
- Avoir une vigilance pour les plus vulnérables.

Principales réalisations

- Mise en œuvre de la reconnaissance mutuelle des évaluations relatives aux demandes d'aide à domicile, entre la CARSAT, la MSA et le Département.
- Mise en place pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) d'une dotation complémentaire qualité pour l'intervention auprès des personnes les plus dépendantes, celles localisées sur des communes isolées ou pour les interventions les week-ends et jours fériés.
- Elaboration d'une Convention entre l'OPAC et le Département en vue du versement direct de l'APA au bailleur en cas de travaux d'aménagement du logement chez un bénéficiaire de l'APA.
- Poursuite de la Programmation pluriannuelle d'habitats inclusifs.
- Bilan de la convention de partenariat avec la Fédération des Particuliers Employeurs de France (FEPEM), dont l'objet est l'accompagnement juridique des personnes âgées particuliers employeurs, et des professionnels PAPH.

L'action territoriale

Poursuite de l'expérimentation d'un café des aidants sur l'avant pays savoyard grâce à une convention signée entre l'association française des aidants et le Département.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

59 M€ *(CA 2023)*

57,56 ETP *(Equivalents Temps Plein)* en moyens annuels dédiés à la politique

5 901 bénéficiaires de l'APA à domicile en 2022

3 762 bénéficiaires de l'APA en établissement (résidents savoyards accueillis en EHPAD) en 2022

4993 places d'accueil et d'hébergement dont :

- **642** places spécifiques Alzheimer

41 services d'aide à domicile

22% : taux de la population de plus de 85 ans bénéficiaire de l'APA à domicile *(bénéficiaires de + 85 ans au 31/12/2023 sur Population INSEE de +85 ans 2019)*

94,2 % de demandes APA à domicile acceptées en 2022

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

Respecter le choix de vie de chacun, améliorer la qualité de vie et le maintien de l'autonomie pour tous, accompagner les personnes à chaque étape de vie du domicile à l'établissement sont les piliers des politiques en faveur des ainés.
Cela se traduit au quotidien par des équipes médico-sociales spécialisées pour les publics âgés, qui sont présentes dans les 7 Maisons Sociales du Département, pour informer, orienter, ou mettre en œuvre des droits comme l'APA.
En 2025, un nouveau système d'information national pour l'APA sera mis en place et permettra notamment aux usagers de déposer les demandes en ligne, et suivre leur état d'avancement. Parallèlement, en lien avec la CNSA, doit se mettre en place toujours à partir de 2025 le futur Service Public Départemental de l'Autonomie (SPDA) qui a vocation, sous pilotage des

Départements à mettre en cohérence les différents acteurs de terrain autour de 4 blocs d'actions obligatoires, constituant un « socle de missions »
- La garantie d'un accueil, d'un accès à l'information, d'une orientation et d'une mise en relation avec le bon interlocuteur sans renvoi de guichet en guichet ;
- L'évaluation de la situation, l'attribution des prestations dans le respect des délais légaux ;
- Des solutions concrètes pour tous les usagers, grâce à un appui et une coordination des professionnels du social, du médico-social et du sanitaire
- La réalisation d'actions de prévention et d'aller vers les personnes les plus vulnérables.





1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

L'année 2023 s'est traduite par la poursuite de l'action des groupes de travail dans le cadre du schéma médico-social unique 2021-2024 et dans le cadre de la feuille de route pluriannuelle conclue entre la CNSA, le Département et la MDPH sur la même période.

D'ores et déjà, des actions ont été mises en œuvre sur les différents axes du schéma :

- Organiser un parcours personnalisé à chaque étape de la vie :
  - ➢ Diversification de l'offre avec une programmation d'habitats inclusifs sur le Département à partir de 2023.
  - ➢ Poursuite du Déploiement, sur le territoire d'Albertville, d'un cahier de prévention des risques de fragilité, mis à disposition des acteurs et professionnels « sentinelles ».
  - ➢ Formation à destination des aides à domicile du dispositif incurie, co-portée par l'Agence Régionale de Santé (ARS).
  - ➢ Mise en place de nombreuses actions de répit en faveur des aidants.
- Développer un environnement favorable au maintien à domicile :
  - ➢ Conforter les services d'aide à domicile comme pilier de la prise en charge : augmentation du tarif unique national de 23 € en 2023.
  - ➢ Renforcer l'attractivité des métiers du grand âge par le financement de l'avenant 43 de la branche aide à domicile ou le Ségur pour les SAAD de la fonction publique territoriale.
  - ➢ Sécuriser la fonction de particulier employeur lorsque les personnes âgées ont recours à une embauche directe via l'accompagnement juridique de la FEPEM.

FOCUS SUR ...

MISE EN PLACE DE LA DOTATION COMPLEMENTAIRE FINANCEE PAR LA CAISSE NATIONALE SOLIDARITE AUTONOMIE (CNSA)

La dotation complémentaire remplace en 2023 la dotation qualité. Elle vise à permettre un meilleur accompagnement des bénéficiaires via une montée en compétence des salariés pour la prise en charge des GIR 1 et 2, le développement des prises en charge en horaires atypiques ou territoires isolés, mais aussi d'actions pour lutter contre l'isolement ou encore pour aider les aidants. Dans le même temps elle vise également des actions en faveur de la qualité de vie au travail. Elle consiste en un financement supplémentaire des Services d'Aide à Domicile (SAAD) ayant été retenus dans le cadre de l'appel à candidature annuel.

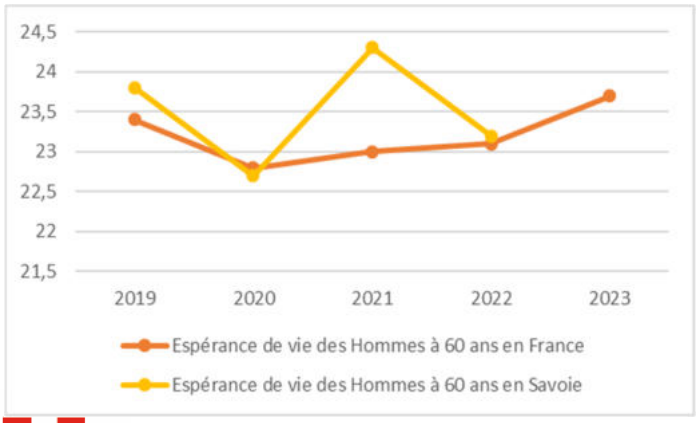
Au niveau national, a été mis en place fin 2023 un CERFA « Demande d'aide à l'autonomie à domicile », disponible notamment sur le site national de référence pour-les-personnes-agees.gouv.fr et relayé par les supports de communication du Département.

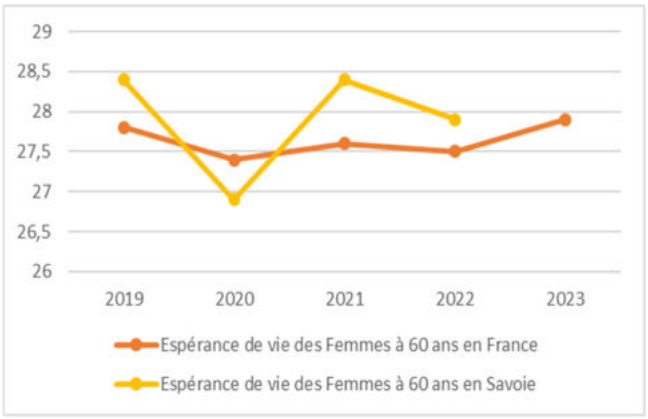
Les travaux préparatoires se sont poursuivis en 2023 avec la CNSA en vue de la future mise en place du système d'information national APA qui permettra notamment un dépôt des demandes en ligne.

De même, s'agissant de l'entrée en EHPAD, l'activité de la plateforme Via Trajectoire PA poursuit sa hausse et confirme son utilisation par le public, les médecins traitants, les établissements ainsi que les professionnels du médicosocial.

CONT 1- Espérance de vie à 60 ans

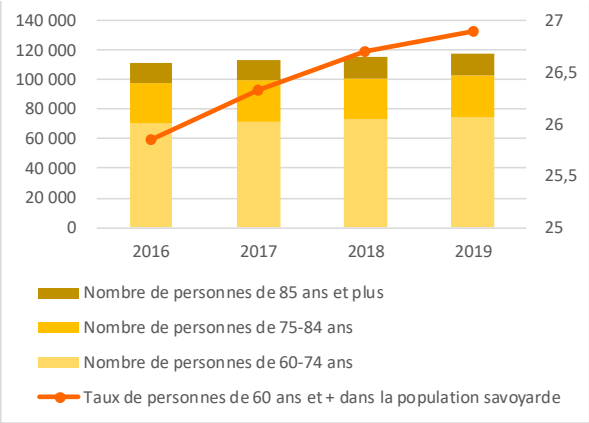
Espérance de vie à l'âge x *: représente, pour une année donnée, l'âge moyen au décès des individus d'une génération fictive d'âge x qui auraient, à chaque âge, la probabilité de décéder observée cette année-là au même âge. Autrement dit, elle est le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de cet âge x (ou durée de survie moyenne à l'âge x), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.*





CONT 2 et 3 - Personnes âgées de plus de 60 ans en Savoie (Insee - RGP)

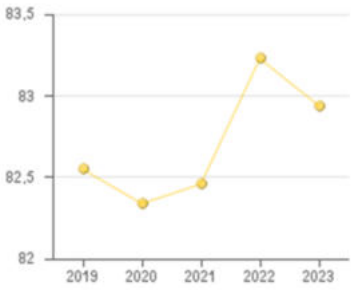
Période	Taux de personnes de 60 ans et + dans la population savoyarde	Nombre de personnes de 60-74 ans	Nombre de personnes de 75-84 ans	Nombre de personnes de 85 ans et plus
2016	25,85	70 041	27 391	13 635
2017	26,33	71 958	27 354	14 237
2018	26,7	73 924	27 411	14 669
2019	26,9	74 744	27 723	14 852



Comme pour l'ensemble du territoire national, le vieillissement de la population est constaté en Savoie avec des territoires plus fortement impactés, comme le territoire d'Aix-les-Bains *(Valeurs selon le dernier recensement général de la population de 2018)*.

CONT 5- Age moyen d'entrée dans l'APA à domicile en Savoie

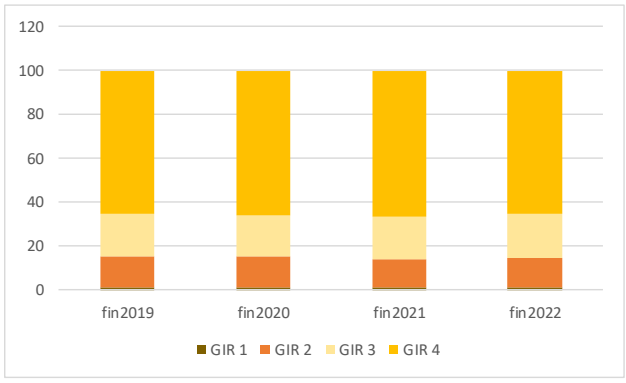
Période	Nombre
2019	82,55
2020	82,34
2021	82,46
2022	83,23
2023	82,94



Globalement, la première demande d'APA s'effectue toujours aux environs de 83 ans.
Les actions de prévention ont comme objet de maintenir le plus longtemps possible les capacités fonctionnelles mais aussi la qualité de vie. Cette politique a pour objectif peu à peu de faire reculer l'entrée en dépendance.

CONT 6- Taux de bénéficiaires de l'APA à domicile ayant des droits ouverts au 31 décembre par GIR (DREES)

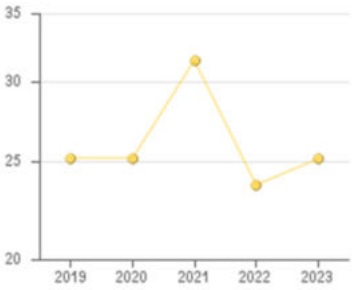
Période	GIR 1	GIR 2	GIR 3	GIR 4
fin2019	1,47	14,17	18,86	65,5
fin2020	1,38	14,17	18,86	65,48
fin2021	1,23	13,2	19,11	66,46
fin2022	1,12	13,96	19,39	65,53



La répartition des bénéficiaires reste globalement stable dans les différents niveaux de dépendance. L'objectif est que l'entrée dans l'APA puisse se faire lorsque le niveau de dépendance n'est pas encore trop élevé, dans l'objectif de maintenir une autonomie la plus longue possible via l'intervention d'aides à domicile.

CONT 7- Part des bénéficiaires en GIR 1 et GIR 2 à domicile sur la population globale des GIR 1 et 2 bénéficiaires de l'APA (en établissements et à domicile)

Période	Taux
2019	25,23
2020	25,22
2021	31,5
2022	23,73
2023	25,17

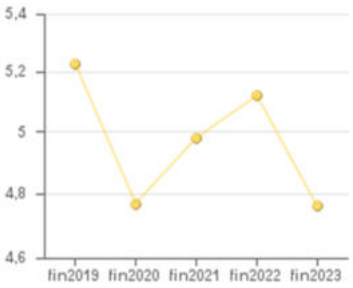


** GIR : niveau de perte d'autonomie ; les personnes en GIR1 sont les plus dépendantes.*

Excepté une variation en 2021, la part des GIR 1 ou 2 à domicile se maintient aux alentours de 25%. Le choix premier des personnes est de rester à domicile, mais parfois cela n'est plus possible pour différentes raisons : isolement, environnement inadapté, épuisement de l'aidant, et bien sûr le besoin d'une prise en charge médicalisée.

CONT 8– Pourcentage de la population de +60 ans bénéficiaire de l'APA à domicile en Savoie

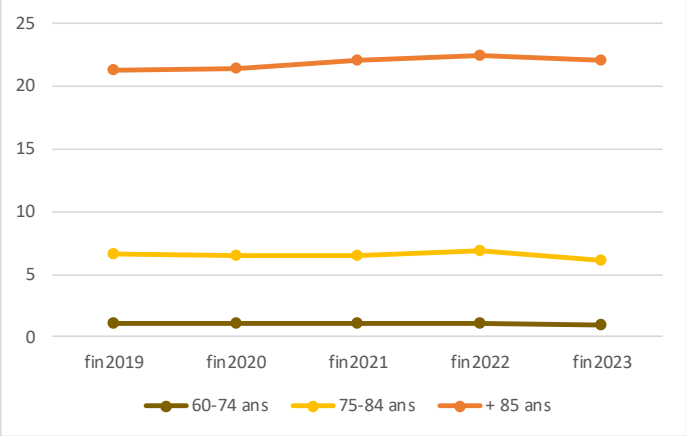
Période	Taux
fin2019	5,23
fin2020	4,77
fin2021	4,98
fin2022	5,12
fin2023	4,76



Cet indicateur est globalement stable, aux alentours de 5%. Les efforts développés par le Département et ses partenaires pour mettre en œuvre des actions de prévention contribuent à maintenir cette stabilité. L'enjeu est de garantir et de permettre l'accès à l'APA lorsqu'une perte d'autonomie est constatée.

CONT 9- Taux de bénéficiaires de l'APA à domicile par tranche d'âge ayant un droit ouvert par rapport à la population éligible du même âge

Période	60-74 ans	75-84 ans	+ 85 ans
fin2019	1,06	6,55	21,3
fin2020	1,08	6,43	21,36
fin2021	1,1	6,45	22,01
fin2022	1,07	6,82	22,35
fin2023	0,99	6,15	22



La part des moins de 75 ans est très faible et reste relativement stable. La majorité des personnes âgées déposent une demande d'aide APA autour de 83 ans. Avant cet âge, la demande est souvent liée à un grave problème de santé (AVC, troubles cognitifs...), ou aux conséquences de chutes.

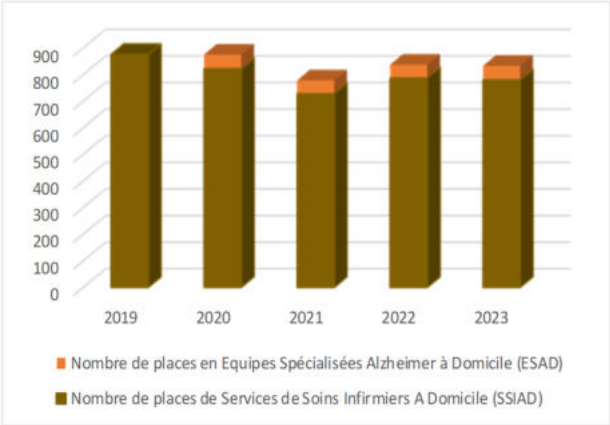
CONT 13- Nombre de places de services médicaux gérés par l'Agence Régionale de Santé

(Données communiquées par l'ARS)

Période	Nombre de places de Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD)	Nombre de places en Equipes Spécialisées Alzheimer à Domicile (ESAD)
2019	875	
2020	822	53
2021	728	50
2022	787	50
2023	780	53

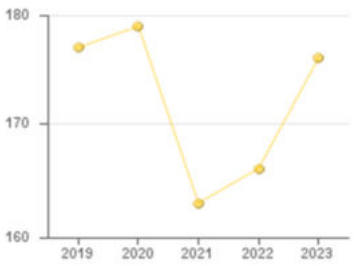
SSIAD (Services de Soins Infirmiers à Domicile sur prescription médicale) : favorise le maintien à domicile

ESAD (Equipe Spécialisée Alzheimer à domicile) : dispense des soins d'accompagnement et de réhabilitation auprès de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée et qui contribue par ce biais au maintien à domicile



CONT 14- Nombre de personnes handicapées en EHPAD en Savoie

Période	Nombre
2019	177
2020	179
2021	163
2022	166
2023	176



Ce nombre a connu une légère hausse en 2023. L'enjeu est de favoriser cet accueil spécifique compte tenu de situations parfois dégradées à domicile ou au sein des établissements pour personnes en situation de handicap.

CONT 15- Rang de la Savoie dans le classement national du taux d'équipement en places d'hébergement pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus au 31/12 (DREES)

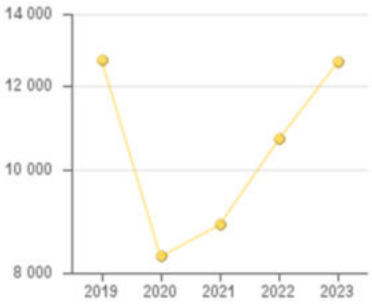
Période	Nombre
fin2018	65
fin2019	64
fin2020	62
fin2021	62



La Savoie compte 111,6 places pour 1000 personnes de plus de 75 ans, ce qui la positionne dans la moyenne basse des départements français.

CONT 18 - Nombre de personnes concernées par les actions individuelles ou collectives de prévention financées dans le cadre des appels à projets de la Conférence des Financeurs (CDF)

Période	Nombre
2019	12 676
2020	8 299
2021	8 890
2022	10 689
2023	12 626



Le nombre de bénéficiaires est revenu au niveau d'avant la crise sanitaire ce qui démontre le dynamisme et l'implication des acteurs, toujours plus nombreux chaque année, à proposer des actions ; ce nombre est cependant lié aux dotations financières attribuées chaque année par la Caisse Nationale de Solidarité et de l'Autonomie (CNSA).

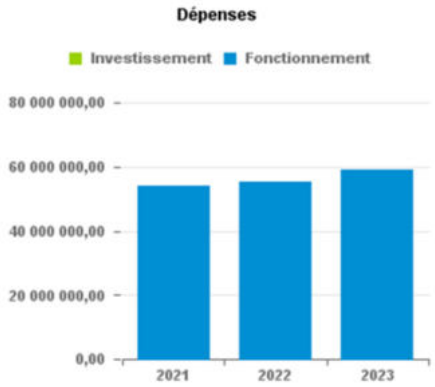
La CFPPA est la conférence des financeurs de prévention de la perte d'autonomie. Cette instance rassemble les acteurs ayant une responsabilité dans ce domaine comme la CARSAT, la MSA, la CPAM, l'ARS, l'ANAH... afin de mieux organiser et coordonner le déploiement d'actions de prévention. L'enjeu est d'améliorer le bien vieillir et retarder l'entrée en dépendance.

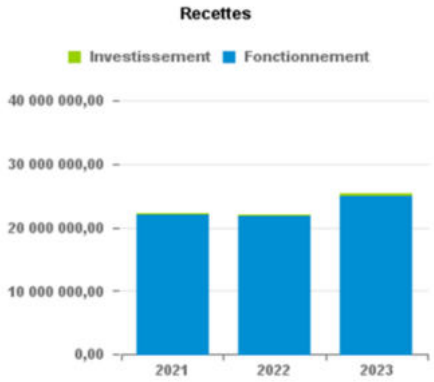
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 12 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
	53 904 751,20	0,00	55 477 607,42	0,00	58 987 366,64	21 728,75
Dépenses par section :	**53 904 751,20**	**0,00**	**55 477 607,42**	**0,00**	**58 987 366,64**	**21 728,75**
	total année : 53 904 751,20		**total année : 55 477 607,42**		**total année : 59 009 095,39**	

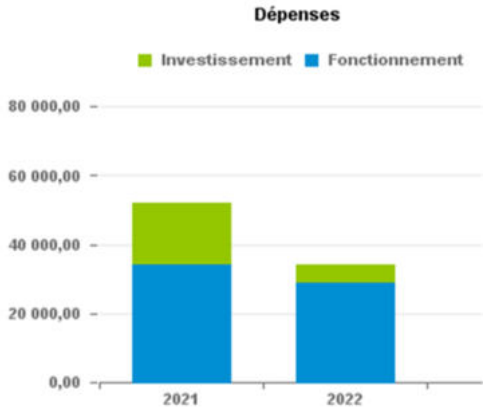
Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 12 Mars 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
	22 039 545,33	119 333,34	21 829 210,70	119 333,24	25 003 171,52	379 601,00
Dépenses par section :	**22 039 545,33**	**119 333,34**	**21 829 210,70**	**119 333,24**	**25 003 171,52**	**379 601,00**
	total année : 22 158 878,67		**total année : 21 948 543,94**		**total année : 25 382 772,52**	





Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSD DPAPH	34 000,00	18 000,00	28 819,00	5 262,00
	total année : 52 000		**total année : 34 081**	

Dépenses - Contrats départementaux	CA 2023 données au : 12 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSD DPA	22 560,00	0,00
	total année : 22 560,00	





Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
PERSONNES AGEES		PSD	DGA	0,5	0,59	0,52
		PSD	DPA/PH	28,6	30,56	27,39
		PSD	MSD	30,35	31,24	29,65
	Sous-total du secteur			59,45	62,39	57,56
TOTAL tous effectifs pour la politique				59,45	62,39	57,56

Direction Personnes Agées / Personnes Handicapées (DPA/PH)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...)

L'activité APA reste soutenue, car en lien avec des besoins structurellement en hausse du fait du vieillissement de la population. Elle devrait fortement évoluer avec la mise en place du nouveau système d'information national qui devrait intervenir en 2025 et apporter des avancées (mise en place d'un téléservice, portail de télétransmission avec les SAAD notamment).

Au-delà, l'activité de la direction reste très dépendante des réformes nationales dont les impacts sur la charge de travail des équipes de terrain sont rarement pris en compte par l'échelon national. En 2023, les réformes ont notamment porté sur la mise en place de la dotation complémentaire pour les SAAD, le portage des mesures de revalorisations salariales, l'amorce de la réforme des services autonomie à domicile, la réponse à l'appel à manifestation d'intérêt de la CNSA, ou encore le déploiement de l'habitat inclusif.



3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs :

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. 1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée	1.1. Améliorer la prévention de la perte d'autonomie liée au grand âge	1.1.1. Développer l'information aux personnes âgées, aux aidants et aux partenaires
		1.1.2. Faciliter l'accès aux droits
		1.1.3. Renforcer la coordination avec la Conférence des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie pour développer les actions de prévention
	1.2. Renforcer le bien-vivre à domicile	1.2.1. Consolider l'offre d'accompagnement (et de services) pour le maintien de la vie à domicile en coordination avec les acteurs/partenaires de proximité
		1.2.2. Mieux adapter l'offre de services à domicile aux besoins des personnes âgées
		1.2.3. Développer les actions en faveur des aidants
	1.3. Optimiser l'accueil en établissements	1.3.1. Renforcer la diversification de l'offre territoriale en établissements
		1.3.2. Garantir aux personnes âgées une prise en charge dans les établissements adaptés à leurs besoins
		1.3.3. Renforcer la qualité de la prise en charge des personnes les plus dépendantes
	1.4. Prévenir les ruptures de parcours	1.4.1. Garantir l'accueil des personnes handicapées vieillissantes dans les établissements les plus adaptées à leurs besoins

Objectif politique	***1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée***
Objectif stratégique	***1.1. Améliorer la prévention de la perte d'autonomie liée au grand âge***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Développer l'information aux personnes âgées, aux aidants et aux partenaires***

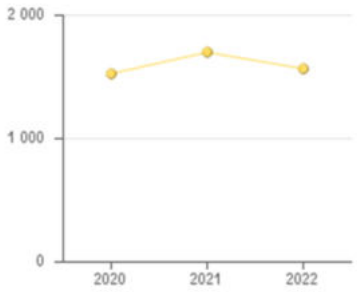
L'activité relative à l'accès aux droits et à l'information des personnes se poursuit et se diversifie dans les territoires. Au-delà des missions d'information et d'orientation des personnes âgées et leurs proches, l'activité des CLIC et des équipes médico-sociales porte sur l'animation des filières gérontologiques et la mise en œuvre d'actions de soutien aux aidants, en lien la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

En 2023, la Savoie a terminé la finalisation de ses conventions de partenariat avec la CARSAT et la MSA pour la reconnaissance mutuelle des évaluations à domicile des personnes âgées ayant déposé une demande d'aide à domicile, désormais par le biais d'un CERFA « Demande d'aide à domicile » mis en œuvre depuis le 1er octobre 2023. La reconnaissance mutuelle des évaluations permet de poursuivre l'engagement sur la simplification des démarches des usagers. Ainsi les personnes âgées ayant déposé un dossier de demande d'aide à l'autonomie à domicile, mais ne relevant pas de l'APA ne devront pas solliciter la CARSAT ou la MSA pour refaire une évaluation. L'inverse est vrai également lorsque la CARSAT ou la MSA évaluent les besoins d'une personne leur ayant adressé son CERFA de demande d'aide à l'autonomie à domicile, mais relevant finalement de l'APA.
La prochaine étape sera celle de la dématérialisation de la demande dans le cadre du futur Système d'Information APA national.

Par ailleurs, le partenariat développé avec la Fédération des Particuliers Employeurs de France (FEPEM) permet la sécurisation de la relation employeur en proposant un accompagnement juridique des personnes âgées particuliers employeurs et des professionnels PAPH.

1.1.1.1 ACT - Nombre de demandes adressées aux Centres Locaux d'Information et de Coordination gérontologiques (CLIC) par téléphone et en accueil physique

Période	Nombre
2020	1527
2021	1700
2022	1567

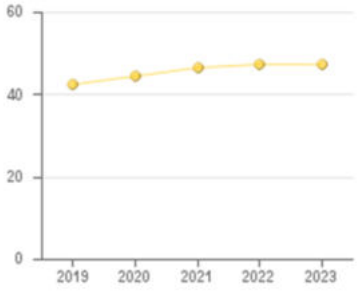


Ce chiffre n'a pas pu être collecté de manière fiable en 2023 mais les demandes auprès des territoires restent très soutenues pour répondre aux demandes des personnes âgées et de leurs proches (informations sur les prestations disponibles comme l'APA, recherche d'un service à domicile, admission en EHPAD…)

Objectif opérationnel	*1.1.2. Faciliter l'accès aux droits*

1.1.2.1 ACT - Taux annuel de premières demandes d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile au regard du nombre total de demandes d'APA

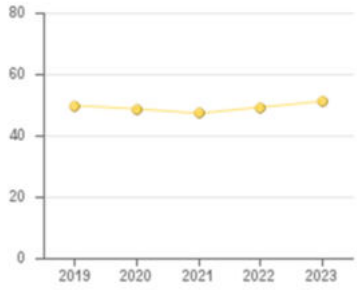
Période	Taux
2019	43
2020	45
2021	47
2022	47
2023	47



Ce taux se maintient depuis 3 ans. Cet indicateur est à mettre en lien avec le vieillissement de la population savoyarde.

1.1.2.2 ACT - Taux annuel de révisions et de renouvellements d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile au regard du nombre total de demandes d'APA

Période	Taux
2019	50
2020	49
2021	47
2022	49
2023	51



Le taux se maintient globalement grâce aux mesures de simplification menées (allongement de la durée des droits, révisions valant renouvellement). L'entrée de plus en plus tardive dans le dispositif APA induit néanmoins des mesures de révision des plans d'aide de plus en plus fréquent pour tenir compte de la perte d'autonomie.

Objectif opérationnel	*1.1.3 Renforcer la coordination avec la Conférence des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie pour développer les actions de prévention*

En 2023, 12 626 personnes âgées différentes ont bénéficié d'actions de prévention en augmentation par rapport aux années précédentes (10 689 en 2022 et 8 890 en 2021) autour de 4 thématiques identifiées comme prioritaires pour le développement d'actions collectives de prévention (santé pour tous, mobilité, inclusion sociale et aide aux aidants). Cela souligne l'ampleur des actions mises en œuvre (662 actions différentes) et le partenariat tissé avec de nombreux acteurs sur les territoires (associations, collectivités, caisses de retraite, etc.) pour assurer la communication autour de ces actions et leur réalisation.

FOCUS SUR ...

ACTION « L'ART DES SENS » A L'EHPAD LES CHARMILLES A CHAMBERY



Durant la crise sanitaire, le masque a gâché le plaisir de la vue en cachant les expressions, les sourires, la lumière des visages. Face à ce constat, l'EHPAD a répondu à l'appel à projet de la Conférence des Financeurs afin de développer une action autour de la photographie.
Le projet avait pour but de redonner de la vie aux sens et du sens à la vie. Le vernissage de l'exposition a été l'occasion de proposer une table ronde sur les 5 sens et un concert avec l'orchestre New Age (financé par CFPPA).
Certaines photos sont à demeure sur les murs extérieurs de l'EHPAD. La mise en œuvre de ce projet photo a ainsi permis de resensibiliser chacun à des détails devenus invisibles dans le quotidien et à porter attention aux sensations qui s'expriment.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Améliorer la prévention de la perte d'autonomie liée au grand âge »

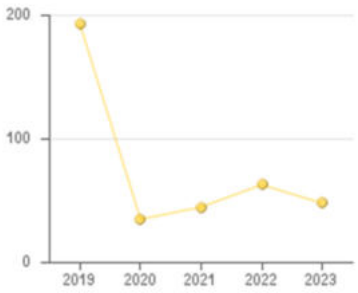
Grâce à une animation permanente de ce dispositif et à l'implication des partenaires, la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de Savoie est reconnue comme très active depuis la première année d'installation en 2016. Les dotations sont pleinement valorisées. Les acteurs sont mobilisés pour améliorer en continu leur pratique et se former à la prévention de la perte d'autonomie.

Ainsi, l'objectif étant de favoriser l'autonomie le plus durablement possible, un travail d'évaluation sur site est fait pour garantir la qualité des animations ; de plus une grille d'évaluation a été construite en partenariat avec l'université pour mesurer les effets des activités proposées : sommeil amélioré, diminution d'un état de stress, diminution des chutes...

Objectif politique	*1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée*
Objectif stratégique	*1.2 Renforcer le bien-vivre à domicile*

Objectif opérationnel	*1.2.1. Consolider l'offre d'accompagnement (et de services) pour le maintien de la vie à domicile en coordination avec les acteurs/partenaires de proximité*

Période	Nombre
2019	193
2020	35
2021	45
2022	63
2023	48



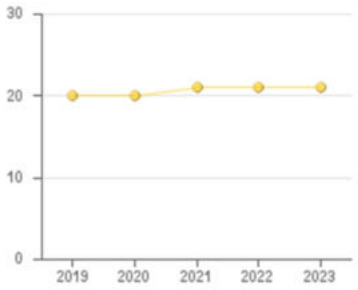
1.2.1.2 ACT - Nombre de visites à domicile de l'ergothérapeute

Le nombre de visites à domicile fait de nouveau face à une diminution cette année, les ergothérapeutes étant toujours plus mobilisés par la Prestation de Compensation du Handicap qui nécessite souvent des visites en nombre plus important (161).
Au-delà du conseil sur les aides techniques, les demandes portent essentiellement sur l'aménagement du logement, sollicité parfois tardivement par les personnes et difficiles à mettre en œuvre du fait de la complexité des aides. Néanmoins, un certain nombre de conseils relatifs à l'aménagement des logements sont prodigués par les référentes médico-sociale du Département lors des visites à domicile.

Objectif opérationnel	*1.2.2. Mieux adapter l'offre de services à domicile aux besoins des personnes âgées*

1.2.2.1 ACT - Nombre de Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) habilités à l'aide sociale

Période	Nombre
2019	20
2020	20
2021	21
2022	21
2023	21



On note une stabilité du nombre de SAAD habilités à l'aide sociale. Le nombre de SAAD habilités est élevé en Savoie et garantit une couverture territoriale complète. Il est toutefois constaté une difficulté importante en 2023 à répondre aux demandes des bénéficiaires de l'APA faute de personnel.

FOCUS SUR ...



UN TOIT 2 GENERATIONS

Créée en octobre 2008, l'association a pour ambition de promouvoir le développement de l'habitat intergénérationnel, en organisant le partage du logement d'une personne âgée vivant seule et d'un jeune à la recherche d'un logement à moindre coût.

L'association Un Toit 2 Générations s'est développée pour répondre à deux enjeux :
- L'accroissement du nombre de personnes âgées isolées en France.
- La difficulté croissante des jeunes à trouver des logements à moindre coût.

Objectif opérationnel	1.2.3 Développer les actions en faveur des aidants

Les proches aidants de personnes âgées sont des piliers essentiels du maintien à domicile. Ce rôle est à soutenir tant les impacts sur la vie professionnelle, familiale et la santé sont importants. Afin de les accompagner, le Département soutient les acteurs et développe des actions d'information, de sensibilisation et de formation des proches aidants sur l'ensemble du territoire savoyard. On peut citer par exemple l'action de l'association les Amis des Bauges qui propose des animations pour les personnes âgées aidées tous les vendredis au sein de l'EHPAD du Châtelard pour permettre aux aidants de souffler physiquement et psychologiquement

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2.

« Renforcer le bien-vivre à domicile »

Différents domaines ont été mobilisés pour améliorer la qualité de vie des personnes au regard de leur autonomie et accompagnement. On peut citer ainsi le développement des actions de prévention de la perte d'autonomie, les démarches de sensibilisations et de formation pour soutenir les aidants, l'articulation et l'accompagnement des établissements et services tout au long de l'année afin de garantir au final la présence et le soutien nécessaire aux personnes âgées.



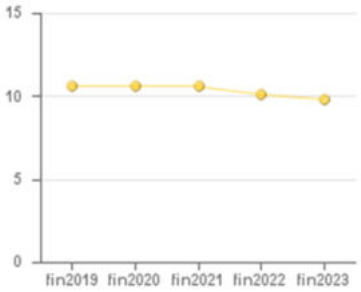
Objectif politique	1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée
Objectif stratégique	1.3. Optimiser l'accueil en établissements
Objectif opérationnel	1.3.1. Renforcer la diversification de l'offre territoriale en établissements

Il est noté une stabilité du nombre de places. Dans le cadre du Schéma régional de santé 2023-2028, la Savoie n'est pas identifiée comme un territoire prioritaire en termes de création de places, au regard de son taux d'équipement qui est supérieur à la moyenne régionale. La création de places ne peut se faire que par redéploiement de places existantes.

On constate par ailleurs une durée de séjour en EHPAD qui se réduit, car les personnes âgées souhaitent rester le plus longtemps possible à leur domicile et ne rentrent en établissement que très tardivement (au-delà de 85 ans en moyenne).

1.3.1.1 PERF - Taux d'équipement départemental en places en EHPAD, Unités de Soins de Longue Durée (USLD), Accueils de Jour (AJ) et en Hébergements Temporaires (HT), soit le nombre de places disponibles pour 100 individus de plus de 75 ans

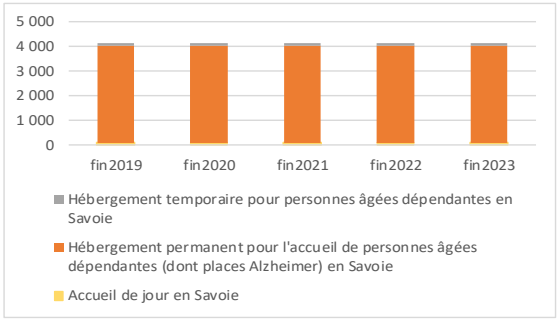
Période	Taux
fin2019	10,6
fin2020	10,6
fin2021	10,6
fin2022	10,13
fin2023	9,83



Le taux d'équipement est en baisse avec une stabilité du nombre de places d'accueil et d'hébergement pour les personnes âgées en lien avec le vieillissement de la population.

1.3.1.2 PERF - Nombre de places en accueil de jour, en hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées dépendantes (dont places Alzheimer), et en hébergement temporaire pour personnes âgées dépendantes en Savoie

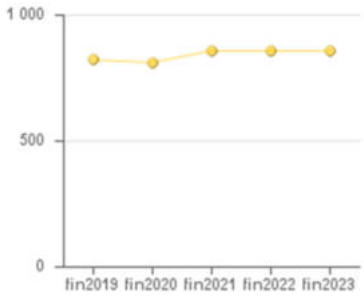
Période	Accueil de jour en Savoie	Hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées dépendantes (dont places Alzheimer) en Savoie	Hébergement temporaire pour personnes âgées dépendantes en Savoie
fin2019	101	3 934	97
fin2020	101	3 934	97
fin2021	99	3 934	97
fin2022	98	3 934	97
fin2023	89	3 939	106



Pour répondre à des nouveaux besoins notamment de répit pour les aidants, des solutions d'hébergement temporaires en EHPAD ont été développées.

1.3.1.3 PERF - Nombre de places en résidence autonomie en Savoie

Période	Nombre
fin2019	822
fin2020	812
fin2021	859
fin2022	859
fin2023	859

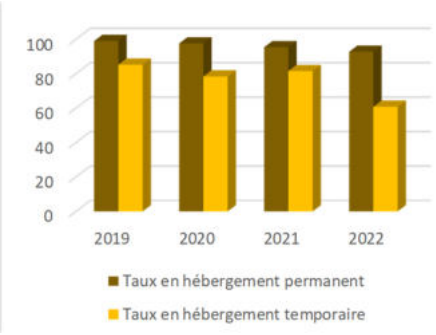


Les résidences autonomie constituent une offre complémentaire importante pour les personnes âgées. Le nombre de places reste stable en Savoie, le choix ayant été fait d'axer le développement sur les habitats inclusifs.

Objectif opérationnel	*1.3.2. Garantir aux personnes âgées une prise en charge dans les établissements adaptés à leurs besoins*

1.3.2.1 PERF - Taux moyen d'occupation en hébergement temporaire et permanent en EHPAD

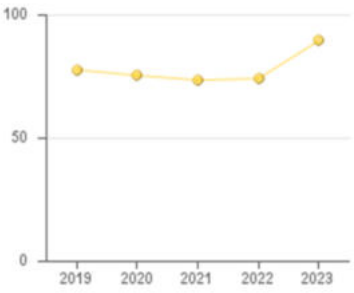
Période	Taux en hébergement permanent	Taux en hébergement temporaire
2019	98,99	85,26
2020	97,59	78,41
2021	95,4	81,52
2022	92,74	60,8



Les baisses constatées entre 2019 et 2021 témoignent des effets de la crise sanitaire. En 2022, la baisse se poursuit, non pas liée aux effets de la crise sanitaire mais liée aux fortes tensions RH constatées dans le secteur médico-social (panne de recrutement de certains professionnels comme les aides-soignantes et infirmières) qui ont conduit certains gestionnaires hospitaliers à geler des places sur toute l'année 2022.

1.3.2.3 PERF - Taux de demandes d'Aide Sociale à l'Hébergement (ASH) acceptées au regard du nombre total de demandes d'ASH déposées

Période	Taux
2019	77,80
2020	75,50
2021	73,60
2022	74,20
2023	89,55

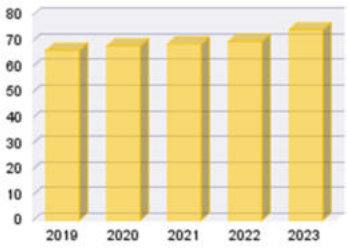


Les demandes sont stables au regard des critères d'aide sociale qui n'ont pas évolué, les taux d'accord sont en augmentation, car les personnes qui déposent des dossiers sont vraiment celles qui ne disposent pas des moyens de financer intégralement leur hébergement. L'obligation alimentaire à savoir la participation financière par les enfants demeure importante, excepté pour les petits enfants pour lesquels le département avait levé cette contrainte il y a 5 ans.
En cas de désaccord familial, le juge aux affaires familiales est saisi pour fixer le montant de la participation aux frais d'hébergement du parent, pour chacun des enfants.

Objectif opérationnel	1.3.3. Renforcer la qualité de la prise en charge des personnes les plus dépendantes

1.3.3.2 PERF - Reste à charge journalier moyen en hébergement médicalisé (EHPAD)

Période	Euros
2019	66,00
2020	67,60
2021	68,43
2022	69,26
2023	73,79



Le reste à charge journalier comprend le tarif hébergement + le tarif dépendance GIR 5-6. Ce tarif est en augmentation chaque année en raison de la hausse des charges des EHPAD (exploitation courante, personnel, structure) qui ont aussi vocation à améliorer la qualité d'accueil dans les EHPAD (animation, restauration.)
Une évolution plus importante est constatée en 2023 du fait du contexte de l'inflation.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3.

« Optimiser l'accueil en établissements »

L'offre d'hébergement pour les personnes âgées est multiple avec des accompagnements adaptés aux besoins des personnes : hébergement permanent, temporaire, accueil de jour, unité spécifique pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, résidence autonomie, accueil familial. Globalement, le nombre de places est stable, conformément aux orientations nationales et régionales.

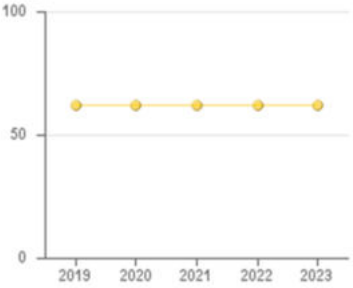
Le contexte actuel reste néanmoins difficile pour les gestionnaires du fait des difficultés de recrutement notamment pour les fonctions d'aides-soignants et d'infirmiers, ce qui conduit à des arrêts d'admission.

Objectif politique	1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée
Objectif stratégique	1.4. Prévenir les ruptures de parcours

Objectif opérationnel	1.4.1. Garantir l'accueil des personnes handicapées vieillissantes dans les établissements les plus adaptées à leurs besoins

1.4.1.1 ACT - Nombre de places dédiées aux personnes handicapées vieillissantes en structures médico-sociales pour personnes handicapées

Période	Nombre
2019	62
2020	62
2021	62
2022	62
2023	62



Le nombre de places est stable même si les besoins restent conséquents.
Certaines solutions de logement ont vocation à compléter l'offre à destination de ce public, à savoir l'habitat inclusif ou encore l'entrée en résidence autonomie couplée à un accompagnement social.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.4.

« Prévenir les ruptures de parcours »

La prévention des ruptures de parcours nécessite la mobilisation générale des acteurs et des coordinations plus nombreuses, notamment dans le cadre des filières gérontologiques ou des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS). De même, elle suppose la mise en œuvre de dérogations et la simplification de l'accès aux droits.

Un mode de fonctionnement en plateforme de services est de plus en plus adopté par les gestionnaires disposant d'un panel d'offres avec un système de guichet unique facilitant le parcours des personnes en perte d'autonomie. Par ailleurs ce fonctionnement en plateforme permet d'offrir aux salariés une transversalité et une diversité possible des missions, créant ainsi des conditions de travail plus favorables à la fidélisation des personnels en recherche de cette diversité.
Des rapprochements entre acteurs pour porter par exemple des projets nouveaux sont constatés (secteur du handicap et résidence autonomie par exemple), facilitant ainsi le parcours des personnes en vulnérabilité.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

AJUSTEMENTS FORMALISES :

OBJECTIF STRATÉGIQUE	Résumé de la PROPOSITION d'adaptation de la politique/dispositif	CALENDRIER de mise en application	Suivi des impacts budgétaires et ETP	NIVEAU DE RÉALISATION de l'ajustement			
				25%	50%	75%	100%
1. 2. Renforcer le bien-vivre à domicile	Mise en place en septembre 2022 de la « dotation qualité » (devenue dotation complémentaire en 2023) visant à renforcer le financement des heures spécifiques (Gir 1-2, communes isolées, heures de nuit ou dimanche et jours fériés), Un appel à projet a été lancé en 2023 avec l'intégration d'autres critères de modulation positive. En 2024, un appel à candidature sera lancé pour ouvrir le bénéfice de cette dotation complémentaire aux SAAD intervenant sur des territoires non couverts comme l'Avant pays savoyard et la Tarentaise	Année 2023	2 265 520 € en 2023 pour activité prévisionnelle APA de 635 868 heures et PCH de 121 088 heures			☺	

Le secteur des services à domicile est en pleine évolution avec l'instauration d'un tarif minimal de valorisation des heures d'aide à domicile pour l'APA et la PCH fixé chaque année (23,50 € en 2024) servant de base au calcul de la participation des personnes aidées et permettant une équité de traitement sur le territoire. Il s'impose à tous les SAAD prestataires, habilités et non habilités à l'aide sociale, quel que soit leur statut juridique.
Des revalorisations salariales ont eu lieu en 2022 pour l'ensemble des SAAD publics et privés associatifs, ces dernières ont été maintenues en 2023.

L'enjeu à venir tient dans la mise en place des services autonomie d'aide et de soins, nécessitant un travail entre SAAD et SSIAD. Cette réforme va permettre d'améliorer sensiblement le parcours de la personne à domicile par la création d'un interlocuteur unique.



Photos de l'exposition « Rencontres » organisée par la MSD Bassin chambérien et réalisée par Malou Pictures en 2022 auprès de bénéficiaires de l'APA.



Personnes handicapées

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **4ième commission**

Directions concernées :

- **Pôle social – Direction des personnes âgées, personnes handicapées**



SOMMAIRE

SYNTHESE 359
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 360
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 362
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs..... 364
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 374

11,23%

SYNTHESE - POLITIQUE PERSONNES HANDICAPÉES



Le Département est présent au quotidien auprès des personnes en situation de handicap au travers de ses services et ceux de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH). Il met en œuvre le schéma médico-social départemental dans une approche coopérative et partenariale : mobilisation des instances consultatives et des acteurs locaux, écoute des personnes concernées. Ce dynamisme se traduit par une approche globale des situations pour développer une qualité de vie pour tous, respectueuse du projet de vie individualisé et favorisant l'inclusion en milieu ordinaire.

Contexte

Le Département a pour mission, au travers des compétences qui sont les siennes, de favoriser la réalisation du projet de vie des personnes en situation de handicap, que ce soit à domicile ou en établissement.

L'accès et la simplification des droits sont au centre des attentes des personnes et de leurs proches et c'est le sens notamment de l'attribution de droits sans limitation de durée par la MDPH dès lors que la situation de handicap n'est pas évolutive.

Enjeux

- Assurer une offre d'accompagnement pour les personnes en situation de handicap à domicile.
- Favoriser les solutions de répit pour soutenir les aidants.
- Améliorer la prise en charge des personnes handicapées vieillissantes.
- Soutenir la diversification de l'offre.
- Favoriser la formation, l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.
- Accompagner les enfants dans leur parcours et soutenir l'inclusion en milieu ordinaire.

Principales réalisations

- Déploiement, à partir de janvier 2023 de la PCH aux personnes ayant une altération de fonctions mentales, psychiques, cognitives ou avec un trouble neurodéveloppemental.
- Evolution de l'offre médico-sociale dans le cadre d'un avenant 2023 au schéma unique des solidarités 2020-2024 (développement d'accueils de jour, de places de foyer de vie).
- 4 conventionnements supplémentaires en 2023 entre la MDPH et les maisons France Services. Ces dernières constituent des points relais chargés d'apporter un premier niveau d'information et d'aide aux démarches sur les droits et prestations de la MDPH.

L'action territoriale

Poursuite en 2023 de l'expérimentation d'accueils territorialisés de la MDPH avec 9 permanences réalisées

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

71,42 M€ (CA 2023)

32,65 ETP *(Equivalents temps plein) en* moyens annuels dédiés à la politique

745 places d'hébergement permanent

376 places en services d'accompagnement

146 places de solution de répit *(24 temporaires et 122 accueils de jour)*

28 676 décisions MDPH (2022) dont : **1880** décisions PCH

227 personnes en situation de handicap accueillies en EHPAD et en USLD (2022)

93,47% (donnée 2021) : taux d'occupation des places d'hébergement permanent en ESSMS

(Établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Perspectives de l'action départementale en quelques mots ...

La politique départementale en faveur des personnes en situation de handicap s'est poursuivie en développant les orientations du schéma médico-social unique 2020-2024 destinées à renforcer le repérage, les diagnostics précoces, l'accompagnement parental mais aussi garantir la fluidité des parcours de l'enfance à l'avancée en âge, sans oublier la nécessaire attention portée aux aidants.

En parallèle la transformation de l'offre va se poursuivre, la diversification des modes d'habitat également (Cf. habitats inclusifs). De plus, l'amélioration de l'accès aux droits pourra prendre des formes multiples (téléservices, informations, permanences territoriales).

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Présentation du contexte :

Pour toujours mieux répondre aux attentes des personnes en situation de handicap, la politique en faveur des personnes en situations de handicap se déploie autour de différents axes :

- Mettre en œuvre une société plus inclusive.
- Prévenir la rupture des parcours.
- Assurer le soutien aux situations les plus complexes.
- Et poursuivre les démarches de simplification des droits.

Ces perspectives se traduisent par des actions concrètes autour de l'animation territoriale, de l'accès aux droits et de l'accompagnement.

De même, soucieuse de la qualité de service, la MDPH s'inscrit dans une démarche de la mesure de la satisfaction des usagers.
Dans le cadre de l'enquête en ligne « MDPH – Mon avis », menée avec la CNSA en 2023, près de 165 personnes ont donné leur avis. Le taux de satisfaction générale est de 67,9 %. Plus de 9 personnes sur 10 apprécient l'accueil et l'écoute des agents de la MDPH. L'un des enjeux reste celui de réduire les délais de traitement qui ont augmenté en 2023 du fait de vacances de poste. 53,5 % des répondants au questionnaire soulignent que le temps de réponse de la MDPH n'est pas satisfaisant.

La vigilance des professionnels s'est portée également sur le risque de ruptures de parcours. Sur ce plan, la MDPH a poursuivi la mise en place de plans d'accompagnement globaux pour les situations les plus complexes.

Les adaptations de l'offre se sont poursuivies notamment pour répondre au vieillissement des personnes en situation de handicap.

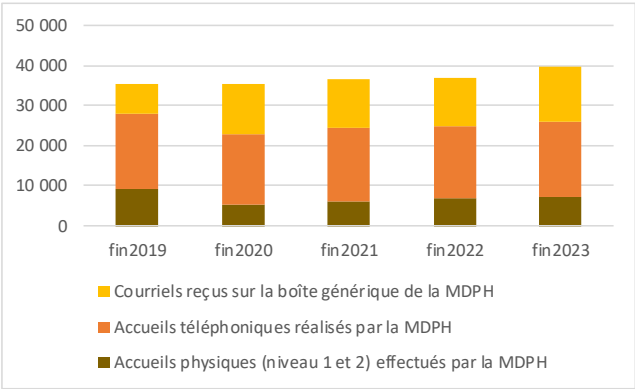
FOCUS SUR …

PCH - DÉCRET DU 29 AVRIL 2022 : ÉLARGISSEMENT DES CRITÈRES D'ACCÈS À LA PCH ET DE LA RÉPONSE AUX BESOINS

Depuis le 1er janvier 2023, ce décret élargit l'accès à la PCH des personnes ayant une altération de fonctions mentales, psychiques, cognitives ou avec un trouble neurodéveloppemental. Il porte ainsi plusieurs évolutions permettant d'apprécier de manière plus fine, à la fois les difficultés spécifiques rencontrées par ces publics et les besoins d'aide associés du fait de leurs limitations d'activités et de leurs restrictions de participation. Cette réforme marque une avancée pour ces personnes et leurs familles en élargissant les critères d'éligibilité générale à la PCH et d'éligibilité à la PCH aide humaine, ainsi que les possibilités de réponse à leurs besoins, avec la création du nouveau domaine d'aide humaine, le « soutien à l'autonomie », qui permet d'aller au-delà du soutien aux « actes essentiels de la vie courante » pour répondre aux besoins spécifiques d'assistance aux personnes présentant un handicap lié à des altérations de fonctions mentale.

CONT 1- Type et nombre d'accueils effectués par la MDPH

Période	Accueils physiques (niveau 1 et 2) effectués par la MDPH	Accueils téléphoniques réalisés par la MDPH	Courriels reçus sur la boîte générique de la MDPH
fin2019	9 059	18 982	7 422
fin2020	5 190	17 654	12 673
fin2021	6 109	18 532	12 111
fin2022	6 722	18 198	11 859
fin2023	7 142	18 945	13 518



L'année 2023 a été marquée par une hausse du nombre d'accueils toutes modalités confondues. En effet, en plus de la hausse constante depuis plusieurs années du nombre d'accueils téléphoniques ou du nombre de courriels reçus, les personnes se sont également déplacées en nombre à la MDPH en 2023 (+6,24%).

CONT 2- Nombre de demandes déposées à la MDPH

Période	Nombre
fin2019	28 326
fin2020	21 973
fin2021	21 882
fin2022	22 889

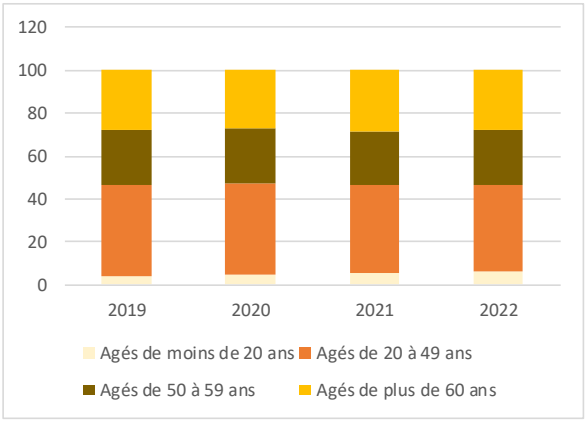


La baisse des demandes déposées en 2020 ne reflète pas une baisse d'activité. Désormais, lorsque plusieurs demandes sont émises dans un même dossier, elles font l'objet d'un seul enregistrement (ex. enregistrement d'une demande de parcours de scolarisation, alors que jusqu'à présent pouvaient être enregistrées : une demande d'aide humaine, une demande d'ULIS, une demande de matériel pédagogique adapté, etc).
Entre 2021 et 2022, la MDPH a enregistré une hausse des demandes de plus de 4,6 % et les chiffres non consolidés pour l'année 2023 laissent apparaitre une hausse supplémentaire de plus de 8%.

CONT 3- Part des bénéficiaires de la PCH à domicile sur l'ensemble des bénéficiaires de la PCH par tranches d'âge

Période	Agés de moins de 20 ans	Agés de 20 à 49 ans	Agés de 50 à 59 ans	Agés de plus de 60 ans
2019	4	42	26	28
2020	5	42	26	28
2021	6	41	25	28
2022	6	40	25	28

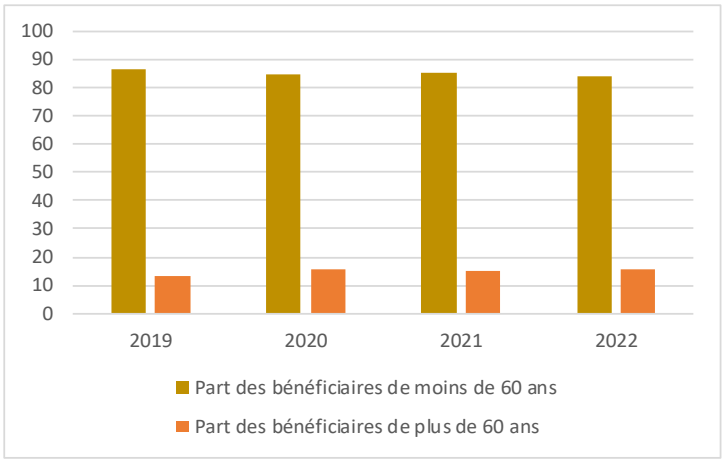
Il y a peu de bénéficiaires de moins de 20 ans car les parents font fréquemment le choix de l'AEEH *(Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé)* versée par la CAF avec les allocations familiales. C'est une prestation plus souple et donc plus facile à gérer pour les familles. La mise en œuvre du décret du 29 avril 2022 élargissant les critères d'accès à la PCH et l'attribution possible de temps de soutien à l'autonomie aura néanmoins un impact à la hausse sur le nombre d'enfants bénéficiaires de la PCH.



CONT 4- Part des bénéficiaires de la PCH en établissement âgés par tranche d'âge sur l'ensemble des bénéficiaires de la PCH en établissement

Période	Part des bénéficiaires de moins de 60 ans	Part des bénéficiaires de plus de 60 ans
2019	87	13
2020	84	16
2021	85	15
2022	84	16

L'espérance de vie des personnes en situation de handicap augmente avec des besoins de soins en hausse.



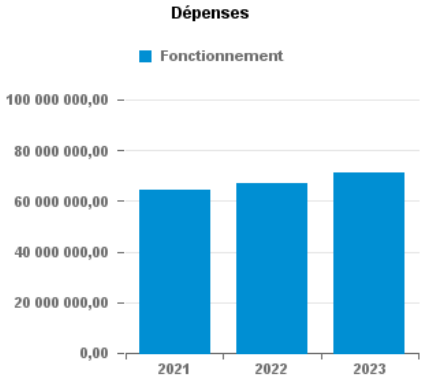


Création d'une œuvre artistique de sensibilisation au handicap portée par la MDPH
« Corps, à quoi rêves-tu ? »

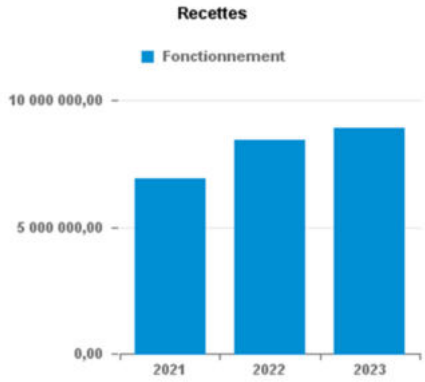
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

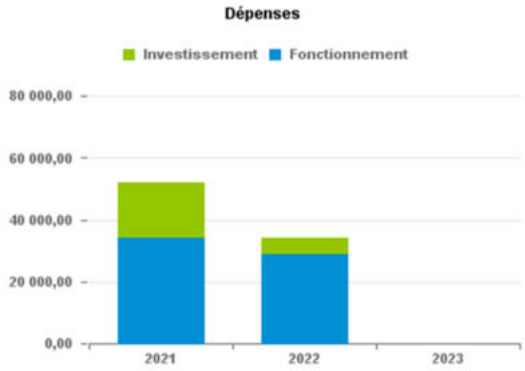
Dépenses Par politique	CA 2021 Dépense Fonctionnement	CA 2022 Dépense Fonctionnement	CA 2023 données au : 13 Mars 2024 Dépense Fonctionnement
	64 323 890,60	67 113 490,88	71 418 419,27
Dépenses par section :	**64 323 890,60**	**67 113 490,88**	**71 418 419,27**



Recettes Par politique	CA 2021 Recette Fonctionnement	CA 2022 Recette Fonctionnement	CA 2023 données au : 13 Mars 2024 Recette Fonctionnement
	6 925 277,86	8 412 650,94	8 900 230,19
Dépenses par section :	**6 925 277,86**	**8 412 650,94**	**8 900 230,19**



Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSD DPAPH	34 000,00	18 000,00	28 819,00	5 262,00
	total année : 52 000		**total année : 34 081**	





Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
PERSONNES HANDICAPEES		PSD	DGA	0,5	0,59	0,52
		PSD	DPA/PH	15,76	12,29	13,80
		PSD	SG	2,32	1,77	2,52
		PSD	MSD	15,26	13,94	15,81
	Sous-total du secteur			33,84	28,59	32,65
TOTAL tous effectifs pour la politique				33,84	28,59	32,65

Direction Personnes Agées / Personnes Handicapées (DPA/PH)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

La complexité des demandes de handicap nécessite beaucoup d'expertise, mais aussi un ajustement permanent des plans d'aide. Une simplification du processus d'instruction est au centre des préoccupations pour permettre un recentrage des taches sur des missions de contrôle interne. Ces missions comme celles liées au paiement sont à renforcer.

Sur l'aspect informatique, le déploiement du palier 2 du Système d'information harmonisé pour la PCH a été réalisé en 2023. Chaque livraison de l'éditeur a nécessité de nombreux tests pour les agents et des régressions qui ont eu un impact important sur les délais de traitement des demandes à la MDPH.

S'agissant du suivi des établissements et services pour personnes en situation de handicap, les vacances de poste au sein des équipes n'ont pas permis de monter en efficience sur les délais de mise en œuvre des allocations de ressources annuelles. Toutefois l'accompagnement des organismes gestionnaires dans la transformation de l'offre et la montée en qualité des accompagnements individuels des usagers se poursuit, notamment dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus avec les gestionnaires.

Secrétariat général du Pôle Social (SG)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

Les tendances de fond relatives au transport scolaire des élèves en situation de handicap se poursuivent : hausse du nombre d'élèves pris en charge, augmentation du nombre de circuits et augmentation du budget alloué.
Le taux d'inscription en ligne à la rentrée 2022 et très satisfaisant (plus de 77%) et continue de progresser.
La rentrée 2023 s'est bien déroulée.
Le plus gros chantier a été la conduite de la procédure d'appel d'offres pour la prestation de transport (accord cadre à marché subséquent). En juin 2023, tous les lots ont pu être notifiés.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs :

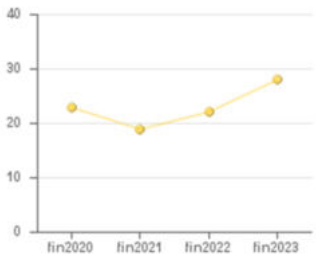
OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée	1.1. Renforcer l'accompagnement précoce du handicap	1.1.1. Renforcer la précocité des diagnostics de handicaps pour les enfants 0-6 ans
		1.1.2. Renforcer l'accompagnement parental et aux aidants
		1.1.3. Garantir l'accès à l'information et aux droits
		1.1.4 Renforcer la coopération entre acteurs
	1.2. Renforcer le bien-vivre à domicile	1.2.1. Adapter l'offre d'accueil en favorisant l'inclusion en milieu ordinaire
		1.2.2. Favoriser la scolarisation en milieu ordinaire des élèves et étudiants en situation de handicap
	1.3. Mieux adapter l'accueil en établissement aux différents besoins des personnes handicapées	1.3.1. Renforcer la diversification de l'offre territoriale en établissements pour répondre à l'individualisation des parcours des personnes handicapées
		1.3.2. Garantir aux personnes handicapées une prise en charge dans les établissements adaptée à leurs besoins et éviter les ruptures de parcours
		1.3.3 Renforcer la qualité de prise en charge

Objectif politique	***1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée***
Objectif stratégique	***1.1. Renforcer l'accompagnement précoce du handicap***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Renforcer la précocité des diagnostics de handicaps pour les enfants 0-6 ans***

1.1.1.1 PERF - Taux d'enfants de moins de 6 ans suivis en consultations infantiles (pédiatriques et/ou actes de puériculture en Savoie) au cours desquelles un handicap pourrait être dépisté

Période	Taux
fin2020	22,93
fin2021	18,93
fin2022	22,1
fin2023	28

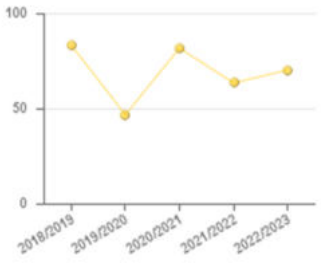


La prévention et la promotion de la santé des enfants de moins 6 ans effectuées par les équipes de PMI sont en nette augmentation sur le département comme préconisé par les politiques de santé nationale.

Les permanences de puéricultrices et les consultations infantiles permettent de surveiller le développement harmonieux de la santé des enfants et le dépistage des troubles physiques, psycho-affectifs et neurodéveloppementaux. Le taux d'enfants de moins de 6 ans suivis en consultation est conforme aux recommandations nationales pour les services de PMI.

1.1.1.3. PERF - Taux de couverture des bilans de santé des 3/4 ans par année scolaire

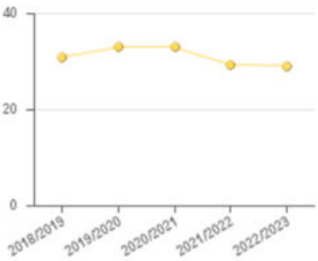
Période	Taux
2018/2019	83,6
2019/2020	47
2020/2021	82
2021/2022	63,7
2022/2023	70,5



Environ 71% des enfants scolarisés de 3-4 ans ont bénéficié d'un bilan de santé en école maternelle par les professionnels de PMI. L'expertise développée par nos professionnels de santé permet d'effectuer un bilan complet (dépistage neuro sensoriel, suivi médical, orientation spécialisée) en présence des parents. Les différences de taux de couverture sur les territoires sont expliquées, d'une part par des vacances de postes de puéricultrices de façon conjoncturelle, et d'autre part, par la nécessité de mobiliser davantage certaines équipes sur l'importance de cette mission.

1.1.1.4 PERF - Taux d'enfants orientés vers un spécialiste suite au bilan de santé

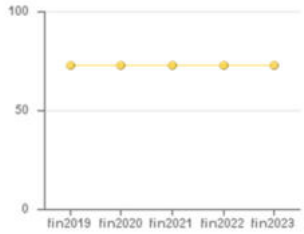
Période	Visiteurs
2018/2019	31
2019/2020	33
2020/2021	33
2021/2022	29,4
2022/2023	29,2



La légère baisse du taux d'enfants orientés suite à un dépistage sensoriel s'explique par une meilleure expertise des professionnels PMI avec des tests adaptés d'où une meilleure spécificité et une diminution des faux positifs.

1.1.1.5. PERF - Nombre de places en Centre d'Action Médico-Sociale Précoce Savoie (CAMSP)

Période	Nombre
fin2019	73
fin2020	73
fin2021	73
fin2022	73
fin2023	73



Le nombre est stable car il n'y a pas de créations de places prévues au niveau régional par l'agence régionale de santé.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Renforcer l'accompagnement parental et aux aidants*

L'accompagnement parental se développe au plus près des lieux de vie par les équipes de PMI, ou PAPH. Lorsque la situation est particulièrement complexe et sans solution adaptée aux besoins de l'enfant ou de l'adulte, un plan d'accompagnement global peut être mis en œuvre par la MDPH afin de mobiliser autrement les ressources existantes.
Consolider les parcours nécessite aussi la prise en compte des aidants (car leur accompagnement est de plus en plus développé) au travers de différentes actions, comme la sensibilisation sur le rôle d'aidant, la juste place, le risque d'épuisement, et par la mise en place de formations. Ces axes sont portés par des associations directement (ex : UNAFAM, l'APF, ASH...) ou par les services du conseil départemental (journée des aidants, formation des professionnels).

Objectif opérationnel	*1.1.3. Garantir l'accès à l'information et aux droits*

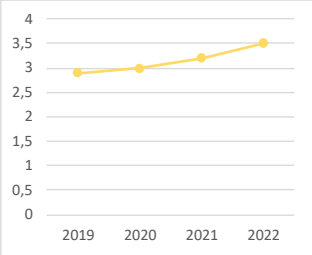
FOCUS SUR ...

LETTRE D'INFORMATION MDPH ET FORMATIONS DES PARTENAIRES

Depuis le mois de février 2022, la MDPH propose tous les trimestres des lettres d'information à ses partenaires. Au-delà d'une présentation des actualités du champ du handicap, ces lettres d'infos renseignent quant aux temps de formation gratuits dispensés par la MDPH.
En 2023, en plus de formations traditionnelles (droits et prestations, accompagnement remplissage du dossier de demandes…), la MDPH a élargi la palette en proposant une formation dédiée à la PCH et une formation d'aide au remplissage du projet de vie : « apprendre à raconter ».

1.1.3.1 PERF - Délais moyens de traitement des dossiers MDPH secteurs enfants et adultes

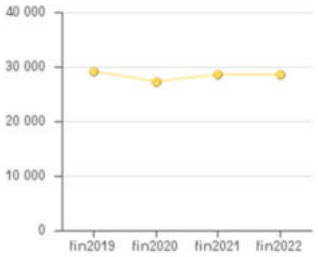
Période	Mois
2019	2,9
2020	3
2021	3,2
2022	3,5



Le délai moyen de traitement des demandes enregistre encore une hausse en 2022 tout en restant encore dans un délai moyen inférieur au délai légal. Cette augmentation résulte de l'absence d'agents en 2021-2022 et des remplacements tardifs notamment d'agents en charge de l'évaluation des besoins.
Ce délai moyen cache par ailleurs une hétérogénéité des délais de réponse.

1.1.3.3 PERF - Nombre de décisions prises par la MDPH

Période	Nombre
fin2019	29 246
fin2020	27 398
fin2021	28 684
fin2022	28 676



En 2022, le nombre de décisions est stable par rapport à 2021. L'augmentation des demandes couplée à un contexte RH compliqué n'a pas permis d'augmenter le nombre de demandés traitées mais a entrainé un accroissement du stock. Ainsi, le stock des demandes en attente de traitement représentait, au 31 décembre 2022, plus de 30% du nombre de demandes déposées à la MDPH courant 2022.

Objectif opérationnel	*1.1.4 Renforcer la coopération entre acteurs*

L'ensemble des acteurs reste très mobilisé pour adapter les réponses et garantir les accompagnements, que ce soit en établissement ou au domicile même si les tensions RH sont prégnantes et sont autant de freins à la continuité des parcours et aux dynamiques partenariales.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

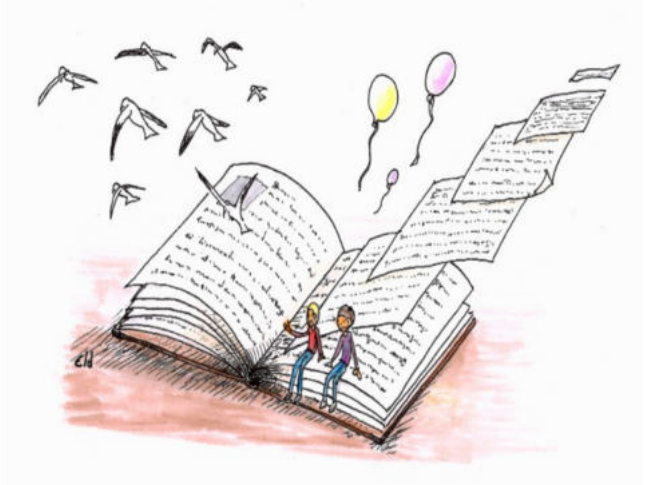
« Renforcer l'accompagnement précoce du handicap »

Les actions de dépistage réalisées par les professionnels de PMI permettent de repérer des anomalies de développement ou des troubles sensoriels, et l'orientation vers un spécialiste une prise en charge précoce. Parallèlement à ces repérages, des initiatives sont menées conjointement avec la CAF et l'Etat afin de favoriser l'accueil des enfants en situation de handicap dans des structures de droit commun tels les établissements d'accueil de jeunes enfants, avec notamment une création d'un Pôle ressources handicap qui assure l'accompagnement et le soutien aux parents dans le cadre du projet d'accueil ainsi qu'aux professionnels des structures.

FOCUS SUR ...

JOURNÉE *PAIR, À QUOI TU SERS ?*

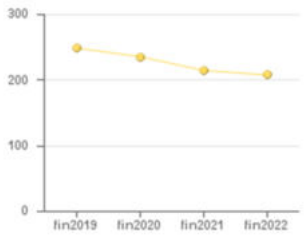
Le 16 juin 2023, près de 150 personnes, en situations de handicap, ou professionnels du handicap, du sanitaire, étudiants, se sont réunis à l'ENSEIS la Ravoire ou en ligne pour la journée « Pair, à quoi tu sers ? » portant sur le partage des savoirs de l'expérience des personnes en situations de handicap.
Cette journée, animée par Yann DANTE de la plateforme Espairs, a été riche en échanges denses et beaux avec une grande émulation entre participants et intervenants !



Objectif politique	*1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée*
Objectif stratégique	*1.2. Renforcer le bien-vivre à domicile*
Objectif opérationnel	*1.2.1. Adapter l'offre d'accueil en favorisant l'inclusion en milieu ordinaire*

1.2.1.1 ACT - Nombre de bénéficiaires de l'ACTP

Période	Nombre
fin2019	249
fin2020	236
fin2021	215
fin2022	208



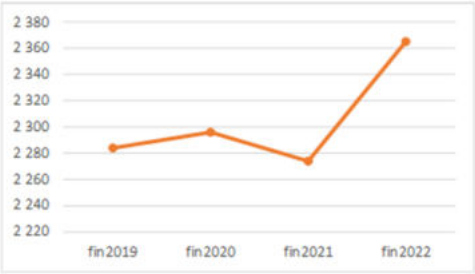
ACTP : Allocation Compensatrice pour Tierce Personne

PCH : Prestation de Compensation du Handicap

AEEH : Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé

1.2.1.1 ACT - Nombre de bénéficiaires de la PCH en Savoie

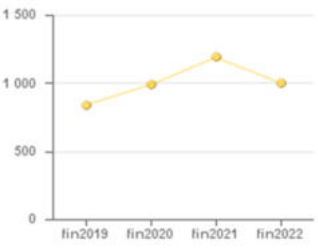
Période	Nombre
fin2019	2 284
fin2020	2 296
fin2021	2 274
fin2022	2 365



L'ACTP a été remplacée par la PCH depuis la loi de 2005. L'évolution vers une société plus inclusive renforce peu à peu les accompagnements de proximité et dans ce contexte, la PCH, prestation souple et plurielle, facilite les réponses individualisées. La mise en place de la PCH parentalité a également été une nouvelle réponse pour les parents porteurs de handicap qui ont des enfants en bas âge.

1.2.1.2 ACT - Nombre de décisions d'accord de Prestations de Compensation du Handicap (PCH)

Période	Nombre
fin2019	843
fin2020	991
fin2021	1 192
fin2022	1 004

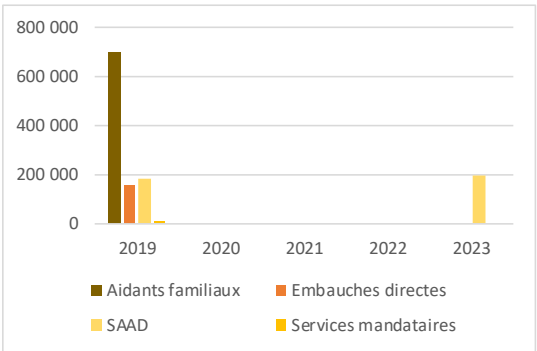


Après une année 2021 de rattrapage COVID, le nombre de décisions d'accord de PCH est revenu à un niveau plus habituel.

1.2.1.3 PERF - Nombre d'heures effectuées par les aidants familiaux, les embauches directes, les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD), et les services mandataires, au titre de la PCH

Période	Aidants familiaux	Embauches directes	SAAD	Services mandataires
2019	702 650	155 576	185 184	3 105
2020				
2021				
2022				
2023			197 888	

Une légère évolution à la hausse est constatée en 2023 dans l'activité des SAAD à destination des bénéficiaires de la PCH. Les chiffres des autres modalités d'intervention ne sont pas encore consolidés.



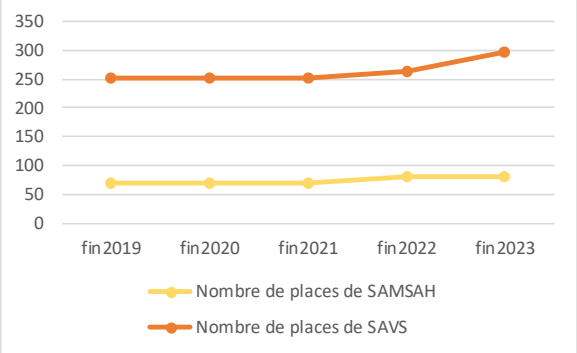
FOCUS SUR ...

MISE EN PLACE DE LA DOTATION COMPLÉMENTAIRE FINANCÉE PAR LA CNSA

La dotation complémentaire remplace en 2023 la dotation qualité. Elle vise à permettre un meilleur accompagnement des bénéficiaires via une montée en compétence des salariés pour la prise en charge des publics spécifiques (Plan d'aide humaine de la PCH supérieur à 120 heures), le développement des prises en charge en horaires atypiques ou territoires isolés, mais aussi d'actions pour lutter contre l'isolement ou encore pour aider les aidants. Dans le même temps, elle vise également des actions en faveur de la Qualité de Vie au Travail des professionnels. Elle consiste en un financement supplémentaire des SAAD ayant été retenus dans le cadre de l'appel à candidature annuel.

1.2.1.5 ACT - Nombre de places de SAMSAH (Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés) et en SAVS (Services d'Accompagnement à la Vie Sociale) pour adultes handicapés

Période	Nombre de places de SAMSAH	Nombre de places de SAVS
fin2019	69	252
fin2020	69	252
fin2021	69	252
fin2022	80	263
fin2023	80	296



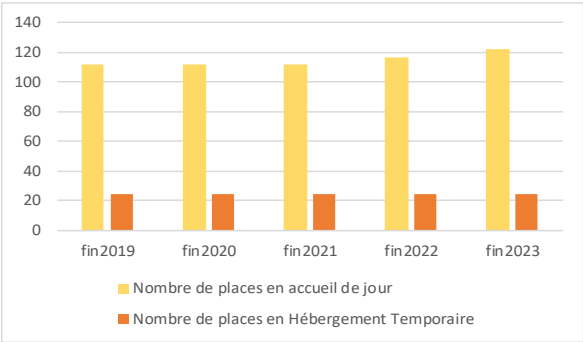
SAMSAH : Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adulte Handicapé

SAVS : Services d'Accompagnement à la Vie Sociale

Ces services, outils clés du maintien à domicile et de l'inclusion dans le milieu ordinaire, vont tendre à progresser dans les années à venir par transformation de l'offre.
Par ailleurs une plus grande flexibilité devient nécessaire pour adapter l'accompagnement (fonctionnement en file active pour un nombre de personnes accompagnées plus important, tenant compte du degré de soutien à apporter dans le temps).
En octobre 2023, le Service d'Insertion Professionnelle pour les Adultes Sourds (SIPAS) porté par l'INJS de Chambéry a été transformé en places de SAVS à destination du public déficient auditif. Ces places ont été rattachées à un SAVS porté par l'association Accueil Savoie handicap.

1.2.1.6 ACT - Nombre de places en accueil de jour et en hébergement temporaire en établissement pour personnes handicapées

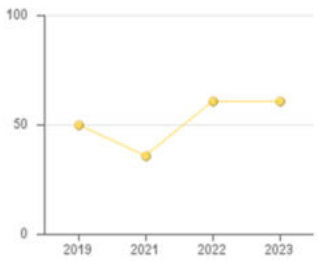
Période	Nombre de places en accueil de jour	Nombre de places en Hébergement Temporaire
fin2019	112	24
fin2020	112	24
fin2021	112	24
fin2022	116	24
fin2023	122	24



Les accueils temporaires et accueil de jour permettent à des personnes en situation de handicap d'être accompagnées en journée ou hébergées sur une période de plusieurs mois. Ces solutions sont des soutiens essentiels en termes de répit pour les aidants.
En 2023, l'augmentation du nombre de places en accueil de jour se poursuit, afin de répondre à un besoin croissant. Les modalités d'accueil évoluent également avec de plus en plus d'accueils « à la carte » que ce soit en accueil de jour ou en hébergement temporaire, permettant de répondre avec plus de précisions aux besoins spécifiques des bénéficiaires.

1.2.1.6 ACT - Taux d'occupation des places en Hébergement Temporaire pour personnes handicapées

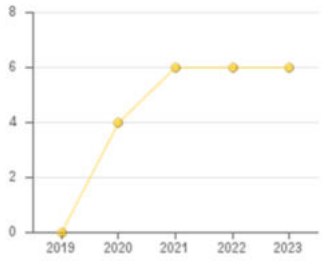
Période	Taux
2019	50,26
2021	36,03
2022	60,75
2023	60,75



L'hébergement temporaire est mobilisé pour du répit ou des phases de préparation à l'entrée en établissement. Le taux d'occupation reste néanmoins insuffisant au vu des besoins à couvrir et il est essentiel d'optimiser l'utilisation de ces places en lien avec les gestionnaires.
Les difficultés RH encore prégnantes en 2023 ont contraint les gestionnaires à geler parfois les accueils temporaires pour permettre un accueil des résidents permanents dans les meilleures conditions.

1.2.1.7 ACT - Nombre de places en Institut Médico-Educatif (IME) de week-end

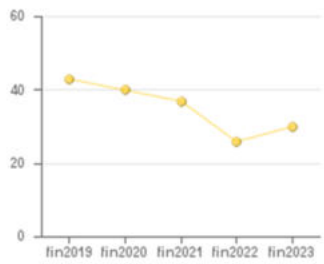
Période	Nombre
2019	0
2020	4
2021	6
2022	6
2023	6



Ces places ont été installées depuis 2020 sur le territoire d'Aix- les-Bains par l'APEI d'Aix mais ont une vocation départementale (financement par l'ARS). Elles apportent une réponse à des situations complexes (dont celles relevant de l'aide sociale à l'enfance et du handicap) et à des besoins de répit pour les parents.
L'IME Marlioz est ainsi ouvert les week-ends, et les demandes montrent qu'il y a un besoin sur le département. 21 jeunes ont été accueillis à un rythme différencié en fonction des besoins sur l'année 2023. Au 1er janvier 2024, 5 jeunes figuraient sur la liste d'attente.

1.2.1.8 ACT - Nombre de places en accueil familial pour adultes handicapés

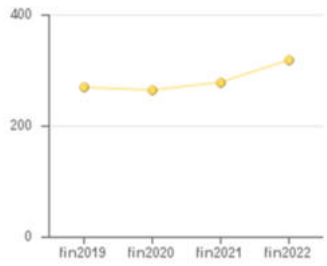
Période	Nombre
fin2019	43
fin2020	40
fin2021	37
fin2022	26
fin2023	30



Le nombre de places a diminué mais la dynamique reprend en 2023. Cette activité est peu développée en Savoie, car cela nécessite des habitats grands et adaptés.
De plus l'engagement est quotidien, et il est parfois difficile de trouver des relais pour les accueillants familiaux lorsque ceux-ci doivent s'absenter.

1.2.1.10 ACT - Nombre de bénéficiaires de l'Aide Sociale Aide-ménagère ayant un droit ouvert au 31 décembre (DREES)

Période	Nombre
fin2019	270
fin2020	265
fin2021	279
fin2022	319

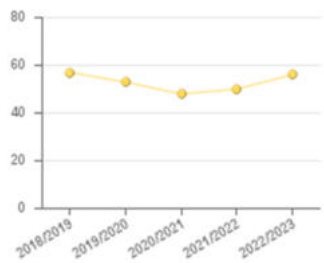


Les bénéficiaires de l'aide sociale aide-ménagère enregistrent une hausse. En effet, de nombreuses personnes en situation de handicap et de plus en plus âgées vivent seules à domicile, augmentant ainsi leur besoin d'aide pour l'entretien de leur logement.

Objectif opérationnel	*1.2.2 Favoriser la scolarisation en milieu ordinaire des élèves et étudiants en situation de handicap*

Le Département poursuit son effort en faveur de la scolarisation des élèves handicapés, le nombre de circuits et d'élèves pris en charge continuent à augmenter.

Période	Nombre
2018/2019	57
2019/2020	53
2020/2021	48
2021/2022	50
2022/2023	56

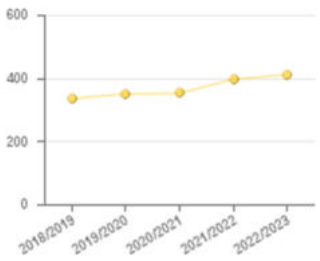


1.2.2.1 ACT - Nombre d'élèves et étudiants indemnisés par année scolaire

Le nombre d'élèves et étudiants indemnisés a légèrement augmenté, c'était l'un des objectifs de la refonte des modalités de calcul effective depuis la rentrée 2022. La proportion de familles indemnisées par rapport au nombre total d'élèves est en légère hausse (11,94% en 2022-23 contre 11,16% en 2021-22).

1.2.2.1 ACT - Nombre d'élèves et étudiants transportés par année scolaire

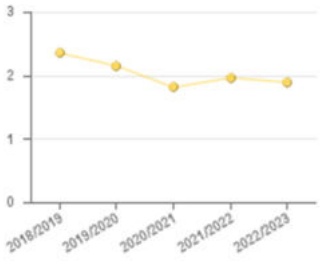
Période	Elèves
2018/2019	337
2019/2020	352
2020/2021	354
2021/2022	398
2022/2023	413



Le nombre élèves transportés poursuit sa hausse (dont 12 élèves qui bénéficient également d'une indemnisation car il s'agit de familles où les parents peuvent assurer le transport de leur enfant certains jours et bénéficier d'un transport adapté pour le reste de la semaine).
Le rythme d'évolution est plus faible que les deux dernières années : + 3,7% par rapport à 2021-2022.

1.2.2.2 PERF - Nombre moyen d'élèves transportés par circuit

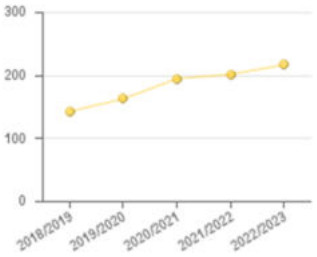
Période	Nombre
2018/2019	2,36
2019/2020	2,16
2020/2021	1,82
2021/2022	1,97
2022/2023	1,90



De manière générale, chaque véhicule de transport comprend en moyenne 2 enfants. La part des collégiens et lycéens (distance plus importante et adaptation des emplois du temps) peut expliquer la difficulté à regrouper les enfants sur un même circuit.

1.2.2.3 ACT - Nombre de circuits mis en œuvre par année scolaire pour le transport d'élèves en situation de Handicap

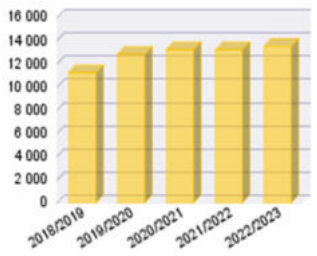
Période	Nombre
2018/2019	143
2019/2020	163
2020/2021	195
2021/2022	202
2022/2023	217



L'augmentation du nombre de circuit est proportionnelle cette année à l'évolution du nombre d'élèves transporté.

1.2.2.4 PERF - Coût moyen du circuit

Période	Euros
2018/2019	11 122
2019/2020	12 708
2020/2021	13 140
2021/2022	13 102
2022/2023	13 487



Le coût moyen par circuit a augmenté de nouveau sous l'effet de la révision annuelle des prix, de la hausse du nombre de kilomètres par circuit et parfois de tarifs élevés quand les circuits sont mis en place tardivement.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2.

« Renforcer le bien-vivre à domicile »

Pour accompagner les personnes dont le projet de vie est le domicile, et amplifier l'accès au droit commun, différentes actions sont menées comme le développement de SAVS (+26 places en 2023) et accueil de jour (+6 places en 2023), le déploiement de l'habitat inclusif, ou la sensibilisation au handicap pour modifier les regards et lever les freins de l'intégration.

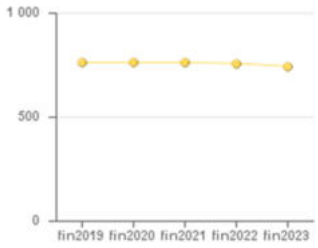
La prestation de compensation du handicap est fortement mobilisée pour adapter l'accompagnement, et des appuis spécifiques sont proposés pour être au plus juste du besoin. Ainsi, en 2023, le service ergothérapie de la MDPH a réalisé 827 synthèses pour des avis sur les aides techniques, l'aménagement du logement, les charges spécifiques, etc et 161 visites à domicile.

Objectif politique	*1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée*
Objectif stratégique	*1.3. Mieux adapter l'accueil en établissement aux différents besoins des personnes handicapées*

Objectif opérationnel	*1.3.1. Renforcer la diversification de l'offre territoriale en établissements pour répondre à l'individualisation des parcours des personnes handicapées*

1.3.1.1 ACT - Nombre de places en hébergement permanent pour personnes handicapées

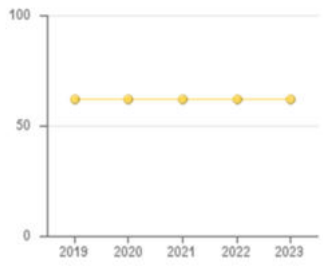
Période	Nombre
fin2019	764
fin2020	764
fin2021	764
fin2022	759
fin2023	745



Le nombre global de places en hébergement permanent est en baisse pour l'année 2023 en raison de la fermeture temporaire de places pour travaux et / ou relocalisation.

1.3.1.2 ACT - Nombre de places dédiées aux personnes handicapées vieillissantes

Période	Nombre
2019	62
2020	62
2021	62
2022	62
2023	62

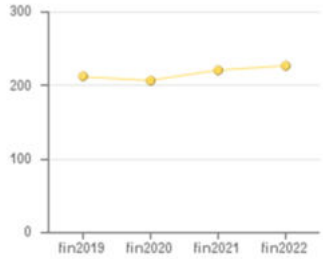


Le nombre de places est stable. Pour tenir compte des besoins en soins accrus, des places de foyer de vie ont été transformées en places de foyer d'accueil médicalisé.
Il est nécessaire de trouver des solutions notamment pour les Personnes handicapées vieillissantes maintenues en Foyer d'Hébergement bien qu'ayant depuis longtemps cessé leur activité professionnelle en ESAT. En 2023 plusieurs projets de transformation de places de foyer d'hébergement vers foyer de vie ont été étudiés et un effort financier important a été déployé pour permettre un accueil en journée des travailleurs d'ESAT retraités et en attente de places en foyer de vie ou EHPAD.

Objectif opérationnel	*1.3.2. Garantir aux personnes handicapées une prise en charge dans les établissements adaptée à leurs besoins et éviter les ruptures de parcours*

1.3.2.2 ACT - Nombre de personnes handicapées en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et en Unité de Soins de Longue Durée (USLD) bénéficiaires de l'aide sociale

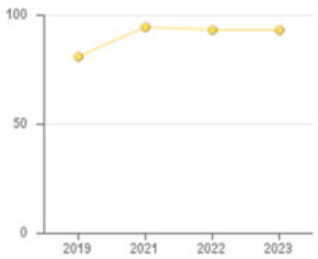
Période	Nombre
fin2019	212
fin2020	207
fin2021	221
fin2022	227



Des besoins existent mais les orientations en EHPAD de personnes handicapées accueillies de très longue date en structure PH restent complexes malgré la mobilisation des acteurs.

1.3.2.4 ACT - Taux d'occupation des places en hébergement permanent pour personnes handicapées (foyer d'hébergement, foyer de vie et foyer d'accueil médicalisé)

Période	Taux
2019	80,89
2021	94,59
2022	93,47
2023	93,47

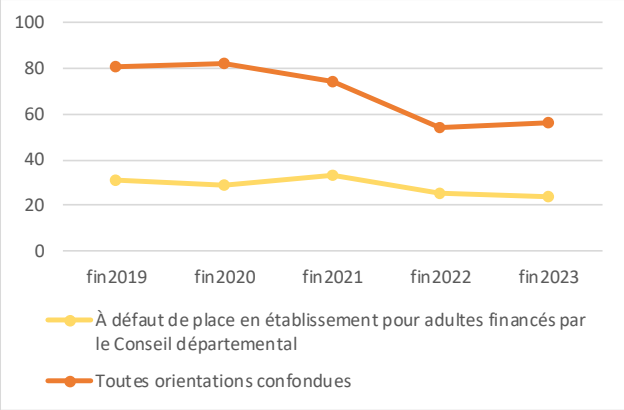


Les difficultés résultent le plus souvent du des vacances de places lorsque les personnes sont hospitalisées ou retournent en famille le temps d'un rétablissement (ou d'une réorientation). Cela a pour effet de réduire le taux d'occupation.

1.3.2.5 PERF - Nombre de jeunes maintenus en établissement pour enfants au-delà de 20 ans, à défaut de place en établissement pour adultes financés par le Conseil départemental (dispositif amendement CRETON), ou toutes orientations confondues (dispositif amendement CRETON)

Période	À défaut de place en établissement pour adultes financés par le Conseil départemental	Toutes orientations confondues
fin2019	31	81
fin2020	29	82
fin2021	33	74
fin2022	25	54
fin2023	24	56

Le nombre de situations de jeunes adultes maintenus en secteur enfance au-delà de 20 ans (amendement CRETON) demeure important mais reste stable depuis 2 ans.



Objectif opérationnel	*1.3.3 Renforcer la qualité de prise en charge*

La qualité de prise en charge est analysée en continu lors des échanges fréquents avec les gestionnaires, au travers des évaluations auxquelles ils sont soumis mais aussi via le traitement et le suivi des signalements d'évènements indésirables graves ou encore des plaintes transmises par les familles.
Par ailleurs, le schéma départemental 2020-2024 a souligné les enjeux des années à venir et les évolutions attendues, constituant un fil conducteur pour adapter les politiques de ce domaine. L'adaptation constante de l'offre aux besoins est en cela nécessaire.

Renforcer la qualité passe également par la connaissance des besoins, ce qui est facilité avec le déploiement de la plateforme « Viatrajectoire PH », outil de suivi des décisions d'orientations en établissement ou service.
A noter que l'augmentation des situations très complexes nécessite un effort croissant de coordination et de travail partenarial avec les familles, les établissements et services, le Département, l'ARS et la MDPH, ainsi qu'une mobilisation financière parfois importante pour éviter les ruptures de prises en charge.

FOCUS SUR ...

FINANCEMENT D'UN POSTE DE PROMOTEUR DES MÉTIERS DE L'AUTONOMIE

Depuis 2021, la qualité des accompagnements est liée en grande partie aux professionnels diplômés et formés qui en ont la charge. Or, les difficultés majeures de recrutement et de fidélisation des professionnels dans les établissements induisent des vacances de postes en grand nombre ou un recours massif à l'intérim, ce qui a un effet direct sur la qualité de service. C'est dans ce contexte que le Département et l'Etat financent un poste de promoteur des métiers de l'autonomie, porté par la communauté 360 (groupement d'acteurs associatifs et institutionnels du secteur du handicap en Savoie). Ses missions :

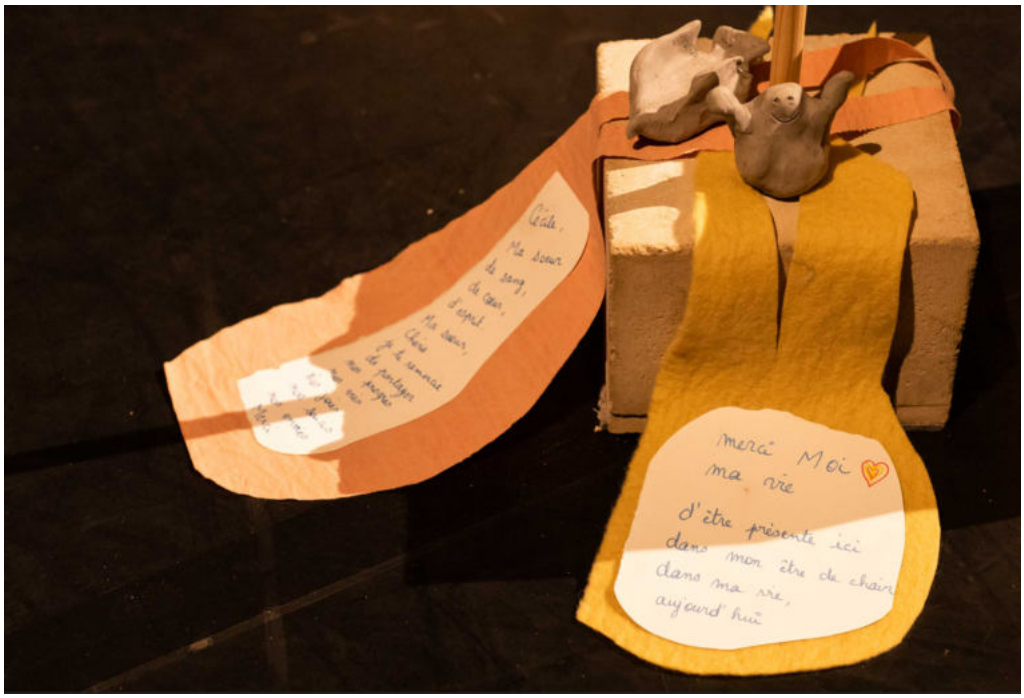
- Accompagner les directions et les services RH des établissements médico-sociaux dans leur démarche de recrutement (travail sur la marque employeur).
- Tisser un partenariat avec les acteurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation pour repérer et accompagner des candidats potentiels.
- Lancer des actions de communication sur les métiers du soin et de l'accompagnement.
- Mener des actions pour faciliter d'accessibilité à l'emploi (alphabétisation, mobilité, garde d'enfants, etc).

En 2023, le promoteur des métiers a ainsi lancé une lancé une exposition itinérante « loin des clichés » dans des centres commerciaux du département pour mettre en lumière les professionnels auprès du grand public.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3.

« Mieux adapter l'accueil en établissement aux différents besoins des personnes handicapées »

L'objectif demeure de favoriser la libre expression et l'autodétermination des personnes dans leur projet de vie. A cela s'ajoute l'enjeu d'une ouverture toujours plus accrue vers le milieu ordinaire que ce soit par des activités associatives, sportives ou encore l'accès à l'offre culturelle. Enfin, la question du vieillissement et de l'allongement de la durée de vie n'est pas sans conséquence sur le fonctionnement des établissements avec une nécessaire adaptation des rythmes de vie.
Ainsi, l'enjeu pour le Département est d'accompagner les établissements dans leur transformation pour plus d'intégration dans l'environnement avec des modalités d'accueil plus diversifiées et modulables (accueil de jour, séquentiel, temporaire).



4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

AJUSTEMENTS FORMALISES :

OBJECTIF STRATÉGIQUE	MESURES	Résumé de la PROPOSITION d'adaptation de la politique/dispositif	CALENDRIER de mise en application	Suivi des impacts budgétaires et ETP	NIVEAU DE RÉALISATION de l'ajustement			
					25%	50%	75%	100%
1.3. Mieux adapter l'accueil en établissement aux différents besoins des personnes handicapées	**4H2** Améliorer la prise en charge des personnes handicapées vieillissantes	Compte tenu du vieillissement des personnes handicapées, une nécessaire adaptation des dispositifs PH doit être favorisée, ainsi qu'une transversalité des dispositifs PA et PH et un développement des alternatives « logements adaptés ».	Depuis 2017, la question du vieillissement demeure et 12 places pour personnes handicapées vieillissantes inscrites au schéma restent à mettre en place, mais un projet est en cours sur Aix les Bains.			😐		
	4H3 Révision de la tarification des foyers d'hébergement	Mettre fin à un dispositif extra règlementaire complexifiant la tarification et le suivi pour les établissements	Signature des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) depuis 2017 ; ne reste que 2 associations non couvertes				☺	
	4H4 Optimiser l'offre des établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes handicapées	Avec le développement du maintien à domicile, la demande d'hébergement complet tend à se réduire. L'offre de service doit se diversifier et les règles de facturation évoluer tout en optimisant l'occupation des places au regard des listes d'attente	Mise en œuvre progressive depuis début 2017, avec la signature des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM)				☺	

La transformation de l'offre sera travaillée dans le cadre de l'élaboration du prochain schéma unique des solidarités 2025-2029 en adéquation avec la déclinaison régionale par l'ARS des 50 000 solutions médico-sociales annoncées par le Président de la république lors de la conférence nationale du 26 avril 2023.
Parmi les axes d'ores et déjà identifiés :

- La médicalisation de certains foyers de vie (transformation en foyer d'accueil médicalisé) pour tenir compte des besoins de soins des publics accueillis.
- L'amélioration de l'accompagnement des personnes handicapées vieillissantes en s'appuyant notamment sur les constats et les axes décrits dans le rapport de la Cour de compte dédié publié en septembre 2023.
- La transformation de places de foyers d'hébergement en foyer de vie pour tenir compte du nombre de travailleurs d'ESAT n'étant plus en mesure de travailler, ou de publics qui, quoiqu'il en soit, ne peuvent accéder aux prérequis d'un travail en ESAT. Pour les travailleurs d'ESAT, par ailleurs, des solutions alternatives telles que l'habitat inclusif peuvent mieux correspondre à leur projet de vie.
- Le développement d'accueils de jour et d'hébergements temporaires pour mieux répondre aux besoins de répit des aidants.
- Le développement de SAMSAH (Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés) notamment pour les personnes TSA, pour permettre le maintien à domicile des personnes en situation de handicap.



Cohésion sociale

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **5ième commission**

Directions concernées :

- **Pôle Social – Direction du développement et de l'inclusion sociale**
- **Pôle Social – Maisons sociales du Département**

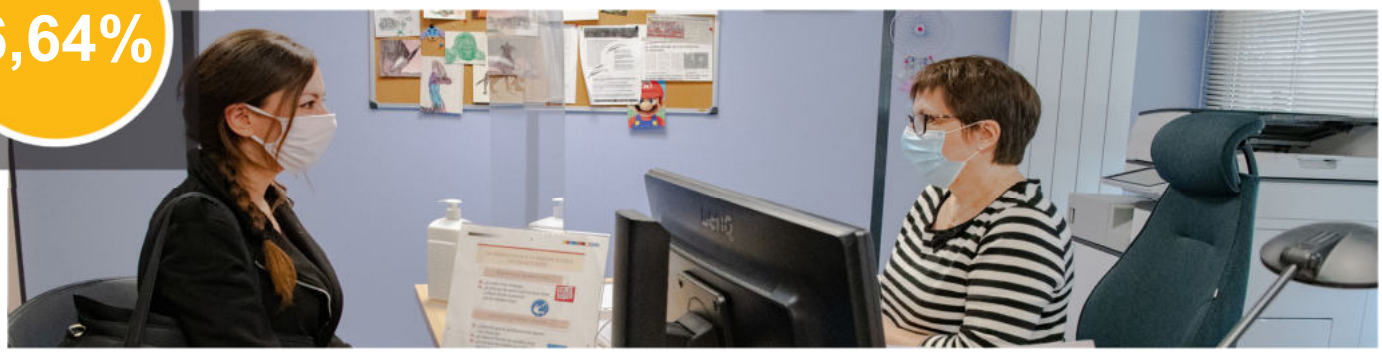


SOMMAIRE

SYNTHESE 377
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 378
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 382
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 385
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 390

6,64%

SYNTHESE – POLITIQUE COHÉSION SOCIALE



Chef de file de l'insertion et de l'action sociale de proximité sur son territoire, le Conseil départemental intervient pour prévenir les situations de marginalisation, promouvoir les droits fondamentaux de chacun et assurer l'insertion des populations les plus fragiles.

Contexte

L'année 2023 s'inscrit dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et d'une forte reprise de l'inflation.
Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse : +0,2% entre fin 2022 et fin 2023 et même +2,6% sur le dernier trimestre 2023.
Le nombre de foyers allocataires du Revenu de Solidarité Active augmente également en 2023 : + 0,6% entre janvier (5 461 foyers) et décembre (5 494 foyers).
31 % des foyers sont des familles monoparentales avec enfant(s) et 64% ont une ancienneté dans le dispositif RSA depuis au moins 2 ans.

Enjeux

- Accompagner les personnes vers l'autonomie dans une démarche coordonnée et cohérente en matière d'insertion et de logement.
- Garantir l'accès aux droits pour les personnes les plus fragilisées.
- Structurer l'offre d'insertion en soutenant l'accès à l'emploi.
- Développer des coopérations avec les autres opérateurs en lien avec les publics fragiles.
- Améliorer l'accompagnement global des personnes.

Principales réalisations

- Le travail au côté de l'Etat sur un diagnostic départemental pour l'établissement d'un pacte des solidarités.
- La parution du cadre de référence de l'action sociale de proximité, fruit d'un travail avec les équipes des centres sociaux pour redonner du sens et un cadre clair.
- L'expérimentation d'une ligne directe CARSAT pour les travailleurs sociaux afin d'améliorer l'orientation des publics.
- L'actualisation du guide des aides financières du Département.
- L'augmentation du montant du reste à vivre par le Département pour prendre en compte la hausse de la précarité.
- La mise en place d'une équipe mobile de 5 assistantes sociales volantes pour permettre un accompagnement social de court terme en remplacement des arrêts de moins de 6 mois.
- La mise en vigueur d'un nouveau marché des mesures d'accompagnement, avec notamment la création d'une nouvelle mesure d'accompagnement éducatif budgétaire (AEB).
- La poursuite de la mission de Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) et la préparation de la réforme France Travail.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

42,19 millions d'euros *(CA 2023)*

196,86 ETP *(Equivalents Temps Plein)* en moyens annuels dédiés à la politique

5 494 foyers allocataires du RSA (décembre 2023)

222 allocataires du RSA ayant signé un contrat aidé cofinancé par le Département

2 708 aides financières du Fonds de Solidarité pour le Logement accordées en 2023

776 personnes accompagnées de manière renforcée par France Travail (ex Pôle Emploi) et les services sociaux

L'action territoriale

L'accompagnement social effectué par les travailleurs sociaux du Département est réalisé auprès des publics les plus éloignés de l'emploi. Il concerne principalement l'accès aux droits, à la santé, le maintien du lien social, l'autonomie financière, le soutien à la parentalité, l'accès et le maintien dans le logement et l'orientation vers les outils d'accès à l'emploi (7 074 actions d'insertion inscrites dans les Contrats d'Engagements Réciproques en 2023).

Perspectives de l'action départementale en quelques mots …

- Mise en place de la réforme France Travail avec les services de l'Etat et l'opérateur France Travail, et déploiement du pacte local des solidarités.
- Plan d'actions 2023/2024 de l'action sociale de proximité : en 2024, la coopération avec les autres opérateurs sociaux se poursuivra avec un travail renforcé avec la CAF, la CPAM, les France Services.
- Application du Programme Départemental d'Insertion par l'emploi 2022-2024, notamment par le soutien au secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) et la mobilisation des Fonds Sociaux Européens

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Le contexte inflationniste (prix des intrants et de l'énergie, hausse des salaires) marque un ralentissement de l'activité économique.

L'emploi résiste mais son rythme de développement ralentit.
En Savoie, le taux de chômage avoisine une situation de quasi « plein-emploi » (5 % selon l'organisation internationale du travail), avec cependant une tendance légère à la hausse sur l'année 2023 : 5,4% au 3ème trimestre 2023 contre 5,1% au 1er trimestre. Des disparités géographiques sont toutefois à relever.
Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 29 700 au quatrième trimestre 2023. Ce nombre augmente de 2,6 % sur un trimestre et de 0,2 % sur un an. 35% des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis + de 1 an.

Les difficultés de recrutement restent à un très haut niveau, 43 % des TPE-PME en faisant état, particulièrement dans les domaines de la construction et de la santé.

En ce qui concerne les bénéficiaires du RSA, après avoir fortement augmenté en 2020 du fait de la crise sanitaire, le nombre de foyers allocataires a constamment diminué pour se stabiliser en moyenne à 5 464 foyers en 2023. Il s'agit d'un public davantage éloigné du marché de l'emploi qu'il convient d'accompagner dans la durée et de manière soutenue face à l'ensemble des difficultés qui les empêchent de sortir durablement de la précarité.

La mission SPIE engagée en 2022 se poursuit jusqu'au 31/12/2023. Un consortium réunit une trentaine d'acteurs institutionnels, associatifs, acteurs de l'emploi, de l'insertion et du secteur social dans l'objectif d'impulser une dynamique sur tout le département. Le consortium départemental s'est réuni 2 fois par an en 2022 et 2023.

Le SPIE se décline aussi dans les territoires afin d'être en proximité des acteurs, prendre en compte les spécificités locales et activer des modalités d'actions adaptées aux besoins. Les équipes de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP), de Pôle Emploi et du Département travaillent en proximité autour de la mission SPIE mensuellement. Ces rencontres favorisent le maillage avec les travaux menés par chacun, comme : « le Club des entreprises s'engage », le Plan d'action en faveur de la réduction des tensions de recrutement, le Plan de lutte contre la Pauvreté, l'insertion par l'activité économique (IAE), les « Entreprises adaptées et handicap » et donne lieu à une réflexion croisée.

Les principales actions conduites dans le cadre du SPIE se sont déclinées sur 3 axes :

1) L'entrée dans le parcours : un travail sur les critères d'orientation, une expérimentation sur un diagnostic commun, des actions pour éviter les « perdus de vue ».
2) Le suivi du parcours : la construction d'un parcours d'accompagnement adapté aux créateurs d'entreprises bénéficiaires du RSA (avec un nouveau marché à compter du 01/01/2024), la création d'instances permettant l'étude de situations complexes ou bloquées, en lien avec les partenaires de l'insertion, de l'emploi et du secteur social.
3) La lisibilité de l'offre avec le déploiement rapide de l'outil numérique DORA en Savoie, afin de permettre le référencement de l'offre d'insertion. Le lancement de cet outil a été présenté lors d'une journée départementale auprès des professionnels. Des séances d'information et des expérimentations ont été mises en œuvre pour permettre de lever les freins à l'emploi en matière de mobilité, d'apprentissage de la langue, de santé. Enfin des actions spécifiques concernant la garde d'enfants ont été déployées sur le bassin chambérien, telles que :
    - Des temps d'information sur les différents modes de garde auprès des professionnels chargés de l'accompagnement vers l'insertion.
    - Une formation courte pour les publics en difficulté, pour leur permettre de constituer leurs dossiers d'agrément d'assistants maternels.
    - L'accompagnement de relais petite enfance dans la mise en place de contrat de garde de moins de 50 heures.
    - Et le repérage des demandeurs d'emploi inscrits comme assistants maternels.

FOCUS SUR ...

L'ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS EN SITUATION DE PRECARITE : UNE POLITIQUE DEPARTEMENTALE TRES LIEE A CELLE DE L'ETAT

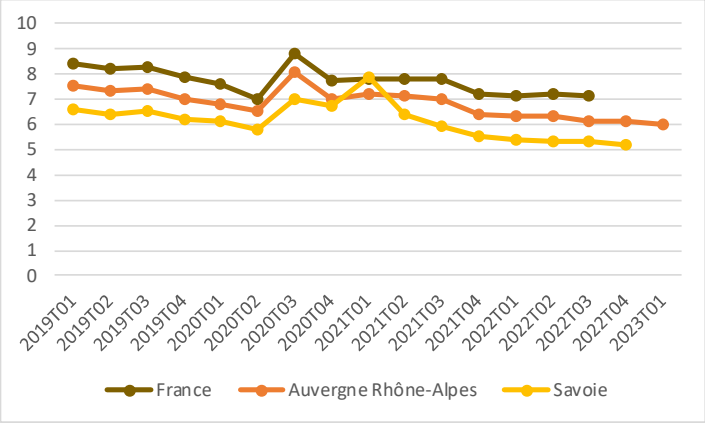
L'accompagnement des publics en situation de précarité est partagé entre l'Etat et le Département. Tous deux en délèguent parfois la mise en œuvre à des opérateurs qui peuvent être communs. Par exemple, le Département intervient pour accompagner les bénéficiaires du RSA, qui eux-mêmes peuvent être logés dans des dispositifs financés par l'Etat.

Cette imbrication des politiques en faveur des personnes vulnérables se concrétise d'une part par le Programme Départemental d'Amélioration du Logement et de l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) mais aussi par la mise en place de « Pactes Communs » et de contractualisations d'appui.
Ainsi, la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté, issue de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, est arrivée à son terme en 2023. Les travaux sur le pacte local des solidarités ont été menés au cours du second semestre, en particulier par la réalisation d'un diagnostic auquel les agents du Pôle Social ont contribué de manière importante. C'est ce diagnostic partagé qui a servi de socle aux actions qui seront cofinancées par le Département et l'Etat dans le cadre du nouveau contrat local des solidarités.

La mise en œuvre du SPIE décrite ci-dessus est également un exemple de cette collaboration, à laquelle est souvent associé Pôle Emploi, devenu l'opérateur France Travail.

CONT 1- Taux de chômage de la Savoie, de la région AURA et de la France métropolitaine (Source DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes)

Période	France	Auvergne Rhône-Alpes	Savoie
2019T01	8,4	7,5	6,6
2019T02	8,2	7,3	6,4
2019T03	8,3	7,4	6,5
2019T04	7,9	7	6,2
2020T01	7,6	6,8	6,1
2020T02	7	6,5	5,8
2020T03	8,8	8,1	7
2020T04	7,7	7	6,7
2021T01	7,8	7,2	7,9
2021T02	7,8	7,1	6,4
2021T03	7,8	7	5,9
2021T04	7,2	6,4	5,5
2022T01	7,1	6,3	5,4
2022T02	7,2	6,3	5,3
2022T03	7,1	6,1	5,3
2022T04		6,1	5,2
2023T01		6	



Un contexte d'accès au logement social hétérogène selon les territoires

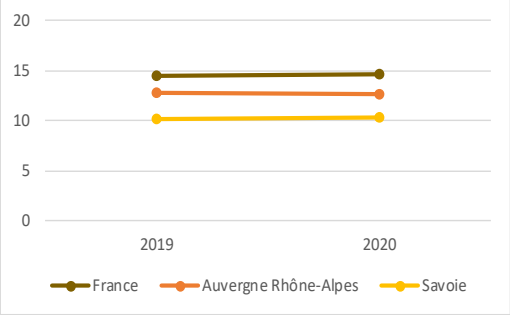
Les chiffres clés du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) édités en 2023 font état, pour 2022, de la situation suivante :

- Le bassin chambérien concentre 70 % de l'offre d'hébergements et de logements adaptés en Savoie.
- 35 369 logements sociaux sont décomptés en Savoie en 2022. La production, bien qu'elle reste positive (autour de + 1%/an), ne permet pas de satisfaire la demande en constante hausse. 78 % de cette production de logements a été réalisée dans les bassins aixois et chambériens.
- Le nombre de demandes de logement social (13 015) a très fortement augmenté (+ 9,6 % entre 2021 et 2022 contre + 4 % entre 2020 et 2021), alors qu'en parallèle le nombre d'attributions diminue (3 234).

- Le ratio de la tension en Savoie (rapport entre les demandes d'entrée dans le parc social « hors mutations » et les attributions) passe de 3 en 2021 à 3,46 en 2022. Cela signifie que pour 3,46 des ménages en attente d'un logement, il n'y a qu'une attribution.
  Ce ratio s'élève à 5,21 (4,73 en 2021) pour la France et 3,86 (3,64 en 2021) pour la région AURA. En AURA, le Rhône, la Haute-Savoie et la Drôme dépassent le taux régional. Ce ratio de tension est très différencié selon les territoires du département :
  - 6,54 pour Grand lac, (4,38 en 2021), supérieur au taux régional.
  - 4,16 pour Grand Chambéry, (3,32 en 2021), supérieur au taux régional.
  - 2,52 pour Cœur de Savoie, (2,70 en 2021).
  - 1,96 pour Arlysère, (2,05 en 2021).

CONT 2- Taux de ménages vivant sous le seuil de pauvreté en Savoie (à 60 % du niveau de vie médian), en région AURA et en France Métropolitaine

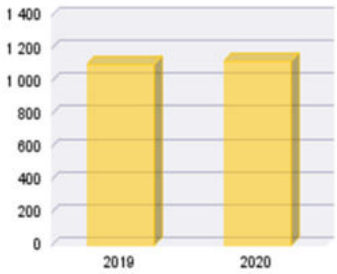
Période	France	Auvergne Rhône-Alpes	Savoie
2019	14,5	12,8	10,1
2020	14,6	12,7	10,3



Définition : Proportion de ménages dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée au seuil de pauvreté (exprimé en euros). Par convention, on privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

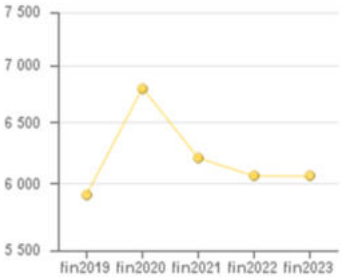
CONT 3- Valeur mensuelle du seuil de pauvreté (à 60 % du niveau de vie médian)

Période	Euros
2019	1102
2020	1120



CONT 4- Nombre de bénéficiaires du RSA en Savoie

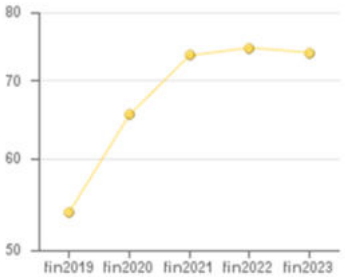
Période	Nombre
fin2019	5922
fin2020	6803
fin2021	6210
fin2022	6066
fin2023	6063



La forte hausse du nombre d'allocataires du RSA, due à la crise sanitaire, a depuis été absorbée par la dynamique de reprise économique. En décembre 2023, la Savoie compte 6 063 personnes (allocataires + conjoints) bénéficiaires du RSA contre 5 922 en décembre 2019 juste avant-crise. On constate cependant depuis deux ans une stagnation qui confirme le besoin d'un accompagnement plus intense pour les publics les plus fragilisés.

CONT 5- Taux de bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle Emploi au 31 décembre en Savoie

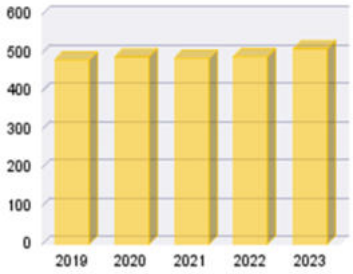
Période	Taux
fin2019	54
fin2020	65,4
fin2021	73,55
fin2022	74,7
fin2023	74



Ce taux élevé témoigne d'un bon partenariat entre France Travail (ex Pôle Emploi) et le Département, notamment au titre de la convention de coopération « accompagnement global », qui prévoit l'intervention conjointe d'un conseiller Pôle Emploi et d'un travailleur social, pour accompagner de manière intensive les demandeurs d'emploi qui cumulent d'importantes difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

CONT 7- Montant moyen mensuel annualisé du RSA par foyer allocataire en Savoie

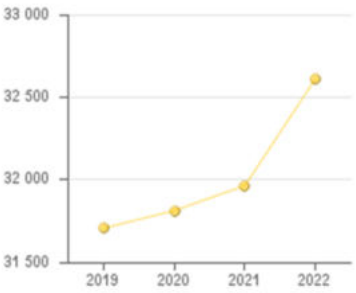
Période	Euros
2019	480,7
2020	486,88
2021	483,77
2022	488,57
2023	507,76



Le RSA est une allocation différentielle. Son montant varie en fonction de la composition et des revenus de substitution du foyer. Depuis quelques années, le montant moyen mensuel annualisé du RSA reste relativement stable et varie avec le montant maximal de l'aide.

CONT 8- Nombre de logements sociaux proposés à la location (Logements à louer et loués)

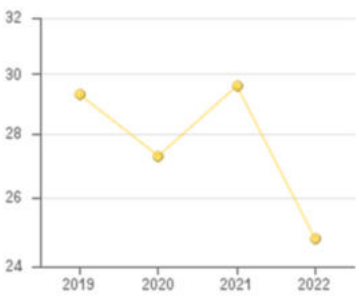
Période	Nombre
2019	31 706
2020	31 811
2021	31 960
2022	32 609



Malgré un contexte de marché tendu, sur les 35 569 logements sociaux décomptés en Savoie en 2022, 32 609 sont proposés à la location : ce nombre évolue positivement au fil des années.

CONT 9- Taux de logements sociaux attribués sur demandes locatives sociales en instance en Savoie

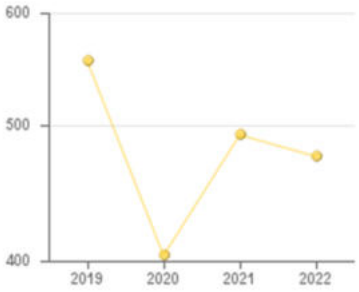
Période	Taux
2019	29,30
2020	27,30
2021	29,60
2022	24,80



En 2022, 13 015 demandes de logement social ont été enregistrées en Savoie et 3 234 ont fait l'objet d'une attribution.

CONT 10- Nombre d'attributions de logement social aux ménages prioritaires (indicateur PDALHPD)

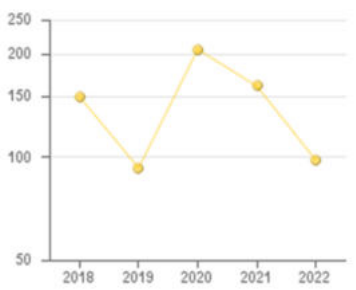
Période	Nombre
2019	555
2020	404
2021	492
2022	475



En 2022, la baisse du taux de rotation observée chez les bailleurs sociaux a entraîné une diminution des entrées dans les lieux, constatées également pour le public prioritaire de l'État passant de 492 à 475 ménages logés.
En parallèle, la baisse du nombre d'enregistrements de demandes prioritaires (538 en 2022 / 590 en 2021) est principalement liée à l'étude qualitative des situations menée par le SIAO en amont de chaque demande.

CONT 11- Nombre de constructions de logements en Prêt Locatif Aidé d'Intégration agréés (PLAI) pour les personnes en situation de grande précarité

Période	Nombre
2018	150
2019	93
2020	206
2021	161
2022	98



Le nombre de constructions de logements en PLAI a baissé en 2022 : les bailleurs sociaux ont intégré l'effort de production de PLAI mais l'équilibre des opérations est difficilement atteignable.
Données 2023 non disponibles aujourd'hui.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

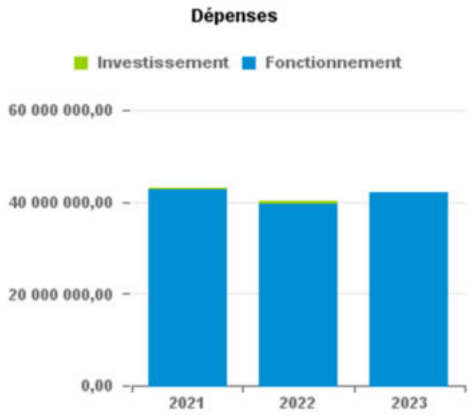
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

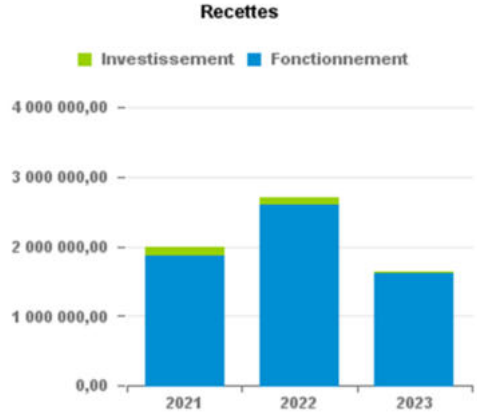
Secteurs budgétaires et non budgétaires de la politique SOCIAL COHESION

SECTEURS BUDGETAIRES
ACTION SOCIALE DE PROXIMITE
INSERTION RSA
LOGEMENT

Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 15 Mars 2024	
	Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
ACTION SOCIALE DE PROXIMITE	1 269 104,40	0,00	1 101 950,06	11 000,00	1 345 873,12	30 000,00
INSERTION RSA	39 598 459,14	62 793,50	36 339 906,07	14 000,00	38 137 982,79	41 000,00
LOGEMENT	1 835 598,80	147 355,49	2 013 376,80	574 626,17	2 497 576,50	140 000,00
Dépenses par section :	**42 703 162,34**	**210 148,99**	**39 455 232,93**	**599 626,17**	**41 981 432,41**	**211 000,00**
	total année : 42 913 311,33		**total année : 40 054 859,10**		**total année : 42 192 432,41**	

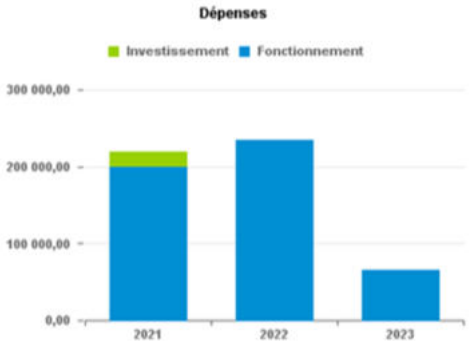
Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 15 Mars 2024	
	Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
ACTION SOCIALE DE PROXIMITE	274 024,00		29 750,00		84 564,06	
INSERTION RSA	1 410 078,66		2 370 509,41		1 320 171,89	
LOGEMENT	182 479,21	130 247,12	192 171,25	114 952,15	215 504,96	18 189,44
Dépenses par section :	**1 866 581,87**	**130 247,12**	**2 592 430,66**	**114 952,15**	**1 620 240,91**	**18 189,44**
	total année : 1 996 828,99		**total année : 2 707 382,81**		**total année : 1 638 430,35**	

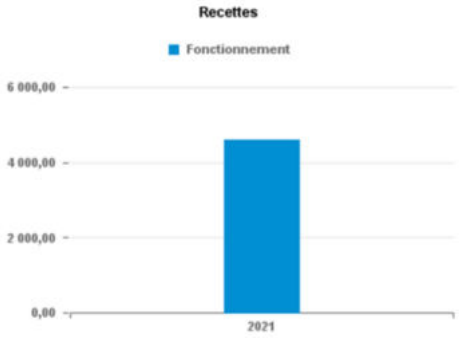




Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 15 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSD DDIS	199 262,00	20 000,00	234 214,00	0,00	65 478,00	0,00
	total année : 219 262,00		total année : 234 214,00		total année : 65 478,00	

Recettes - CTS 3E GENERATION	CA 2021
	Recette Fonctionnement
PSD DDIS	4 600,00





Dépenses - Contrats départementaux	CA 2023 données au : 15 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSD DDIS	144 831,00	4 185,00
	total année : 149 016	



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
COHESION SOCIALE	ACTION SOCIALE DE PROXIMITE	PSD	DGA	0,34	0,39	0,35
		PSD	DDIS	4,7	5,84	7,89
		PSD	MSD	33,06	34,18	32,88
	Sous-total du secteur			**38,1**	**40,41**	**41,12**
	INSERTION RSA	PSD	DGA	0,34	0,39	0,35
		PSD	DDIS	9,13	8,93	11,17
	Sous-total du secteur			**9,47**	**9,32**	**11,52**
	LOGEMENT	PSD	DGA	0,34	0,39	0,35
		PSD	DDIS	4,3	3,8	5,3
	Sous-total du secteur			**4,64**	**4,19**	**5,65**
	ACTION SOCIALE/ POLYVALENCE	PSD	DGA	0,5	0,59	0,52
		PSD	DDIS	0	1,57	2,19
		PSD	MSD	145,08	137,99	135,86
	Sous-total du secteur			**145,58**	**140,15**	**138,57**
TOTAL tous effectifs pour la politique				**197,79**	**194,07**	**196,86**

Direction développement et inclusion sociale (DDIS)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

Les effectifs de la Direction du développement et de l'inclusion sociale ont connu une certaine stabilité sur les 3 dernières années en nombre d'ETP. Les moyens financiers sont en adéquation avec les politiques menées.
Un service action sociale de proximité a été créé en août 2021 par redéploiement. La partie « Action sociale / polyvalence » fait état de cette nouvelle structuration. Le service d'appui à l'action sociale de proximité offre un appui technique auprès des équipes de centre social. Il est composé d'une unité d'appui technique, d'une équipe de 5 assistantes sociales volantes, assurant les remplacements de moins de 6 mois sur les territoires, et d'une unité logement.

L'année a été marquée par plusieurs postes découverts. Comme dans plusieurs secteurs, malgré un contexte de difficulté à recruter, les équipes se sont montrées solidaires afin d'assurer une continuité de service.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs :

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables	1.1. Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté sociale, notamment les bénéficiaires du RSA	1.1.1. Améliorer l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA
		1.1.2. Renforcer la fluidité des parcours pour améliorer le retour à l'activité et à l'emploi
	1.2. Renforcer l'aide apportée aux ménages en difficulté pour accéder et se maintenir dans un logement autonome	1.2.1. Soutenir l'accès au logement des publics spécifiques identifiés dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD)
		1.2.2. Accompagner au mieux les ménages dans la réalisation de leur parcours résidentiel
		1.2.3 Développer la prévention des expulsions locatives
	1.3. Améliorer l'autonomie des jeunes les plus vulnérables	1.3.1. Contribuer à l'accès aux droits et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans

Objectif politique	***1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables***
Objectif stratégique	***1.1. Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté sociale, notamment les bénéficiaires du RSA***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Améliorer l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA***



Depuis janvier 2021, le Département a réorganisé la Procédure d'orientation des nouveaux entrants dans le dispositif RSA.

Le principe d'une orientation directe sur la base de critères prédéfinis est conservé, ce qui permet d'orienter rapidement les personnes vers le parcours d'accompagnement le plus adapté à leur situation.

Il s'agit alors soit :

- D'un parcours professionnel **vers l'emploi ou la formation** pour les allocataires du RSA dont la recherche d'emploi est immédiatement possible. Les allocataires sont alors orientés vers Pôle emploi et contractualisent leurs engagements via un Projet Personnalisé d'Accompagnement vers l'Emploi (PPAE) qui fait office de contrat d'insertion.
- D'un parcours à dominante sociale pour les personnes qui rencontrent des difficultés importantes qui empêchent une mobilisation sur l'emploi. Cet accompagnement est alors effectué par des travailleurs sociaux, internes au Département ou partenaires externes conventionnés (CCAS d'Aix-les-Bains, d'Albertville et de Chambéry, Missions locales jeunes d'Aix-les-Bains et Chambéry, la SASSON Albertville et Chambéry et la MSA).

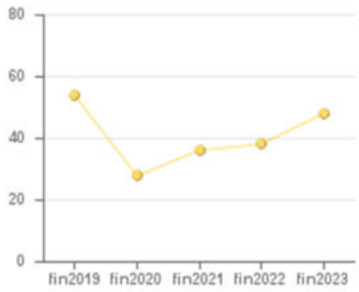
Le changement porte sur l'intégration des flux quotidiens de la CAF permettant une orientation hebdomadaire, et non plus mensuelle. Ainsi, 100 % des nouveaux entrants au RSA reçoivent leur notification d'orientation vers un parcours d'accompagnement sous 10 jours.
L'enjeu de cette réorganisation est double. Il s'agit d'orienter les nouveaux allocataires du RSA vers un parcours d'accompagnement adapté le plus rapidement possible, gage essentiel de mobilisation. Il s'agit également de sécuriser les entrées afin d'éviter de « perdre de vue » les allocataires qui ne s'investissent pas dans leur parcours. A ce titre, un travail de croisement de données est mené avec France Travail.

Sur le volet de l'accompagnement, le Département a validé, le 4 mars 2022, son programme départemental d'insertion par l'emploi (PDIE) pour les années 2022-2024. Si ce nouveau PDIE s'inscrit dans la continuité des programmes précédents, il se veut également porteur d'une nouvelle dynamique résolument tournée vers le retour à l'emploi. Les outils/actions du PDIE sont nombreux (aides financières, contrats aidés, clauses d'insertion sociale dans les marchés, actions de remobilisation, etc) et s'adressent aux publics les plus en difficulté, prioritairement aux personnes bénéficiaires du RSA. L'élaboration du PDIE a été le fruit d'un travail partenarial mené dans une logique de complémentarité avec les dispositifs de droit commun déployés par l'ensemble des acteurs du territoire (État, collectivités locales, service public de l'emploi, associations, etc).

Cette dernière année d'application permettra de finaliser le bilan et de lancer l'écriture d'un nouveau programme. L'année 2025 sera donc une année de transition, afin d'intégrer les enjeux de la loi pour le plein-emploi et les évolutions de la réforme France Travail. Dans l'attente des décrets d'application, des ajustements seront effectués afin d'enclencher les changements nécessaires (intensification des parcours avec les 15 heures d'activité).

1.1.1.1 PERF - Taux de Contrats d'Engagements Réciproques (CER) par rapport au nombre d'allocataires orientés sociaux

Période	Taux
fin2019	53,84
fin2020	27,9
fin2021	36,18
fin2022	38,21
fin2023	48

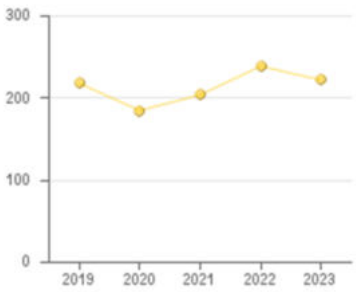


Depuis 2020, le taux de CER mentionné concerne uniquement les nouveaux entrants de l'année de référence, cet indicateur étant un objectif de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.
En 2023, 43% d'allocataires du RSA orientés sociaux ont signé un CER. Ce taux atteint 48% pour l'ensemble des bénéficiaires du RSA avec une orientation sociale active au cours de l'année 2023.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Renforcer la fluidité des parcours pour améliorer le retour à l'activité et à l'emploi*

1.1.2.1 ACT - Nombre de bénéficiaires du RSA ayant signé un contrat aidé cofinancé par le Département

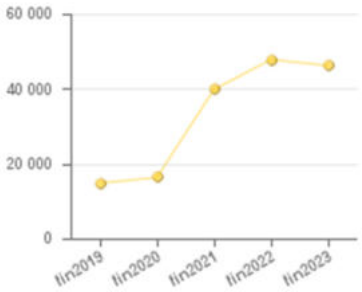
Période	Nombre
2019	218
2020	185
2021	204
2022	239
2023	222



En complémentarité de l'État, le Département verse une aide financière aux employeurs qui recrutent des allocataires du RSA en contrats aidés : Parcours emploi compétences (PEC) dans le secteur non marchand (le cofinancement des contrats du secteur marchand s'étant arrêté fin 2019) et contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) en atelier chantier d'insertion CDDI (ACI).
En 2023, le Département a ainsi facilité l'embauche de 222 allocataires du RSA.

1.1.2.2 ACT - Nombre d'heures de travail d'insertion réalisées dans le cadre des clauses sociales gérées par le Département

Période	Nombre
fin2019	15 000
fin2020	16 500
fin2021	40 000
fin2022	48 000
fin2023	46 400



Le développement des clauses sociales dans les marchés publics du Département est effectif depuis fin 2016. La croissance de cette activité est continue d'une année sur l'autre. Par ailleurs, le Département cofinance d'autres postes de facilitateurs sur le territoire de la Savoie grâce à des crédits FSE (Fonds Social Européen). Il copilote ce réseau départemental pour démultiplier les effets positifs et rendre plus efficient ce levier de retour à l'emploi pour les publics les plus fragiles.

Depuis plusieurs années maintenant, le Département mobilise le fonds social européen (FSE) en appui de sa politique de cohésion sociale. Grâce à une gestion optimisée lors de la programmation FSE 2014-2020 et à l'enveloppe complémentaire obtenue au titre du plan de relance européen REACT-EU, la plupart des actions ont été reconduites en 2021 et 2022, évitant ainsi les ruptures de parcours. Ainsi, sur les années 2014-2022, plus de 6 millions d'euros ont été dédiés à l'accompagnement de presque 9 900 savoyards en parcours d'insertion.

Pour la nouvelle programmation FSE+ 2021-2027, le Département pourra mobiliser une enveloppe de + de 5,5 millions d'euros sur des thématiques élargies permettant d'intensifier les interventions du Département sur deux priorités :

- Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés.
- Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté sociale, notamment les bénéficiaires du RSA »

Les allocataires du RSA bénéficient toujours plus tardivement que d'autres publics des effets positifs sur le marché de l'emploi. Le Département a maintenu un haut niveau d'engagement en mobilisant tous les leviers dont il dispose (actions d'insertion socioprofessionnelle, contrats aidés, clauses sociales…). Il articule son intervention avec l'ensemble des partenaires du territoire afin de proposer des accompagnements « sans couture » qui répondent aux besoins spécifiques des publics.

Objectif politique	***1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables***
Objectif stratégique	***1.2 Renforcer l'aide apportée aux ménages en difficulté pour accéder et se maintenir dans un logement autonome***
Objectif opérationnel	***1.2.1. Soutenir l'accès au logement des publics spécifiques identifiés dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD)***

Le PDALHPD porte sur la période 2020-2024 et s'articule autour de trois axes :

- Axe 1 : Développement d'une offre de logements adaptée aux besoins des publics du Plan.
- Axe 2 : Accompagnement de l'usager dans la réalisation de son parcours résidentiel.
- Axe 3 : Maintien dans le logement, notamment au travers de la prévention des expulsions.

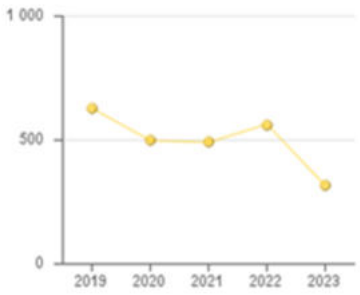
Les principales évolutions du Plan portent sur :

- Des actions destinées à développer une offre de logements accessibles, notamment dans le parc social, en articulation avec les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH).
- L'identification de publics spécifiques, dont les besoins nécessitent des actions ciblées : les publics présentant des problématiques de santé, le public jeune, les personnes victimes de violence, les gens du voyage en cours de sédentarisation et les bénéficiaires de la protection internationale.
- La notion de « Savoir Habiter » : cette notion fait référence aux personnes en situation d'habitat indigne, d'incurie et de précarité énergétique.
- Une déclinaison autant que possible des actions à un niveau territorial.

Objectif opérationnel	1.2.2. Accompagner au mieux les ménages dans la réalisation de leur parcours résidentiel

1.2.2.1 ACT - Nombre de ménages ayant fait l'objet d'une mesure d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL)

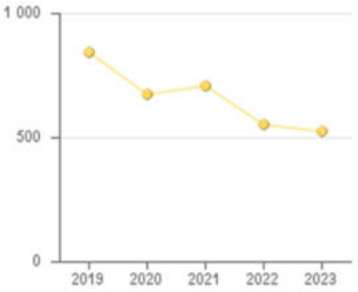
Période	Nombre
2019	629
2020	498
2021	491
2022	564
2023	317



317 ménages ont bénéficié d'une mesure ASLL en 2023 : cette baisse s'explique notamment par la création en 2023 d'une nouvelle mesure d'accompagnement, à savoir l'AEB (Accompagnement éducatif budgétaire) mais aussi par la mise en place de nouveaux outils de suivi.

1.2.2.2 ACT - Nombre d'accès dans un logement du parc privé ou public avec la contribution d'une aide financière du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)

Période	Nombre
2019	844
2020	674
2021	709
2022	553
2023	525

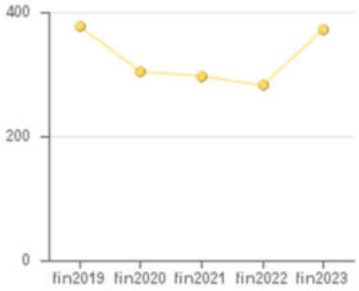


525 aides pour de l'accès ont été accordées : la baisse, constante depuis plusieurs années, perdure : le FSL reflète la tension existante sur le logement (pas de rotation sur les logements, donc pas de demandes FSL accès).

Objectif opérationnel	1.2.3. Développer la prévention des expulsions locatives

1.2.3.2 PERF - Nombre de commandements de quitter les lieux en Savoie

Période	Nombre
fin2019	378
fin2020	305
fin2021	298
fin2022	283
fin2023	374



Le nombre de commandements de quitter les lieux a augmenté : on retrouve une situation d'avant COVID.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2.

« Renforcer l'aide apportée aux ménages en difficulté pour accéder et se maintenir dans un logement autonome »

Un nouveau règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement est applicable depuis le 1er janvier 2022. Les objectifs de cette révision sont les suivants : d'une part, apporter des réponses adaptées aux besoins actuels et d'autre part simplifier les procédures, apporter une meilleure visibilité et compréhension du dispositif par l'ensemble des acteurs (usagers, travailleurs sociaux, services instructeurs, partenaires). Ces objectifs se sont matérialisés par un élargissement du nombre de ménages éligibles tout en garantissant une équité sociale et territoriale dans le traitement de la demande. Il est aujourd'hui clairement affiché que le FSL est une aide ponctuelle, qui n'a pas vocation à assurer la solvabilité des ménages. L'intervention du FSL doit être justifiée et pertinente au regard d'une situation de fragilité et d'urgence sociale.

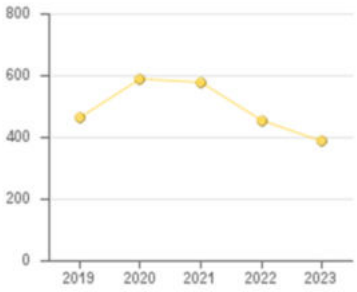
Un nouveau marché des mesures d'accompagnement a été mis en œuvre au 01/01/2023, afin de simplifier le parcours usager et de mettre en place une nouvelle mesure d'accompagnement budgétaire (AEB). Cette dernière a été créée pour répondre à tous les types de besoins d'accompagnement.

Objectif politique	*1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables*
Objectif stratégique	*1.3. Améliorer l'autonomie des jeunes les plus vulnérables*

Objectif opérationnel	*1.3.1. Contribuer à l'accès aux droits et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans*

1.3.1.1 ACT - Nombre d'aides financières octroyées par le Département dans le cadre du Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) de -25 ans

Période	Nombre
2019	464
2020	590
2021	579
2022	456
2023	388



La loi du 13 août 2014 relative aux libertés et responsabilités locales a confié l'organisation et le financement du Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) au Département. Il s'agit d'attribuer aux jeunes en difficultés (18-25 ans) des aides pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle (dont des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents). En Savoie, la gestion de ces aides est déléguée aux Missions Locales Jeunes (MLJ). Cela permet d'associer plus facilement l'aide financière à l'accompagnement que proposent les MLJ pour tous les jeunes.
Depuis trois ans, le recours au FAJ diminue sensiblement. Cette baisse, constatée à l'échelle nationale, s'explique principalement par le déploiement du contrat d'engagement jeune depuis 2022, qui prévoit un accompagnement intensif vers l'emploi et le versement d'une aide financière. Si les demandes d'aides financières individuelles sont en net recul, les Missions Locales Jeunes font remonter des besoins d'accompagnement collectif pour les jeunes les plus en difficulté.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.3.

« Améliorer l'autonomie des jeunes les plus vulnérables »

Depuis plusieurs années, les dispositifs destinés à soutenir les jeunes dans leurs démarches d'insertion sont nombreux. Le plan « 1 jeune, 1 solution » a notamment créé le contrat d'engagement jeune qui prévoit une allocation couplée à un programme intensif de 15 à 20 heures par semaine par un conseiller dédié visant le retour à l'emploi durable.

Au-delà de l'octroi d'aides financières individuelles, des actions collectives complètent cette offre d'accompagnement et permettent de travailler sur la dynamique des parcours. Elles sont particulièrement pertinentes pour des jeunes en rupture sociale et familiale. A ce titre, le Département participe au financement de séances de soutien psychologique, d'ateliers de remobilisation ou de chantiers éducatifs et professionnels (divers travaux de bâtiment, espaces verts, etc) qui permettent de découvrir un métier ou de reprendre un rythme de vie plus régulier.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

AJUSTEMENTS FORMALISES :

OBJECTIF STRATÉGIQUE	MESURE	Résumé de la PROPOSITION d'adaptation de la politique/dispositif	CALENDRIER de mise en application	Suivi des impacts budgétaires et ETP	NIVEAU DE RÉALISATION de l'ajustement			
					25%	50%	75%	100%
1.1. Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté sociale, notamment les bénéficiaires du RSA	5I2 Améliorer l'accompagne-ment des publics précaires	Etudier les outils existants et les complémentarités possibles ; recherche de transversalité ; recherche d'une simplification de la mise en œuvre ; Consolider la nouvelle organisation des CCAPEX / CTO, afin d'améliorer la prévention des expulsions.	Cofinancement avec l'Etat de la mission PEX (Prévention des expulsions), mission « découpée » en 2 parties : - Diagnostic : réalisé en 2022 - Phase opérationnelle : depuis 2023	Financement de par le Conseil départemental : - 10 000 € en 2021 - 5 000 € en 2022 - 10 000 € en 2023		☺		
1.2. Renforcer l'aide apportée aux ménages en difficulté pour accéder et se maintenir dans un logement autonome	5I3 FSL soutien aux associations d'insertion par le logement	Suppléments de dépenses de gestion locative sociale : réflexion à mener pour revoir les modalités d'éligibilité	Travail de réflexion en cours sur le dimen-sionnement des sous-locations pour certains publics ne pouvant accéder immédiatement au logement autonome. Réflexion à élargir : il convient aujourd'hui de redéfinir une stratégie départementale globale.	Moyens constants		☺		
	5I7 Fonds Solidarité Logement : simplification et rationalisation	L'informatisation du FSL est indispensable pour simplifier et rationaliser ce dispositif	L'informatisation était prévue pour le 1er semestre 2022 mais elle est reportée : aucune date n'est aujourd'hui avancée.	La hausse des coûts de l'énergie et de l'inflation génère une forte augmentation des besoins. Cette tendance est amenée à s'amplifier en 2024.		😐		

Le Département a poursuivi l'élaboration et la mise en œuvre des documents de planification qui structurent son action dans le domaine de l'insertion et du logement :

- La convention 2019-2021 conclue avec l'État relative à la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté a été renouvelée jusqu'en 2023. Parmi ses objectifs figurent notamment : l'amélioration de l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, l'amélioration du premier accueil social inconditionnel de proximité, l'accompagnement global des personnes et la formation des travailleurs sociaux à la démarche de référence de parcours.
- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2020-2024, orienté autour de 3 grands axes, se poursuit : le développement d'une offre de logements abordables pour les publics les plus en difficulté, l'accompagnement de ces publics dans la réalisation de leur parcours résidentiel, le maintien autant que possible dans le logement en développant la prévention des expulsions.

- Le déploiement de l'offre du programme départemental d'insertion par l'emploi 2022-2024 et de la nouvelle programmation FSE + 2021-2027 permettent d'intensifier les accompagnements en faveur des publics les plus fragiles. En parallèle, le travail mené par les acteurs du SPIE a permis d'améliorer la lisibilité des interventions de chacun, notamment par le déploiement de la plateforme DORA.

- La mission SPIE expérimente plusieurs actions afin d'améliorer le parcours des bénéficiaires du RSA et faciliter le retour à l'emploi des publics éloignés. Les actions menées depuis 2 ans préfigurent l'accompagnement renouvelé dans le cadre de France Travail à compter de 2024. Certaines actions seront maintenues et poursuivies comme le déploiement de l'outil DORA, le partage autour de situations complexes en matière d'accompagnement, l'expérimentation de la levée des freins à l'emploi en matière de garde d'enfants … Le développement de l'outil numérique au service de l'insertion de bénéficiaires du RSA n'a pas encore pu aboutir en 2023, pour des raisons de difficultés de recrutement. Cela reste un objectif majeur afin de piloter plus efficacement cette politique publique mais aussi de répondre aux exigences de la réforme de France Travail en 2024.



Enfance Jeunesse et Famille

Protection Maternelle et Infantile

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commission d'élus : **5ième commission**

Directions concernées :

- **Pôle Social – Direction EJF/PMI**
- **Pôle solidarités territoriales – Direction des politiques territoriales**



SOMMAIRE

SYNTHESE 395
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 396
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 399
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs..... 402
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 418

11,01%



La direction de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) organise des actions de prévention et promotion de la santé à destination des futurs parents, des femmes enceintes, des enfants de moins de 6 ans, le suivi des modes d'accueil de la petite enfance et du service de promotion de la santé sexuelle.
La direction Enfance Jeunesse Famille (EJF) est chargée des actions de prévention à destination des familles et des jeunes ainsi que de la protection des mineurs et des jeunes majeurs.

Contexte

La protection de l'enfance connait un contexte difficile, avec des difficultés de recrutement dans les établissements ainsi que pour le métier d'assistant familial, qui créent de fortes tensions sur les places et des difficultés à trouver des solutions adaptées à chaque enfant.

L'année 2023 est marquée par une baisse de natalité globale (15%), et une augmentation de la complexité des situations médico-psycho sociales nécessitant une prise en charge plus importante et plus longue par l'ensemble des professionnels socio-éducatifs et de santé, en attendant une prise en charge spécialisée (CMP, CAMSP, PCO, éducatives…).

Une année durant laquelle un travail partenarial s'est renforcé dans l'ensemble des champs d'actions de la DPMI et de la DEJF, notamment autour de la santé des enfants et de l'accès à l'autonomie des jeunes.

Enjeux

- Rendre attractifs les métiers de la petite enfance et de la protection de l'enfance.
- Renforcer la prévention de la santé en périnatalité et à l'école maternelle.
- Diversifier les modes d'accueil des enfants confiés pour mieux répondre à la diversité des situations.
- Mobiliser l'ensemble des acteurs pour les enfants ayant des besoins multiples.
- Réussir l'insertion dans la société des jeunes confiés.

Principales réalisations

- Journée technique spécifique pour les puéricultrices en novembre 2023.
- Mise en place d'un partenariat médical avec l'UAPED (CHMS).
- Développement d'actions ciblées pour la promotion de la santé des enfants de moins de 6 ans.
- Actions de promotion en santé sexuelle :
  - Réalisation d'un film stop motion de présentation des missions du CSS.
  - Formation des équipes médicales de l'inspection académique à l'endométriose.
- Révision des barèmes d'indemnisation des tiers et autres membres de la famille accueillant les enfants confiés.
- Informatisation des informations préoccupantes dans le logiciel métier pour une meilleure visibilité et un meilleur suivi.
- Mise en place de parrainage des enfants confiés à l'ASE
- Actions en faveur des créations de place.
- Animation d'un groupe de travail sur l'accès à l'autonomie des jeunes sortant de la protection de l'enfance

L'action territoriale

Nouvelle modalité d'accompagnement des familles sur le bassin aixois et l'Avant Pays Savoyard avec l'ouverture du Service d'accompagnement des familles du Val de Crène.



Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

70,04 M€ *(CA 2023)*

262,95 ETP *(Equivalents Temps Plein)* dédiés à la politique EJF-PMI *(y compris Foyer de l'enfance)*

7666 enfants vus lors des permanences de puéricultrice et en consultation médicale

2993 enfants ayant bénéficié d'un dépistage à l'école maternelle

1530 personnes ayant bénéficié d'au moins une consultation au Centre de santé sexuelle (CSS) dont **451** mineur(e)s

4119 consultations médicales au CSS de la Savoie

1302 enfants ayant fait l'objet d'une information préoccupante recueillie par la CRIP en 2023

1129 jeunes concernés par la prévention spécialisée, dont 864 de moins de 18 ans

678 mineurs et **95** jeunes majeurs savoyards confiés au Département dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance au 31/12/2023

238 mineurs non accompagnés et **124** jeunes majeurs non accompagnés pris en charge au 31/12/2023

Perspectives de l'action départementale en quelques mots …

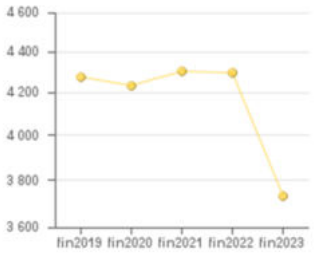
- Appui sur l'environnement social et familial pour l'accueil des enfants en application de la loi de 2022.
- Réorganisation de l'accompagnement des assistants familiaux.
- Centralisation des recherches de lieux d'accueil pour les enfants confiés.
- Mise en place de la commission d'accès à l'autonomie des jeunes et de la commission d'examen de la situation et du statut des enfants confiés.
- Co organisation d'une journée de sensibilisation sur la prostitution des mineurs.
- Action de santé publique contre la précarité menstruelle et la lutte contre le tabou des règles en direction des collégiens.
- Informatisation PMI : déploiement du logiciel HORUS mère enfant sur l'ensemble du Département afin de sécuriser les pratiques.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Direction Protection Maternelle Infantile (DPMI)

CONT 1- Nombre de naissances domiciliées en Savoie

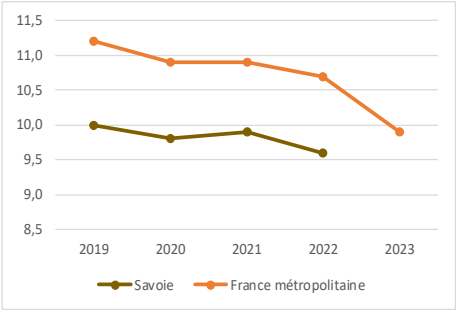
Période	Nombre
fin2019	4 277
fin2020	4 235
fin2021	4 305
fin2022	4 297
fin2023	3 736



En 2023, la Savoie enregistre une baisse de natalité de 15% équivalente à la moyenne nationale.

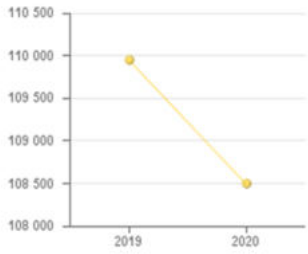
CONT 2- Taux de natalité pour 1000 habitants (Source Insee)

Période	Savoie	France métropolitaine
2019	10,0	11,2
2020	9,8	10,9
2021	9,9	10,9
2022	9,6	10,7
2023		9,9



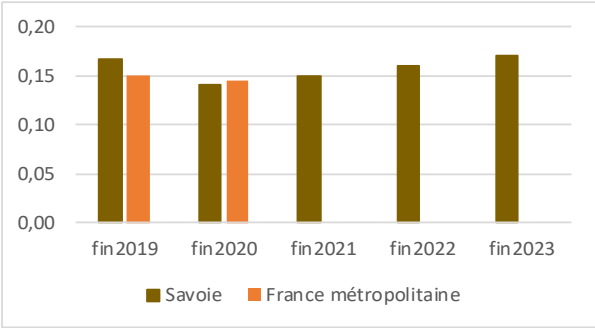
CONT 4- Population des 0 - 21 ans en Savoie

Période	Nombre
2019	109 953
2020	108 496



CONT 5- Ratio de places en établissements d'accueil petite enfance autorisées au regard du nombre d'enfants de 0 à 3 ans inclus (sauf MAM et Ets d'accueil petite enfance à caractère saisonnier - dont le temps d'ouverture par an est inférieur à 5 mois)

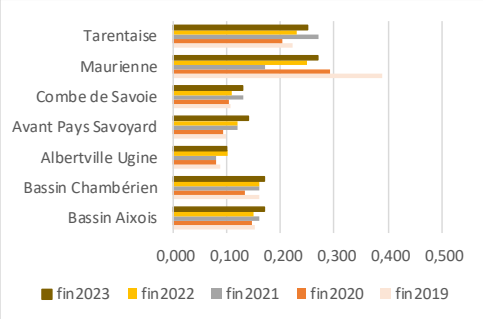
Période	Savoie	France métropolitaine
fin2019	0,17	0,15
fin2020	0,14	0,15
fin2021	0,15	
fin2022	0,16	
fin2023	0,17	



La politique d'accueil du jeune enfant, menée conjointement par le Département et la CAF à l'échelon départemental, vise à développer l'offre d'accueil du jeune enfant, en lien avec les axes définis dans le Schéma départemental des services aux familles. La pénurie de professionnels de la petite enfance peut être identifiée comme un frein à la création de nouvelles places d'accueil, car la composition de l'équipe présente auprès des enfants conditionne la capacité d'accueil accordée.

CONT 6- Ratio de places en établissements d'accueil petite enfance autorisées au regard du nombre d'enfants de 0 à 3 ans inclus par territoire (Sauf MAM et Ets d'accueil petite enfance à caractère saisonniers - dont le temps d'ouverture par an est inférieur à 5 mois)

Période	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Avant Pays Savoyard	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise
fin2019	0,152	0,159	0,088	0,098	0,107	0,390	0,223
fin2020	0,147	0,134	0,079	0,092	0,104	0,293	0,204
fin2021	0,160	0,160	0,080	0,120	0,130	0,170	0,270
fin2022	0,150	0,160	0,100	0,120	0,110	0,250	0,230
fin2023	0,170	0,170	0,100	0,140	0,130	0,270	0,250

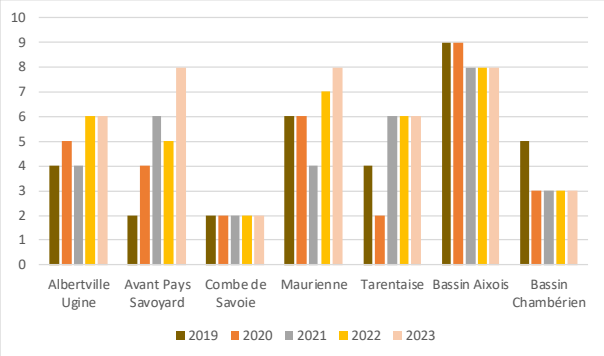


Le développement de nouveaux projets ou la création de places d'accueil se poursuit grâce à la mise en place de contrats départementaux sur l'ensemble des territoires.

CONT 7- Nombre de regroupements et/ou Maisons d'Assistants Maternels (MAM) par territoire

Période	Albertville Ugine	Avant Pays Savoyard	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Bassin Aixois	Bassin Chambérien
2019	4	2	2	6	4	9	5
2020	5	4	2	6	2	9	3
2021	4	6	2	4	6	8	3
2022	6	5	2	7	6	8	3
2023	6	8	2	8	6	8	3

Le nombre des maisons d'assistants maternels continue d'augmenter bien que de nombreux projets ne puissent être menés à terme en raison des difficultés rencontrées pour trouver un local.



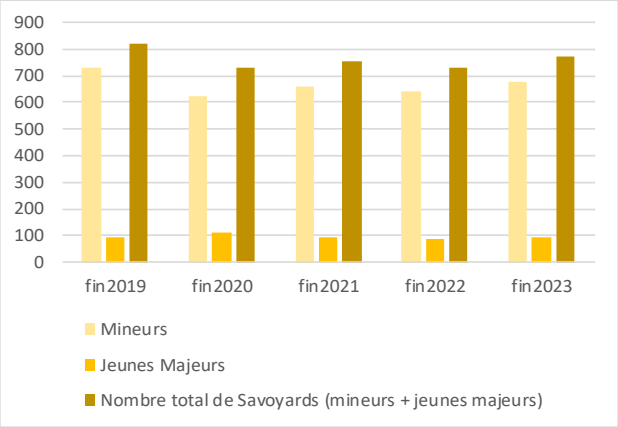
Direction Enfance Jeunesse Famille (DEJF)

Après une année 2022 où le nombre de placements en urgence s'est stabilisé, une augmentation des accueils d'urgence est à noter en 2023.
Il est constaté une augmentation du nombre d'enfants de moins de 6 ans dans les accueils d'urgence, corrélée à une diminution persistante des possibilités d'accueil chez un assistant familial (baisse du nombre d'assistants familiaux du fait de nombreux départs à la retraite). 15 assistants familiaux ont toutefois été recrutés cette année.
Les réflexions se poursuivent concernant les possibilités de renforcer l'accompagnement et l'accueil des petits suite aux accueils d'urgence : développement de l'accueil chez les assistants familiaux avec des mesures d'accompagnement renforcées (dispositif du Foyer Départemental de l'Enfance, soutien renforcé par la PMI, …), développement de l'accueil chez un membre de la famille ou chez des tiers (parrain par mille), renforcement du soutien à la parentalité sur cette tranche d'âge par des dispositifs spécifiques, etc.

Concernant les jeunes majeurs, la politique d'accompagnement de ces publics se renforce au Département, avec l'animation par la chargée de mission pour l'accès à l'autonomie d'un groupe de travail élaborant des solutions pratiques d'accompagnement à la sortie des dispositifs de l'Aide Sociale à l'Enfance (outils d'information, coffre-fort numérique, approche ludique des démarches…).

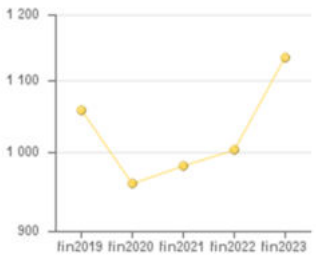
CONT 8- Nombre de Savoyards mineurs et jeunes majeurs confiés

Période	Mineurs	Jeunes Majeurs	Nombre total de Savoyards (mineurs + jeunes majeurs)
fin2019	731	92	823
fin2020	622	111	731
fin2021	661	95	756
fin2022	644	86	730
fin2023	678	95	773



CONT 8d- Nombre total de mineurs et jeunes majeurs confiés (Savoyards + MNA - Placements directs compris)

Période	Nombre
fin2019	1 058
fin2020	959
fin2021	982
fin2022	1 003
fin2023	1 135

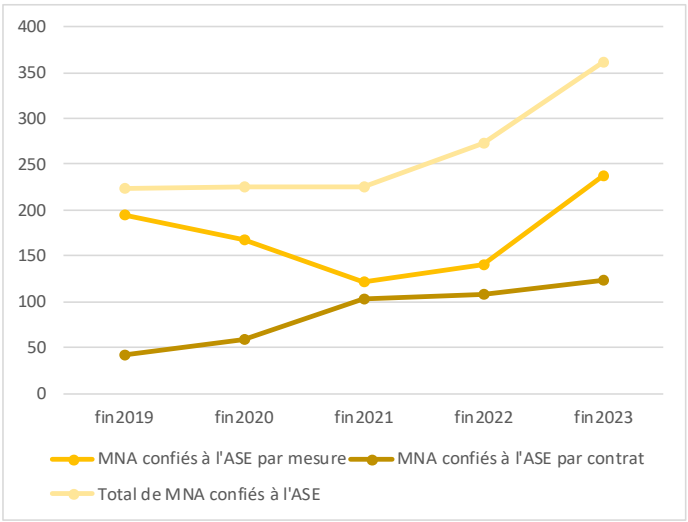


La hausse du nombre de mineurs et jeunes majeurs confiés à l'ASE se poursuit du fait de l'augmentation du nombre de jeunes mineurs non accompagnés (MNA) primo arrivants.

Il est à noter que le nombre d'OPP (placements en urgence) est également toujours élevé.

CONT 13- Nombre de Mineurs Non Accompagnés confiés à l'ASE au 31/12

Période	MNA confiés à l'ASE par mesure	MNA confiés à l'ASE par contrat	Total de MNA confiés à l'ASE
fin2019	194	41	224
fin2020	168	58	226
fin2021	122	103	225
fin2022	141	108	273
fin2023	238	124	362





2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

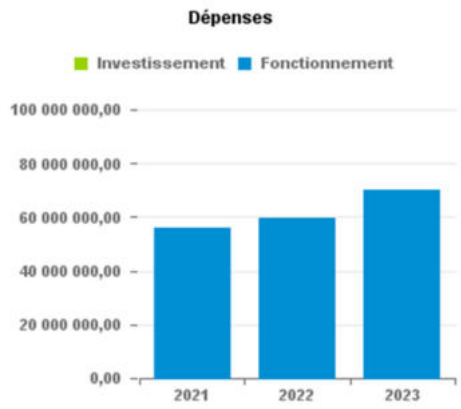
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

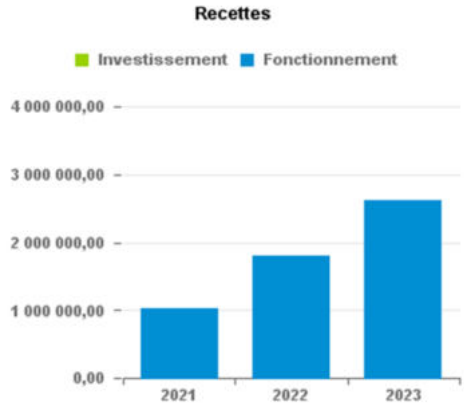
Secteurs budgétaires de la politique SOCIAL ENFANCE JEUNESSE FAMILLE PMI

SECTEURS BUDGETAIRES
PETITE ENFANCE
PROTECTION MERE ENFANT

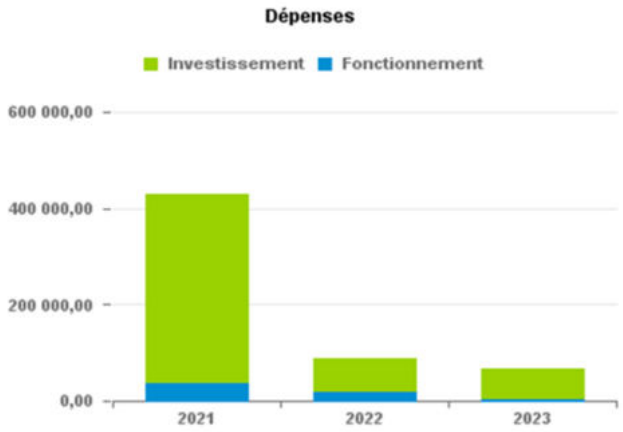
Dépenses Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PETITE ENFANCE	754 358,45	11 200,22	876 354,88	22 844,19	967 221,77	63 470,24
PROTECTION MERE ENFANT	55 335 660,74	100 000,00	58 891 677,19	0,00	69 009 735,24	0,00
Dépenses par section :	**56 090 019,19**	**111 200,22**	**59 768 032,07**	**22 844,19**	**69 976 957,01**	**63 470,24**
	total année : 56 201 219,41		**total année : 59 790 876,26**		**total année : 70 040 427,25**	

Recettes Par politique	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Mars 2024	
	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement	Recette Fonctionnement	Recette Investissement
PETITE ENFANCE	443 668,93		292 231,88		273 580,50	
PROTECTION MERE ENFANT	581 205,71	0,00	1 513 301,60	0,00	2 348 406,57	0,00
Dépenses par section :	**1 024 874,64**	**0,00**	**1 805 533,48**	**0,00**	**2 621 987,07**	**0,00**
	total année : 1 024 874,64		**total année : 1 805 533,48**		**total année : 2 621 987,07**	





Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021		CA 2022		CA 2023 données au : 16 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSD DEJF PMI	37 839,00	390 787,00	19 442,00	68 800,00	4 000,00	63 186,00
	total année : 428 626		total année : 88 242		total année : 67 186	



Dépenses - Contrats départementaux	CA 2023 données au : 16 Mars 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSD DEJF PMI	9 500,00	65 684,00
	total année : 75 184	



Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
Enfance Jeunesse Famille / Protection Maternelle Infantile	PETITE ENFANCE	PSD	DGA	0,5	0,59	0,52
		PSD	DPMI	11,69	11,59	12,38
		PSD	MSD	60,85	59,92	60,86
		PSTD	DPT	0,06	0,04	0,04
	Sous-total du secteur			73,1	72,14	73,8
	PROTECTION MERE ENFANT	PSD	DGA	0,5	0,59	0,52
		PSD	DEJF	37,53	37,11	38,94
		PSD	MSD	80,88	77,38	76,15
		PSD	Foyer de l'enfance	61,54	64,26	73,54
	Sous-total du secteur			180,45	179,34	189,15
TOTAL tous effectifs pour la politique				253,55	251,48	262,95

Direction Enfance Jeunesse Famille (DEJF)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

Les dépenses pour la politique EJF-PMI ont évolué de 59,7 millions en 2022 à 69,9 millions en 2023. Elles ont été en forte progression pour de nombreuses raisons : créations de places notamment pour accueillir les Mineurs Non Accompagnés, revalorisations salariales des assistants familiaux et du personnel des établissements. Des aides exceptionnelles ont également été accordées aux établissements en difficulté.

Enfin, l'activité sur le secteur des mineurs non accompagnés a régulièrement augmenté générant une hausse du nombre d'ETP et des dispositifs de prise en charge. Ces mouvements s'opèrent dans un contexte d'enjeux forts : difficultés de recrutement dans le secteur, manque d'attractivité du métier d'assistant familial, développement des tiers dignes de confiance, création de places pour les situations complexes et pour un meilleur accueil des fratries, etc.

Direction Protection Maternelle et Infantile (DPMI)

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

En 2023, les dépenses affectées à la politique PMI restent stables.
La structuration du service de PMI se poursuit sur les territoires et à la Direction. Le poste spécifique chargé des modes d'accueil a été pourvu en Maurienne / Combe de Savoie en 2023. Une réflexion est en cours pour développer ce type de poste sur le territoire d'Aix/ Avant pays savoyard.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Renforcer l'accès aux droits pour les usagers, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables	1.1. Renforcer la précocité des actions de prévention	1.1.1. Optimiser les dispositifs de prévention précoce destinés à soutenir le développement des relations parents/enfants
		1.1.2. Renforcer le parcours de soins notamment préventifs de tous les enfants, en réalisant une évaluation et une prise en charge efficace
		1.1.3. Développer la promotion de la santé sexuelle par l'information, l'accueil et l'accompagnement des jeunes, des femmes et des couples
		1.1.4. Améliorer les compétences des professionnels en matière d'accompagnement à la parentalité
		1.1.5. Mieux repérer le danger en renforçant la connaissance et la co-responsabilité des professionnels
	1.2. Optimiser la prise en charge des enfants, des adolescents et des jeunes adultes, en travaillant une meilleure adéquation entre l'offre et les besoins et en accroissant le pouvoir d'agir et la participation des personnes concernées	1.2.1 Elargir l'offre de modes d'accueil du jeune enfant en en encourageant la diversification et la qualité et en promouvant ses métiers
		1.2.2. Garantir la diversité de la palette des dispositifs d'aide sociale à l'enfance pour tendre vers la réponse la mieux adaptée aux besoins de tous les enfants en risque de danger ou en danger
		1.2.3. Garantir la qualité d'accueil des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)
		1.2.4. Mieux impliquer les jeunes et leurs familles dans les parcours de placement
		1.2.5 Garantir une offre d'accueil pour les jeunes Mineurs Non Accompagnés en adéquation avec leurs besoins (MNA)
		1.2.6 Renforcer l'autonomisation des jeunes adultes sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance

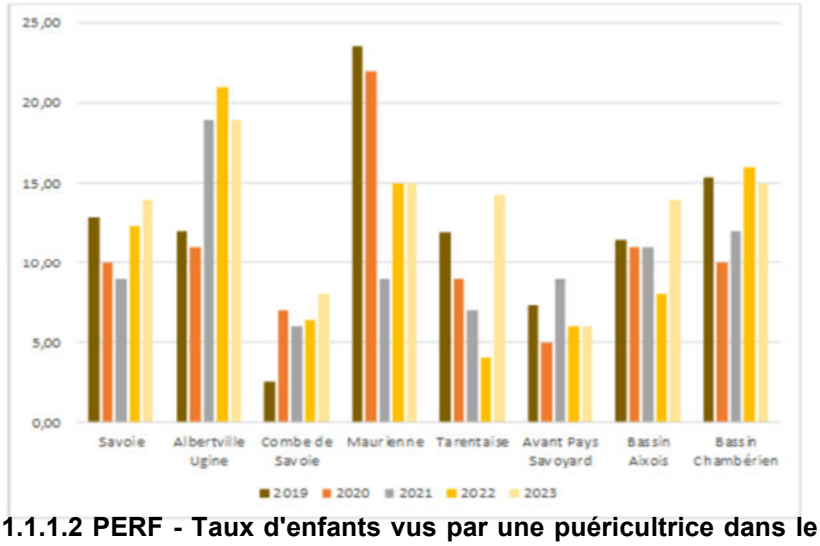
Objectif politique	***1. Renforcer l'accès aux droits pour les usagers, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables***
Objectif stratégique	***1.1. Renforcer la précocité des actions de prévention***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Optimiser les dispositifs de prévention précoce destinés à soutenir le développement des relations parents/enfants***

Les effets de la structuration de la PMI sur les territoires et les formations organisées depuis 3 ans vont permettre de soutenir la prévention précoce en périnatalité au plus près des besoins des familles, et d'augmenter le suivi médical des enfants de moins de 6 ans.

1.1.1.1 PERF - Taux de femmes enceintes ayant bénéficié d'un entretien prénatal précoce en Savoie par la PMI et par territoire

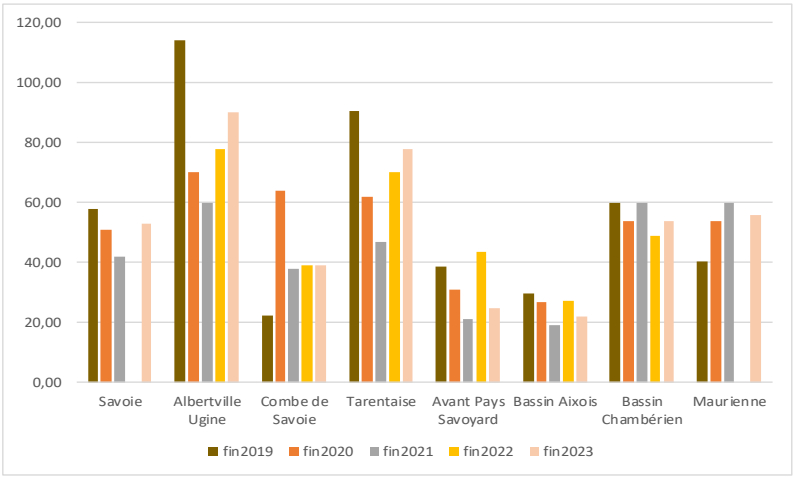
Période	Savoie	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant Pays Savoyard	Bassin Aixois	Bassin Chambérien
2019	12,90	12,00	2,60	23,60	11,90	7,30	11,50	15,40
2020	10,00	11,00	7,00	22,00	9,00	5,00	11,00	10,00
2021	9,00	19,00	6,00	9,00	7,00	9,00	11,00	12,00
2022	12,31	21,00	6,40	15,00	4,04	6,00	8,00	16,00
2023	14,00	19,00	8,00	15,00	14,30	6,00	14,00	15,00



Le taux d'entretien prénatal précoce effectué par la PMI a légèrement augmenté en 2023. Une réflexion est en cours pour harmoniser les moyens, grâce à une meilleure répartition des missions et des temps de sages-femmes sur le territoire.
Ces différences s'expliquent toutefois par des populations socioéconomiquement différentes, la PMI n'accompagnant pas toutes les femmes enceintes.

1.1.1.2 PERF - Taux d'enfants vus par une puéricultrice dans le cadre d'une visite à domicile en Savoie et par territoire

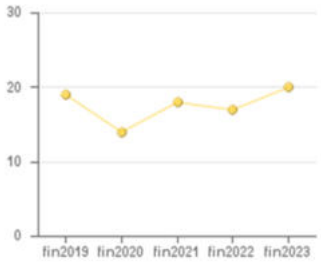
Période	Savoie	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Tarentaise	Avant Pays Savoyard	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Maurienne
fin2019	57,90	114,20	22,30	90,30	38,90	29,90	59,90	40,50
fin2020	51,00	70,00	64,00	62,00	31,00	27,00	54,00	54,00
fin2021	42,00	60,00	38,00	47,00	21,00	19,00	60,00	60,00
fin2022		78,00	39,10	70,00	43,60	27,40	49,00	
fin2023	53,00	90,00	39,00	78,00	25,00	22,00	54,00	56,00



Un enfant sur deux a pu bénéficier d'une visite à domicile de puéricultrice en Savoie ce qui contribue à une meilleure prise en charge de la santé post-natale des nourrissons et plus particulièrement des plus vulnérables.

1.1.1.3 PERF - Nombre de nouvelles actions financées dans le cadre du REAAP (Réseau d'Ecoute, d'Appui, et d'Accompagnement des Parents) dans l'année

Période	Nombre
fin2019	19
fin2020	14
fin2021	18
fin2022	17
fin2023	20



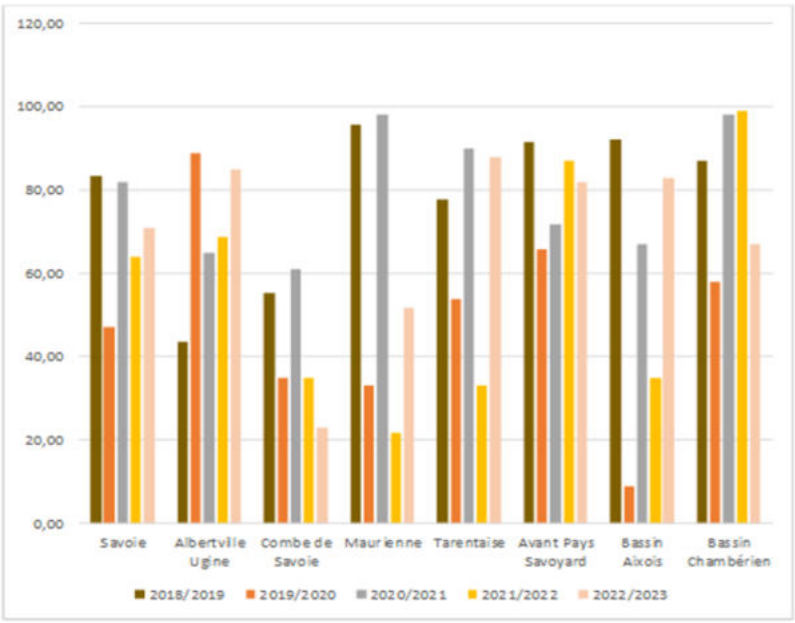
De nouvelles actions se déploient sur le territoire, complétées par une semaine de la parentalité qui s'est tenue du 16 au 22 octobre, destinée à faire découvrir aux familles les structures et les associations, avec l'organisation de conférences sur des thèmes relatifs à leur quotidien de parents.

Objectif opérationnel	*1.1.2. Renforcer le parcours de soins, notamment préventifs, de tous les enfants, en réalisant une évaluation et une prise en charge efficace*

Le protocole des bilans de santé en école maternelle est mis en place. Les nouveaux outils de dépistages et les protocoles ont été déployés sur les territoires suite aux formations effectuées.

1.1.2.1 PERF - Taux de couverture des bilans de santé des 3/4 ans par année scolaire en Savoie et par territoire (Proportion d'enfants de 3/4 ans vus en consultation scolaire sur nombre d'enfants éligibles de 3/4 ans)

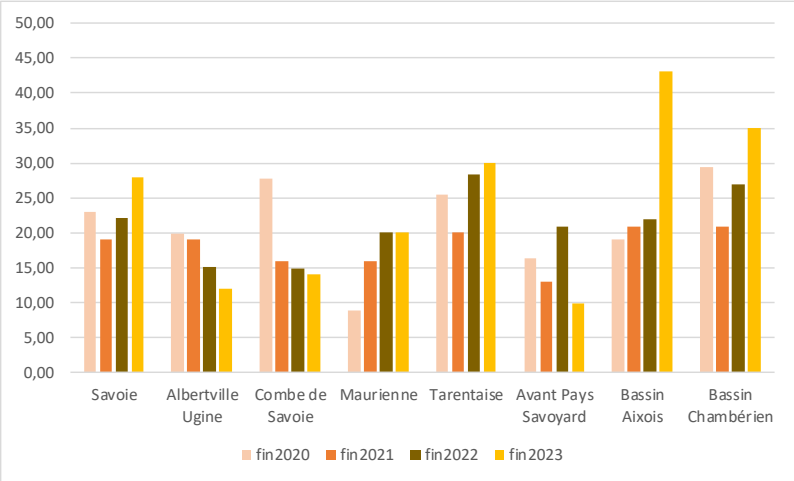
Période	Savoie	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant Pays Savoyard	Bassin Aixois	Bassin Chambérien
2018/2019	83,60	43,53	55,50	95,70	77,76	91,57	92,23	87,16
2019/2020	47,00	89,00	35,00	33,00	54,00	66,00	9,00	58,00
2020/2021	82,00	65,00	61,00	98,00	90,00	72,00	67,00	98,00
2021/2022	64,00	69,00	35,00	21,70	33,20	87,00	35,00	99,00
2022/2023	71,00	85,00	23,00	52,00	88,00	82,00	83,00	67,00



71% des enfants scolarisés de 3 4 ans ont bénéficié d'un bilan de santé en école maternelle. L'expertise développée par nos professionnels de santé permet d'effectuer un bilan complet (dépistage neuro sensoriel, suivi médical, orientation spécialisée) en présence des parents. Les différences de taux de couverture sur les territoires sont expliquées d'une part, par des vacances de postes de puéricultrices de façon conjoncturelle, et d'autre part, par la nécessité de mobiliser certaines équipes sur l'importance de cette mission.

1.1.2.2 PERF - Taux d'enfants de moins de 6 ans suivis en consultations infantiles (pédiatriques ET/OU permanence de puériculture - hors VAD) en Savoie et par territoire

Période	Savoie	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant Pays Savoyard	Bassin Aixois	Bassin Chambérien
fin2020	22,93	19,84	27,68	8,83	25,56	16,35	19,11	29,36
fin2021	19,00	19,00	16,00	16,00	20,00	13,00	21,00	21,00
fin2022	22,10	15,20	15,00	20,00	28,40	21,00	22,00	27,00
fin2023	28,00	12,00	14,10	20,00	30,00	10,00	43,00	35,00

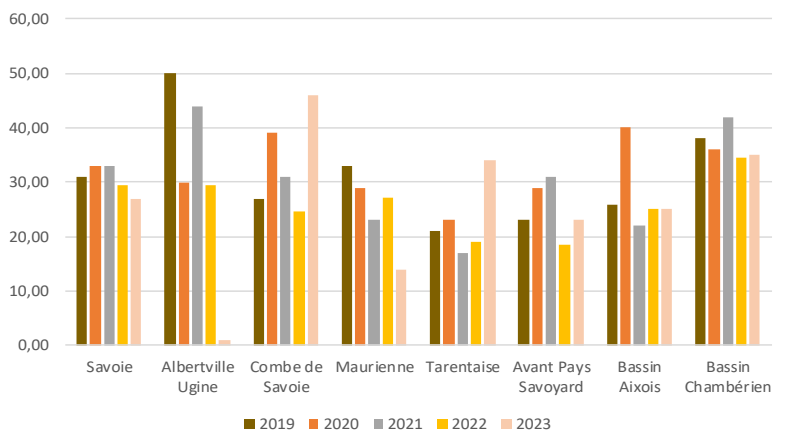


La prévention et la promotion de la santé des enfants de moins 6 ans effectuées par les équipes de PMI sont en nette augmentation sur le département comme préconisé par les politiques de santé nationale.



1.1.2.3 PERF - Taux d'enfants orientés vers un spécialiste suite au bilan de santé en Savoie et par territoire au regard de l'ensemble des bilans de santé réalisés dans l'année

Période	Savoie	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant Pays Savoyard	Bassin Aixois	Bassin Chambérien
2019	31,00	50,00	27,00	33,00	21,00	23,00	26,00	38,00
2020	33,00	30,00	39,00	29,00	23,00	29,00	40,00	36,00
2021	33,00	44,00	31,00	23,00	17,00	31,00	22,00	42,00
2022	29,40	29,50	24,70	27,10	19,00	18,40	25,00	34,50
2023	27,00	1,00	46,00	14,00	34,00	23,00	25,00	35,00



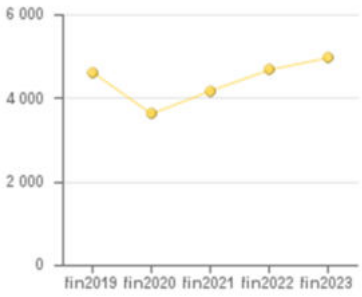
La légère baisse du taux d'enfants orientés suite à un dépistage sensoriel s'explique par une meilleure expertise des professionnels avec des tests adaptés, d'où une meilleure spécificité et une diminution des faux positifs.

Objectif opérationnel	***1.1.3. Développer la promotion de la santé sexuelle par l'information, l'accueil et l'accompagnement des jeunes, des femmes et des couples***

Afin d'améliorer l'accueil, l'accessibilité et la prise en charge en santé sexuelle de nos publics, le service départemental est engagé depuis 2021 dans une démarche de transformation et de modernisation. L'année 2023 a permis d'informatiser la totalité de nos missions (après les consultations médicales et les entretiens) : le dernier module « actions collectives » a été développé.
L'amélioration de l'accueil des publics jeunes se poursuit, avec des lignes téléphoniques et smartphones dédiés par antennes, ce qui permet la possibilité de prises de rendez-vous et confirmation des rendez-vous par SMS, ou par Message privé via les réseaux (Instagram).
Nos actions de promotion en santé publique associent systématiquement le public cible dans les phases de diagnostic comme de réalisation de nos outils et actions, afin d'être au plus près des attentes des jeunes savoyards.

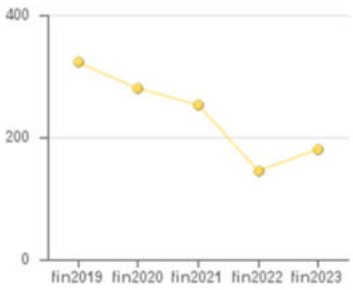
1.1.3.1 ACT - Nombre de consultations médicales de planification

Période	Nombre
fin2019	4631
fin2020	3634
fin2021	4179
fin2022	4685
fin2023	4974



1.1.3.1 ACT - Nombre d'entretiens en lien avec le Conseil Conjugal

Période	Nombre
fin2019	323
fin2020	281
fin2021	254
fin2022	146
fin2023	182



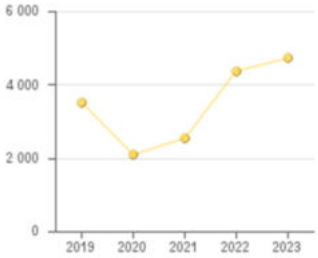
Nous notons une augmentation de 9,5% des consultations médicales en 2023 malgré l'absence d'interne pendant 6 mois, et une moindre ressource en temps de sages-femmes. Nous avons par ailleurs ouvert une plage de consultation supplémentaire le mercredi matin sur Chambéry, soit 5 à 6 rdvs hebdomadaires. Notons également que les relances SMS des rdvs à partir du logiciel Horus a probablement permis une diminution du nombre des rdv non honorés et meilleure gestion des agendas de consultations.

L'activité IVG reste stable, de même que le nombre d'entretiens d'initiation de contraception.

36 entretiens supplémentaires de conseil conjugal (soit + 20%) ont eu lieu. Depuis décembre 2022, le service a augmenté son temps de conseillère conjugale avec l'arrivée d'une vacataire a 0,4 ETP en Maurienne.

1.1.3.2 ACT - Nombres de jeunes concernés par des animations collectives d'éducation à la sexualité sur une année

Période	Nombre
2019	3531
2020	2106
2021	2553
2022	4386
2023	4734

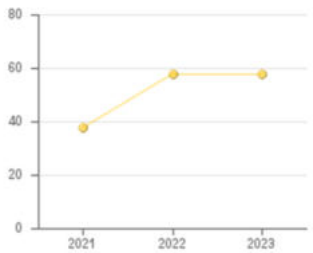


L'activité de promotion en santé sexuelle et les séances collectives d'éducation à la sexualité en collèges et en lycées reste une priorité en 2023. Nous notons une augmentation de 9% en lien avec l'activité de la nouvelle conseillère de Maurienne.
Le nombre d'interventions dans des structures partenaires hors Éducation nationale (AFPA, MLJ,) est également en hausse, ce qui permet de rencontrer un public plus fragilisé et déscolarisé souvent plus isolé que les jeunes en établissements scolaires.

Objectif opérationnel	*1.1.4. Améliorer les compétences des professionnels en matière d'accompagnement à la parentalité*

1.1.4.1 PERF - Taux de professionnels de PMI bénéficiant de séances d'analyse de la pratique

Période	Taux
2021	38
2022	58
2023	58

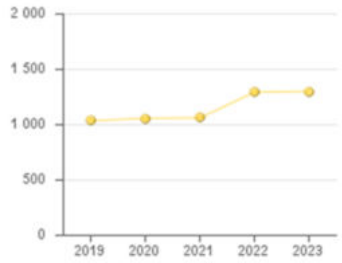


Les séances d'Analyse de la pratique ont pour objectif de soutenir les professionnels dans le suivi et l'accompagnement des familles au plus près de leurs besoins et de leurs préoccupations de façon bienveillante et respectueuse.

Objectif opérationnel	*1.1.5. Mieux repérer le danger en renforçant la connaissance et la co-responsabilité des professionnels*

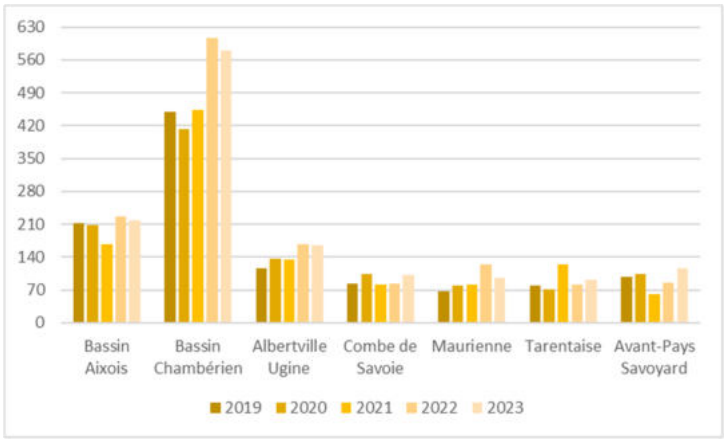
1.1.5.1 ACT - Nombre d'enfants ayant fait l'objet d'une Information préoccupante (IP) en Savoie

Période	Nombre
2019	1036
2020	1058
2021	1061
2022	1294
2023	1302



1.1.5.1 ACT - Nombre d'Informations préoccupantes (IP) par territoire savoyard

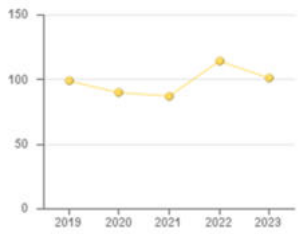
Période	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard	Savoie
2019	213	450	117	83	67	80	98	1108
2020	207	412	137	104	80	71	103	1102
2021	167	454	135	82	81	124	61	1104
2022	226	606	167	83	124	81	85	1372
2023	219	581	166	102	96	91	115	1370



La hausse du nombre d'informations préoccupantes constatée en 2022 (+10%) s'est maintenue en 2023. L'Education Nationale figure parmi les principaux signalants. Des temps d'information sont régulièrement organisés pour présenter le circuit des informations préoccupantes, leur traitement et les suites données. Un travail important a été mené en 2023 sur la rédaction d'un guide professionnel des informations préoccupantes et sur leur informatisation pour un meilleur suivi.

1.1.5.1 PERF - Délai moyen de traitement des Informations Préoccupantes (IP)

Période	Jours
2019	98,94
2020	90
2021	87,25
2022	114,33
2023	101,16



Le délai d'évaluation prévu par la loi pour l'évaluation d'une information qualifiée de préoccupante est de 3 mois. En 2023 le délai moyen a été amélioré malgré le maintien d'un nombre important d'évaluations à réaliser. Il est de 3 mois et 10 jours mais le délai de 3 mois est respecté dans seulement 43 % des situations. En effet, la composition de la famille peut générer sur certaines évaluations des délais supplémentaires car lors de l'évaluation de l'information préoccupante, le binôme évaluateur doit évaluer les conditions de développement de l'ensemble des enfants présents au domicile.
Dans le cas où les évaluations seraient amenées à se prolonger car des points doivent être approfondis, le Département de la Savoie a développé des temps intermédiaires de présentation des premiers éléments d'évaluation afin de permettre à la CRIP d'émettre des observations et des analyses sur le niveau de danger de la situation. De même, différents niveaux de risques ont été définis afin de prioriser et d'accélérer les évaluations pour les situations qualifiées les plus à risque. Ces pratiques ont été réaffirmées lors de l'expérimentation IP menée en 2021 et 2022 et sont en conformité avec les recommandations formulées par la Haute Autorité de Santé.

Direction Protection Maternelle Infantile (DPMI)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Renforcer la précocité des actions de prévention »

Les missions de PMI mère - enfant recentrées sur la santé ont permis de renforcer l'offre et l'expertise des visites à domicile (puéricultrices, sages-femmes), des consultations médicales, des bilans de santé en école maternelle.
Les actions préventives en santé sexuelle ont été renforcées cette année auprès des publics jeunes scolarisés et non scolarisés par des interventions dans des structures partenaires.
En complément de la création de nouveaux LAEP, des actions ponctuelles de soutien à la parentalité sont proposées aux familles et développées sur l'ensemble du territoire.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1.

« Renforcer la précocité des actions de prévention »

Conformément aux attendus du schéma départemental des solidarités, des actions d'accompagnement précoce sont mises en œuvre sur les territoires, ou en cours de déploiement. Cela est le cas plus particulièrement sur le territoire d'Albertville et de Tarentaise. Elles devraient permettre à terme de continuer à faire baisser le nombre d'informations préoccupantes (IP).
Ces actions d'accompagnement précoce ont pu être réaffirmées au travers de la Stratégie de Prévention et Protection de l'Enfance en 2021, et la contractualisation effectuée dans ce cadre a permis de développer des actions de prévention précoce sur le territoire du bassin chambérien avec l'appui des services d'intervention à domicile.

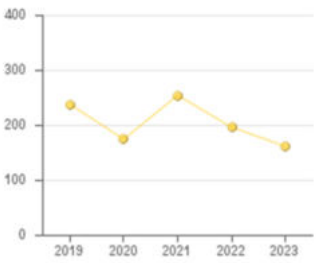
Objectif politique	***1. Renforcer l'accès aux droits pour les usagers, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables***
Objectif stratégique	***1.2. Optimiser la prise en charge des enfants, des adolescents et des jeunes adultes, en travaillant une meilleure adéquation entre l'offre et les besoins et en accroissant le pouvoir d'agir et la participation des personnes concernées***

Objectif opérationnel	***1.2.1 Elargir l'offre de modes d'accueil du jeune enfant en en encourageant la diversification et la qualité et en promouvant ses métiers***

Les différents modes d'accueil du jeune enfant sont complémentaires, afin de répondre aux besoins spécifiques des familles, mais également aux caractéristiques territoriales.

1.2.1.2 ACT - Nombre de personnes ayant participé aux réunions de sensibilisation au métier d'assistant maternel dans l'année en Savoie

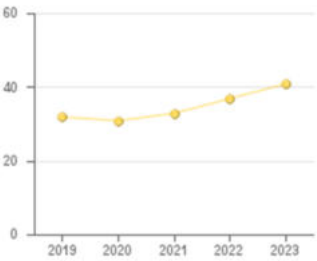
Période	Nombre
2019	239
2020	175
2021	255
2022	197
2023	162



L'offre d'accueil au niveau national diminue. Une formation sur la langue française et les savoirs de base petite enfance a été proposée, visant à permettre à certains candidats d'accéder à la demande d'agrément. A l'occasion du forum des métiers de la petite enfance, une table ronde a été organisée pour valoriser cette profession.

1.2.1.3 ACT - Nombre de Maisons d'Assistants Maternels (MAM) en Savoie

Période	Nombre
2019	32
2020	31
2021	33
2022	37
2023	41

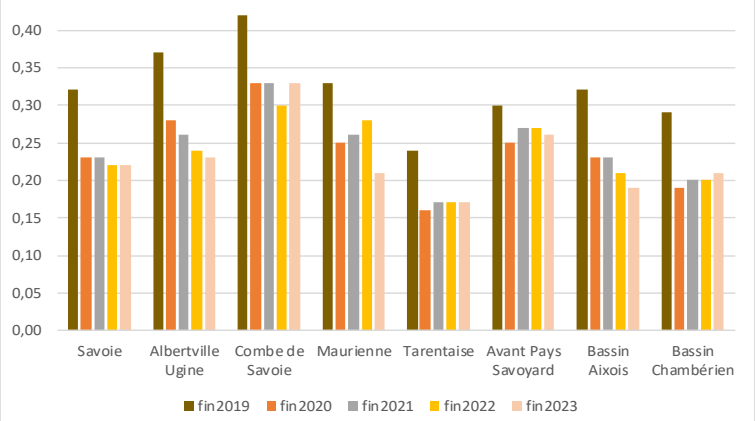


Les réunions coanimées par la CAF et de Département à destination des porteurs de projets MAM se poursuivent, et permettent de constater que malgré le nombre important de participants, trop peu de projets aboutissent.



1.2.1.4 PERF - Nombre de places chez les assistants maternels agréés pour 100 enfants de moins de 6 ans en Savoie et par territoire

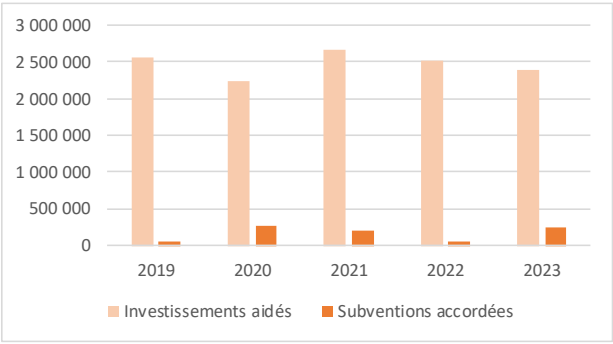
Période	Savoie	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant Pays Savoyard	Bassin Aixois	Bassin Chambérien
fin2019	0,32	0,37	0,42	0,33	0,24	0,30	0,32	0,29
fin2020	0,23	0,28	0,33	0,25	0,16	0,25	0,23	0,19
fin2021	0,23	0,26	0,33	0,26	0,17	0,27	0,23	0,20
fin2022	0,22	0,24	0,30	0,28	0,17	0,27	0,21	0,20
fin2023	0,22	0,23	0,33	0,21	0,17	0,26	0,19	0,21



En lien avec la réforme des modes d'accueil qui propose un certain nombre de mesures pour légitimer cette profession, le Département et la CAF poursuivent leur collaboration pour l'organisation de nombreuses actions visant à reconnaître le statut professionnel des assistants maternels, l'objectif étant de créer de nouvelles places d'accueil mais également de renforcer l'attrait pour l'exercice de cette profession.

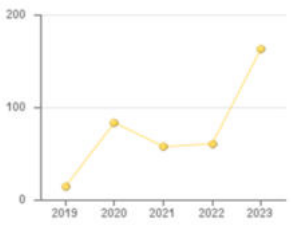
1.2.1.6 PERF - Structures d'accueil petite enfance : montant des subventions accordées et des investissements aidés

Période	Investissements aidés	Subventions accordées
2019	2 560 750	48 000
2020	2 248 581	260 000
2021	2 681 589	198 000
2022	2 528 760	57 400
2023	2 387 725	246 500



1.2.1.7 PERF - Structures d'accueil petite enfance : nombre de places créées

Période	Nombre
2019	15
2020	84
2021	58
2022	61
2023	164



Le Département et la CAF poursuivent l'accompagnement des porteurs de projets en lien notamment avec les nouveaux textes de la réforme, visant à clarifier la réglementation et simplifier l'instruction des demandes.
Suite à la labellisation de la première crèche à Vocation d'Insertion Professionnelle (AVIP), une commission AVIP a été créée pour étudier les demandes de créations de places AVIP au sein de structures existantes.

Objectif opérationnel	***1.2.2. Garantir la diversité de la palette des dispositifs d'aide sociale à l'enfance pour tendre vers la réponse la mieux adaptée aux besoins de tous les enfants en risque de danger ou en danger***

Le déploiement des mesures de milieu ouvert se poursuit tant quantitativement que dans la diversification de l'offre, avec des mesures renforcées et des mesures uniques d'accompagnement des familles, avec un nouveau service dans l'Avant-Pays et le Bassin Aixois, permettant une meilleure adaptation aux besoins. Ces mesures étant une réelle alternative au placement, l'accompagnement des enfants et de leur famille peut être plus long.

1.2.2.1 ACT - Nombre d'enfants ayant bénéficié d'un Bilan Educatif Préventif (BEP) au cours de l'année en Savoie et par territoire

Période	Savoie	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	7	0	4	0	0	0	0	3
2020	3	0	0	1	2	0	0	0
2021	8	5	0	1	0	0	0	2
2022	9	5	0	0	2	0	0	2
2023	4	0	0	0	3	0	1	0

Ce dispositif d'évaluation éducative est peu utilisé depuis la mise en œuvre de la loi de 2007 sur les évaluations d'informations préoccupantes.

1.2.2.1 ACT - Nombre d'enfants ayant bénéficié d'une Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO + AEMO par délégation de compétence donnée au juge des enfants de Savoie) en Savoie et par territoire au cours de l'année

Période	Savoie	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	703	117	285	112	80	31	49	41
2020	591	105	240	93	62	24	44	31
2021	559	77	235	98	56	20	47	35
2022	544	72	203	78	66	31	52	42
2023	612	75	232	98	73	31	55	48

Le niveau d'activité retrouve en 2023 le niveau d'avant COVID, en raison de la hausse des besoins et les tensions sur les établissements ou les accueils familiaux, qui nécessitent des mesures en attente ou en alternative au placement. Les AEMO renforcées se développent.

Ces mesures sont particulièrement sollicitées dans le cadre de l'accueil des enfants chez un tiers digne de confiance. Ce type d'accueil a vocation à se développer de manière assez importante, dans la continuité des attendus de la loi du 7 février 2022.

1.2.2.1 ACT - Nombre d'enfants ayant bénéficié d'une Aide Educative à Domicile (AED) en Savoie et par territoire au cours de l'année

Période	Savoie	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	226	43	47	43	16	18	24	43
2020	261	33	72	47	28	11	26	44
2021	303	21	93	56	41	18	41	36
2022	307	13	110	56	34	26	31	37
2023	266	22	78	56	16	22	21	51

Les Aides Educatives à Domicile (AED) en Savoie sont exercées par les référents Enfance Jeunesse Famille (EJF) qui ont également en charge le suivi des enfants placés. Le nombre d'AED diminue globalement : pour plusieurs territoires, la contrainte des ressources humaines disponibles pose une limite à une prise en charge plus importante.

1.2.2.1 ACT - Nombre d'enfants ayant bénéficié d'une prise en charge administrative et/ou judiciaire en Service de Milieu Ouvert et d'Hébergement (SEMOH) avec ou sans Hébergement en Savoie et par territoire au cours de l'année

Période	Savoie	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	148	37	51	15	14	6	8	17
2020	189	40	66	28	18	6	15	16
2021	225	45	79	32	27	1	20	21
2022	263	52	106	31	35	0	17	23
2023	241	20	111	29	47	0	22	12

Depuis leur mise en place, les mesures de SEMOH remplissent leur rôle d'alternatives au placement. Le nombre de mesures augmente régulièrement d'année en année. L'ensemble du territoire est couvert mais les listes d'attente sont régulières.
La diminution d'activité relevée en 2023 est liée à l'intégration du SEMOH à des mesures dites « uniques » de Service d'Accompagnement des Familles (SAF) dans le bassin aixois et l'avant-pays, comme cela avait été effectué auparavant pour la Maurienne. Ces services ont vocation à intégrer différents dispositifs de milieu ouvert (SEMOH, SASEP…).

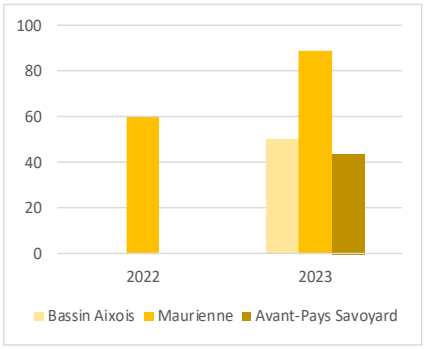
1.2.2.1 ACT - Nombre d'enfants ayant bénéficié d'une prise en charge par le Service d'Action Sociale et Educative de Proximité (SASEP) en Savoie et par territoire au cours de l'année

Période	Savoie	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	308	32	95	49	19	46	41	29
2020	266	25	93	44	21	16	28	39
2021	250	22	91	43	19	6	30	41
2022	251	21	102	49	22	4	27	26
2023	208	5	103	45	21	2	19	13

Les mesures de SASEP sont un outil de milieu ouvert essentiel en Savoie. L'accompagnement dans le cadre d'un SASEP est une intervention éducative qui repose sur le principe de reconnaissance du potentiel de compétence de la famille, de sa responsabilité et de l'exercice de l'autorité parentale.
L'accueil des enfants et de leur famille se fait 2 à 3 fois par semaine (midi, soir après l'école, mercredi, samedi, pendant les vacances scolaires), dans un lieu convivial, aménagé pour leur apporter un accompagnement social individuel ou collectif pouvant s'appuyer sur différentes activités (entretiens familiaux, aide au devoir, ateliers, jeux, etc.).
Comme pour le SEMOH, la baisse d'activité est essentiellement liée à l'intégration des SASEP dans les services d'accompagnement aux familles.

1.2.2.1 ACT - Nombre d'enfants ayant bénéficié d'une prise en charge par le Service d'Accompagnement aux Familles (SAF) au cours de l'année sur le territoire de la Maurienne

Période	Bassin Aixois	Maurienne	Avant-Pays Savoyard	Savoie
2022	0	60	0	60
2023	50	89	44	183

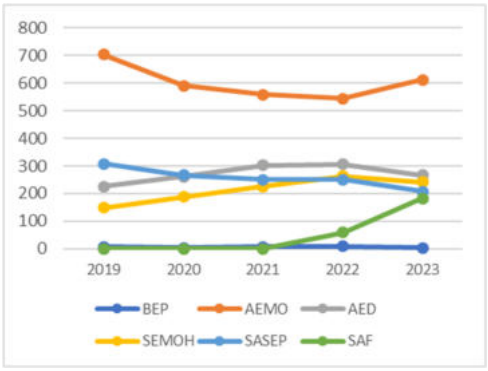


Les services d'accompagnement des familles mettent en œuvre un accompagnement favorisant la continuité de parcours pour les enfants, évite les ruptures et développe la participation active des parents autour des problématiques repérées. Ce dispositif favorise une capacité d'adaptation de l'accompagnement en utilisant différents outils au gré des besoins (accueil en journée, accompagnement à la scolarité, hébergement séquentiel, ouverture vers l'extérieur et socialisation, activités famille, entretiens individuels, visites à domicile, entretiens avec la famille…). L'activité augmente suite à la création du service dans l'avant-pays et le bassin aixois par le Val de Crêne et à la montée en charge du service proposé en Maurienne par la Fondation La Vie au Grand Air.

1.2.2.1 ACT – Synthèse pour l'ensemble du territoire de la Savoie : nombre d'enfants ayant bénéficié d'une prise en charge au cours de l'année, quel que soit le type de mesure

Période	BEP	AEMO	AED	SEMOH	SASEP	SAF
2019	7	703	226	148	308	0
2020	3	591	261	189	266	0
2021	8	559	303	225	250	0
2022	9	544	307	263	251	60
2023	4	612	266	241	208	183

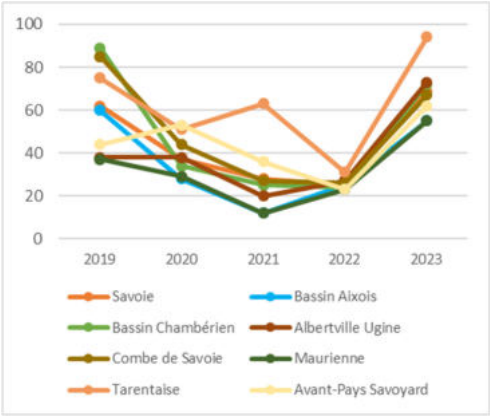
Le schéma départemental des solidarités a mis l'accent sur l'importance de ces accompagnements à partir du domicile familial, des moyens ont été alloués en vue de l'ouverture de places supplémentaires sur les 5 années du schéma afin de couvrir l'ensemble des besoins identifiés et la création des services d'accompagnement des familles.



1.2.2.1 PERF - Délai d'attente en nombre de jours avant l'entrée du jeune dans une mesure d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) en Savoie et par territoire

Période	Savoie	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	62	60	89	38	85	37	75	44
2020	37	28	34	38	44	29	51	53
2021	28	12	25	20	27	12	63	36
2022	25	25	24	27	26	23	31	23
2023	69	55	72	73	67	55	94	62

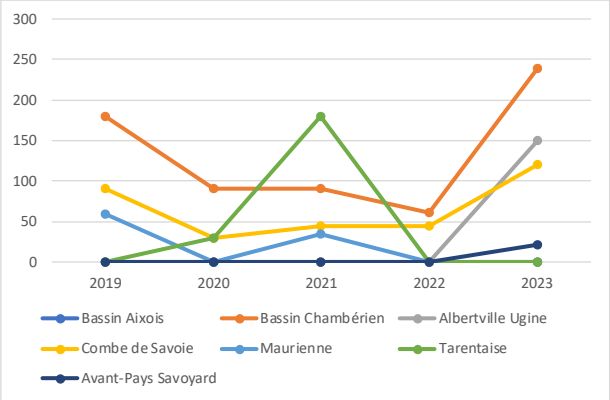
Les délais d'attente sont en forte augmentation dans le contexte de développement des alternatives au placement. Par ailleurs, la mise en place des mesures d'AEMO renforcée augmente le temps d'intervention auprès de certaines familles et réduit en conséquence le nombre de nouvelles situations pouvant être prises en charge.



1.2.2.1 PERF - Délai d'attente en nombre de jours avant l'entrée du jeune dans une mesure d'Aide Educative à Domicile (AED) par territoire

Période	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	0	180	0	90	60	0	0
2020	0	90	0	30	0	30	0
2021	0	90	0	45	35	180	0
2022	0	61	0	45	0	0	0
2023	0	240	150	120	0	0	21

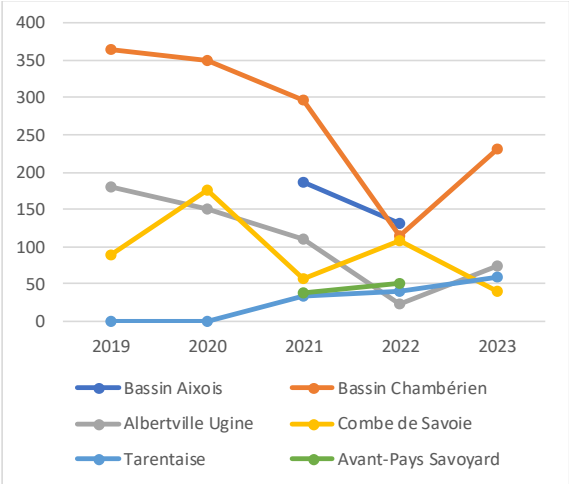
Les tensions sur les recrutements (vacances de postes dans de nombreux services Enfance Jeunesse Famille) ont augmenté les délais de traitement et de mise en œuvre des mesures d'AED.



1.2.2.1 PERF - Délai d'attente en nombre de jours avant l'entrée du jeune dans une mesure de Service d'Action Sociale et Educative de Proximité (SASEP) par territoire

Période	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019		365	180	90	0	
2020		350	150	175	0	
2021	186	296	111	58	34	39
2022	131	115	23	108	41	51
2023		230	75	41	60	

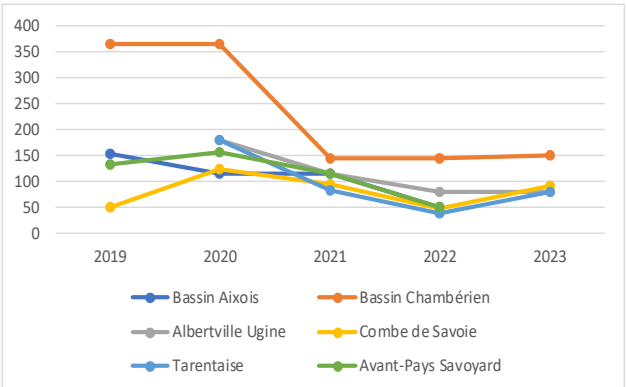
Les difficultés de recrutement ne permettent pas encore de combler tous les besoins et une vigilance doit être apportée pour que les places soient bien rapidement pourvues quand elles sont disponibles.



1.2.2.1 PERF - Délai d'attente en nombre de jours avant l'entrée du jeune dans une mesure de Service de Milieu Ouvert et d'Hébergement (SEMOH) avec ou sans Hébergement par territoire

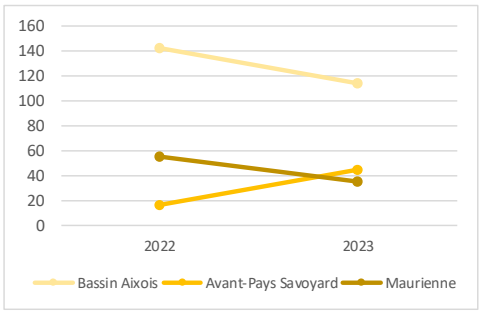
Période	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	154	365		49		134
2020	116	365	180	125	180	155
2021	116	145	115	95	82	114
2022	50	144	80	46	38	50
2023		150	80	90	80	

Les délais d'attente se stabilisent mais restent longs, attestant d'une demande importante concernant cette mesure qui correspond à de réels besoins.



1.2.2.1 PERF - Délai d'attente avant l'entrée du jeune dans une mesure du Service d'Accompagnement aux Familles (SAF) sur le territoire de Savoie

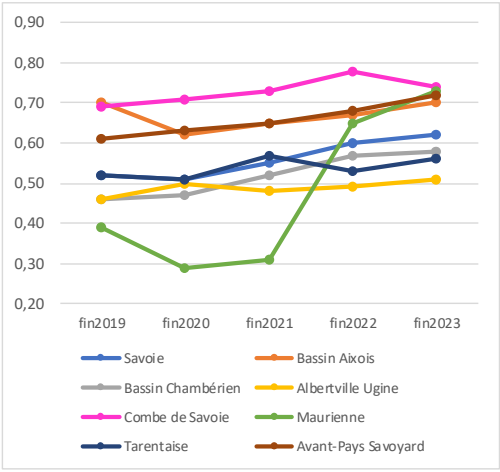
Période	Bassin Aixois	Avant-Pays Savoyard	Maurienne
2022	142	17	56
2023	114	45	35



Les délais d'attente restent raisonnables sur ces nouveaux services en cours de déploiement.

1.2.2.2 ACT - Ratio du total des mesures en milieu ouvert mises en œuvre au regard du nombre total de mesures décidées en Savoie et par territoire (mineurs savoyards uniquement)

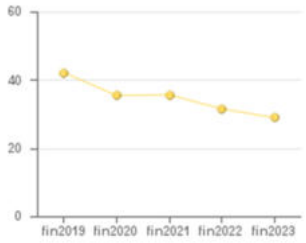
Période	Savoie	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
fin2019	0,52	0,70	0,46	0,46	0,69	0,39	0,52	0,61
fin2020	0,51	0,62	0,47	0,50	0,71	0,29	0,51	0,63
fin2021	0,55	0,65	0,52	0,48	0,73	0,31	0,57	0,65
fin2022	0,60	0,67	0,57	0,49	0,78	0,65	0,53	0,68
fin2023	0,62	0,70	0,58	0,51	0,74	0,73	0,56	0,72



La poursuite du développement des mesures d'accompagnement des enfants dans les familles conduit à une hausse de la part de cette prise en charge dans les mesures de protection de l'enfance.

1.2.2.6 PERF - Taux de placement chez les assistants familiaux agréés au regard du nombre d'enfants placés en Savoie (hors placements directs)

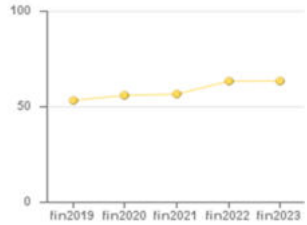
Période	Taux
fin2019	42,3
fin2020	35,6
fin2021	35,8
fin2022	31,7
fin2023	29,1



Les difficultés à remplacer les départs à la retraite et à attirer de nouveaux professionnels continuent à éroder le nombre de places en accueil familial.

1.2.2.6 PERF - Taux de placement en MECS avec hébergement au regard du nombre d'enfants placés en Savoie (hors placements directs)

Période	Taux
fin2019	53,3
fin2020	56
fin2021	56,6
fin2022	63,4
fin2023	63,5

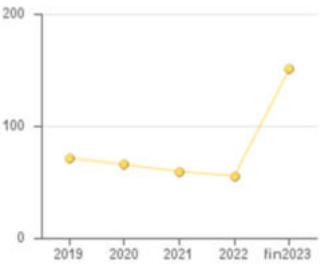


La part d'enfants placés en internat n'augmente pas malgré la baisse d'accueil familial, du fait notamment du développement de l'offre en hébergement externalisé pour les jeunes accédant à l'autonomie et par l'ouverture de place pour les MNA.

Objectif opérationnel	*1.2.3. Garantir la qualité d'accueil des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)*

1.2.3.1 PERF - Nombre de Mineurs Non Accompagnés (MNA) pour lesquels le juge a décidé une mise sous tutelle départementale

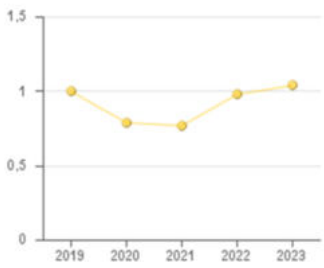
Période	Nombre
2019	72
2020	66
2021	60
2022	56
fin2023	151



A la demande des autorités judiciaires, en 2023 la procédure de prise en charge des mineurs non accompagnées a été simplifiée, rendant l'intervention du Juge des enfants plus exceptionnelle. Sauf cas particulier, le Procureur, quand il est saisi, transmet directement la demande au Juge Aux Affaires Familiales afin que la tutelle départementale soit ouverte. Cela a induit une forte augmentation de ces mesures.

1.2.3.1 PERF - Taux de mineurs savoyards pour lesquels le juge a décidé une mise sous tutelle départementale

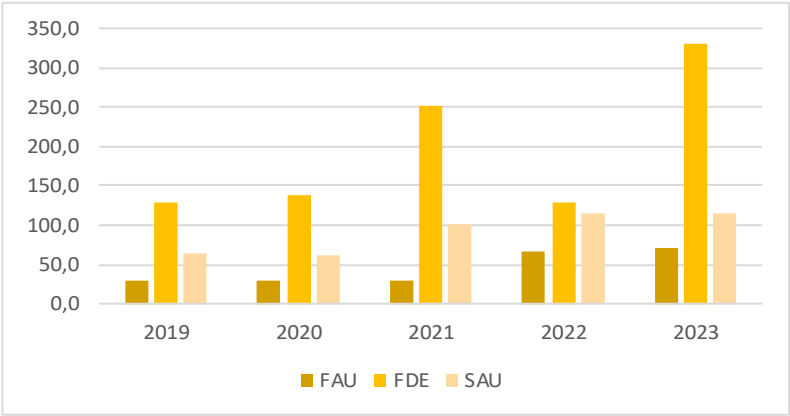
Période	Taux
2019	1,00
2020	0,79
2021	0,77
2022	0,98
2023	1,04



Le Département de la Savoie a mis en place des outils afin d'identifier plus rapidement les situations de placement de longue durée pour lesquelles un retour au domicile parental ne paraît pas envisageable. Ces situations font l'objet d'une saisine des autorités judiciaires en vue de modifier les modalités de l'exercice de l'autorité parentale.

1.2.3.2 PERF - Durée moyenne en nombre de jours du placement en accueil d'urgence au Foyer d'Accueil d'Urgence (FAU), au Foyer Départemental de l'Enfance (FDE), au Service d'Accueil d'Urgence (SAU) des enfants savoyards

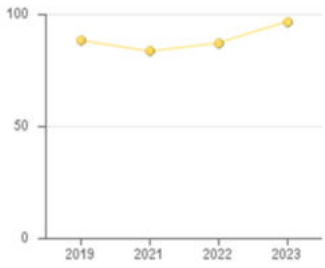
Période	FAU	FDE	SAU
2019	30,0	130,0	64,0
2020	30,0	138,0	62,0
2021	30,0	252,0	102,0
2022	66,0	128,5	114,0
2023	70,0	330,0	116,0



La durée moyenne de placement en structures d'urgence est en augmentation depuis 2019. Sur le Foyer départemental de l'enfance, elle reste bien supérieure au délai départemental fixé à 3 mois. Là, les enfants accueillis sont très jeunes et l'orientation envisagée est le plus souvent en famille d'accueil où les places ne sont pas suffisantes au regard des besoins.
Il reste difficile de procéder aux sorties des enfants des dispositifs d'urgence, en particulier lorsque du handicap est associé. Le travail engagé en 2023 devra se poursuivre en 2024 pour continuer le recrutement des familles d'accueil et améliorer la coordination entre le handicap et la protection.

1.2.3.3 PERF - Taux d'occupation moyen annuel des accueils d'urgence en Savoie (savoyards + MNA) (SAU+FAU+FDE)

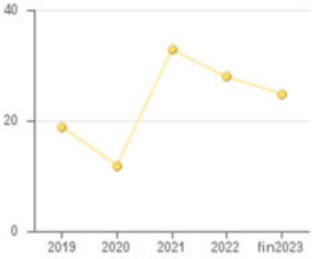
Période	Taux
2019	88,55
2021	83,63
2022	87,32
2023	96,90



Le taux d'occupation constaté augmente fortement, illustrant les tensions sur les places (maintien en structure d'urgence d'enfants et de jeunes qui nécessiteraient une autre orientation, arrivées importantes de MNA).

1.2.3.6 ACT - Nombre d'enfants pupilles au cours de l'année

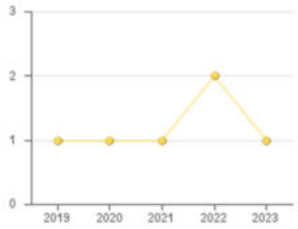
Période	Nombre
2019	19
2020	12
2021	33
2022	28
2023	25



Le nombre de pupilles a connu une forte augmentation entre 2020 et 2021 (+ 66 %). Elle ralentit depuis mais reste à un niveau supérieur à 2019, traduisant l'activité importante menée par les services sur les questions du statut de l'enfant confié et notamment du délaissement parental, qui conduit à une forte augmentation des adoptions.

1.2.3.9 PERF - Nombre d'établissements de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) ayant fait l'objet d'une inspection annuellement

Période	Nombre
2019	1
2020	1
2021	1
2022	2
2023	1



Un établissement a été contrôlé en 2023 selon la procédure transversale de contrôle réalisée en 2022 et soumise au vote en 2023.
D'autres établissements ont fait l'objet de visites de contrôle suite à des alertes émanant des jeunes accueillis ou des professionnels.

Objectif opérationnel	*1.2.4. Mieux impliquer les jeunes et leurs familles dans les parcours de placement*

1.2.4.1 PERF - Taux de concertations familiales savoyardes (CFS) pour la mise en œuvre du Projet Pour l'Enfant des enfants confiés en Savoie et par territoire savoyard

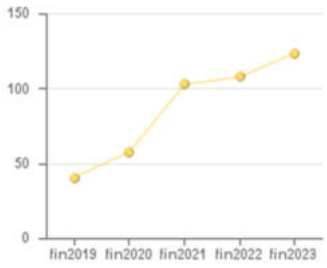
Période	Savoie	Bassin Aixois	Bassin Chambérien	Albertville Ugine	Combe de Savoie	Maurienne	Tarentaise	Avant-Pays Savoyard
2019	2,10	17,60	0,00	0,00	0,00	4,90	0,00	0,00
2020	3,90	20,50	0,00	0,00	7,50	8,60	0,00	11,30
2021	8,10	10,10	1,10	4,10	21,70	19,70	11,40	21,10
2022	14,50	6,10	3,80	10,60	54,30	17,50	15,40	57,70
2023	11,90	30,00	3,10	6,20	8,50	16,70	4,70	65,20

Réaffirmé à travers la loi du 7 février 2022, l'objectif de mobilisation de l'environnement familial de l'enfant est poursuivi dans le Département de la Savoie notamment à travers les Concertations Familiales Savoyardes (CFS). Ces concertations sont un outil permettant de formaliser le Projet Pour l'Enfant (PPE), pour lequel l'ensemble des équipes départementales de protection de l'enfance ont été formées. Un séminaire de travail à destination des chefs de service du Département et des établissements de la protection de l'enfance a été organisé en janvier 2023 pour clarifier les rôles de chacun et adapter les questionnements à la situation des enfants et des jeunes suivis.
Conformément aux orientations du schéma départemental des solidarités, ce processus vise à favoriser le pouvoir d'agir des personnes accompagnées en protection de l'enfance. Démarré en 2019 par une expérimentation territoriale, le déploiement se poursuit mais avec des inégalités entre les territoires, liées aux postes vacants dans certaines maisons sociales. Une expérimentation a été menée dans les MSD d'Albertville-Ugine-Tarentaise et du Bassin Aixois-Avant-Pays Savoyard pour redéfinir les rôles respectifs des maisons d'enfants et des maisons sociales dans l'élaboration des projets pour l'enfant. Sa généralisation est en cours en 2024.

Objectif opérationnel	*1.2.5 Garantir une offre d'accueil pour les jeunes Mineurs Non Accompagnés en adéquation avec leurs besoins (MNA)*

1.2.5.3 ACT – Nombre de Jeunes Majeurs Non Accompagnés évalués pris en charge au 31/12

Période	Nombre
fin2019	41
fin2020	58
fin2021	103
fin2022	108
fin2023	124



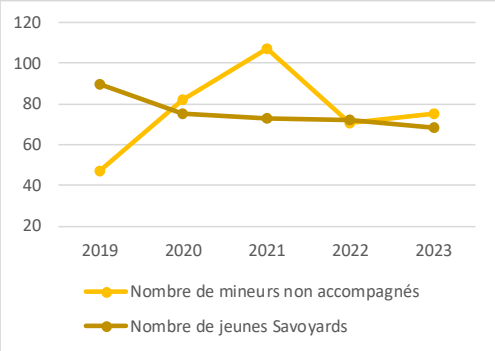
Le nombre de jeunes majeurs pris en charge continue à augmenter depuis 2021 et s'accélère en 2023 par rapport à 2022. Cette progression est en corrélation avec l'augmentation continue des arrivées et des admissions de mineurs non accompagnés depuis 2020.
La poursuite de la prise en charge en tant que jeunes majeurs est nécessaire pour la finalisation de leur projet et l'acquisition de l'autonomie indispensable à leur intégration dans la société française (notamment l'accès à un logement personnel, l'accès à une régularisation sur le territoire français, à des ressources propres et à un degré d'autonomie suffisant).

Objectif opérationnel	*1.2.6 Renforcer l'autonomisation des jeunes adultes sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance*

Un groupe de travail partenarial a été mis en place pour faciliter l'accès à l'autonomie des jeunes et a produit des outils concrets d'information, de sensibilisation et d'aide à la gestion administrative pour les jeunes.

1.2.6.1 ACT - Nombre de jeunes suivis par l'ASE devenus majeurs dans l'année

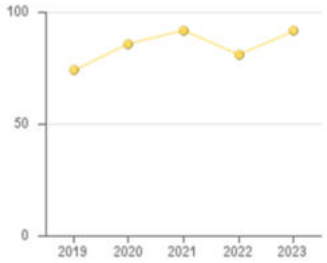
Période	Nombre de mineurs non accompagnés	Nombre de jeunes Savoyards
2019	47	90
2020	82	75
2021	107	73
2022	71	72
2023	75	68



Le nombre de savoyards suivis par l'ASE devenus majeurs reste stable en corrélation avec le nombre d'enfants confiés. La baisse constatée en 2022 pour les mineurs non accompagnés, s'explique par le ralentissement des accueils durant l'année 2020 (fermeture des frontières avec le COVID). La reprise continue des accueils depuis 2021 se constate par une nouvelle augmentation de la prise en charge des majeurs.

1.2.6.3 PERF - Taux de jeunes (savoyards + MNA) ayant pu choisir leur personne lien au moment de la contractualisation au regard du nombre total de contractualisations dans l'année

Période	Taux
2019	74,00
2020	86,00
2021	92,00
2022	81,10
2023	91,60

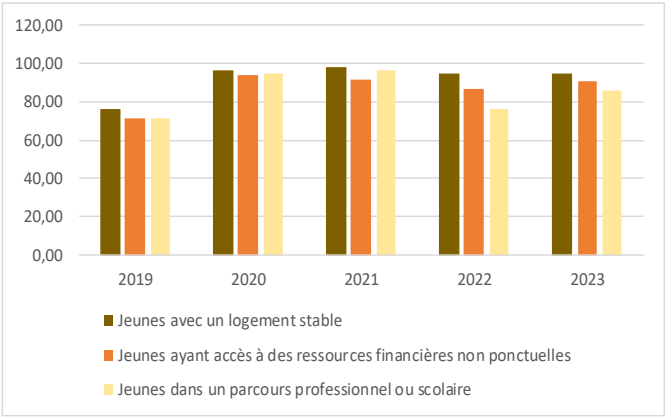




En 2023, presque tous les jeunes majeurs accompagnés par les services de protection de l'enfance pour l'accès à l'autonomie ont identifié nommément une personne ressource pour les accompagner dans ce cadre. Pour la majorité d'entre eux, il s'agit d'un professionnel les ayant accompagnés pendant leur minorité (référent ASE, famille d'accueil, éducateur de MECS…).

1.2.6.4 PERF - Taux de jeunes confiés ayant les caractéristiques suivantes au regard du nombre de jeunes confiés devenus majeurs dans l'année

Période	Jeunes avec un logement stable	Jeunes ayant accès à des ressources financières non ponctuelles	Jeunes dans un parcours professionnel ou scolaire
2019	76,00	71,00	71,00
2020	96,20	94,30	95,00
2021	97,70	91,30	96,50
2022	94,40	86,70	76,20
2023	94,40	90,90	86,00



Une part importante des jeunes suivis par l'Aide Sociale à l'Enfance ont, au moment de leur majorité, des ressources, un logement stable et un parcours professionnel. Si la plupart d'entre eux ne sont pas encore autonomes, le Département les accompagne dans le cadre d'un contrat jeune majeur. Ces données sont en forte augmentation par rapport à 2019, en raison d'une plus grande demande de contrats jeunes majeurs et d'un meilleur suivi de leurs situations. Cet accompagnement mené par le Département est conforme aux attendus de la loi du 7 février 2022 qui vise à renforcer les contrats d'accompagnement des jeunes. En effet, une attention particulière doit être portée sur la question de leur insertion afin que celle-ci devienne pérenne et leur permette l'accès à des ressources personnelles, préalable nécessaire à leur autonomie.

Le nombre de jeunes ayant un logement stable, accès à des ressources financières non ponctuelles et étant dans un parcours professionnel ou d'insertion est à analyser au regard du taux de jeunes accompagnés par les services de protection de l'enfance durant leur minorité et ayant souhaité poursuivre l'accompagnement à leur majorité.

En 2023, l'autonomie des jeunes s'améliore par rapport à 2022, sans encore retrouver le niveau des années 2020-2021. Les tensions sur le marché immobilier rendent difficile l'accès au logement, et on constate aussi quelques tensions sur l'accès à l'apprentissage ou à l'emploi pour les MNA, faute de régularisation de leur droit au séjour.
Les jeunes qui ne souhaitent pas être accompagnés à leur majorité sont généralement dans des situations personnelles complexes, et dans un état de santé ne leur permettant pas d'accéder à une insertion socio-professionnelle, ce qui explique également la baisse constatée en 2022-2023 des taux d'accès au logement, à des ressources et à une insertion, ces items étant étroitement liés.

Le Département met en œuvre pour ces jeunes des actions visant à les accompagner autant que possible vers l'autonomie, malgré l'absence de contractualisation : droit au retour, communication renforcée sur les aides possibles, soutien à la création d'association de pair-aidance (ADEPAPE), bilans de santé gratuits avec la CPAM, partenariat renforcé avec des associations dédiées (ADDCAES).

Direction Enfance Jeunesse Famille (DEJF)

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2.

« Optimiser la prise en charge des enfants, des adolescents et des jeunes adultes, en travaillant une meilleure adéquation entre l'offre et les besoins et en accroissant le pouvoir d'agir et la participation des personnes concernées »

La participation des usagers reste un axe prioritaire de la politique Enfance Jeunesse Famille du Département, qui s'est renforcé ces dernières années à travers, tout d'abord, l'affirmation des Concertations Familiales comme point de départ du Projet Pour l'Enfant. Cela permet de prendre en compte la parole de chaque membre de la famille (enfants tout d'abord mais aussi parents lorsque cela est possible, frères et sœurs et environnement plus large). Cette dynamique a été prolongée à partir de 2022 à travers deux actions : d'une part le développement des conférences familiales, d'autre part la création d'une association Départementale des Personnes Accueillies à la Protection de l'enfance (ADEPAPE). L'expérimentation des conférences familiales a été évaluée en 2023 en vue de leur inscription dans les pratiques professionnelles.

La question de l'adéquation entre l'offre et les besoins fait l'objet d'une recherche constante au sein de la Direction Enfance Jeunesse Famille, en lien avec les territoires.
La question de l'accompagnement des assistants familiaux et du manque de places d'accueil d'urgence a été le point de départ d'une réflexion sur une campagne de communication nécessaire en vue d'une augmentation du recrutement des assistants familiaux, afin de limiter le temps d'accueil des enfants sur les lieux d'urgence et permettre aux enfants d'être accueillis au plus tôt sur un lieu d'accueil pérenne après cette période nécessaire d'observation. L'expérimentation d'un accueil familial d'urgence en lien avec le foyer départemental de l'enfance a été évaluée et pérennisée.
Un appel à manifestations d'intérêt pour la création de places de fratries a été lancé et trois réponses ont été reçues.
L'appel à projets conjoint ARS/Département pour la création de places réservées aux jeunes à forts troubles du comportement a été instruit et a donné lieu au démarrage fin 2023 d'une équipe mobile du Prado, préparant l'admission des jeunes dans les maisons qui seront ouvertes en 2024.
La forte augmentation des arrivées de Mineurs Non Accompagnés sur le territoire de la Savoie en 2023 a renforcé la nécessité de travailler en étroite collaboration avec les différents partenaires, (SASSON, ADDCAES, FJT, Mission Locale, Inspection d'Académie…), afin de pouvoir répondre aux besoins des mineurs et majeurs pris en charge, de la phase d'accueil à l'accompagnement vers l'autonomie et l'intégration dans la société.



4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

AJUSTEMENTS FORMALISES :

OBJECTIF STRATÉGIQUE	MESURES	Résumé de la PROPOSITION d'adaptation de la politique/dispositif	CALENDRIER de mise en application	Suivi des impacts budgétaires et ETP	NIVEAU DE RÉALISATION de l'ajustement			
					25%	50%	75%	100%
1.2. Optimiser la prise en charge des enfants, des adolescents et des jeunes adultes, en travaillant une meilleure adéquation entre l'offre et les besoins et en accroissant le pouvoir d'agir et la participation des personnes concernées	5 E2 Audit des établissements sociaux et médico-sociaux	Mise en œuvre de contrôles et d'audits permettant une étude conjointe entre le CD et ses partenaires, afin de mettre en adéquation les moyens alloués avec les besoins et leurs mises en œuvre sur le terrain (avis favorable de la 5e commission du 20/11/2015)	Cible d'un audit par an obtenu sur 2020. Il s'agit d'un travail à mener dans la durée.		☺			
	5 E3 Facturation et CPOM des MECS	Réalisation de contrats- pluriannuels d'objectifs et de moyens par association (avis favorable de la 5e commission du 20/11/2015).	Deux CPOM réalisés : l'un avec la fondation du Bocage et un autre avec l'association les Etoiles d'Hestia.				☺	
	5 E8 Frais de santé des enfants confiés aux assistants familiaux	Négocier avec la CPAM pour une affiliation systématique à la PUMA (ex CMU) pour les enfants confiés chez les assistants familiaux (Avis favorable de la 5e commission du 29 septembre 2016, passage en commission plénière du 21 octobre 2016).	Affiliation à la PUMA de tous les enfants placés en accueil familial.	Diminution de l'avance des frais des assistants familiaux pour les dépenses de santé (médecins…) qui sont ensuite remboursés par le service assistants familiaux.				☺

AJUSTEMENTS REALISES PAR LA DIRECTION :

OBJECTIF STRATÉGIQUE	Résumé de la PROPOSITION d'adaptation de la politique/dispositif	CALENDRIER de mise en application	Suivi des impacts budgétaires et ETP	NIVEAU DE RÉALISATION de l'ajustement			
				25%	50%	75%	100%
1.1. Renforcer la précocité des actions de prévention	Poursuite de la démarche « Petits pas grands pas » concernant les actions prénatales.	Fin 2022 (interface informatique avec la CAF et reprise de la convention avec l'ANISS)				☺	

Direction Protection Maternelle Infantile (DPMI)

Les missions de PMI mère-enfant recentrées sur la santé, permettent de renforcer l'offre et l'expertise des professionnels de santé de PMI.

Afin de sécuriser les pratiques professionnelles et d'assurer un meilleur suivi médical des femmes enceintes et des enfants, la Direction de la PMI continue sa structuration. Par ailleurs, le logiciel métier Horus devrait être déployé en juin sur l'ensemble du département.

L'accompagnement et le suivi des modes d'accueil se poursuit avec un focus particulier sur la qualité de l'accueil, dont le plan de contrôle devra être présenté lors de la tenue du prochain comité départemental des services aux familles.

Enfin, à la demande de l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance (ODPE), la DPMI coordonne un groupe de travail partenarial sur la prise en charge des enfants confiés en lien avec la Direction EJF.

Direction Enfance Jeunesse Famille (DEJF)

Afin de s'adapter aux évolutions de la protection de l'enfance et plus particulièrement se conformer aux attendus de la loi du 7 février 2022, les services départementaux EJF revoient leur organisation et leurs outils informatiques pour améliorer l'analyse du danger et du risque et le suivi du parcours des enfants en lien avec le référentiel national, mais aussi pour mieux accompagner les assistants familiaux et favoriser les alternatives aux placements en institution.

Les réflexions se poursuivent sur l'adaptation de l'offre aux situations complexes et devraient se traduire par des services nouveaux dans le cadre du plan national « 50 000 solutions pour le handicap ». Les conditions d'accueil en établissement sont améliorées par l'attribution de subventions d'investissement.

Le transfert de compétences pour l'organisation des contrôles des établissements se poursuit et le contrôle de gestion des établissements se met en place, avec la perspective de déployer davantage de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens.

L'accompagnement des jeunes vers l'autonomie se structure avec la mise en place de la commission départementale d'accès à l'autonomie des jeunes et ses différentes déclinaisons opérationnelles.

Enfin, le travail partenarial se poursuit autour du changement du statut des enfants, en vue notamment de favoriser leur adoption.





Journée nationale des aidants à St Jean de Maurienne, 6 octobre 2023

Action sociale de proximité

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **5ième et 4ième commissions**

Directions concernées :

- **Pôle Social – Maisons sociales**



Conférence sociale de territoire d'Albertville-Ugine, 8 décembre 2023

SOMMAIRE

Toutes Maisons sociales du Département
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux ... 423

Portrait de la Maison Sociale du Bassin Aixois ... 424
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux ... 424
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique ... 424
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023 ... 428
4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024 ... 430

Portrait de la Maison Sociale d'Albertville Ugine ... 431
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux ... 431
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique ... 431
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023 ... 434
4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024 ... 435

Portrait de la Maison Sociale de l'Avant-Pays Savoyard ... 436
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux ... 436
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique ... 437
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023 ... 440
4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024 ... 443

Portrait de la Maison Sociale du Bassin Chambérien ... 444
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux ... 444
2. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Moyens dédiés à la politique ... 444
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023 ... 447
4 PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024 ... 448

Portrait de la Maison Sociale de la Combe de Savoie ... 450
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux ... 450
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique ... 452
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023 ... 455
4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024 ... 457

Portrait de la Maison Sociale de la Maurienne ... 459
1. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Contexte et enjeux ... 459
2. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Moyens dédiés à la politique ... 460
3. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Réalisations phares 2022-2023 ... 463
4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024 ... 465

Portrait de la Maison Sociale de la Tarentaise Vanoise ... 467
1. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Contexte et enjeux ... 467
2. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Moyens dédiés à la politique ... 467
3. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Réalisations phares 2022-2023 ... 470
4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024 ... 471

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Présentation du contexte :

Le service public d'action sociale et médico-sociale du Département repose sur une organisation qui garantit la cohérence des politiques mises en œuvre avec quatre directions départementales spécialisées dans les domaines de :

- L'Enfance, la Jeunesse, la Famille.
- La Protection Maternelle et Infantile.
- Les Personnes Agées et les Personnes Handicapées.
- La Cohésion Sociale.

Et une Action Sociale de Proximité, grâce aux 33 centres sociaux du Département répartis dans les 7 Maisons Sociales du Département : Bassin Aixois, Albertville-Ugine, l'Avant-Pays Savoyard, le Bassin Chambérien, la Combe de Savoie, la Maurienne, et la Tarentaise.

Ce sont les agents qui exercent dans les maisons sociales qui sont au plus près des usagers, ce qui permet une réponse de proximité ainsi que l'analyse des besoins sociaux et de la dynamique locale (collectivité, associations, entreprises, etc).

FOCUS SUR ...

LES ACTIONS COLLECTIVES

L'approche collective est au fondement du travail social qui se développe au XIXème siècle en Europe, notamment en Angleterre.

La France a toujours été en retrait par rapport à cela même si c'est également à partir des lieux d'actions collectives, Maisons Sociales puis Résidences Sociales que s'installe le travail social français. Ce sont ces « maisons » qui donneront naissance aux Centres Sociaux actuellement regroupés au sein de la Fédération Nationale des Centres Sociaux. Ils sont très présents en Savoie (à ne pas confondre avec les Centres Sociaux Départementaux, anciens Centres Polyvalents d'Action Sociale).

Au Pôle Social, outre les accompagnements individuels, du travail social « collectif » est réalisé, que ce soit par la participation à des démarches de développement social ou par la mise en place d'interventions collectives sous forme de travail social de groupe, qui visent le développement personnel des membres du groupe ou d'ateliers collectifs (plus centrés sur une problématique de la vie quotidienne).
Les exemples, nombreux, montrent l'engagement des collègues travailleurs sociaux dans ce mode d'action et les retours des groupes sont positifs : Groupe Par Ambition à Aix pour accompagner les jeunes parents dans leur insertion professionnelle, la chorale de Tarentaise avec des personnes en insertion, les mamans solidaires au Triolet, « Le train en marche » à la Motte-Servolex, « Bébé Bouquine » dans les Bauges, les cafés des aidants à de nombreux endroits, « On campe cet été » à Albertville, « Ref Ados » à Chambéry, …

Source : Haut Conseil du Travail Social - Guide d'appui aux interventions collectives du travail social en faveur du développement social - Coordonné par Cyprien AVENEL et Cristelle MARTIN - Juin 2019

Portrait de la Maison Sociale du Bassin Aixois

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

L'année 2023, bien que dans une certaine continuité avec les années précédentes en termes d'enjeux, a néanmoins vu une nette augmentation des situations de précarité sur l'ensemble du territoire. Le volume d'aides financières a augmenté de près de 23% en comparaison avec l'année 2022. Outre le contexte national d'inflation et d'augmentation des prix, un contexte local de saturation des solutions de distribution alimentaire est venu majorer les recours aux aides financières et aux chèques accompagnement. Les associations ont pu nommer leurs difficultés et leur incapacité à faire face à l'augmentation des demandes. Le nombre de foyers servis a été multiplié par trois entre 2019 et 2023.

On observe toujours une prégnance des problématiques de logement, d'hébergement, de grande précarité, d'accès aux soins et d'accès aux services d'accompagnement spécialisés (notamment toute forme d'aide à domicile). L'effort des services est mis sur la prévention de manière générale, ainsi que le maintien dans le logement au vu de la tension massive sur le logement.

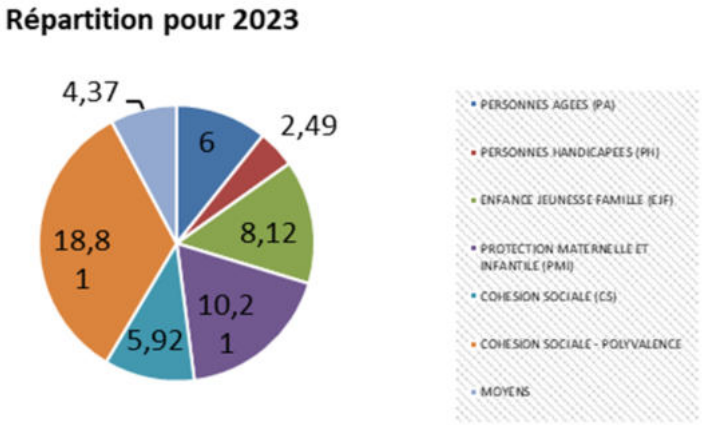
Le soutien aux aidants a été un axe fort de travail, notamment sur le public des personnes âgées. Un travail d'identification des ressources et d'actions collectives pour consolider l'offre de répit est mené depuis plusieurs années en lien avec les partenaires et le Réseau Entre Bauges et Lac.

Que ce soit sur la question de la précarité, du vieillissement ou de la santé, on observe une part importante de la population en situation d'isolement, sans soutien de proximité, nécessitant un accompagnement soutenu de la part des professionnels. De nombreuses offres favorisant le lien social sont travaillées par les différents services de la MSD, tout public confondu (BRSA, femmes isolées, parentalité…). La culture est un levier souvent mobilisé dans les différentes actions. Au travers du Comité d'actions culturelles, le travail partenarial est riche et permet de croiser les publics et d'encourager la transversalité et la pluridisciplinarité.

Enfin, la question de l'accès au droit et des ruptures de droit est un sujet majeur ces dernières années. Le double visage urbain / rural du territoire implique un travail en dentelle de la part des services, en prenant en compte le contexte et le partenariat local. La présence des France Services permet une réponse de proximité et de qualité mais qui reste très centrée sur les zones rurales. Les aides financières du Département sont largement mobilisées lors des ruptures de droits.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Direction	Secteur politique	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels
		2021	2022	2023
MSD Aix-les-Bains	PERSONNES AGEES (PA)	6,88	6,8	6
	PERSONNES HANDICAPEES (PH)	2	1,8	2,49
	ENFANCE JEUNESSE FAMILLE (EJF)	8,37	8,62	8,12
	PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI)	9,43	7,7	10,21
	COHESION SOCIALE (CS)	6,29	6,5	5,92
	COHESION SOCIALE - POLYVALENCE	20,08	19,08	18,81
	MOYENS	4,19	4,73	4,37
Sous-total MSD Aix-les-Bains		**57,24**	**55,23**	**55,92**



Portrait de la Maison Sociale du Bassin Aixois

Pôle Social / SG
Observatoire social

Démographie : Présentation de la MSD au sein du Département - Insee - RGP 2018-2020

Savoie

	2018	2019	2020
Nombre de Communes	273	273	273
Pop Municipale	433724	436434	439750
Nombre d'habitants au Km²	72	72	
Naissances domiciliées	4442	4277	4235
Nombre de Familles	121581	122327	123170
Pop des moins de 6 ans	27866	27905	27620
Pop moins de 18 ans	91644	91729	92200
Pop des moins de 20 ans	101011	101150	101588
Pop 20-59 ans	216709	217965	218646
Pop 60-74 ans inclus	73924	74744	76394
Pop 75 ans et plus	42080	42574	43122

Maison Sociale Départementale

	2018	2019	2020
Nombre de Communes	38	38	38
Pop Municipale	75056	76015	77178
Nombre d'habitants au Km²	143	145	147
Naissances domiciliées	709	696	785
Nombre de Familles	21503	21743	22108
Pop des moins de 6 ans	4596	4636	4665
Pop moins de 18 ans	15279	15392	15626
Pop des moins de 20 ans	16667	16794	17050
Pop 20-59 ans	36811	37270	37736
Pop 60-74 ans inclus	13706	13938	14402
Pop 75 ans et plus	7872	8013	7990

Poids de la Maison Sociale dans le Département

	2018	2019	2020
% des Communes	14,0%	13,9%	13,9%
% Pop Municipale de la MSD/ ..	17,3%	17,4%	17,6%
Nombre d'habitants au km²	142,69	144,52	146,73
% des naissances	16,0%	16,3%	18,5%
% des Familles	17,7%	17,8%	17,9%
% Pop des moins de 6 ans	16,5%	16,6%	16,9%
% Pop des moins de 18 ans	16,7%	16,8%	16,9%
% Pop des moins de 20 ans	16,5%	16,6%	16,8%
% Pop des 20-59 ans	17,0%	17,1%	17,3%
% Pop des 60-74 ans	18,5%	18,6%	18,9%
% Pop des + de 75 ans	18,7%	18,8%	18,5%

Indicateurs de vulnérabilité

Les taux de 2021 à 2023 sont provisoires car basés sur la population des MSD au dernier recencement consolidé de 2020

	2018	2019	2020
Taux de Natalité (pour 100 habitants)	0,96%	0,92%	1,02%
% de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles du territoire	13,89%	13,93%	14,25%
Part des 60-74 ans au sein de la population de la MSD	18,26%	18,34%	18,66%
Part des + de 75 ans au sein de la population de la MSD	10,49%	10,54%	10,35%

Taux de la population âgée de 0 à 59 ans bénéficiaires de la PCH
(Bénéficiaires au 31 décembre - hors ACTP)



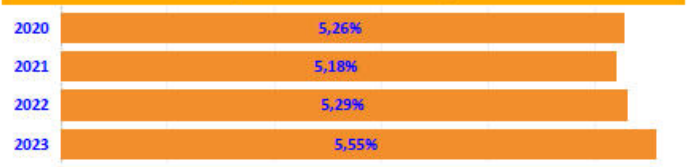
Taux de familles ayant bénéficié d'une aide financière au titre de l'ASE
(Hors Secours Président - taux annuel)



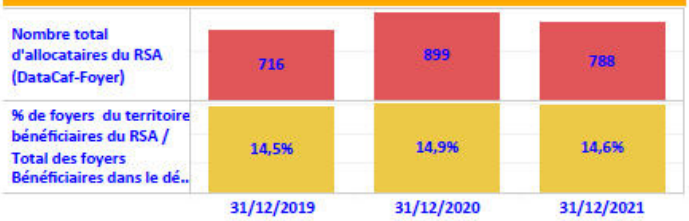
Taux d'enfants ayant fait l'objet d'une Information Préoccupante
(sur population des moins de 18 ans)



Taux de la population âgée de 60 et + bénéficiaires de l'APA
(Bénéficiaires au 31 décembre)



Foyers bénéficiaires du RSA



Taux de mineurs confiés à l'ASE (Dont MNA) sur population des moins de 18 ans
(Hors APJM - au 31 décembre)



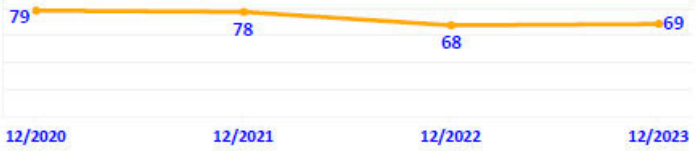
Chiffres clés de la Maison Sociale du Bassin Aixois

Pôle Social / SG
Observatoire social

Enfants vus en consultations infantiles au cours de l'année
(Pédiatriques et/ou permanences de puériculture - hors VAD)



Nombre d'enfants savoyards placés
(Toutes mesures confondues - au 31 décembre)



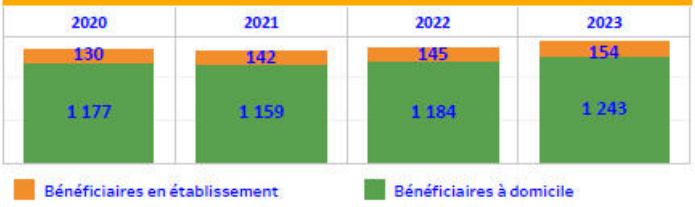
Bénéficiaires d'une aide au titre du Fonds Solidarité Logement
(Accès,maintien,MOC,Energies)



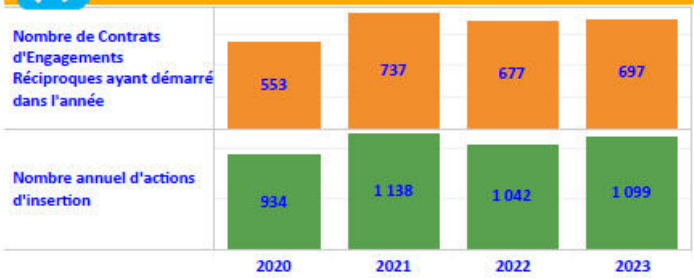
Les Informations Préoccupantes



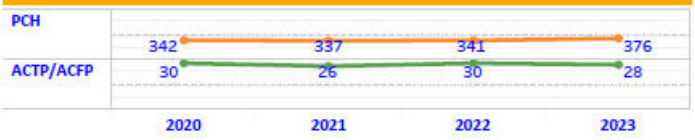
Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
(Au 31 décembre)



Contrats d'Engagements Réciproques et Actions d'insertion



Bénéficiaires d'allocations en faveur du handicap
Prestation de Compensation Handicap (PCH)
Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)
Allocation Compensatrice pour Frais Professionnelle (ACFP)
(Au 31 décembre)



3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023

Protection Maternelle Infantile (PMI) :

La stabilisation de l'équipe de puéricultrices a permis de répondre aux missions obligatoires, d'opérer un recentrage sur le volet santé des missions de PMI, de relancer le suivi régulier des assistantes maternelles, mais aussi l'émergence d'actions collectives autour de la santé : ateliers en psychomotricité (4ème édition cette année), santé culturelle autour de la lecture (« BB Bouquine », en lien avec les acteurs partenariaux de la Petite Enfance et les bibliothèques). Les bilans des familles concernées sont très positifs et cela permet de couvrir les zones rurales souvent dépourvues. Une nette amélioration sur les dépistages a été possible avec la quasi-totalité des bilans de santé réalisés dans les écoles.

La capacité d'accueil sur le territoire reste un point de vigilance, travaillé en collaboration avec la CAF au travers des Conventions Territoriales Globales et de l'ensemble des acteurs locaux.

Enfance Jeunesse Famille (EJF) :

Les indicateurs révèlent une activité plutôt stable en protection de l'enfance. Les mesures de placement sont en diminution, ce qui reste cohérent au regard des efforts menés en prévention depuis de nombreuses années sur le territoire. Un soutien est apporté aux professionnels du secteur, tant par du travail en binôme avec les référents spécialisés que par le panel de dispositifs partenariaux permettant un étayage éducatif pour les familles (Projet de réussite Educative, Service des Entretiens Familiaux, Point Accueil Ecoute Jeunes…). La richesse du partenariat sur le territoire est un véritable atout en la matière. La présence du service au sein des différentes instances partenariales du territoire permet une identification des besoins simplifiée et des interventions le plus précocement possible. Tout ce maillage a permis un travail partenarial autour de l'« autonomie des jeunes » ainsi que l'émergence d'un nouveau dispositif, en expérimentation sur le premier semestre 2024. Cet accompagnement se décline autour des actes du quotidien, de l'accès à la santé, à la citoyenneté, de l'insertion sociale et professionnelle… Il est porté par différentes structures, chacune en charge de son domaine d'intervention. L'objectif étant que le jeune soit doté du bagage nécessaire à sa prise d'autonomie, avec des liens inter-institutions facilités et une capacité de réactivité et d'adaptation nécessaire à ce public.

Le travail de soutien aux assistants familiaux a pu se remettre en place, avec un vrai bénéfice pour ces professionnelles mais aussi pour la stabilité des accueils des enfants. Un soutien plus important a aussi été opéré auprès des établissements. L'évolution des mesures en milieu ouvert du Val de Crène avec l'expérimentation du Service d'Accueil Familial a permis une fluidité dans les parcours et une gradation dans l'intensité des accompagnements.

L'augmentation du nombre d'Information Préoccupantes (IP) ainsi que la complexification du cadre règlementaire et des situations familiales ont fortement pesé dans la charge des équipes. L'année 2023 a permis de réintroduire de la pluridisciplinarité dans les évaluations, notamment au travers d'une expérimentation, avec un poste de référent EJF semi dédié IP. Le bilan est très positif pour les équipes d'assistantes sociales de secteur, très satisfaites de cette pluridisciplinarité. La participation des référentes EJF aux évaluations est maintenue.

Personnes Agées et Personnes Handicapées (PA/PH) :

La situation du secteur reste dans le prolongement des années précédentes : une activité stable voire en augmentation mais des situations individuelles toujours plus complexes. L'isolement, les difficultés dans l'accès aux soins, les problématiques de recrutement du secteur rendent difficile le maintien à domicile.

Le soutien aux aidants a été un axe fort dans le travail des équipes et du Réseau Entre Bauges et Lac :

- Organisation d'une rencontre de Réseau sous la forme d'un forum dédié aux aidants, avec l'édition d'un guide local des aidants regroupant les ressources du territoire.
- Poursuite des actions de prévention avec les partenaires locaux (CIAS, Accord'âge, MJC, etc) avec Répit 3A mais aussi l'organisation d'une soirée ciné-débat autour de la thématique des aidants.
- Réflexion pour la mise en place de permanences de la Plateforme Savoyarde de Soutien aux Aidants au sein de la MSD.

Le Réseau entre Bauges et Lac a aussi mené une réflexion pour affiner sa structuration. L'idée de groupes techniques a émergé afin de travailler en mode projet, en cercles plus restreints et plus thématiques, pour plus de fluidité et d'agilité. La nouvelle organisation devrait se mettre en place à partir de 2024. Par ailleurs les actions de sensibilisation aux troubles cognitifs ont été poursuivies, permettant des temps de respiration et d'échange de pratiques aux acteurs du domicile.

Des réflexions ont été menées autour de la structuration de l'accueil du service. Différents axes ont été travaillés à la fin de l'année :

- Renforcement de l'équipe PA/PH par un agent d'accueil dédié.
- Réouverture d'une permanence d'aide à la complétude de dossiers (APA et MDPH).
- Adaptation des locaux, notamment aménagement d'un bureau dédié aux entretiens avec la psychologue.
- Mise en place de permanences renforcées permettant écoute et niveau de réponses plus développés.

Le travail de proximité avec la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) se poursuit et le conventionnement des France Services du Territoire a permis une vraie montée en compétences de ces relais locaux ainsi qu'un maillage plus important sur le territoire.

Enfin, la question de l'adaptation des logements est un enjeu majeur sur le territoire, étant donnés les tensions massives et le parc vieillissant.

Cohésion sociale (COSO) et Action sociale de proximité (ASP) :

Le logement aura pris une place majeure au sein du service cette année encore. L'état de tension existant sur le secteur, le manque d'hébergements et de structures d'accueil de jour rendent le quotidien des professionnels très délicat. Colère et agressivité sont courantes, les usagers ne comprennent pas le manque de réponse en matière d'habitat social sur le territoire. Les efforts de l'équipe se concentrent de fait sur la prévention des expulsions et le maintien à domicile, avec un travail assidu à la gestion des situations individuelles. 3 ménages sur 4 reviennent vers le service dès les premiers stades des procédures d'expulsion. Le travail est mené en partenariat avec l'Etat et les bailleurs. Les instances opérationnelles permettent de limiter la poursuite des procédures et de trouver des solutions de maintien ou de relogement avec les ménages. Le nombre de mesures d'accompagnement liées au logement ou plus largement autour du budget est en constante augmentation depuis 2019, y compris sur le Fonds Social Logement Accès dont le budget a été consommé dans son entièreté pour la première fois depuis de nombreuses années.

En parallèle, le travail sur l'insertion sociale s'est poursuivi au travers :

- De la démarche de préfiguration du Service Public de l'Insertion et de l'emploi (SPIE) qui est venu conforter les partenariats et les collaborations. La mise en place de temps autour des situations complexes a permis une meilleure interconnaissance avec les acteurs associatifs de l'insertion par l'activité économique et leur compréhension des ressources du champ médico-social.
- Du renouvellement des actions collectives avec un nouvel appel à projet lancé en 2023 et l'exploration de thèmes nouveaux comme l'activité physique.
- En parallèle, dans une approche orientée vers le lien social et la sortie de l'isolement, des groupes se sont maintenus et même développés : doublement du groupe « un moment pour nous » avec implication de tous les CSD du territoire, mise en place d'un groupe de sophrologie dédié aux femmes du quartier du Sierroz à Aix-les-Bains.

L'accueil et l'accompagnement du public en grande précarité (SDF, domiciliés CCAS, public de la Sasson) a pesé lourdement sur l'activité du service social qui couvre le centre-ville d'Aix les Bains. L'absence de lieu d'accueil, de structure en capacité d'accompagner ce public très spécifique a induit une saturation des associations caritatives qui ne peuvent plus absorber les besoins seules. Un travail a été engagé en 2023, coanimé avec les services de l'Etat, et regroupant les 4 associations principales du territoire (Secours populaire, Secours catholique, Restos du cœur et l'Entraide aixoise), ainsi que les prescripteurs principaux (la Sasson, le Service Social du Département et le CCAS d'Aix les Bains). A ce jour, de nombreuses avancées ont été faites en matière d'interconnaissance, d'échanges et d'harmonisation des pratiques, de mise en place de règles de fonctionnement. Une offre complémentaire de paniers solidaires a aussi pu se mettre en place sur les communes de Grésy et de l'Albanais. Des solutions sont également à l'étude par la Sasson pour les publics hébergés.

Enfin, la demande sociale de manière générale ne cesse d'augmenter, le nombre de nouvelles situations est important sur l'ensemble des centres sociaux du territoire. Des rapprochements entre les France Services et les CSD permettent une approche globale de l'usager et des complémentarités bénéfiques pour tous. L'antenne de Chautagne s'est ainsi installée au sein du Relais Grand Lac. Cette installation a nécessité de l'investissement en temps et en travaux mais pour un service rendu à l'usager de bien meilleure qualité. D'autres logiques de rapprochements pourraient s'étudier en fonction des opportunités.

Transversalité :

L'animation et le maillage partenarial auront encore une fois été un axe fort du travail des différents services : Réseau Entre Bauges et Lac, participation aux instances jeunesses, au comité d'action culturelle, rencontres avec les élus, implication dans des groupes plus thématiques autour des violences conjugales ou de la tranquillité publique, autant de lieux et de sujets investis par les équipes et les cadres de la Maison Sociale. Un nouveau café partenaire a pu se mettre en place en 2023 à l'initiative du service social, ce qui permet de couvrir les quartiers centre-ville et Liberté, en complément des 3 autres cafés existant jusqu'alors sur Aix et la Chautagne. Ces temps sont indispensables pour faire valoir les besoins de nos publics dans les actions et les politiques locales, pour faciliter l'interconnaissance et les liens ensuite autour des situations individuelles.

Un temps spécifique autour de la jeunesse a pu être organisé à l'échelle de l'inter-territoire en mai 2023. Il avait vocation à tisser des liens entre les acteurs de la jeunesse, de la prévention et de la protection de l'enfance, mais aussi entre les équipes du Bassin Aixois et de l'Avant Pays Savoyard. Des réunions et/ou formations en commun se mettent en place progressivement, en fonction des opportunités et des sujets communs. L'harmonisation des pratiques et les mutualisations s'opèrent là encore à chaque fois que cela est possible et pertinent.

Enfin, sur les aspects d'administration générale, 8 agents ont été recrutés en 2023, ainsi que 4 stagiaires et 1 apprentie. La poursuite du travail autour de l'intégration et du suivi des stagiaires et nouveaux arrivants a permis un accompagnement sur mesure tant des tuteurs que des stagiaires accueillis.
La mise en place à titre expérimental d'un nouveau serveur vocal interactif a eu pour conséquences un meilleur accueil des usagers, la limitation des appels perdus et a simplifié la mutualisation des permanences avec l'Avant Pays Savoyard. Ce sont plus de 6000 appels qui sont gérés par les agents d'accueil tout au long de l'année dont un tiers donne lieu à un transfert. L'extension de cet outil aux centres sociaux du Département sera à l'étude sur 2024.

4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024

Les objectifs 2024 s'inscriront dans une continuité du travail engagé en 2023 :

- Poursuite du travail sur l'accueil, avec une structuration efficace, une meilleure lisibilité des usagers, une harmonisation des pratiques et une meilleure traçabilité de l'activité.
- Poursuite des groupes de travail, notamment autour de l'aide alimentaire et des publics en grande précarité. La prochaine conférence sociale aura notamment pour thème l'élaboration des axes prioritaires de travail pour les prochaines années et pourrait permettre la mobilisation des communes sur cet enjeu.
- Participation aux réflexions liées à l'évolution des missions en lien avec France Travail.
- Poursuite du travail avec les familles et intégration des ressources familiales comme tiers digne de confiance dans les pratiques des professionnels.
- Poursuite du travail autour des aidants pour une meilleure adaptation des projets et des dispositifs aux besoins des personnes concernées.

Portrait de la Maison Sociale d'Albertville Ugine

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

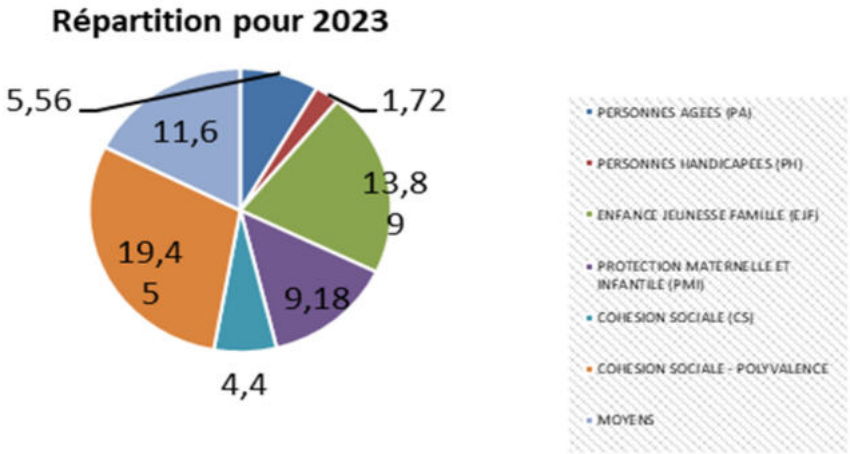
Le territoire de la maison sociale d'Albertville se caractérise par une zone urbaine concentrée sur Albertville et Ugine, une zone de moyenne montagne sur le Beaufortain et Val d'Arly et une zone rurale sur la Haute Combe et la Basse Tarentaise.
On y retrouve une forte concentration de logements sociaux sur Albertville (38%) et Ugine (34%).
3 quartiers de la ville d'Albertville ont été retenus fin décembre au titre des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Cela donnera lieu à une nouvelle convention sur la période 2024 2030.

Depuis janvier 2017, la communauté d'agglomération est un EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale) qui regroupe l'ensemble des 39 communes de ce territoire formant un ensemble de près de 60 000 habitants.

L'activité économique est dynamique et diversifiée avec la présence de groupes industriels de taille plus ou moins importante.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Direction	Secteur politique	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels
		2021	2022	2023
MSD Albertville	PERSONNES AGEES (PA)	4,5	3,73	5,56
	PERSONNES HANDICAPEES (PH)	2,3	1,88	1,72
	ENFANCE JEUNESSE FAMILLE (EJF)	15	14,23	13,89
	PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI)	9,91	10,21	9,18
	COHESION SOCIALE (CS)	4,6	4,52	4,4
	COHESION SOCIALE - POLYVALENCE	18,5	20,53	19,45
	MOYENS	7,64	7,83	11,6
Sous-total MSD Albertville		62,45	62,93	65,80



Portrait de la Maison Sociale d'Albertville-Ugine

Pôle Social / SG
Observatoire social

Démographie : Présentation de la MSD au sein du Département - Insee - RGP 2018-2020

Savoie	2018	2019	2020
Nombre de Communes	273	273	273
Pop Municipale	433724	436434	439750
Nombre d'habitants au Km²	72	72	
Naissances domiciliées	4442	4277	4235
Nombre de Familles	121581	122327	123170
Pop des moins de 6 ans	27866	27905	27620
Pop moins de 18 ans	91644	91729	92200
Pop des moins de 20 ans	101011	101150	101588
Pop 20-59 ans	216709	217965	218646
Pop 60-74 ans inclus	73924	74744	76394
Pop 75 ans et plus	42080	42574	43122

Maison Sociale Départementale	2018	2019	2020
Nombre de Communes	39	39	39
Pop Municipale	60956	61292	61677
Nombre d'habitants au Km²	80	80	81
Naissances domiciliées	630	527	541
Nombre de Familles	17424	17513	17568
Pop des moins de 6 ans	3904	3910	3912
Pop moins de 18 ans	12987	12994	13218
Pop des moins de 20 ans	14016	14026	14192
Pop 20-59 ans	29804	29948	30016
Pop 60-74 ans inclus	10868	10979	11101
Pop 75 ans et plus	6268	6339	6368

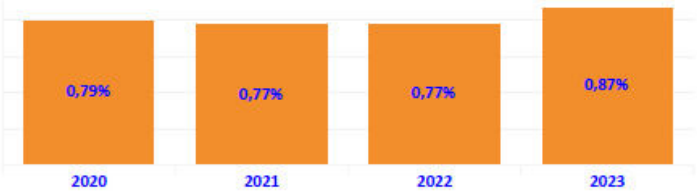
Poids de la Maison Sociale dans le Département	2018	2019	2020
% des Communes	14,0%	14,0%	14,0%
% Pop Municipale de la MSD/ ..	14,1%	14,0%	14,0%
Nombre d'habitants au Km²	80,00	80,00	81,00
% des naissances	14,2%	12,3%	12,8%
% des Familles	14,3%	14,3%	14,3%
% Pop des moins de 6 ans	14,0%	14,0%	14,2%
% Pop des moins de 18 ans	14,2%	14,2%	14,3%
% Pop des moins de 20 ans	13,9%	13,9%	14,0%
% Pop des 20-59 ans	13,8%	13,7%	13,7%
% Pop des 60-74 ans	14,7%	14,7%	14,5%
% Pop des + de 75 ans	14,9%	14,9%	14,8%

Indicateurs de vulnérabilité

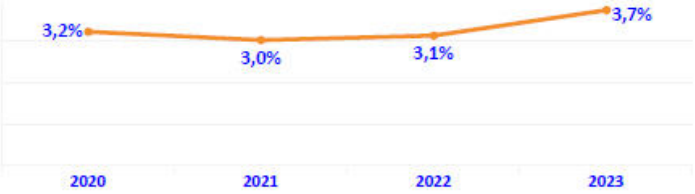
Les taux de 2021 à 2023 sont provisoires car basés sur la population des MSD au dernier recencement consolidé de 2020

	2018	2019	2020
Taux de Natalité (pour 100 habitants)	1,04%	0,86%	0,88%
% de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles du territoire	14,24%	14,27%	14,85%
Part des 60-74 ans au sein de la population de la MSD	17,83%	17,91%	18,00%
Part des + de 75 ans au sein de la population de la MSD	10,28%	10,34%	10,32%

Taux de la population âgée de 0 à 59 ans bénéficiaires de la PCH
(Bénéficiaires au 31 décembre - hors ACTP)



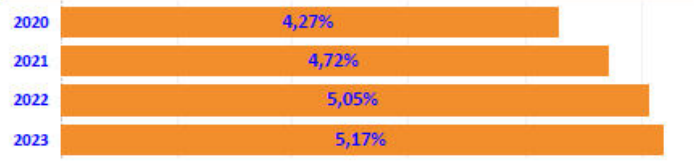
Taux de familles ayant bénéficié d'une aide financière au titre de l'ASE
(Hors Secours Président - taux annuel)



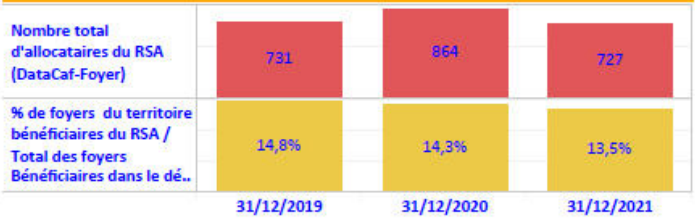
Taux d'enfants ayant fait l'objet d'une Information Préoccupante
(sur population des moins de 18 ans)



Taux de la population âgée de 60 et + bénéficiaires de l'APA
(Bénéficiaires au 31 décembre)



Foyers bénéficiaires du RSA



Taux de mineurs confiés à l'ASE (Dont MNA) sur population des moins de 18 ans
(Hors APJM - au 31 décembre)



Chiffres clés de la Maison Sociale d'Albertville-Ugine

Enfants vus en consultations infantiles au cours de l'année
(Pédiatriques et/ou permanences de puériculture - hors VAD)



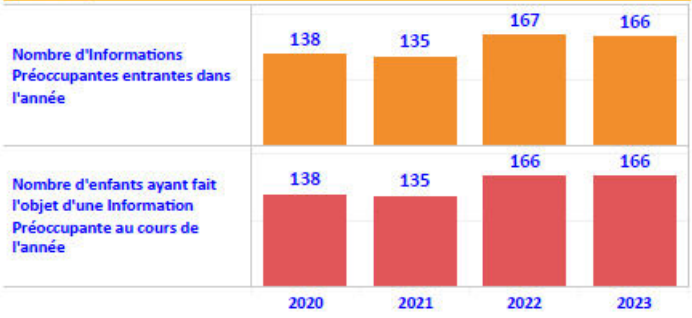
Nombre d'enfants savoyards placés
(Toutes mesures confondues - au 31 décembre)



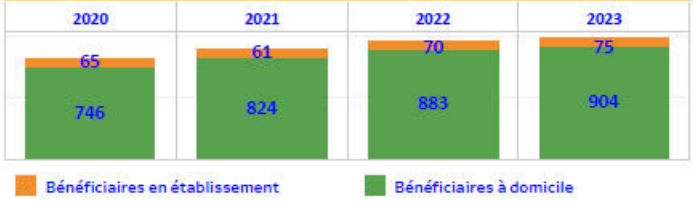
Bénéficiaires d'une aide au titre du Fonds Solidarité Logement
(Accès,maintien,MOC,Energies)



Les Informations Préoccupantes



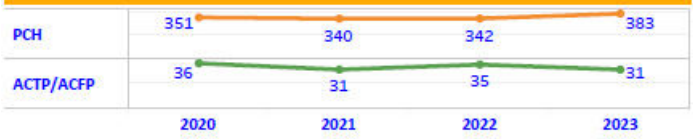
Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
(Au 31 décembre)



Contrats d'Engagements Réciproques et Actions d'insertion



Bénéficiaires d'allocations en faveur du handicap
Prestation de Compensation Handicap (PCH)
Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)
Allocation Compensatrice pour Frais Professionnelle (ACFP)
(Au 31 décembre)



3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2023

Les équipements de la maison sociale ont encore évolué au cours de l'année 2023, avec une volonté d'accueillir dans les meilleures conditions les personnes concernées par nos services et d'offrir de bonnes conditions de travail aux professionnels :

- Inauguration du centre social de Frontenex.
- Renouvellement complet de la flotte des véhicules (électriques).
- Hall 7 terminé pour les futures consultations de PMI.
- Finalisation des plans du nouveau centre social d'Ugine et démarrage des travaux en janvier 2024.
- Stabilisation des organisations en lien avec le développement du télétravail et les mesures d'économie d'énergie.
- Effectif global quasiment stabilisé sur les équipes, affectation d'une cheffe de service sur l'action sociale de proximité et arrivée d'une nouvelle directrice adjointe. Accueil de 4 apprentis en 2023.
- Mise en œuvre de continuité de service pendant la période de vacances d'hiver/jours fériés.

Une conférence sociale a été réalisée début décembre avec pour thématiques : l'aide alimentaire, les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), le SPIE, l'information préoccupante.

Action Sociale de Proximité (ASP) :

- Groupe de travail sur les violences conjugales, qui a donné lieu à la création de nombreux outils et de 28 fiches repères à destination des professionnels.
- Augmentation des demandes d'aides financières et d'urgence. Barèmes départementaux revus.
- Action « Cet été on campe » réalisée avec l'association « les étoiles d'Hestia ».
- Poursuite de l'accompagnement de l'épicerie solidaire et renforcement des articulations avec les associations caritatives sur le territoire.

Protection Maternelle Infantile (PMI) :

- Poursuite des bilans de santé en maternelle, avec un abaissement de l'âge à 3 ans pour dépister les éventuels troubles ou difficultés dans les meilleurs délais.
- Articulations et présences revues auprès des structures spécialisées (CADA, CHRS, centre maternel, CHU).
- Poursuite des consultations et suivis médicaux des enfants confiés au Département dans le cadre de la mission de protection de l'enfance.
- Action soutenue auprès des jeunes enfants issus de parcours migratoires.
- Recrutement d'un médecin vacataire dans l'attente de recrutement d'un médecin chef de service.
- Préparation au logiciel HORUS (gestion PMI).
- Inspection des établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE) en stations.

Enfance Jeunesse Famille (EJF) :

- Généralisation des concertations familiales avec présence des titulaires de l'exercice de l'autorité parentale pour les situations d'enfants confiés au Département.
- Consolidation des temps de régulation avec le parquet et les associations d'aides aux victimes.
- Travail renforcé entre les équipes EJF et les équipes éducatives de maisons d'enfants.
- Forte mobilisation des points écoute jeunes.
- Nouvelles modalités de travail avec la Maison de protection des familles.
- Informatisation du suivi des informations préoccupantes.
- Changement d'équipe d'encadrement.

Cohésion sociale (COSO) :

- Mise en œuvre du SPIE et préparation de France Travail.
- Poursuite du travail des Commissions Territorialisées d'Orientation avec la sous-préfecture, afin d'étudier collectivement toutes les demandes d'hébergement ou de logement d'insertion.
- Renouvellement des actions collectives destinés aux publics fragilisés.
- Participation à différents forums à destination de publics vulnérables.

Personnes Agées et Personnes Handicapées (PA/PH) :

- Activité globale toujours en augmentation sur 2023, avec toutefois une mise en œuvre des plans d'aides plus fluides.
- Coordination handicap très dynamique sur les territoires d'Albertville Ugine et de Tarentaise avec un élargissement du partenariat et l'organisation de réunions thématiques très suivies.
- Articulation et travail partenarial renforcée dans le cadre de la filière de gérontologie.
- Travail en lien avec la cohésion sociale et l'Agence Régionale de Santé (ARS) sur les nouvelles formes d'insalubrité de logement (punaises…).
- Poursuite de l'action « Repérage des fragilités » pour les personnes de plus de 60 ans avec la Communauté professionnelle Territoriale de Santé (CPTS), qui a obtenu un financement pour une mise en œuvre étendue de ce dispositif.
- Lien étroit avec l'université populaire d'Albertville.

4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024

Action Sociale de Proximité (ASP) :

- Elaboration et participation des équipes au renouvellement du contrat de ville d'Albertville.
- Ouverture du nouveau centre social d'Ugine.
- Prolongation du travail avec les partenaires et institutions sur la question des violences conjugales et intra familiales.
- Conférence sociale territoriale annuelle en 2024 en lien avec le secteur jeunesse et installation d'une coordination jeunesse.

Protection Maternelle et Infantile (PMI) :

- Consultations et suivis médicaux des enfants confiés au Département dans le cadre de la mission de protection de l'enfance.
- Consolidation des bilans de santé en maternelle sur le territoire.
- Recrutement d'un médecin chef de service.
- Etude du périmètre d'intervention de la sage-femme en lien avec un travail départemental sur ce sujet.
- Action « Café des parents » en maternelle sur le quartier du Champ de Mars à Albertville.

Enfance Jeunesse Famille (EJF) :

- Mise en œuvre d'une coordination de prévention et protection de l'enfance sur le territoire.
- Réflexion pour la mise en place d'un SEMOH (Service Educatif en Milieu Ouvert avec Hébergement) petite enfance (0-3 ans).
- Mise en œuvre et évaluation de l'informatisation du suivi des informations préoccupantes.

Cohésion sociale (COSO) :

- Mise en œuvre des collaborations et articulations avec France Travail.
- Actions collectives renouvelées à destination des bénéficiaires du RSA.

Personnes Agées et Personnes Handicapées (PA/PH) :

- Mise en place du Service informatique APA au 4ème trimestre 2024.
- Poursuite des travaux de regroupement des instances de la filière gérontologique et coordination handicap.
- Participation aux travaux de la CPTS.
- Projet architectural de l'aménagement des nouveaux services PA/PH.

Portrait de la Maison Sociale de l'Avant-Pays Savoyard

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Le territoire de l'Avant Pays est composé de 4 communautés de communes dont une est à moitié en Savoie et à moitié en Isère. La configuration du territoire fait que la population se répartit autour de 5 communes moyennes qui constituent autant de micro-bassins de vie. Le faible volume de population (environ 32 000 habitants) et la densité démographique font que de nombreuses structures ou organismes n'interviennent aujourd'hui que sous forme de permanences ou par l'intermédiaire des France Services. Le manque de services et la dégradation du système de soins en particulier amènent des tensions très fortes pour les usagers et en particulier les plus fragiles. Comme beaucoup de territoires de Savoie, et malgré la mise en place de maisons de santé sur le territoire, le manque de professionnels influe directement sur la santé des plus jeunes et des plus fragiles, comme les personnes âgées ou handicapées. Les difficultés d'accès s'étendent aujourd'hui aux paramédicaux, comme les orthophonistes et les psychomotriciens. De plus, l'offre médicale psychiatrique pour les adultes comme pour les enfants est complètement saturée. De nombreuses prises en charge ne sont pas effectuées ou alors trop tardivement.

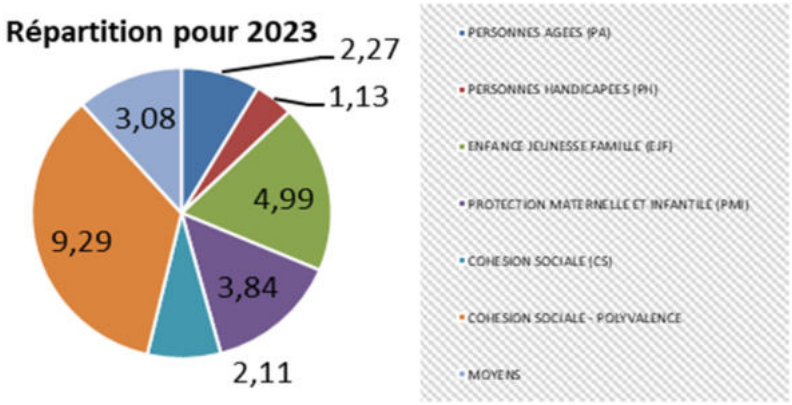
Dans ce contexte, les services de la Maison Sociale de l'Avant Pays Savoyard sont très en proximité des usagers avec une implantation des centres sociaux et des permanences qui maillent l'ensemble du territoire : 1 MSD, 4 centres sociaux et 2 permanences basées dans des mairies. Au niveau organisationnel, cela implique une gymnastique constante pour assurer un niveau nécessaire d'ouverture de nos centres sociaux au public et aux partenaires. Un travail permanent est mené à l'échelle des différents centres sociaux du Territoire, afin de permettre l'équilibre des charges et apporter un niveau de service de qualité et en proximité aux usagers.

La fermeture du Service d'Accompagnement Social et Educatif de Proximité « Parchemin » en septembre 2023 a été un moment marquant de l'année. L'accompagnement des familles a néanmoins été repris par le Val de Crène.

Pour contrer l'isolement des professionnels et décloisonner nos pratiques, la Maison Sociale est très mobilisée et consacre du temps au travail en réseau pour que l'ensemble des professionnels, élus, bénévoles du territoire se connaissent, développent une culture commune et construisent ensemble des solutions sur mesure. Le réseau « Santé Vulnérabilité » qui rassemble l'ensemble des acteurs de l'Avant Pays est un exemple fort de cet investissement nécessaire pour que, face aux défis qui sont devant nous, le collectif puisse nous permettre d'avancer et être ressource.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Direction	Secteur politique	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels
		2021	2022	2023
MSD Avant-Pays-Savoyard	PERSONNES AGEES (PA)	2,74	3	2,27
	PERSONNES HANDICAPEES (PH)	0,7	0,9	1,13
	ENFANCE JEUNESSE FAMILLE (EJF)	6,41	5,98	4,99
	PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI)	3,5	4,17	3,84
	COHESION SOCIALE (CS)	2,07	1,72	2,11
	COHESION SOCIALE - POLYVALENCE	9,87	10,07	9,29
	MOYENS	2,53	2,44	3,08
Sous-total MSD Avant-Pays-Savoyard		**27,82**	**28,28**	**26,71**



Portrait de la Maison Sociale de l'Avant Pays Savoyard

Pôle Social / SG
Observatoire social

Démographie : Présentation de la MSD au sein du Département - Insee - RGP 2018-2020

Savoie

	2018	2019	2020
Nombre de Communes	273	273	273
Pop Municipale	433724	436434	439750
Nombre d'habitants au Km²	72	72	
Naissances domiciliées	4442	4277	4235
Nombre de Familles	121581	122327	123170
Pop des moins de 6 ans	27866	27905	27620
Pop moins de 18 ans	91644	91729	92200
Pop des moins de 20 ans	101011	101150	101588
Pop 20-59 ans	216709	217965	218646
Pop 60-74 ans inclus	73924	74744	76394
Pop 75 ans et plus	42080	42574	43122

Maison Sociale Départementale

	2018	2019	2020
Nombre de Communes	45	45	45
Pop Municipale	30935	31084	31274
Nombre d'habitants au Km²	71	72	72
Naissances domiciliées	297	303	302
Nombre de Familles	9017	9063	9110
Pop des moins de 6 ans	2136	2141	2122
Pop moins de 18 ans	7257	7270	7296
Pop des moins de 20 ans	7791	7805	7816
Pop 20-59 ans	15026	15100	15123
Pop 60-74 ans inclus	5302	5344	5482
Pop 75 ans et plus	2816	2835	2852

Poids de la Maison Sociale dans le Département

	2018	2019	2020
% des Communes	16,0%	16,0%	16,0%
% Pop Municipale de la MSD/ ..	7,1%	7,1%	7,1%
Nombre d'habitants au km²	71,28	71,62	72,06
% des naissances	6,7%	7,1%	7,1%
% des Familles	7,4%	7,4%	7,4%
% Pop des moins de 6 ans	7,7%	7,7%	7,7%
% Pop des moins de 18 ans	7,9%	7,9%	7,9%
% Pop des moins de 20 ans	7,7%	7,7%	7,7%
% Pop des 20-59 ans	6,9%	6,9%	6,9%
% Pop des 60-74 ans	7,2%	7,1%	7,2%
% Pop des + de 75 ans	6,7%	6,7%	6,6%

Indicateurs de vulnérabilité

Les taux de 2021 à 2023 sont provisoires car basés sur la population des MSD au dernier recencement consolidé de 2020

	2018	2019	2020
Taux de Natalité (pour 100 habitants)	0,97%	0,97%	0,97%
% de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles du territoire	12,16%	12,16%	12,49%
Part des 60-74 ans au sein de la population de la MSD	17,14%	17,19%	17,53%
Part des + de 75 ans au sein de la population de la MSD	9,10%	9,12%	9,12%

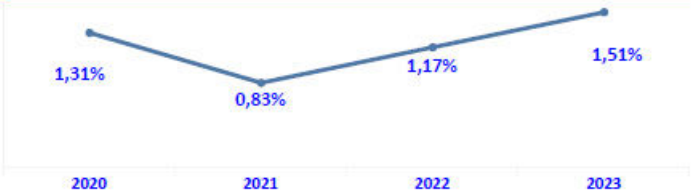
Taux de la population âgée de 0 à 59 ans bénéficiaires de la PCH
(Bénéficiaires au 31 décembre - hors ACTP)



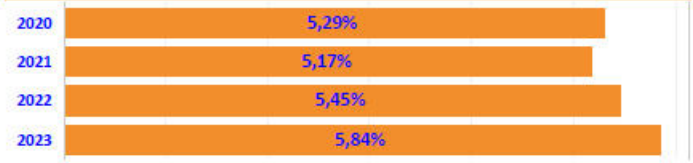
Taux de familles ayant bénéficié d'une aide financière au titre de l'ASE
(Hors Secours Président - taux annuel)



Taux d'enfants ayant fait l'objet d'une Information Préoccupante
(sur population des moins de 18 ans)



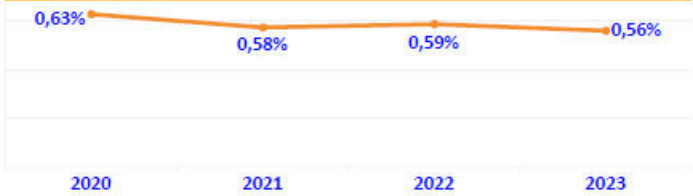
Taux de la population âgée de 60 et + bénéficiaires de l'APA
(Bénéficiaires au 31 décembre)



Foyers bénéficiaires du RSA

	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
Nombre total d'allocataires du RSA (DataCaf-Foyer)	273	334	262
% de foyers du territoire bénéficiaires du RSA / Total des foyers Bénéficiaires dans le département	5,5%	5,5%	4,9%

Taux de mineurs confiés à l'ASE (Dont MNA) sur population des moins de 18 ans
(Hors APJM - au 31 décembre)



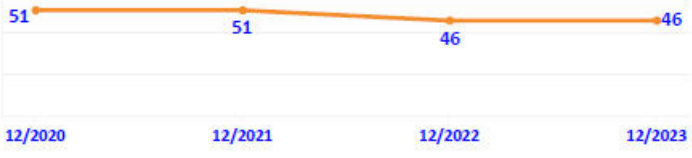
Chiffres clés de la Maison Sociale de l'Avant Pays Savoyard

Pôle Social / SG
Observatoire social

Enfants vus en consultations infantiles au cours de l'année
(Pédiatriques et/ou permanences de puériculture - hors VAD)



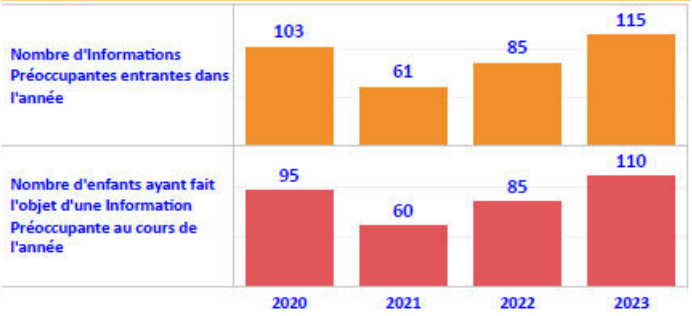
Nombre d'enfants savoyards placés
(Toutes mesures confondues - au 31 décembre)



Bénéficiaires d'une aide au titre du Fonds Solidarité Logement
(Accès,maintien,MOC,Energies)



Les Informations Préoccupantes



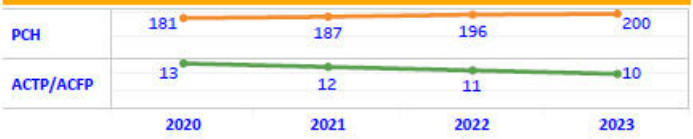
Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
(Au 31 décembre)



Contrats d'Engagements Réciproques et Actions d'insertion



Bénéficiaires d'allocations en faveur du handicap
Prestation de Compensation Handicap (PCH)
Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)
Allocation Compensatrice pour Frais Professionnelle (ACFP)
(Au 31 décembre)



3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023

Protection Maternelle Infantile (PMI) :

L'Avant Pays Savoyard connait une baisse des naissances de -12% en 2023 (263 naissances) comme sur le reste du département (-14%).

En 2023 le médecin de PMI chef de service a été recruté, permettant d'asseoir le fonctionnement du service PMI, d'accompagner les changements de pratique et d'organisation afin de recentrer la PMI sur son volet santé. L'informatisation de la PMI a débuté en 2023 et va se déployer complètement en 2024.

Les puéricultrices réalisent tous les bilans de santé dans les écoles maternelles depuis l'année 2022. Suite aux dépistages et orientations des puéricultrices, le médecin reçoit en bilans approfondis les enfants qui le nécessitent. Depuis la réorganisation des bilans de santé des enfants à l'école maternelle (BSEM), les liens avec les écoles ont été resserrés et la PMI apparait comme un lieu ressource. Les orientations par les enseignants sont dorénavant fluides et l'activité médicale est en hausse. 332 enfants de 3 à 4 ans ont ainsi pu avoir un bilan de santé pendant l'année scolaire 2022-2023. 89 d'entre eux ont également bénéficié d'un examen clinique par le médecin.

Parallèlement, 418 consultations de nourrissons ont été effectuées au cours de l'année pour 157 enfants soit 78 demi-journées organisées sur l'année dans les différents centres sociaux du territoire.

Les puéricultrices proposent également des permanences et des visites à domicile (au nombre de 77 en 2023). En 2023, elles ont effectué 100 actes de puéricultures. Cette activité est, à contrario des bilans de santé dans les écoles, en diminution. Une des explications est celle de la place de plus en plus importante prise par les sages-femmes libérales concernant l'accompagnement des mères mais aussi des nourrissons en sortie de maternité. La plupart des mères dans l'avant pays bénéficient désormais de leurs services. Ainsi, les sages-femmes libérales suivent la dyade mère-bébé pendant les premières semaines (contrôle de la prise de poids, soutien à l'allaitement, etc) alors que ce rôle était historiquement plutôt dédié à la puéricultrice de PMI.
Il est à noter également l'installation d'un pédiatre sur le secteur de Pont de Beauvoisin depuis quelques mois.

Concernant les assistantes maternelles et les assistantes familiales, le nombre de demandes est en légère diminution. Si le nombre de professionnels agréés reste important, la capacité d'accueil chez ces professionnels baisse.

L'offre de modes de garde collectifs est diversifiée et répartie sur l'ensemble des 4 communautés de communes qui composent le territoire. Les modes d'accueil collectif tendent à se développer avec des projets portés par les Communes ou les Communautés de communes en lien avec les Conventions Territoriales Globales de la CAF. Les projets de Maisons d'Assistantes Maternelles se développent (8 MAM créées en quelques années). Des projets issus du secteur privé (8 micro-crèches aujourd'hui) viennent parfois mettre à mal la cohérence de l'offre de services : concurrence aux projets publics existants ou aux assistantes maternelles implantées, niveaux de service de qualité très inégales. Ces développements nécessitent un accompagnement de la PMI très en amont des projets et une expertise particulière.

Le suivi des enfants confiés est aussi un axe de travail important de la PMI (5 enfants confiés reçus dans le cadre du dispositif Pegase[1] en 2023).

Enfance Jeunesse Famille (EJF) :

<u>Activité de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) :</u>

86 informations entrantes ont été réceptionnées par la CRIP en 2023 soit une augmentation très importante (presque deux fois + qu'en 2021). 42% ont été qualifiées en information préoccupantes. 38 IP qualifiées comme telles ont donc fait l'objet d'une évaluation.
En termes d'évaluation, on note donc une activité en augmentation progressive de + d'un quart depuis 2021.
Il est noté une accentuation des situations aux multiples filiations, ce qui augmente d'autant la charge d'évaluation en termes de rencontre des parents comme de l'ensemble des enfants résidant dans la cellule familiale (65 enfants concernés en 2023 contre 45 en 2022). La majorité des situations relève d'une séparation du couple parental avec émergence de conflits majeurs entre les deux parents. Les problématiques/suspicions de violences intra-familiales, physiques et ou psychiques sont très présentes dans les éléments reçus et pris en compte.
Enfin, en 2023 de nouvelles modalités informatiques pour traiter les informations préoccupantes ont été préparées puis mises en place à partir de janvier 2024 au niveau départemental.

[1] Il s'agit d'un programme de santé publique expérimental destiné aux jeunes enfants protégés. Il propose un suivi standardisé et des soins psychiques précoces qui visent à prévenir les séquelles à long terme des maltraitances infantiles chez les très jeunes enfants protégés.

A partir de septembre 2023, un poste de référent a été dédié à 40% de son temps à l'évaluation des IP. Cela permet de répondre à l'organisation départementale d'équipes semi-dédiées sur les territoires. L'évaluation de cette organisation sera réalisée en 2024.

Le chef de service EJF intervient également depuis cette année sur la CRIP du bassin aixois. Cette intervention inter-territoire permet de travailler l'harmonisation des pratiques à l'échelle de l'inter-territoire.

Activité du service EJF :

Le territoire portait jusqu'à l'été 2023 un Service d'Accompagnement Social et Educatif de Proximité qui devait évoluer vers un service d'Accueil Séquentiel pour mieux répondre aux besoins des familles. Cette évolution n'a pas pu avoir lieu et le service a dû arrêter son activité. Le Service d'Accompagnement aux Familles du Val de Crêne apporte en partie des solutions à cette fermeture et une partie des postes libérés par la fermeture du service sont en cours de redéploiement (sur le service EJF et la polyvalence). Le nombre de mesures d'Aide Educative à Domicile a particulièrement augmenté en 2023. Les placements chez un Tiers Digne de Confiance augmentent et sont un enjeu également pour l'année 2024 au vu des besoins d'accompagnement.

L'axe prévention est travaillé depuis plusieurs années sur le territoire :

- La Maison Sociale développe le travail de réseau avec les acteurs de l'enfance et de la jeunesse pour permettre une prise en compte en amont des situations. Le service EJF, la PMI et la polyvalence font de gros efforts sur la prévention. Le lien avec les écoles est particulièrement entretenu et fonctionne (via les Bilan de Santé PMI par exemple).
- Le territoire est doté de deux éducateurs de prévention (Sauvegarde de l'enfance) qui interviennent sur l'ensemble du territoire. Un des deux postes était jusqu'à présent expérimental. Leurs actions de proximité sont efficientes et concertées avec les centres sociaux, ce qui entraîne un accompagnement globalisé des enfants et de leur famille. Pour l'année 2024, un des enjeux sera la pérennisation de cette organisation.
- Un Point Ecoute a démarré en 2023 sur la Communauté de Communes de Yenne de manière expérimentale.

Personnes Agées et Personnes Handicapées (PA/PH) :

L'activité sur le volet Personnes Agées continue son augmentation au cours de l'année 2023 : +5% pour le nombre de bénéficiaires de l'Aide Personnalisée d'Autonomie (482), + 4% sur le nombre de suivis actifs (335) et + 9% pour le nombre d'entretiens à domicile ou au bureau (496). L'activité est marquée par un nombre croissant de révisions des plans d'aide avec des causes multifactorielles (droits APA ouverts pour 5 ans, aggravation de l'état de santé, difficultés à trouver des services, etc). Paradoxalement, le nombre de concertations et de situations complexes est en baisse. Les référentes inscrivent leurs interventions dans un partenariat très actif pour mobiliser le maximum d'expertises et de prises en charge.

Le nombre de Prestations de Compensation du Handicap - volet aides humaines poursuit sa diminution. Néanmoins, l'ouverture de la PCH aide humaine aux personnes souffrant de troubles psychiques, mentaux, cognitifs et Troubles du Neurodéveloppement, depuis le 1er janvier 2023, a nécessité un changement de pratiques notamment en préparation des visites à domicile et dans la mise en place d'un nouveau réseau partenarial. Tout ceci a été très mobilisateur pour l'équipe.

L'équipe est aussi intervenue sur 25 situations en dehors des dispositifs APA ou PCH : soit en amont pour vérifier une orientation, soit en expertise auprès des assistantes sociales de secteur ou à la demande de partenaires qu'ils soient médicaux ou sociaux.

En matière d'offres de service sur le territoire, les EHPAD sont bien implantés mais ils rencontrent, comme les services à domicile, les mêmes difficultés qu'ailleurs en termes de recrutement et d'organisation.
Sur le secteur du maintien à domicile on observe une augmentation des emplois directs, devenus aujourd'hui des partenaires à prendre en compte dans les actions développées. 15 professionnels des services d'aide à domicile ou emplois directs de l'Avant Pays Savoyard ont pu bénéficier d'une formation sur l'accompagnement des personnes confrontées à un problème d'incurie dans leur logement. Cette formation s'est déroulée sur trois demi-journées en novembre au sein de la Maison Sociale du Département. L'équipe PA/PH a pu présenter les dispositifs et missions qu'elle assure.
Un des enjeux de l'année à venir va être la mise en place de la réforme des Services Autonomie à Domicile pour apporter une offre de services à domicile plus fluide et cohérente pour l'usager et sa famille.

Le développement des solutions de répit et de soutien aux aidants est un enjeu majeur du virage domiciliaire que nous connaissons. Le service PA/PH porte ainsi un Café des aidants qui répond en partie à ces besoins. 10 séances, coanimées par une référente infirmière et la psychologue du service, ont pu être proposées sur le territoire cette année avec un succès grandissant.

La MSD a aussi été à l'initiative de la mise en place d'un forum biannuel sur le Bien vieillir et a coordonné la mise en œuvre des 3 éditions passées. Pour l'édition 2023, 89 personnes âgées et leurs aidants ont pu participer à ce forum (2 tables rondes et 29 stands de partenaires pour donner de l'information et commencer à apporter des réponses au public).

Enfin, au-delà du Réseau Santé Vulnérabilité qui se réunit tous les deux mois à l'échelle de l'Avant Pays, des initiatives plus locales sont aussi portées par l'équipe PA/PH. Ainsi, en pilotage avec la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé de Yenne, des « déjeuners partenaires » sont organisés sur le secteur de Yenne. Ils ont été rejoints par le Dispositif d'Appui à la Coordination. L'objectif de ces rencontres conviviales trimestrielles est de favoriser l'interconnaissance et de faciliter le travail de partenariat. En 2023, 4 déjeuners ont eu lieu. Ils ont réuni entre 11 et 18 partenaires médico sociaux du secteur.

Cohésion sociale (COSO) :

La cohésion sociale englobe deux grandes problématiques que sont le suivi du dispositif RSA et l'accompagnement dans et vers le logement.

Concernant le RSA, le nombre de bénéficiaires en file active se stabilise (517 bénéficiaires du RSA). Les types d'orientations se sont aujourd'hui inversés puisque les orientations sociales sont devenues majoritaires sur les orientations emploi, ce qui n'étaient pas le cas les années précédentes. Ceux qui restent dans le dispositif sont aussi ceux qui cumulent le plus de freins sociaux et sont donc accompagnés dans cet objectif. Les accompagnements renforcés connaissent ainsi une augmentation importante. La psychologue et l'accompagnatrice santé du CHS ont poursuivi le travail autour de l'accès aux soins concernant ce public spécifique.
Le nombre de bénéficiaires du RSA qui ont le statut de Travailleur Non Salarié repart à la hausse (+16% - 65 Bénéficiaires avec ce statut).
Le taux de contractualisation reste élevé sur le territoire bien que cette année, les absences au niveau des assistantes sociales aient freiné les contractualisations et les suivis des bénéficiaires du RSA.

Parallèlement, un important travail a été engagé au niveau de la construction et du développement des actions collectives :

- La relance du Groupe Ressources autour de la thématique « vie sociale/accès aux droits » a permis d'organiser 2 séances sur l'année.
- Le renouvellement de l'action d'insertion collective intitulée « Par Ambition » sur le secteur de Pont de Beauvoisin et des Echelles. L'action s'adresse à un public précaire (bénéficiaire du RSA ou non) en situation de parentalité et en difficultés d'insertion. Elle vise à aider les participants à développer un niveau d'autonomie leur permettant d'effectuer des démarches d'insertion sociales et professionnelles et de les accompagner dans leur rôle éducatif.

Il est à noter que la question de la mobilité a été pensée dès le montage du projet. En effet, cette problématique est cruciale et est un véritable frein à toute initiative collective sur le territoire de l'Avant Pays Savoyard.

La préfiguration du Service Public pour l'Emploi et l'Insertion a permis de travailler également avec nos partenaires emploi du territoire sur ce sujet avec le soutien de la chargée de mission SPIE. La réforme du RSA et de France Travail sera un enjeu pour 2024 : elle devra prendre en compte les difficultés de mobilité sur le territoire et le peu de services d'accompagnement et d'insertion en proximité.

Sur la partie logement, la tension sur le marché est dans l'Avant Pays moins importante qu'ailleurs bien qu'elle augmente néanmoins progressivement, du fait, notamment, de la baisse des accessions à la propriété. Il y a une attractivité relative pour les ménages qui ont des revenus ne leur permettant pas de se loger dans le Nord Isère ou sur le bassin aixois et chambérien. Le budget qui n'est pas mis dans le logement est par contre mis dans le transport puisque pour se déplacer, il est nécessaire d'être véhiculé. Le parc locatif privé est accessible à certains endroits pour les ménages avec très peu de ressources. Mais les familles, une fois entrées dans ces logements, sont confrontées à des charges très importantes et des habitats parfois vétustes. Une OPAH est relancée sur l'Avant Pays Savoyard depuis septembre 2023 mais le public le plus fragile ne peut pas facilement y accéder.
Pour les propriétaires, là aussi, et en particulier chez les personnes âgées, certains logements sont très dégradés et les situations d'incurie régulières. Le Fonds de Solidarité Logement Energie et Eau est bien mobilisé.
Le travail de prévention est important au sein des équipes pour accompagner le plus tôt possible les ménages en difficulté. 25 ménages ont été convoqués au stade du Commandement de payer mais seulement 48% se sont présentés et ont pu être accompagnés. Le nombre d'enquêtes d'assignation a mécaniquement augmenté en 2023. La prévention des expulsions locatives reste une priorité pour le territoire.

Transversalité :

Sur le territoire de l'Avant-pays savoyard, le travail en transversalité et le décloisonnement sont des axes de travail importants. Cela requiert un maillage fort entre les services, aussi bien en interne qu'en externe, pour penser et accompagner les situations les plus complexes dans leur globalité.

Le service d'action sociale de proximité (composé des assistantes sociales et des secrétaires de centres sociaux) est la première porte d'entrée du public pour assurer un accueil social inconditionnel, orienter vers les bons interlocuteurs et proposer un accompagnement global.

Au titre de l'action sociale de proximité sont travaillés plusieurs axes :

- Le renforcement des liens avec les France Services du territoire, avec plusieurs rencontres en proximité et la participation au travail départemental sur la charte des bonnes pratiques pour améliorer nos articulations. La question de la dématérialisation des démarches administratives et de l'accès au numérique se travaille à ce niveau-là. Cet axe va se développer en 2024 avec l'arrivée de médiateurs numériques sur certains bassins de vie. Le maillage territorial pour assurer le premier accueil inconditionnel ne suffit néanmoins pas à résoudre les difficultés importantes que le public accompagné rencontre avec les organismes sociaux payeurs. Cela fait partie aussi des enjeux qu'il est nécessaires de travailler collectivement.
- Un travail partenarial sur les questions de l'aide alimentaire : une réunion en mars 2023, co-pilotée avec l'Etat, a réuni l'ensemble des associations œuvrant sur l'Avant Pays dans le cadre de la distribution alimentaire. Cette première rencontre a permis aux différents acteurs de se connaitre, de comprendre le fonctionnement de chacun, de repérer les complémentarités et de s'inspirer des pratiques des uns et des autres.
- Enfin un travail transversal autour des violences conjugales avec une formation pour les acteurs de l'Avant Pays en octobre 2023 et la poursuite du travail de réseau.

4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024

En externe :

La mobilisation des équipes pour **développer le travail partenarial et faire émerger des projets ou des réponses communes** va se poursuivre : déploiement du Point Ecoute Jeunes, poursuite du travail partenarial sur la prévention jeunesse, maintien et pérennisation des actions café des aidants et déjeuners partenaires, travail avec les CPTS, les professionnels de santé, les acteurs du handicap et des personnes âgés, autour entre autres, des violences conjugales, coordination locale concernant l'aide alimentaire, rapprochement avec les services sociaux côté Isère et Ain, travail collectif au niveau de l'Avant Pays avec l'ensemble des France Services du territoire …

Les réformes ou les évolutions en cours ou à venir vont être accompagnées tout au long de l'année 2024 : poursuite de la mise en œuvre de la Loi Taquet en protection de l'enfance (TDC…), réforme des Services Autonomie à Domicile, participation au travail en amont de la réforme du RSA et de France Travail, renforcement de la prévention autour du logement avec la loi Kasbarian …

En interne :

Pour 2024, les axes forts sont les suivants :

- La réorganisation des centres sociaux du Département avec le rattachement des communes de la Communauté de Communes du Lac d'Aiguebelette au CSD de St Genix et l'ajout d'un 0,5 ETP d'assistante sociale sur le secteur de Yenne par déploiement.
- La poursuite des travaux pour **améliorer l'accueil du public et les conditions de travail des agents**. L'ensemble des centres sociaux ont pu bénéficier de travaux au cours de ces dernières années. Le centre social des Echelles connaitra des travaux conséquents en 2024.
- **L'accompagnement des équipes au changement de pratiques** avec l'informatisation de plusieurs process : information préoccupante, activité de la PMI avec le logiciel Horus, système d'information APA, France Travail …

Portrait de la Maison Sociale du Bassin Chambérien

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Dans le cadre de ses missions en matière de protection de l'enfance, de protection maternelle et infantile et d'accompagnement social, la Maison sociale s'est engagée l'an passé dans la mise en place d'un plan d'actions en matière de prévention des violences intrafamiliales, avec l'ensemble des partenaires, afin de rendre plus lisibles les ressources disponibles pour construire des réponses aux besoins. Cette année, les formations des professionnels de territoire se sont poursuivies et les liens avec les partenaires se sont renforcés pour améliorer de manière constante le service rendu à la population.

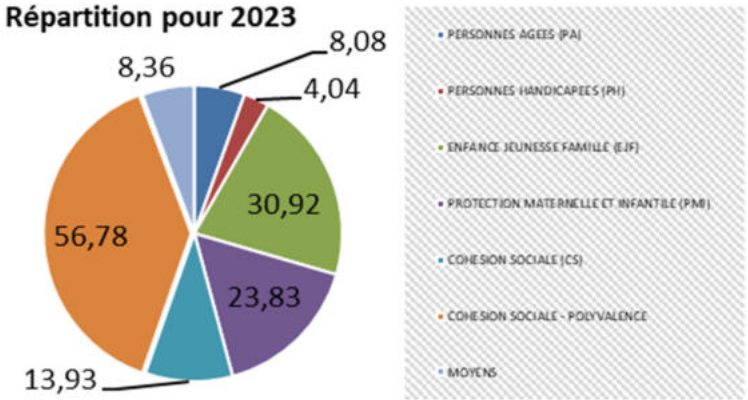
Après une année de travail avec les équipes une nouvelle organisation des services en matière d'Enfance Jeunesse Famille a été définie afin de répondre à l'objectif d'améliorer la continuité dans l'accompagnement des familles.

Le territoire est particulièrement riche en acteurs institutionnels et associatifs sur tous les champs des politiques sociales et médico-sociales. Cela appelle une attention particulière, afin de construire des réponses à la population complémentaires et coordonnées.

La maison sociale est très bien identifiée sur le territoire et sollicitée sur de nombreux projets partenariaux. La ville de Chambéry et l'agglomération Grand Chambéry portent des projets structurants et pluri-partenariaux impactant nos missions et l'accompagnement des publics : Contrat de ville, CLSPDR, Cité éducative, Réussite scolaire, Logement d'abord /Carnet d'information du logement (CIL), Territoire Zéro Non Recours.

2. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Moyens dédiés à la politique

Direction	Secteur politique	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels
		2021	2022	2023
MSD Bassin Chambérien	PERSONNES AGEES (PA)	8,06	8,24	8,08
	PERSONNES HANDICAPEES (PH)	3,99	4,12	4,04
	ENFANCE JEUNESSE FAMILLE (EJF)	31,57	30,87	30,92
	PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI)	18,5	23,22	23,83
	COHESION SOCIALE (CS)	14,01	14,13	13,93
	COHESION SOCIALE - POLYVALENCE	61,81	55,55	56,78
	MOYENS	8,23	7,73	8,36
Sous-total MSD Bassin Chambérien		146,17	143,86	145,94



Portrait de la Maison Sociale du Bassin Chambérien

Pôle Social / SG
Observatoire social

Démographie : Présentation de la MSD au sein du Département - Insee - RGP 2018-2020

Savoie

	2018	2019	2020
Nombre de Communes	273	273	273
Pop Municipale	433724	436434	439750
Nombre d'habitants au Km²	72	72	
Naissances domiciliées	4442	4277	4235
Nombre de Familles	121581	122327	123170
Pop des moins de 6 ans	27866	27905	27620
Pop moins de 18 ans	91644	91729	92200
Pop des moins de 20 ans	101011	101150	101588
Pop 20-59 ans	216709	217965	218646
Pop 60-74 ans inclus	73924	74744	76394
Pop 75 ans et plus	42080	42574	43122

Maison Sociale Départementale

	2018	2019	2020
Nombre de Communes	27	27	27
Pop Municipale	136004	137141	138812
Nombre d'habitants au Km²	459	463	469
Naissances domiciliées	1572	1717	1517
Nombre de Familles	35926	36269	36618
Pop des moins de 6 ans	8989	9005	9007
Pop moins de 18 ans	28187	28254	28435
Pop des moins de 20 ans	32590	32698	32960
Pop 20-59 ans	68702	69205	69817
Pop 60-74 ans inclus	21643	21973	22454
Pop 75 ans et plus	13068	13264	13581

Poids de la Maison Sociale dans le Département

	2018	2019	2020
% des Communes	10,0%	10,0%	10,0%
% Pop Municipale de la MSD/ ..	0,3	0,3	0,3
Nombre d'habitants au Km²	459,0	463,0	469,0
% des naissances	35,4%	40,1%	35,8%
% des Familles	29,5%	29,6%	29,7%
% Pop des moins de 6 ans	32,3%	32,3%	32,6%
% Pop des moins de 18 ans	30,8%	30,8%	30,8%
% Pop des moins de 20 ans	32,3%	32,3%	32,4%
% Pop des 20-59 ans	31,7%	31,8%	31,9%
% Pop des 60-74 ans	29,3%	29,4%	29,4%
% Pop des + de 75 ans	31,1%	31,2%	31,5%

Indicateurs de vulnérabilité

Les taux de 2021 à 2023 sont provisoires car basés sur la population des MSD au dernier recencement consolidé de 2020

	2018	2019	2020
Taux de Natalité (pour 100 habitants)	1,17%	1,25%	1,09%
% de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles du territoire	16,05%	16,01%	16,02%
Part des 60-74 ans au sein de la population de la MSD	15,91%	16,02%	16,18%
Part des + de 75 ans au sein de la population de la MSD	9,61%	9,67%	9,78%

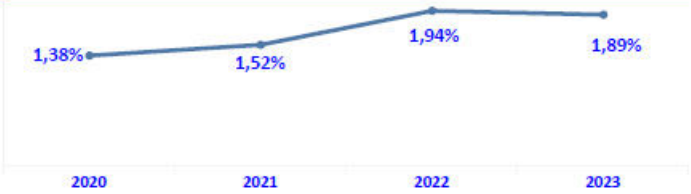
Taux de la population âgée de 0 à 59 ans bénéficiaires de la PCH
(Bénéficiaires au 31 décembre - hors ACTP)



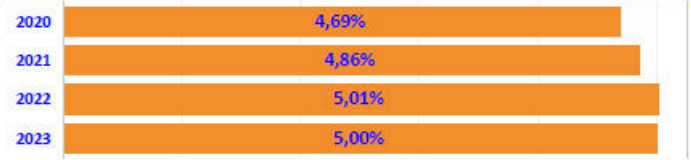
Taux de familles ayant bénéficié d'une aide financière au titre de l'ASE
(Hors Secours Président - taux annuel)



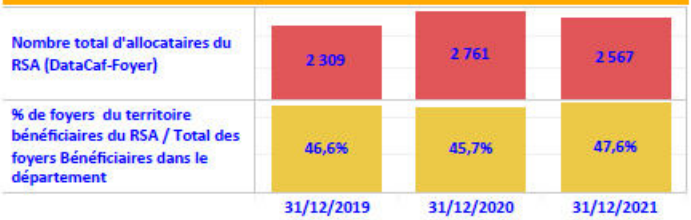
Taux d'enfants ayant fait l'objet d'une Information Préoccupante
(sur population des moins de 18 ans)



Taux de la population âgée de 60 et + bénéficiaires de l'APA
(Bénéficiaires au 31 décembre)



Foyers bénéficiaires du RSA



Taux de mineurs confiés à l'ASE (Dont MNA) sur population des moins de 18 ans
(Hors APJM - au 31 décembre)



Chiffres clés de la Maison Sociale du Bassin Chambérien

Pôle Social / SG
Observatoire social

Enfants vus en consultations infantiles au cours de l'année
(Pédiatriques et/ou permanences de puériculture - hors VAD)



Nombre d'enfants savoyards placés
(Toutes mesures confondues - au 31 décembre)



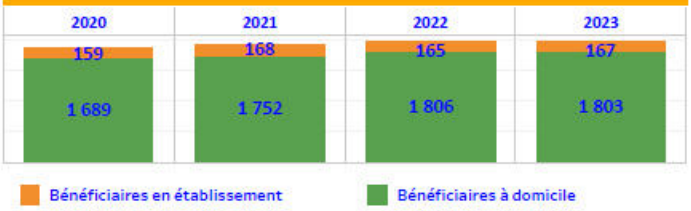
Bénéficiaires d'une aide au titre du Fonds Solidarité Logement
(Accès,maintien,MOC,Energies)



Les Informations Préoccupantes



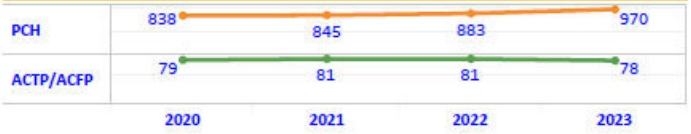
Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
(Au 31 décembre)



Contrats d'Engagements Réciproques et Actions d'insertion



Bénéficiaires d'allocations en faveur du handicap
Prestation de Compensation Handicap (PCH)
Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)
Allocation Compensatrice pour Frais Professionnelle (ACFP)
(Au 31 décembre)



3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023

Enfance Jeunesse Familles (EJF) :

- Appui renforcé par l'équipe de protection de l'enfance auprès des assistants familiaux afin de soutenir la prise en charge des enfants confiés.
- Renforcement du « pouvoir d'agir » des familles dans la construction du projet pour l'enfant (PPE).
- Poursuite de la sensibilisation des professionnels aux violences intrafamiliales et aux impacts sur les enfants.
- Renforcement des actions de soutien à la parentalité en s'appuyant sur les lieux ressources.

Protection Maternelle et Infantile (PMI) :

- Accompagnement des professionnels sur le cadre législatif et réglementaire lié aux procédures d'agréments et aux capacités d'accueil des assistants maternels, par la cadre de santé en charge des modes de garde.
- Création et mise en place d'actions collectives auprès des familles : investissement des compétences langagières de l'enfant (ateliers de psychomotricité parents-enfants, ateliers massages parent-enfant).
- Participation au projet de « Cité Educative » porté par la ville de Chambéry dans le champ de la parentalité et des modes de garde en faveur des territoires prioritaires.
- Poursuite des interventions de proximité des psychologues de prévention en direction des familles pour un travail de qualité.
- Mise en place d'un programme de prévention des familles vulnérables « bébé et sa cordée » en partenariat avec les associations de travailleuses d'intervention sociale et familiale, et les psychologues EJF.
- Mise en pratique d'un protocole qualitatif des dépistages lors des bilans de santé en école maternelle.
- Renforcement de l'attractivité de la profession d'assistante maternelle, en organisant des réunions d'information centralisées et par la participation au forum des métiers de la petite enfance organisé par la ville de Chambéry.
- Poursuite de la démarche « Petits Pas, Grands Pas » avec des supervisions trimestrielles, afin de construire un référentiel commun autour de l'attachement (puéricultrices, médecins PMI, sages-femmes).
- Poursuite du suivi médical des enfants confiés, et participation au programme PEGASE.

Personnes Agées et Personnes Handicapées (PAPH) :

- PCH : augmentation des demandes d'évaluation de +26%, soit 153 sur l'année 2023, en lien avec l'élargissement du droit aux personnes présentant des troubles psychiques, mentaux, cognitifs ou des troubles du neurodéveloppement. Certains bénéficiaires présentent des situations sociales et familiales complexes, requérant un temps d'accompagnement plus important. Au 31 décembre 2023, le nombre de bénéficiaires de la PCH était de 610 pour de l'aide humaine à domicile (+15% et 47% des bénéficiaires du territoire).
- APA : le nombre de bénéficiaires APA à domicile a augmenté cette année d'une quinzaine de bénéficiaires soit +9,5 % en 3 ans. Cette croissance est en adéquation avec le vieillissement de la population. Le nombre de bénéficiaires de l'APA du bassin Chambérien représente environ 30% des bénéficiaires du Département, ce qui reste une proportion stable. En 2023, il y a eu 1361 demandes d'APA traitées. Le temps requis pour le traitement de chaque demande est plus long du fait de la pénurie de main d'œuvre dans les SAAD et de la complexité des situations. Tout comme avec les retraités de la CARSAT, une reconnaissance mutuelle des évaluations avec la MSA s'est mise en place fin 2023, afin de simplifier les démarches pour les usagers.
- Soutien aux aidants : mise en place d'un « café des aidants » en coanimation avec l'Accueil Savoie Handicap, au café Hector au sein du musée des beaux-arts à Chambéry, un jeudi par mois en fin de journée. En 2023, il y a eu 104 participations. Parallèlement, la psychologue a accompagné 66 aidants de personnes âgées (31 en visite à domicile et 35 en entretien téléphonique).
- Le service PA-PH a participé à l'organisation de temps forts collectifs tels les immersions handicap, le forum bien vieillir, un travail avec un artiste en vue de la création d'une bande dessinée et à la journée nationale des aidants.
- Le CLIC a poursuivi son travail d'information des partenaires, au travers d'une lettre d'information envoyée à près de 500 destinataires et des usagers, via sa mission d'accueil physique et téléphonique.

Cohésion Sociale (COSO) et Action Sociale de Proximité (ASP) :

Logement :

- Il existe une tension importante entre l'offre et la demande : le niveau de pression est de 4,16 sur Grand Chambéry contre 3,46 en Savoie. La typologie sur laquelle la tension existe concerne les petits logements : 37% sur les T2 qui ne représentent que 23% du parc existant. Les créations de logements peinent à répondre à la demande du fait d'une charge foncière importante impactant le coût de projets. Les bailleurs doivent également répondre à des nécessités de rénovation du parc existant. Le parcours résidentiel se grippe au détriment des plus démunis : du fait

de la hausse des taux d'intérêt et de la hausse de l'immobilier, les locataires le restent plus longtemps et peinent à accéder à la propriété. La demande de logement social a augmenté de +10% entre 2021 et 2022.
- Alors que le poids démographique du territoire est de 31,2% par rapport à l'ensemble du département, 72% des places d'hébergement d'urgence ou de logement d'insertion sont localisées sur le territoire de la Maison Sociale (1264 places). Cela nécessite un travail de maillage partenarial important.

RSA - Insertion :
- Taux de chômage : 5,6 % sur le territoire contre 5,4% au niveau départemental > +0,2 % sur un an.
- 67,0% des demandeurs d'emploi de Savoie résident sur le Bassin Chambérien > +1,8 % sur un an.
- 2 718 personnes sont allocataires du RSA sur le Bassin Chambérien, soit environ 46,5% de la population allocataire du RSA du Département, en légère diminution par rapport à 2022 (-1,2% environ).
- 912 nouveaux allocataires du RSA (56% orientés social / 44 % orientés emploi) en 2023, soit une hausse significative par rapport à 2022 (+26,6%). Les raisons en sont multiples : nouveaux habitants, fin de droit allocation chômage, séparation conjugale, lutte contre le non recours.
- Le Taux de contractualisation avec les bénéficiaires du RSA sur la MSD-BC (MSD BC, Sasson, MLJ, CCAS de Chambéry, travailleurs non-salariés) est estimé à 60%, ce qui est supérieur à la moyenne nationale.
- L'accompagnement social porte principalement sur l'accès aux droits / accompagnement social (30%), accès aux soins / santé (20%), lien social (10%), accompagnement par le service public de l'emploi (10%).

4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024

Enfance Jeunesse Familles (EJF) :

- Le développement des concertations familiales, nécessaires pour renforcer la co-construction du Projet Pour l'Enfant avec le mineur et sa famille.
- Le pilotage des mesures en milieu ouvert est un enjeu important afin d'ajuster les moyens aux besoins.
- Le projet avec la cité des Arts en faveur des enfants confiés et de leurs familles se poursuit et permet d'ouvrir des jeunes à l'expression et à la culture.
- La poursuite des actions de prévention précoce en faveur des très jeunes enfants impliquant l'intervention des TISF.
- Le déploiement de la nouvelle organisation du service enfance jeunesse et famille, associé à la mise en place d'une équipe de professionnels semi spécialisée dédiée aux informations préoccupantes.

Protection Maternelle et Infantile (PMI) :

- Poursuite et renforcement des connaissances théoriques et pratiques du projet « Petits pas ; grands pas » avec une formation au dépistage du retrait relationnel du nourrisson.
- Projet de formation à la vidéo comme outil thérapeutique dans la relation parent-enfant.
- Poursuite des ateliers collectifs sur les compétences langagières, la psychomotricité, et les ateliers massages parent-enfant.
- Renfort médical au staff médico-social de la maternité, pour permettre une coordination pertinente des situations.
- Engagement d'une réflexion sur la communication au grand public du service de PMI pour permettre une meilleure accessibilité à la population.
- Poursuivre la qualité du suivi des structures d'accueil avec la présence et la pertinence du cadre de santé en charge des modes de gardes.
- Poursuite des projets engagés sur la qualité des bilans de santé en école maternelle.

Personnes Agées et Personnes Handicapées (PA/PH) :

- Poursuivre les liens partenariaux avec les différentes structures d'hébergement alternatives ou colocations pour les séniors et les personnes en situation de handicap : résidences séniors, habitats inclusifs, habitats intergénérationnels…
- Poursuite des travaux de la filière gérontologique, notamment le groupe de travail permettant de fluidifier le parcours de la personne âgée, renforcer le maillage partenarial et la coordination « ville-hôpital ».
- Organisation d'un temps fort à l'automne autour de la Semaine bleue, semaine nationale des séniors.
- Participation aux travaux d'informatisation autour de l'APA.
- Poursuivre la rédaction de la lettre du CLIC et la promotion du service PA-PH et augmenter le nombre de destinataires de la lettre du CLIC pour assurer une diffusion plus large des informations gérontologiques.

Cohésion Sociale (COSO) et Action Sociale de Proximité (ASP) :

Logement :

- Clarification des enjeux de domiciliation auprès des différentes associations présentes sur le bassin chambérien : CCAS, Accueil de Jour, Sasson, Savoie de Femmes, structures d'accompagnement des demandeurs d'asile.
- Participation au travail partenarial de cotation des demandes de logement social, à la commission de médiation du Droit au Logement Opposable (DALO).
- Information et accompagnement des demandeurs de logement, quelle que soit leur situation (y compris les salariés), travail de maillage territorial avec les structures logeant des publics spécifiques : Sasson, Savoie de femme, CCAS de Chambéry, CHS, structures d'aide aux demandeurs d'asile…
- Poursuite des actions collectives avec nos partenaires pour les jeunes, notamment en sortie de l'Aide Sociale à l'Enfance, et les personnes concernées par une procédure d'expulsion locative.

Insertion :

- Poursuite des travaux engagés pour l'amélioration du suivi des allocataires et connaissance de leur profil pour améliorer leur accompagnement vers l'emploi et en lien avec la réforme de France Travail.
- Généralisation des diagnostics partagés avec France Travail pour les nouveaux allocataires du RSA orientés emploi et pour les anciens allocataires sortis du dispositif du RSA sur les quartiers de politique de la Ville, renforcement du suivi de certains profils d'allocataires : Travailleurs Non Salariés, jeunes de -26 ans, gens du voyage itinérants, personnes accompagnées par le CCAS de Chambéry (développement d'outils internes et en lien avec les partenaires)
- Mise en œuvre opérationnelle du marché en faveur des allocataires Travailleurs Non Salariés, afin de mieux accompagner ces publics dans leur projet : mise en place de l'articulation avec l'équipe « Crescendo ».
- Développement d'actions visant la levée des freins périphériques à la reprise d'emploi : garde d'enfants, maitrise de la langue.

Transversalité :

La Maison Sociale du Département poursuit sa fonction ressource en matière de politiques sociales et médico-sociales et s'investit pleinement dans les projets structurants et/ou innovants sur le territoire.

Portrait de la Maison Sociale de la Combe de Savoie

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Entre Bauges, Belledonne et Chartreuse, la Maison Sociale de la Combe de Savoie recouvre un secteur de 41 communes intégrées à la communauté de communes de Cœur de Savoie pour 37 495 habitants (chiffres 2020), soit 8,5 % de la population départementale (Insee 2020). Elle comporte deux cantons : le canton de Montmélian et une partie du canton de Saint-Pierre-D'albigny. Elle est dotée de 4 centres sociaux du département (CSD) et d'1 centre local d'information et de coordination (CLIC). Ce territoire est composé de plusieurs bassins de vie, principalement organisés autour de Saint Pierre d'Albigny, Chamoux sur Gelon, Val Gelon la Rochette et Montmélian.
Desservi par deux autoroutes et deux voies ferrées, ce territoire est un point de passage obligé pour les vallées de la Maurienne et de la Tarentaise et le long de l'axe Lyon-Turin. Il se caractérise par une tradition industrielle ancienne mais aussi par une culture viticole importante.
La croissance annuelle de la population est importante et régulière (+0,4% annuellement, pour une moyenne départementale de +0,8% ; +4,5% entre 2014 et 2020). Les projections de l'INSEE prévoient une croissance démographique constante pour les années futures. L'évolution positive tient surtout du solde migratoire. Elle intervient dans un contexte semi-rural marqué par une accélération de l'urbanisation depuis ces dernières années :

- 33% de la population a moins de 30 ans.
- On note une hausse forte et régulière des personnes ayant plus de 75 ans (+ 20% en 10 ans).
- La population est de type classe moyenne, marquée par une représentation élevée des retraités (29%).

L'attractivité foncière et économique de ce territoire contribue activement à son dynamisme démographique. L'activité économique est dynamique et diversifiée.
La communauté de communes Cœur de Savoie couvre le même territoire que la maison sociale du Département (MSD), avec les compétences petite enfance, enfance jeunesse et personnes âgées. La dernière analyse des besoins sociaux (ABS) a été réalisée en 2023. 3 thématiques prioritaires en ressortent : la jeunesse, les seniors et l'accès au droit.

La plupart des diagnostics (ABS, groupes de travail partenariaux…) mettent en évidence pour notre territoire des problématiques de mobilité, d'accès au numérique à tous les âges et d'attractivité des métiers.

Mobilité :

58 % des actifs de la Combe de Savoie travaillent à l'extérieur du territoire, dont 30 % vers le bassin chambérien. La question de la mobilité ressort comme l'un des thèmes prioritaires des rencontres partenariales du CLIC, mais aussi comme une difficulté majeure des populations que nous accompagnons, notamment dans le secteur de l'insertion. En ce qui concerne les personnes âgées, cette problématique touche les seniors comme les aidants.
La Communauté de Communes assure un certain nombre de compétences en matière de transport et de gestion des mobilités. Elle mène également une réflexion transversale sur la mobilité.
Les différents bassins de vie s'organisent aussi autour de cette question. Par exemple, une activité de transport à la demande a été envisagée dans le cadre de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur longue durée » (TZCLD) menée sur le secteur de Val Gelon la Rochette.
Il est à noter que les questions de mobilité et d'accès aux soins sont plus sensibles pour les communes éloignées ou isolées.

Eloignement des services et zones blanches :

Une problématique d'accès aux réponses du fait d'un positionnement proche de Chambéry est également très présente sur notre territoire, accentuée par la question de l'absence de transports et des difficultés de mobilité évoquées ci- avant. L'agglomération Chambérienne bénéficie d'un nombre important de services de proximité, qui fait contraste avec notre territoire, moins pourvu. Nos populations les plus défavorisées ou éloignées ne se déplacent pas et de ce fait renoncent, avec l'illusion d'une réponse de proximité qui reste concentrée sur les agglomérations importantes.
Cet éloignement est particulièrement sensible dans le champ du handicap et de la santé psychique, mais également sur le plan associatif et institutionnel (entre plusieurs filières, entre plusieurs pôles de justice par exemple).

Accès à la Santé :

Comme évoqué ci-avant, l'accès aux soins reste difficile pour nos populations dans la mesure où par ailleurs, les équipes mobiles ne desservent pas ou peu notre territoire : l'équipe mobile de géronto-psychiatrie du Centre Hospitalier Spécialisé de la Savoie (CHS), l'équipe mobile gériatrique extrahospitalière (EMGEH) du CH Métropole Savoie. Autre exemple : Intermed (infirmiers médiateurs de santé) concentre principalement ses interventions sur l'agglomération Chambérienne.

La part d'enfants de 3-17 ans est importante et en hausse, avec des difficultés identifiées sur toutes les tranches d'âge en matière de santé mentale (hausse des troubles anxieux et dépressifs), et une absence de réponse de proximité suffisante pour les jeunes rencontrant des troubles psychiques et psychiatriques.

Il convient de souligner la dynamique locale du réseau des partenaires de santé, qui s'appuie sur la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS), avec une coordination MRRS, Respect 73 et une dynamique d'information des professionnels de santé du territoire en lien avec la MSD. La CPTS est très active sur notre territoire, elle a été officialisée en 2020.

Accès aux outils numériques pour les plus précaires :

Les deux France Services portées par la communauté de communes sont un vrai plus pour notre territoire, avec des implantations sur les principaux bassins de vie et un conseiller numérique particulièrement dynamique. L'explosion des demandes met cependant en difficulté les professionnels, qui soulignent la forte hausse des accueils. La rupture numérique reste une cause majeure de renoncement au droit, en lien avec la diminution des accueils de proximité de nombreux partenaires.

Accès au logement et maintien dans le logement :

Le nombre de logements sociaux reste stable, avec une part de logements sociaux de 11,8% contre 14,6% sur le Département. Les travailleurs sociaux de la MSD soulignent une problématique locale de prévention des impayés de loyer et des expulsions locatives, notamment sur le secteur de Montmélian. Nous constatons une augmentation des situations sans réponse avec une impuissance des travailleurs sociaux et des situations de blocage ou de rupture qui ne permettent pas de travailler suffisamment au maintien dans le logement. Par ailleurs, les cas d'incurie sont également en forte hausse, avec des situations très dégradées, découvertes tardivement et pour lesquelles nous n'avons pas de solutions à court terme car les services spécialisés sont débordés ou coûteux.

Attractivité des métiers :

La question de l'attractivité des métiers ressort comme l'un des 2 thèmes prioritaires des rencontres partenariales du CLIC. Cette problématique nationale nous impacte à plusieurs titres : fragilité des partenaires, difficultés de recrutement dans l'ensemble des métiers, dont les nôtres, impossibilité de réaliser les services prévus ou d'appliquer les décisions prises (aide à domicile, placements, etc). Ce contexte met en grande difficulté les professionnels, qui peinent à trouver des solutions d'accueil ou d'accompagnement des personnes et qui se découragent malgré leur engagement (épuisement, instabilité des équipes, détournement de la profession, etc).

Absence de solutions et manque de places :

La question de l'absence de solutions reste un sujet préoccupant, qui déstabilise les professionnels confrontés à leur impuissance et à la perte de sens. Cette problématique touche tous nos secteurs et de nombreuses structures partenaires ou professionnels (SAAD, SIAD, MECS, TISF…), avec des impacts sur les personnes accompagnées comme sur les personnels :

- Pénurie de places ou inadéquation de la réponse aux besoins en protection de l'enfance : absence de solutions d'accompagnement éducatif ou d'hébergement, non mise en œuvre des mesures préconisées (de nombreux placements décidés restent en AEMO par exemple, alors qu'il serait indispensable qu'un placement se mette en place avec un accompagnement en référence EJF).
- Incompréhension, souffrance et agressivité des familles du fait de mesures prononcées non exercées.
- SSIAD et SAAD en difficulté pour couvrir les besoins et répondre aux plans d'aide proposés, qui entrainent des ruptures et une absence de fluidité des parcours.

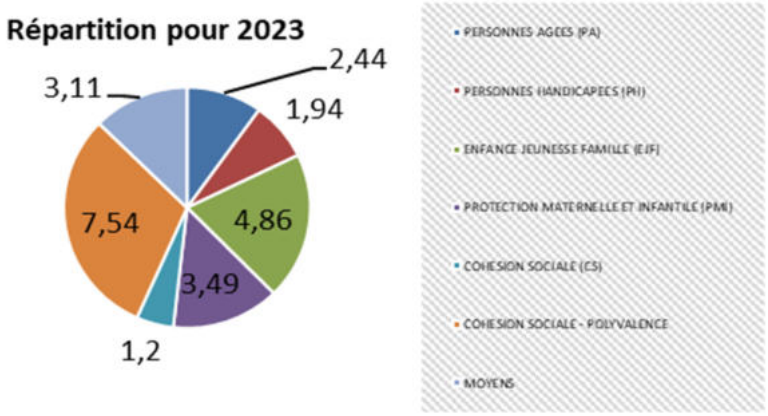
Complexité accrue des situations accompagnées :

Avec le vieillissement de la population, les équipes sont confrontées à des situations de perte d'autonomie de plus en plus complexes à traiter.
La question de la jeunesse et du handicap est également au cœur de nos préoccupations, avec notamment l'absence de solutions spécialisées. Par exemple :

- des situations de petite enfance mettent en grande difficulté les structures classiques, les établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE), faute de places en structures spécialisées (Centres d'Action Médico-Sociale Précoce - CAMPS- par exemple) ;
- la « complexification » des situations des enfants et des familles et l'augmentation des situations relevant du secteur psychiatrique en l'absence de réponses de proximité adaptées.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

Direction	Secteur politique	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels
		2021	2022	2023
MSD Combe de Savoie	PERSONNES AGEES (PA)	2,04	2,26	2,44
	PERSONNES HANDICAPEES (PH)	1,94	1,13	1,94
	ENFANCE JEUNESSE FAMILLE (EJF)	5,01	4,65	4,86
	PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI)	4,54	4,39	3,49
	COHESION SOCIALE (CS)	1,56	1,83	1,2
	COHESION SOCIALE - POLYVALENCE	8,42	9,18	7,54
	MOYENS	2,97	1,57	3,11
Sous-total MSD Combe de Savoie		26,48	25,01	24,58



L'équipe de la maison sociale est composée de 34 agents dont 3 partagés avec la Maurienne. L'évolution présentée des ETP moyens est en baisse. Cette évolution est principalement liée à des postes découverts et à des difficultés de recrutement ces dernières années. Les postes découverts génèrent plus d'activité et de l'épuisement pour les agents présents. La hausse de l'activité, notamment du fait des informations préoccupantes, vient accentuer la charge des équipes de polyvalence de secteur particulièrement.

Une réorganisation est en cours autour d'un service de PMI unique (harmonisation, mutualisation, diminution de la dispersion), mais les ressources restent fragiles pour nos équipes comme pour nos partenaires.

Un retour à une situation normale courant 2023 et une consolidation de l'équipe EJF devraient permettre aux services de se stabiliser en 2024, de se remobiliser sur les projets en cours et de réactiver les partenariats.

Portrait de la Maison Sociale de la Combe de Savoie

Pôle Social / SG
Observatoire social

Démographie : Présentation de la MSD au sein du Département - Insee - RGP 2018-2020

Savoie	2018	2019	2020
Nombre de Communes	273	273	273
Pop Municipale	433724	436434	439750
Nombre d'habitants au Km²	72	72	
Naissances domiciliées	4442	4277	4235
Nombre de Familles	121581	122327	123170
Pop des moins de 6 ans	27866	27905	27620
Pop moins de 18 ans	91644	91729	92200
Pop des moins de 20 ans	101011	101150	101588
Pop 20-59 ans	216709	217965	218646
Pop 60-74 ans inclus	73924	74744	76394
Pop 75 ans et plus	42080	42574	43122

Maison Sociale Départementale	2018	2019	2020
Nombre de Communes	41	41	41
Pop Municipale	37100	37336	37495
Nombre d'habitants au Km²	112	113	114
Naissances domiciliées	380	363	343
Nombre de Familles	10925	10996	11078
Pop des moins de 6 ans	2553	2561	2499
Pop moins de 18 ans	8771	8792	8785
Pop des moins de 20 ans	9409	9432	9398
Pop 20-59 ans	18399	18523	18542
Pop 60-74 ans inclus	6142	6205	6320
Pop 75 ans et plus	3149	3176	3235

Poids de la Maison Sociale dans le Département	2018	2019	2020
% des Communes	15,0%	15,0%	15,0%
% Pop Municipale de la MSD/ ..	0,1	0,1	0,1
Nombre d'habitants au km²	112,4	113,1	113,6
% des naissances	8,6%	8,5%	8,1%
% des Familles	9,0%	9,0%	9,0%
% Pop des moins de 6 ans	9,2%	9,2%	9,0%
% Pop des moins de 18 ans	9,6%	9,6%	9,5%
% Pop des moins de 20 ans	9,3%	9,3%	9,3%
% Pop des 20-59 ans	8,5%	8,5%	8,5%
% Pop des 60-74 ans	8,3%	8,3%	8,3%
% Pop des + de 75 ans	7,5%	7,5%	7,5%

Indicateurs de vulnérabilité

Les taux de 2021 à 2023 sont provisoires car basés sur la population des MSD au dernier recencement consolidé de 2020

	2018	2019	2020
Taux de Natalité (pour 100 habitants)	1,04%	0,97%	0,91%
% de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles du territoire	12,52%	12,51%	13,71%
Part des 60-74 ans au sein de la population de la MSD	16,56%	16,62%	16,86%
Part des + de 75 ans au sein de la population de la MSD	8,49%	8,51%	8,63%

Taux de la population âgée de 0 à 59 ans bénéficiaires de la PCH
(Bénéficiaires au 31 décembre - hors ACTP)



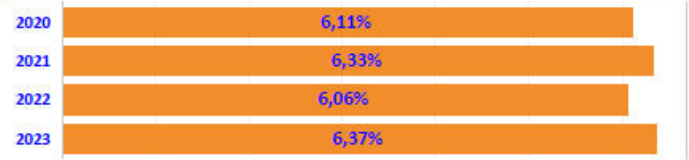
Taux de familles ayant bénéficié d'une aide financière au titre de l'ASE
(Hors Secours Président - taux annuel)



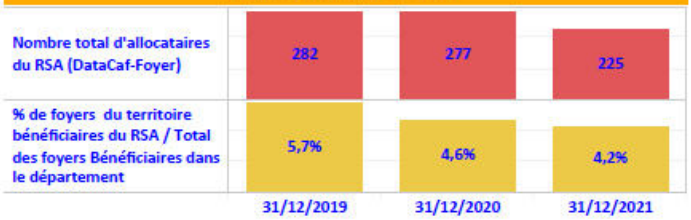
Taux d'enfants ayant fait l'objet d'une Information Préoccupante
(sur population des moins de 18 ans)



Taux de la population âgée de 60 et + bénéficiaires de l'APA
(Bénéficiaires au 31 décembre)



Foyers bénéficiaires du RSA



Taux de mineurs confiés à l'ASE (Dont MNA) sur population des moins de 18 ans
(Hors APJM - au 31 décembre)



Chiffres clés de la Maison Sociale de la Combe de Savoie

Pôle Social / SG
Observatoire social

Enfants vus en consultations infantiles au cours de l'année
(Pédiatriques et/ou permanences de puériculture - hors VAD)



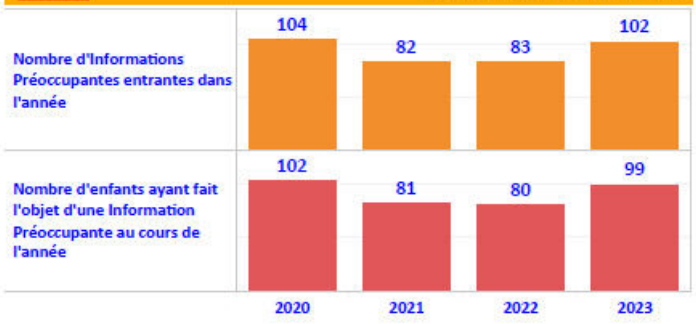
Nombre d'enfants savoyards placés
(Toutes mesures confondues - au 31 décembre)



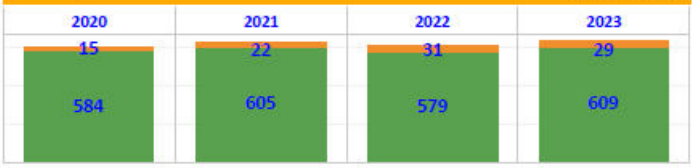
Bénéficiaires d'une aide au titre du Fonds Solidarité Logement
(Accès,maintien,MOC,Energies)



Les Informations Préoccupantes



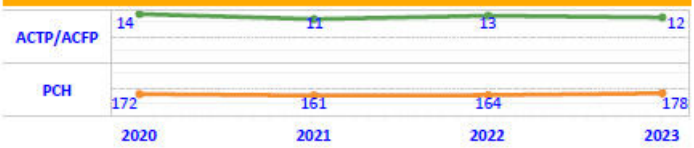
Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
(Au 31 décembre)



Contrats d'Engagements Réciproques et Actions d'insertion



Bénéficiaires d'allocations en faveur du handicap
Prestation de Compensation Handicap (PCH)
Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)
Allocation Compensatrice pour Frais Professionnelle (ACFP)
(Au 31 décembre)



3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Réalisations phares 2022-2023

Transversalité – Organisation et lisibilité de la réponse de proximité

La démarche de rapprochement des territoires Combe de Savoie et Maurienne a été poursuivie, pour mettre en place une organisation répondant aux besoins de proximité des équipes et des personnes accompagnées. Cela s'est fait en construisant une réponse lisible et adaptée aux besoins des usagers, clients internes et externes (deuxième phase) :

- Consolidation et cohésion des équipes,
- Nouvelle organisation de l'encadrement pour donner une assise solide de pilotage des équipes et des missions et conduire le rapprochement en cours,
- Mutualisation du service de PMI pour les deux territoires tout en maintenant une réponse de proximité,
- Réorganisation a minima de certaines fonctions administratives et de secrétariat,
- Harmonisation des pratiques, simplification des organisations et mutualisation des missions.

Attractivité des métiers : La maison sociale est très impliquée dans les rencontres avec les jeunes (interventions régulières dans les collèges, rencontre avec les écoles professionnelles, accueil de stagiaires, implication dans les écoles professionnelles, réflexion en cours sur l'accueil des stagiaires de 3ème…).

Interconnaissance, clarification des compétences des différents partenaires et du pilotage : les fragilités énoncées ci-avant rendent d'autant plus nécessaire la clarification des compétences de chacun et la coordination des partenaires, avec une volonté de limiter le nombre d'instances et d'éviter les doublons lorsque cela est possible. Ainsi cette année, nous avons revu notre organisation pour nous adapter au mieux et donner une meilleure lisibilité aux rencontres et à leurs objectifs : réorganisation des temps de partenariats Cohésion Sociale qui passent du mois au trimestre, avec un travail sur le secret professionnel et une plus grande ouverture sur des partenaires plus variés ; diminution du nombre de Cellules Techniques Opérationnelles d'examen des situations d'expulsions (CTO CCAPEX) dont la périodicité passe de mensuelle à bimestrielle, avec l'objectif d'améliorer le travail de prévention en lien avec l'action sociale de proximité (ASP) et les bailleurs privés. L'enjeu d'interconnaissance des partenaires est fort et le Département, chef de file, s'engage à améliorer les espaces et les outils qui permettent aux partenaires de mieux se connaître, avec parfois des difficultés pour définir le champ de compétences de chacun (écueil de l'excès de coordination au détriment de l'accompagnement concret des populations les plus complexes).

Complexité accrue des situations accompagnées : Préparation par la MSD d'une demi-journée de rencontre partenariale « Handicap et Jeunesse » prévue en 2024.

Violences intrafamiliales : un groupe de travail s'engage depuis fin 2023 dans une réflexion sur ce sujet avec divers partenaires (SaVoie de Femmes, Maison de protection des familles (MPF), etc). A ce jour, il n'y a pas de réponse de proximité sur notre territoire (pour SaVoie de Femmes par exemple, les personnes doivent se rendre sur Chambéry ou nous devons les y accompagner, ce qui est généralement difficile au regard de la charge). Nous travaillons sur d'éventuelles solutions de proximité car la réponse Chambérienne n'est pas suffisante pour les raisons de mobilité évoquées ci-avant.

Action Sociale de Proximité (ASP) :

L'activité des 4 CSD est soutenue : 2 454 entretiens d'assistantes sociales (dont 411 téléphoniques, 285 visites à domicile) - 1 152 entretiens Puéricultrices (dont 164 téléphoniques, 291 visites à domicile) - 20% de RDV non honorés - 83 IP reçues en 2023, ce qui correspond à un volume important au regard des effectifs de polyvalence dédiés (moyenne de 83 pour 10 ETP dédiés, soit un peu plus de 4 par ETP sur une moyenne de traitement de 3 mois souvent difficile à respecter). Il est à noter une forte hausse des aides financières (+45%, principalement sur les secteurs de Chamoux sur Gelon et Montmélian), avec une part importante d'allocations mensuelles et de nombreuses ruptures de droits ou retards de traitement des dossiers que nous devons compenser (CAF, CARSAT, MSA).

Une nouvelle action d'insertion « Lien social » a été mise en œuvre : activités créatives et de reprise de confiance en soi).

L'action collective du « Groupe Femme » a été reprise et consolidée : activités, lien social et confiance en soi.

Cohésion Sociale (COSO) :

On note une légère baisse du nombre total d'allocataires du RSA : - 20% (2019/2021), puis une augmentation régulière entre 2021 et 2023 (+ 11%). Le nombre de logements sociaux reste stable avec une part de logements sociaux de 11,8 % contre 14,6 % sur le Département. Il y a peu d'opérateurs sur certains secteurs (majoritairement l'OPAC).

La MSD reste impliquée sur l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) sur le secteur de la Rochette. C'est un projet conséquent, avec des incertitudes sur les financements à venir qui fragilisent le partenariat. Le dispositif peine à trouver sa légitimité sur le territoire faute de lisibilité sur l'avenir.
L'équipe Cohésion sociale pilote l'action lien social (accès au droit et au lien) avec des liens intéressants entre les 2 groupes existants.
Elle s'implique également fortement dans la journée Départementale des groupes d'actions collectives.

Personnes âgées et Personnes handicapées (PA-PH) :

L'indice de vieillissement (rapport de la population des 65 ans et plus sur celle des moins de 20 ans) est faible bien qu'en hausse : 76,6 contre 90,1 en Savoie et 84,3 au niveau national en 2020). 16,9 % de la population a un âge compris entre 60 ans et 74 ans, - 8.6 % de la population est âgée de plus de 75 ans, +2,8% de hausse de la population de plus de 60 ans et 609 bénéficiaires de l'APA en 2023 (+4% sur 3 ans).

Le nombre des bénéficiaires personnes handicapées est relativement stable, avec une hausse récente liée à la mise en place de la nouvelle prestation PCH pour les personnes atteintes d'une altération de fonction psychique, mentale, cognitive ou avec des troubles du neurodéveloppement (TND). 178 bénéficiaires de la PCH en 2023, soit +3% sur 3 ans.

Le CLIC a été consolidé et une secrétaire PAPH dédiée y a été intégrée (dé-morcèlement des temps de secrétariat).

Notre rôle de coordination et de soutien technique a été renforcé et poursuivi : relance du Comité CLIC et des groupes de travail en découlant. Il en est de même pour les actions visant à améliorer la lisibilité du service PA-PH et du CLIC sur le territoire (lettre du CLIC…).

La nouvelle prestation PCH a été mise en œuvre (personnes atteintes d'une altération de fonction psychique, mentale, cognitive ou avec des troubles du neurodéveloppement, liste des activités permettant l'accès à la PCH et l'accès à l'aide humaine élargie). L'enjeu de l'adaptation des services à cette nouvelle prestation est réel, avec un point d'inquiétude des équipes quant à l'implication que cela représente. Les équipes sont confrontées à une hausse des demandes de ce nouveau public, avec des attentes pas toujours justifiées et la nécessité de gérer la déception de ceux qui ne relèvent pas de cette nouvelle prestation.

Enfance Jeunesse Famille (EJF) :

Le nombre des IP augmente régulièrement, avec un pic en 2020 (COVID) : 139 situations sont suivies par le service EJF fin 2023 contre 160 fin 2022. Il est à noter que ces chiffres sont en diminution du fait de la non mise en œuvre des mesures ordonnées, mises en attente et non contractualisées du fait de la fragilité de l'équipe (absences) et du manque de places (exemple : 7 AED fin 2023 contre 18 fin 2022).
En 2023, malgré tout, l'équipe a été consolidée et renforcée, avec des mouvements importants.

Les séances de sensibilisation des partenaires ont été poursuivies autour de la question des informations préoccupantes, du repérage des situations de danger et des modalités d'échange d'informations entre professionnels : établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE), animateurs de centres sociaux, personnel de l'éducation nationale. Sur ce point un lien va être fait via les nouveaux comités techniques jeunesse, dans le cadre des conférences territoriales et via des rencontres périodiques avec l'éducation nationale.

Concernant le Point écoute, la Combe de Savoie était une zone blanche : il était proposé aux familles de se rendre sur d'autres territoires, ce qui conduisait à un renoncement, pour les personnes les plus fragiles. La mobilisation des équipes et des élus a permis, du fait d'un investissement important du Département, de lancer un point écoute sur notre territoire. Les premières écoutes devraient commencer en avril 2024. La Maison Sociale est très impliquée sur ce projet et met à disposition un temps de travailleur social.

Protection Maternelle Infantile (PMI) :

Le nombre de naissances a diminué : -9,7% (contre - 4,6% sur le Département), alors qu'une stabilité était constatée depuis 2021 (345). 393 enfants ont été vus en consultation en 2023. Le nombre de consultations de nourrissons reste en baisse en 2022 et 2023 (-25%) du fait d'absences de médecin. Il n'est pas en rapport avec l'évolution de la population des moins de 6 ans également en baisse (-2%). 87 enfants ont été vus en 2023 lors d'un bilan de santé en écoles maternelles, une forte baisse par rapport aux années précédentes également.

269 assistantes maternelles exercent en 2023 sur le territoire, ce chiffre est en baisse régulière (-12% par rapport à 2020). Le même constat est fait au sujet des 30 assistantes familiales exerçant sur le territoire en 2023.

L'équipe de PMI a été réorganisée autour d'un chef de service commun aux deux MSD. Un responsable des modes d'accueil pour la Combe de Savoie et la Maurienne a été recruté après une longue période de vacance et de ce fait la politique de suivi, de contrôle et d'accompagnement des EAJE s'est améliorée.

4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024

Clarification du rôle des partenaires et pilotage local : Poursuite de notre travail d'interconnaissance, d'articulation & de coordination des actions dans nos champs de compétences.

Attractivité des métiers : quelques axes de travail 2024 :

- Semaine des aides à domicile et des soignants organisée par le CLIC (mars 2024) :
  - un temps de ''Bien-être'' à offrir aux professionnels des services à la personne à domicile, un temps « pour eux », un moment de pause dans leur activité professionnelle pour prendre le temps de penser à soi, prendre soin de soi avant de prendre soin des autres.
  - Ateliers et soirée offerts aux professionnels des services d'aide à domicile du territoire de la Combe de Savoie.

  Il s'agit de de mettre en lumière les professions des soignants et aides à domicile, de parler de ces métiers d'aide à la personne, de les mettre en lumière et de ne pas oublier qu'ils sont essentiels.
- Améliorer le suivi et l'accompagnement des assistantes maternelles
  Une réflexion est en cours, pour garantir un suivi plus régulier et éviter les ruptures : réflexion sur le suivi et les mesures de prévention nécessaires. Il s'agit également de travailler sur l'attractivité du métier et la communication localement, pour stopper l'érosion progressive du nombre de professionnelles (politique d'attractivité à réfléchir localement en lien avec les partenaires et les professionnelles).

Harmonisation et simplification - Outils de pilotage :

Nos outils de pilotage de la proximité, tous secteurs confondus restent peu fiables et insuffisants. Ils sont généralement diffus, manuels, non harmonisés et non sécurisés. L'enjeu de fiabilité du système d'information est régulièrement évoqué. L'absence de données fiables et stables est une réalité, source de pertes de temps importantes pour tous et d'absence de visibilité sur nos politiques publiques. Notre système d'information est complexe et parcellaire.
Il s'agit donc d'améliorer les outils de pilotage (enjeu local et départemental) et de finaliser l'harmonisation des outils de pilotage des territoires de Combe de Savoie / Maurienne.

Action sociale de proximité (ASP) :

- Garantir une réponse de proximité
  La MSD dispose de 4 CSD. La question de leur implantation a pu être questionnée, avec une réflexion sur la fusion des CSD de St Pierre et de Chamoux dans de nouveaux locaux à Saint Pierre d'Albigny. L'organisation actuelle répond aux besoins de proximité du public. Néanmoins, une fusion des centres de St Pierre et de Chamoux pourrait réduire les difficultés de continuité de service et l'isolement des professionnelles, en lien avec le nombre d'ETP disponibles (personnel partagé). En ce qui concerne la pertinence des implantations actuelles, une réflexion est nécessaire, avec la question du maintien d'un accueil social inconditionnel de proximité sur des zones peu desservies et les problèmes de mobilité et d'accès au droit qui en découlent.
- Poursuite de la réflexion sur le pilotage de l'action sociale de proximité du territoire.
- Poursuite de la démarche expérimentale « référent de parcours » (plan pauvreté) en lien avec la Maurienne.

Cohésion Sociale (COSO) :

- Déclinaison de la nouvelle approche de France Travail sur le territoire.
- Poursuite de l'implication dans la démarche Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD).

Personnes âgées et Personnes handicapées (PA-PH) :

- Poursuite des actions de renforcement du rôle de coordination et de soutien technique départemental.
- Accompagnement de la réforme des services d'aide à domicile. C'est un enjeu fort pour notre territoire, avec des partenaires qui se cherchent autour des attendus au niveau national, un choix de service limité pour les personnes âgées (marché captif) et un recours accru aux CESU.

Enfance Jeunesse Famille (EJF) :

L'année 2024 va permettre la poursuite des travaux engagés en 2023 avec un renouvellement important de l'équipe :

- Maintien de séances de sensibilisation des partenaires autour de la question des informations préoccupantes, du repérage des situations de danger et des modalités d'échange d'informations entre professionnels.
- Harmonisation et lisibilité du process d'informations préoccupantes (IP) : groupes de travail et de co-construction.
- Poursuite de la mise en place des projets pour l'enfant (PPE), avec pour objectif leur mise en œuvre pour l'ensemble des enfants confiés au Département (20% fin 2023).
- Reprise des temps de rencontre avec les partenaires du territoire.

- Renforcement de la coordination des mesures en milieu ouvert pour apporter une réponse en termes de protection de l'enfance à l'absence de solutions et au manque de places.
- Un travail de coordination s'engage avec l'ADMR, afin d'améliorer l'adéquation entre la disponibilité du personnel TISF et les besoins du territoire.

L'arrivée d'un nouveau référent EJF va permettre : l'attribution de situations qui restaient en attente faute de possibilité d'accompagnement, un soutien du secteur si besoin pour les informations préoccupantes (IP), la poursuite du déploiement des projets pour l'enfant (PPE), un meilleur soutien des assistantes familiales et l'amorce d'une réflexion sur la question des tiers dignes de confiance autour des situations connues.

Protection Maternelle Infantile (PMI) :

- Consolidation du Projet de service PMI et pilotage de la PMI sur le territoire, avec une inquiétude liée au départ du médecin de Maurienne et le risque d'être confronté de ce fait à une forte diminution des consultations de nourrissons.
- Réalisation des bilans de santé.
  Il est indispensable d'améliorer le taux de réalisation des bilans de santé sur la Combe de Savoie. C'est une question prioritaire. La présence de l'ensemble des effectifs devrait le rendre possible.

<u>Représentation des usagers :</u>

Enfin, la question de la représentation des usagers et de leur participation dans la construction de nos politiques et de nos réponses de proximité reste fragile au sein de notre MSD. Nous ne disposons pas d'un réel groupe ressource (1 seul représentant dans notre équipe pluridisciplinaire). Il est néanmoins à souligner que 2 actions collectives fonctionnent bien et se renforcent. Nous souhaitons nous appuyer en partie sur ces actions pour en construire d'autres de façon transversale. La réflexion est en cours et la dynamique en marche. Ce sujet est au cœur de notre projet de territoire.

Portrait de la Maison Sociale de la Maurienne

1. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Contexte et enjeux

La vallée de la Maurienne présente une double caractéristique :
- Un environnement semi rural et de semi montagne, avec un patrimoine naturel important,
- Un carrefour stratégique entre la région Auvergne / Rhône-Alpes et l'Italie.

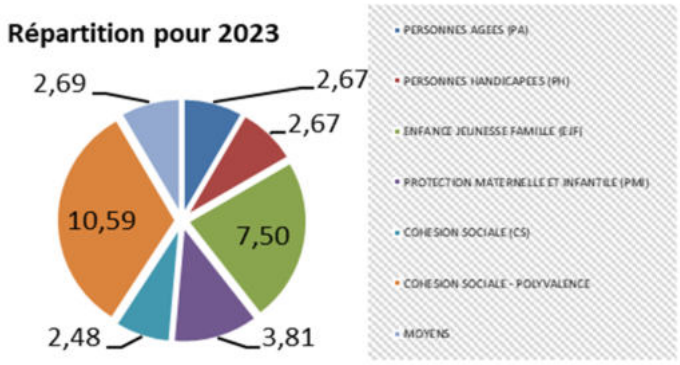
La vallée de Maurienne a un taux de chômage de 4,6% contre 5,4 % au niveau départemental (au 31/12/2023). Elle constitue une zone d'emploi à taille modeste mais active, avec des systèmes économiques contrastés d'une commune à l'autre et une forte activité saisonnière liée au tourisme. La Maurienne est un territoire industriel qui est aussi doté d'un projet de grande envergure : le grand chantier du Lyon-Turin.

Trois enjeux majeurs caractérisent ce territoire :
- La mobilité des citoyens, tant pour l'accès aux services que pour l'accès à l'emploi.
- Le logement : autrefois territoire où il était facile de se loger, la vallée de la Maurienne est désormais en tension au regard du logement notamment du grand chantier Lyon-Turin qui draine un grand nombre de travailleurs extérieurs à la vallée et au département.
- Le recrutement du secteur social et médico-social : la problématique touche la maison sociale ainsi que ses partenaires. Le personnel éducatif et social fait défaut, tout comme le personnel soignant (infirmiers, aides-soignants, etc) et notamment les médecins.
- L'année 2023, comme depuis 2021, a été particulièrement marquée par des difficultés de recrutement au sein de la Maison Sociale de Maurienne avec différents postes découverts (chefs de service, secrétaires, puéricultrices PMI, responsable EAJE, référente PA/PH), et plus largement chez nos partenaires, notamment les services d'aide et de soins à domicile, TISF, MECS, etc.

En contrepartie, le territoire est doté d'un partenariat particulièrement dynamique, soudé et innovant.

2. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Moyens dédiés à la politique

Direction	Secteur politique	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels
		2021	2022	2023
MSD Maurienne	PERSONNES AGEES (PA)	2,5	4,03	2,67
	PERSONNES HANDICAPEES (PH)	2,33	2,01	2,67
	ENFANCE JEUNESSE FAMILLE (EJF)	7,42	7,51	7,50
	PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI)	7,53	4,47	3,81
	COHESION SOCIALE (CS)	2,53	2,6	2,48
	COHESION SOCIALE - POLYVALENCE	11,2	10,18	10,59
	MOYENS	2,21	2,89	2,69
Sous-total MSD Maurienne		35,72	33,69	32,41



Sur le plan des moyens humains, la fin de l'année 2023 a été marquée par une stabilisation d'une partie des effectifs de la MSD Maurienne. Les équipes ressources et administration, Action Sociale de Proximité, Protection Maternelle et Infantile, Enfance Jeunesse et Famille et Cohésion Sociale sont au complet au 31/12/2023. Compte-tenu des difficultés liées au manque d'effectifs qui duraient depuis le mois de novembre 2021, cette amélioration a été la bienvenue tant pour les équipes en proie aux risques psychosociaux que pour le public.

En revanche, l'équipe Personnes Agées/Personnes Handicapées a été en difficulté dès le mois d'août 2023 suite à un départ en retraite, un départ en disponibilité et un arrêt de travail long. Des recrutements ont été opérés et ont nécessité de mettre en place du tutorat afin de faciliter la montée en compétence sur les sujets du handicap et de la perte d'autonomie.

Portrait de la Maison Sociale de la Maurienne

Pôle Social / SG
Observatoire social

Démographie : Présentation de la MSD au sein du Département - Insee - RGP 2018-2020

Savoie

	2018	2019	2020
Nombre de Communes	273	273	273
Pop Municipale	433724	436434	439750
Nombre d'habitants au Km²	72	72	
Naissances domiciliées	4442	4277	4235
Nombre de Familles	121581	122327	123170
Pop des moins de 6 ans	27866	27905	27620
Pop moins de 18 ans	91644	91729	92200
Pop des moins de 20 ans	101011	101150	101588
Pop 20-59 ans	216709	217965	218646
Pop 60-74 ans inclus	73924	74744	76394
Pop 75 ans et plus	42080	42574	43122

Maison Sociale Départementale

	2018	2019	2020
Nombre de Communes	53	53	53
Pop Municipale	42890	42880	42757
Nombre d'habitants au Km²	23	23	23
Naissances domiciliées	356	331	315
Nombre de Familles	12321	12311	12234
Pop des moins de 6 ans	2454	2445	2324
Pop moins de 18 ans	8499	8458	8398
Pop des moins de 20 ans	9116	9072	9023
Pop 20-59 ans	20720	20716	20514
Pop 60-74 ans inclus	8194	8208	8280
Pop 75 ans et plus	4861	4883	4940

Poids de la Maison Sociale dans le Département

	2018	2019	2020
% des Communes	19,4%	19,0%	19,0%
% Pop Municipale de la MSD/..	0,10	0,10	0,10
Nombre d'habitants au Km²	23,00	23,00	23,00
% des naissances	8,0%	7,7%	7,4%
% des Familles	10,1%	10,1%	9,9%
% Pop des moins de 6 ans	8,8%	8,8%	8,4%
% Pop des moins de 18 ans	9,3%	9,2%	9,1%
% Pop des moins de 20 ans	9,0%	9,0%	8,9%
% Pop des 20-59 ans	9,6%	9,5%	9,4%
% Pop des 60-74 ans	11,1%	11,0%	10,8%
% Pop des + de 75 ans	11,6%	11,5%	11,5%

Indicateurs de vulnérabilité

Les taux de 2021 à 2023 sont provisoires car basés sur la population des MSD au dernier recencement consolidé de 2020

	2018	2019	2020
Taux de Natalité (pour 100 habitants)	0,83%	0,77%	0,74%
% de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles du territoire	12,33%	12,32%	13,01%
Part des 60-74 ans au sein de la population de la MSD	19,10%	19,14%	19,37%
Part des + de 75 ans au sein de la population de la MSD	11,33%	11,39%	11,55%

Taux de la population âgée de 0 à 59 ans bénéficiaires de la PCH
(Bénéficiaires au 31 décembre - hors ACTP)



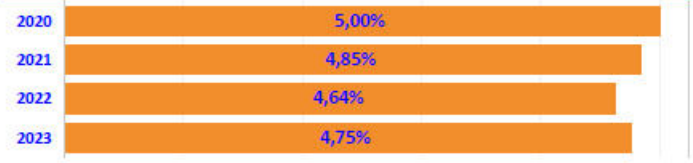
Taux de familles ayant bénéficié d'une aide financière au titre de l'ASE
(Hors Secours Président - taux annuel)



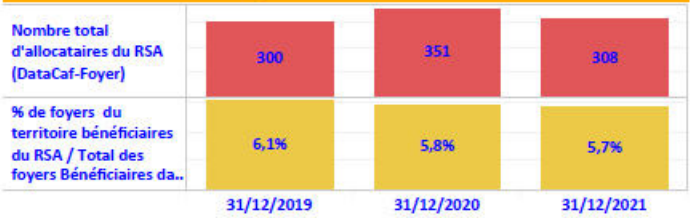
Taux d'enfants ayant fait l'objet d'une Information Préoccupante
(sur population des moins de 18 ans)



Taux de la population âgée de 60 et + bénéficiaires de l'APA
(Bénéficiaires au 31 décembre)



Foyers bénéficiaires du RSA



Taux de mineurs confiés à l'ASE (Dont MNA) sur population des moins de 18 ans
(Hors APJM - au 31 décembre)



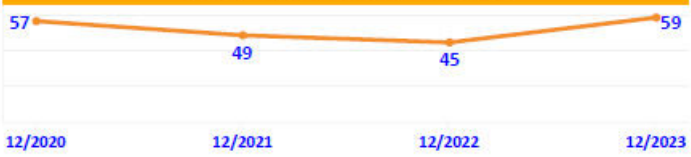
Chiffres clés de la Maison Sociale de la Maurienne

Pôle Social / SG
Observatoire social

Enfants vus en consultations infantiles au cours de l'année
(Pédiatriques et/ou permanences de puériculture - hors VAD)



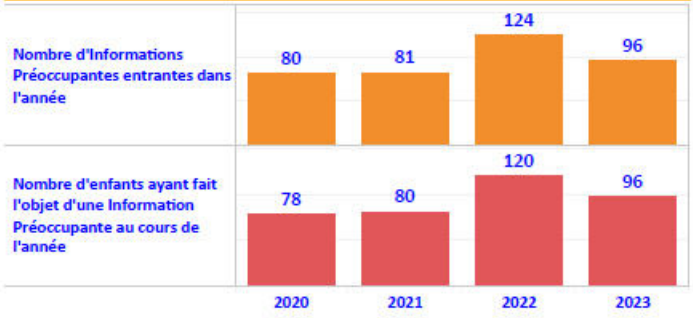
Nombre d'enfants savoyards placés
(Toutes mesures confondues - au 31 décembre)



Bénéficiaires d'une aide au titre du Fonds Solidarité Logement
(Accès, maintien, MOC, Energies)



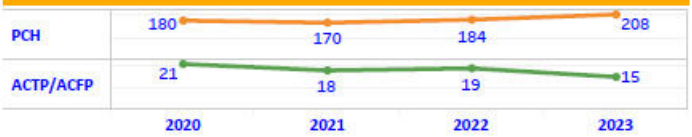
Les Informations Préoccupantes



Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
(Au 31 décembre)



Bénéficiaires d'allocations en faveur du handicap
Prestation de Compensation Handicap (PCH)
Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)
Allocation Compensatrice pour Frais Professionnelle (ACFP)
(Au 31 décembre)



Contrats d'Engagements Réciproques et Actions d'insertion



3. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Réalisations phares 2022-2023

Transversalité – Organisation et lisibilité de la réponse de proximité

- Le travail de réflexion sur le rapprochement des territoires de la Combe et de la Maurienne s'est poursuivi (phase deux), notamment :
  - Sur le plan des organisations :
    - ✓ Recrutement en Combe de Savoie / Maurienne d'un directeur adjoint en avril 2023, d'un chef de service ressources et administration générale remplaçant et d'un responsable Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant en août 2023.
    - ✓ Transformation du poste de médecin de PMI Combe en poste de chef de service PMI Combe/Maurienne.
  - Sur le plan des pratiques : mise en commun d'outils et travaux de réflexion partagés avec les assistantes sociales de secteur des deux territoires sur le cadre de référence de l'action sociale de proximité (mai 2023).
- Poursuite du travail partenarial propre à chaque territoire.

Action Sociale de Proximité (ASP) :

Le contexte en 2023 :
- Une équipe ASP de Maurienne enfin au complet depuis le 01/04/2023, suite au recrutement d'une assistante sociale pour le CSD de St Michel de Maurienne.
- Accueil d'un nouveau chef de service Cohésion Sociale / ASP en octobre 2023.

L'accès aux droits demeure une priorité pour les équipes de CSD de la MSD Maurienne. En 2023, ont été réalisés 4291 entretiens au sein des CSD et 382 visites à domicile.

Et pour ce faire et pour répondre à l'ensemble des missions de l'action sociale de proximité :
- Poursuite du travail partenarial sur toutes les thématiques.
- Changement des modalités de rencontres partenariales sur le thème des violences conjugales (ouverture plus large aux partenaires pour un travail en réseau renforcé) acté en décembre 2023 pour une mise en œuvre en 2024.
- Réflexion sur le sujet des informations préoccupantes dans le cadre des travaux départementaux de rénovation des outils d'évaluation (trame) en novembre 2023.
- Formation des secrétaires de CSD et appropriation du module accueil de IODAS tout au long de l'année.

Cohésion Sociale (COSO) :

- Programmation annuelle 2023 d'actions collectives à destination de publics en situation d'isolement et de précarité : sophrologie, groupe de parole dynamique, atelier d'écriture.
- Programmation d'ateliers de médiation numérique dans le cadre des Pass Numériques et avec le concours de l'Espace Public Numérique de la communauté de communes 3CMA, avec notamment la création d'un nouveau groupe à destination des Travailleurs non salariés.
- Poursuite du travail de participation des usagers via les réunions du Groupe Ressources Maurienne : en 2023, 6 rencontres et 6 membres.
- Poursuite de la participation au programme EMILE (Engagé pour la Mobilité et l'Insertion par le Logement et l'Emploi). Ce programme permet à des personnes ayant des difficultés à se loger en Ile de France de déménager dans un territoire d'accueil inscrit dans le programme EMILE, dont la Maurienne fait partie. La démarche est portée par la Mission Locale Jeune, en collaboration avec la Maison sociale de Maurienne.
- Expérimentation de la démarche de référent de parcours dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté d'octobre 2018. Cette méthode d'accompagnement des situations complexes s'appuie sur une approche globale de la situation, basée sur le pouvoir de décision et d'action de la personne accompagnée, en lien étroit avec les professionnels qui, de manière coordonnée, déploient avec la personne les actions et dispositifs nécessaires à la réussite de leur projet. Pour soutenir les professionnels dans la mise en œuvre de cette démarche, une formation action a démarré en octobre 2022 et s'est achevée en mars 2023. La démarche implique à la fois les travailleurs sociaux volontaires de la Maison sociale (6 agents et 1 partenaire extérieur) et l'équipe d'encadrement. Des rencontres avec les agents formés à la démarche ont été instituées afin de maintenir la dynamique.
- En 2023, une instance « référent de parcours » s'est tenue au mois d'avril.
- Mise en place, pour les personnes bénéficiaires du RSA et ayant un statut de travailleur non salarié, d'un diagnostic par l'entreprise Crescendo, afin d'évaluer la viabilité du projet de création d'entreprise, et ce de manière systématique à l'entrée dans le dispositif.
- Prévention des expulsions locatives : le travail se poursuit avec la Sous-Préfecture, les bailleurs publics et l'UDAF afin de lutter et prévenir les situations des personnes et familles en risque d'expulsion locative. En 2023, 4 Cellules Techniques Opérationnelles d'examen des situations d'expulsions (CTO CCAPEX) ont eu lieu.

Personnes âgées et Personnes handicapées (PA-PH) :

- Poursuite des permanences pluri-partenariales de conseil handicap : 3 permanences à différents endroits de la Maurienne et 11 personnes reçues.
- Poursuite des articulations avec le Groupe d'Entraide Mutuelle de St Jean de Maurienne dans le cadre du développement de ses antennes hors les murs en Porte de Maurienne et Haute Maurienne. La fréquentation est en hausse grâce notamment aux orientations réalisées par les assistantes sociales de secteur, le service PA/PH et l'ensemble des partenaires locaux.
- Organisation, en lien avec la mission incurie, d'une session de formation territorialisée à destination des intervenants des services d'aides à domicile : 7 professionnelles ont été formées.
- Depuis le mois de septembre 2023, le CLIC accueille des séances d'art thérapie à destination de séniors et/ou personnes aidantes. Les ateliers sont animés par des intervenantes de la plateforme de répit grand âge (portée par l'association France Alzheimer).
- Implication du service PA/PH (et cohésion sociale) à la table ronde organisée par l'UNAFAM en octobre 2023 sur la thématique de l'emploi et des troubles psychiques (30 participants).
- Organisation d'un évènement phare à l'occasion de la journée nationale des aidants : le CLIC a copiloté l'action avec la Mutualité Française Auvergne-Rhône-Alpes et a mobilisé une vingtaine de partenaires locaux. « Ma parenthèse santé entre aidants » s'est déroulé le 06 octobre 2023 et avait pour objectifs de sensibiliser les aidants (familiaux et professionnels) sur les appuis existants et la notion du « prendre soin de soi ». Stands, conférences, ateliers de prévention, spectacle théâtral ont rythmé la journée, qui a réuni une soixantaine de participants.
- Co-portage du projet de lutte contre l'isolement en Haute-Maurienne-Vanoise avec le Centre Intercommunal d'action sociale (CIAS), et avec l'implication du Centre social départemental de Modane.

Enfance Jeunesse Famille (EJF) :

L'activité en 2023 demeure soutenue : 71 mesures administratives, 44 mesures judiciaires, 90 enfants suivis par le service et 6 ordonnances de placement provisoire.
Dans ce contexte :

- Accueil d'un chef de service EJF temporaire (septembre 2023) dans l'attente d'un recrutement pérenne.
- Poursuite de l'analyse de la pratique spécifique EJF pour les équipes de la Combe de Savoie et de la Maurienne.
- Poursuite de l'investissement des référentes EJF dans le traitement d'informations préoccupantes.

Protection Maternelle Infantile (PMI) :

L'équipe PMI a été fortement impactée par les difficultés de recrutement. Elle a néanmoins fait son possible pour traiter les urgences et rattraper un retard important dans le suivi des EAJE. A noter une forte baisse du nombre de bilans de santé, qui étaient réalisés à 100% les années précédentes.

- Consolidation de l'équipe PMI locale, qui a été fortement impactée par les difficultés de recrutement : intégration d'un responsable des modes d'accueil Combe de Savoie / Maurienne fin août 2023 et d'une puéricultrice au sein du CSD de St Jean de Maurienne en novembre 2023 (après 10 mois de poste découvert).
- Mise à jour du traitement des demandes des EAJE (poste découvert pendant presque 2 ans).
- Organisation de deux rencontres réunissant les EAJE/Pôle Emploi/Mission Locale Jeunes sur le thème du recrutement et de l'attractivité des métiers.

4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024

Transversalité – Organisation et lisibilité de la réponse de proximité – Développement social :

- Poursuite du rapprochement des territoires de la Combe de Savoie et de la Maurienne pour mettre en place une organisation répondant aux besoins de proximité des équipes et des personnes accompagnées et construisant une réponse lisible et adaptée aux besoins des usagers et clients internes et externes (troisième phase) :
  - Consolidation et cohésion des équipes.
  - Poursuite des échanges de pratiques et harmonisation des process.
  - Réorganisation de certaines fonctions administratives et de secrétariat.
  - Harmonisation des pratiques et mutualisation des missions (lorsque c'est pertinent) pour améliorer l'efficience du service.
  - Travail à la simplification de l'organisation.
- Maintien de la participation de la MSD aux rencontres partenariales, tous domaines confondus, organisées sur le territoire.
- Maintien de la contribution de la MSD aux réflexions menées à l'échelle du Département.
- Poursuite des actions de sensibilisation des jeunes à l'intérêt de nos métiers.
- Culture des liens partenariaux tous champs d'action confondus.
- Maintien de la dynamique de la démarche de « référent de parcours ».

Action Sociale de Proximité (ASP) :

- Continuer à apporter des réponses de qualité au public rencontré que ce soit dans le cadre du premier accueil social inconditionnel de proximité ou dans celui de l'accompagnement.
- Maintien du partenariat avec les 5 France Services du territoire (articulation étroite entre les France Services et les CSD).
- Poursuite de l'utilisation du logiciel module accueil et orientation IODAS pour les secrétaires assistantes.
- Appropriation du logiciel IODAS CRIP (mis en œuvre en janvier 2024) pour le traitement des informations préoccupantes et HORUS pour la PMI (mis en œuvre en juin 2024).

Cohésion Sociale (COSO) :

- Mise en application des directives législatives émanant de France Travail, pour les bénéficiaires du RSA, avec une 1re phase préparatoire entre le service France Travail de la DDIS et les chefs de service cohésion sociale des MSD.
- Adaptation des pratiques en matière de prévention des expulsions locatives à la loi Kasbarian-Bergé du 27 juillet 2023. Objectif de la loi : protéger les logements illicites contre l'occupation illicite. Concrètement, les délais à chaque phase de la procédure (commandement de payer-assignation au tribunal-audience) sont raccourcis de 2 mois à 6 semaines, le DSF (Diagnostic Social et Financier) doit être réalisé dès le stade du commandement de payer pour les bailleurs personnes physiques ou SCI familiales.
- Poursuite de notre implication partenariale dans le programme expérimental EMILE. Le dispositif est élargi à la région lyonnaise afin d'accueillir davantage de personnes en recherche de logement et d'emploi en Maurienne.
- Poursuite d'actions collectives : sophrologie, atelier d'écriture, groupe de parole en pleine nature, théâtre forum seront au programme.
- Poursuite des ateliers de médiation numérique, en collaboration avec le centre socio culturel de Saint Jean de Maurienne « la Fourmilière », avec la mise à disposition d'un animateur. L'objectif recherché est de favoriser et développer l'autonomie du public sur le champ du numérique dans une société toujours plus dématérialisée, de lutter contre la fracture numérique, de faciliter l'accès aux droits et de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle.
- Poursuite du travail dans le sens de la participation des usagers avec le Groupe Ressources Maurienne.

Personnes âgées et Personnes handicapées (PA-PH) :

- La conférence des financeurs a validé le nouveau projet d'action en faveur des aidants : les partenaires se sont réunis en mars 2024 et un second forum est déjà en préparation avec la même énergie partenariale. Le temps fort (stands, conférences, spectacle, atelier bien-être, etc) sera ouvert à tous les aidants familiaux et professionnels, et plus largement au grand public. Des ateliers de prévention seront déclinés par la suite.
- Poursuite des permanences de conseil handicap et animation d'une rencontre du réseau handicap Maurienne afin de présenter aux partenaires les évolutions de la prestation de compensation du handicap.
- Relance d'informations collectives à destination des aides à domicile et d'action de prévention à destination du public dans une dynamique « d'aller vers ».

- Collaboration avec les partenaires pour s'inscrire dans les évolutions et réponses aux besoins locaux : articulations avec les acteurs de la filière gérontologique pour développer les actions de la plateforme de répit-grand âge en Maurienne, projet autour de la mobilité et lutte contre l'isolement dans les Villards, action transversale en Haute Maurienne Vanoise avec le collège et la Résidence autonomie, projet de bus itinérant sur le secteur de la 3CMA. Le CLIC s'associera afin de proposer des temps d'actions collectives et d'information dans le champ de la prévention et de l'information sur les aides au soutien à la vie à domicile.
- Et globalement, poursuite des liens partenariaux riches et variés avec les partenaires de l'aide et du soin, le CMPA, les EHPAD, le GEM, Deltha Savoie…

Enfance Jeunesse Famille (EJF) :

- Poursuite du travail de sensibilisation aux informations préoccupantes (IP) auprès de tous les partenaires et acteurs territoriaux (dont l'Education nationale), des élus et du grand public dans le cadre d'un projet transversal des directions EJF et inclusion sociale. L'objectif de prévention est double : faire comprendre à tous les enjeux, le processus et la mise en œuvre du traitement des informations préoccupantes par nos services et faire tomber les freins au signalement.
- S'approprier et optimiser l'utilisation du logiciel IODAS CRIP.
- Mener une réflexion sur le développement de nouveaux outils à la main des travailleurs médico-sociaux du territoire pour favoriser la prévention.
- Accueillir une nouvelle psychologue EJF et une nouvelle référente EJF.

Protection Maternelle Infantile (PMI) :

- Projet de service PMI et pilotage de la PMI sur le territoire.
- Consolidation de l'équipe PMI locale, qui a été fortement impactée par les difficultés de recrutement.
- Travail sur le recentrage du secrétariat PMI (porté par trois agents différents en Maurienne).
- Réalisation des bilans de santé très incomplète du fait d'un problème d'effectif.
- Evolution du poste de sage-femme de Maurienne dans le cadre d'une réorganisation départementale de la répartition et des missions des postes de sages-femmes.
- Evolution de l'outil informatique HORUS.

Portrait de la Maison Sociale de la Tarentaise Vanoise

1. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Contexte et enjeux

Le territoire de Tarentaise est composé de 30 communes regroupées en 5 communautés de communes, sur 2 cantons.

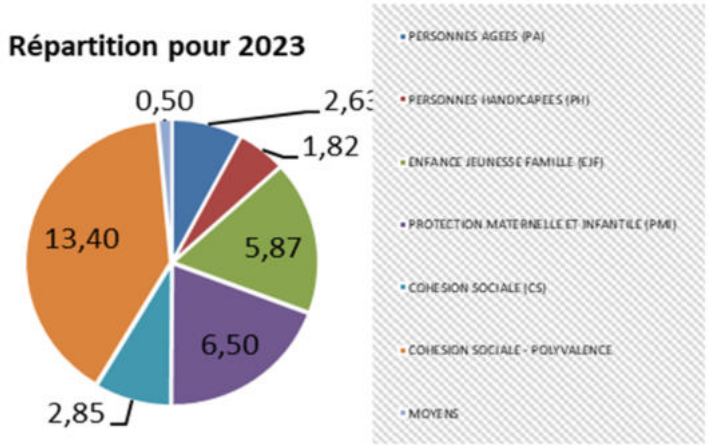
Les cinq communautés de communes de Tarentaise et le Département de la Savoie sont regroupés par un syndicat mixte : l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise (APTV). L'APTV rassemble les intercommunalités pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de développement global pour le territoire, intégrant des objectifs d'aménagement et d'environnement, ainsi que des questions économiques et sociales. Ce syndicat mixte accompagne la mise en œuvre d'actions communes à l'échelle de la vallée et conseille les porteurs de projets de développement dans leurs actions. Pour ce faire, elle mobilise des financements à travers différents programmes et procédures contractuelles avec des partenaires extérieurs (Europe, État, Région, Département, etc).

On y retrouve une économie touristique puissante. Toutefois, ce territoire comporte d'importantes disparités territoriales et sociales.

Plus de 25 % de son territoire est protégé au titre du Parc national de la Vanoise, des réserves naturelles et sites Natura 2000.

2. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Moyens dédiés à la politique

Direction	Secteur politique	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels	Nombre d'ETP moyen annuels
		2021	2022	2023
MSD Tarentaise	PERSONNES AGEES (PA)	3,64	3,18	2,63
	PERSONNES HANDICAPEES (PH)	2	2,1	1,82
	ENFANCE JEUNESSE FAMILLE (EJF)	7,1	5,52	5,87
	PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI)	7,45	5,75	6,50
	COHESION SOCIALE (CS)	2	2,88	2,85
	COHESION SOCIALE - POLYVALENCE	15,2	13,4	13,40
	MOYENS	1,13	1,69	0,50
Sous-total MSD Tarentaise		38,52	34,52	33,57



Portrait de la Maison Sociale de la Tarentaise

Pôle Social / SG
Observatoire social

Démographie : Présentation de la MSD au sein du Département - Insee - RGP 2018-2020

Savoie	2018	2019	2020
Nombre de Communes	273	273	273
Pop Municipale	433724	436434	439750
Nombre d'habitants au Km²	72	72	
Naissances domiciliées	4442	4277	4235
Nombre de Familles	121581	122327	123170
Pop des moins de 6 ans	27866	27905	27620
Pop moins de 18 ans	91644	91729	92200
Pop des moins de 20 ans	101011	101150	101588
Pop 20-59 ans	216709	217965	218646
Pop 60-74 ans inclus	73924	74744	76394
Pop 75 ans et plus	42080	42574	43122

Maison Sociale Départementale	2018	2019	2020
Nombre de Communes	30	30	30
Pop Municipale	50783	50686	50557
Nombre d'habitants au Km²	28	28	28
Naissances domiciliées	498	340	432
Nombre de Familles	14465	14433	14454
Pop des moins de 6 ans	3235	3208	3091
Pop moins de 18 ans	10664	10570	10442
Pop des moins de 20 ans	11421	11323	11149
Pop 20-59 ans	27248	27203	26897
Pop 60-74 ans inclus	8068	8096	8355
Pop 75 ans et plus	4046	4064	4156

Poids de la Maison Sociale dans le Département	2018	2019	2020
% des Communes	11,0%	11,0%	11,0%
% Pop Municipale de la MSD/ ..	0,12	0,12	0,11
Nombre d'habitants au Km²	28,00	28,00	28,00
% des naissances	11,2%	7,9%	10,2%
% des Familles	11,9%	11,8%	11,7%
% Pop des moins de 6 ans	11,6%	11,5%	11,2%
% Pop des moins de 18 ans	11,6%	11,5%	11,3%
% Pop des moins de 20 ans	11,3%	11,2%	11,0%
% Pop des 20-59 ans	12,6%	12,5%	12,3%
% Pop des 60-74 ans	10,9%	10,8%	10,9%
% Pop des + de 75 ans	9,6%	9,5%	9,6%

Indicateurs de vulnérabilité

Les taux de 2021 à 2023 sont provisoires car basés sur la population des MSD au dernier recencement consolidé de 2020

	2018	2019	2020
Taux de Natalité (pour 100 habitants)	0,98%	0,67%	0,85%
% de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles du territoire	14,55%	14,56%	15,36%
Part des 60-74 ans au sein de la population de la MSD	15,89%	15,97%	16,53%
Part des + de 75 ans au sein de la population de la MSD	7,97%	8,02%	8,22%

Taux de la population âgée de 0 à 59 ans bénéficiaires de la PCH
(Bénéficiaires au 31 décembre - hors ACTP)



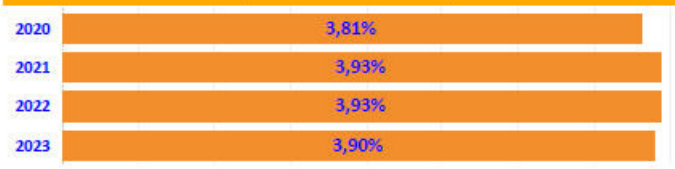
Taux de familles ayant bénéficié d'une aide financière au titre de l'ASE
(Hors Secours Président - taux annuel)



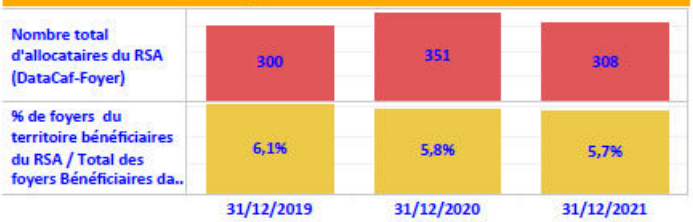
Taux d'enfants ayant fait l'objet d'une Information Préoccupante
(sur population des moins de 18 ans)



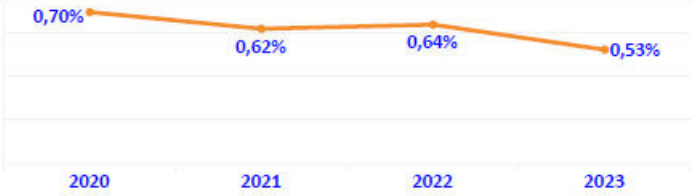
Taux de la population âgée de 60 et + bénéficiaires de l'APA
(Bénéficiaires au 31 décembre)



Foyers bénéficiaires du RSA



Taux de mineurs confiés à l'ASE (Dont MNA) sur population des moins de 18 ans
(Hors APJM - au 31 décembre)



Chiffres clés de la Maison Sociale de la Tarentaise

Pôle Social / SG
Observatoire social

Enfants vus en consultations infantiles au cours de l'année
(Pédiatriques et/ou permanences de puériculture - hors VAD)



Nombre d'enfants savoyards placés
(Toutes mesures confondues - au 31 décembre)



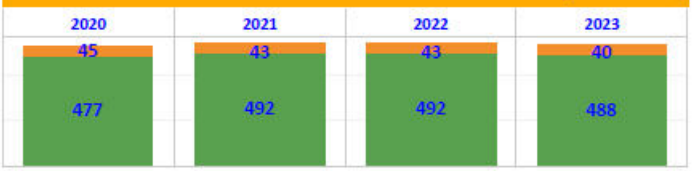
Bénéficiaires d'une aide au titre du Fonds Solidarité Logement
(Accès,maintien,MOC,Energies)



Les Informations Préoccupantes



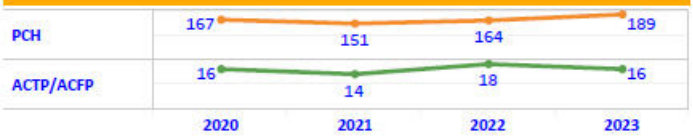
Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
(Au 31 décembre)



Contrats d'Engagements Réciproques et Actions d'insertion



Bénéficiaires d'allocations en faveur du handicap
Prestation de Compensation Handicap (PCH)
Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)
Allocation Compensatrice pour Frais Professionnelle (ACFP)
(Au 31 décembre)



3. BILAN DE L'ANNEE ECOULEE : Réalisations phares 2022-2023

Suite à l'étude ergonomique de la Maison sociale, dont le bilan a été rendu en fin d'année 2023, au départ en retraite de la directrice adjointe et à des mouvements internes chez les cadres, l'équipe de cadres a été totalement renouvelée. Ces changements n'ont pas modifié fondamentalement l'accès aux droits des publics mais ont ralenti ou mis en pause certains projets ou chantiers en cours et de nouveaux projets sont en gestation.
Tous les postes ont été pourvus, excepté au service EJF, qui reste dans une situation critique.

Concernant le bâti et l'isolation de la MSD, une première étape va s'engager avec la mise en place de volets roulants extérieurs. A plus ou moins long terme, la question de l'isolation du bâtiment sera à revoir dans sa globalité.
Le renouvellement et l'augmentation du parc de véhicules (électriques et thermiques) reste une priorité. Pour cela, une recherche active de parking permettant la mise en place de bornes de rechargement est en cours.
La MSD, sur les fins de semaines et période de congés, a mis en place des mesures dans le cadre du plan de sobriété énergétique du département.
Il est également important de noter que des locaux ont été identifiés sur le secteur de Val d'Isère pour les permanences de l'assistante sociale.

Action Sociale de Proximité (ASP) et Cohésion Sociale (COSO) :

- Appui technique sur le rapprochement des CCAS de versant d'Aime et de la Communauté de Communes de Haute-Tarentaise.
- Poursuite des ateliers collectifs : pratique artistique, médiathèque, amélioration de la confiance en soi, bien-être social et élaboration d'un Comité d'actions culturelles médico-social.
- Poursuite du travail étroit avec « le point écoute itinérant », qui reste pertinent au regard du malaise des adolescents qui persiste. Les demandes et écoutes sont en forte hausse sur le secteur.
- Poursuite du travail avec les CPTS.
- Interventions pertinentes de la médiatrice santé dans les parcours de soins et par rapport à l'accès aux soins des personnes vulnérables.
- Accueil de permanences partenaires sur la MSD.
- Modification des secteurs des assistantes sociales à Aime, en lien avec un temps de travail dédié sur les informations préoccupantes pour l'une d'entre elles.
- Montée en charge de l'appui à la parentalité du fait de la situation critique en EJF.

Protection Maternelle et Infantile (PMI) :

- Installation du chef de service de service et mise en place du service PMI.
- Contrôle très actif des crèches saisonnières sur les périodes de vacances grâce au positionnement d'une éducatrice de jeunes enfants sur la mission de conseil, suivi et contrôle des établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE).
- Poursuite et consolidation de l'action « Parent 'aise » : appui à la parentalité renforcé auprès des très jeunes et de leurs parents.
- Montée en puissance des situations d'enfants présentant des troubles du neurodéveloppement.
- Modification des pratiques de bilans de santé en maternelle sur 2/3 ans, action plus précoce.
- Changement de direction de l'hôpital de Bourg-Saint-Maurice.

Enfance Jeunesse Famille (EJF) et Protection Maternelle Infantile (PMI) :

- Maintien du service malgré un déficit important de professionnels.
- Généralisation des concertations familiales avec présence des titulaires de l'exercice de l'autorité parentale pour les situations d'enfants confiés au Département.
- Poursuite des concertations régulières avec le substitut du procureur chargé de la protection des familles, en lien avec les territoires d'Albertville-Ugine et de Maurienne.
- Positionnement de deux assistantes sociales à 50% chacune sur l'évaluation des informations préoccupantes.
- Les liens AS/PMI/EJF se développent notamment avec le travail sur l'évaluation familiale et les bilans intermédiaires.

Personnes Agées et Personnes Handicapées (PA/PH) :

- Le territoire reste déficitaire en solutions. Malgré tout, le service a maintenu, en concertation avec ses partenaires, une veille et une présence régulières auprès des personnes âgées / handicapées en attente de solutions plus pérennes.
- Plusieurs actions de formation/sensibilisation ont été menées avec la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), et l'articulation partenariale a été travaillée dans le cadre de la filière de gérontologie.

- Appui technique auprès de certaines communautés de communes concernant les soutiens financiers aux associations gérant des services d'aides à domicile.
- Participation plus active sur la coordination handicap.
- Inquiétude sur la pérennité de la structure de moyen séjour à Moutiers.

4. PERSPECTIVES : Propositions d'axes forts pour le territoire en 2024

Action Sociale de Proximité (ASP) et Cohésion Sociale (COSO) :

- Evolution des pratiques pour favoriser une plus grande participation des familles.
- Apports d'un socle de connaissance sur les thématiques qui le nécessitent en lien avec les problématiques du territoire : addictions, saisonnalité, etc.
- Relance du groupe de travail sur les violences conjugales avec la MSD Ugine Albertville et développement en Tarentaise des outils et fiches repères travaillés par ce groupe. Accompagnement de l'évolution des pratiques par rapport aux violences conjugales du fait de l'évolution de la législation. Approfondissement des effets sur la santé des enfants.
- Développement des interventions liées à l'aide d'urgence pour les victimes de violences conjugales (AUVC).
- Articulations des champs d'intervention avec les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé du territoire.
- Mise en œuvre des collaborations et articulations avec France Travail.
- Liens avec France Services.
- Poursuite et développement des actions collectives.
- Appui aux communautés de communes souhaitant mutualiser leurs moyens d'action sociale.
- Prise en charge des travailleurs non-salariés dans le cadre du RSA à affiner en lien avec déploiement crescendo.
- Bilan sur l'habitat inclusif en lien avec le Centre médico-psychologique pour adultes (CMPA).
- Bilan de l'activité de la médiatrice santé.

Protection Maternelle et Infantile (PMI) :

- Consultations et suivis médicaux des enfants confiés au Département.
- Consultations en augmentation pour des enfants présentant des troubles du neurodéveloppement à objectiver.
- Consolidation des bilans de santé en maternelle sur le territoire.
- Poursuite de l'action « Parent 'aise ».
- Mise en place du logiciel HORUS.
- Renforcement et contrôle à la demande de l'Etat des EAJE.
- Accompagnement des structures d'accueil du jeune enfant avec montée en puissance des structures.
- Liens avec l'Hôpital de Bourg-Saint-Maurice à faire progresser.
- Réorganisation et optimisation de l'activité de la sage-femme, en fonction du temps de travail validé pour la Tarentaise.
- Renforcement des liens avec les écoles en lien avec les assistantes sociales.
- Activités plus importantes sur l'appui à la parentalité du fait de la situation critique en EJF.

Enfance Jeunesse Familles (EJF) :

- Recrutements et stabilisation de l'équipe EJF.
- Développement de formations spécifiques en interne afin de consolider les compétences de l'équipe autour de certaines thématiques : répercussions des violences conjugales sur les enfants, violences sexuelles, conflits conjugaux, etc.
- Expérimentation de pratiques innovantes en termes d'intervention sociale.
- Poursuite et consolidation du travail en transversalité avec l'ASP et la PMI.
- Consolidation des Projets pour l'Enfant (PPE), en lien avec les lieux d'accueil et de placement.
- Renforcement de la coordination des acteurs sur le champ de la prévention et de la protection de l'enfance (PMI, crèches, écoles maternelles…).
- Poursuite des concertations régulières avec le substitut du procureur chargé de la protection des familles et le juge des enfants, en lien avec les territoires d'Albertville et la Maurienne.
- Informatisation du suivi des informations préoccupantes (IP).
- Sensibilisation autour des IP des partenaires locaux.
- Réflexion avec les 2 MSD et les Etoiles d'Estia sur les structures en termes de bâti et d'habilitation (MECS plus centrale ou réhabilitation de Bourg-Saint-Maurice).
- Réflexion à mener sur l'accueil spécifique des 0-3 ans sur le territoire.

Personnes Agées et Personnes Handicapées (PA/PH) :

- Préparation en amont de l'arrivée du système d'information APA.
- Mise en place de la gestion électronique des documents (GED), liée aux demandes d'APA.
- Du fait de la perte des postes MAIA, prise en charge plus importante de situations complexes.
- Déploiement des permanences MDPH sur le territoire.
- Arrivée d'un SAVS troubles psy (20 places).
- Amélioration de l'organisation du maintien à domicile des personnes âgées aidées par des salariés directement employés.
- Consolidation de la coordination handicap en lien avec le territoire d'Albertville-Ugine avec des projets importants : cycle de réunions thématiques sur la personne âgée et handicapée.
- Appui technique aux services d'aides à domicile du secteur et accompagnement des SAAD mixtes.
- Evaluation des incidences des fermeture de lits courts et moyens séjours sur le territoire.
- Participation à un point d'appui aux aidants.
- Lien avec les CPTS.



Jeunesse

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ET DE PERFORMANCE 2022/2023

Commissions d'élus : **5ième commission**

Direction concernée :

- **Pôle Solidarités Territoriales – Direction des politiques territoriales**



SOMMAIRE

SYNTHESE 475
1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux 476
2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique 478
3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs 480
4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS 485

SYNTHESE - POLITIQUE JEUNESSE

0,28%



Le Département décline une série d'actions destinées à répondre aux attentes des jeunes tout en favorisant leur épanouissement et leur implication dans la vie locale.

Contexte

Suite à l'évaluation jeunesse menée en 2021 et qui a mobilisé 353 acteurs différents, de nouveaux axes ont été validés par l'assemblée départementale en mars 2022. La nouvelle politique jeunesse repose sur 1 enjeu, 5 objectifs et 3 orientations.

Enjeux :

Considérer tous les jeunes savoyards de 0 à 25 ans et leur garantir les meilleures conditions d'éducation, d'épanouissement et d'émancipation.

Principales réalisations

Durant l'année 2023 et suite à la validation des nouvelles orientations par l'Assemblée départementale, l'unité jeunesse s'est attachée à déployer de manière concrète la politique jeunesse sur l'ensemble des territoires :

- 25 contrats signés avec des collectivités,
- 20 associations locales partenaires,
- 5 associations départementales jeunesse partenaires.

Dans le cadre de la gouvernance départementale des contrats territoriaux jeunesse, 13 comités de pilotage stratégiques ont été mis en place en 2023 avec une présence des élus départementaux.

La journée « printemps du réseau » ouvert aux acteurs jeunesse a connu un franc succès avec la participation de 101 professionnels de la jeunesse.

Le projet Alcotra Respiration Jeunesse a été lancé avec succès et les échanges transfrontaliers entre collégiens ont démarré dans les centres de vacances.

Sur cette thématique du tourisme jeunes, la Délégation de Service Public sur le centre de l'Edelweiss a été renouvelée.

Enfin, la carte CLES Collèges a été transformée, avec le lancement en septembre 2023 de la nouvelle carte OKAY Savoie.

Chiffres et indicateurs clés

Moyens 2023 :

1,75 M€ (CA)

6,94 équivalents temps plein (ETP)

21 120 jeunes 11/25 ans impactés par la politique jeunesse mise en œuvre sur les territoires (plus de 2/3 des 11/15 ans)

38 projets déposés par les conseillers départementaux jeunes sur le thème des valeurs de l'olympisme

Perspectives de l'action départementale en quelques mots

Après le vote des nouvelles orientations de la politique jeunesse en 2022, 2023 les territoires ont été accompagnés dans la mise en œuvre de leur politique jeunesse locale en lien avec les nouveaux axes en 2023. Ceci s'est concrétisé par la signature des contrats avec les collectivités, le lancement de l'observatoire jeunesse, du projet Alcotra Respiration Jeunesse et de la carte OKAY Savoie.

1. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Contexte et enjeux

Après le vote des nouveaux axes de la politique jeunesse en 2022 et l'accompagnement de l'ensemble des territoires, l'année 2023 a été marquée par la signature des contrats territoriaux jeunesse avec les collectivités et les associations.

Aujourd'hui 100 % du territoire savoyard est couvert et chaque jeune a accès à une structure jeunesse de proximité.
A travers les nouveaux axes de la politique jeunesse ce sont plus de 250 actions qui sont accompagnées financièrement par le Département sur l'ensemble de la Savoie.

Durant l'année 2023, l'observatoire départemental de la jeunesse a été lancé de manière opérationnelle avec plusieurs initiatives importantes sur la question de la santé des jeunes. Deux rendez-vous sur les territoires de Arlysère et Grand Lac ont été organisés pour aller à la rencontre des jeunes âgés de 16 à 25 ans (plus de 400 personnes présentes). Huit expérimentations ont été accompagnées en lien avec des structures jeunesse et de santé.

La dynamique de réseau a vécu une année prolifique avec 26 rencontres proposées aux acteurs jeunesse du département sur différents thèmes : journée de rentrée, évaluation, santé des jeunes. 697 participations ont été comptabilisés sur l'année. Dans ce cadre un travail important a été entamé sur le sujet de l'évaluation, et l'équipe jeunesse a accompagné près de 40 professionnels sur 3 journées. L'idée de cette initiative est de former les professionnels jeunesse pour qu'ils puissent évaluer leurs actions avec les jeunes en lien avec les orientations de la politique jeunesse départementale.

Le Conseil Départemental des Jeunes a travaillé sur le thème des valeurs de l'olympisme et a aussi effectué son traditionnel séjour institutionnel à Paris. A cet, effet 7 conseillers départementaux adultes ont pu accompagner les jeunes dans leur aventure parisienne et le groupe a été accueilli pour les visites de l'Elysée et de Matignon. Dans le cadre de la thématique sur les valeurs de l'olympisme 38 projets ont été déposés et validés par les élus.

Une nouvelle promotion de jeunes a été accueillie en novembre 2023 et les 41 jeunes conseillers se réuniront toute l'année et mèneront leurs travaux sur le thème de la « citoyenneté ».

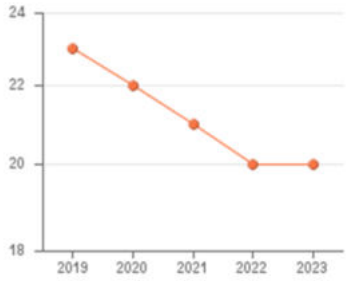
L'appel à projet « Respiration » a été reconduit pour la troisième année consécutive durant la période estivale. Suite à la diffusion de l'appel à projets sur l'ensemble des territoires savoyards, ce sont 49 structures qui ont déposé des projets et qui ont permis à 1 494 jeunes savoyards de bénéficier d'actions concrètes autour de 3 entrées que sont les activités, les séjours et les jobs d'été.

Le projet « Alcotra Respiration Jeunesse » a connu son évènement de lancement en Savoie en mars au centre Lionel Terray dont la 3ème et dernière phase de travaux a permis l'isolation thermique du bâtiment et l'innovation numérique. Les séjours transfrontaliers de jeunes ont démarré dès le mois de mars sur toute l'année avec succès et enthousiasme.

Enfin, l'année s'est clôturée avec le succès du lancement de la carte OKAY Savoie *(cf. focus dans l'objectif opérationnel 1.2.2.)*.

CONT - Nombre d'associations locales concernées par les Contrats Territoriaux Jeunesse (CTJ)

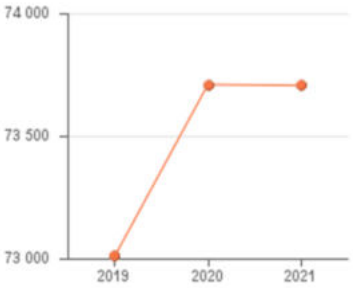
Période	Nombre
2019	23
2020	22
2021	21
2022	20
2023	20



Ces associations contribuent à la dynamique jeunesse sur leur territoire. 14 de celles-ci œuvrent en milieu rural, 5 d'entre elles sont sur Chambéry et 1 est à Aix-les-Bains. Elles sont présentes sur l'ensemble des territoires savoyards : Grand Lac (2), Grand Chambéry (8), Cœur de Savoie (2), Tarentaise Vanoise (2), Maurienne (4), Arlysère (2), Avant-Pays-Savoyard (2). Malgré les difficultés financières que certaines associations connaissent, leur nombre reste stable.

CONT - Nombre de jeunes concernés par la politique jeunesse

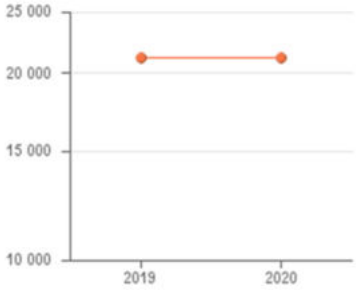
Période	Nombre
2019	73 012
2020	73 711
2021	73 707



Ces différents chiffres proviennent de l'INSEE. Néanmoins, il faut prendre en compte le décalage de trois ans entre l'année de recensement et l'année affichée par l'INSEE. Ainsi, le chiffre récolté en 2021 correspond à l'année 2018 pour l'INSEE.
Le nombre de jeunes concernés par la politique Jeunesse évolue suivant le périmètre géographique des différentes structures jeunesse. En termes d'animation jeunesse départementale, en moyenne sur le Département de la Savoie il y 1 professionnel jeunesse pour 254 jeunes dans la tranche d'âge 11-15 ans.
Lors du bilan qui sera effectué en 2024 avec les structures jeunesse, les chiffres seront mis à jour.

CONT - Nombre de jeunes impactés par la politique jeunesse : tranche 11-25 ans

Période	Année
2019	21 120
2020	21 120



34% des 11-25 ans sont impactés directement par la politique jeunesse mise en œuvre sur les différents territoires. Ce chiffre important sur cette tranche d'âge s'explique en majeure partie par le lien très fort entre les structures jeunesse et les collèges. En effet les animateurs assurent en moyenne une présence de 4h hebdomadaires dans les collèges. Sur la tranche d'âge 11-15 ans, 53 % des jeunes sont en lien avec une structure jeunesse, soit un jeune sur 2.
Lors du bilan qui sera effectué en 2024 avec les structures jeunesse, les chiffres seront mis à jour.

2. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Moyens dédiés à la politique

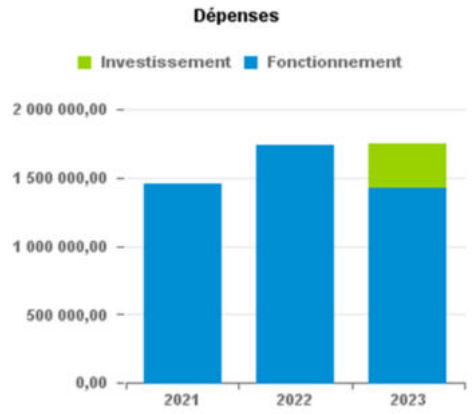
Moyens financiers par secteurs budgétaires de 2021 à 2023

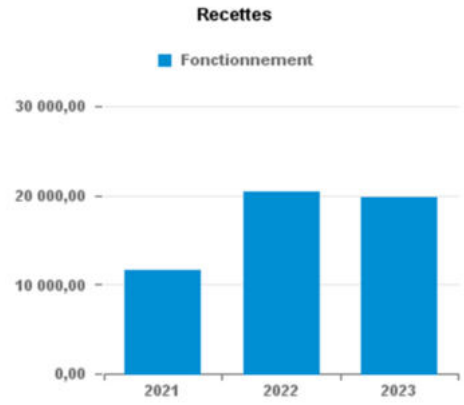
Secteurs budgétaires de la politique JEUNESSE

SECTEURS BUDGETAIRES
ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DU TERRITOIRE
INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES SCOLAIRES JEUNESSE

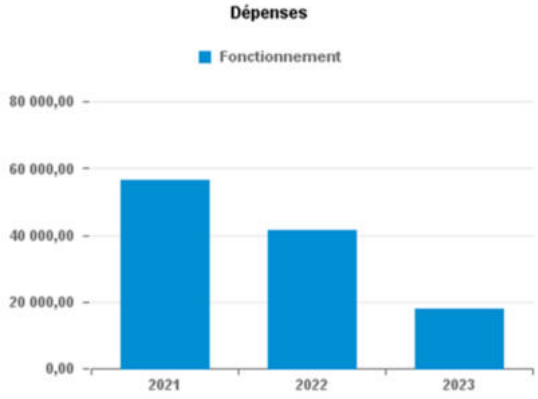
Dépenses Par politique	CA 2021 Dépense Fonctionnement	CA 2022 Dépense Fonctionnement	CA 2023 données au : 24 Février 2024 Dépense Fonctionnement	 Dépense Investissement
ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DU TERRITOIRE	1 131 498,46	1 297 235,61	976 005,80	330 000,00
INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES SCOLAIRES JEUNESSE	321 042,94	436 327,65	443 591,15	
Dépenses par section :	**1 452 541,40**	**1 733 563,26**	**1 419 596,95**	**330 000,00**
	1 452 541,40	**1 733 563,26**	**total année : 1 749 596,95**	

Recettes Par politique	CA 2021 Recette Fonctionnement	CA 2022 Recette Fonctionnement	CA 2023 données au : 24 Février 2024 Recette Fonctionnement
ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DU TERRITOIRE	11 672,32	20 400,00	19 776,00
Dépenses par section :	**11 672,32**	**20 400,00**	**19 776,00**

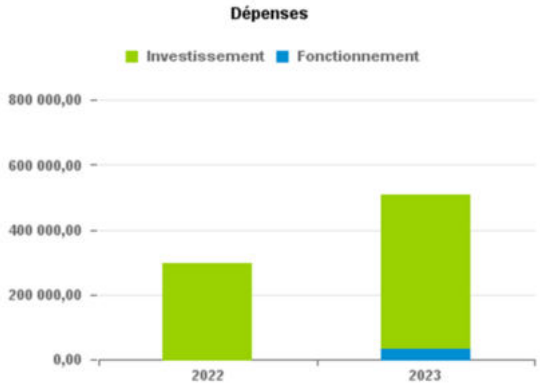




Dépenses - CTS 3E GENERATION	CA 2021 Fonctionnement	CA 2022 Fonctionnement	CA 2023 données au : 26 Février 2024 Fonctionnement
PSTD DPT Sports et Jeunesse	**56 250,00**	**41 250,00**	**18 000,00**



Dépenses - Contrats départementaux	CA 2022		CA 2023 données au : 15 Février 2024	
	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement	Dépense Fonctionnement	Dépense Investissement
PSTD DPT Sports et Jeunesse	0,00	296 000,00	32 000,00	476 456,00
	total année : 296 000		total année : 508 456	





Moyens humains par secteurs en 2021-2022-2023

(Moyenne des équivalents temps pleins (ETP) sur l'année, effectifs rémunérés)

Politique	Secteur politique	Pôle	Direction	Nombre d'ETP moyens annuels		
				2021	2022	2023
JEUNESSE	ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DU TERRITOIRE	PSTD	DPT	3,42	3,78	3,94
	Sous-total du secteur			3,42	3,78	3,94
	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES SCOLAIRES JEUNESSE	PSTD	DPT	2,5	2,45	3
	Sous-total du secteur			2,5	2,45	3
TOTAL tous effectifs pour la politique				5,92	6,23	6,94

Commentaire général sur l'ensemble des moyens alloués (financier, RH, technique ...) :

Même si l'équipe jeunesse connait des mouvements de personnel (l'unité a enregistré deux mouvements d'agents sur les deux dernières années elle est stabilisée en termes de nombre d'agents depuis quelques années (3 techniciens, 1 responsable et 1 assistante administrative).
L'unité jeunesse a accueilli une jeune en service civique d'avril à décembre 2023 sur les actions en lien avec le conseil départemental des jeunes. Ce fut une belle expérience pour la jeune accueillie mais aussi pour le service. Cette jeune est aujourd'hui en emploi dans le domaine de l'animation.
De plus, l'équipe jeunesse accueille depuis septembre 2022 une apprentie qui est en charge de la mise en œuvre de l'observatoire départemental de la jeunesse. Son apprentissage se termine en août 2024.
Enfin un emploi d'été a été recruté pour la troisième année consécutive afin de piloter l'appel à projet Respiration. C'est une vraie plus-value dans la mise en œuvre et le suivi de ce dispositif.

3. BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE : Analyse de l'activité et de la performance des dispositifs

Arbre des objectifs

OBJECTIFS POLITIQUES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Offrir à chacun des jeunes savoyards les conditions de son épanouissement, en priorisant la santé, la citoyenneté et l'insertion sociale et en favorisant les découvertes et les apprentissages	1.1. Favoriser le "vivre-ensemble" et accompagner le jeune dans sa globalité dans son bassin de vie, en participant au développement des dynamiques locales sur les territoires	1.1.1. Favoriser la structuration et le développement des actions en direction de la jeunesse sur les territoires
		1.1.2. Fédérer un réseau d'associations et de professionnels jeunesse, en proposant des temps de rencontres, de formation et d'échanges
	1.2. Faire en direct des actions pour et avec les jeunes savoyards, pour encourager leur participation aux actions citoyennes, culturelles ou sportives	1.2.1. Favoriser l'éducation des jeunes au travers de l'éducation à la citoyenneté
		1.2.2. Initier les jeunes aux activités sportives et culturelles

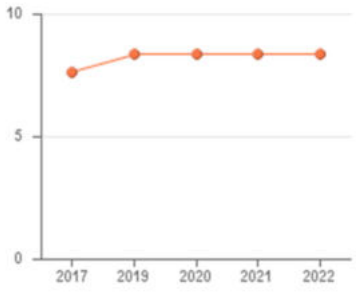
Objectif politique	***1. Offrir à chacun des jeunes savoyards les conditions de son épanouissement, en priorisant la santé, la citoyenneté et l'insertion sociale et en favorisant les découvertes et les apprentissages***
Objectif stratégique	***1.1. Favoriser le "vivre-ensemble" et accompagner le jeune dans sa globalité dans son bassin de vie, en participant au développement des dynamiques locales sur les territoires***

Objectif opérationnel	***1.1.1. Favoriser la structuration et le développement des actions en direction de la jeunesse sur les territoires***

Le Contrat Territorial Jeunesse reste l'outil fort du Département envers les territoires : il est structurant, reconnu avec un réel effet levier dans le temps. 25 contrats sur 28 ont été renouvelé en 2023, en lien avec les nouvelles orientations. Les 3 contrats restants devraient être renouvelés en 2024.

1.1.1.1 PERF - Budget spécifique jeunesse des collectivités (dont part nette)

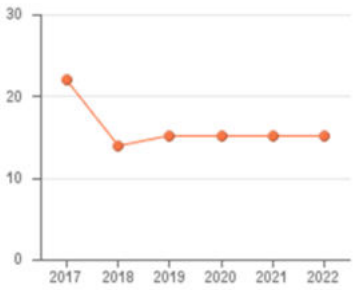
Période	Année
2017	7,65
2019	8,35
2020	8,35
2021	8,35
2022	8,35



La part nette des collectivités représente une moyenne départementale de 59 % sur l'ensemble du budget spécifique jeunesse. Celle-ci est en constante progression depuis la prise en main effective de cette compétence jeunesse par les collectivités au début des années 2000.
De nouvelles données seront récupérées en 2024 sur les actions 2023 dans le cadre des renouvellements des contrats.

1.1.1.2 PERF - Flécher une part de l'enveloppe CTJ en direction des coordinations : % de l'enveloppe

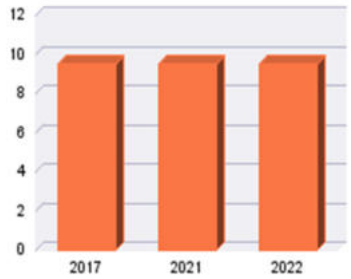
Période	Nombre
2017	22
2018	14
2019	15,26
2020	15,26
2021	15,26
2022	15,26



L'accompagnement financier du Département, fléché sur la mission de coordination, permet d'avoir un référent sur chacun des territoires signataires d'un Contrat Territorial Jeunesse (CTJ). Aujourd'hui, 56 professionnels sont recensés et assurent une action de coordination dans leurs missions, et la moyenne de l'aide du Département sur cet axe du contrat est de 4 536 € par an et par territoire.
De nouvelles données seront récupérées en 2024 sur les actions 2023 dans le cadre des renouvellements des contrats.

1.1.1.3 PERF - Nombre d'euros générés sur l'activité et l'emploi dans les structures jeunesse par euro investi par le Département

Période	Euros
2017	9,47
2021	9,47
2022	9,47



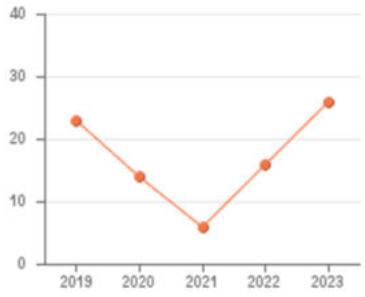
En 2022, le budget spécifique jeunesse de l'ensemble des territoires bénéficiant d'un CTJ était de 7 653 971 €. 68 % de ce montant est consacré à la masse salariale. Le Département participe à hauteur de 11 % et les familles à 8 % sur le budget total. L'Etat participe également, à hauteur de 3%.
Les chiffres 2023 seront récupérés en 2024 lors du bilan.

Objectif opérationnel	***1.1.2. Fédérer un réseau d'associations et de professionnels jeunesse, en proposant des temps de rencontres, de formation et d'échanges***

Le Département est connu et reconnu par l'ensemble des acteurs comme étant l'animateur des dynamiques de réseau en Savoie sur la question de la jeunesse. L'évaluation jeunesse a confirmé cette place du Département.

1.1.2.1 PERF - Actions mises en place en lien avec les structures jeunesse au niveau départemental avec le réseau

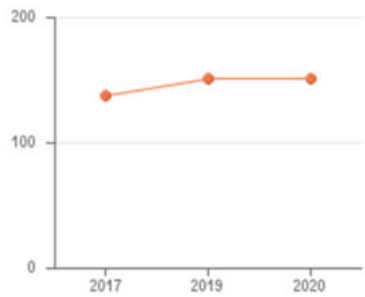
Période	Nombre
2019	23
2020	14
2021	6
2022	16
2023	26



Le réseau des acteurs jeunesse a été une nouvelle année très dynamique. 26 rencontres ont été proposées autour de différents thèmes. Ces rencontres sont une réelle plus-values au développement de la politique jeunesse départementale en permettant de garder un lien régulier avec les acteurs de terrain.

1.1.2.2 PERF - Nombre d'ETP salariés dans les structures jeunesse (et nombre de salariés)

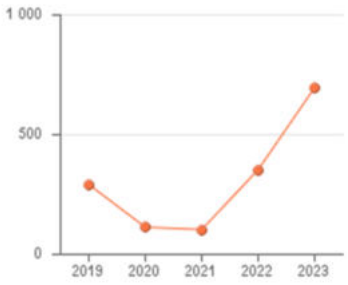
Période	Nombre
2017	137,7
2019	151
2020	151



Le nombre de salariés a tendance à se stabiliser. Ce phénomène est notamment dû au turn over des professionnels jeunesse et surtout à la difficulté des structures jeunesse de recruter.
Un nouvel état lieu sera proposé dans le cadre du bilan des actions 2023 avec l'ensemble des territoires courant 2024.

1.1.2.3 PERF - Nombre total de participations de professionnels à des rendez-vous jeunesse

Période	Année
2019	292
2020	114
2021	104
2022	354
2023	697



La dynamique de réseau a vécu une année prolifique avec 27 rencontres proposées aux acteurs jeunesse du département sur différents thèmes : journée de rentrée, évaluation, santé des jeunes. 697 participations ont été comptabilisés sur l'année.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.1. ☺

« Favoriser le "vivre-ensemble" et accompagner le jeune dans sa globalité dans son bassin de vie, en participant au développement des dynamiques locales sur les territoires »

L'objectif est atteint. Les nouvelles orientations validées dans le cadre de la politique jeunesse sont en adéquation avec les enjeux actuels des jeunes et dans ce cadre, les territoires se sont saisis des nouvelles orientations en proposant plus de 250 actions.

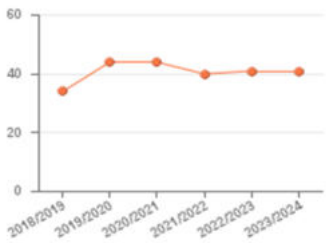
Objectif politique	***1. Offrir à chacun des jeunes savoyards les conditions de son épanouissement, en priorisant la santé, la citoyenneté et l'insertion sociale et en favorisant les découvertes et les apprentissages***
Objectif stratégique	***1.2. Faire en direct des actions pour et avec les jeunes savoyards, pour encourager leur participation aux actions citoyennes, culturelles ou sportives***

Objectif opérationnel	***1.2.1. Favoriser l'éducation des jeunes au travers de l'éducation à la citoyenneté***

Après 34 ans d'existence, le Conseil départemental des jeunes reste toujours aussi actif au sein du Département. Ce sont encore 41 jeunes élus qui ont vécu un parcours citoyen durant une année autour d'une thématique.

1.2.1.1 PERF - Nombre de conseillers départementaux des jeunes[1]

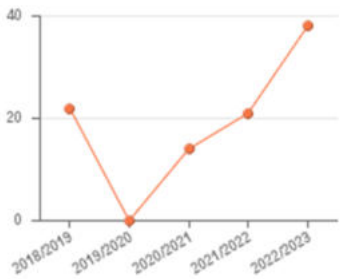
Période	Nombre
2018/2019	34
2019/2020	44
2020/2021	44
2021/2022	40
2022/2023	41
2023/2024	41



Les 41 conseillers départementaux jeunes de la promotion 2022-2023 ont mené une réflexion sur le thème des « valeurs de l'olympisme ». Durant leur mandat ils ont pu aller à la rencontre de différents partenaires qui les ont éclairés sur le thème.

1.2.1.2 PERF - Nombre de projets déposés par les conseils départementaux des jeunes

Période	Nombre
2018/2019	22
2019/2020	0
2020/2021	14
2021/2022	21
2022/2023	38

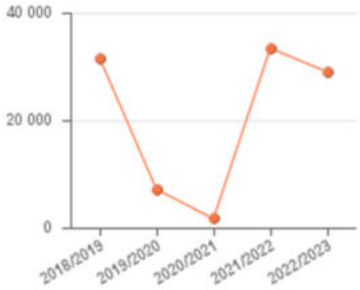


Suite à leur mandat, les jeunes ont la possibilité de mettre en place un projet sur leur territoire en lien avec la thématique traitée. Concernant ce mandat 38 projets (un record !) ont été déposés et validés par l'Assemblée départementale. Ceux-ci seront mis en place durant l'année 2023/2024 en lien avec les acteurs locaux.

[1] https://www.savoie.fr/web/sw_47225/le-conseil-departemental-des-jeunes-cdj-2

1.2.1.3 PERF - Maintenir les aides aux départs en classes de découvertes[2] et en courts séjours : nombre de journées / élèves

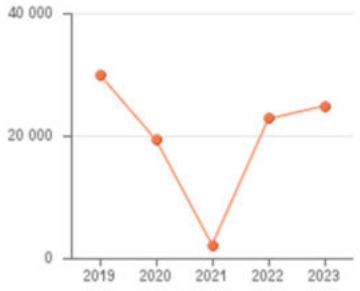
Période	Année
2018/2019	31 713
2019/2020	7 284
2020/2021	1 796
2021/2022	33 544
2022/2023	29 112



Après la période COVID très compliquée et le net rebond, le nombre de journées s'est stabilisé autour de 30 000 journées / élèves au cours de l'année 2022-23. La baisse par rapport à l'année précédente s'explique par deux phénomènes distincts. Premièrement, tous les séjours qui n'ont pu avoir lieu pendant 2 années ont été reportés pour la très grande majorité : il s'agit donc de l'utilisation des avoirs qui avaient été faits par les centres. Le deuxième facteur est lié aux annulations de 2022, avec les cas de COVID sur des séjours entamés. Plusieurs enseignants ont préféré attendre pour ne pas avoir de mauvaise surprise ou de nouveau rebond de la pandémie pendant un séjour. La bonification du Département pour participer à la relance du secteur devrait aider à redynamiser cet indicateur.

1.2.1.4 PERF - Limiter la baisse du nombre de nuitées annuelles dans les 3 centres propriétés du Département

Période	Nombre
2019	30 071
2020	19 444
2021	2 291
2022	22 861
2023	24 991



Les centres du Département ont repris une pleine activité sans annulation de dernière minute en 2023.
De récents travaux d'agrandissement du centre Lionel Terray permettent désormais d'avoir un agrément pour 6 classes, ce qui explique également ces bons chiffres. Suite au changement de son gestionnaire et après les travaux qui sont en cours (fin prévue en 2024), le centre Edelweiss pourra augmenter sa capacité d'accueil jusqu'à 30 000 nuitées.

Objectif opérationnel	*1.2.2. Initier les jeunes aux activités sportives et culturelles*

A la sortie de la crise sanitaire, les Jeudis de l'été en Savoie ont laissé place à l'appel à projets « Respiration jeunesse » qui permet de toucher un nombre de jeunes nettement plus important au plus près des territoires.
Couplé avec le bus citoyen de la Fédération des Œuvres de Laïques financé par le Département, c'est ainsi une nouvelle offre qui prend place sur cet objectif, pour tenir compte des évolutions des besoins des professionnels jeunesse et des jeunes. En 2023 1497 jeunes ont bénéficié de cet appel à projet. De son côté, l'initiative du bus citoyen a proposé 6 jours d'animation sur 3 territoires différents (Avant pays savoyard, Arlysère et Grand Chambéry) avec notamment :

- 3 spectacles de rue proposés par 3 compagnies professionnelles savoyardes,
- 400 personnes accueillies sur les différentes journées (enfant, jeunes et familles et parents),
- 250 spectateurs sur les spectacles.

[2] https://www.savoie.fr/web/psw_39184/aide-aux-classes-de-decouvertes

FOCUS SUR …

LA CARTE *OKAY SAVOIE* : UN OUTIL AU SERVICE DES JEUNES SAVOYARDS



Afin d'encourager les collégiens savoyards à pratiquer plus d'activités sportives et culturelles, et compte tenu du succès de la carte « Clés collège », le Département a souhaité faire évoluer le dispositif, avec la création de la carte « OKAY Savoie ». Cette nouvelle carte permet à chaque collégien savoyard qui en fait la demande de bénéficier d'un porte-monnaie de 100 €, pour pratiquer des activités sportives, artistiques et culturelles en Savoie.

Depuis son lancement en septembre, près de **90%** des jeunes éligibles au dispositif ont demandé leur carte OKAY Savoie, soit **18 000 collégiens** sur un potentiel de 20 300 collégiens savoyards.

560 associations et établissements sportifs, artistiques ou culturels savoyards se sont inscrits sur le site okay.savoie.fr pour devenir partenaires.

A ce jour, 40% de l'enveloppe prévue pour ce dispositif a été dépensée. Les dépenses de librairie représentent 35% des dépenses effectuées avec la carte OKAY Savoie, les autres dépenses vont majoritairement vers des associations sportives ou des équipements publics (patinoire, piscine).

Depuis la rentrée scolaire de 2023, la carte OKAY Savoie sert également de carte de restauration scolaire dans 5 collèges du département. Ce périmètre va s'élargir dès la rentrée prochaine pour passer à une dizaine de collèges utilisant la carte. L'objectif étant de faciliter le quotidien des collégiens, pour que ceux-ci n'aient qu'une carte : la carte OKAY Savoie.

Niveau d'atteinte de l'objectif stratégique 1.2. ☺

« Faire en direct des actions pour et avec les jeunes savoyards, pour encourager leur participation aux actions citoyennes, culturelles ou sportives»

L'objectif est atteint : l'appel à projet « Respiration jeunesse » connaît un écho très favorable sur les territoires. Ce sont 984 jeunes qui ont bénéficié d'activités culturelles et de pleine nature sur les 1 497 jeunes impactés au total sur ce dispositif.
L'activité autour des centres de vacances et des classes de découverte a bien été stabilisée, après la période COVID qui aura fortement ébranlé ce secteur déjà fragile.

4. PERSPECTIVES ET AJUSTEMENTS

25 contrat territoriaux jeunesse (sur 28) ont été signés en 2023 et il s'agira en 2024 d'accompagner les 3 territoires restants à signer le leur. L'année 2024 sera marquée par la fin de l'expérimentation de l'observatoire départemental de la jeunesse.
Les deux expérimentations en cours (le projet européen Alcotra « Respiration jeunesse » et l'observatoire départemental des jeunes savoyards) arrivent à leur terme à la fin du 1er semestre 2024 : il conviendra d'en faire le bilan avant d'envisager de nouvelles suites.
La **carte OKAY Savoie** connaît quant à elle une très belle année de lancement. Il s'agira de poursuivre son développement auprès de nouveaux partenaires, par de nouvelles fonctionnalités au sein des collèges, et aussi d'accueillir une nouvelle promotion de 6ème dès septembre 2024.

Fin de l'expérimentation de l'observatoire départemental jeunesse

Suite à l'évaluation de la politique jeunesse menée en 2021 qui a démontré un déficit de connaissance (chiffres, données…) sur les jeunes savoyards, il a été proposé de mettre en place de manière expérimentale un Observatoire de la Jeunesse sur une durée de deux ans (2022/2024).

La mise en place de cet observatoire a pour objectifs suivants :
- Alimenter les politiques publiques de jeunesse en Savoie,
- Développer la connaissance du public jeune,
- Identifier les besoins et les ressources sur le département,
- Avoir un outil d'aide à la décision et qui permet d'orienter les interventions du Département,
- Accompagner des expérimentations et les capitaliser.

Pour répondre à ces objectifs l'observatoire a été organisé autour de 3 entrées et notamment l'observatoire comme :
- un lieu ressource,
- un lieu d'expérimentation,
- un lieu d'enquête et d'action.

Les résultats de l'ensemble des travaux réalisés seront présentés lors du comité de pilotage au mois de mai 2024 et il s'agira aussi de déterminer les suites à donner à cet outil.

Projet Européen Alcotra « Respiration jeunesse »

Dans le cadre de ce projet pour lequel le Département de la Savoie est chef de file (avec comme partenaires les Ligues de l'Enseignement/Fédération des Œuvres Laïques de la Savoie et de la Haute-Savoie, la Fondation Montagna Sicura et la Région autonome Vallée d'Aoste), les derniers séjours transfrontaliers entre jeunes savoyards auront lieu au 1er semestre 2024 et l'évènement de clôture est programmé à Cogne les 30 et 31 mai prochains.
Au-delà des actions sur le terrain, il s'agira de clore financièrement et administrativement ce volet, qui aura apporté une aide conséquente de 2,39M€. Un bilan sera aussi tiré : inclus dans un appel à projet passerelle/transition, d'éventuelles suites à ce projet seront étudiées avec nos voisins transalpins.

Tourisme Jeunes

Avec l'arrêt du Conseil Savoie Mont Blanc, le Département finance désormais directement l'association Savoie Mont Blanc Juniors. Parallèlement, l'Association Savoyarde des Classes de Découvertes termine sa mutation avec un retour plein et entier sur les enjeux éducatifs. Courant 2024, les conventions partenariales avec ces deux partenaires majeurs du secteur seront renouvelées, et une convention cadre tripartite sera élaborée pour coordonner au mieux les interventions.

Concernant les centres d'accueil du Département, un changement de gestionnaire sur le centre de l'Edelweiss à St-François-Longchamp a eu lieu, et un travail est à poursuivre sur l'avenir du centre nautique du Bourget du lac. Le Département intervient sur l'achat de nouveaux centres de vacances. C'est un secteur d'importance qui est investigué et développé.

REMERCIEMENTS

Amandine BOISSIER, Loris REVEYAZ et Corinne SOINNE-MASSARD de l'Unité Performance et Pilotage de Gestion de la Direction des Finances, du Pilotage de gestion et des Affaires Juridiques tiennent à remercier toutes les équipes du Département qui ont participé à l'élaboration du présent Rapport d'Activité et de Performance 2022 – 2023, et en particulier :

Hélène ABRIOUX, Eva ALIACAR, Agnès ANDRE, Carole ANGONIN, Gwenaël ANSQUER, Aurore ANTONIOLLI, Juliette ARRIGHI, Delphine ARRU-GALLART, Jennifer ARZEL, France AUBERT, Ellen AZZOUZ, Hélène BARDON, Anne-Laure BAZIN, Florence BEAUME, Pascal BELLEMIN, Clara BERELLE, Anne-Marie BERNARD, Célia BERRUX, Daniel BERFINI, Caroline BLANCHIN, Nathalie BONHOMME, Laurence BONTE, Virginie BOSCO, Jamel BOUCHEHAM, Fabien BOURHIS, Delphine BOUVIER, Stessy BUISSON, Damien CAYER-BARRIOZ, Sophie CARETTE, Ariane CELEYRON, Fabrice CHARDON, Elsa CHARRIER, Laure CHATAIGNER, Mathilde CHERENE, Marie-Pierre CHEVRE, Christelle CIVIER, Sylvie CLAUS, Pascale CLEREC, Sylvie COGNET, Valérie COLLOMB, Emmanuelle COMBET, Laëtitia CONSTANTIN, Anne COUTY, Catherine CUDEL, Annie CURTELIN, Evelyne CZUBEK, Hugo DAGUENET, Christophe DALL'OSTO, Sophie DASSONNEVILLE, Sylvie DE AZEVEDO, Aurélie DE CARVALHO, Ludwig DE SOUZA, Nathalie DE TREGLODE-BARDET, Ghislaine DECLOUX, Christelle DEL ROSARIO, Anne-Sophie DELAHAYE, Frédéric DELATTRE, Valérie DENIS, Annick DELORME, Aline DEPERNET, Marlène DESBOIS, Edwige DESSEMOND, Sébastien DODOS, Eline DONZEL, Camille DORIDANT, Florence DUBOIS, Fanny DUCH, Alix DUHAMEL, Jérôme DUPRAZ, Magali DURAND, Alexandre ESPINOSA, Nadège ETIENNE, Isabelle FAZZARI, Sandrine FOSSARD, Dimitri FOTIADI, Luc FOURNIER, Virginie FRANCOIS, Tiphaine GACHET, Nathalie GAZZOLA, Estelle GELON, Annick GENTIL, Myriam GERENTE, Elodie GILBERT, Odile GOENS, Lucile GOMEZ, Sébastien GOSSELIN, Léonie GROSJEAN, Etienne GUERAIN, Laure GUIGUE, Ludovic GUILLIER, Ophélie GUINET, Olivier GUILLORET, Christophe HERBIN, Sylvie HEREAU, Hanaé HIMI, Gilles IMBERT, Stéphanie JARLAN, André JOLY, Marc JORCIN, Sophie JULLIAND, Pascale JULIEN, Yamina KHELIL-BAILLY, Claude LABOURIER, Lionel LACOSTE, Nathalie LANA, Jean-Philippe LAPLANCHE, Eric LARUAZ, Isabelle LAURIN, Frédérique LEDUC, Elodie LEHU, Nathalie LESAGE, Paola LESUISSE, Olivier LETONDEUR, Marion LEYMARIE, Alice LHUISSIER, Sylvain LOUVETON, Tiffany LOZAT, Sylvie LUCAS-COMTE, Aline MAILLY, Delphine MAKO, Céline MANUSE, Karen MARTIN DAL TIO, Fabrice MARTINELLI, Nicolas MARTRENCHARD, Stéphanie MASSON, Aviva MAX, Aude MESSIFET, Fabienne MONIER, Pierre MOORE, Clémentine MOUILLERON-BECAR, Frédéric MURAT, Marine NGUYEN, Elsa NICOLOSI, Thierry OLIER, Frédérique ORDOVINI, Gérard ORDOVINI, Sylvain PAGANO, Vincent PAPOZ, Solène PAUL, Sophie PARIZOT, Lionel PECQUEUX, Gérard PEGAZ-HECTOR, Damien PENOT, Jean-Claude PEPIN, Laurent PERRIER, Lucie PEYRE, Céline PIESSAT-RICHARD, Florie POIMBOEUF, Laurence POLLET, Fabien POUILLON, Loubna PRAD, Thomas RAMBAUD, Claire RAMEAUX, Véronique RATTIN, Sagayamarie RAYAR, Joséphine RIBOUD, Fabien RIVES, Claude ROCHET-LABRUNE, Sylvie ROSIN, Caroline RUBOD, Christophe SALVAT, Noémie SANCHEZ, Natacha SANFILIPPO, Pauline SEIGNE, Pascale SERGENT, Elvetia SERRA, Emmanuel SIBUT, Colas SILVESTRE, Anne-Sophie TANCHOT, Jean-François TEPPAZ, Salima TRAORE, Anne TROADEC, Laurent VALETTE, Stéphane VERCRUYSSE, Alice VERNOIS, Anastasia VINCENT.

Un grand merci aussi à toutes les personnes qui n'ont pas été citées mais qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de ce rapport dans l'ensemble des directions et services du Département, y compris les Maisons Techniques et Sociales sur chacun des 7 territoires de la Savoie et la Direction des infrastructures, tant au niveau de la collecte des données, qu'à leur enregistrement, ainsi qu'à l'analyse, l'écriture et la relecture des textes d'accompagnement.

CRÉDITS PHOTOS

A. Abondance, Adobe Stock, Archives départementales de la Savoie, Arlysère, Amandine Boissier, Sophie Carette, CEREMA, Commune d'Attignat-Oncin, Commune des Belleville, Commune de La Biolle, Commune de La Motte-en-Bauges, Commune de Yenne, Nathalie De Treglode-Bardet, Département de la Savoie – CD73, Estivales en Savoie, I. Fazzari, Séverine Haberer – Noémi polychromie, A. Kretzschmar, Caroline Moureaux, Mairie de La Bauche, Malou Pictures, Musée Savoisien, Orange, S. Paul, Fabrice Rumillat, SDIS73.